

Université de Paris X - Nanterre  
Centre d'Etudes Géographiques sur l'Afrique Noire

GUILLAUD Dominique

**L'ESPACE D'UNE CHEFFERIE**  
**Construction et gestion d'un territoire sahélien :**  
**le pays d'Aribinda (Burkina-Faso)**

Thèse de doctorat de l'Université de Paris X - Nanterre  
en Lettres et Sciences Humaines (Géographie Humaine)

sous la direction de

M. Paul PELISSIER



30 AOUT 1994

Paris 1989

VOLUME I

F 27337

Soutenance le 6 novembre 1989

Membres du Jury : Paul Pélissier  
Edmond Bernus  
Jean-Pierre Raison  
Jean-Yves Marchal

- Remerciements -

Les problèmes de préséance sont depuis longtemps familiers aux habitants de l'Aribinda, chez lesquels la simple organisation d'une fête réunissant des notables présente des difficultés quasiment insurmontables, dès lors qu'il s'agit de placer chacun selon son rang dans sa hiérarchie. En rédigeant ces remerciements je me heurte aux mêmes problèmes.

Les données du présent ouvrage ont été étudiées dans le cadre des activités de l'ORSTOM et grâce à son infrastructure.

J'éprouve une profonde reconnaissance pour Georges Dupré, qui accompagna mes premiers pas sur le terrain et me fit profiter depuis de sa grande expérience.

Sans Nonguma Maega qui fit office d'interprète de tous les entretiens avec les Kurumba, et sans les enquêteurs de l'ORSTOM, Jean Sauret et Robert Ouedraogo, ce travail n'aurait pas été possible. Je les en remercie tous les trois très amicalement.

Je rends hommage au Karyo Souleymane, aujourd'hui disparu, qui me témoigna sa bienveillance.

Je n'aurai garde d'oublier le Préfet d'Aribinda ni ceux de Djibo et de Dori, ainsi que l'ORD d'Aribinda et le Service de l'Elevage, qui mirent à ma disposition une documentation précieuse.

Je tiens tout particulièrement à exprimer ici mes remerciements à mes interlocuteurs de l'Aribinda pour leur accueil et la bonne volonté amusée dont ils firent toujours preuve en acceptant de participer patiemment à d'interminables entretiens.

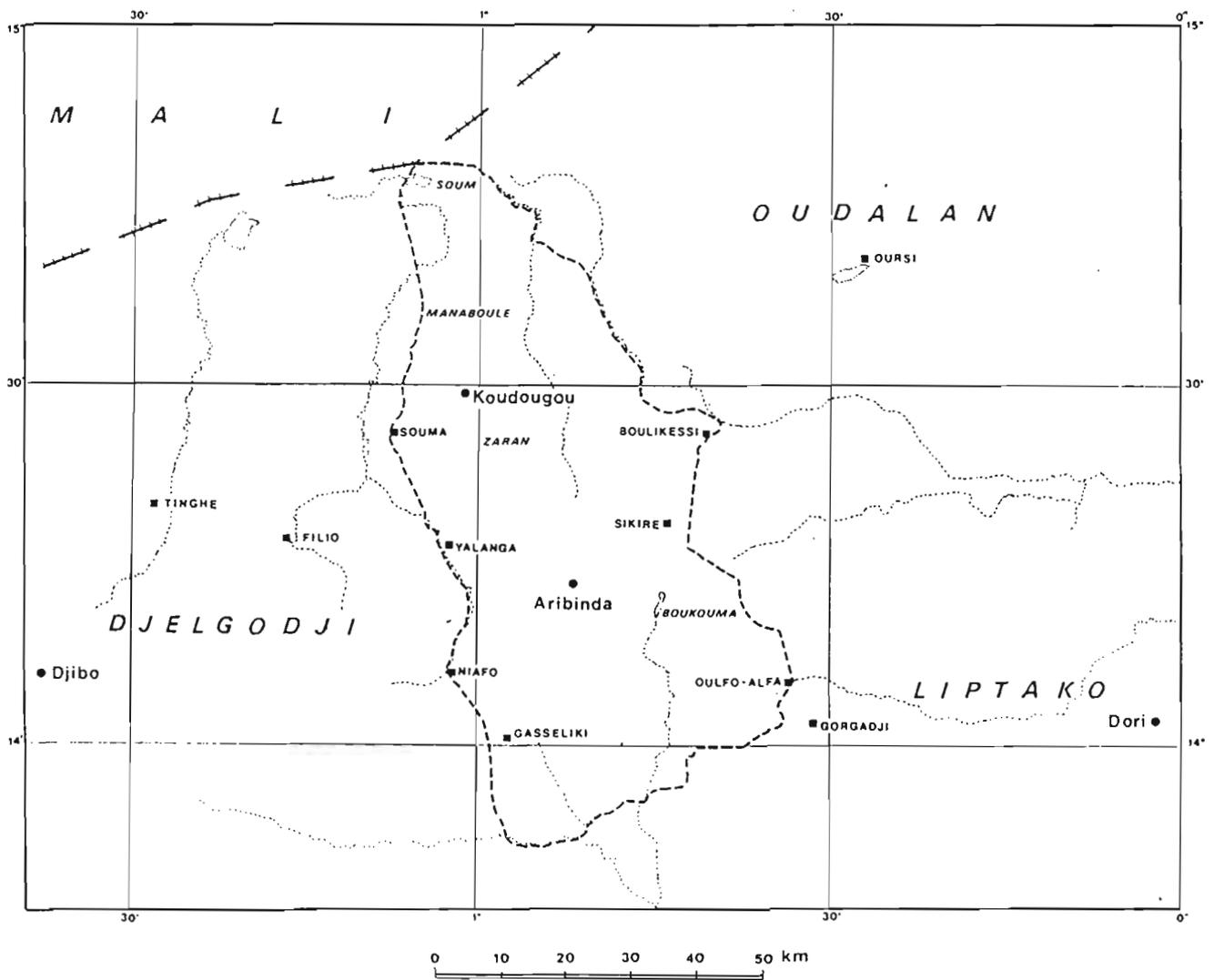
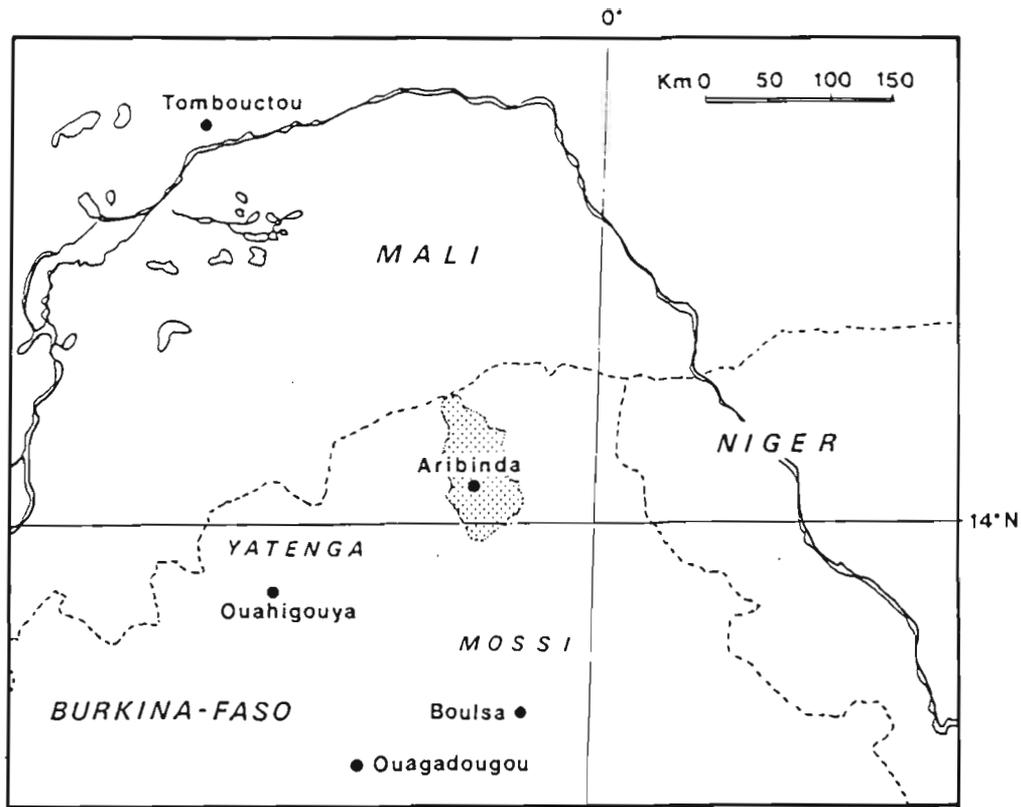
Jacques Gilbank, à l'époque à l'Université de Ouagadougou, ne m'a pas mesuré son assistance.

Michel Grouzis a eu la très grande gentillesse d'identifier les échantillons de plantes collectés dans l'Aribinda. Ma gratitude va également à plusieurs géographes de l'ORSTOM qui eurent l'obligeance de lire mon manuscrit à différentes étapes de sa rédaction : Edmond Bernus, Jean-Yves Marchal, Joël Bonnemaïson et Georges Savonnet, et qui ont efficacement encouragé ma recherche.

Monsieur Jean-Pierre Raison, professeur à Nanterre, a bien voulu me signaler les principales faiblesses de sa présentation.

Enfin, à Monsieur Paul Pélissier, qui a dirigé mon travail, je voudrais exprimer ici mes remerciements et témoigner ma plus sincère reconnaissance.

A tous, je dois beaucoup.



- Figure 1 : a - L'Aribinda dans la boucle du Niger. -  
 b - L'Aribinda dans le nord du Burkina-Faso. -

## INTRODUCTION

*"Quand tu viens à Aribinda,  
tu n'as pas besoin de nattes pour dormir.  
Les montagnes sont un lit."*

(Louange d'Aribinda)

L'Aribinda est une petite région sud-sahélienne, située dans le nord du Burkina-Faso. Elle s'étend du nord au sud sur 100 kilomètres, de la mare de Soum, proche de la frontière malienne et à la latitude de 14° 45', jusqu'au 14<sup>e</sup> parallèle environ. À l'ouest et à l'est, l'Aribinda est approximativement limité par les longitudes 0°40' et 1°10', et comporte une cinquantaine de kilomètres dans sa plus grande largeur (figure 1).

En 1982, l'Aribinda formait une sous-préfecture de la Haute-Volta couvrant environ 4.000 Km<sup>2</sup>, et incluse dans le département du Sahel, dont le chef-lieu était Dori. En 1983 le remaniement des régions qui allaient quelques mois plus tard composer le Burkina-Faso aboutissait à la scission de l'Aribinda en deux circonscriptions administratives distinctes, le département d'Aribinda même, et celui de Koudougou (Koutougou) situé au nord. Ces deux départements étaient inclus dans la Province de Soum dont le chef-lieu se trouvait à Djibo. Leur population, au début des années 1980, pouvait être évaluée à 40.000 habitants environ.

## 1. LE PAYS D'ARIBINDA

### 1. 1. Le paysage

L'isohyète des 500 mm traversant le pays y fait passer la limite communément admise du genre de vie sédentaire basé sur la culture du petit mil. Fluctuant du nord au sud, au hasard des séries pluviométriques, cette limite aménage une transition dans l'espace entre les systèmes pastoral et agricole, comme entre les formations végétales naturelles qui dessinent dans le paysage, avec les reliefs et les sols, les contrastes de l'Aribinda.

Un type de paysage, en particulier, peut symboliser l'Aribinda. *Apella*, les "montagnes claires" aux formes arrondies, se présentent de loin comme des masses grises émergeant des sables ; en les parcourant on s'aperçoit de leurs multiples aspects. Des pentes abruptes et lisses, jusqu'aux versants étirés jonchés de chaos et de blocs épars, le granite des *pella* se prête à une diversité de couleurs et de formes. De la roche tantôt finement grenue et tantôt écailleuse, les tons varient d'une large gamme de gris au rouge oxydé. Les chaos du granite, formant dédales et cavernes, alternent avec de larges surfaces sans accident, dégagées par la pente de tous débris. Ici et là sur la montagne, des replats portent une maigre végétation de graminées ; des entailles dans la roche sont autant de réservoirs, minuscules ou gigantesques, emplis d'eau à la saison des pluies. Peu avant l'hivernage, les montagnes se parent du vert de quelques arbres fruitiers, ancrés dans le moindre dépôt de terre.

Au coeur du pays, ces dômes de granite, que l'on nomme ici "montagnes", ne justifient leur appellation que par contraste avec la platitude extrême des formes environnantes : ils surplombent, parfois d'une soixantaine de mètres, une plaine sableuse aux ondulations imperceptibles, où cheminent des ruisselets sinueux, rarement échanrés. Quelques monticules, quelques dunes rubéfiées, et des silhouettes de ligneux viennent seuls rompre la monotonie de cette plaine entièrement mise en culture.

Très éclaircie au plus proche des reliefs, la végétation est essentiellement composée d'espèces arborées. Au large des massifs, plus buissonnante, elle annonce la fin des ensablements ; les tracés de végétation plus dense signalent alors les passages épisodiques de l'eau. Dans cette plaine sableuse, les cheminements piétonniers, et les quelques voies creusées par les roues des véhicules, dessinent un réseau rayonnant à partir des dômes d'Aribinda. Encadré par les plus imposants d'entre eux, le bourg actuel qui a donné son nom à la région toute entière<sup>1</sup> s'étend en plusieurs quartiers adossés au granite.

Ce relief particulier et assez unique des massifs de granite confère à l'Aribinda un caractère insulaire. Bien sûr, ces massifs ne se rencontrent que dans le centre de la région, et ailleurs, l'absence de ces "archipels" granitiques estompe rapidement l'impression que laisse le site du bourg, celle d'un monde clos articulé sur les "montagnes". Il faut préciser toutefois que les massifs d'Aribinda ont joué, et jouent encore un rôle symbolique majeur. Avec le bourg, ils ont abrité le "coeur" politique, social, religieux et économique d'où procède l'organisation du pays.

Au sud et au nord d'Aribinda, l'aspect du paysage, et les activités qui s'y déploient se modifient de façon sensible. Auréolant la plage dunaire du bourg, les premières zones de brousse n'abritent que quelques huttes d'éleveurs isolées, et font transition avec deux types différents de paysage où s'inscrit à nouveau l'occupation humaine.

Le paysage du sud de la région est haché de cuirasses et de témoins latéritiques. Un voile sableux persiste parfois au pied de ces cuirasses, mais les vastes pentes qui s'y rattachent sont généralement nues, et le sol damé, parfois raviné, ne porte que quelques maigres buissons. Contrastant avec ces interfluves désolés, les bas de pente et les vallées sont colonisés par une végétation plus dense, composée d'arbustes et parfois d'arbres, ourlant les lits des cours d'eau temporaires ou les dépressions argileuses. Les vallées sont amples, rarement marquées par un encaissement canalisant le flot ; avec les pluies, les terrains des zones basses, où se concentrent les champs, restent souvent inondés trois, quatre, cinq jours ou plus sur des étendues débordant largement le lit des cours d'eau signalés par des galeries boisées.

---

<sup>1</sup> Il conviendra ainsi de distinguer entre Aribinda, qui désignera le bourg, et l'Aribinda, la région toute entière.

Là, les établissements humains, dispersés le long des terres basses, sont composés de quelques gros villages, de très nombreux hameaux réduits à quelques habitations, et de maisons isolées.

Au nord d'Aribinda, la quasi-totalité du peuplement et de l'activité agricole se concentrent, le plus souvent en importants villages, sur des cordons dunaires qui, de façon plus ou moins continue, traversent d'est en ouest le pays.

A l'inverse, les brousses entre les cordons, faute d'eau et de sols arables, sont vides ou peuplés seulement de quelques éleveurs. De longues pentes damées et ravinées rattachées à des cuirasses sont parfois saupoudrées de minces épandages sableux ; la végétation contractée et épineuse est très claire ; de larges massifs aux pentes raides apparaissent. En allant vers le nord, les peuplements végétaux se contractent encore, pour ne plus subsister qu'en bouquets ou en haies d'arbustes éclaircies, encadrant le lit des cours d'eau temporaires. D'immenses glacis presque dénués de toute végétation ne sont rompus que par de rares affleurements de granite ou des pointements de quartz. Aux limites nord du pays, ces étendues laissent place à un bush. Celui-ci annonce la mare de Soum, qui étend ses argiles craquelées, sculptées de milliers d'empreintes de bétail.

Cette transition du sud au nord de l'Aribinda s'inscrit avant tout dans l'accentuation du caractère sahélien des formations végétales, et dans l'importance de plus en plus grande que revêt l'activité pastorale : à Soum, quelques rares maisons d'agriculteurs sont encore présentes, mais l'on y rencontre surtout des éleveurs dont les campements, le plus souvent, se déplacent au cours de l'année.

D'une part, l'emprise agricole est maximale sur les cordons dunaires, d'autre part elle décroît à mesure que l'on va vers le nord. Ces deux phénomènes n'ont en eux-mêmes rien d'original, mais ils contribuent, en se conjuguant, à mettre en évidence l'intérêt tout particulier que revêtent, au regard de l'agriculture, les zones dunaires les plus méridionales.

## 1. 2. Les fondements du pays

Le territoire de l'Aribinda est limité par des repères précis dans l'espace : le cours d'eau qui s'écoule depuis les abords de Gasseliki jusqu'à Soum trace la limite ouest, que ponctuent des établissements ou des repères physiques, tels que les villages de Gasseliki, Niafo, Yalanga, Souma, les cuirasses de Manaboulé, la mare de Soum. La frontière du pays est plus évasivement limitée à l'est par quelques établissements : Boulikessi, Sikiré, Oulfo-Alfa, Gorgadji. Les établissements du sud de Gasseliki, quoiqu'inclus dans le Département, ne font pas à proprement parler partie du pays d'Aribinda, et sont à forte dominante mossi. De même certains établissements situés sur les franges du pays, tels que Boulikessi, Souma, Oulfo-Alfa, Gorgadji, Niafo, sont plus dans la mouvance des ensembles ethniques limitrophes, que dans celle de la chefferie d'Aribinda.

Le tracé arbitraire de ces frontières, appuyé avant tout sur des établissements, ne permet pas de distinguer radicalement l'Aribinda des ensembles voisins. Le Liptako, L'Oudalan et le Djelgodji offrent avec la majeure partie de l'Aribinda une grande similitude sur le plan des paysages ; l'utilisation des ressources naturelles n'est, d'un ensemble à l'autre, distinguée que par une coloration plus "agricole" ou plus "pastorale".

Le terme de pays, qui s'impose pour désigner l'Aribinda, fait référence à une construction humaine. Les "bornes" du territoire, le *pagus* latin, fixent des limites qui ne doivent pas forcément leur raison d'être à une configuration naturelle particulière, ni à une spécificité économique tranchée. L'implantation dans la terre qu'évoque le *pagus* renvoie à une construction ; c'est ce concept qui permet de définir l'Aribinda comme un pays.

L'une des originalités de l'Aribinda est d'être peuplé en majorité de villageois sédentaires et d'être contrôlé par eux. Le pays en cela s'oppose aux régions voisines de l'Oudalan et du Liptako à l'est, et du Djelgodji à l'ouest, où la domination politique est assurée par des groupes humains plus ou moins mobiles et voués à une économie pastorale, Peul et Touareg. Certes, l'on rencontre aussi dans le Djelgodji

ou dans l'Oudalan des établissements sédentaires, au moins aussi anciens qu'Aribinda. Mais ni dans le Djelgodji ni dans l'Oudalan le contrôle politique de ces groupes sédentaires n'a apparemment pu être maintenu au-delà du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce sens il est intéressant de confronter l'Aribinda à ses voisins, chez lesquels la main-mise politique des pasteurs est prédominante, mais n'a pas contribué à la formation d'un véritable "pays".

La construction du pays ne doit rien à une unité ethnique initiale, qu'il serait dans ce cas précis bien difficile de discerner. En effet une autre originalité de l'Aribinda réside dans le caractère extrêmement composite de son peuplement. Des Songhay venus des rives du Niger en amont de Tombouctou semblent avoir au début du XVIII<sup>e</sup> siècle chassé ou assimilé des "autochtones" dont pratiquement toute trace a disparu. Des Kurumba venus quelques 50 années plus tard de l'ouest se joignent aux Songhay et récupèrent, aux côtés de ces derniers, la maîtrise des fonctions de sacrifices. Enfin des Mossi originaires de Boulsa arrivent peu de temps après dans l'Aribinda, contractent des alliances matrimoniales avec les Songhay, puis leurs descendants prennent la tête de la chefferie.

Ces groupes humains qui parviennent dès le XVIII<sup>e</sup> siècle dans le pays ont en commun d'être, non pas des conquérants, mais des fugitifs. Autre constante dans ces arrivées, les groupes sont tous tronqués : les Songhay ont fait sécession avec leurs sacrificateurs, les Kurumba ne sont pas accompagnés de "gens du pouvoir", les Mossi ne représentent à l'inverse qu'une famille de "chefs". Une situation de crise, ou de sécession, est chez ces groupes la condition de leur intégration. L'Aribinda paraît par contrecoup être le théâtre d'une recomposition sociale et politique à partir de fragments de sociétés différentes.

Ces origines différentes se sont inscrites de manière durable dans la société par un partage original des fonctions politiques, religieuses et foncières dévolues à chacun des groupes. De même que chez les Mossi, l'origine ethnique confère une certaine fonction dans la société, de même l'origine des groupes est devenue dans l'Aribinda la justification de leur fonction : grosso-modo, celle des sacrifices pour les Kurumba, celle de la chefferie pour les descendants de Songhay/Mossi, celle d'arbitres politiques et religieux et de maîtres de la terre pour les Songhay.

Il est intéressant de noter que l'origine ethnique a présidé à l'organisation du bourg en quartiers répondant au partage des fonctions, et auquel a correspondu ensuite un partage territorial que l'on retrouve à l'échelle de la région toute entière.

L'examen de la "survivance" de l'origine ethnique dans l'organisation spatiale de la société pourrait amener à ne concevoir l'Aribinda que comme une juxtaposition de groupes indépendants, à la fois dans leurs fonctions politico-religieuses et dans leurs aires territoriales. Mais à l'évidence, les trois fonctions de chefs, de sacrificateurs et de contrôleurs des pouvoirs assurées par les trois composantes premières du peuplement sont complémentaires : la société de l'Aribinda est de type symbiotique, où chaque élément est la condition de l'existence d'un autre. Dans ce sens opérer une distinction entre Songhay/Mossi, Songhay ou Kurumba est pertinent pour éclairer certaines différences sociales ou territoriales. Par contre, au regard de l'identification ethnique des habitants de l'Aribinda, cette distinction n'a aujourd'hui plus de sens.

Au premier chef, cette unification des différentes composantes du peuplement est perceptible au niveau linguistique : le kurumfé de l'Aribinda apparaît à première vue<sup>1</sup> comme une langue propre à la région, forgée à partir des apports des trois groupes, puisque certains termes se rapprochent de l'azofé ou du moré<sup>2</sup>, tandis que la plupart sont très voisins des termes utilisés par les Kurumba du Yatenga<sup>3</sup>.

"L'ethnogenèse" que rend accessible le moment relativement proche où s'est construit l'Aribinda (fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) gomme aux yeux de l'observateur étranger les différences ethniques originelles. Les habitants de l'Aribinda sont perçus comme un tout homogène par leurs voisins, qu'ils soient définis comme Kurumba, Déforobé, Ton Kurmey, Kurumankobé. Au mieux, ils seront dans la littérature scientifique présentés comme des "Kurumba qui se disent Songhay" (Rouch) ou des "Kurumei Songhay" (Marchal, Izard).

---

<sup>1</sup> Aucune étude du kurumfé de l'Aribinda n'a toutefois été menée. Il ne s'agit ici que d'observations très partielles.

<sup>2</sup> Respectivement les langues des Songhay et des Mossi.

<sup>3</sup> La terminologie de la langue paraît très influencée par le kurumfé du Yatenga, notamment pour ce qui est du préfixe -a précédant les substantifs. Pour les conventions de transcription, on se reportera au glossaire placé à la suite du texte.

La société de l'Aribinda s'est constituée, au cours d'une histoire de deux siècles, de façon autonome par rapport aux ensembles politiques et ethniques voisins.

Encore aujourd'hui, tout défrichement, toute fondation, se fait en référence à une "mémoire des lieux". Cette mémoire retient, dans l'espace et dans le temps, les itinéraires de migration et de colonisation, et les événements historiques qui les relient à une chronologie servent de caution à toute occupation humaine.

### 1. 3. Une situation marginale

L'Aribinda est à classer en marge du Sahel, parmi les "aires inter-ethniques" dont fait état Gallais (1982), décrites comme des "zones lointaines où s'essouffent toutes les formes de contrôle et d'autorité", ou encore comme des "terres neuves" (Raison, 1968). Ces descriptions de zones frontalières à l'écart des pôles d'Etats actuels s'appliquent aussi à des situations pré-coloniales : l'Aribinda, parmi d'autres régions, offre l'exemple d'une "terre de liberté et de refuge". L'étymologie du nom que porte aujourd'hui le pays est à ce titre évocatrice de sa situation marginale. Il proviendrait de l'expression d'origine songhay *haré banda*, qui signifierait "au-delà de l'eau"<sup>1</sup>.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Aribinda se trouvait placé entre les marches nord de l'empire mossi, et la frontière sud de l'empire songhay. Ses premiers immigrants fuyaient les bouleversements politiques qui marquèrent cette période (hégémonie mossi, destruction du Songhay...), et qui se poursuivirent au XIX<sup>e</sup> siècle, avec la constitution des émirats peul traçant de part et d'autre de l'Aribinda des frontières nouvelles : celles du Macina, à l'ouest, symbolisées par le "marigot" de Béléhédé, celles du Sokoto, à l'est, par la mare de Boukouma. Dans l'intervalle l'Aribinda s'étendait comme un "vide" politique.

Cette situation a trouvé un prolongement sur le plan administratif au cours des dernières décennies. L'Aribinda fut ballotté d'une circonscription à une autre sous le pouvoir colonial français : dépendant du Cercle de Dori à l'est jusqu'en 1932, il est à compter de cette date

---

<sup>1</sup> Cette eau, selon les versions, serait le fleuve Niger ou la mare de Boukouma qui fait frontière à l'est avec le Liptako.

rattaché au Cercle de Ouahigouya à l'ouest. Ce n'est qu'en 1979 que son intégration dans le Département du Sahel l'enclave entre Djibo et Dori, et le fait à nouveau dépendre de cette dernière ville. Plus récemment (1983), un nouveau découpage administratif, déjà évoqué, scinde la région en deux Départements distincts.

La première conséquence en est la sous-administration de l'Aribinda. Il faut attendre 1958 pour qu'un premier poste administratif soit créé dans le canton. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les administrateurs, basés à Dori ou Djibo, qui se hasardent jusqu'à Aribinda, ne mentionnent la région que pour déplorer l'état des routes qui y conduisent, et justifier ainsi du peu d'informations qu'ils ont recueilli sur elle. Le chef d'Aribinda, dénommé chef de canton, a sur son territoire toute latitude pour gérer comme il l'entend les affaires de son pays. Le vide administratif et les difficultés des recensements permettent à une foule d'immigrants, fuyant les contraintes coloniales telles que l'imposition et le recrutement, de s'y établir : le chef de canton ne les déclare guère aux autorités administratives.

Marginal aujourd'hui encore, le pays d'Aribinda subit les inconvénients de cette situation : les structures sanitaires comme les communications y sont plus que médiocres, et ce n'est que depuis les années 50 que la bourgade est dotée d'une école. A l'écart du pôle ethnique mossi, la participation à la vie politique du pays est finalement maigre, et la scolarisation très faible ne conduit que peu d'individus aux postes "valorisés" de l'Etat. Quelques projets de développement ont certes vu le jour, mais s'exercent sur les bords du pays : Boukouma, la frange mossi du sud.

## **2. UN TERRAIN POUR LA RECHERCHE**

### **2. 1. Inventaire des références au pays**

De nombreuses études ont montré les difficultés que la plupart des régions situées dans la zone sahélienne, ou la zone soudano-sahélienne, connaissent depuis quelques années. Certaines ont été menées dans plusieurs zones du nord du Burkina-Faso, voisines de l'Aribinda. L'on peut citer ainsi le Yatenga (Marchal 1983), et l'Oudalan, où a été mise en place une "base de recherche" multi-disciplinaire, proche de la mare d'Oursi. Par ailleurs, si des travaux divers sont disponibles sur ces

mêmes régions<sup>1</sup>, ainsi que sur le Djelgodji<sup>2</sup>, sur le pays mossi, sur le pays Gurmanché, l'Aribinda, à une latitude comparable, est victime d'un vide scientifique assez surprenant.

Que la bibliographie concernant le Département d'Aribinda remplisse tout de même quelques lignes, ne fait pas oublier qu'elle contient essentiellement des travaux de nature archéologique (Rouch, Prost, Urvoy) ou anthropologique (Griaule, Dieterlen), présentés sous forme de notes ou de brefs articles. Bien sûr, la géologie, la pédologie, les formations végétales ont été étudiées par plusieurs auteurs ; de même l'immigration mossi dans l'Aribinda le fut par Marchal, les techniques agraires par Raulin, les systèmes pastoraux par Benoît. Mais en fait, le cadre de toutes ces études déborde largement l'Aribinda pour s'intéresser à l'ensemble du nord du Burkina-Faso, voire l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest, à une échelle à laquelle la spécificité du pays lui-même est souvent gommée. Peu de choses, en bref, permettaient au début de cette étude de se faire une idée précise de ce qu'était l'Aribinda. Le seul travail qui lui fût entièrement consacré était un bref mémoire de l'ENA de Ouagadougou (Ylla, 1975), portant sur l'histoire de la région.

Paradoxalement, l'Aribinda est un pays qui est souvent mentionné dans les études consacrées aux régions voisines. Pour les auteurs qui ont travaillé, ailleurs, chez les Kurumba, l'Aribinda est présenté comme un "lieu d'origine" du peuplement ; en outre, divers conflits colorent les descriptions historiques des relations du Liptako, du Gourma, du Djelgodji, avec l'Aribinda.

Les références mêmes sommaires de la bibliographie désignent le pays comme présentant un intérêt tout particulier ; en témoignent les notations de Raulin, qui dans un ouvrage portant sur les techniques agraires (1967), insiste tout particulièrement sur le rôle de "point de contact" que joue Aribinda au regard de deux systèmes de culture, mis en relation avec les différences ethniques relevées au sein de la population actuelle.

---

<sup>1</sup> Notamment les travaux d'Izard sur le Yatenga, de Schweeger-Heffel et Staude sur les Kurumba du Louroum ; de Benoît et Barral sur le pastoralisme et l'environnement de l'Oudalan, etc.

<sup>2</sup> Notamment Riesman.

Par ailleurs, les habitants des régions voisines ont de l'Aribinda une vision insolite : les Mossi immigrant dans le pays au début du XX<sup>e</sup> siècle y ont été attirés non seulement par son "vide administratif", conséquence du vide politique déjà constaté, mais encore par sa réputation de "grenier à mil". L'Aribinda occupe une place surprenante dans la tradition orale de populations songhay parfois éloignées : "les Kurumba d'Aribinda sont réputés voler sur le vent et venir dérober l'âme du mil ; on les appelle d'ailleurs chez les Songhay les "sorciers du mil"... on voit arriver les Kurumba en pays Djerma jusqu'aux limites des terres dont ils se considèrent les maîtres, c'est-à-dire jusqu'à la région de Dosso" (Rouch, Colloque... s.d., 76). De même à Bégorou-Tondo au Niger, "les paysans craignent l'arrivée précoce du vent d'est qui dessèche le mil et les pâturages ; vent d'est chevauché dans les légendes songhay par les Ton' Kurmey, sorciers de l'Aribinda voltaïque et voleurs de l'âme du mil" (Marie 1984, 30). Les Mossi eux-mêmes ont gardé des habitants de l'Aribinda une vision assez comparable d'un groupe "mystérieux".

Ces descriptions forcent l'attention dans la mesure où, au-delà de la vision surnaturelle des choses, elles font référence aux thèmes essentiels de la production agricole et du territoire, l'un et l'autre étant liés. Rouch (id.), d'ailleurs, explique les légendes qu'il rapporte en attribuant aux Kurumba une aire d'occupation ancienne qui s'étendrait jusqu'au Niger occidental.

La carence d'études portant sur l'Aribinda proprement dit, en contraste avec les références multiples qui y ont trait à l'extérieur, en fait un terrain d'élection pour la recherche.

## **2. 2. L'objet de la recherche**

L'inventaire des références permet de mesurer la faible étendue des connaissances que l'on avait, à une date récente, sur l'Aribinda. Il a donc paru opportun de tenter de rendre compte de son milieu, de son peuplement, de l'organisation et de l'évolution de sa société, des activités de production qui y ont cours, en s'attachant toutefois à mettre en évidence les spécificités du pays.

Ainsi, les conditions naturelles qui président à l'occupation humaine et à l'exploitation du milieu, communes pour une grande part aux

régions voisines du nord du Burkina-Faso, et donc connues dans leurs grandes lignes, n'appellent pas l'analyse détaillée qui est du ressort des spécialistes du climat, du sol ou de la végétation. On se contentera d'insister sur la pluviométrie, déterminante pour les activités agro-pastorales, et de fournir une approche de l'environnement en étroite relation avec l'intérêt que l'homme est susceptible de porter à certains de ses éléments : les terres arables, la végétation.

Le cadre dans lequel s'inscrivent les activités humaines étant ainsi évoqué, il a été nécessaire d'insister sur les circonstances historiques du peuplement, parce que l'organisation sociale et territoriale de l'Aribinda, qui préside aux productions agro-pastorales, est la résultante d'une rencontre entre groupes humains différents, chacun d'eux véhiculant son propre genre de vie, sa propre perception de l'environnement, et ses propres techniques. Certains faits évoqués rapidement dans cette analyse historique sont des rappels d'évènements connus, nécessaires pour replacer un point d'histoire dans son contexte général, et sur lesquels il n'y avait donc pas lieu de s'étendre. En revanche, le détail de certaines approches ne se justifie que par le souci de livrer des informations inédites, qui restituent la mémoire des habitants de l'Aribinda. Il n'est pas exclu que ces informations puissent aussi avoir leur utilité, dans le cadre de recherches ultérieures. Plutôt que de les rejeter en annexe, ces détails de l'histoire ont été conservés en petits caractères dans le texte, afin d'en autoriser, si nécessaire, une lecture plus rapide.

Cependant, toutes les spécificités qui tiennent au milieu naturel, à l'histoire, aux pratiques de la production, ne prennent un sens que si l'on peut les considérer en relation les unes avec les autres. C'est alors qu'elles constituent un modèle original. C'est la raison pour laquelle la recherche de ces relations a été privilégiée.

### **2. 3. Intérêt d'une reconnaissance de l'Aribinda**

Terre de refuge, l'Aribinda est jusqu'à présent resté plus ou moins à l'écart des projets de développement. Toutefois, et abstraction faite des techniques modernes prônées depuis peu par les organismes de développement, et encore trop récentes pour que l'on puisse juger de leur impact, la région est le lieu de confrontation et d'expérimentation de techniques traditionnelles variées du fait de la rencontre de groupes humains différents.

Les promoteurs du développement s'intéressent de plus en plus aux solutions paysannes dans le domaine de l'agriculture, comme autant de modèles "possibles", ayant dûment fait leurs preuves, et susceptibles d'être appliquées ailleurs. Or les choix paysans dans une petite région peuvent être représentatifs des stratégies à retenir à d'autres échelles dans le Sahel. A défaut de solutions, ils peuvent témoigner des causes et des mécanismes d'une évolution qui affecte, de manière comparable, d'autres régions.

Sur ce plan, une région telle que celle d'Aribinda associe plusieurs avantages :

- Du fait de sa taille assez réduite, les phénomènes peuvent y être perçus dans leur globalité, c'est-à-dire en dépassant le seul fait technique sur lequel l'attention des organismes de développement s'est longtemps concentrée. Il est en effet utile de restituer aux techniques et aux stratégies agro-pastorales leur place à l'intérieur d'un système de production. Cela sous-entend que soit prises en compte la signification des activités au regard du fait social, leur inscription par le biais du foncier, et les phénomènes qui, relevant de la "tradition" et de l'histoire, dépassent le cadre de la production elle-même et conditionnent l'occupation de l'espace par une communauté.

- Enfin, l'Aribinda se présente, d'une certaine manière, comme un monde clos. Non que les influences extérieures y soient absentes, au contraire : la mobilité technique, par exemple, y est née du contact entre des savoirs paysans exogènes. Mais l'interaction entre les techniques et le système de production y est plus lisible. Du fait d'une histoire relativement récente, et maîtrisable dans sa quasi-totalité, il est possible, dans l'Aribinda, de saisir dans leur dynamique ces mécanismes d'assimilation et de transformation que l'on retrouve dans toutes les sociétés paysannes.

L'entité Aribinda présente assez de nouveauté et de singularités exemplaires pour justifier à la fois de macro- et micro-observations qui peuvent paraître altérer l'homogénéité de l'exposé, bien que l'observateur s'efforce de les relier.

Il est intéressant d'observer un phénomène à des échelles différentes pour en vérifier la portée. Un article, rédigé en collaboration

avec G. Dupré (Dupré, Guillaud 1988) tentait de démontrer l'intérêt de cette démarche par la confrontation d'une observation ponctuelle (les conséquences, pour l'agriculture, d'une crise climatique dans un ensemble d'exploitations), à une approche régionale et sur le long terme (les conséquences de crises comparables dans l'histoire). Chacune de ces observations offrait des lacunes, mais elles se complétaient.

Milleville (sd), décrivant les systèmes agraires de l'Oudalan comme révélateurs d'une connaissance approfondie de l'environnement, et d'une adaptation étroite aux conditions mouvantes de la production, constate que "les conditions nécessaires à cette adaptation sont de plus en plus mal remplies". Sans infirmer d'aucune manière cette observation, il conviendrait d'y ajouter qu'elle est valable pour une circonstance donnée, correspondant à la période soit de l'observation, soit du "cycle" que retiennent certains climatologues. L'histoire de l'ensemble de la zone sahélienne garde la trace de crises climatiques comparables à l'actuelle, et que les paysans ont su surmonter : "de mémoire d'homme (la sécheresse) est une donnée fondamentale du climat de la région. La dernière en date s'inscrit dans cette histoire des sécheresses au Sahel. Elle semble certes avoir été sévère, mais rien ne dit qu'elle ait un caractère exceptionnel et qu'elle ait été différente des grandes calamités du passé" (Giri 1983, 177).

Cette confrontation entre la vision de deux auteurs souligne le hiatus entre une évolution considérée sur le long terme, et des observations limitées à un moment de cette évolution. C'est pourquoi on peut espérer que le lecteur pourra suivre ces changements d'échelle nécessaires, qui permettent souvent d'enrichir une observation.

#### **2. 4. Méthode de la recherche : étapes et moyens**

Le travail de terrain s'est déroulé de novembre 1982 à avril 1984. Il s'est effectué en 7 séjours de 2 à 6 semaines chacun dans la région proprement dite : il était difficile de passer d'affilée plus de temps dans l'Aribinda, du fait du climat, notamment en saison chaude, des problèmes d'eau et de vivres frais. Néanmoins une équipe d'enquêteurs a permis de démultiplier le travail qu'un seul chercheur n'aurait pu accomplir.

Si la majeure partie de la recherche s'est appuyée sur des entretiens, toujours menés en compagnie d'interprètes kurumba, mossi, ou peul, le travail d'enquête auquel ont contribué jusqu'à 7 personnes s'est révélé extrêmement précieux pour l'obtention des données concernant, notamment, la démographie et les activités agro-pastorales. Ces données n'ont aucunement la prétention d'être exhaustives, et le travail par enquête, en lui-même, ne permet pas tant d'apporter des informations nouvelles ou de mesurer l'importance des phénomènes, que de les localiser. En cela, il a été essentiel pour la réalisation de documents cartographiques. Mais les thèmes qui ont été abordés par le biais des enquêtes avaient préalablement été "défrichés" par de nombreux entretiens. Les enquêtes représentent donc une phase indispensable à la constatation et au contrôle des faits, mais elles ne sauraient être dissociées, ni de l'exploration préalable des thèmes qu'elles traitent, ni des entretiens qu'elles appellent, à nouveau, à titre d'explication.

a. Les enquêtes (les questionnaires sont livrés en annexe 1)

- La première enquête eut lieu en mai et juin 1983, en association avec G. Dupré, sociologue ORSTOM avec lequel a été élaboré ce programme de recherche dans l'Aribinda<sup>1</sup>. Dans un souci d'économie du programme, les thèmes abordés dans cette enquête commune avaient été préparés afin de recueillir des informations qui intéressaient aussi bien la géographie que la sociologie. 5 enquêteurs, en outre, y participaient. Cette enquête se déroulait en deux temps :

\* Un premier passage dans les cinq quartiers qui forment le bourg d'Aribinda (Wouré, Wangré, Honré, Tolou, Silmamasi), et dans 8 villages choisis dans divers endroits et diverses ethnies de la région (Pem, Sirgné, Diamon, Wurundu, Brigtoéga, Pogoldiama, Boukouma-mossi, Liki), avait pour objet de recenser tous les hommes mariés dans les différentes unités d'habitation (cours) qui composaient ces quartiers ou ces villages. 288 cours ont été dénombrées au total, dont 33 n'étaient qu'occasionnellement occupées. Dans les 255 cours occupées de façon permanente résidaient 705 hommes mariés.

\* En s'appuyant sur cette enquête "cours", un homme marié sur deux a fait l'objet d'une enquête plus approfondie, visant à préciser la composition de la résidence, les caractéristiques démographiques, les lieux de culture de chaque famille, l'outillage utilisé et les autres

---

<sup>1</sup> Programme intitulé "genèse et dynamique des espaces sahéliens voltaïques : le cas de l'Aribinda".

activités pratiquées. 378 hommes mariés, 534 femmes et leurs enfants ont ainsi été recensés et soumis à enquête.

- La seconde enquête a eu lieu en novembre et décembre 1983. N'y collaboraient que 3 enquêteurs. Elle se présentait comme une extension de l'enquête précédente aux zones dans lesquelles celle-ci n'avait pas porté, et était plus spécifiquement consacrée aux activités agropastorales et au peuplement. La procédure d'enquête a plus ou moins été la même que précédemment :

\* Passage exhaustif dans toutes les cours de nombreux villages et hameaux disséminés dans la région, et recension des hommes mariés présents.

\* Ensuite, enquête plus exhaustive des hommes mariés. 220 cours ont fait l'objet d'une enquête ; elles abritaient 579 hommes mariés, dont 471, soit 80 % d'entre eux, ont répondu à un questionnaire détaillé.

- La troisième enquête eut lieu en janvier et février 1984. Au cours du séjour précédent de novembre-décembre, la situation alimentaire de l'Aribinda, à la suite d'une pluviométrie très déficitaire, était apparue assez grave pour que l'enquête fût entièrement consacrée à ce thème.

Lancée en collaboration avec G. Dupré, cette enquête visait à apprécier le déficit vivrier par famille, les pertes en bétail et les réactions à la situation de crise chez les villageois et les pasteurs. Elle a touché une centaine de familles choisies dans divers villages et campements de la région, et a requis l'aide de 4 enquêteurs. Le but de cette enquête était de présenter, le plus rapidement possible, un rapport sur la situation (Dupré, Guillaud 1984), aux fins d'informer les autorités burkinabé et de provoquer d'éventuelles interventions.

#### b. L'étude des activités (annexe 2)

La démarche s'appuyait au départ sur des "guides d'entretien", lesquels permettaient, pour les exploitations agricoles et pastorales retenues en vue d'étudier les activités de production, d'obtenir une série d'informations qui, homogènes d'une exploitation à l'autre, soient exploitables. Ces informations concernaient la résidence, l'organisation de l'espace et du travail, les résultats de la production. Une fois achevée, cette étape a été suivie de longs et multiples entretiens auprès des divers exploitants, à propos de thèmes qui étaient définis selon la spécificité des exploitations.

- 24 exploitations agricoles ont été tout d'abord retenues. Dans 16 d'entre elles seulement, il a été possible de mener à bien la totalité du travail. Cette étude a touché 274 personnes, plus d'une centaine de champs ont été mesurés et leur production évaluée. Ces exploitations ont été suivies depuis juin 1983 jusqu'à la fin de la période de terrain.

- 54 exploitations pastorales ont elles aussi été choisies, et 4 d'entre elles, ne possédant pas de gros bétail, ont été éliminées. La démarche a été un peu différente de celle employée pour les exploitations agricoles : il s'agissait avant tout de mettre en évidence les alternances saisonnières des activités chez les pasteurs, et leurs modes de gestion de l'espace. Cette étape du travail s'est déroulée de janvier à avril 1984.

### c. Les entretiens

Parallèlement aux enquêtes, ou indépendamment de celles-ci, de très nombreux entretiens ont été conduits auprès de plusieurs centaines d'informateurs. Parfois, ces entretiens étaient effectués en supplément du travail par questionnaire, auprès d'enquêtés disposés à évoquer certaines questions. Systématiquement aussi, au cours des enquêtes par questionnaires, des informations générales étaient collectées quant à l'origine du village, le moment et les circonstances de sa création, quant à sa composition générale, et aux limites approximatives de son territoire.

Toutes ces informations recueillies parallèlement au travail d'enquête se sont révélées précieuses lorsqu'il s'est agi de retracer les épisodes de l'occupation de la région, ou de délimiter les emprises villageoises. Les enquêtes ont aussi permis d'obtenir des informations inattendues dans des domaines très divers.

Il va de soi que cette démarche associant l'entretien aux questionnaires ralentissait considérablement le rythme des enquêtes, mais elle a en fin de compte oeuvré pour l'économie de la recherche : la petite échelle des enquêtes était propice à la collecte d'informations qui auraient nécessité un travail d'investigation énorme s'il avait été mené de manière indépendante.

Toutefois la plupart des entretiens avaient un objet bien précis, et les interlocuteurs étaient choisis en conséquence. Mais il n'a jamais été question de s'appuyer sur un seul interlocuteur, qui eût été la source unique de l'information. Toutes les informations dont il est fait état ont

été obtenues par recoupement entre les versions convergentes de plusieurs informateurs. Dans les cas où l'accord ne se faisait pas, les différentes versions ont été, dans la limite de leur intérêt, conservées. Mais la plupart du temps, il était remarquable de noter l'étendue du savoir des informateurs. Ceux-ci conservaient la mémoire d'événements très anciens. Les personnes âgées, notamment, sont les dépositaires d'une - ou de plusieurs - "traditions" transmises depuis parfois dix générations. Cela n'exclut pas que beaucoup d'autres personnes plus jeunes aient, elles aussi, été à la source d'informations très riches et très complètes. A relever enfin qu'une infime proportion d'informations a été fournie par des femmes<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup>Les seules que l'on puisse véritablement considérer comme des informatrices appartiennent, curieusement, aux lignages "descendus du ciel" sur lesquels on aura à revenir. Les femmes des autres lignages, généralement, se bornent à livrer les "devises" ou louanges de leur famille, dont elles sont les dépositaires.

**PREMIERE PARTIE**

**LES CONDITIONS DE L'OCCUPATION ACTUELLE**

## **CHAPITRE I**

### **LES DONNEES CLIMATIQUES ET LA SAISON AGRICOLE**

L'Aribinda ne présente pas d'originalité climatique particulière au regard de la zone dans laquelle il se situe. On s'en tiendra donc à ce sujet à des généralités, sauf à insister sur la pluviométrie et les saisons en raison de leur incidence sur les activités agricoles.

#### **I. 1. GENERALITES**

Selon la définition du MAB (Berry 1974, 11), le Sahel est limité par les isohyètes 100 et 600 mm. Il se décompose, du nord au sud et selon un gradient pluviométrique décroissant, en plusieurs zones climatiques étirées d'est en ouest. La plus méridionale de ces zones climatiques est la zone sahélo-soudanienne, limitée par les isohyètes 400 et 600 mm.

Ces définitions sont bien sûr variables selon les auteurs. L'accord se fait cependant sur les caractères spécifiques de la végétation de la zone sahélienne, dont la morphologie est celle d'une steppe à épineux, laissant peu à peu la place au sud, dans la transition vers le domaine soudanien, aux formations de savane où apparaissent les arbres et arbustes caducifoliés.

L'Aribinda se situe dans cette zone de transition sahélo-soudanienne, comme l'indique la mixité du paysage végétal. Cela pose quelques problèmes sur le plan agricole. Pour Boudet (1978, 4), "la limite idéale

des cultures non irriguées" ne devrait guère franchir la limite de l'isohyète des 500 mm. Pour d'autres auteurs, c'est l'isohyète des 350 ou 400 mm qui consacre la limite théorique de l'agriculture sous pluie. Or les totaux pluviométriques en Aribinda sont, comme on va le voir, affectés d'une grande irrégularité inter-annuelle : en 1972, en 1980 et en 1983, le minimum de 350 mm n'a pas même été atteint à Aribinda.

Aux deux saisons distinguées, de façon classique, dans cette zone, par les climatologues, correspondent, dans la nomenclature kurumba, quatre saisons distinctes. La saison sèche s'étend d'octobre-novembre à mai-juin. Elle est subdivisée en deux périodes : *awu* (froid) est la saison froide qui dure jusqu'en février, à laquelle succède *ahomdé* (de *ahomé* : chaleur), saison chaude.

De même, *akorsol* (de *korsudo* : l'amour ; *akorsol* est la "saison des amours") désigne la période pendant laquelle les pluies sont encore très espacées et irrégulières. *Awuré* qui lui succède est la saison des pluies proprement dite, l'hivernage, qui s'étend de juillet à octobre.

## I. 2. PLUVIOMETRIE

### I. 2. 1. Les instruments de mesure

On ne dispose d'aucune donnée statistique de la pluviométrie en Aribinda antérieure à 1954. Le 17 septembre 1953, un pluviomètre est installé à Aribinda. Les premiers totaux mensuels sont établis au mois d'octobre, leur série à partir de 1954.

La période pour laquelle les statistiques pluviométriques sont utilisables est donc relativement récente ; leur intérêt est de couvrir les trois dernières décennies, ce qui permet un recoupement avec d'autres informations portant sur la même période : données démographiques à partir de 1954, et évaluation par missions aériennes, en 1955 et en 1981, de l'expansion des surfaces cultivées. Mais cette trentaine d'années ne rend pas compte de ce qu'a pu être l'évolution climatique du pays d'Aribinda sur le long terme : les années 50 où débutent ces

statistiques passent dans le Sahel pour être pluvieuses, et 1968 marque généralement, dans la zone, la transition entre cette phase humide et une phase plus sèche se poursuivant jusqu'à nos jours. Quels que soient les résultats qui seront ici établis, il est raisonnable de penser que les données pluviométriques actuelles de l'Aribinda ne sont pas forcément représentatives d'une situation plus ancienne.

La source principale des séries pluviométriques est l'ASECNA<sup>1</sup>. Au fichier de Ouagadougou, en 1983, ne subsistaient plus, des données de 1954 à 1959, que les renseignements concernant les hauteurs d'eau mensuelles. Les totaux journaliers ne sont disponibles qu'à partir de 1960. Il n'existe, enfin, aucune chronique pluviométrique dont la précision se situe en-deçà de l'échelle d'une journée. Cela est susceptible d'apparaître comme relativement secondaire ; cependant un total journalier peut correspondre à une série d'averses, aussi bien qu'à une averse unique. Quelles que soient les hauteurs d'eau recueillies, le jour où elles sont enregistrées est répertorié comme "pluvieux", à l'exception des cas de précipitations de très faible importance mentionnées dans les séries comme des "traces" non mesurables par les pluviomètres. Or qu'une hauteur d'eau corresponde à une seule pluie violente, ou au contraire qu'elle ait été relevée au terme de plusieurs averses de moindre importance, n'a pas du tout la même signification au regard de son impact sur les sols et les cultures.

Les données de l'ASECNA ne concernent que la station d'Aribinda même, mais il existe une autre source qui est l'ORD<sup>2</sup>. Ses données, présentées de manière différente, récapitulent les totaux mensuels pour une période de l'année s'étendant de mars à septembre. Leurs séries permettent d'avoir une idée de la variabilité des précipitations dans l'espace ; les hauteurs d'eau mensuelles de l'ORD sont en effet recueillies à Aribinda et dans sept autres stations de la région<sup>3</sup>. Néanmoins des disparités importantes existent parfois entre les chiffres avancés par l'ASECNA et ceux de l'ORD, comme en témoigne la confrontation suivante :

---

<sup>1</sup> Agence pour la Sécurité de la Navigation Aérienne.

<sup>2</sup> Organisme Régional de Développement.

<sup>3</sup> Ces données n'ont pu être obtenues que pour 1982 et 1983.

	mars	avril	mai	juin	juil.	août	sept.	total
(mm) ORD —	6,9	20,7	17,7	62,5	8,6	222,8	27,9	367,1
(jours)	2	2	6	6	4	10	3	33
(mm) ASECNA —	6,9	20,7	17,7	62,5	63,9	191,5	27,9	412,7
(jours)	2	2	6	6	6	8	3	37

- Tableau 1 : pluviométrie de mars à septembre 1982 pour la station d'Aribinda, selon l'ORD et l'ASECNA.-

Les deux pluviomètres d'Aribinda étant éloignés d'environ 400 m l'un de l'autre, il est difficile de penser, sauf survenance vraiment exceptionnelle d'orages très localisés, que la variabilité des pluies dans un espace aussi restreint intervient dans l'explication de ces écarts d'une source à l'autre, flagrants pour les mois de juillet et d'août ; l'emplacement de chacun des pluviomètres, par contre, est susceptible d'expliquer ces variations : le pluviomètre de l'ASECNA, près du dispensaire d'Aribinda, est situé sur un tertre anthropique à environ 1,50 m de hauteur par-rapport au niveau du sol, et présente l'inconvénient d'être placé à moins de deux mètres d'un arbuste de taille relativement importante qui partage la même butte. Le pluviomètre de l'ORD est situé, quant à lui, en terrain découvert ; en revanche, sa faible hauteur (70 cm) ne le met pas hors de l'atteinte des chèvres et moutons qui, en saison sèche, viennent y chercher à l'intérieur les graines et pailles apportées par le vent, et s'y abreuvent aux premières pluies de l'hivernage.

S'ajoutent à cela quelques erreurs de calcul, bénignes et vite décelables, dans les totaux de l'ASECNA. Quoiqu'il en soit, ces données,

malgré quelques travers, sont les seules qui permettent de mener une analyse du contexte pluviométrique de l'Aribinda.

### I. 2. 2. Les précipitations

La moyenne annuelle des hauteurs d'eau entre 1954 et 1983, soit sur 30 ans, est de 477,9 mm répartis en 39 jours de pluie, avec un maximum de 843,5 mm en 1965 et un minimum de 280,3 mm en 1983, soit un rapport de 3 à 1. Deux années seulement totalisent plus de 50 jours de pluie (1962, 1963 : 54 jours). Aucune année n'a connu moins de 30 jours de pluie, 1983 même, année de sécheresse sévère, en totalise 30.

La saison des pluies se concentre surtout sur deux mois, juillet et août, qui reçoivent à eux seuls, en une vingtaine de jours de pluie, plus de 60 % des précipitations de l'année.

J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
-	-	3,5	4,4	27,6	60,4	136,8	161,5	64,2	18,4	0,5	0,5

- Tableau 2 : pluviométrie moyenne mensuelle de 1954 à 1983 (d'après les données ASECNA). -

Pendant la saison sèche, qui dure en moyenne de 7 à 9 mois, les précipitations sont extrêmement rares et de faible importance. Des années telles que 1978, qui vit en mars et en avril des totaux journaliers respectivement de 25 et 46 mm, restent exceptionnelles : les jours de pluie durant cette période sèche sont en règle générale isolés, et totalisent rarement plus d'une dizaine de mm. Les températures maximales moyennes sont de l'ordre de 41°, et les fortes amplitudes quotidiennes permettent de relever des températures minimales moyennes de l'ordre de 16° (Aperçu... 1966). En hivernage, l'humidité relative de l'air amortit ces écarts, et les amplitudes moyennes de température se situent entre 24° et 34°.

Le bilan hydrique est nettement déficitaire. Quoiqu'aucune étude n'ait été menée sur ce point en Aribinda même, on peut raisonner à partir des conclusions concernant une région très voisine. Grouzis (1987, 22) relève pour la station de Jalafanka proche de la mare d'Oursi en Oudalan une évapotranspiration potentielle (ETP) variant entre 6,5 mm par jour (décembre-janvier) et 9,5 mm par jour (mai) ; et conclut que "la moyenne interannuelle de l'ETP est ... environ 8 fois supérieure à celle des précipitations".

L'examen des séries pluviométriques de l'Aribinda met en évidence l'assez grande irrégularité qui affecte, d'une année sur l'autre, aussi bien la répartition des pluies dans l'année, que les totaux pluviométriques annuels. L'irrégularité est une constante dans l'espace et dans le temps. Ce trait n'est pas propre à l'Aribinda et apparaît comme un caractère plus spécialement sahélien<sup>1</sup>.

### **I. 2. 3. Irrégularités de la pluviométrie**

#### *Irrégularité dans le nord du Burkina-Faso*

Il est difficile de trouver une spécificité climatique à l'Aribinda en comparant ses données pluviométriques avec celles de quelques autres stations qui sont, au Burkina, situées sur une latitude comparable. Les grands traits de ce contexte pluviométrique se retrouvent à peu-près d'une station à l'autre. Les variations des totaux pluviométriques dans le temps sont aussi marquées à Ouahigouya (13°31 N, 2°20W) qu'à Djibo (14°09N, 1°38W) ou à Dori (14°03N, 0°02W).

La comparaison avec ces trois stations permet cependant de préciser les probabilités respectives d'obtenir, dans chacune des stations, des années excédentaires ou déficitaires en pluies. Deux bornes théoriques qui intéressent l'analyse peuvent être choisies dans cette optique, celle

---

<sup>1</sup> Cf. notamment les définitions du MAB (Berry 1974, 11).

des pluies inférieures à 400 mm<sup>1</sup>, et celles des pluies supérieures à 600 mm<sup>2</sup> :

probabilités :	années où tot < 400 mm	années où tot > 600 mm
<b>Ouahigouya</b>	- 1/20	1/2
<b>Djibo</b>	1/4	1/4
<b>Aribinda</b>	1/3	- 1/10
<b>Dori</b>	1/7	1/3

- Tableau 3 : probabilités des pluies de moins de 400 mm et de plus de 600 mm pour 4 stations du nord du Burkina, extrapolées des données de la période 1960 - 1982 (d'après données ASECNA). -

En regard des trois autres stations, Aribinda se singularise par un profil décalé vers la sécheresse : une année sur trois y a théoriquement un total pluviométrique faible, et le relevé de hauteurs d'eau exceptionnellement fortes sont également peu nombreux : moins d'une année sur dix, contre une année sur deux à Ouahigouya par exemple. Cela pourrait être mis en relation avec la position légèrement plus septentrionale d'Aribinda par-rapport aux autres stations.

Par ailleurs, des observations valables pour une station ou pour une région ne peuvent pas être appliquées à une autre. Il n'est pas possible de corréliser une année sèche dans le Liptako<sup>3</sup> ou le Djelgodji, à une année sèche dans l'Aribinda. Il sera plus loin question de mettre en regard certaines crises climatiques extérieures avec celles qui ont de

<sup>1</sup> Estimation basse de la limite de l'agriculture sédentaire des petits mils.

<sup>2</sup> Qui marque la transition climatique entre le domaine sahélien et le domaine soudanien.

<sup>3</sup> Une station a été installée à Dori en 1920 ; ces données anciennes ne peuvent ainsi pas être extrapolées à Aribinda.

manière assurée touché Aribinda à un moment de son histoire ; ces références seront faites avec la plus grande prudence.

Toutefois, et quelle que soit cette "indépendance latente" des stations entre elles, force est de constater sa relativité : certaines crises climatiques, comme celles de 1972 ou celles de 1983, ont touché de manière assez comparable des régions pourtant très éloignées du Sahel. Mais la zone sahélienne est loin d'être affectée uniformément par la crise : pour l'année 1972, ses manifestations ont été moins graves dans l'Aribinda que dans le Djelgodji par exemple, alors qu'en 1983 la situation était inverse. L'irrégularité pluviométrique spatiale revêt différents aspects.

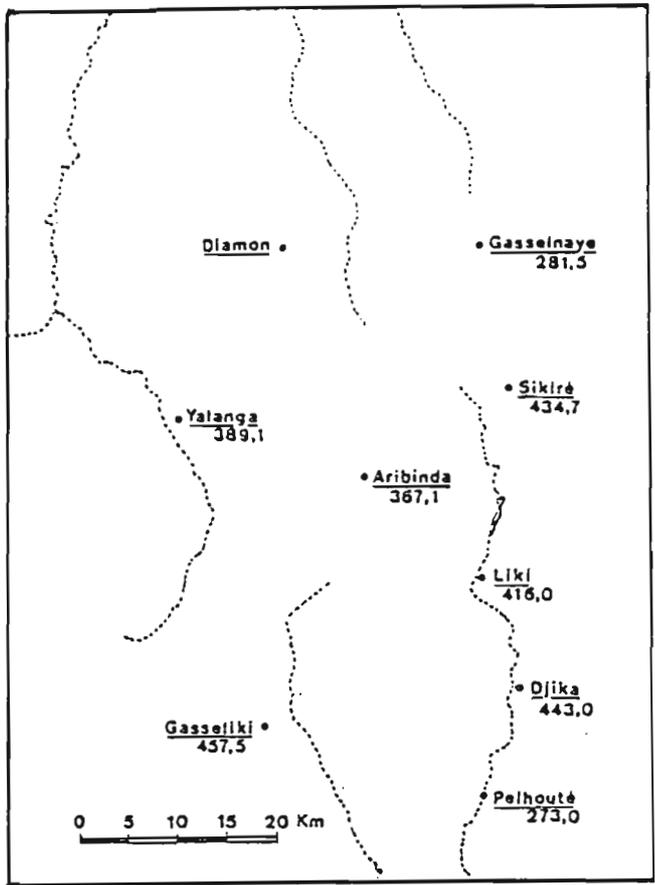
#### *Irrégularité dans l'espace de l'Aribinda*

L'irrégularité de la pluviométrie dans le temps et dans l'espace du nord du Burkina se retrouve à l'échelle de la région d'Aribinda elle-même.

Les données pluviométriques de l'ASECNA ne concernent que la seule station d'Aribinda ; l'ORD par contre dispose de données recueillies à partir de plusieurs stations dans la région. Mais ces données présentent comme on l'a vu des différences sensibles avec celles qu'a recueillies l'ASECNA pour les mêmes années 1982 et 1983 ; elles ne sont par conséquent à considérer, en elles-mêmes, que comme des indicateurs de l'amplitude des variations locales.

Il n'est pas possible d'en conclure que les conditions pluviométriques locales sont identiques d'une année sur l'autre (figure 2). Elles peuvent l'être parfois dans le sud de la région, mais plus on monte vers le nord, plus l'irrégularité est grande.

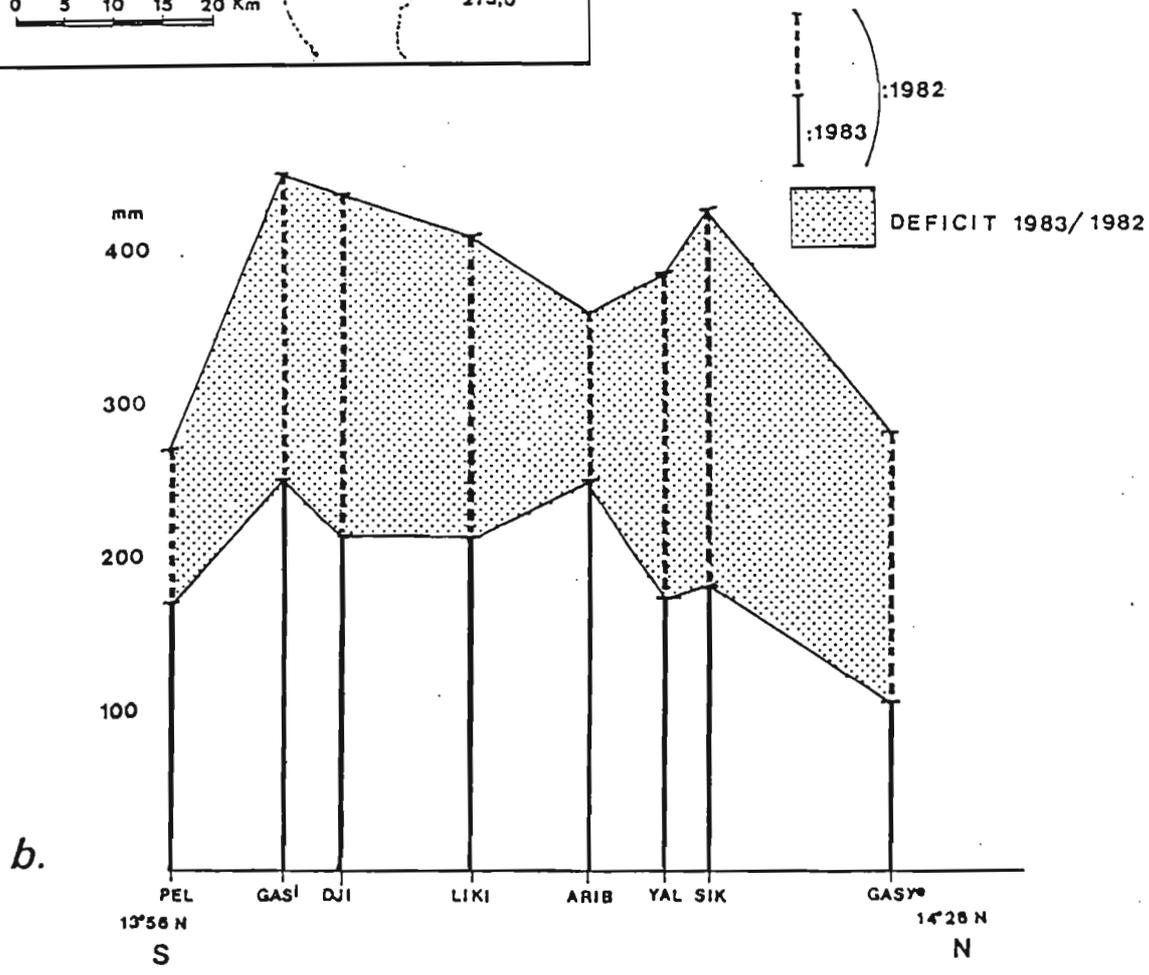
Ainsi en 1983, sur le cordon dunaire le plus septentrional, Gasselnaye a connu une année catastrophique, alors que plus à l'ouest, le village de Diamon s'assurait une récolte suffisante. L'irrégularité paraît ainsi jouer à l'échelle de quelques kilomètres, d'un terroir villageois à



a.

a. Les stations de l'ORD dans l'Aribinda et les hauteurs d'eau relevées en 1982.

b. Pluviométrie 1982 et 1983, du sud au nord de l'Aribinda, selon les relevés dans les différentes stations de l'ORD. -



b.

- Figure 2 : Fluctuations de la pluviométrie en Aribinda entre 1982 et 1983. -

l'autre ; mais les aléas de la pluviométrie influent plus ou moins selon les caractéristiques des différents environnements. Si par exemple Gasseliki en 1983 a connu un déficit pluviométrique plus important qu'Aribinda, en revanche l'importance des cultures en terres basses y a permis dans une certaine mesure d'amortir ce déficit, les bas-fonds étant mieux alimentés par le drainage des versants limitrophes que ne le sont les sables dunaires du terroir d'Aribinda, soumis plus strictement au régime météorique.

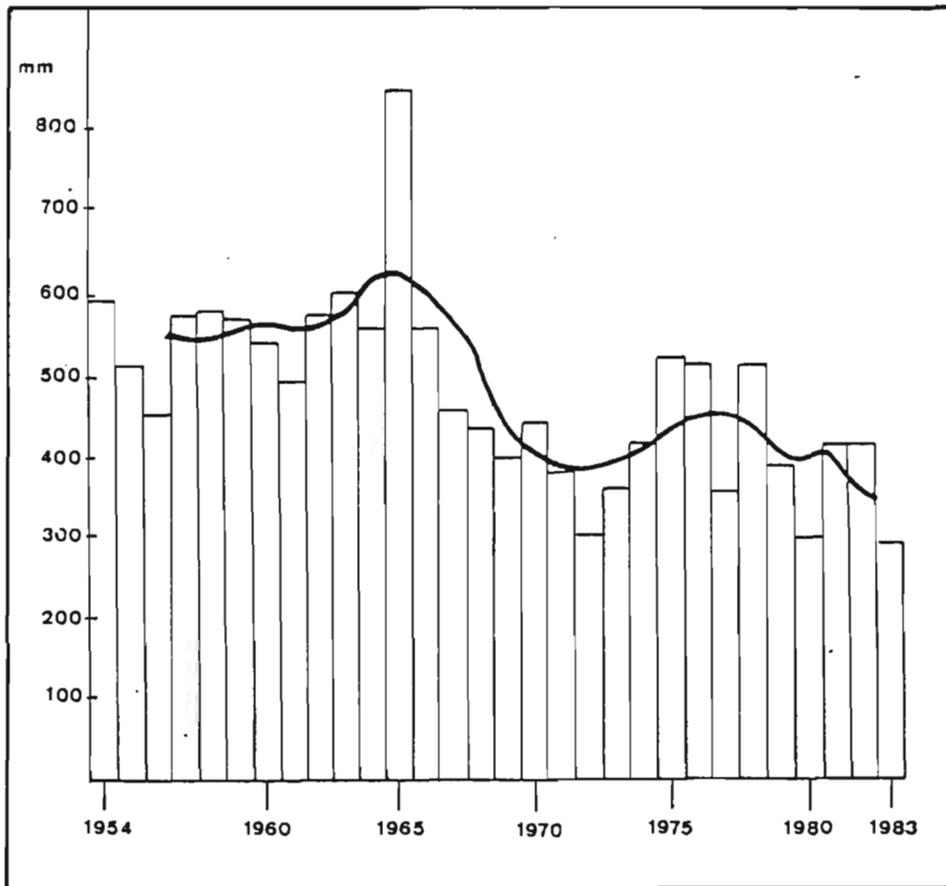
#### **I. 2. 4. L'évolution de la pluviométrie**

##### *Diminution des hauteurs d'eau annuelles*

La variation des hauteurs d'eau annuelles depuis 1954 par-rapport à une moyenne calculée pour l'ensemble de la série de 30 années met en évidence la coupure climatique intervenant vers la fin des années soixante, et qui fait succéder à une série d'années excédentaires par-rapport à la moyenne, une série d'années en grande majorité déficitaires.

Après un pic culminant dans le milieu des années soixante, le lissage des hauteurs d'eau annuelles permet de constater, sur le diagramme élaboré à partir des moyennes mobiles (de période 5) de la série calculées pour 1956 - 1982 (figure 3), un renversement des tendances à partir de 1967, puis des relevés inférieurs à toutes les valeurs précédentes et décroissant de 1968 à 1971. Un léger accroissement des valeurs survient ensuite jusqu'en 1976, puis intervient avec quelques fluctuations une nouvelle baisse des hauteurs d'eau atteignant un minimum absolu sur la fin de la série. Grouzis *et al.* (1986, 2) relèvent parallèlement le déplacement de l'isohyète des 500 mm : localisé en 1950 au nord de la frontière Mali-Burkina, il se situe, dans la période 1970-1980, à la latitude de Ouahigouya. Cela représente une descente de plus de 200 km vers le sud.

Il est possible d'apprécier les caractéristiques de cette évolution des hauteurs d'eau sur ces trente années.



- Figure 3 : Diagramme pluviométrique et courbe des moyennes mobiles (de période 5) - hauteurs d'eau annuelles 1954 - 1983. -

Un biais pour apprécier l'ampleur des variations inter-annuelles, sans que celles-ci soient écrasées par l'évolution à la baisse de la série, consiste à subdiviser cette dernière en périodes. La série a ainsi été découpée en 6 périodes de 5 années chacune. L'écart annuel par rapport à la moyenne de chaque période permet d'avoir une vision suffisamment précise des fluctuations des totaux pluviométriques (figure 4).

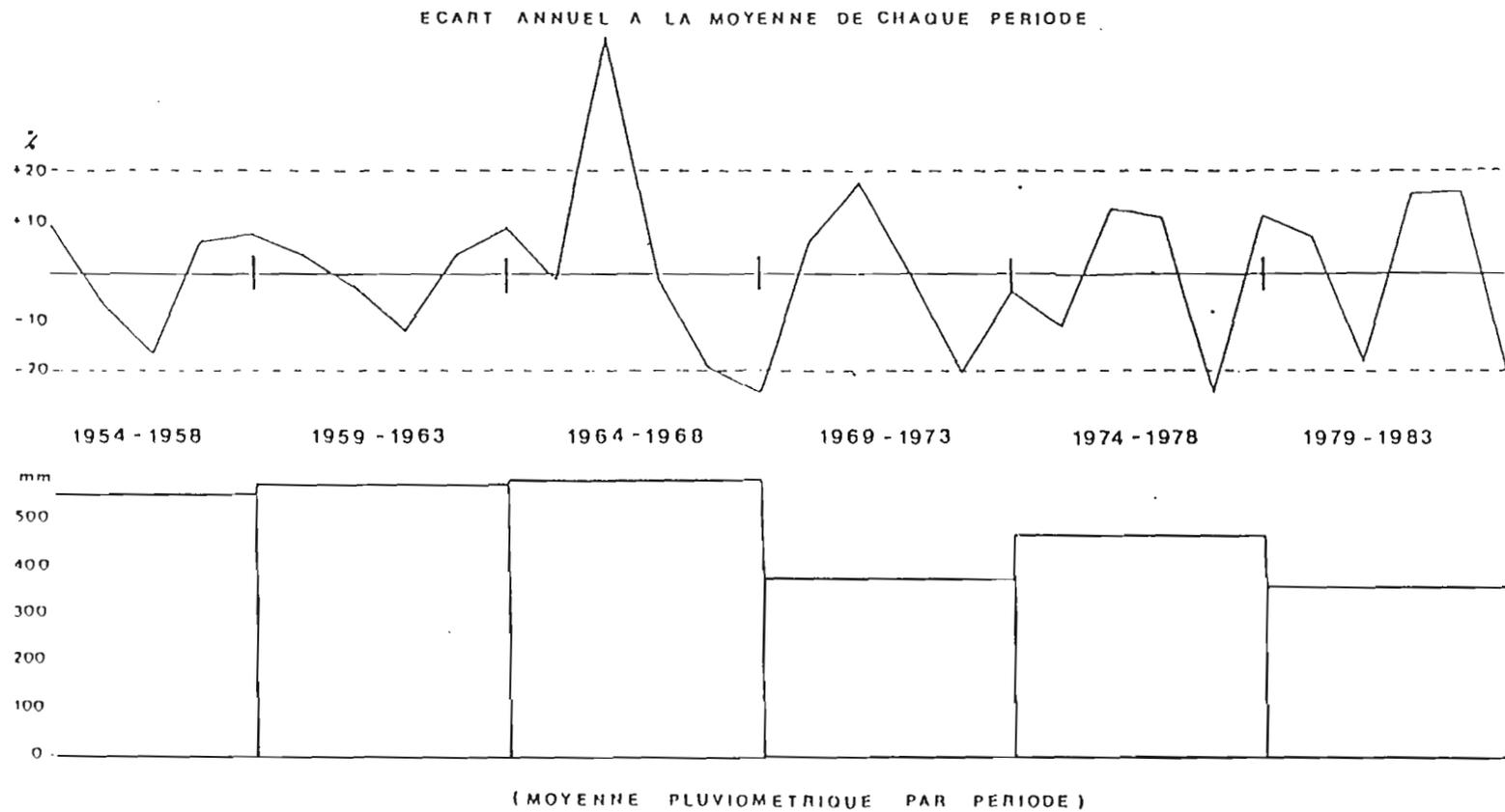
Le total exceptionnel de 1965 excepté, l'examen de ces écarts établit que des fluctuations supérieures à 20 % en valeur absolue n'apparaissent nettement qu'à partir de 1968. Pour la période allant de 1954 à 1963, aucune année ne présente une telle fluctuation, tandis que de 1964 à 1973 et de 1974 à 1983, respectivement trois et deux années dans ces deux périodes de 10 ans excédaient 20 % d'écart par-rapport à la moyenne périodique. Les variations des hauteurs d'eau annuelles sont donc de plus en plus manifestes au cours de la période récente. Elles ne traduisent pas toujours un déficit, mais il convient de garder en mémoire que sur la série de 30 années les hauteurs d'eau annuelles tendent à diminuer, et que par exemple la moyenne pluviométrique de 1979 - 1983 est inférieure de 35 % à celle de 1954 - 1958.

Dans la période récente, les totaux annuels dans plus d'un cas sur deux ont été compris entre 300 et 500 mm. Avant 1968, le cas le plus fréquent était celui d'une hauteur d'eau annuelle supérieure à 500 mm. Les cas de figure s'inversent entre les deux périodes.

La diminution des hauteurs d'eau se traduit par une réduction de l'intensité de certaines pluies.

#### *Altération de l'intensité et de la fréquence des précipitations*

Carbonnel (1984), Albergel *et al.* (1984) fournissent au Burkina une intéressante approche en s'attachant à apprécier l'évolution quantitative des pluies journalières. Les auteurs utilisent le terme de "fractions pluviométriques" pour classer les hauteurs d'eau journalières. Pour



- Figure 4 : Les séries pluviométriques d'Arribinda, 1954 - 1983, organisées en 6 périodes de 5 années chacune. -

Aribinda, cette méthode est reprise en retenant trois fractions pluviométriques : celles des pluies (journées de pluie) de 0 à 20 mm (P1), des pluies de 20 à 40 mm (P2), et celles des pluies de plus de 40 mm (P3). L'évolution en pourcentage, et par période, de chaque fraction pluviométrique fait apparaître un pourcentage croissant de P1 sur les totaux annuels (P) :

	% P1/P	% P2/P	% P3/P
<b>1960 - 1965</b>	41	38	21
<b>1966 - 1971</b>	47	30	23
<b>1972 - 1977</b>	51	32	17
<b>1978 - 1983</b>	51	39	10

- Tableau 4: Evolution de 3 fractions pluviométriques, 1960-1983. -

P2 est plus ou moins stable au long des quatre périodes ; P3 chute de plus de 20 % à 10 % de l'apport pluviométrique total.

Albergel *et al.* (id, 56) concluent, pour tout l'espace du Burkina-Faso, que la phase sèche actuelle est "caractérisée par une forte diminution des pluies supérieures à 40 mm et par un maintien de la fraction pluviométrique inférieure à 20 mm, la fraction intermédiaire réagissant de façon plus faible à la diminution de la pluviométrie totale". Dans l'Aribinda, le changement se traduit également par une raréfaction des pluies abondantes : en 1978 - 1983, la moyenne de toutes les valeurs de P3 passe en-dessous de son propre seuil de définition, soit 40 mm. Cela est dû à l'absence en certaines années de toute pluie dans la fraction.

Le coefficient des variables P1 et P est de + 0,20, et n'indique pas de corrélation. L'importance de la variation de P3 en revanche apparaît comme responsable à 72 % (+ 0,72) de la variance du total annuel P.

Cette diminution absolue de P3 sur la série est donc bien responsable de la décroissance des hauteurs d'eau globales. La fréquence des pluies supérieures à 40 mm passe de plus de 2 (1960 - 1965) à moins d'une par an (1978 - 1983). Mais si elles se font plus

rare, par contre l'importance de chacune d'elles croît légèrement sur la période récente, ce qui n'est le cas ni pour P1, ni pour P2 :

	<b>N P1</b>	<b><math>\bar{P}1</math></b>	<b>N P2</b>	<b><math>\bar{P}2</math></b>	<b>N P3</b>	<b><math>\bar{P}3</math></b>
<b>1960-1965</b>	32,3	7,6	8,2	27,3	2,2	54,9
<b>1966-1971</b>	30,0	7,1	5,2	26,3	2,0	50,0
<b>1972-1977</b>	32,5	6,4	4,8	27,8	1,2	48,3
<b>1978-1983</b>	29,5	5,1	5,0	28,7	0,8	59,1

- Tableau 5 : fréquence et intensité des fractions pluviométriques par période. N = moyenne annuelle du nombre de pluies dans chaque fraction ; P = moyenne des totaux journaliers dans chaque fraction. -

Depuis 1978, toutes les pluies excédant 40 mm approchent ou excèdent les 55 mm, tandis que de 1960 à 1971 une seule sur deux de ces fortes pluies excédait 50 mm.

Les pluies de 20 à 40 mm connaissent une relative stabilité : leur fréquence diminue, mais leur intensité reste très constante. Les petites pluies de moins de 20 mm ont tendance à accroître légèrement leur quota dans le total annuel, parallèlement à la chute de la fraction des pluies de plus de 40 mm. Si elles diminuent en importance, elles croissent légèrement en fréquence.

### *Impact sur les sols et la végétation*

Toupet (1986, 6) déduit de l'exemple de la station de Kiffa (Mauritanie) que "la sécheresse se caractérise par le laminage des petites pluies, l'absence ou plutôt la quasi-absence des très fortes pluies... et l'importance relative accrue des pluies moyennes et fortes, liées à des orages ou à des lignes de grains ; la mousson ne remonte presque jamais plus aussi haut en latitude. Or cette structure des précipitations est très défavorable : les fortes pluies provoquent des

ravinements et sont d'autant plus érosives que la couverture végétale a été en grande partie détruite".

Albergel et Valentin (1986, 4) relèvent, à la suite d'une dégradation anthropique du couvert végétal sur le bassin-versant de Kognéré-Boulsa au Burkina, que "pour les pluies supérieures à 25 mm, les coefficients de ruissellement en 1984 sont de 50 % supérieurs à ceux observés entre 1960 et 1962".

La baisse de la pluviométrie - ou plus exactement la récurrence d'années déficitaires en pluie - et la modification de la répartition des précipitations se conjuguent à d'autres facteurs tels que le développement des parcours du bétail, des surfaces cultivées, la mise en culture de zones marginales et fragiles, et l'élimination consécutive des formations végétales spontanées, pour accentuer, de manière spectaculaire, la dégradation des sols par érosion hydrique et ruissellement. C'est sans doute l'effet le plus visible de l'évolution climatique. Les terrains de culture, débarassés de leur couverture végétale protectrice, sont plus encore que les zones de végétation spontanée affectés par l'érosion.

La diminution des hauteurs d'eau a aussi des incidences immédiates sur le stock fourrager, comme le démontrent Grouzis *et al.* (1986, 6-7) à partir de l'évolution de la production herbacée de 1976 à 1984 sur le bassin versant de la mare d'Oursi. D'année en année, la production de phytomasse suit fidèlement les fluctuations de la pluviométrie. La charge potentielle maximale en bétail s'en trouve considérablement affectée, puisqu'elle varie dans les mêmes proportions que la phytomasse produite, laquelle peut diminuer de moitié (comme entre 1977 et 1983, par exemple). La diminution du rendement des pâturages a pour effet d'introduire des modifications dans les parcours suivis par le bétail, parcours qui ont tendance à s'allonger ou à se déplacer.

Il est essentiel de chercher à comprendre ce que représente le facteur "pluie" pour l'agriculture. En effet, l'évolution des séries pluviométriques n'est en elle-même pas directement utilisable pour cerner l'évolution des conditions de l'activité agricole. "La représentation

de la sécheresse par des critères quantitatifs tels que le total pluviométrique annuel, le volume écoulé annuel etc... est un moyen commode pouvant parfois donner un aspect spectaculaire au "déficit par rapport à la normale", mais qui reste insuffisant ou illusoire. La sécheresse se traduit par un manque d'eau, mais il faut pour que celle-ci soit ressentie comme telle que ce manque se produise au moment des besoins" (Sircoulon 1986-b, 2). Dans l'optique paysanne, seule importe une partie de la saison des pluies.

### I. 3. SAISON DES PLUIES ET SAISON AGRICOLE

La venue d'*awuré*, l'hivernage, donne le signal du début des travaux agricoles. Dans leur calendrier, *adigiri vinna*, le temps des semailles, survient en principe à la première pluie importante, normalement en juillet. Une fois les semis achevés, et s'ils ne sont pas à refaire, débute le temps de la culture (*aferam*) : un premier sarclage (*aweykonré*) ("premières herbes") survient une dizaine de jours après les semis, lorsque les pousses de mil n'ont encore que quelques centimètres de hauteur. Ce sarclage sert à débarrasser les jeunes pousses de mil des herbes qui les concurrencent, et à aérer la terre ; il est suivi, normalement au milieu du mois d'août, d'un second sarclage (*adodo*)<sup>1</sup>. Sur terrains sableux, le mil atteint alors une cinquantaine de centimètres de hauteur ; ce sarclage est le plus important et requiert le plus de temps. Son objet est de supprimer les adventices, d'ameublir le sol et éventuellement de butter le champ ; une autre opération agricole, le démariage des pieds de mil, est effectuée simultanément. Enfin, la récolte (*abonam*) se déroule de fin septembre à novembre. De manière générale, les épis sont récoltés au fur et à mesure de leur maturation ; ils sont cueillis au couteau et remisés progressivement dans les greniers. Les tiges des céréales sont coupées, et les plus vertes servent à lier les épis en bottes ; le reste des chaumes est laissé dans le champ pour être consommé par le bétail.

---

<sup>1</sup> Ce second sarclage est effectué lorsque "les premiers épis de maïs peuvent être cueillis pour nourrir les travailleurs".

### I. 3. 1. La saison agricole

C'est en fait lors des premières pluies que le paysan juge si le moment est propice ou non à des semis.

#### *La "pluie utile"*

Une précipitation même importante, qui ne serait pas suivie assez rapidement d'une autre ne permettrait pas aux pousses de céréales de survivre, et les semis seraient à refaire. Il s'agit donc pour le cultivateur de juger de l'abondance de la pluie, qui doit être suffisante pour humecter le sol pendant plusieurs jours, et de spéculer sur les pluies qui viendront prendre le relais de la première. Le caractère aléatoire des précipitations dans le temps est quand même limité en saison des pluies, ce qui autorise une spéculation ; Le Houérou (1986, 1) souligne que les précipitations du Sahel présentent "une variabilité inférieure à celle de la plupart des zones arides mondiales".

L'importance des pluies se combine avec leur régularité dans le temps pour déterminer le début effectif des opérations agricoles.

A titre de comparaison, Gallais (1967, III, 65) pour le delta intérieur du Niger situe le début de l'hivernage aux pluies journalières au moins égales à 3 mm suivies dans la semaine d'une autre pluie comparable. Marchal (1983, 47) reprend cette idée en proposant, pour le Yatenga et ses sols en grande partie gravillonnaires, de doubler les valeurs proposées par Gallais. L'auteur retient une pluie de 8 à 10 mm, et maintient le délai maximum d'une semaine, consécutif à la première chute. Pour Toupet en Mauritanie (1977, 84), "la saison des pluies débute quand le total des précipitations atteint au moins 20 mm tombés en un seul jour ou en deux jours consécutifs ; la fin de la saison humide survient avec la dernière pluie enregistrée, même si elle est très faible, à condition qu'elle fasse suite à d'autres chutes, ou qu'elle soit supérieure à la valeur calculée de l'évapotranspiration potentielle".

### *Définition de la saison agricole*

Des nombreuses définitions plus ou moins utilisables dans l'Aribinda et proposées par différents auteurs, on peut retenir celle d'Albergel *et al.* (1984, 4) qui fait débiter au Burkina-Faso la saison des pluies *stricto sensu* à la première pluie de 10 mm suivie dans la semaine d'une seconde pluie. La fin de la saison correspond de même à la dernière pluie supérieure à 10 mm ; l'intérêt de cette définition est de prendre en outre en considération les périodes sèches qui coupent la mousson, et qui consistent en au moins cinq jours consécutifs sans pluie. Ces deux notions se complètent au mieux : la saison des pluies s'inscrit dans de nouvelles limites temporelles, à l'intérieur desquelles les périodes de sécheresse sont elles-mêmes prises en compte. Sur les séquences pluviométriques reconsidérées vient alors s'ajuster, de manière plus fine, le cycle agricole.

Ces périodes sèches dans la mousson ont, en fonction de leur place dans la saison, une influence variable sur le cycle végétatif de la plante cultivée : une sécheresse intervenant peu après les semis a des conséquences plus graves pour la plante que celles qui peuvent survenir par la suite, ou à la fin du cycle. Les paysans tentent d'ajuster au mieux le cycle végétatif sur les péripéties climatiques, semant et re-semant leurs champs jusqu'à ce que le mil soit dans les conditions optimales pour parvenir à maturité. Cette démarche empirique n'est évidemment pas économique, puisque la période "utile" de la saison des pluies ne peut que correspondre à la période la plus favorable aux cultures, c'est-à-dire à celle de la croissance des plantes cultivées.

Il faut déterminer, dans la saison des pluies, la période la plus favorable à la croissance des espèces cultivées. En moyenne, la durée des cycles végétatifs des céréales cultivées dans l'Aribinda avoisine 90 jours, quoique certaines variétés ne parviennent à maturité qu'après 120 jours, et que d'autres puissent être récoltées au bout de 70 jours. Les paysans insistent sur l'importance de la régularité des pluies au cours des deux premiers mois du cycle végétatif. La période optimale pour les cultures correspond à ce minimum de deux mois consécutifs

présentant les conditions pluviométriques satisfaisantes. Par commodité, on appellera cette période "saison agricole".

### *Irrégularités locales du calendrier agricole : l'exemple de 1983*

Toutefois, d'un lieu à l'autre, des variations importantes interviennent dans le calendrier des travaux de la saison agricole. A titre d'exemple, le tableau 6, élaboré à partir d'indications fournies dans divers villages, étale sur un mois et demi, et pour plusieurs endroits de la région, les dates des premières opérations agricoles de l'année 1983<sup>1</sup> : certains paysans ont attendu les premières pluies du mois de juillet pour semer, d'autres avaient auparavant déjà semé à la suite de pluies de très faible importance au mois de juin, d'autres encore avaient semé en spéculant sur la venue des pluies de juillet. Quoiqu'il en soit, du fait des sécheresses du mois de juillet, tout ou partie de ces semis ont été à refaire ; les paysans, au fil des précipitations qui se sont abattues par la suite, ont resemé plusieurs fois de suite là où le mil n'avait pu pousser, tout en commençant ailleurs les premiers sarclages. Certains agriculteurs ont même jugé inutile d'effectuer comme les autres les principaux sarclages au mois d'août, tant la croissance du mil - et de ses adventices - était réduite. La récolte du peu de mil parvenu à maturité fut elle même très étalée dans le temps.

### *Irrégularités dans le temps de la saison agricole*

Bien entendu, pour un même lieu, d'une année à l'autre, les variations sont toujours importantes. Le tableau 7 donne la durée et les limites de ces saisons agricoles à Aribinda : la saison la plus précoce fut celle de 1972, la plus tardive celle de 1983 : ces deux années correspondent aux deux crises climatiques et alimentaires majeures de cette période récente.

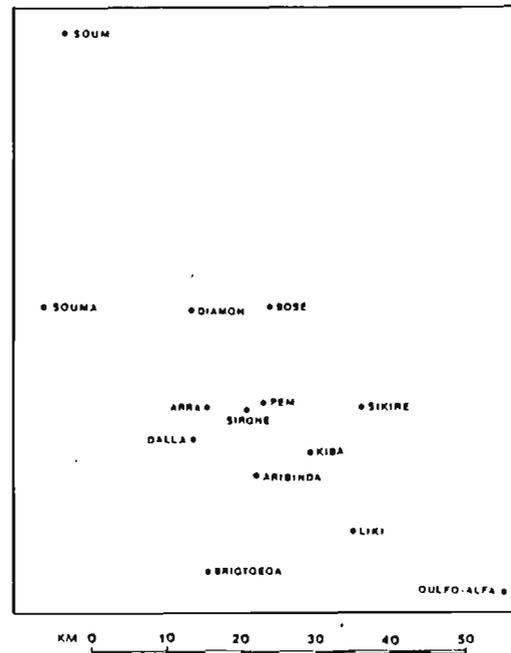
---

<sup>1</sup> Le calendrier musulman est utilisé dans l'Aribinda. Les paysans interrogés ont utilisé celui-ci comme repère pour donner les dates des pluies importantes et des travaux agricoles de l'année 1983.

date premiers semis 1983

localités	18/6 au 21/6	22/6 au 25/6	26/6 au 29/6	30/6 au 3/7	4/7 au 7/7	8/7 au 11/7	12/7 au 15/7	16/7 au 19/7	20/7 au 23/7	24/7 au 27/7	28/7 au 31/7	1/8 au 4/8
Soum									□□□			
Souma			□□□	□□□			■					
Diamon/Bosé	□□□			□□□		■						
Arra	□□□			□□□				■				
Sirgné		□□□		□□□								
Pem				□□□								
Sikiré					□□□				□□□			■
Dalla		□□□		□□□			□□□			■		
Aribinda		□□□		□□□				□□□	□□□			■
Kiba			□□□		□□□							
Liki		□□□					■					
Brigtoéga				□□□			■					
Oulfo-Alfo	□□□	□□□							■			

□□□ semis détruits  
 ■ premiers semis réussis



- Tableau 6 : Période des premiers semis en 1983, dans 13 villages de l'Aribinda. -

année	début sais.agric.	fin sais.agric.	durée en jours	jours pluie	total sais. agr.	total annuel
1960	22 juin	5 septembre	76	22	494	538,8
1961	26 juin	15 septembre	82	28	413,8	487,8
1962	22 juillet	4 novembre	107	36	451,5	570,1
1963	12 juillet	22 octobre	85	35	445,7	600,2
1964	25 juin	7 octobre	75	29	453,1	565,4
1965	6 juin	7 septembre	94	28	829,8	843,5
1966	11 juin	20 octobre	133	23	437,7	566,4
1967	23 juillet	8 octobre	78	24	343,5	462,2
1968	13 juillet	21 octobre	101	24	335,2	432,6
1969	24 juin	26 septembre	95	35	317,7	395,9
1970	13 juillet	18 septembre	68	28	411	439,2
1971	20 juillet	13 septembre	56	16	269,5	373,6
1972	30 mai	19 octobre	143	29	293,3	298,9
1973	24 juin	12 septembre	81	23	291	360,5
1974	5 juin	20 septembre	108	37	401,5	416,5
1975	21 juillet	23 septembre	65	26	382,6	523,8
1976	2 juillet	6 octobre	97	35	392,7	514,7
1977	12 juillet	23 septembre	74	22	253,2	355,4
1978	24 juin	21 septembre	90	24	389,8	517,2
1979	17 juillet	14 octobre	90	23	289,7	380,7
1980	2 juillet	14 septembre	75	23	259,7	293,4
1981	19 juin	25 septembre	99	32	392,2	411,7
1982	20 juin	16 septembre	89	21	345,9	412,7
1983	4 août	4 octobre	62	17	192,4	280,3
			88,46	26,67	378,6	460,06

- Tableau 7 : Caractéristiques de la saison agricole pour la station d'Aribinda, 1960-1983. Dates de début et de fin, durées, totaux pluviométriques de la saison agricole et de l'année (d'après données ASECNA). -

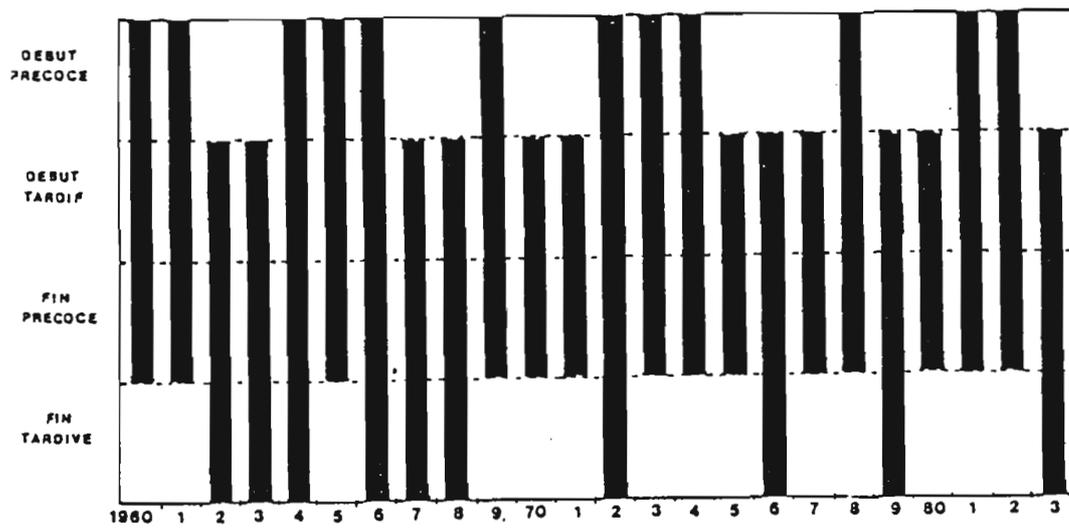
La figure 5 fait ressortir le caractère précoce ou tardif du début et de la fin de la saison agricole. Toutes les années de la décennie 1960 - 1969 ont une saison agricole longue ou très longue. Les saisons à début tardif et fin précoce (donc les plus écourtées) ne surviennent qu'à partir de la décennie 1970.

L'évolution des totaux pluviométriques annuels, et celle des totaux de la saison agricole (tableau 7) sont grossièrement comparables. La diminution des totaux pluviométriques bruts entre les périodes 1960 - 1969 et 1970 - 1983 est de l'ordre de 150 mm et de 4 jours de pluie en moins en moyenne ; pour la saison agricole elle-même, elle est de 125 mm et de 3 jours de pluie en moins.

### **I. 3. 2. Perturbations du cycle agricole**

Un effet de cette détérioration intéresse la succession des opérations agricoles et la production elle-même : l'arrivée tardive des pluies et les sécheresses au début du cycle végétatif sont des facteurs déterminants de la récolte. Pour Vincent (1963, 70) une récolte ne peut être bonne que si les précipitations ne sont pas espacées de plus de 4 à 5 jours pendant les deux semaines qui suivent les semis. Dans de telles conditions, l'auteur juge les semis tardifs préférables : "les agriculteurs attendent non seulement que le sable soit bien humidifié, mais également que plusieurs chutes de pluie se produisent, ceci afin d'être assurés que l'hivernage est bien commencé et que l'on peut planter sans crainte".

Cette stratégie valable pour une région du Mali (le Guimballa), et pour une époque donnée, n'est pas aujourd'hui appliquée dans l'Aribinda. Les paysans après la sécheresse de 1983 ont confié leur intention de procéder désormais aux semis à la première chute de pluie, par réaction à la brièveté de la saison agricole. Or, s'il faut en croire les agronomes, "la tendance à semer tôt que manifeste le cultivateur ne correspond qu'à une perte de semences et de temps (Carbon sd, 5). Dans le même ordre d'idées, Vincent (id.) impute à ce problème les énormes



- Figure 5 : représentation graphique de la durée de la saison agricole dans l'Aribinda, selon les années 1960 - 1983, d'après le tableau 7. -

variations de rendements qu'il observe, les semis trop précoces constituant également pour lui un gaspillage.

Par contre, Milleville, étudiant cette pratique des semis précoces dans l'Oudalan (1980, 38-40), conclut que l'investissement qu'elle implique est finalement très réduit, à la fois en semences et en travail ; ce qui explique le "risque" pris par les agriculteurs. Par ailleurs le même auteur note que cette pratique donne d'assez bons résultats sur sols dunaires perméables, où la rétention de l'eau se fait dans des conditions satisfaisantes pour la germination et la croissance de la plante.

De cette évolution, le phénomène le plus contraignant, au regard de la production agricole, est l'accentuation du caractère aléatoire des précipitations. Il est constaté (cf notamment Riou 1980, 45 - 46) que, dans l'espace, l'irrégularité des pluies de part et d'autre du Sahara augmente à mesure que les hauteurs d'eau annuelles diminuent. Cette observation est également valable dans le temps, en regard de la baisse des totaux annuels des séries pluviométriques.

Cela ne crée pas forcément un précédent dans l'histoire climatique de la région, ni ne signifie que les conditions de la production aient atteint, ou soient en voie d'atteindre un seuil plus ou moins critique : comme l'indique déjà l'exemple des semis précoces, les réponses existent et les techniques de la production, loin d'être figées, se modifient et s'adaptent en vertu de mutations que ne conditionne pas seulement le facteur climatique. Il sera question de ce problème en particulier, et de ses conséquences majeures pour l'agriculture, au moment de l'examen des pratiques agricoles.

## CHAPITRE II

### MODELÉ, TERRES ET PAYSAGES VEGETAUX

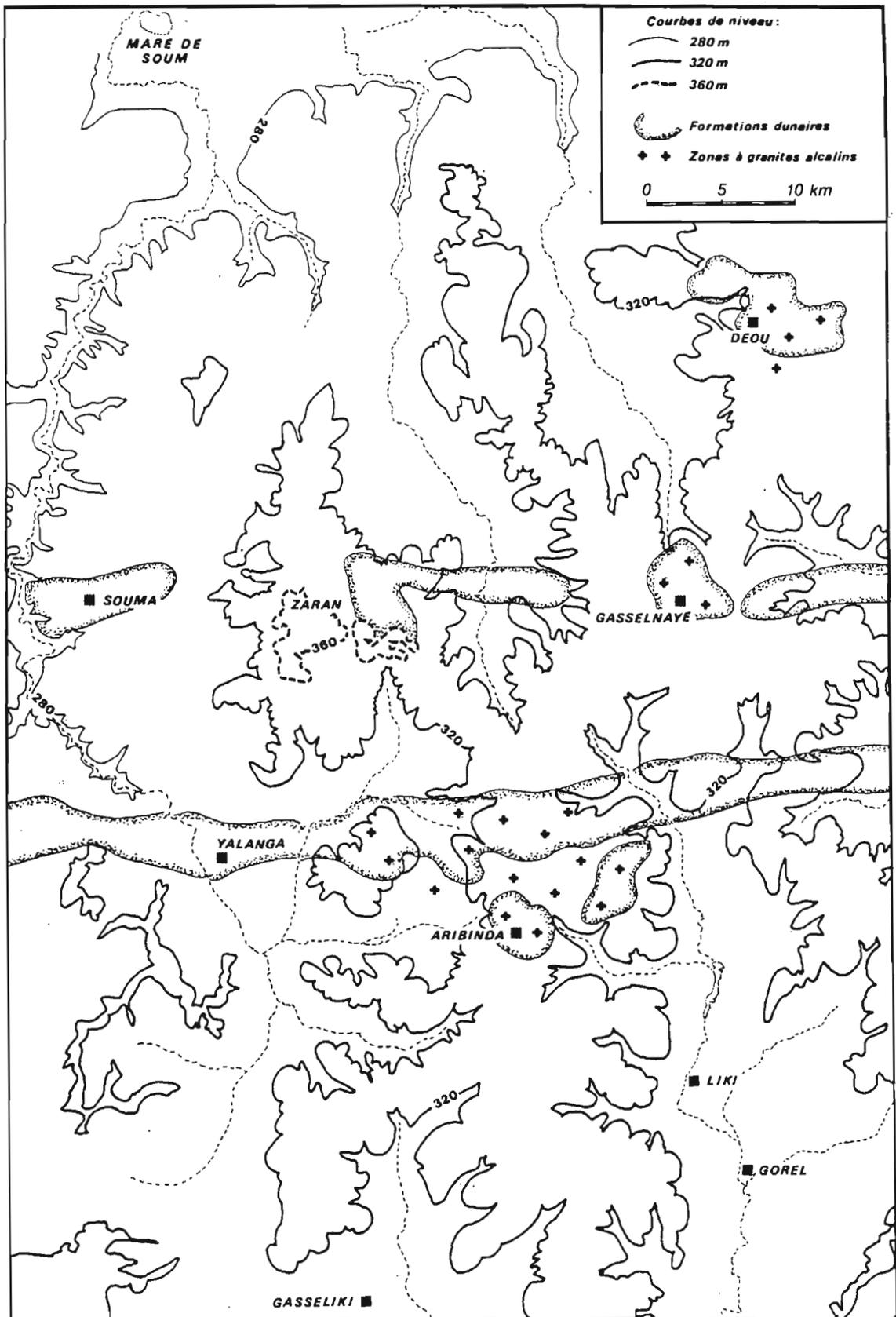
La région d'Aribinda est très légèrement surélevée par rapport au Djelgodji et à l'Oudalan qui l'environnent à l'ouest et à l'est. Deux grands réseaux de drainage la desservent : au nord et à l'ouest les cours d'eau saisonniers s'écoulent vers la mare de Soum ; au sud et à l'est les eaux sont drainées vers divers affluents du Niger. L'Aribinda se trouve sur cette ligne de partage des eaux NE-SW qui passe par le bourg d'Aribinda même (figure 6).

Les formes du modelé dans la région sont de manière générale peu accentuées. Le tracé de l'isohypse des 320 m permet de délimiter la plupart des vallées de quelque importance. Celles-ci sont peu creusées, et le tracé des cours d'eau saisonniers y aménage parfois des bas-fonds de plusieurs centaines de mètres de large. L'essentiel de la région se situe en dessous de la courbe de niveau des 360 m.

#### II. 1. LE MODELÉ

##### II. 1. 1. Les reliefs

La succession monotone des pénéplaines est rompue par quelques reliefs, généralement de commandement faible (souvent moins d'une cinquantaine de mètres). Ceux-ci peuvent être classés en trois types principaux : les cuirasses latéritiques et buttes cuirassées, les massifs de schistes ou de quartzites, les affleurements de granite. Les pointements de quartz, quelques massifs de gabbros, ou la formation gréseuse qui trace au nord les dernières marches de l'Aribinda ne sont mentionnés que pour mémoire, étant donné leur faible extension.



- Figure 6 : l'Aribinda : quelques caractéristiques physiques (altimétrie, réseau hydrographique, zones à granites alcalins et formations dunaires). D'après documents IGN (ND - 30 - XI/XII/XVII/XVIII), Ducellier (1959) et Boulet (1968). -

La plupart des cuirasses que l'on observe dans la région se répartissent grossièrement en deux niveaux, séparés par des dénivelés importants de l'ordre de 10 à 100 mètres<sup>1</sup>. Le niveau supérieur, le plus ancien, ne subsiste que sous la forme de buttes-témoins ; l'épaisseur de cette cuirasse varie entre 2 et 10 mètres. Les cuirasses du niveau inférieur, par contre, couvrent une très grande partie du modelé actuel dans le sud de la région, et se font plus discrètes dans le nord ; leur épaisseur est assez faible, et varie de 50 cm à un peu plus d'un mètre.

L'organisation de ces cuirasses est en règle générale assez confuse. La cuirasse supérieure forme des buttes-témoins et parfois quelques ensembles concaves plus importants, qui occupent les parties les plus hautes du relief actuel. Ces caractéristiques semblent indicatrices d'une inversion du relief, les points originellement les plus bas de ce cuirassement, et aussi les plus épais, ayant été conservés. La cuirasse inférieure couvre de plus vastes étendues et occupe souvent elle aussi les hauts d'interfluves.

Les massifs de schistes et de quartzites se rencontrent dans l'ouest et le nord de la région. Ils présentent des formes arrondies, et leurs flancs sont jonchés de blocs délités. Le plus important d'entre eux est le massif de Zaran à environ 25 Km au nord-ouest d'Aribinda, qui culmine à 150 m au dessus du niveau de la plaine, et forme un ensemble qui s'étend sur près de 8 Km du nord au sud. Les autres massifs sont plus discrets et ne s'étendent guère sur plus de 4 Km.

Enfin les affleurements de granite se répartissent à l'intérieur de plusieurs zones<sup>2</sup> : l'une inclut Aribinda même pour s'étendre sur plusieurs kilomètres au nord ; une autre se rencontre aux environs de Gasselnaye, une dernière enfin aux alentours de Déou. Dans ces trois zones, les nombreux affleurements de granite s'organisent en véritables "archipels" émergeant de la plaine ; tantôt, ils surplombent à peine celle-ci de quelques mètres, tantôt ils forment de véritables inselbergs, des dômes ou des chicots. Le commandement de certains inselbergs peut atteindre 50 à 60 mètres ; leur masse s'allonge parfois sur près de deux kilomètres, comme à Aribinda.

---

<sup>1</sup> Cf. Boulet (1968) et Pion (1979). Ces deux phases distinctes de cuirassement sont respectivement mises en relation avec les interpluviales Mindel-Riss et Riss-Wurm (300 à 200.000 BP - 100 à 80.000 BP).

<sup>2</sup> Ces zones correspondent à une formation géologique particulière, les granites alcalins. Voir à ce propos Ducellier (1963).

L'altération du granite se fait en boules, et aboutit à la formation de chaos sur les bas de versants et aussi sur les sommets des dômes, où les blocs de granite peuvent atteindre une taille considérable. L'altération de la roche, présentant l'aspect d'une véritable desquamation, aboutit à l'ablation par plaques de roche entières des boules ou des flancs des dômes, laissant apparaître le granite sain<sup>1</sup>.

Les reliefs ont joué et jouent encore un rôle très important au regard de l'implantation humaine. Comme on le verra, ils ont longtemps servi d'appui à son établissement.

*Apella*, les massifs clairs du granite, ont toujours eu la préférence des groupes humains qui y cherchaient un refuge. Sur ces dômes de granite, certaines diaclases, ou peut-être certains filons dans la roche, se sont creusés jusqu'à former de véritables "baignoires", de forme généralement allongée et de plus ou moins grande taille (jusqu'à une dizaine de mètres, voire plus, de longueur) recueillant les eaux de pluie et de ruissellement. La profondeur de ces cavités est variable, certaines atteignent plus de 4 m. La présence de citernes sur les reliefs, et le refuge qu'offraient les hauteurs ont été autant de facteurs qui, dans les temps précoloniaux, ont permis aux habitants d'assurer leur subsistance et leur survie dans un environnement où se conjugaient toutes les ressources nécessaires.

A *apella* s'oppose *aderga* terme qui sert originellement à désigner tous les reliefs de couleur foncée, massifs de roches diverses et cuirasses, colorés par l'oxydation ; le terme fulfuldé *bamgel* a été adopté plus récemment pour désigner les massifs rocheux.

*Aderga* a aussi servi, là où le granite était absent, à l'établissement humain ; mais les croyances locales démontrent qu'il ne s'agit pas, à l'inverse des dômes de granite habités par les *azini* (génies) régissant la vie des hommes, d'un espace véritablement domestique : ne peuplent ces "montagnes sombres" que les *abumhandu* et *adidiya*, créatures maléfiques associées à la brousse et à ses dangers.

---

<sup>1</sup> Parfois aussi, le granite, en fonction de l'orientation des panneaux de roche, est recouvert de ce que l'on peut nommer une patine : coloration rougeâtre due à l'oxydation, coloration noirâtre en traînées, due semble-t-il à l'action de végétaux.

## II. 1. 2. Les "masques" éoliens

Des phases arides du Quaternaire récent subsistent des formations dunaires superficielles disposées grossièrement est-ouest sur tout le nord du Burkina, générées par un régime de vents du sud, et qui occupent parfois plusieurs dizaines de kilomètres de longueur sur quelques uns de largeur. Ces dépôts recouvrent et "masquent" indifféremment divers substrats géologiques. L'un des cordons dunaires est ainsi continu d'est en ouest sur la région ; il s'étend depuis l'ouest de Yalanga jusque dans l'Oudalan.

La datation de ces recouvrements est indissociable de celle des phases arides qui les ont générés. Pour Boulet (1968), la succession de ces épisodes est la suivante :

- Au cours d'un premier épisode aride, l'erg ancien se met en place ; sa forme actuelle est très aplaniée, ses dépressions laissent parfois affleurer le substrat. Cet erg est disposé en bandes plus ou moins longitudinales sur le nord du pays d'Aribinda, jusqu'à la latitude de 14° environ vers le sud. Cette organisation en cordons se fait de plus en plus confuse à mesure que l'on va vers le sud, et l'erg s'y présente en formations moins étirées ou moins continues, comme c'est le cas par exemple à Aribinda. Plus au sud encore, les modelés dunaires y sont moins typiques, moins décelables, moins continus ; l'épaisseur de ce recouvrement sableux est moins importante que dans le nord.

- Intervient ensuite une période humide importante ; des mares et des lacs se forment, l'écoulement vers le Niger étant bloqué par les cordons dunaires.

- Puis survient une phase aride mineure. Un second erg se forme, l'erg récent dont la limite sud passe vers la mare de Soum. Les formes dunaires sont encore très visibles, et les sols peu différenciés du matériau éolien brut.

- Une autre période humide, mais mineure, apparaît.

- Enfin s'observe un dessèchement progressif avec comme corollaire un remaniement éolien<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Pour Boulet, la datation de ces épisodes est la suivante : 1er épisode aride : avant 22.000 BP ; période humide importante : 22.000-7.000 BP ; 2ème épisode aride mineur : 7.000-5.000 BP ; période humide mineure : 5.000-3.500 BP ; à partir de 3.500 BP, dessèchement progressif. Ces datations peuvent évidemment se voir remises en cause par la prise en compte de chroniques paléoclimatiques différentes.

Certains facteurs topographiques semblent jouer un rôle important dans la disposition des ensablements ; les reliefs en effet, et c'est surtout le cas des inselbergs de granite, ont contribué à piéger les formations dunaires comme par exemple à Aribinda, où les sables s'organisent en vaste "flaque" autour des dômes de la bourgade. Sur les piémonts de certaines éminences cuirassées du sud subsistent également des ensablements d'épaisseur réduite, parfois limités à quelques lambeaux.

## II. 2. LES SOLS ET LES TERRES

La distinction ici retenue entre sols légers et sols lourds est celle qui correspond le mieux à l'approche menée. C'est en effet la distinction principale que les paysans font au regard des potentialités agricoles des différents terrains qu'ils exploitent. Les sols légers dont il sera tout d'abord question sont par commodité nommés sables, ou sols sableux.

Paysans et pédologues ont une vision fondamentalement différente des choses. Les paysans s'intéressent à des qualités agricoles, les pédologues vont opérer un classement en fonction de la genèse du sol, de ses caractéristiques morphologiques, physiques, chimiques. L'échelle des uns n'est de surcroît pas celle des autres : alors que la pédologie s'attache à définir tous les sols d'une région, la classification paysanne portera essentiellement sur les terres cultivables, reléguant sols incultes et de moindre intérêt à quelques vastes et imprécises catégories. C'est dans ce hiatus que réside toute la difficulté à mettre en parallèle l'une et l'autre classification, la nomenclature paysanne chevauchant allègrement une bonne partie de la classification pédologique, pour se faire plus pointilleuse encore que celle-ci sur certaines terres.

La priorité donnée par les paysans aux qualités agricoles du sol induit une remarquable précision des définitions qui s'appliquent aux sols les plus recherchés, en l'occurrence les sols sableux, où la moindre variation de couleur, de morphologie de surface ou de texture sera soulignée. En revanche, le flou de la terminologie s'accroît en proportion inverse de l'intérêt accordé au sol. Les Mossi de l'Aribinda établis au début de ce siècle dans la région retiennent des catégories de sols quelque peu différentes de celles des Kurumba, qui seront étudiées ici. Ces distinctions illustrent des priorités foncières différentes : moins focalisés sur les terres légères que les Kurumba, les Mossi ne

s'embarrassent pas de toutes les nuances que les premiers appliquent à ces terres.

Enfin, la profondeur du sol n'est pas la même pour le paysan et pour le pédologue. Ce qui importe au premier, c'est sa partie superficielle, celle qui est retournée par l'outil, celle qui est utilisée pour la culture, c'est-à-dire le profil cultural. Le second considère le profil du sol depuis la roche-mère et en inventorie tous les horizons.

Pour toutes ces raisons, la classification du pédologue ne constitue pas une référence explicite pour définir quelles sont les terres qui dans l'Aribinda présentent un intérêt agricole. Il ne suffit pas, par exemple, qu'un sol soit fertile, de texture convenable ou bien alimenté en eau pour qu'il soit automatiquement cultivable. L'agriculture dans l'Aribinda, au cours de la période précoloniale, démontre que les terres basses du sud, pourtant fertiles et aujourd'hui recherchées, ont été très longtemps délaissées par les agriculteurs kurumba. Mais d'une façon générale, la classification paysanne se base pour l'essentiel sur des terres effectivement mises en valeur ou susceptibles d'être, telles quelles, exploitées.

Enfin, pour évacuer toute éventuelle ambiguïté, il convient de noter que le terme de "sol" comporte une connotation évidemment pédologique ; la "terre" elle-même fait référence à une utilisation agricole et répond plus strictement aux désignations paysannes.

## II. 2. 1. La classification paysanne

L'imprécision des termes désignant les terres se fait d'autant plus grande, qu'on s'éloigne des catégories les plus affinées et les plus tranchées de la classification paysanne. Les termes, par ailleurs, varient quelquefois d'un village à un autre, et plusieurs désignations peuvent s'appliquer à la même terre (*apuru kwabrha* et *aderga honda*, par exemple), avec quelques nuances qui ne touchent guère à la nature du sol lui-même. Parallèlement se rencontrent des catégories "mixtes", comme *ahula bolé* (donné à Gorel), élaborées à partir des caractéristiques respectives des terres "typées", en l'occurrence *ahulo* et *bolawa*.

Les termes se hiérarchisent parfois dans la terminologie paysanne, comme *ahondo*, le sable, qui désigne en particulier les sables épais des formations dunaires, et en général toute terre légère. C'est en cherchant à faire préciser chaque terme que s'en sont distingués bien d'autres, en fonction de l'épaisseur, de la morphologie des recouvrements sableux, ou de l'importance des autres composantes de la texture.

L'inégale précision des divers termes désignant les différentes catégories de terres rend difficile une cartographie des unités paysannes présentes dans la région. Si *ahula* le "bas-fond", est assez aisé à délimiter, de même que le *ahondo* des cordons dunaires, que faire des unités qui ne couvrent qu'une petite portion de versant sur la photographie aérienne ? La tentative de repérage des unités pédologiques à l'échelle de la région a donc porté sur les ensemble les plus aisément identifiables ; par regroupement, ils permettent de distinguer les sables épais des terres alluvionnaires, ce qui correspond aux deux catégories principales de la classification paysanne. Le reste des unités repérables sur la photographie aérienne se répartit entre les sols marginaux (sols sableux peu épais de versant) ou incultes, et les affleurements de roches diverses et cuirassées.

Cette identification topo-pédologique, correspondant grossièrement à la classification paysanne, est la plus adéquate pour mener à bien une évaluation du stock foncier, de ses disponibilités et de ses potentialités.

#### II. 2. 1. 1. Terres légères

Sur les ensablements de l'erg ancien se sont formés des sols légers, faciles à travailler et très recherchés. Leurs caractéristiques hydriques sont améliorées par la présence, à une certaine profondeur, d'un substrat imperméable (horizon argileux ou cuirassé) qui limite l'infiltration et assure une alimentation en eau suffisante du profil supérieur. A Aribinda même, des forages effectués par l'HER<sup>1</sup> permettent de déterminer la présence d'un tel horizon imperméable, en zone granitique et au coeur de l'ensablement, à un minimum de 2 mètres, et un maximum de 4 environ. Sous ces ensablements, le substrat est constitué par un horizon induré latéritique de 1 à 3 mètres

---

<sup>1</sup> Direction de l'Hydraulique et de l'Aménagement rural - BRGM. Rapports et fiches d'inventaire des ressources hydrauliques. Campagnes de 1966, 1981, 1982.

d'épaisseur, qui surmonte une arène argileuse et au-delà, le granite sain à plus de 10 mètres de profondeur.

L'épaisseur du matériau sableux est comme on l'a vu variable ; elle tend naturellement à diminuer sur les pourtours des ensablements, comme en témoigne la présence de la cuirasse affleurante en plusieurs points de la périphérie du terroir d'Aribinda.

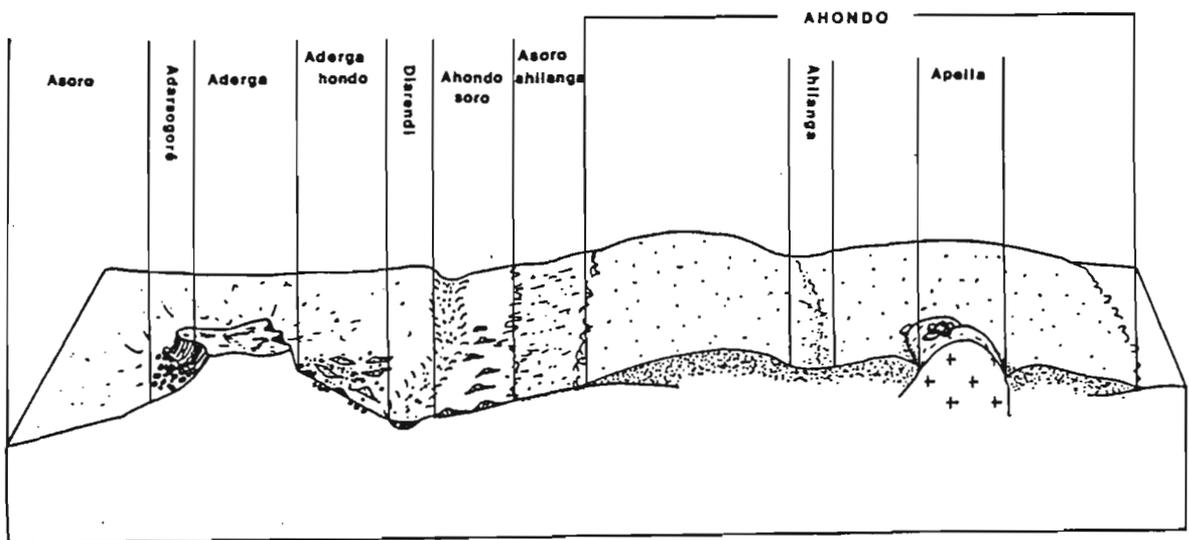
En-dehors de cette organisation en cordons ou en plages dunaires, les ensablements se retrouvent aussi sur quelques dizaines ou centaines de mètres d'étendue de part et d'autre des axes de drainage. Cette disposition particulière des formations sableuses est cependant limitée à la zone sud de l'Aribinda, aux bas-fonds de Liki-Gorel, d'Alagiou, de Gasseliki.

*Ahondo*, dans la nomenclature paysanne, désigne dans son premier sens toutes les terres sableuses qui peuvent porter des cultures de petit mil. Le terme s'applique par excellence aux sables épais des cordons dunaires ; diverses nuances, en fonction de l'aspect de la terre ou de son épaisseur, apparaissent dans cette vaste catégorie. La figure 7 en donne une représentation schématique.

- Le terme *ahondo* est quelquefois précisé par une couleur : *ahondo brimwu* est le "sable noir", en fait décoloré ou grisâtre. *Ahondo somenga* (sable rouge) désigne les sols sur dune dont le sommet est érodé jusqu'à un horizon coloré. Très appauvris ou stériles, ces sols sont la plupart du temps laissés à l'abandon. Toutes ces zones rubéfiées sont en surplomb par rapport au niveau de la plaine.

- *Ahilanga* désigne le sable fluviatile des chenaux d'écoulement dans les sables dunaires, ou plus largement les zones sur sable "où l'eau passe". Leur alimentation en eau très favorable leur permet de porter à la fois des cultures de mil et de sorgho. *Diarendi* est un mélange de sable et de gravillons, tel qu'on peut en trouver dans les lits des chenaux périphériques des formations dunaires.

Sur les bas de pente des cuirasses latéritiques et sur quelques interfluves, des ensablements peu épais ont été déblayés par le ruissellement ; ils ne subsistent plus que sous la forme de minces recouvrements sableux laissant parfois apparaître le substrat, ou alternant avec des épandages gravillonnaires. Par contre, quelques bas



- Figure 7 : Les catégories paysannes pour les terres légères. -

de pente sableux et plus épais n'ont pas été déblayés ; l'histoire agricole de certains terroirs permet de démontrer que l'évolution d'une catégorie à l'autre est souvent liée à la mise en valeur agricole de ces terrains sableux en pente, rapidement décapés dès lors que leur couverture végétale spontanée est supprimée : ce sont des terres fragiles.

Ces terres présentent en outre une épaisseur assez réduite par rapport à celle des cordons dunaires. Or l'épaisseur des ensablements, et les réserves potentielles en eau du sol qui en découlent, détermine leur aptitude à porter des cultures. Un recouvrement sableux de quelques dizaines de centimètres est plus sensible aux irrégularités de la pluviométrie qu'un sol épais autorisant un stockage plus important de l'eau. Ces sols légers de piémont de cuirasse entrent eux aussi dans la catégorie *ahondo* des terres légères ; mais selon leur aspect, leur dégradation plus ou moins avancée, d'autres termes peuvent servir à les désigner.

- *Asoro ahilanga* qualifie les plus minces de ces recouvrements sableux sur un substrat plus ou moins imperméable. En pente très douce, ces pellicules sableuses sont trop minces pour porter des cultures. Elles sont situées à la périphérie des zones dunaires ou sur les glacis, en transition vers des chenaux d'écoulement.

- *Agandebi* est une terre sableuse peu épaisse comportant un niveau gravillonnaire proche de la surface. Elle est cultivée en mil, mais les agriculteurs reconnaissent sa faible fertilité, et précisent que ses besoins en eau sont importants pour donner une récolte.

- *Ahondo kurègo* est un sol sablo-argileux, fréquemment recouvert d'une croûte de battance. L'importance des jachères sur ce type de terre fait penser à une forme dégradée de *ahondo*.

- On désigne enfin par *ahondonga* ("petit sable") les petites buttes sableuses de faible diamètre (jusqu'à un mètre) et d'épaisseur réduite qui ponctuent divers terrains. En fonction de la nature de ces derniers, on distingue le *ahondo soro*, où les buttes alternent avec des plaques de sol beige compact et encroûté, et le *aderga hondo*, où les espaces entre les buttes laissent apparaître des plages gravillonnaires. Ils sont quelquefois cultivés.

## II. 2. 1. 2. Terres lourdes

La classification paysanne kurumba des terres lourdes est nettement moins affinée que celle des divers sols sableux. Le critère premier de classification concerne, outre la texture plus ou moins argileuse, la position topographique de ces terres, qui elle-même détermine diverses qualités hydriques et plastiques.

Les sols inondables de bas-fond, les abords des axes de drainage sont exploités dans le sud et le sud-ouest de l'Aribinda où ils constituent d'assez vastes plaines alluviales ; ces sols, quoique lourds, bénéficient, de par leur position topographique basse, des eaux de ruissellement des versants limitrophes favorisant leur régime hydrique. Au sud et surtout au sud-ouest, l'exploitation en est généralisée ; au nord d'Aribinda, les cultures de bas-fond se font beaucoup plus rares.

Dans les bas de pente se rencontre *ahulo*, la terre la plus lourde, la plus argileuse. Grise, noire ou brune, généralement de couleur foncée, elle correspond à des dépôts alluvionnaires situés dans les lits majeurs des axes de drainage. Ces "sols sur alluvions", ayant des propriétés en grande partie tributaires de celles des bassins versants, ont des qualités très variables. Dans ces conditions, ce n'est pas tant pour leur fertilité chimique qu'ils sont appréciés que pour leur aptitude à récupérer les eaux de ruissellement : ceux qui sont cultivés ont ainsi la réputation d'être toujours productifs, quelle que soit la pluviométrie ; la position topographique joue ici comme un amortisseur du caractère aléatoire de la pluviométrie.

*Dagaré* est quelquefois un synonyme de *ahulo*. Assez curieusement, ce terme de *dagaré* dans le nord-Yatenga sert à désigner les terres lourdes des dépressions et des flancs des collines birrimiennes ; dans l'Aribinda, ce terme ne s'applique pas strictement à ce type de terres qui n'est que peu exploité<sup>1</sup>. Mais le vocabulaire concernant les terres semble avant tout rendre compte d'une expérience agricole de l'environnement, plus que de l'environnement lui-même. Ainsi la distinction *dagaré/ahulo*, qui n'est que formelle dans l'esprit de certains informateurs, traduit une différence de position topographique (donc de

---

<sup>1</sup> Les Dogon du nord-Yatenga paraissent désigner le *dagaré* d'Aribinda par le terme *dagou* qui est "la terre lourde près des ruisseaux". Comme les Peul avec *bolao*, les Dogon de cette région ne semblent avoir qu'un seul terme pour désigner les terres lourdes.

conditions hydriques), qui induit une mise en valeur différente. *Ahulo* désigne les terres les plus basses du lit des cours d'eau ; *dagaré* est situé légèrement en amont sur la pente. Dans le nord de l'Aribinda, *ahulo* qui est un sol asphyxiant (un "vertisol") n'est jamais cultivé ; *dagaré* par contre s'y prête à une exploitation particulière en *akal*, en jardins enclos où poussent aussi bien le sorgho que des cultures diverses. C'est pourquoi *dagaré* seul, dans le nord, est une terre agricole. Dans le sud, par contre, où les terres lourdes tapissent les amples vallées aux terres parfois inondées pendant quelques jours, *ahulo* comme *dagaré* sont indifféremment exploités en parcelles de monoculture céréalière où pousse essentiellement le sorgho. Dans le nord, la distinction entre l'un et l'autre terme est importante car elle est significative de potentialités agricoles différentes.

*Bolawa* désigne un autre type de terre lourde<sup>1</sup>. Il s'agit d'une terre de texture plus sableuse que *ahulo* ou *dagaré*, caractérisée essentiellement par sa couleur claire. *Bolawa* désigne des alluvions sablo-argileuses se prêtant à la culture du sorgho ou à une exploitation de type "jardins".

### II. 2. 1. 3. Autres terres, et domaine inculte

Une bonne partie des terres de l'Aribinda ne se prête aucunement, comme le souligne d'ailleurs Boulet, à une quelconque forme de mise en valeur. De vastes étendues de sols halomorphes fournissent l'essentiel des terrains dans les zones qui séparent les cordons dunaires les plus méridionaux. *Amuhundé* désigne cette terre salée, que l'on trouve alternant avec des placages d'*ahilanga* (sable fluviatile) ou de *diarendi* (sable et gravillons). Sa vocation est essentiellement pastorale. Cependant les ensablements, quoique peu épais, sont parfois suffisants pour autoriser ponctuellement la culture.

Le reste est en grande partie constitué de sols très peu évolués, sols régiques, tronqués par l'érosion ou lithosols, qui prennent une extension de plus en plus considérable à mesure que l'on va vers le nord.

---

<sup>1</sup> On y retrouve le mot mossi *bollé*, qui signifierait "rendre lisse au moyen d'un enduit" (Kohler 1971, 42). Dans l'ouest mossi, le *bollé* correspondrait à "des sols surtout argileux de coloration brune, relativement fertiles", constitués de colluvions provenant des collines birrimiennes : on retrouverait là le *dagaré* du Yatenga !

- *Asoro* est la terre inculte par excellence. Le terme se traduit très exactement par "calvitie" et s'applique à une large gamme de terres. Il désigne aussi bien celles qu'une érosion active rend inculte, que celles qu'une exploitation excessive finit par épuiser, et sur lesquelles apparaissent des plaques de sol damé.

- *Adersogoré* est un sol gravillonnaire parsemé des débris des cuirasses environnantes. *Aderkuba* est un reg dont les matériaux proviennent des massifs rocheux voisins. Ces deux termes, ainsi que d'autres précédemment évoqués, sont dérivés du mot *aderga* qui désigne de manière très large tous les reliefs de couleur foncée, et plus particulièrement les cuirasses latéritiques.

Tout se passe comme si les terrains d'élection de l'agriculture se réduisaient à deux termes, les sols légers, sableux, des cordons dunaires ou des autres ensablements, et certains sols alluvionnaires lourds des abords des axes de drainage. La nomenclature paysanne reflète elle-même ce clivage en retenant essentiellement cette alternative.

## II. 2. 2. La vocation des terres

### II. 2. 2. 1. Qualité des terres

L'identification paysanne des terres porte sur des critères externes de reconnaissance, comme la couleur des sols. Il va sans dire que cette coloration de surface a évidemment des implications pédologiques, comme le démontre le cas de l'*ahondo somenga* à l'horizon rubéfié. Très importantes aussi sont, dans cette classification, la texture de la terre et ses propriétés hydriques, qui sont à la base des subdivisions qui en sont faites. Les termes *ahonda ahulo* ou *bolawa* englobent l'essentiel des terres cultivées, et ainsi se réfèrent à une texture et à une alimentation en eau.

Dans le discours paysan, l'accent est mis avant tout sur les conditions pluviométriques, qui sont déterminantes pour la récolte. Dans leur esprit, la fertilité des sols est secondaire. La pluie seule est généralement considérée comme responsable des bons ou des mauvais rendements. Nombre de terres sableuses autour d'Aribinda, appauvries par suite d'une exploitation très ancienne, n'en continuent pas moins d'être cultivées en recevant un apport compensateur d'engrais

organique : les moyens d'améliorer une fertilité faible sont mis en oeuvre, en raison de leur porosité, favorisant la rétention de l'eau, et de leur légèreté facilitant le travail.

La texture est donc également déterminante. Les terres trop compactes sont écartées. Au contraire les sols légers, parmi lesquels les ensablements peu épais et fragiles, sont volontiers mis en culture - et d'ailleurs abandonnés, stériles et dégradés, quelques années après.

Mais les caractéristiques d'ordre physique ne rendent pas compte de toutes les conditions de mise en valeur d'un sol.

#### II. 2. 2. Les priorités paysannes

Au nord où un intérêt quasi-exclusif est porté aux terres légères, s'oppose en fait le sud où l'on cultive avant tout les terres basses.

- Dans le nord de l'Aribinda, l'exploitation agricole se concentre sur les terres légères des cordons dunaires ; seuls les ensablements de piémont peu éloignés des établissements sont mis en culture. Les autres terrains, qu'ils soient ou non arables, sont laissés aux éleveurs et à la brousse.

La présence d'un horizon imperméable sous le manteau sableux de l'erg ancien présente des conditions optimales pour l'agriculture. C'est pourquoi les sables épais des cordons dunaires sont très recherchés par les Kurumba. La présence des inselbergs granitiques au coeur des ensablements de l'erg ancien joue le rôle d'un facteur attractif supplémentaire pour l'agriculture et l'établissement humain.

Outre le refuge autrefois offert par les massifs, les terrains situés à leur base bénéficient des eaux de ruissellement des flancs de la roche, qui améliorent le simple régime météorique. Ces emplacements sont recherchés pour les cultures ; par ailleurs, de nombreux puits sont forés sur ces piémonts aux ressources hydriques favorables. L'agriculture, longtemps confinée pour des raisons de sécurité autour des dômes d'Aribinda, a été très largement tributaire de ces excellentes aptitudes hydriques locales.

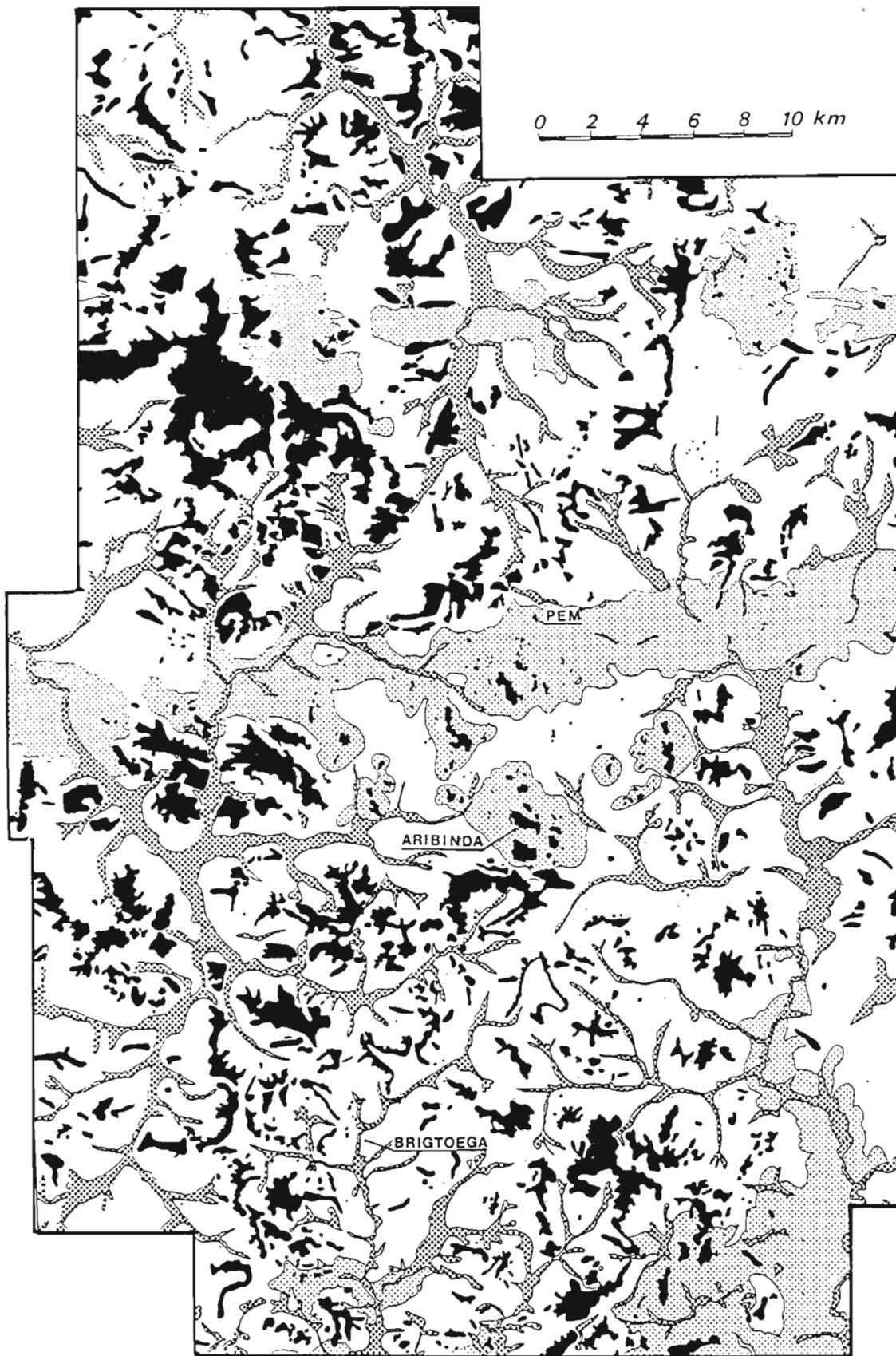
- Dans le sud, occupé, comme on le verra, bien plus tardivement, les terres lourdes de bas-fond, qui bénéficient des eaux de ruissellement

des bassins versants, sont les plus favorables aux cultures ; elles sont réparties le long du réseau hydrographique. Ce n'est qu'à l'extrême sud-est ou à l'extrême est de l'Aribinda que des formations dunaires épaisses apparaissent en bordure des axes de drainage. Ailleurs, les terres légères sont limitées aux ensablements de piémont, et sont particulièrement fragiles : leur pente joue un rôle majeur dans leur évolution. Les mises en culture, laissant le sol à nu plusieurs années de suite, les dépouillent de leur revêtement sableux, et de nombreux bas de pente de cuirasse ne portent plus que des sols compacts et incultes.

Ces phénomènes érosifs dûs essentiellement à une action anthropique n'épargnent d'ailleurs pas toujours les terres plus épaisses des cordons dunaires. Selon Boulet (id., 207), ce sont surtout les interdunes qui sont affectées par cette érosion laissant apparaître des surfaces gravillonnaires au sein du manteau sableux.

L'intérêt exclusif pendant longtemps accordé aux terres légères, la quasi-permanence des cultures sur certaines d'entre elles, ont eu pour effet, localement, d'entraîner une dégradation importante de certains terrains sableux. Les terres lourdes semblent plus résistantes à une exploitation agricole peu précautionneuse, mais elles n'ont généralement pas la faveur des agriculteurs. L'opposition entre ces deux grandes catégories de terres n'est pas uniquement liée à une pénibilité accrue du travail sur terrains argileux : leur grande différence réside dans le type de cultures vivrières que chacune d'elles autorise, celle du mil, qui n'est semé que sur les sables, étant de très loin la plus prisée des Kurumba, à l'encontre de celle du sorgho, semé sur les terres lourdes.

Ces considérations permettent d'évaluer, parmi les terres théoriquement arables de l'Aribinda, celles qui sont effectivement exploitables et celles qui ne le sont pas. Les priorités paysannes en matière de terrains de culture portent en premier lieu sur les terres légères dans le nord et sur les terres basses dans le sud. Une cartographie, livrée dans la figure 8, a été réalisée à partir de l'interprétation de photographies aériennes et d'identifications ponctuelles sur le terrain. Elle permet d'apprécier les ressources foncières de la région.



Zones incultes  
 (massifs, cuirasses)

Terres lourdes des vallées.  
 (Arables au sud d'Aribinda)

Terres marginales: présence  
 ponctuelle de recouvrements  
 sableux arables

Terres légères des  
 cordons dunaires

- Figure 8 : Identification des grandes catégories de terres dans l'Aribinda. -

## II. 3. PAYSAGES VEGETAUX

Certaines formations végétales se retrouvent dans l'ensemble du pays d'Aribinda, d'autres sont localisées et concernent tantôt les espaces les plus septentrionaux du pays - la "zone sahélienne" de l'Aribinda - tantôt les espaces méridionaux - la "zone sahélo-soudanienne"<sup>1</sup>. D'autres formations enfin sont extrêmement ponctuelles et n'intéressent que des portions très réduites de l'espace de la région.

Pour l'examen des paysages végétaux, ces nuances peuvent être simplement rappelées ; il n'y a en effet que peu d'intérêt à retenir sur une centaine de kilomètres du nord au sud une telle distinction bioclimatique entre des unités de végétation qui, plutôt sahéliennes au nord, plutôt sahélo-soudanien au sud, s'imbriquent finalement de manière assez étroite depuis Soum jusqu'aux abords de Gasseliki.

En revanche, il convient de rappeler que cette coexistence d'unités de végétation caractéristiques, chacune, d'une zone climatique est la la marque la plus flagrante d'un milieu de transition. Si les unités de végétation dites sahéliennes couvrent la plus grande partie de la région, les unités de végétation dites sahélo-soudanien commencent à être dominantes immédiatement au sud de la bourgade d'Aribinda. Aux abords de Gasseliki, plus aucune unité sahélienne n'est présente. Aussi est-il juste de considérer que l'Aribinda se présente comme un milieu de transition bio-climatique, et qu'Aribinda même se situe sur une charnière.

### II. 3. 1. Méthode

Les données fournies par l'IEMVT (Provost 1978) permettent d'établir, de façon globale, un rapport entre les associations végétales et divers contextes topographiques et pédologiques (position des formations végétales le long des versants et des séquences de sols). Cependant, au cours des relevés floristiques qui ont été faits dans le cadre de la présente étude sur l'Aribinda, les formations végétales présentes sur le terrain ne correspondaient pas systématiquement à

---

<sup>1</sup> Ces remarques sont déduites des travaux de l'IEMVT menés sous la direction de Provost (1977, 1978), sur les pâturages de l'ORD du Sahel.

celles dont la cartographie de l'IEMVT faisait état. Cela est dû bien sûr à un problème d'échelle et de méthode, le relevé floristique ponctuel n'apportant pas toujours des conclusions identiques à celles dont rend compte une vision volontairement synthétique, portant sur plusieurs dizaines de milliers de kilomètres carrés. L'extrapolation aux photographies aériennes des relevés ponctuels est en effet, pour les agropastoralistes, le seul moyen de donner du sens à leur étude.

Certaines associations végétales décrites par l'IEMVT peuvent ainsi être sommairement reprises en vue d'une présentation générale de la végétation de l'Aribinda. Par contre, les données fournies par les agropastoralistes méritent d'être précisées à l'échelle qui nous intéresse, celle des zones villageoises. Trois territoires villageois ont, dans cette optique, été explorés : il s'agit d'Aribinda même, et de deux autres villages choisis au nord et au sud, respectivement Pem et Brigtoéga (cf. figure 8 *supra*).

La méthode la plus pratique pour cette étude nous a paru consister en un parcours répété des trois territoires villageois. Ces parcours ont été coupés par des stations dont l'objet était de relever les caractéristiques de la topographie, des terres, des formations végétales, et l'utilisation qui localement était faite de l'environnement. La complexité variable de chacun de ces environnements a d'ailleurs au fil des parcours déterminé le nombre de stations, de repérages, et de relevés successifs<sup>1</sup>.

Certaines de ces stations ont permis de dessiner des coupes visualisant, de la manière la plus simple et la plus économique, les séquences de terrains, et font l'objet des figures 9 et 10 qui concernent, la première, les terres dunaires, la seconde, les terres basses<sup>2</sup>. Sur chacune des coupes sont mentionnées les stations où ont été effectuées les diverses observations topographiques, pédologiques et floristiques.

---

<sup>1</sup> 5 itinéraires successifs coupés de 28 stations ont été nécessaires pour mener à bien l'identification des unités végétales présentes sur le terroir de Brigtoéga ; à Aribinda, 15 stations ont suffi.

<sup>2</sup> Les seules données altimétriques disponibles sont celles de la carte au 1/200.000 de l'IGN, et le report des altitudes sur les coupes n'est pas envisageable. Les topographies représentées ne tiennent pas compte des altitudes absolues, mais des observations relatives faites en stéréoscopie et sur le terrain.

## II. 3. 2. Les formations végétales

Les formations végétales de l'Aribinda présentent de manière dominante l'aspect d'une steppe. Localement, le long des axes de drainage aux abords des mares, la végétation se densifie et des formations que l'on peut qualifier de "forêt claire" ou de "savane" apparaissent, mais elles sont d'extension limitée et leur existence dépend de conditions hydriques ponctuelles et favorables.

### II. 3. 2. 1. Domaine de l'élevage

#### *L'extrême nord : la mare de Soum*

La zone de la mare se présente comme une vaste étendue argileuse, où pendant la majeure partie de l'année, l'eau reste piégée sur plus d'une centaine d'hectares. Cette étendue est limitée au nord et au sud par deux cordons dunaires : ces dunes fixées, très localement mises en culture, portent une maigre steppe xérophile herbeuse où domine *Cenchrus biflorus*, le cram-cram, et qui est ponctuée par quelques buissons, *Combretum glutinosum* essentiellement.

Entre ces deux cordons dunaires, et sur les multiples dépressions des alentours de la mare, la végétation s'organise en fourrés denses composés essentiellement de *Pterocarpus lucens* et *Grewia bicolor*. Ces formations alternent avec une savane arborée plus ou moins dense à essences en majorité hygrophiles, présente sur les argiles de la mare : *Acacia nilotica* et *seyal*, *Mitragyna inermis*, *Bauhinia rufescens*. Les zones inondables pendant la durée de l'hivernage et une partie de la saison sèche sont dénuées de toute végétation, et présentent quand l'eau se retire une argile compacte, craquelée, intensément marquée par le piétinement des animaux.

Au-delà des cordons qui enserrant la mare s'étendent, au nord et au sud, des glacis squelettiques gravillonnaires et incultes, portant un bush à *Pterocarpus lucens* et présentant un aspect de "brousse tigrée". Toute la zone de la mare de Soum est une "marche" du pays d'Aribinda, essentiellement dévolue aux groupes pasteurs.

### *Les zones inter-cordons du nord*

Entre la mare de Soum au nord, et le cordon dunaire où se rencontrent les premiers gros villages, le relief, dans l'ensemble peu marqué, s'organise autour de la succession répétitive des mêmes unités topographiques : dômes cuirassés affleurants et quelques massifs de schistes, presque dénués de végétation, sont séparés par de longs glacis coupés de vallées alluviales où se concentre la végétation en ourlets buissonnants sur les berges. L'utilisation agricole de toute cette zone est aussi très réduite. C'est le domaine de l'élevage, et l'exploitation agricole très sporadique se réduit à la mise en culture de quelques piémonts sableux.

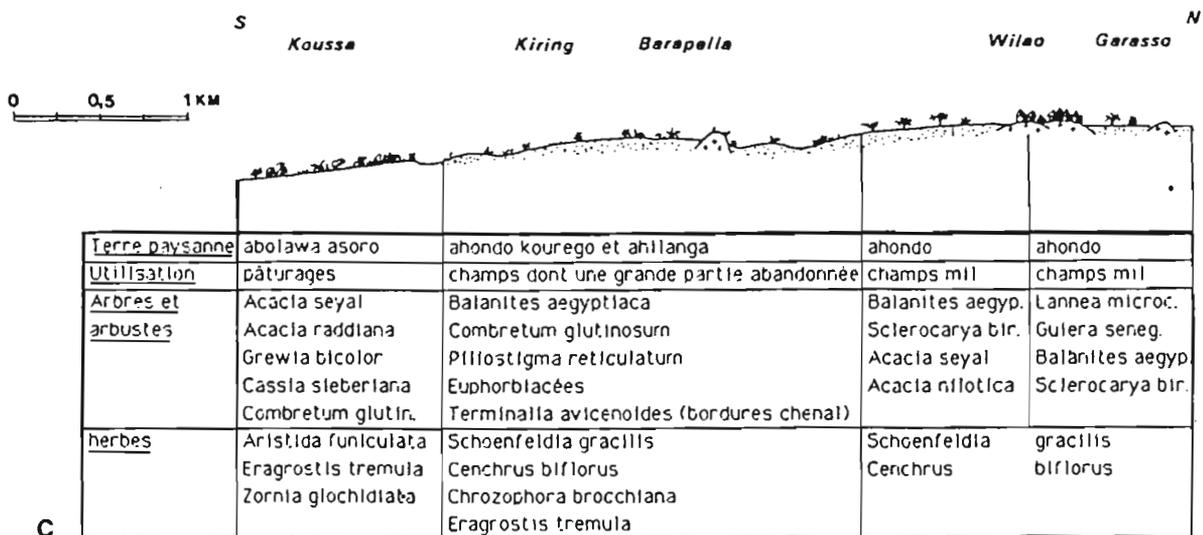
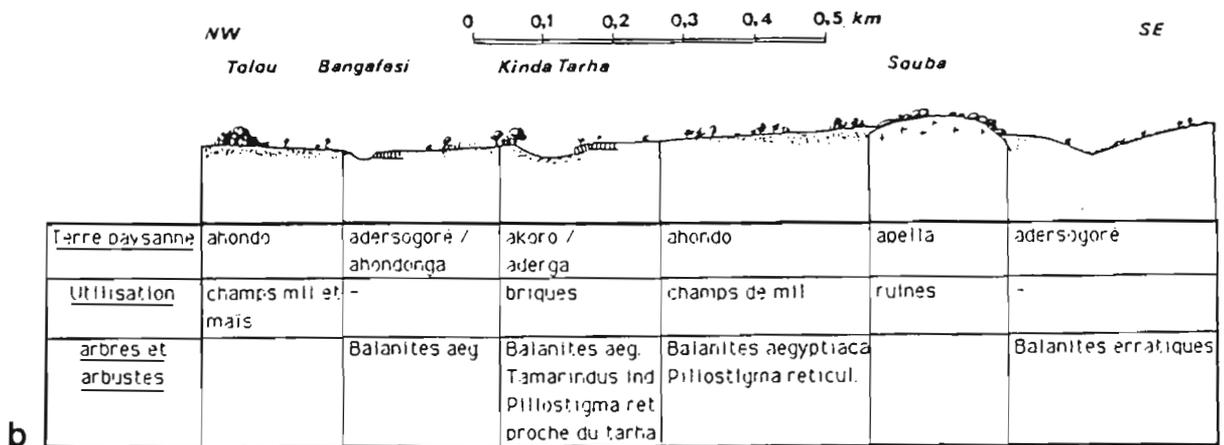
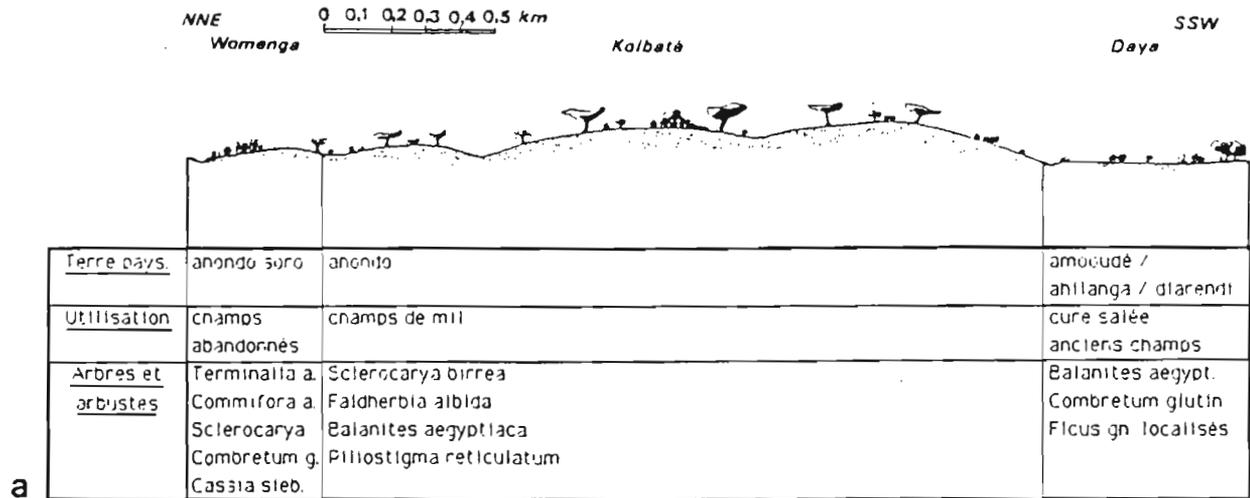
A partir de la zone de Diamon et jusqu'aux abords du cordon suivant, le paysage se fait un peu plus accidenté, et les cuirasses plus nombreuses alternent avec quelques imposants massifs de schistes (Zaran, Kourkagra). Dans les vallées et sur les quelques piémonts sableux des reliefs cuirassés, les épineux, *Acacia seyal* et *laeta*, généralement très clairsemés, sont accompagnés d'espèces telles que *Commiphora africana* ou *Balanites aegyptiaca*. Cette vaste zone qui s'étend au nord de chacun de ces deux cordons de l'erg ancien est une zone de parcours pour le bétail des établissements sédentaires, et pour celui des éleveurs installés à proximité des villages. Immédiatement aux abords des cordons dunaires qui limitent cette zone, les piémonts sableux des cuirasses sont cultivés, et quelques champs, et surtout de très nombreux enclos, sont ouverts dans les vallées.

### II. 3. 2. 2. Domaine de l'agriculture

#### *Les cordons dunaires*

La plus grande partie des cordons dunaires est mise en culture. La végétation que l'on y rencontre est sélectionnée pour les diverses utilités qu'elle présente.

Pem et Aribinda sont deux ensembles villageois implantés sur les cordons dunaires, et qui illustrent parfaitement les deux types de paysages végétaux que l'on rencontre sur les espaces de cultures des zones de sables. Un stock commun d'espèces végétales, essentiellement arborées, se retrouve, d'un territoire villageois à l'autre, sur les champs et sur les jachères : arbres fruitiers comme *Sclerocarya birrea*, *Lannea*



- Figure 9 : Coupes du paysage dans les terroirs dunaires :  
a, b : Aribinda ; c : Pem. -

*macrocarpa*, *Balanites aegyptiaca* et aussi *Ficus gnaphalocarpa*.. A Pem, divers *Acacia* (*nilotica*, *seyal*) s'ajoutent aux arbres fruitiers, tandis qu'à Aribinda, l'on rencontre localement des peuplements de très vieux *Acacia albida* (figure 9).

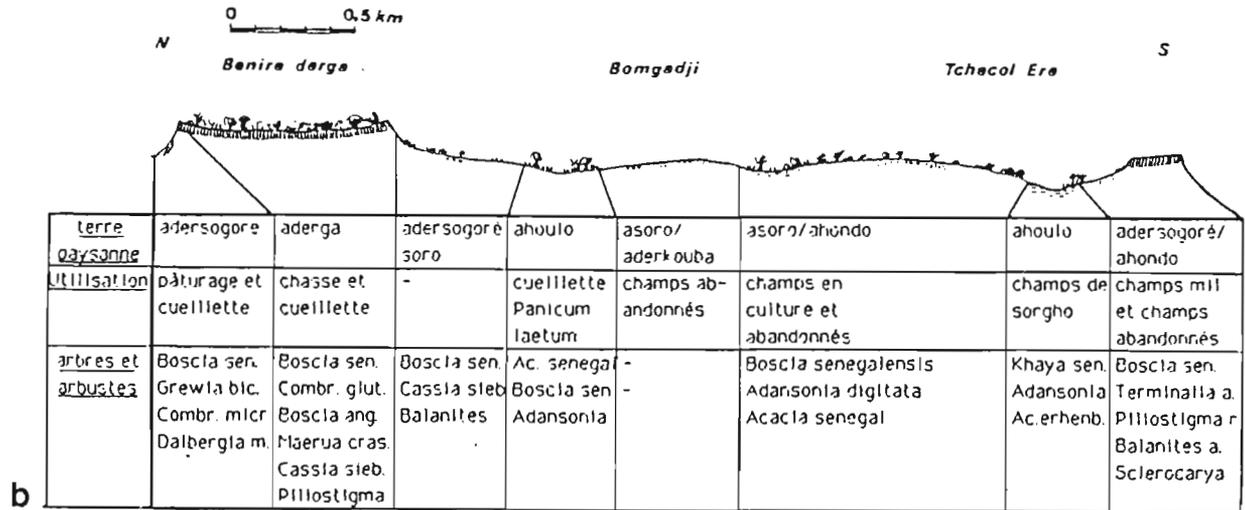
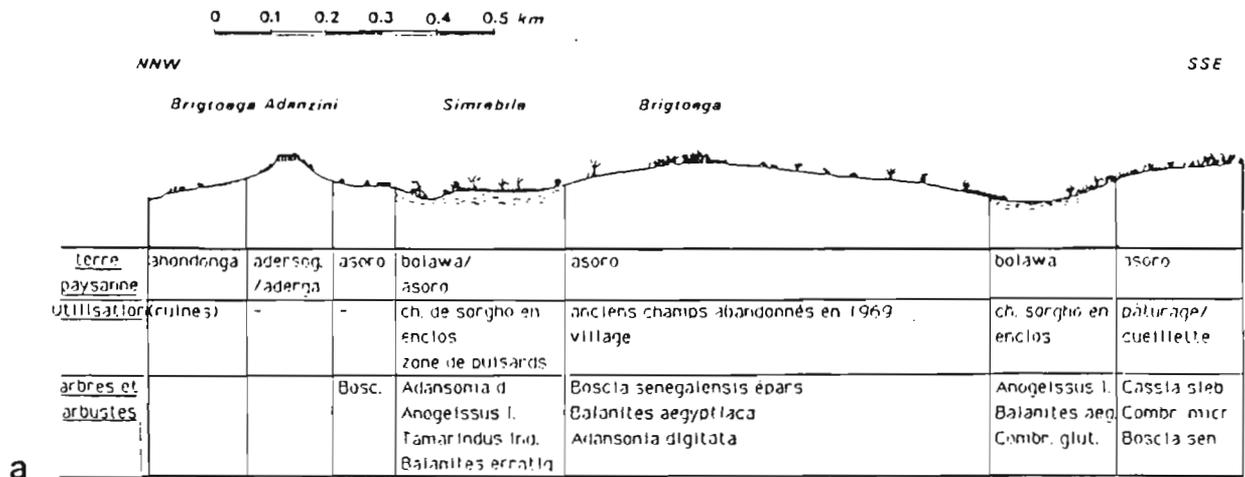
Quels qu'ils soient, et quelle que soit leur utilité, les arbres ou les arbustes ponctuent l'espace agricole en un peuplement extrêmement clairsemé, et toujours hétérogène. Si une espèce parfois est dominante (*Acacia albida* à Aribinda, *Sclerocarya birrea* à Pem), elle n'est par contre jamais exclusive. Tout peuplement végétal est absent des abords immédiats des habitations ; les peuplements commencent à une cinquantaine (Pem), voire plus d'une centaine (Aribinda) de mètres des maisons. Au fur et à mesure que l'on s'éloigne des villages, de nouvelles essences apparaissent, marquant la transition avec les franges du terroir où la végétation se prête à des utilisations particulières : pâturage, cueillette... Les essences fruitières y disparaissent, remplacées par *Balanites aegyptiaca* dont la présence est liée à l'élevage, *Piliostigma reticulatum* très apprécié et émondé, et *Combretum glutinosum*.

Entre Aribinda et Pem, une zone en demi-couronne de sols halomorphes porte une formation steppique où les ligneux s'organisent en fourrés plus ou moins denses, alternant avec des plages de sol damé, lavé par le ruissellement ; cette zone est à vocation pastorale. Hormis cette zone, au nord de Pem et au sud d'Aribinda, ce sont des espèces telles que *Balanites*, *Acacia seyal* et *raddiana* qui dominent les peuplements végétaux.

Même si ces paysages végétaux doivent beaucoup à la sélection (arbres fruitiers) ou à la diffusion (*Acacia albida*) anthropiques, il ne convient pas pour autant de parler de "parc". Il n'y a, par exemple, rien de comparable entre le "parc" à *Acacia albida* du terroir d'Aribinda, et ce que l'on peut observer en pays dogon au Mali, autour de certains villages du Yatenga, ou dans la région de Kaya au sud. Cela pose de prime abord le problème de la construction de ce parc, et de son évolution. Il en sera question plus loin (cf. III.2.4. et IX.5.).

#### *Les terres basses du sud*

De ces peuplements végétaux uniformément éclaircis dans ces zones de culture des cordons dunaires, on passe, en allant vers le sud, à des



- Figure 10 : Coupes du paysage dans les terres basses du sud :  
a, b : Brigtoéga. -

formations localement plus denses et plus hautes, organisées en galeries arborées et arbustives le long des berges des cours d'eau temporaires. Le plus marquant dans ce paysage est ce contraste entre les points bas du relief, relativement boisés, et d'une manière générale toutes les pentes et les hauteurs, sur lesquelles ne subsiste, au mieux, qu'une végétation buissonnante et extrêmement contractée.

Les piémonts des cuirasses sont parfois encore recouverts d'ensablements peu épais, mis en culture, mais le plus souvent déblayés vers les points les plus bas de la topographie. Les champs se concentrent essentiellement dans les vallées et les dépressions.

Il est bien difficile, dans les environs du village de Brigtoéga qui sert ici de témoin, de parler d'une véritable sélection anthropique du paysage végétal (figure 10). Les champs situés sur les terres basses ne portent eux-mêmes aucune végétation spontanée, celle-ci ayant été totalement éliminée pour laisser la place aux cultures. En bordure de ces champs, en revanche, subsistent les reliques des forêts-galeries défrichées, sous la forme d'arbres de grande taille tels qu'*Anogeissus leiocarpus*. Le baobab, sur certaines dépressions, forme des peuplements monospécifiques, de véritables forêts.

Les pentes, qu'elles soient recouvertes d'une pellicule sableuse ou qu'elles soient décapées, sont le plus souvent dénuées de végétation, à l'exception de *Boscia senegalensis*. Mais cet arbuste de famine est de loin dominant dans la zone sud ; on le trouve sur tous les types de terrains à l'exception des plus humides, et dans toutes les positions topographiques. Il semble avant tout témoigner des qualités agricoles nulles ou très médiocres des sols qui le portent : sols squelettiques, érodés, vieilles jachères, épandages des matériaux des termitières qui étouffent le sol. Sur les sols les plus squelettiques des zones de brousse où la végétation s'organise en fourrés, il est associé à d'autres espèces aussi peu exigeantes (*Pterocarpus lucens* et Combretacées). Sa présence généralisée atteste de la marginalité agricole et des mauvaises qualités hydriques d'une grande partie des terres concernées - à l'exception des terres basses.

### II. 3. 3. La végétation domestique

La méthode qui a permis d'apprécier l'intérêt du paysage végétal s'est appuyée sur une série d'entretiens avec une quarantaine de villageois de Pem, Aribinda et Brigtoéga, dont certains ont eu l'amabilité de nous guider sur les espaces du village pour y recueillir les échantillons des plantes qui y étaient présentes. L'écologue M. Grouzis, à Ouagadougou, nous a fourni une aide précieuse en identifiant chacun des échantillons recueillis, permettant ainsi la constitution d'un herbier des espaces villageois.

#### II. 3. 3. 1. Les fourrages

La qualité des plantes fourragères se mesure, pour les paysans, par rapport à l'animal auxquelles elles sont de préférence destinées. Les chevaux ainsi bénéficient des meilleures plantes fourragères, qui sont coupées et portées aux enclos dans lesquels ils sont parqués ; à l'inverse, les espèces que les paysans disent être pâturées par les petits ruminants, et surtout par les chèvres, correspondent aux plus mauvaises fourragères.

##### a. *Plantes herbacées*

La plupart des herbes ou graminées annuelles sont appréciées ; sur les sables il s'agit de *Commelina forskalaei*, *Cenchrus biflorus*, *Alysicarpus ovalifolius* pour les meilleures d'entre elles, ainsi que d'autres herbacées et graminées de qualité plus médiocre, telles que *Ceratotherca sesamoides*, *Gynandropsis gynandra*, *Eragrostis tremula*, *Tribulus terrestris*, *Amaranthus graecizans*.

D'autres herbes annuelles sont plus ubiquistes ; on les trouve un peu partout, sur les sables ou sur les glacis. *Zornia glochidiata*, lié au piétinement, est à l'état vert une bonne plante fourragère, de même que *Schoenefeldia gracilis* ; *Pennisetum pedicellatum* est de qualité plus médiocre.

Dans des lieux sableux plus ou moins humides, ou aux abords des bas-fonds et des mares, l'on trouve de bonnes herbes fourragères : *Chloris pilosa* et *prieurii*, *Dactyloctenium aegyptium* et *Echinochloa colona*.

Enfin sur les sols squelettiques ou usés on rencontre *Aristida* spp. (*funiculata* et *adscensionis*) et *Elionurus elegans*, tous de qualité médiocre ; sur les sols limoneux, *Panicum laetum*, *Eragrostis tremula*, fourragères très moyennes.

La qualité fourragère des vivaces est dans l'ensemble moins bonne que celle des herbes annuelles. Seul *Andropogon gayanus* qui pousse dans les endroits bien alimentés en eau est très apprécié, par contre *Cassia obtusifolia* que l'on trouve dans des endroits comparables l'est peu. *Chrozophora brocchiana* sur les sables n'est consommé qu'à l'état vert, *Leptadenia hastata*, assez ubiquiste, est peu appréciée, de même que les autres plantes vivaces.

Les bonnes herbes fourragères se rencontrent ainsi en des lieux précis : sur les sables, et dans les endroits bien alimentés en eau. Ces deux localisations correspondent en fait respectivement aux terrains d'élection dans le nord et le sud de la région ; il ya par conséquent toutes les chances pour qu'une bonne partie de ces herbes, sur les zones proches des villages, ne soient pas accessibles au bétail pendant toute l'année.

Les herbacées que l'on rencontre en dehors des zones de culture et accessibles en hivernage sont pour la plupart de qualité médiocre : cet inconvénient est en fait tempéré par leur abondance en hivernage : alors l'eau présente un peu partout, sous la forme de petites mares ou de flaques, facilite l'extension des parcours du bétail jusqu'aux pâturages éloignés.

#### b. Arbustes

Le meilleur pâturage aérien arbustif dans le nord de la région est représenté par *Acacia seyal*. Fréquemment émondé, cet arbuste est très répandu sur les sols limoneux des abords des massifs de schistes ; ses feuilles et ses gousses sont cependant surtout consommées par le petit bétail. Les autres mimosacées (*Acacia raddiana* et *nilotica*, *Dichrostachys cinerea*), très fréquentes dans le nord, sont de qualité moyenne et ne servent qu'à l'alimentation des chèvres ; certaines même n'ont qu'un intérêt pastoral faible ou nul (*Acacia senegal*, *ehrenbergiana*, *ataxacantha*).

Sur les sables du nord, *Piliostigma reticulatum* est très fréquemment secoué ou émondé en saison sèche, car ses gousses sont très appréciées par le bétail. *Balanites* que l'on rencontre un peu partout est relativement bien apprécié, surtout par les chèvres.

Dans le sud, les meilleurs arbustes fourragers sont *Boscia angustifolia*, *Maerua crassifolia* que l'on trouve dans les fourrés sur le sommet des cuirasses et sur les sols gravillonnaires ; leurs feuilles sont très recherchées par le bétail. Les autres arbustes présentent peu d'intérêt pastoral : *Dalbergia melanoxylon*, *Bauhinia rufescens*, *Boscia senegalensis*, *Grewia bicolor*, *Commiphora africana* sont en fait les plus fréquents dans les zones incultes, et *Mitragyna inermis* se rencontre sur les terres basses. Les combretacées, qui colonisent souvent les terrains les plus marginaux pour l'agriculture, ne sont jamais appréciés : *Terminalia aviciennoides*, *Combretum glutinosum* et *micranthum*, ainsi que la Cesalpiniacée *Cassia sieberiana* constituent la formation de base des cuirasses latéritiques, et des sols les plus pauvres et les moins propices à l'agriculture ; ces formations présentent aussi les plus maigres pâturages.

### c. Arbres

*Acacia albida* est un excellent arbre fourrager, qui est de surcroît, du fait de son cycle végétatif inversé, productif en saison sèche ; toutefois sa zone d'extension est limitée aux abords du bourg d'Aribinda, et à un village (Arba Debere) du cordon dunaire immédiatement au nord. Les autres arbres, dans le nord de la région, ne présentent que peu d'intérêt pour les animaux : seuls les fruits de *Sclerocarya birrea* sont très recherchés par les chèvres.

Il en est de même pour les arbres du sud, à l'exception des baobabs nombreux aux abords des terres basses : ils sont de bons arbres fourragers, quoique leur hauteur limite leur exploitation ; les bêtes se contentent de consommer les feuilles tombées au sol.

Du fait de la transition climatique qui caractérise la zone de l'Aribinda, les pâturages sont ainsi assez différents au nord et au sud de la région. Mais plus que cette différence dans les espèces et les variétés présentes, le facteur limitatif le plus important au regard des disponibilités fourragères est sans conteste la concurrence saisonnière

entre l'agriculture et l'élevage. Cette concurrence est surtout flagrante dans le sud de l'Aribinda, les terres basses y portant à la fois les meilleurs terrains de culture, et les meilleurs pâturages. Les zones qui, en hivernage, y sont laissées aux troupeaux (cuirasses, zones de brousse tachetée sur sols squelettiques) ne portent la plupart du temps que des pâturages de qualité très médiocre, voire d'intérêt nul.

Dans le nord, la partition entre champs et pâtures en hivernage est plus heureuse : l'espace est moins cloisonné, puisque les cultures se concentrent sur les cordons dunaires, laissant de vastes étendues de brousse aux troupeaux ; par ailleurs, le nombre de bonnes plantes fourragères disponibles, et aussi leur fréquence et leur qualité, y sont bien supérieurs.

### II. 3. 3. 2. La cueillette

De nombreuses plantes dans l'Aribinda fournissent un aliment régulier et sont systématiquement cueillies : c'est le cas pour les fruits du baobab, ainsi que pour ses feuilles qui entrent dans la composition des sauces accompagnant le mil. Les fruits des arbres présents sur les champs, comme *Lannea microcarpa* ("raisinier") et *Sclerocarya birrea* ("prunier") sont cueillis et parfois commercialisés. Les amandes du prunier sont consommées, soit après récupération dans les déjections des chèvres, soit cuites à l'eau avec la pulpe du fruit. L'on peut citer aussi les gousses de *Tamarindus indica*, la gomme d'*Acacia senegal*, les fruits de *Ficus gnaphalocarpa* et de *Balanites aegyptiaca* qui entrent dans la préparation de l'eau de mil ; diverses friandises sont des produits de cueillette, comme les fruits de *Grewia bicolor*, ceux de *Diospyros mespilliformis*, *Ziziphus mauritiana*.

Outre les produits des arbres, ce sont aussi ceux de certaines herbes qui fournissent un aliment courant : si les graines du cram-cram ne sont pas consommées, par contre celles de *Panicum laetum*, le fonio sauvage, sont recueillies soit à l'aide d'un panier en vannerie permettant de battre les épis de la plante, soit par balayage des graines mûres tombées au sol ; ces graines sont couramment préparées en couscous.

Mais de nombreuses plantes dans l'Aribinda fournissent un aliment de famine, et la cueillette, déjà importante en année normale, joue en temps de crise un rôle majeur. Les graines de *Chloris pilosa*, par exemple, sont recueillies de la même manière que l'on recueille le fonio,

et servent à préparer une bouillie. Les fruits de *Boscia senegalensis*, après une longue préparation permettant de leur enlever leur amertume, fournissent un aliment de substitution fort peu apprécié, mais couramment utilisé.

Toutefois les plantes de famine ne sont pas toujours cueillies pour leurs vertus alimentaires : elles permettent aussi, mélangées à un peu de mil, d'économiser ce dernier. Ainsi les feuilles de *Cassia obtusifolia*, les fruits cueillis avant maturité de *Tribulus terrestris* et de *Leptadenia hastata*, les tiges et les feuilles de *Gynandropsis gynandra*, les jeunes feuilles pilées de *Maerua crassifolia* sont mêlés au mil et cuits avec lui.

L'utilisation des plantes ne se limite pas à ces usages fourragers et alimentaires. Les plantes sont aussi utilisées pour leurs vertus médicinales, et servent de manière générale à fabriquer la plupart des objets de la vie domestique : nattes, huttes, chapeaux, vans, balais, paniers, sans oublier l'importance du bois pour la construction et la confection des manches d'outils, de la paille pour la maçonnerie, enfin de la plupart des ligneux pour leur fonction de combustible.

En parcourant en compagnie des habitants les territoires villageois où ont été rassemblées toutes ces informations, c'est-à-dire les champs, les zones de pâture, les terrains incultes ou à l'abandon et les reliefs, il apparaît vite que le regard qui est porté par les paysans sur le paysage végétal qui les entoure, est très fortement influencé par son utilité<sup>1</sup>. Parallèlement, il n'est pas surprenant de constater qu'il ne subsiste, aux abords des villages, que des espèces spontanées qui se trouvent avoir une utilité. Le processus de sélection des espèces végétales par l'homme, auquel s'ajoutent les conséquences du développement des surfaces cultivées, et du passage répété des animaux, a abouti à éliminer complètement certaines espèces des terroirs villageois. Pour peu que l'on se penche sur les innombrables traces d'occupation ancienne de la région, il n'y pas de raisons de douter que le processus de sélection du couvert végétal, et que la dégradation de celui-ci soient loin d'être récents pour une bonne partie de l'Aribinda.

---

<sup>1</sup> Une recension des éléments végétaux en compagnie d'un chasseur ou d'un Peul dans l'environnement que l'un ou l'autre utilise eût conduit à des résultats certes différents, mais tout aussi subjectifs.

**DEUXIEME PARTIE**

**LA CONSTRUCTION D'UN PAYS**

### CHAPITRE III

#### LES MARQUES DES PEUPLEMENTS ANCIENS

Certains ouvrages (Rouch 1953, notamment) évoquent la présence de Kurumba dans l'Aribinda dès avant la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Quel que soit le nom par lequel on identifie ce peuplement ancien (selon les auteurs, Kurumankobé, Déforobé, Gurmankobé ou Songhay), les ouvrages qui en traitent utilisent couramment l'expression "gens d'avant" pour qualifier ce peuplement antérieur. On peut préférer à cette expression celles de "premières gens", ou "premiers occupants", qui traduisent littéralement la formulation kurumfé, *poté samba*

Le terme de *poté samba* est employé par les populations actuelles pour désigner l'ensemble des populations qui les ont précédés dans la région d'Aribinda. Ainsi peuvent apparaître comme faisant partie des *poté samba* aussi bien les précédents occupants songhay connus par la tradition orale, que les occupants que ces derniers auraient éventuellement pu trouver sur place à leur arrivée, ou encore ceux qui ne sont repérables que par les vestiges qu'ils ont laissés dans la région.

Ces vestiges sont multiples et de différente nature : gravures rupestres, traces de construction, tessons de poterie et meules dormantes, mais aussi tertres anthropiques et restes de métallurgie, sans oublier les lambeaux d'un ancien parc à *Acacia albida* que l'on retrouve en divers endroits de la région et jusque dans le Djelgodji et l'Oudalan.

Quoiqu'il en soit de l'identification des populations qui se sont succédées dans l'Aribinda, les vestiges laissés par les *poté samba* permettent d'avoir, en premier lieu, un aperçu des conditions offertes par la région à l'établissement humain.

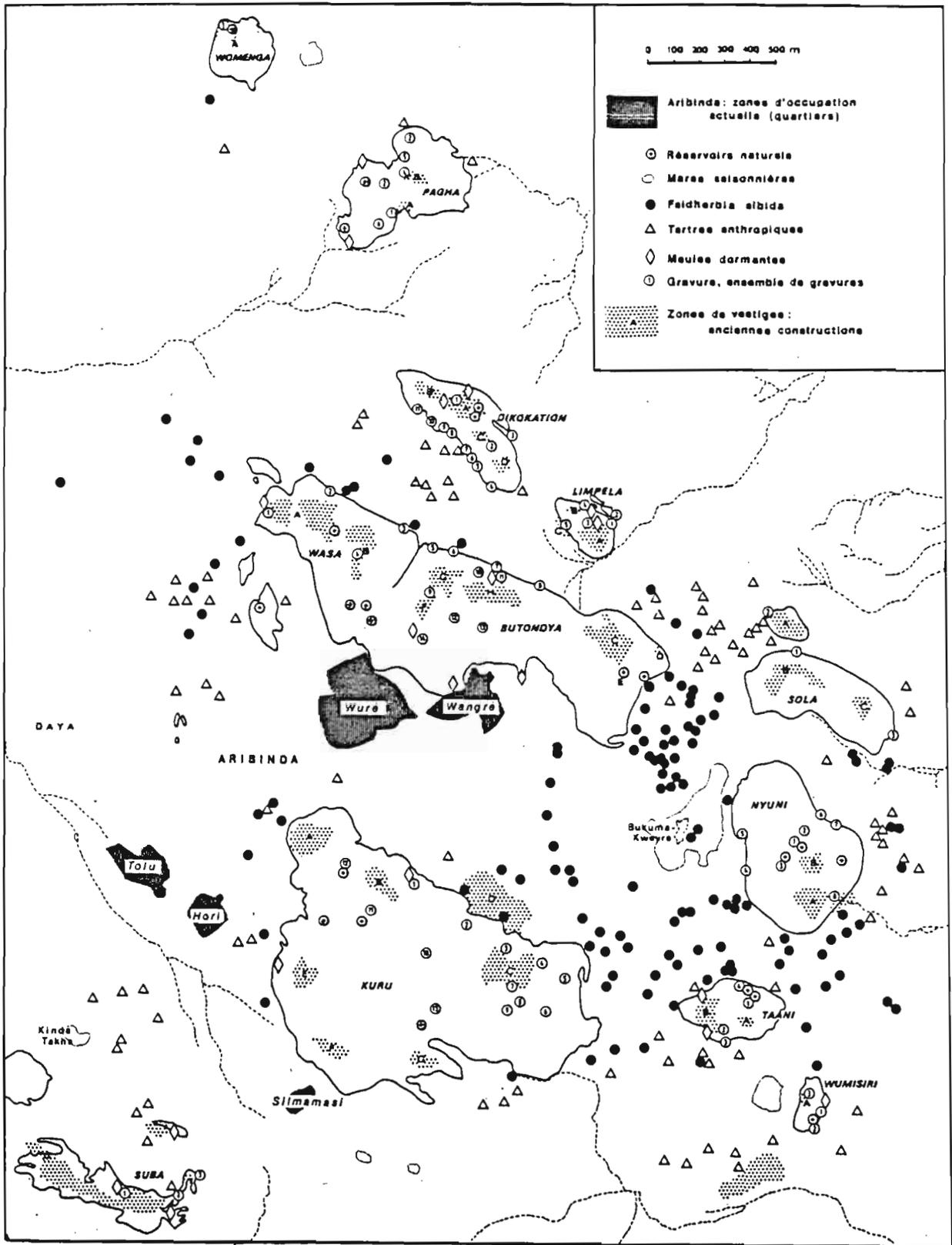
### III. 1. ARIBINDA, SITE REMARQUABLE

La plus grande partie des vestiges se retrouve sur les sites que forment, dans le centre de la région, l'association des granites alcalins et des ensablements de l'erg ancien : parc à *Acacia albida*, meules, gravures, tertres et restes de construction divers sont tous présents sur ces sites, et la densité des vestiges va s'accroissant à mesure que l'on se rapproche du bourg d'Aribinda et des collines qui l'environnent (figure 11).

Cette coïncidence géographique, et la densité locale des vestiges, ne font que souligner le caractère exceptionnel du site. Les massifs de granite qui surplombent la bourgade d'Aribinda se prêtent au refuge et au guet, et l'accès sur les dômes, s'il est la plupart du temps aisé, n'en est pas moins très contrôlable : l'ascension oblige à de lents cheminements entre les blocs ou sur des pentes raides ; autour des replats de ces massifs, les chaos et les cavernes offrent d'innombrables caches et abris naturels.

Les réservoirs d'eau nés de dépressions du granite, en forme de cuvette, abondent sur les massifs, et peu de dômes en sont dépourvus. La capacité de ces réservoirs, dont certains sont encore utilisés aujourd'hui, suffisait peut-être à de petites communautés établies sur les reliefs pendant une partie de la saison sèche. Au surplus, l'existence probable de puits au pied des massifs pouvait assurer une certaine autonomie en eau. Enfin, des sols légers qui se prêtent à la culture du petit mil auréolent les reliefs d'Aribinda sur un rayon de plus de 2 kilomètres.

Aribinda, ainsi que quelques sites proches qui peuvent lui être associés, comme les massifs granitiques de Wilao, Pem, Kiring ou Wondo, offre la conjonction de ces trois conditions premières à l'établissement humain : refuge, eau, terres de culture. C'est à cette conjonction qu'il faut attribuer la grande diversité des vestiges anciens ou plus récents qui se côtoient sur ces lieux. Cependant Aribinda, au regard des autres sites comparables, offre par sa localisation un atout supplémentaire : De tous les "archipels" de granite qui parsèment la région, et excepté celui de Kiba-Diamkolga lequel, en revanche, ne se prête guère à la défense, c'est celui qui est le plus proche de la mare de Boukouma. Cette dernière représentait, au plus fort de la saison sèche, le seul point d'eau permanent et accessible de la région.



- Figure 11 : les massifs d'Aribinda et les vestiges laissés par les *pote samba* dans les environs immédiats du bourg. -

Il n'est donc pas étonnant qu'une telle concentration de vestiges soit observée à Aribinda ; les occupants actuels de la région ont d'ailleurs tous transité par ce "centre", que tout dans l'archéologie désigne comme privilégié.

Cependant l'occupation de l'Aribinda, au fil des siècles, ne s'est pas limitée à ce "cœur" de la région. L'examen de quelques vestiges parmi les plus significatifs, et aussi l'évocation, par le biais de la tradition orale, de multiples peuplements anciens, démontrent que l'occupation humaine a autrefois connu une extension géographique à laquelle les habitants actuels de l'Aribinda n'atteindront qu'au XX<sup>e</sup> siècle. La reconnaissance de l'existence des *poté samba* est importante, dans la mesure où elle est, aussi, révélatrice de plusieurs types différents de société et d'exploitation de l'environnement.

### III. 2. LES VESTIGES : LA TRACE DES POTE SAMBA<sup>1</sup>

#### III. 2. 1. Les gravures (figures 12 et 13)

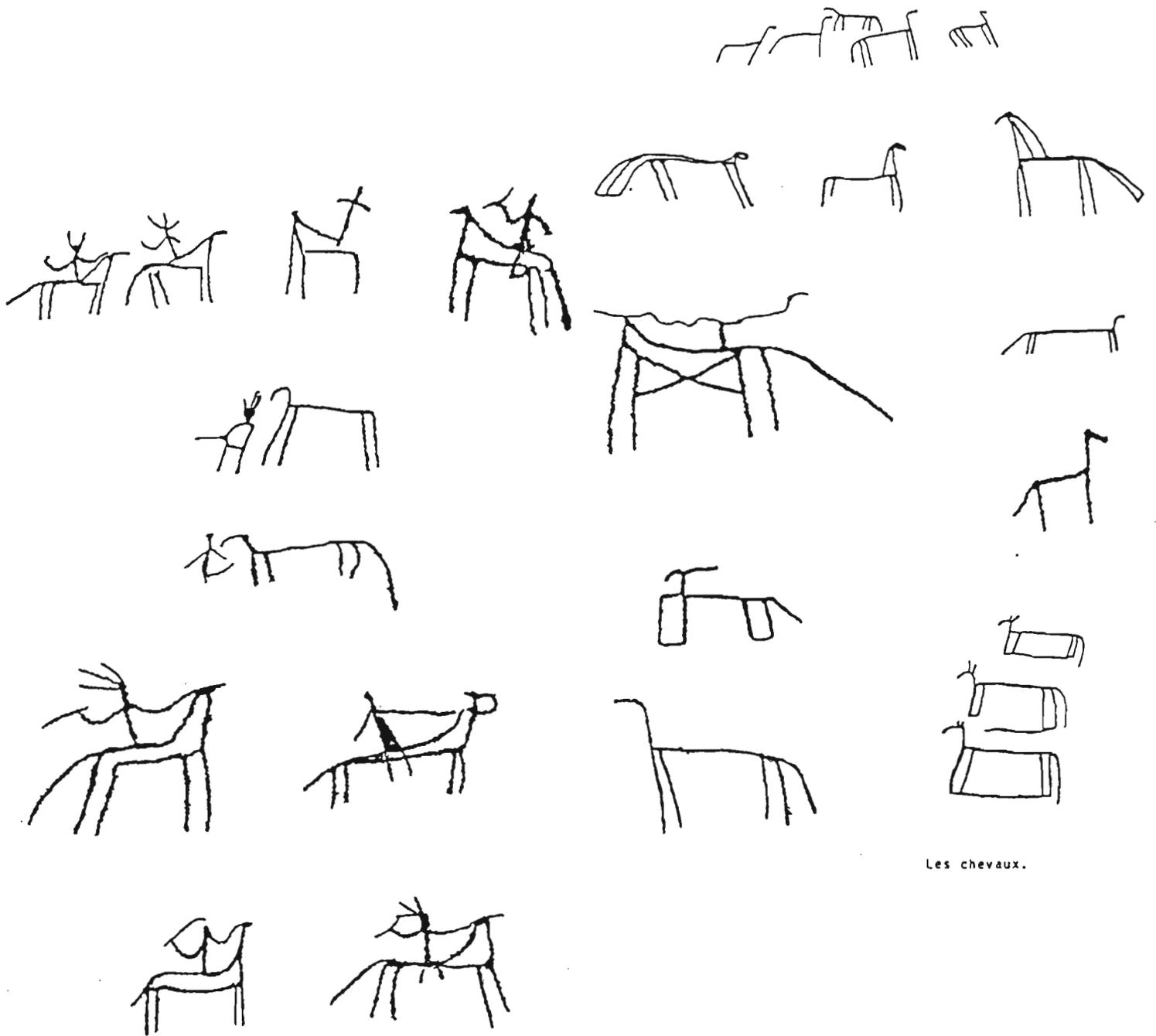
Les gravures signalées par Rouch (1961) et Urvoy (1941) concernent quelques collines des environs d'Aribinda. En fait, il suffit de parcourir la zone des granites alcalins qui s'étend autour d'Aribinda (figure 11) pour saisir leur extension. Dans cette zone, les gravures sont présentes sur tous les dômes, là où le site, de par la présence de ressources en eau et de terres légères, est propice à l'établissement humain : une première inspection les chiffre par centaines. Nulle autre roche que le granite, utilisé quand il présente une texture particulière<sup>2</sup>, et les filons qui l'entaillent, ne sert de support.

Des gravures comparables à celles d'Aribinda se retrouvent à Kourki, au Niger (Rouch 1949 et 1953), et à Pobé Mengao dans le Yatenga. Sur ces deux sites liés également à des affleurements de granite, le thème du cavalier est comme à Aribinda largement dominant et donne une idée de la place du cheval dans les sociétés de l'époque. Les représentations les plus fréquentes des gravures sont en effet celles du

---

<sup>1</sup> La plupart des informations dont il est fait état à propos des *poté samba* sont extraites de : Archéologie et tradition orale : contribution à l'histoire des espaces du pays d'Aribinda (Dupré, Guillaud 1986, 5-48).

<sup>2</sup> Les graveurs recherchaient certaines surfaces altérées et grenues du granite alcalin, sur lesquelles l'abrasion était aisée.



Les chevaux.

Les cavaliers.

- Figure 12 : quelques gravures d'Aribinda et de ses environs. -



La faune

Les scènes de chasse.

- Figure 13 : quelques gravures d'Aribinda et de ses environs. -

cavalier ou du cheval, et aussi de la faune sauvage (autruches et éléphants essentiellement).

La localisation des gravures est souvent associée aux zones de vestiges de construction qui occupent les replats des dômes de granite ; mais on les rencontre aussi fréquemment à proximité des réservoirs d'eau, quelquefois aménagés pour accroître leur capacité. Les caractéristiques précises de localisation de ces gravures, ainsi que les thèmes représentés, sont détaillés dans Dupré, Guillaud (1986).

### **III. 2. 2. Les meules dormantes**

Certaines meules sont creusées à même les flancs du granite ; tantôt elles présentent une forme ellipsoïdale étroite, et sont très concaves (jusqu'à 15 cm de profondeur), tantôt elles ne sont qu'une simple empreinte rectangulaire polie, et à peine concave ; elles mesurent dans les deux cas une trentaine de cm de longueur. Un autre type de meules se présente sous la forme de blocs de granite mobiles creusés sur leur plus grande face. Ils se rencontrent généralement au sommet des tertres anthropiques, ou parmi les vestiges des constructions anciennes, sur les replats des dômes de granite.

Quelles qu'aient été les utilisations auxquelles chacun de ces types de meules est susceptible de se prêter<sup>1</sup>, elles ne sont plus guère fabriquées aujourd'hui dans la région et leur récupération sur certains sites répond à une utilisation tout-à-fait particulière<sup>2</sup>.

### **III. 2. 3. Les tertres anthropiques**

De petites éminences, dont le relief est parfois à peine marqué, dominant certaines plaines ou certains glacis d'une hauteur de 1 à 3 mètres, sur un diamètre de deux à 15 mètres ou plus. Elles se présentent comme une masse argileuse, cimentant des matériaux

---

<sup>1</sup> On peut difficilement concevoir que certaines meules fixes, surcreusées et étroites, aient pu servir à moudre des céréales : leur étroitesse permet mal la préhension d'un outil de broyage. Leur identification comme "meules" reste de ce fait douteuse.

<sup>2</sup> La ruée sur l'or qui eut lieu au début de l'année 1984 remit en service les meules mobiles, rarement utilisées autrement, sinon en temps de famine : elles permettaient de conserver la balle du grain en même temps que la farine. Mais en 1984, elles furent utilisées pour concasser le quartz aurifère.

rocheux de toute taille et des tessons de poterie. Ces buttes sont parfois couronnées par des meules et des blocs de pierre.

Ce type de vestige est très courant dans la région ; on rencontre ces tertres jusque vers Soum au nord, et Kaya, voire au-delà, au sud ; d'est en ouest, il semble que leur extension, plus ou moins dense, couvre au bas mot une zone qui s'étend depuis le Yatenga jusqu'au Liptako et à l'Oudalan.

Dans l'Aribinda, les tertres anthropiques répondent à deux types d'implantation précis qui coexistent parfois : les points d'eau et les zones de terres légères ; on les rencontre ainsi par grappes aux abords des mares et des retenues, près des confluences du réseau hydrographique, sur les sables de l'erg ancien et tout particulièrement sur le terroir d'Aribinda où ils sont en très grand nombre : on en compte près d'une centaine aux abords immédiats du village actuel.

On peut, avec quelques réserves toutefois, faire correspondre ces tertres à d'anciennes habitations, comme le fait Marchal dans le Yatenga (1983, 687). Cependant dans l'Aribinda ils ont été très largement réutilisés comme lieux de sépulture par le peuplement actuel, et ce "brouillage" rend difficile la distinction entre ce qui est effectivement vestige d'ancienne habitation, et ce qui est, à proprement parler, tumulus.

### III. 2. 4. Le parc à *Acacia albida*

C'est à Aribinda même que l'on rencontre les restes les plus importants d'un parc à *Acacia albida*. Les arbres situés aux abords de la petite mare de Boukouma Kweyré (figure 11) ont jusqu'à une quinzaine de mètres de hauteur et un diamètre approchant les deux mètres dans leur partie la plus large. Ces vieux individus, au tronc creusé par l'âge et mutilé par le prélèvement d'écorce servant aux préparations médicinales, se constituent en une sorte de parc au semis lâche dans une zone bien délimitée ; ailleurs, autour des massifs d'Aribinda, les individus sont isolés ou regroupés en petit nombre. Plus au nord, à Arba Déberé, et à l'ouest, vers Dalla, on rencontre également un parc très clairsemé d'arbres de grande taille. Au sud, vers Brigtoéga, les paysans signalent l'existence de vieux *Acacia* aujourd'hui disparus à proximité des bas-fonds. Enfin, la rive est de la mare de Boukouma porte encore quelques-uns de ces arbres.

Ce parc à *Acacia albida* est un élément construit du paysage. Pour qu'il y ait arbre, il faut que les agriculteurs taillent et protègent le buisson, d'autant plus vulnérable à la dent du bétail que son cycle végétatif inversé le pourvoit de feuilles et de gousses en saison sèche, au moment où la recherche de fourrage pose problème.

Etroitement associé à l'élevage, ce parc implique pour se construire et se reproduire la présence d'un important troupeau, bovin de préférence<sup>1</sup>. Or on verra que le développement de l'élevage apparaît dans la période historique comme étroitement lié à l'arrivée des éleveurs dans l'Aribinda, que l'on peut situer aux environs de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le parc, quant à lui, est bien plus ancien. Enfin, dernier argument autorisant à penser que ce parc est bien un vestige, les arbres sélectionnés par les habitants actuels aux abords des villages sur terrain sableux sont très différents. Il s'agit essentiellement d'essences fruitières (*Lannea macrocarpa*, *Sclerocarya birrea*). Enfin, peu d'agriculteurs connaissent actuellement l'utilité de l'*Acacia*<sup>2</sup>.

Les densités actuelles du parc sont de l'ordre de 3 à 4 individus à l'hectare, ce qui est peu en regard d'un peuplement qui, pour profiter aux cultures, doit au moins atteindre 20 pieds (Poulain sd, 7). Les enquêtes menées sur l'évolution de la végétation à Aribinda font apparaître un parc bien plus étendu il y a à peine quelques décennies, et dont les lambeaux qui subsistent aux abords de la mare, c'est-à-dire là où la nappe phréatique est la plus proche, peuvent donner une idée.

### III. 2. 5. Les vestiges de constructions

Il est difficile de faire la part entre les vestiges laissés par les *poté samba*, et les ruines de constructions que les premiers parmi les occupants actuels, dans leurs implantations successives sur différents sites, ont par la suite pu laisser derrière eux. Les occupants actuels sont loin de revendiquer tous les vestiges de construction qui parsèment abondamment les reliefs, les plaines et les glacis, et qui se distinguent

<sup>1</sup> Pour germer, la graine doit transiter par le tube digestif d'un animal.

<sup>2</sup> L'*Acacia albida* est un arbre fourrager influençant favorablement les cultures sous sa frondaison. L'arbre favorise la fixation de l'azote, et son cycle végétatif inversé permet une restitution de matière végétale au sol dans les conditions optimales sur la saison. Poulain (sd) relève que l'influence de l'*Acacia* sur les cultures de mil est spectaculaire sans apport d'engrais : l'accroissement des rendements est estimé à 100 % par rapport à ce qu'on observe en terrain découvert.

sans difficulté des tertres anthropiques. Ces vestiges en effet sont constitués de blocs de roches très diverses, mais homogènes d'un site à l'autre (granite, latérite, ou schiste), présents sur une surface généralement plane. Sur les reliefs, certains de ces replats jonchés de débris de construction sont encore recouverts de l'argile qui servait à assembler les matériaux. Ces pierres et ces blocs dessinent au sol des structures ou des portions de structures circulaires, rectangulaires ou carrées. L'extension de ce type de vestiges est très grande : on les retrouve sur le terroir d'Aribinda même, mais aussi très loin au nord, sur ce qui correspond au territoire de l'ancienne chefferie songhay de Zaran, à l'ouest vers Dalla, ainsi qu'au sud jusque vers Gasseliki.

Diverses occupations sont susceptibles d'avoir laissé de tels vestiges. On ne peut en effet exclure que plusieurs populations successives aient laissé derrière elles des traces comparables : le fait que l'on retrouve des structures de constructions aussi bien en plaine que sur les reliefs semble déjà démontrer que les conditions d'établissement, et surtout de sécurité, étaient, d'une localisation à l'autre, assez différentes pour que l'on puisse au minimum leur faire correspondre deux moments distincts de l'occupation humaine. Les tertres anthropiques, par ailleurs, sont assez différents de ces types de vestiges pour en être à leur tour distingués.

Ainsi un certain nombre d'occupations, sinon de modes d'occupation très différents, semblent s'être succédé dans l'Aribinda avant même que ne commence l'histoire du peuplement actuel.

### III. 3. L'INTERPRETATION DES VESTIGES

Diverses hypothèses quant au peuplement ancien ont déjà été échafaudées (Dupré, Guillaud 1986, 43-44) à partir du sens dont étaient porteurs les vestiges rencontrés ; elles peuvent être brièvement récapitulées ici.

Les gravures, du moins celles qui jusqu'à présent ont été recensées, ne permettent pas de se faire directement une idée de l'habitat ou des différentes activités de production au temps des *pote samba*<sup>1</sup>. En

---

<sup>1</sup> Leroi-Gourhan (1965, 82) écrit à propos des représentations animales dans l'art préhistorique occidental : "statistiquement, le nombre des espèces représentées est bien inférieur à celui des espèces qui composaient la faune de l'époque. Les peintres n'ont pas représenté n'importe quel animal, mais des animaux bien déterminés et

revanche la fréquence de la représentation de la chasse à cheval semble démontrer que ces scènes - à moins d'une interprétation abusive - étaient familières aux *poté samba*, qu'ils aient observé ou qu'ils aient eux-mêmes pratiqué cette activité.

Mais la chasse à cheval n'était ni le seul type de chasse, ni le seul usage du cheval. Il y a tout lieu de penser que le cheval revêt une tout aussi grande importance dans l'autre technique d'acquisition, si proche de la chasse, qu'est la guerre (Leroi-Gourhan 1973, 68-69). Sur la signification du cheval et son usage militaire comme indicateur de certains types de rapports sociaux, ou comme témoignage de certaines formes d'organisation sociale, l'accord des auteurs paraît général. Pour Goody (1971, 36), la possession du cheval est liée à l'existence de ce que l'on peut nommer une aristocratie. Olivier de Sardan (1984, 74) va dans le même sens et écrit à propos des sociétés songhay et zarma proches : "le cheval est un bien cher, (...) inaccessible aux simples paysans, roturiers ou captifs autonomes. La science du cheval (...) est un privilège de classe. Sous réserve d'un inventaire précis ... on peut en effet poser : aristocratie = cheval".

L'existence d'un groupe aristocratique implique évidemment qu'un autre groupe social se consacre à la production. Ce groupe, que l'on peut comme Olivier de Sardan nommer une "paysannerie", cultive et éventuellement élève du bétail. Cependant aucune représentation d'un quelconque bétail n'a pu être identifiée ; mais un autre type de vestiges, le parc à *Acacia*, peut susciter une hypothèse. Sur la signification économique d'un tel parc, Pélissier (1980, 135) écrit : "le parc à *Faidherbia albida* révèle un type de civilisation agraire d'une étonnante identité ; partout il est l'oeuvre de paysanneries sédentaires, pratiquant avec une égale passion la céréaliculture sous pluie et l'élevage, partout il est lié à la pression démographique, c'est-à-dire à la nécessité d'une exploitation continue du sol, partout il est associé à des sociétés relevant d'un modèle commun, historiquement fondé sur le refus de toute structure sociale ou politique contraignante".

Ces conclusions sont à l'opposé de celles auxquelles conduit l'examen des gravures. Ces dernières sont indicatrices d'une aristocratie, le parc à *Acacia* témoigne d'une paysannerie. Pour penser le passage - s'il n'y en eut qu'un - d'un type de société à un autre, et au-delà, pour penser la coexistence probable de la société des cavaliers et de celle des

---

qui ne jouaient pas forcément tous un rôle de premier plan dans leur vie quotidienne".

constructeurs du parc, les exemples pris dans les régions voisines, et notamment dans le pays mossi, ne manquent pas<sup>1</sup>. Goody (1971, 48-49), d'ailleurs, précise qu'en Afrique de l'ouest, "... les chevaux étaient la possession d'un groupe politiquement dominant qui était généralement d'origine étrangère et avait imposé sa domination à une contrée peuplée de paysans".

Ainsi deux périodes successives au moins, dans l'occupation de la région par les *poté samba*, peuvent à ce stade de l'analyse être décelées : dans un premier temps, une société paysanne peu ou pas hiérarchisée établie sur ou à proximité des reliefs exploitée, par une agriculture intensive et un élevage sédentaire, des espaces limités à la proximité des habitations. Dans un deuxième temps, des cavaliers imposent leur domination aux paysans constructeurs du parc. Durant cette seconde période la protection assurée par les cavaliers permet à l'habitat de s'étendre aussi en plaine.

Or, la répartition des tertres anthropiques laisse entrevoir un habitat localisé en plaine ou sur les piémonts, en nébuleuses axées autour ou à proximité des points d'eau. Ce type d'implantation suppose des conditions de sécurité suffisantes pour que des établissements aient pu être créés en des zones dénuées de tout relief défensif.

Toutefois, aucune datation des tertres n'a été effectuée dans l'Aribinda, et rien ne permet d'associer la totalité de ces vestiges à la deuxième période qui vient d'être évoquée. Une tournée archéologique menée dans l'Oudalan en 1985<sup>2</sup>, a permis d'obtenir pour deux tertres de la mare d'Oursi une datation de 300 ap. J.C. Si une telle datation était également valable pour l'Aribinda, on peut imaginer qu'en plus de dix siècles d'occupation, de multiples modes d'organisation sociale aient pu se succéder avant l'arrivée des occupants actuels, et que le schéma évoqué ci-dessus pourrait se situer à divers moments de cette pré-histoire ; celle-ci apparaît comme riche en péripéties. Diverses informations, recueillies çà et là dans le nord du Burkina et dans l'Aribinda, permettent de se faire une idée des processus de superposition de systèmes politiques.

---

<sup>1</sup> C'est notamment le cas des Nakomsé imposant leur domination aux actuels "gens de la terre".

<sup>2</sup> Mission archéologique conduite par F. Paris, 6 au 9 mai 1985.

### III. 4. LES PREMIERS PEUPELEMENTS CONNUS PAR LA TRADITION ORALE

#### III. 4. 1. Une première couche Kurumba

##### III. 4. 1. 1. Les gens descendus du ciel ; des "buttes-témoin" Kurumba ?

La marque d'une présence très ancienne se retrouve un peu partout dans l'aire géographique qui couvre le Djelgodji, le Liptako et l'Aribinda. L'on y rencontre plusieurs lignages qui tiennent le même discours sur leur origine.

Dans le Djelgodji, les Yirgé, au moyen d'une chaîne en fer, seraient descendus du ciel sur un baobab, non loin de Béléhédé ; les Kura-Saro seraient descendus du ciel le long d'une chaîne à Dessi, sur le sommet d'une colline dominant une mare ; les Sulé, dans le Liptako, auraient emprunté la même voie pour atterrir sur une colline surplombant une mare, près de Bou. A Aribinda même, on rencontre aujourd'hui un lignage qui porte le patronyme Tiron, et qui, au moyen d'une chaîne en fer, serait descendu du ciel sur le massif de Wassa, le plus élevé du site.

Le discours de ces lignages vise à marquer leur antériorité par rapport aux vagues de peuplement venues par la suite.

Une telle antériorité est fortement contestée à Aribinda, où certains habitants tentent par une certaine rationalité ("personne ne peut descendre du ciel, même avec une chaîne") de détruire la prétention des Tiron à être les "premiers" parmi les occupants actuels, et leur attribuent souvent comme origine le Yatenga, et comme date d'arrivée une époque tardive<sup>1</sup>. Cependant tout n'est pas si aisément occulté, et au fil d'entretiens plus anodins les vestiges nombreux que l'on rencontre, à Aribinda, autour du dôme de Wassa (meules, tombes), sont sans difficulté attribués aux Tiron descendus du ciel. Certains informateurs enfin ne font aucune difficulté pour reconnaître les Tiron comme les "premiers occupants de la montagne".

Les Kura-Saro à leur descente du ciel parlent le kurumfé, qu'ils abandonnent au profit du Songhay ; les Tiron et les Yirgé prétendent

---

<sup>1</sup> Abdu Werem, Wouré ; Mumuni Werem, Sikiré. Les Tiron sont par ces informateurs assimilés, ainsi, aux autres Kurumba venus bien plus tard du Yatenga.

avoir toujours parlé le kurumfé. Il semblerait donc qu'il s'agisse d'un peuplement kurumba.

### III. 4. 1. 2. Le peuplement Kurumba selon la tradition songhay

Dalla est un village proche d'Aribinda. Les informations qui y ont été recueillies renseignent de manière précise sur les divers peuplements qui s'y sont succédé.

"Les habitants de Dalla, qu'ils soient Songhay ou Kurumba, descendent tous d'un fils de Sikya, Sonray de Gao. Cet ancêtre eut deux femmes. De la première, Sonray comme lui, il eut un fils nommé Ayokobo, né à Gao. A Déssi, village situé entre Hombori et Tingué où il vint se fixer par la suite et où il épousa une femme Sawadogo, il eut d'elle un fils nommé Koundésa ... Plus tard, Koundésa, le premier, quitta Déssi pour aller se fixer au pied du mont Dalla où le mythe veut qu'il ait rencontré le Domfé et où il fonda un village. Par la suite, les descendants d'Ayokobo vinrent rejoindre à Dalla ceux de Koundésa ..." (Dieterlen 1940, 189).

Ce texte, qui retrace dans les grandes lignes les circonstances d'une fondation, est étoffé à Dalla d'une précision. Ayokobo ou Yobuku, Songhay, aurait quitté Kiel, village songhay du Djelgodji, pour s'établir à Dalla. Là, il aurait trouvé Kundésa déjà installé.

L'histoire de Dalla permet de saisir au maximum, et selon les versions, trois périodes successives de peuplement :

- un fond dit "kurumba" par les informateurs, occulté dans l'une des versions - celle de la chefferie songhay actuelle en l'occurrence. Selon certains, les premiers arrivants songhay auraient trouvé des Kurumba déjà établis sur place<sup>1</sup>. On sait fort peu de choses sur ce peuplement antérieur.

- une première arrivée de Songhay venus de Kiel (Kundésa), qui se seraient mêlés à la population kurumba "plus nombreuse qu'eux" et en auraient en partie adopté la langue. Cette information n'est pas sans rappeler celle obtenue à Oursi, qui fait mention, de manière imprécise, d'une population antérieure à l'actuelle, "disparue" à l'occasion d'une "grande famine".

- une seconde arrivée, depuis Kiel toujours, de Songhay qui s'attribuent la chefferie (Ayokobo).

Ces deux vagues songhay, qui se retrouvent partout dans le nord du Burkina-Faso, vont à présent être examinées.

---

<sup>1</sup> Aruna Wuruba, Dalla ; Usmane Wuruba, Gaykangoéta.

### III. 4. 2. Le peuplement songhay du nord du Burkina

Plusieurs groupes humains d'origine songhay se sont réfugiés à diverses époques dans le nord du Burkina-Faso (figure 1). Certains ont fui les contraintes imposées par l'empire Songhay<sup>1</sup>, d'autres son démantèlement par les Marocains à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. La plupart de ces lignages d'origine songhay disent être originaires de "Gao", au Mali actuel, alors capitale de l'empire.

Toutefois, si l'on s'attache à faire préciser cette origine, les véritables foyers de départ sont en réalité souvent éloignés de la ville de Gao même : il s'agit soit de Tendirma près de Tombouctou, soit de Tendirma près de Hombori, soit de zones plus vaguement localisées dans le Songhay. Ce n'est que pour certains Songhay d'Oursi, dans l'Oudalan, qu'un premier établissement à Gao même semble être probable, leur généalogie se raccordant à la dynastie des Askya régnant au XVI<sup>e</sup> siècle sur l'empire.

Cette référence à Gao n'est pas totalement fantaisiste. Si elle ne s'attache pas au lieu de départ réel des migrants, elle renvoie cependant à une origine qui explique leur migration, et surtout valide leur statut politique et social au sein des nouvelles sociétés constituées au sud de l'empire songhay. Dans ce sens la référence à Gao est un symbole, qui renvoie à l'ensemble du Songhay sous la dynastie des Askya.

Les informations obtenues au cours de deux tournées dans l'Oudalan et le Djelgodji portent sur la fondation de ces établissements songhay. Pour fragmentaires qu'elles soient, elles fournissent des points de repère pour l'étude du peuplement de l'Aribinda.

Les principaux, et les plus anciens centres songhay actuels du nord du Burkina sont les villages d'Oursi dans l'Oudalan, et ceux de Tinghé et Filio dans le Djelgodji. Il convient d'y ajouter d'autres centres plus anciens encore, et aujourd'hui disparus, comme Zaran dans le nord de l'Aribinda, et Banh Kani dans le Djelgodji. Toutes les informations les concernant permettent de se faire une idée du cadre géopolitique contemporain de la naissance d'Aribinda, et des processus de migration qui ont présidé aux premières arrivées.

---

<sup>1</sup> L'empire songhay fut constitué à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle.

### III. 4. 2. 1. L'Aribinda dans la dépendance du Djelgodji

#### *Les informations d'Oursi*

L'histoire d'Oursi confirme que deux vagues de peuplement songhay distinctes se sont succédées. Selon le récit qu'on nous en fit, une première vague songhay est originaire de la région de Hombori.

"Les premiers à venir à Oursi ont été Yaykwoye et Kielkwoye. Partant de Gao, ils sont allés à Tendirma, non loin de Hombori. Mais il y eut un problème à Tendirma. Yaykwoye et Kielkwoye ont dû partir à Hombori même ; puis ils sont allés à Tinghé, puis à Aribinda, et ensuite à Koubrou Zéno. Après cela, ils sont allés tout près de là, à Oursi".

Les deux personnages du récit sont présentés comme deux frères, mais ces deux noms désignent, à la fois, les ascendants du lignage dont les deux "frères" sont les représentants symboliques, et leur localisation géographique. Yaykwoye est le "maître de Yay" - la colline d'Oursi -, tandis que Kielkwoye est le "maître de Kiel" - l'actuel Filio dans le Djelgodji, proche de Tinghé.

Puis vint la deuxième composante songhay, actuellement détentrice de la chefferie, originaire de Gao même. Le village de Sikié, aujourd'hui disparu, localisé dans l'actuel Niger occidental, fut la première étape de ce groupe. De là, il entreprit de mener une campagne guerrière contre "Aribinda". Elle fut pour lui<sup>1</sup> l'occasion de reconnaître en chemin le site d'Oursi avant de s'y établir à son tour aux côtés des premiers occupants.

La campagne en question eut lieu dans les environs d'Aribinda. Les Songhay de Sikié s'attaquèrent aux "campements qui suivaient le bétail", s'emparant des hommes et des bêtes jusque dans le Djelgodji.

Le nom du chef d'Aribinda à cette époque, disent les informateurs d'Oursi, aurait été Kielkwoye, c'est-à-dire le "maître de Kiel" dans le Djelgodji<sup>2</sup>.

Ces indications permettent de conclure à la contemporanéité d'Aribinda et de "Kiel". Mais les occupants de l'Aribinda dont il est question ici n'ont aucun lien avec ceux dont les informateurs nous

---

<sup>1</sup> Les Songhay de Sikié se seraient alliés, au moment de cette guerre, aux "gens d'Oursi", mais aussi à d'autres Songhay du Niger occidental : "ceux de Goungo, Namaro, Dargol, Weizurbangu, Yatkala, Gaya, Kolémane".

<sup>2</sup> Ce nom de Kielkwoye est en fait largement distribué à divers protagonistes de l'histoire de ces groupes issus du Songhay. Il renvoie toujours à la localité songhay de Kiel dans le Djelgodji.

parlent à Aribinda. Il est difficile de retrouver dans l'histoire de l'Aribinda la moindre trace d'escarmouche contre des Songhay qui seraient venus de l'est. Les habitants d'Oursi font par ailleurs bien la part entre les gens de l'Aribinda "alliés à ceux de Hombori", et ceux qui forment la composante songhay actuelle de l'Aribinda. L'épisode guerrier contre "l'Aribinda", alors que la région se trouvait sous la dépendance de "Kielkwoye", se situerait donc avant même que ne commence l'histoire de l'Aribinda actuel<sup>1</sup>.

### *Les informations de Filio et Tinghé*

Le village de Filio, ainsi que celui de Tinghé, sont issus de la destruction de l'ancienne chefferie songhay de Banh Kani par les Peul Djelgobé<sup>2</sup>.

L'itinéraire des groupes songhay du Djelgodji originaires de la région de Gao passe d'abord par Oursi, selon certains informateurs de Filio. La fondation de Banh Kani aurait eu lieu immédiatement après cette étape. Selon les informateurs de Tinghé, le passage à Oursi aurait eu lieu après la destruction de Banh Kani. Les trajets, en fait, s'inversent de l'un à l'autre de ces récits. Il n'est pas possible de trancher entre ces versions, n'étant pas exclu qu'elles soient complémentaires.

Au moment où Banh Kani est fondé, l'établissement qui en est le plus proche est Pobe Mengao. Djibo n'est pas encore fondé. Banh Kani se partage à ce moment-là la région qui forme actuellement le Djelgodji avec une autre chefferie songhay, celle de Zaran : "Le chef de Zaran commandait à 66 villages, celui de Banh Kani à 63 villages".

Les informateurs précisent que des alliances matrimoniales unissaient Banh Kani à Aribinda ; les deux ensembles étaient peuplés de groupes "parents".

---

<sup>1</sup> On peut échafauder plusieurs hypothèses à propos de l'identité de ce groupe qui apparemment pratique l'élevage. Les Peul Djelgobé, qui au moment de leur arrivée vivaient en bonne entente avec les Songhay déjà présents dans le Djelgodji, pourraient certes correspondre à ceux qui sont dans le récit désignés comme "les gens qui suivent les campements". Toutefois il est plus probable qu'une autre population, à cette époque, occupait l'Aribinda. L'existence d'un parc à *Acacia albida*, impliquant la présence d'une paysannerie pratiquant à la fois l'agriculture et l'élevage, pourrait conforter cette seconde hypothèse.

<sup>2</sup> Les Peul dont il est question seraient originaires de Boni, au Mali actuel. Dans un premier temps l'entente règne entre ces Peul et les Songhay de Banh Kani, des accords de gardiennage de bétail liant les deux parties. Mais un litige concernant le bétail provoque le conflit ; celui-ci se conclut par la destruction de Banh Kani. A propos de ce conflit, voir Tall (sd, 15).

L'état de guerre qui règne entre l'Aribinda et l'Oudalan, les alliances qui régissent les relations d'Aribinda avec le Djelgodji, tendent à dessiner le cadre géopolitique qui a fait de l'Aribinda, avant l'arrivée des occupants actuels, un ensemble dans la mouvance des chefferies songhay de l'ouest.

### III. 4. 2. 2. L'origine des deux vagues de peuplement songhay : la fuite devant l'Islam, et le démantèlement de l'empire

La version livrée à Oursi recèle des informations précieuses. "C'est lorsque l'Askya est parti à La Mecque que Kielkwoye et Yaykwoye ont quitté Gao, en quête d'un endroit qui leur convienne."

Or l'on retrouve dans l'histoire du Songhay une trace de ce fameux pèlerinage à la Mecque, avec le premier des Askya, Mohammed. Celui-ci avait renversé la dynastie des Sonni, ulcéré par la renonciation du fils et successeur de Sonni Ali à la foi islamique : "Il se hâta aussi d'effectuer un fastueux pèlerinage à La Mecque (1496) ... Il se lança dès son retour dans les guerres de prosélytisme islamique" (Ki-Zerbo 1972, 145).

Le pèlerinage de l'Askya pour La Mecque, et le raidissement religieux dont il témoigne, semblent bien générateurs d'un vaste mouvement de départ du Songhay en direction de l'ensemble du nord du Burkina actuel. La ville d'Hombori se trouvait alors sur les marches sud de l'empire. On peut imaginer, à titre d'hypothèse, qu'aller au-delà signifiait échapper à tout contrôle religieux. Les informations recueillies à Oursi semblent confirmer, par ailleurs, qu'Hombori n'était à ce moment-là pas totalement islamisé<sup>1</sup>.

L'Askya Mohammed qui fit ce pèlerinage a régné de 1493 à 1528. Lui succède l'Askya Moussa, vite remplacé en 1531 par l'Askya Mohammed II sous le règne duquel un certain relâchement de l'Islam est observé. Si cette vague de départs est bien liée à la progression et au durcissement de l'Islam, ce serait donc en gros de 1500 à 1530 qu'il conviendrait de la replacer<sup>2</sup>.

Un indice supplémentaire est fourni par les informateurs de patronyme Zareye<sup>3</sup>, issus de la chefferie de Zaran, qui coexistait avec celle de Banh Kani. Les Zareye provenaient, selon les versions, de Gao,

<sup>1</sup> "A Hombori, ceux qui sont restés ne priaient pas", précisent les informateurs d'Oursi.

<sup>2</sup> Avec réserves. Il n'est pas impossible que les groupes aient migré de manière très progressive et sur une longue période.

<sup>3</sup> Les Zareye sont à présent mêlés à la population actuelle de l'Aribinda.

de Dessi près de Hombori, ou de Tendirma près de Tombouctou. Tous les Zareye disent être à l'origine des "sacrificateurs", ce que l'on peut interpréter comme "animistes". Cette information permet de mener à son terme le raisonnement qui attribue la fondation des premiers établissements du nord du Burkina à une première vague animiste songhay fuyant l'Islam.

Par la suite, le nord du Burkina devint un refuge pour divers groupes que d'autres événements plus tardifs chassèrent du Songhay : l'effritement progressif de l'empire après l'intervention marocaine et la prise de Gao en 1591, et les nombreuses famines qui ont accéléré, à la même époque, le déclin songhay. Une deuxième vague de migration vint donc prendre le relais de la première.

### III. 5. LES ANCIENS TERRITOIRES

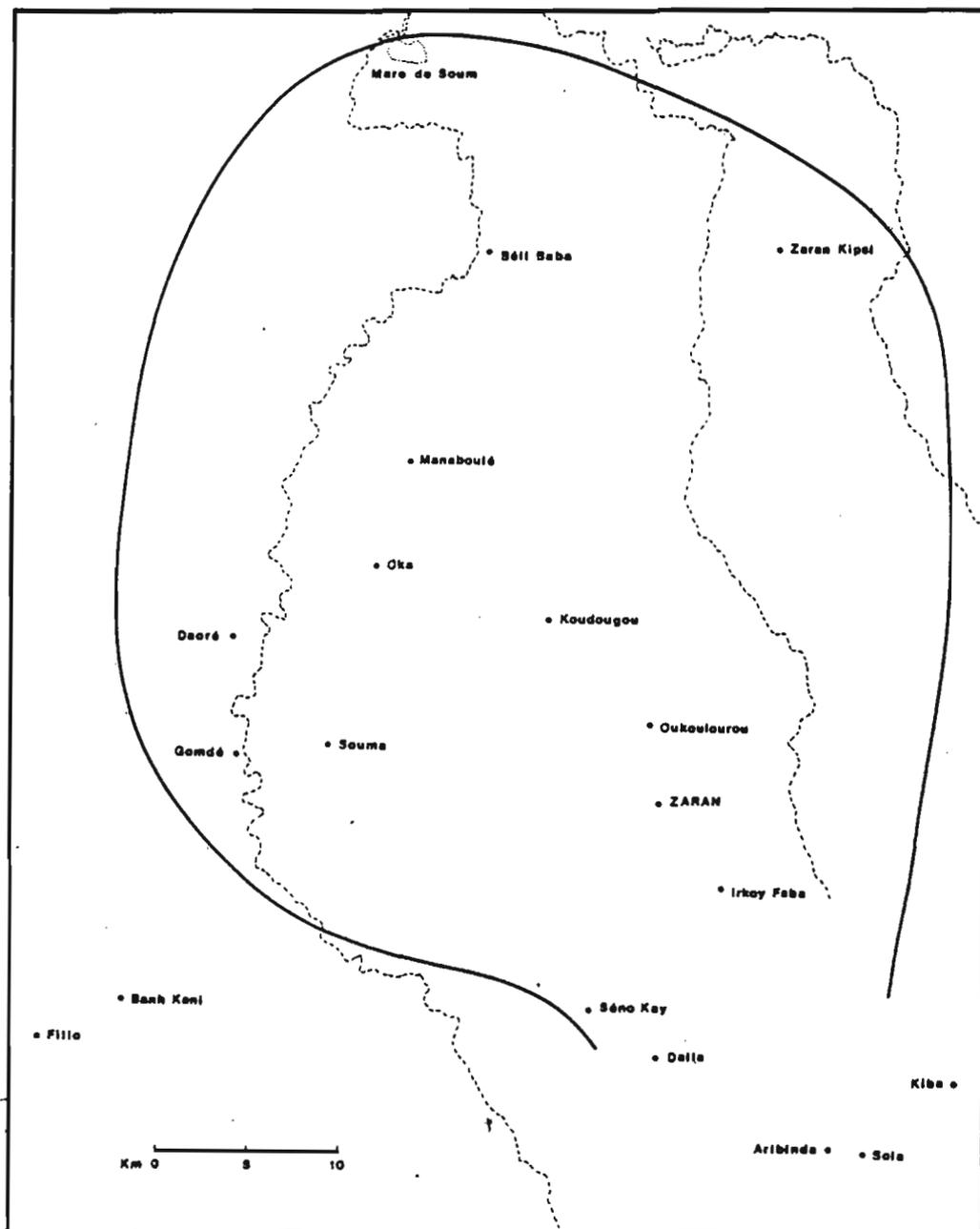
Ainsi se dessine progressivement l'image d'une occupation de la région à la fois ancienne, complexe dans sa chronologie, et relativement dense ; en témoignent l'abondance des vestiges, concentrés essentiellement sur le site même d'Aribinda, qui se raréfient au fur et à mesure que l'on s'en éloigne. L'Aribinda est loin, à l'époque, d'être le pays neuf que décrivent les occupants actuels. Une occupation agricole comme celle que laissent entrevoir un peu partout dans des zones aujourd'hui désertes les traces d'aménagement, des lambeaux de parc à *Acacia albida*, ou même la grande concentration de meules sur certains sites, présente toutes les marques de la durée et parfois de l'intensité.

Une exploitation aussi ancienne du milieu a aujourd'hui encore des incidences quant aux potentialités réelles de la région sur le plan agricole. C'est pour cela qu'il est utile de connaître quelle fut l'occupation de la région avant l'arrivée des habitants actuels.

L'extension de la chefferie de Zaran a pu être cernée par l'examen de la "louange"<sup>1</sup> des Zareye, qui cite un certain nombre de points d'eau permettant de définir leur territoire (figure 14). Quant à la chefferie de Banh Kani, contemporaine de celle de Zaran, ses limites orientales apparaissent marquées par l'Aribinda, parent ou allié. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, certaines de ses frontières se définissent, par déduction, à partir de celles du royaume Gourmanché. Celui-ci "s'étend du Téra jusqu'à l'Aribinda, mais ses frontières sont mouvantes". Des autres limites de Banh Kani on sait peu

---

<sup>1</sup> Chaque famille, et aussi chaque village dans l'Aribinda a sa propre "louange" ou "devise".



- Figure 14 : Limites approximatives de la chefferie de Zaran, d'après les lieux cités dans la louange des Zareye. (la limite sud est incertaine). -

de choses. Certains informateurs mentionnent Kongoussi comme l'une des bornes du territoire<sup>1</sup>.

Malheureusement, les traces de l'exploitation du milieu, associée à ces occupations anciennes, sont brouillées par l'exploitation ultérieure, et le constat se réduit à quelques minces observations.

C'est à Zaran que de telles marques sont le plus perceptibles. A Irikoye Faba, très probablement exploité par les populations de la chefferie de Zaran, les bas de pentes épierrés de quelques cuirasses ne portent plus que des sols décapés par l'érosion, et totalement incultes ; dans les alentours immédiats de Zaran de manière générale, la plupart des aménagements agricoles anciens que l'on décèle appellent des constatations semblables. Enfin, à Dalla qui était une excroissance de Kiel-Banh Kani, Boulet (1968), notant la dégradation importante des sols, l'attribue à des phénomènes d'origine anthropique.

L'exploitation agricole actuelle s'inscrit dans un espace en grande partie dégradé : c'est, de manière très générale, le cas de tous les terrains situés sur les pourtours des anciens sites d'occupation, qu'ils répondent aux territoires des anciennes chefferies songhay, ou à ceux que l'on peut, grâce aux vestiges, attribuer aux autres *poté samba*. C'est aussi le cas des sites revendiqués par les occupants actuels de l'Aribinda comme leurs premiers lieux d'établissement et de cultures.

Il est bien difficile ainsi de parler à propos de l'Aribinda de "milieu naturel" dans la mesure où il n'est que peu, voire pas du tout d'endroits où l'occupation humaine ne se soit inscrite. Mais on ne peut se faire une idée précise de la manière dont l'environnement était utilisé, ni savoir si, pour une occupation donnée, il était utilisé partout où il était utilisable. On en est sur ce plan réduit aux conjectures. Quoiqu'il en soit, les modes d'exploitation antérieurs ont laissé des séquelles qui compromettent maintenant la mise en valeur agricole et pastorale de l'Aribinda.

---

<sup>1</sup> Abduramane Kundaba, Béléhédé. Les Kundaba à leur arrivée dans la région se seraient vu proposer une installation par le chef de Kiel sur son territoire : "d'ici (de Kiel) à Kongoussi".

### III. 6. LA FIN DES POTE SAMBA

La disparition de Zaran et de Dalla, significative d'un bouleversement de population et de la fin des *poté samba*, précède de peu, ou est contemporaine de l'arrivée de la composante songhay actuelle d'Aribinda.

Le récit que font les Zareye de l'anéantissement de leur chefferie<sup>1</sup> ne mentionne aucune intervention extérieure : la dispersion de la population de Zaran aurait été provoquée par le meurtre du chef de Zaran par ses propres sujets. Tel n'est pas l'avis des habitants d'Aribinda, qui prétendent que leur premier chef aurait oeuvré à la fin de Zaran.

La tradition orale rapporte qu'une série de conflits ayant opposé Aribinda au village de Dalla, dépendant à l'ouest du Djelgodji, s'est soldée finalement par la victoire d'Aribinda, dont le peuplement actuel est alors établi. Tous les habitants de Dalla ont été déportés sur Aribinda, ou ont émigré dans le pays mossi : l'Aribinda est sorti de la mouvance du Djelgodji<sup>2</sup>.

Il n'est pas surprenant de constater que, pour les occupants actuels de l'Aribinda, tous les vestiges du passé que l'on rencontre çà et là dans la région sont en bloc le fait des "gens d'avant", tout comme tous ceux qui les ont précédés, à diverses époques, dans la région, sont eux-mêmes des *poté samba* sur lesquels ils ne peuvent évidemment pas dire grand-chose. Ce rejet du peuplement antérieur dans un oubli plus ou moins volontaire sert magnifiquement le projet des habitants actuels, qui est celui de s'affirmer aujourd'hui comme les "premiers occupants" de l'Aribinda.

---

<sup>1</sup> Voir à propos de cet épisode Dupré, Guillaud (1986, 23-30).

<sup>2</sup> Les occupants actuels d'Aribinda situent ce conflit sous le règne de Loguba, troisième chef à compter de leur arrivée dans la région. Pour les informateurs de Dalla, il s'agit de Solayo, c'est-à-dire "chef de Sola". Sola est l'un des dômes d'Aribinda.

## CHAPITRE IV

### LE CREUSET DE L'ARIBINDA

Tous ceux qui parviennent dans l'Arribinda sont présentés soit comme des individus isolés, soit comme de petits groupes en sécession avec leur société d'origine. Dans tous les cas il s'agit de fugitifs aux moyens très réduits : c'est une constante dans le peuplement de la région jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

#### IV. 1. LA PEREGRINATION VERS LE COEUR

##### IV. 1. 1. Le flux de peuplement songhay

##### IV. 1. 1. 1. Le départ de Tendirma

Tendirma est donné comme le point de départ des Songhay qui portent actuellement le patronyme Werem, après avoir perdu celui de Maega. Ces Songhay représentent la plus ancienne composante du peuplement actuel qui soit connue par les informations orales.

Un grand nombre de localités du Mali actuel portent le nom de Tendirma, ou Tidirma, Tindrè, Toundrou, ce qui signifie en mandingue "sur la petite colline". Mais le Tendirma dont parlent les informateurs est au bord d'Aïssa, c'est-à-dire du Niger, et proche de Tombouctou. Selon les traducteurs du Fettach, la ville était située en amont de Tombouctou, sur le confluent du Niger et d'un chenal reliant le lac Fati au fleuve. Tendirma était le chef-lieu du Kourmina, une province importante du royaume de Gao ; le gouvernement du Kourmina était confié au Kanfari, premier dignitaire du royaume, et souvent proche parent de l'Askya régnant (Kâti 1981, 118).

Le souvenir de Tendirma rappelle la prospérité du royaume de Gao sous le règne des Askia. En 1493 le gouverneur du Hombori prend le pouvoir sous le nom d'Askia Mohammed ; c'est le fondateur de la dynastie des Askya qui succède à celle des Sonni. Peu de temps après, de 1495 à 1497, la ville de

Tendirma est édiflée sur l'ordre de l'Askya pour être la capitale du Kourmina.

En 1529, Moussa, fils de l'Askya Mohammed, après avoir tué le Kanfari, détrône son père et prend lui-même le titre d'Askya (Kâti 1981, 147-149).

En 1588 (Ki-Zerbo 1972, 198), une guerre civile oppose l'Askya Ishâq II à son généralissime, le balama. Ce dernier fut défait et avec lui le Kourmina qui avait pris son parti. "Cette guerre civile marqua le début de la décadence du Songhay, de sa perte et de sa ruine, dès avant la venue des troupes de Moulai Ahmed Ed-Dhéhébi<sup>1</sup>. Ce fut elle aussi qui causa la ruine de la ville de Tendirma, car, de tous ceux qui en étaient partis pour suivre le Kanfari Salih, il ne revint que quelques individus appartenant à la classe inférieure de la population" (id, 258). La ville de Tendirma disparaît la même année.

En 1591, l'Askya est défait par l'expédition marocaine. S'ouvre alors pour le Songhay une période de division et de décadence, ponctuée par de très nombreuses famines.

Le récit de la migration des Werem ex-Maega depuis Tendirma évoque quelques-uns de ces événements<sup>2</sup> :

"Le départ de Tendirma a été causé par le meurtre d'un homme par son neveu. Le chef des Maega avait une soeur en âge de se marier et elle ne trouvait pas de mari. On alla consulter un devin et celui-ci prédit que si cette femme mettait au monde un fils, celui-ci tuerait son oncle. La soeur ne se maria pas, mais un génie sorti du fleuve la féconda, et elle mit au monde un fils. Pour mettre en échec la prédiction, ce fils fut dès sa naissance substitué à la fille d'une esclave née le même jour. L'enfant ayant grandi voulut savoir qui était son père. Sur les conseils de celle qu'il prenait pour sa mère, il partit sur les bords de Aissa<sup>3</sup>. Là il appella le génie, et son père lui apparut, "plus puissant que dix pères réunis". Son père lui offrit un cheval, une lance et un couteau. Le fils revint chez lui le jour de la Tabaski, alors que tout le monde était en prières. Là, il poignarda son oncle. L'oncle s'appelait Kasey ; le neveu Maomaru, il était le fils de Sikya."

Par le récit des causes du départ de Tendirma, la tradition orale relate à sa façon, et avec quelques variantes, le meurtre du Kourminafari par Moussa, le fils de l'Askya Mohammed ; mais elle fait référence à d'autres éléments, bien distincts de ce meurtre, qu'elle synthétise avec lui : la disparition de la ville de Tendirma est plus tardive ; le génie venu de l'eau renvoie aux origines mythiques du Songhay.

<sup>1</sup> Sultan du Maroc.

<sup>2</sup> Informateurs : Abdu Werem, Wouré ; Kunsam et Tewindi Maega, Wangré ; Mumuni Werem, Sikiré.

<sup>3</sup> Le fleuve Niger.

Le récit qu'en font les Werem n'apporte pas d'indices suffisants pour dater et expliquer leur migration. Ce récit, en fait, joue le rôle d'une "fiche signalétique", d'une référence à une histoire commune qui sert à identifier les lignages dans l'ordre songhay ancien. Ceux qui se réfèrent à Tendirma se réfèrent aussi au génie venu du fleuve, à l'Askya, et à un "meurtre fondateur" pour expliquer qui ils sont. Cela ne permet pas de situer dans le temps le moment précis de leur départ ; les événements les plus tardifs qu'évoquent les Werem se situent à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, et leur départ semble en découler.

#### IV. 1. 1. 2. La migration vers l'Aribinda

Les Werem livrent, selon les versions, plusieurs étapes de leur migration depuis Tendirma :

- Gao, Oursi, Bouleli-Boukouré
- Wandjauré<sup>1</sup>, Oursi, Boukouré
- Gao, Wandjauré, Oursi, Dikokation

L'étape faite à Oursi, dans l'Oudalan, est certaine ; mais sa durée est mal définie. Plus ou moins expédiée dans la version songhay, elle pourrait avoir été plus longue que ne le laissent entendre les informateurs.

De plus, cette migration décrite comme celle d'un groupe remarquablement homogène depuis Tendirma, est en fait complexe : l'étape d'Oursi a été l'occasion pour le groupe de migrants de s'étoffer. Ainsi les Zina, qui quittèrent Oursi avec les Werem, disent être eux aussi venus de Tendirma, mais il apparaît qu'ils sont en fait des descendants de la lignée de Yaykwoye à Oursi (voir III. 4. 2. 1.), originaire de la région de Hombori.

Les Werem furent finalement chassés d'Oursi, et se dispersèrent. Une partie d'entre eux, sous la conduite d'un chef nommé Gadru, se rendit près d'Aribinda. Le groupe s'établit dans la plaine de Bouléli-Boukouré, à 10 km du site actuel du bourg. Les Zina, responsables des sacrifices songhay, et venant aussi d'Oursi, s'installèrent à une quinzaine de kilomètres de là, à Liki. Il est impossible d'affirmer que ces départs furent simultanés, et très difficile d'apprécier leurs causes.

---

<sup>1</sup> Wandjauré serait proche de Dargol au Niger actuel.

L'installation à Bouleli-Boukouré marque réellement le début de l'histoire de l'Aribinda actuel. Les Werem, qui font à la fois de Gadru le leader de leur migration depuis Tendirma dont ils sont au plus tard partis en 1588, et le premier chef dans l'Aribinda où ils sont arrivés au début du XVIII<sup>e</sup> siècle (annexe 3) semblent taire par là même un large pan de leur histoire. Cette dernière ne pouvait réellement débiter que dans un nouvel espace où elle s'inscrit alors de manière enfin autonome.

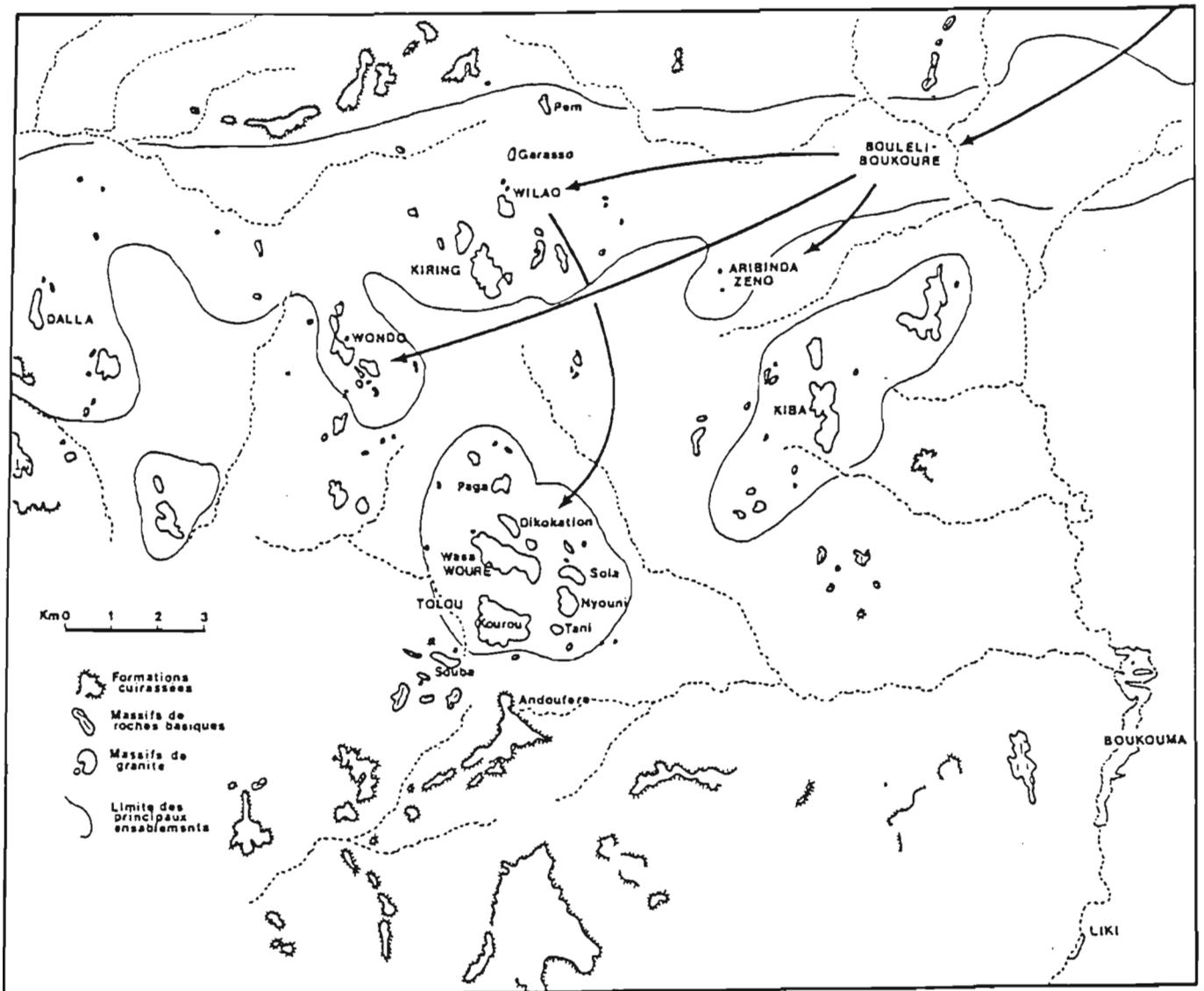
#### IV. 1. 1. 3. D'un massif à l'autre

La présence des Tiron, "descendus du ciel" sur le dôme de Wassa, au moment où les Werem arrivent d'Oursi, atteste déjà d'une occupation antérieure du site d'Aribinda. Ce site a longtemps été contourné par les Werem avant qu'ils ne s'y établissent, et cela laisse penser que son occupation était alors relativement dense.

#### *L'itinéraire, de Boukouré à Nyouni*

Les Werem venant d'Oursi s'installèrent dans un premier temps en plaine, à Bouleli-Boukouré. Le site dénué de tout caractère défensif est situé non loin d'un bas-fond sableux qui franchit un cordon dunaire (figure 15). Un tel établissement en plaine signifie-t-il qu'ils se sentaient en sécurité ? En tout cas, ils optèrent, peu de temps après, pour des sites plus aptes au refuge. De Boukouré, ils se divisèrent en trois groupes qui se rendirent respectivement au replat rocheux d'Aribinda Zéno, et sur les massifs de Wondo et de Wilao. De tels déplacements semblaient témoigner d'une certaine insécurité qui imposa alors aux Werem un établissement sur les reliefs : "Bouleli-Boukouré a été abandonné parce qu'à ce moment-là, nous étions très vulnérables aux attaques des gens de Dori, de Djibo, des Mossi et des gens de Kiel". Dans l'itinéraire des Songhay, l'insécurité, soudain, fait irruption.

L'on ne sait pas exactement à quel moment la chefferie songhay quitta Wilao pour s'implanter à Dikokation, petit massif du nord d'Aribinda. En réalité, ce déplacement traduit une atomisation du peuplement en petits groupes, qui se disséminèrent sur la quasi-totalité des reliefs localisés au nord de la bourgade. Si la chefferie elle-même était bien localisée à Dikokation, les autres Songhay étaient implantés sur Nyouni, Sola, Womenga, Paga. Cette distribution était bouleversée en hivernage où une partie des Songhay se dispersait alors à Wilao, Wondo,



- Figure 15 : Les déplacements des Songhay dans les environs d'Aribinda.-

Kiring, et Boukouré, profitant de la période de sécurité que représentait l'hivernage<sup>1</sup> pour cultiver les terres sableuses qui leur furent ouvertes au temps de leurs établissements précédents.

Plus tard, la chefferie migra encore, et s'installa en saison sèche à Nyounibélé, au pied du massif de Nyouni ou sur le massif même, tandis que l'établissement d'hivernage se situait à Wilao, à quelques kilomètres au nord. La dispersion saisonnière pour les besoins des cultures semble être de règle tout au long de cette période, et les Werem cultiveront sur le cordon du nord jusque vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>.

### *Les sites songhay*

A Bouléli-Boukouré, rien n'a pu être retrouvé des traces de ce premier établissement des Werem, que l'on décrit de toutes manières comme de courte durée par-rapport à ceux qui lui font suite.

Sur les autres sites, qu'il s'agisse d'établissements saisonniers ou non, peu d'endroits semblent avoir été laissés vacants par les constructions ; à Wondo, aussi bien qu'à Kiring ou Wilao, de nombreuses traces d'habitations subsistent sur les hauteurs des dômes.

Comme on l'a vu, il est difficile de faire la part entre les ruines des Werem, et celles que les *poté samba* ont pu laisser sur les massifs. Que Kiring ou Wondo regorgent de gravures démontre que les sites ne doivent qu'une petite partie de leurs vestiges à l'occupation des Werem, qui d'ailleurs ne les revendiquent aucunement dans leur totalité. Les très abondants vestiges de construction qui jonchent aussi bien les pentes les plus raides des massifs, que leurs moindres replats, évoquent une occupation particulièrement dense des massifs de Wondo et de Kiring ; cette occupation est sans commune mesure avec celle dont on retrouvera la trace sur les petits dômes d'Aribinda, sur lesquels les Werem s'établissent par la suite.

---

<sup>1</sup> L'hivernage correspondait à une trêve guerrière : tous les groupes humains étaient accaparés par les travaux des champs, et de toutes manières, la circulation des pillards et des guerriers des régions voisines était rendue très difficile, du fait de l'existence de zones inondées quasiment infranchissables.

<sup>2</sup> Jusqu'au règne de kanta, qui se situe à la fin du XVIII<sup>e</sup> - début du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'habitat actuel de l'Aribinda, tel qu'on peut l'observer sur les quelques établissements encore en place sur les reliefs (Diamkolga, Bangel, Wouré-Doba), diffère sans doute assez peu de ce qu'il fut au temps de ces hameaux perchés des Werem. Les maisons actuelles bâties sur le granite sont rondes ou rectangulaires, et construites en pierres cimentées par l'argile ; parfois, les briques seules prennent à mi-hauteur le relais, mais le soubassement des maisons est toujours formé de gros blocs de pierre.

C'est sans doute pourquoi le gros oeuvre des constructions a, sur la plupart des sites, été bien conservé, quoiqu'envoyé dans les amas de pierre et les débris des murs abattus. Les habitations rectangulaires actuelles sont couvertes d'un toit plat, construit sur une charpente de branchages entrecroisés et recouverts d'argile. Les habitations circulaires sont, à l'image des greniers, coiffées d'un toit cône de paille et de branchages.

On sait que le problème de l'approvisionnement en eau, pendant les premiers mois de la saison sèche, était résolu par la présence, sur une bonne partie des dômes, de citernes naturelles qui retenaient l'eau pendant pendant quelques semaines, voire quelques mois<sup>1</sup>. Boutondya, Wassa, Womenga, Paga, Pem, Wilao et Tin Kargo tout proche, Nyouni, Tani et Kourou offrent ainsi de tels ressources hydriques "naturelles" ; elles sont complétées par des aménagements dont Kiring, Wondo et Kiba surtout offrent les plus spectaculaires exemples, les plus vastes dépressions granitiques étant aménagées, au moyen d'une levée de terre et de pierre, pour accroître la capacité des citernes.

Les piémonts des dômes offrent aujourd'hui encore des ressources hydriques sous-terraines également favorables, et il est probable que de multiples puits creusés dans le sable bordaient les reliefs. De plus, les dépressions au pied de certains dômes ou de certaines cuirasses, comme Kinda Takha proche de Tolou, Boukouma Kweyré au pied de Nyouni, le trou de Garasso ou la dépression proche de Tani, sont autant de réserves naturelles ou artificielles, surcreusées par le prélèvement d'argile utilisé dans les constructions, et retenant elles-aussi l'eau au-delà de la période des pluies. Enfin il faut signaler la présence de quelques sources, comme

---

<sup>1</sup> En avril 1984, en plein coeur de la saison sèche après une année très déficitaire en pluies, l'important réservoir de Boutondya était encore à moitié plein.

celle que l'on trouve actuellement à Silmamasi, et dont un filet d'eau sourd pendant une bonne partie de l'année.

Mais toutes ces ressources hydriques ainsi décrites, citernes dans la roche, puits, sources et retenues, semblent n'avoir pas suffi à l'alimentation en eau des populations dispersées sur les reliefs. Les Werem à Wilao, et plus tard à Nyouni, allaient en saison sèche chercher l'eau nécessaire à une douzaine de kilomètres de là, à la mare de Boukouma, qui apparaît ainsi comme le seul point d'eau permanent et accessible de la région.

Toutefois, il n'est pas fondé de considérer systématiquement l'établissement sur les reliefs comme dicté par l'insécurité seule. Si les conditions de vie dans les hameaux perchés étaient difficiles, l'établissement sur les reliefs présente des avantages : ainsi, ce sont les greniers qui, aujourd'hui encore, sont bâtis à même les affleurements de roche, lesquels protègent leur base contre les termites et les rongeurs. Enfin les accumulations de terre sur les reliefs portent quelques arbres fruitiers ("raisiniers", "pruniers"), qui permettent une petite activité de cueillette.

#### *Les lieux de culture et l'élevage*

Les Songhay avaient établi leurs terrains de culture sur les ensablements épais de l'erg ancien, au pied des massifs de granite sur lesquels se trouvait leur établissement : les terrains sableux autour de Wilao, Kiring et Wondo ont été les premiers mis en culture. Plus tard, alors même qu'ils s'étaient installés sur les quelques massifs du nord d'Aribinda et qu'ils cultivaient à leur proximité, ils ont poursuivi parallèlement cette exploitation saisonnière du cordon nord.

Comme c'est le cas à Dikokation, où les chefs Werem, après avoir quitté Wilao, cultivaient tout autour du massif, les Songhay ont dû très logiquement exploiter d'abord les terres les plus proches de leur habitat. Mais parvenus sur le site d'Aribinda, ils ont cultivé à la fois au pied des dômes, et à plus de 8 kilomètres au nord. Sur la figure 19, une très vaste zone de terres légères "non exploitées" ressort à cette époque:

l'ensemble des lieux-dits du nord-ouest, Kolbaté, Lourou, Womenga, Damboulé..., n'ont été accessibles aux Werem que bien plus tard<sup>1</sup>.

Le peuplement des Werem se limite alors aux seuls reliefs du nord et de l'est d'Aribinda. Ils délaissent Kourou, Wassa ou Boutondya, qui offrent pourtant des ressources autrement appréciables, en étendue ou en réserves d'eau. Cela donne à penser que ces sites, à ce moment-là, pouvaient être encore occupés par des groupes de *poté samba* assez nombreux pour s'octroyer deux bons tiers des sables d'Aribinda.

Malgré la présence d'un parc à *Acacia albida*, héritage des *poté samba*, les Songhay ne semblent pas au moment de leur arrivée se livrer à l'élevage bovin. Les Werem disent n'être venus dans l'Aribinda qu'avec des chevaux, des ânes, des moutons et des chèvres. Un détail semble en particulier exclure toute activité pastorale d'importance : au "temps des massifs", le petit bétail et les chevaux étaient chaque soir conduits sur les reliefs, pour des raisons de sécurité ; or on imagine mal qu'il en soit de même pour un important troupeau de bovins.

Les implantations successives des Songhay semblent aller de pair avec l'évacuation par d'autres groupes humains des sites qu'ils occupent. La progression de leur établissement sur des reliefs de plus en plus méridionaux peut se lire comme le retrait, ou l'affaiblissement progressifs d'une autre population. L'arrivée des Kurumba marque véritablement la fin des *poté samba*.

Deux chefs se sont succédé à la tête des Songhay avant que les Kurumba ne surviennent à leur tour dans la région. De ce qui a pu entretemps rompre l'isolement songhay, presque rien n'est connu. Avant la venue des Kurumba, il eût été trop dangereux pour les Songhay d'accueillir des groupes étrangers, comme celui des Kundaba<sup>2</sup> : "Les Kundaba étaient bien plus nombreux que les Werem et risquaient de les dominer. Ils étaient aussi bien plus forts en magie". Une ruse permit aux Songhay de tuer le chef des Kundaba, et ainsi de se débarrasser d'eux.

---

<sup>1</sup> Certes les Kurumba, Kirgé puis Tao (cf. *infra*), qui arrivent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, se réservent eux aussi une portion des terres d'Aribinda. Il a été relativement aisé de retracer les limites de leurs zones de culture : l'ouest, le sud et l'est de Kourou. Le nord-ouest du terroir d'Aribinda n'est donc exploité ni par les Songhay, ni par les Kurumba qui arrivent par la suite.

<sup>2</sup> Informateurs : Abduramane Kundaba, Béléhédé ; Abdu Werem, Wouré.

L'Aribinda se présente comme un lieu de refuge réfractaire à toute domination extérieure.

#### IV. 1. 2. Le flux de peuplement Kurumba<sup>1</sup>

Les événements qui aboutissent à la constitution de la petite chefferie d'Aribinda sont indirectement liés aux grands mouvements qui affectent l'histoire des régions voisines. Par exemple, il a été nécessaire d'évoquer le démantèlement de l'empire songhay pour expliquer la venue des Werem. De même, la migration des Kurumba ne saurait se comprendre sans que soient brièvement rappelées les circonstances historiques de leur départ du Yatenga.

La conquête mossi du Yatenga débuta au XV<sup>e</sup> siècle et gagna très progressivement le nord de cette région. Au XVIII<sup>e</sup> siècle cette conquête n'était pas encore achevée ; quelques groupes kurumba dans le nord-est du Yatenga refusaient encore la tutelle du pouvoir mossi.

Vers 1780 Naba Kango<sup>2</sup> érigea Ouahigouya en capitale de son royaume. Le départ de plusieurs groupes kurumba est explicitement lié à cet épisode<sup>3</sup>.

Premiers de tous ces Kurumba, les responsables des sacrifices de patronyme Kirgé convergèrent directement vers l'Aribinda, où ils rencontrèrent les Songhay (figure 16).

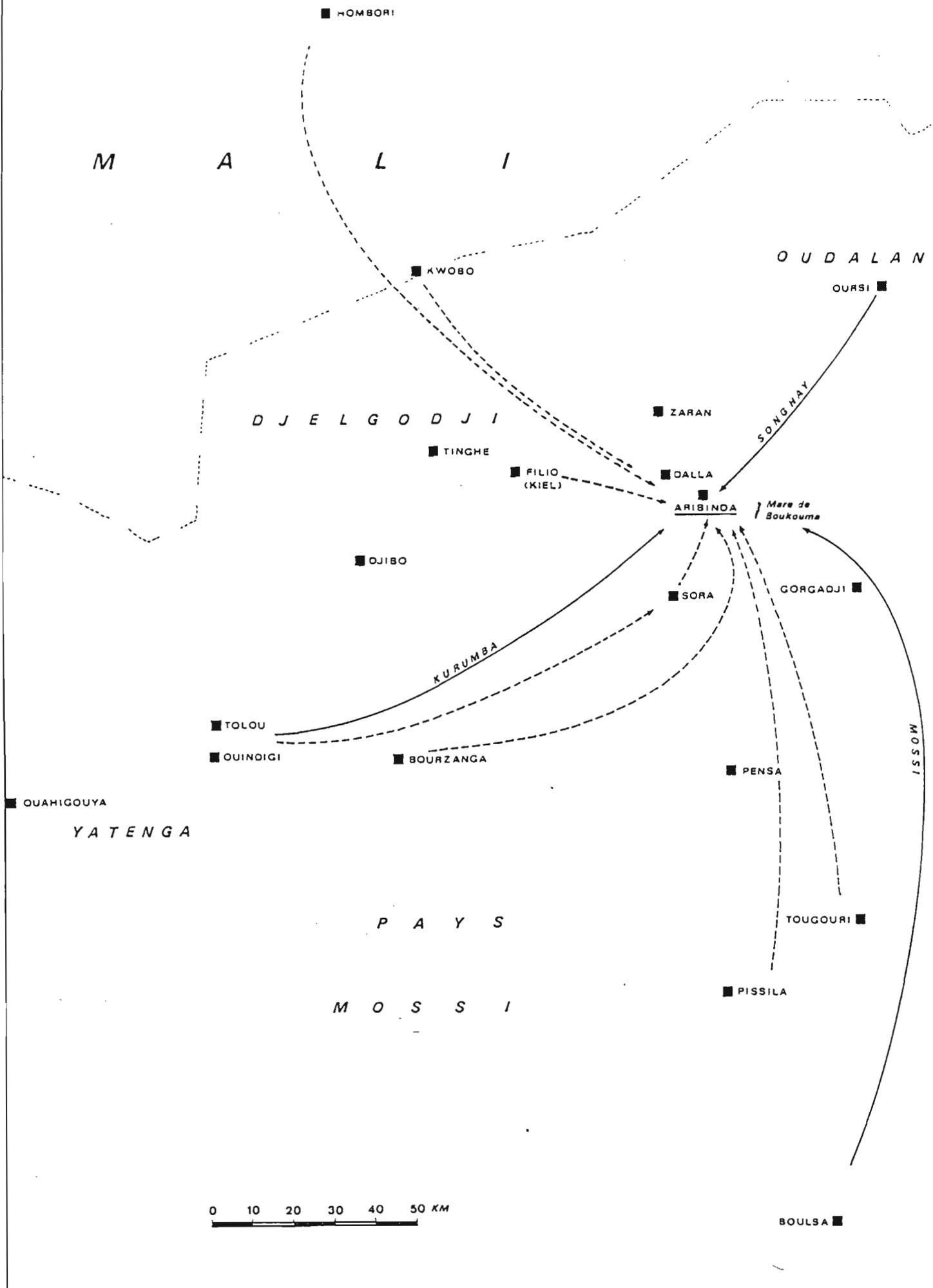
Un autre groupe, les Tao, quittant le Yatenga, s'établit dans un premier temps à Sora, proche de l'actuel Gasseliki. Le groupe des Tao était composé de nobles et de responsables des sacrifices, qu'une querelle divisa alors : les sacrificateurs quittèrent Sora pour se rendre à Aribinda. Ce n'est que plus tard que les princes Tao les rejoignirent.

---

<sup>1</sup> Informateurs : Abduramane Kundaba, Béléhédé ; Sibri Zina, Tolou ; Bonsegu Tao, Wuré ; Doneba Tao, Tani ; Bureima Tao, Lourou.

<sup>2</sup> Souverain mossi du Yatenga.

<sup>3</sup> Naba Kango aurait exigé des Kurumba qu'ils confectionnent des briques et les portent jusqu'à Ouahigouya. Ces indications, selon Izard, renverraient à l'édification de la nouvelle capitale.



- Figure 16 : Le peuplement de l'Aribinda. Les axes principaux de l'immigration avant le XX<sup>e</sup> siècle. -

### VI. 1. 3. Le flux de peuplement mossi<sup>1</sup>

L'arrivée des premiers Mossi à Aribinda coïncide avec une disette. Les récits détaillant les circonstances de cette arrivée mettent en scène une femme songhay qui, en allant cueillir vers la mare de Boukouma les fruits d'un arbuste de famine, surprit un chasseur dans ce lieu particulièrement sauvage et isolé. Cette femme, Sarkion, était la soeur du chef songhay d'Aribinda. Le chasseur était un Mossi du nom de Daogo, fils de Naba Kom de Boulsa. N'ayant pu obtenir la chefferie à la mort de son père, il aurait été contraint au départ.

Selon les versions, Daogo fut capturé et emmené à Aribinda, ou bien s'y rendit à l'invitation des Songhay. Il se vit offrir Sarkion comme épouse par le chef d'Aribinda.

L'installation de Daogo à Aribinda fut à l'origine d'une immigration en provenance de Boulsa : Dawendé, le fils que Daogo avait eu d'une première alliance, partit à la recherche de son père et se rendit à Aribinda. Dawendé y fut accueilli de la même manière que son père, mort entretemps : on lui offrit comme épouse Sonwinké, la soeur du chef régnant.

Il est possible de dater de manière approximative les premières arrivées mossi dans l'Aribinda. Naba Kom, père de Daogo, était selon Chéron (1924) le 16<sup>e</sup> souverain de Boulsa depuis le fondateur, Naméindé. Naméindé était contemporain de la deuxième génération de Mogho Naba (Perrot s.d.), dont Izard (1968) situe le règne entre 1517 et 1540. La durée des règnes des Mogho Naba est évaluée à 18 ans en moyenne, ce qui donnerait 270 à 288 ans depuis Naméindé jusqu'à la mort de Naba Kom. L'arrivée de Daogo se situerait donc entre 1787 et 1828.

### IV. 1. 4. Le lieu de confluence des migrations

Tous les premiers arrivants se sont groupés, pour faire face aux dangers extérieurs, sur le site actuel du bourg d'Aribinda, au pied des dômes. Ces dômes sont parmi les plus élevés et les plus vastes de la région. Ils allient l'avantage du refuge à des commodités diverses, notamment la relative proximité de la mare de Boukouma, le seul point d'eau permanent de l'Aribinda. Au sommet de ces dômes sont postés des guetteurs qui donnent l'alerte à la moindre incursion ennemie. Résister

---

<sup>1</sup> Informateurs : Belko Maega, Abdu Werem, Bureima Maega, Wouré.

face aux Touareg ou aux Peul apparaît en effet inutile, et les habitants d'Aribinda, optant pour la fuite, se réfugient dans les chaos et les cavernes des massifs, laissant en contrebas leurs habitations et quelques greniers ouverts aux pillards. Les terrains de culture éloignés qu'exploitaient les Songhay sont à ce moment-là complètement abandonnés au profit des zones sableuses les plus proches.

Le terroir agricole de l'Aribinda est alors confiné à ces limites étroites et le restera jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Les tensions sociales naîtront de cette situation de repli sur soi.

#### IV. 2. LE PARTAGE DES FONCTIONS

C'est aussi à partir de ces trois premiers mouvements, Songhay, Kurumba et Mossi, que se mit en place le système socio-politique que l'on retrouve aujourd'hui. Peu après l'arrivée des Mossi, et abstraction faite des quelques changements qui affectèrent par la suite les dynasties de chefs, la répartition des fonctions au sein de cette société fut définitivement arrêtée entre les *kesse* (doyens songhay), les *ayi* (chefs mossi-songhay) et les *hi'uba* (sacrificateurs d'origine kurumba ou songhay).

Le nom de Kurumba que portent aujourd'hui les habitants de l'Aribinda est ainsi en partie usurpé. Ils sont le fruit du mélange qui s'opère à partir de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle entre groupes songhay, mossi et kurumba. Il y a finalement peu de points communs entre les Kurumba du Yatenga ou du Louroum, et ceux de l'Aribinda<sup>1</sup>.

Si la rencontre de ces trois groupes, aux origines et à la langue très différentes, débouche sur la création d'une nouvelle société, la fonction originelle des arrivants n'est cependant pas gommée. Par exemple, la genèse de l'organisation politique démontre qu'entre les deux aristocraties songhay et mossi un compromis a abouti au partage des attributions.

Dans le Yatenga, région qui passa sous la domination mossi, la superposition des peuplements aboutissait à l'amalgame des structures

---

<sup>1</sup> Ils ne se comprennent d'ailleurs plus, malgré les nombreux termes communs aux deux langues.

sociales préexistantes : l'aristocratie mossi imposait sa tutelle à un ensemble plus ou moins uniforme de "gens de la terre". Dans l'Aribinda en revanche, la conquête de la chefferie par les Mossi n'a pas revêtu une forme comparable, tout simplement parce qu'ils ne furent pas véritablement en position de force. L'organisation sociale des populations déjà présentes dans l'Aribinda à l'arrivée des Mossi a été, d'une certaine manière, respectée.

#### IV. 2. 1. Les premiers temps songhay<sup>1</sup>

Le groupe des Songhay, dans les premiers temps d'Aribinda, inclut non seulement le lignage des actuels *kesse* (celui des anciens chefs songhay), mais aussi tout un agrégat que des bribes d'information permettent de définir comme d'anciens "serviteurs" et des captifs ayant émigré avec les Werem depuis Tendirma. Contrairement aux Werem, ils continuèrent à porter le nom de Maega. Il revenait à ces "serviteurs" (*asonyon*) de nommer les chefs songhay. En guise de consécration, ils leur remettaient le bonnet et le bâton, attributs de la chefferie.

L'on sait peu de choses sur les rapports que la chefferie songhay entretint avec le groupe des responsables des sacrifices Kirgé, au moment de leur venue. Avant même l'arrivée des Mossi, il semblerait que les Kirgé aient acquis déjà un certain "droit de regard" dans l'élection du chef, droit qu'ils exerceront par la suite sur les dynasties issues des alliances Mossi/Songhay qui prendront le pouvoir.

#### IV. 2. 2. La fonction magique des Kurumba<sup>2</sup>

"Lorsque les Kirgé arrivèrent dans l'Aribinda, les récoltes avaient déjà été faites. Le chef des Werem voulut donner aux arrivants du mil pour qu'ils puissent se nourrir. Les Kirgé refusèrent, et demandèrent qu'on leur laissât simplement les tiges du mil qui étaient encore dans les champs. Pour les Kirgé, tout est possible : Ils firent pleuvoir jusqu'à ce que la terre soit détrempée. Les souches et les tiges repoussèrent, et portèrent bientôt des épis. Ils récoltèrent tout ce dont ils avaient besoin pour eux-mêmes, et laissèrent le surplus aux Songhay, qui récoltèrent du mil à leur tour".

<sup>1</sup> Informateurs : Kunsam et Tewindi Maega, Wangré ; Abdu Werem, Wouré.

<sup>2</sup> Informateurs : Sibri Zina, Almissi Kirgé, Tolou ; Doneba Tao, Tani ; Bureima Tao, Lourou.

Le récit de l'arrivée des Kirgé, et la démonstration de leurs pouvoirs de *hifuba*<sup>1</sup>, est très symbolique du rôle que ceux-ci tiennent actuellement dans la société de l'Aribinda. Les responsables des sacrifices songhay, les Zina, qui quittent Oursi en même temps que les Werem mais ne parviennent que plus tard à Aribinda, ne pourront que composer avec ces Kurumba à la puissance si manifeste : ils partagent avec ces derniers la maîtrise des sacrifices, mais en gardant la fonction de responsables de l'ensemble des sacrificateurs.

Les *hifuba* Tao, arrivés peu après les Kirgé, se virent remettre par ceux-ci la responsabilité des masques à la fin du siècle dernier : s'ils figurèrent désormais parmi les lignages *hifuba*, ils n'eurent toutefois pas un statut équivalent à celui des Kirgé et des Zina, les lignages fondamentaux du monde des sacrificateurs.

Si le terme "Kurumba" désigne au sens large un groupe ethnique, il doit être précisé que, dans l'Aribinda, son sens le plus exact correspond à celui d'*hifuba*. Ainsi les Zina d'origine songhay sont-ils devenus des "*akurumba*", par assimilation de fonctions avec celles du groupe ethnique auquel ils se mêlèrent. Ce détail de vocabulaire traduit le phénomène d'association qui est aussi à l'origine de la réputation de "puissance magique" qu'a l'Aribinda dans les régions voisines.

Les Kurumba ont un rôle de médiation entre l'homme et les éléments atmosphériques et surnaturels. Leur première tâche consiste à garantir l'Aribinda contre les aléas des mauvaises saisons, au moyen de sacrifices et de combats menés contre les *lengam* (ombres) néfastes ; si besoin est, ce combat sera mené contre les peuples des régions voisines, dont les propres *hifuba* se tiennent toujours prêts à venir ravir les récoltes de l'Aribinda - et réciproquement, à lire certains auteurs<sup>2</sup>.

Une autre des attributions des *akurumba* est de préparer la guerre, et de prévoir son issue par des songes ; mais cela n'exclut pas qu'ils aient aussi par le passé participé aux combats.

La puissance magique qui leur est attribuée dépasse d'ailleurs ces attributions que l'on pourrait dire pratiques. Conditionnant la prospérité matérielle et la sécurité de l'Aribinda, ils en sont venus à conditionner très logiquement la vie politique elle-même. Cela n'est pas étonnant si

<sup>1</sup> Sg. *hifo*, pl. *hifuba* : responsables des sacrifices et de la magie.

<sup>2</sup> Voir notamment Rouch (1953) et Marie (1984).

l'on sait qu'un chef est jugé "bon" ou "méchant" en fonction de la prospérité ou des calamités qui ont cours sous son règne. En ce sens ils constituent un groupe spécialisé que les autres groupes socio-politiques tentent de se concilier, et leur arbitrage apparaît déterminant.

#### IV. 2. 3. L'accession des Mossi à la chefferie

Les descendants de l'alliance de Dawendé, fils de Daogo, Mossi venu de Boulsa, avec une femme d'Aribinda, ravirent la chefferie aux Songhay : alors commence le règne des *Karyo*, "chefs de Karu"<sup>1</sup>.

Une querelle entre Songhay et Kurumba<sup>2</sup> fut à l'origine de cette translation du pouvoir. Les Kurumba, par vengeance, provoquèrent grâce à leur magie une grave épidémie, qui entraîna la dispersion des Songhay.

"Soixante jeunes cavaliers mariés depuis peu moururent, et le reste du village fut menacé. Le chef décida pour les sauver de disperser ses gens : il les envoya à Boulsa, Bourzanga, Fada N'Gourma, Sola, Yalogo, Koala<sup>3</sup>. Mais la vengeance des *hifuba* ne s'arrêta pas là : ils décidèrent que les Songhay perdraient le pouvoir au profit de leurs neveux, dont les pères étaient mossi".

On ne connaît pas la durée de cette dispersion songhay. Quoiqu'il en soit, lorsqu'elle prit fin, les descendants de Dawendé s'étaient emparés de la chefferie. Cette première lignée Mossi ne régna que peu de temps : une génération plus tard, ce fut au tour des descendants qu'eurent Daogo et Sarkion de prendre le pouvoir, cette fois avec l'appui des *kesse* songhay.

On ne sait pas exactement quel fut le premier personnage issu des alliances songhay-mossi à reprendre le nom de Maega. Toutefois, la translation de la chefferie d'une lignée à l'autre est lié à ce changement de nom. Les Songhay qui, depuis cet événement, portent le nom de Werem, ne conservent de leur fonction première que le pouvoir d'élire les chefs, mais ils sont aussi, en tant que premiers arrivants, responsables de la terre (*asendé dansa*) dans l'Aribinda.

<sup>1</sup> Karu est le nom songhay, toujours utilisé, d'Aribinda. Karyo se décompose en Karu-ayo, chef de Karu.

<sup>2</sup> Le neveu du Karyo aurait violé une femme des *hifuba*.

<sup>3</sup> Sola ou Sula, Fada N'Gourma, Yalogo et Koala sont situés en pays Gurmanché, à près de 90 km d'Aribinda.

#### IV. 2. 4. Les contre-pouvoirs

L'agencement de chacun des pouvoirs au sein de ce nouveau système est à la fois complexe et original, dans la mesure où les différentes instances politiques, religieuses et foncières en présence sont interdépendantes en vertu de manifestations de contre-pouvoirs.

Zina et Kirgé servent, auprès des *kesse* Werem et de la chefferie, d'émissaires au groupe *hifuba*. Le chef des *hifuba* est lui-même nommé par les Werem, qui lui confient le *lengam* (l'ombre) du village en lui remettant le couteau (*akurum gagha*), symbole de sa fonction. Cette nomination est toutefois soumise à l'approbation du chef d'Aribinda avant la proclamation de l'élu.

Par ailleurs les Werem, s'ils ont perdu le pouvoir de la chefferie, n'en ont pas moins gardé son contrôle jusqu'à l'intervention coloniale<sup>1</sup>. Ce sont en effet eux qui nomment le futur *Karyo*, lors d'une cérémonie qui se déroule au pied du dôme de Wassa.

"Le jour de la nomination, les Werem apportaient le bonnet et le bâton du chef. Devant tous les princes d'Aribinda réunis, les *kesse* posaient le bonnet sur la tête de celui qui avait été choisi. Puis ils s'adressaient à l'*anubi poté* (le "premier des captifs") et lui remettaient le bâton du chef. Ensuite ils invitaient tous les captifs à s'armer eux aussi, et à frapper ceux qui, parmi les princes candidats, refuseraient de porter le nouveau chef. Enfin le *Karyo* était porté jusqu'à Wouré sur une litière tendue d'une peau de vache. La fête durait alors une semaine, pendant laquelle l'*anubi poté* gardait le bâton en main, et le *Karyo* le bonnet sur la tête. Après quoi bâton et bonnet étaient remis à nouveau aux Werem".

Les *kesse* Werem sont ainsi responsables de la terre et électeurs de la chefferie, mais leur polyvalence ne s'arrête pas là. Le symbole de leur troisième fonction est l'*atobga*, la hache qui les relie au monde *hifo*, et qui leur permettait, "avant l'Islam", d'accomplir en compagnie des Kurumba un sacrifice particulier précédant l'hivernage. Cette fonction a par la suite été dévolue aux Kirgé, mais montre bien la position particulière dans laquelle se trouvent les *kesse*, à cheval sur le monde des sacrifices et sur celui du pouvoir. Ce rôle charnière essentiel qu'ils jouent entre ces deux instances est confirmé par le fait qu'ils sont

---

<sup>1</sup> Les Français nommaient alors directement le Chef de Canton, fonction prise par le *Karyo*.

chargés de préparer et d'organiser tous les sacrifices nécessaires aux intronisations<sup>1</sup>, pourtant effectués par les *hifuba* : "Sans eux, rien ne se fait, ni dans la chefferie, ni chez les *hifuba*".

Cependant les Werem disent ne pas être soumis au contrôle ou au choix des deux autres groupes socio-politiques quand il s'agit de nommer leur responsable. *Kesse* signifie d'ailleurs "le doyen", ou "le grand"; et *Kesso* est une contraction de *kesse-ayo*, c'est-à-dire "le chef des anciens" : au moment de la nomination d'un *Kesso*, les Werem se réunissent et désignent en principe le plus âgé d'entre eux. En fait, la nomination s'effectue souvent par voie latérale ou filiale (les frères ou les fils du *Kesso* défunt sont nommés à leur tour)<sup>2</sup>.

Quant aux *hifuba*, ils participent eux aussi à la nomination du *Karyo* en informant les *kesse* de leur choix. Ces derniers les consultaient en effet pour connaître celui qui, parmi les prétendants, avait la "chance" nécessaire pour régner dans la prospérité.

Dans l'organisation ainsi dépeinte, les *kesse* nomment avec l'avis du *Karyo* le chef des *hifuba*, avec l'avis des *hifuba* le *Karyo*, et choisissent en principe eux-mêmes leur *Kesso*. Les *hifuba*, connaissant le cours des choses, ont en tout le dernier mot. Les princes, à écouter les deux autres groupes, se bornent à contribuer par leur "chance" (*ayo domni*) à la prospérité du pays. Cette chance ou cette malchance est d'ailleurs ce qui est susceptible de favoriser ou de saper le travail des *hifuba*; un "bon chef" est ainsi celui sous le règne duquel les récoltes sont bonnes, même s'il doit pour cela, paradoxe ultime, faire les plus radicales pressions<sup>3</sup> sur les sacrificateurs pour qu'ils fassent enfin venir de bonnes pluies.

Ces rapports complexes d'inter-dépendance qui se tissent ainsi de l'une de ces fonctions à l'autre amènent à nuancer quelque peu l'image pyramidale que l'on donne assez souvent des sociétés sahéliennes. Si l'Aribinda ne se distingue pas radicalement de ces dernières par la structuration théorique de son pouvoir, en revanche c'est dans la pratique politique que se trouve sa plus forte originalité.

---

<sup>1</sup> C'est-à-dire réunir les bêtes et les biens destinés aux sacrifices.

<sup>2</sup> La nomination du *Kesso*, depuis la prise du pouvoir par les Mossi, n'est plus du ressort de leurs serviteurs Maega, comme c'était le cas auparavant.

<sup>3</sup> Les *Karyo* auraient parfois pris en otage des enfants *hifuba* jusqu'à ce que les pluies arrivent.

L'organisation sociale et politique permet de comprendre le principe de la structuration de l'espace dans l'Aribinda. Les rivalités relatives à l'exercice du pouvoir et des fonctions sociales sont à l'origine de l'individualisation de chacun des quartiers du village d'Aribinda, laquelle prend forme peu après la rencontre des trois groupes fondateurs : les quartiers de Tolou, siège des responsables des sacrifices, de Wouré et de Wangré, sièges de la chefferie, sont créés respectivement au pied des dômes de Kourou, de Wassa et de Boutondya.

#### **IV. 3. LA FORMATION DU BOURG**

##### **IV. 3. 1. Au sud, les quartiers du "sacré" (figure 17)**

Tolou est le premier quartier d'Aribinda, créé vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle par les Kirgé qui s'y établirent en arrivant du Yatenga<sup>1</sup>. La totalité de la population de Tolou est, aujourd'hui encore, composée de lignages *hifuba*. Aux trois premiers groupes arrivés (Kirgé, Zina, et Tao) sont venus s'en adjoindre d'autres, aux spécialités ou à l'origine comparables, auxquels s'ajoutent des forgerons ; Tolou apparaît ainsi comme le quartier où se concentrent les "mystères" et leurs spécialistes.

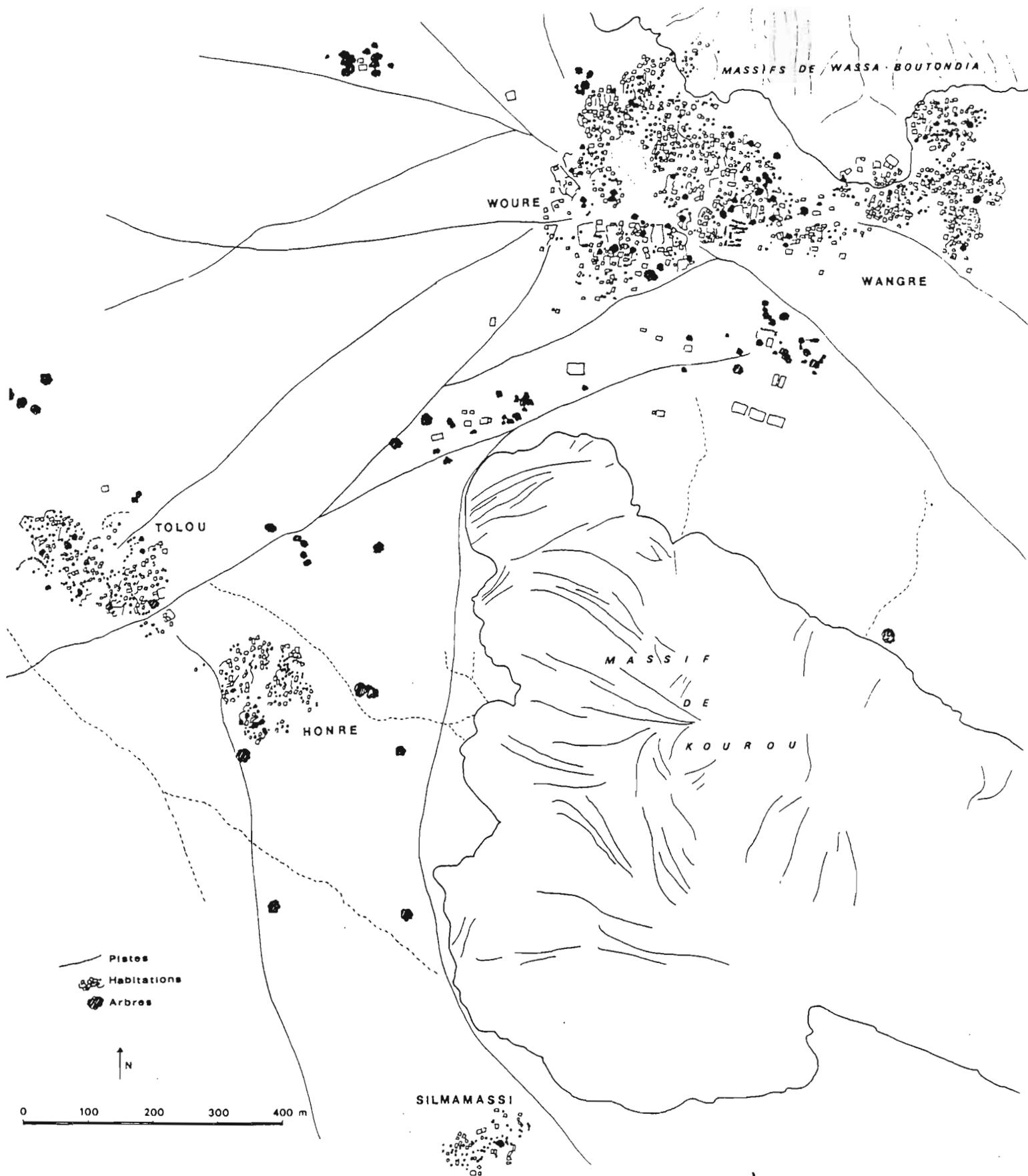
Honré et Silmamasi créés par la suite à partir de Tolou (dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle) restent néanmoins dans la mouvance du quartier des mystères. On y retrouve aujourd'hui à peu-près les mêmes composantes, ainsi que des groupes non *hifuba*, néanmoins alliés aux lignages responsables des sacrifices.

##### **IV. 3. 2. Au nord, les quartiers du pouvoir**

La constitution des quartiers de Wouré et Wangré est un peu plus tardive que celle de Tolou. Wouré a été fondé par les Songhay sous le règne de Honkouba. Le quartier voisin de Wangré a été créé une génération plus tard. Daogo et ses descendants fondent en effet Wangré, afin de se tenir, selon la coutume mossi, à l'écart de leurs "oncles" les

---

<sup>1</sup> En fait, Tolou ne devient réellement un quartier d'Aribinda qu'à partir du moment où Wouré est créé.



- Figure 17 : Les quartiers actuels d'Aribinda. -

chefs songhay. Cette dernière fondation donne le premier signal des rivalités internes à la chefferie.

Ces quartiers abritent la vie politique avec ses différents acteurs, princes, guerriers, commerçants, captifs et sujets. L'installation, à Wouré ou à Wangré, des différentes lignées mossi qui vont successivement prendre le pouvoir est à l'origine des conflits qui opposent pendant longtemps les deux quartiers : ceux-ci, lieux respectifs de résidence des candidats rivaux, deviennent tour à tour le lieu symbolique de la chefferie, avant que celle-ci ne revienne définitivement à Wouré.

La seconde vague mossi conduite par Dawendé s'installe quant à elle à Wouré, et y prend le pouvoir avec l'appui des hifuba. Morobani<sup>1</sup> est le premier chef de la dynastie qui en est issue, et cinq de ses frères lui succèdent.

Le transfert de la chefferie à l'autre branche mossi, descendante de Daogo, s'opère après le règne de ces six frères. Kielkwoye, avec l'appui des kesse songhay, devient le premier chef de cette nouvelle "dynastie". Etant originaire de Wangré, il est contraint de s'installer à Wouré où se trouve le *Lamordé*<sup>2</sup>, lieu symbolique de la chefferie.

A la mort de Kielkwoye, la chefferie revient tout naturellement à ses frères. Mais ceux-ci résident toujours à Wangré, qui est le quartier le plus prospère ; l'installation des commerçants Yarcé qu'avait fait venir Daogo n'y est probablement pas étrangère. Plus riche, Wangré récupère un pouvoir qui légitimement revient à Wouré ; la chefferie y restera localisée entre le règne de Barakwoye et celui de Yasi.

Les rivalités pour la conquête de la chefferie entre les deux quartiers du nord se donneront cours pendant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Leur retentissement amène à une profonde différenciation de chacun des quartiers du bourg, ce qui remet en question jusqu'au mode d'appropriation des terres.

#### IV. 4. LA GENESE DES DROITS SUR LA TERRE

La matérialisation des fonctions socio-politiques par quartier a pour corollaire une division territoriale des aires de culture situées à la

<sup>1</sup> Cf. la généalogie des chefs d'Aribinda, en annexe 3.

<sup>2</sup> Nom peul (fulfuldé) donné à la demeure du Karyo à Wouré. Une plaque aujourd'hui précise : "Palais royal".

périphérie du bourg. La résidence n'ouvre donc, en principe, droit à la terre que dans le secteur du quartier où elle se trouve.

Mais chacun des quartiers marque d'abord le lieu où ont abouti les itinéraires d'immigration ayant la même origine. Au cours des étapes de ces itinéraires, certains immigrants ont exploité des terres à titre de premiers occupants. Ils veulent continuer à se prévaloir de droits sur ces terres et entrent ainsi en conflit avec les résidents qui invoquent le nouveau droit né de la division territoriale précitée, et donc de son appartenance socio-politique.

#### IV. 4. 1. Anciens droits sur la terre

On retrouve à Aribinda les traces d'une ancienne appropriation de droits sur la terre.

Les premiers arrivants Werem, se sont octroyé des champs au nord d'Aribinda, dans des zones qui, qu'elles soient rattachées à Wouré ou à Wangré, correspondent aux tous premiers terrains mis en culture au moment de leur arrivée : ce sont des "lieux fondateurs" (Sola, Kamazangou, Kourousinga, Dobilé : cf. figure 19 *infra*). Ils revendiquent au nom des anciens chefs songhay leur droit à la terre dans ces zones. Ils remontent, pour se justifier, aux temps de leur établissement sur les dômes voisins, avant même la fondation du bourg. Les Lompo, anciens captifs des Werem, sont dans la même situation et cultivent quel que soit leur lieu de résidence dans les mêmes zones que les Werem.

Les Kura-Sitangam, aujourd'hui originaires de Wouré, exploitent une portion du territoire qui relève de Wangré, malgré les contestations des ressortissants de Wangré qui affirment sur Limpella un droit territorial fondé sur le partage entre quartiers<sup>1</sup>.

On observe d'autres exemples de cette territorialité ancienne à Tani et à Armo, exploités par les Tao lors de leur arrivée, ou encore à Lourou-Kolbaté-Daya, dont les limites recoupent une ancienne zone de culture des Koura-Saro.

Les Tiron, descendus du ciel sur Wassa, cultivent "depuis toujours" au piémont sud de ce dôme, à Damboulé où le champ de cette famille très décriée côtoie curieusement celui du Karyo. Par contre, ils n'ont

---

<sup>1</sup> L'on assiste d'ailleurs depuis peu à l'installation d'une famille Kura-Sitangam sur ses propres champs de Limpella ; il devenait en effet urgent, pour eux, d'occuper leur terrain aux droits de plus en plus menacés.

plus accès à leurs anciens champs situés au nord de Wassa, qui leur ont été repris par des ressortissants de Wouré. Ces droits territoriaux anciens semblent pouvoir être aliénés à la suite de l'interruption de la mise en culture, auquel cas c'est le droit nouveau du quartier qui entre alors en vigueur.

Le premier droit territorial acquis au fil des pérégrinations a donc évolué au fur et à mesure de l'accroissement de la population, et de sa répartition entre les quartiers. L'errance des premiers immigrants allait de pair avec un droit territorial indépendant de l'établissement final de ses détenteurs ; leur sédentarisation a figé ces droits dans un système foncier beaucoup plus localisé et rigide. Une grande partie des droits anciens a été effacée par le nouveau système : la validité de ceux qui subsistent est d'ailleurs de plus en plus menacée.

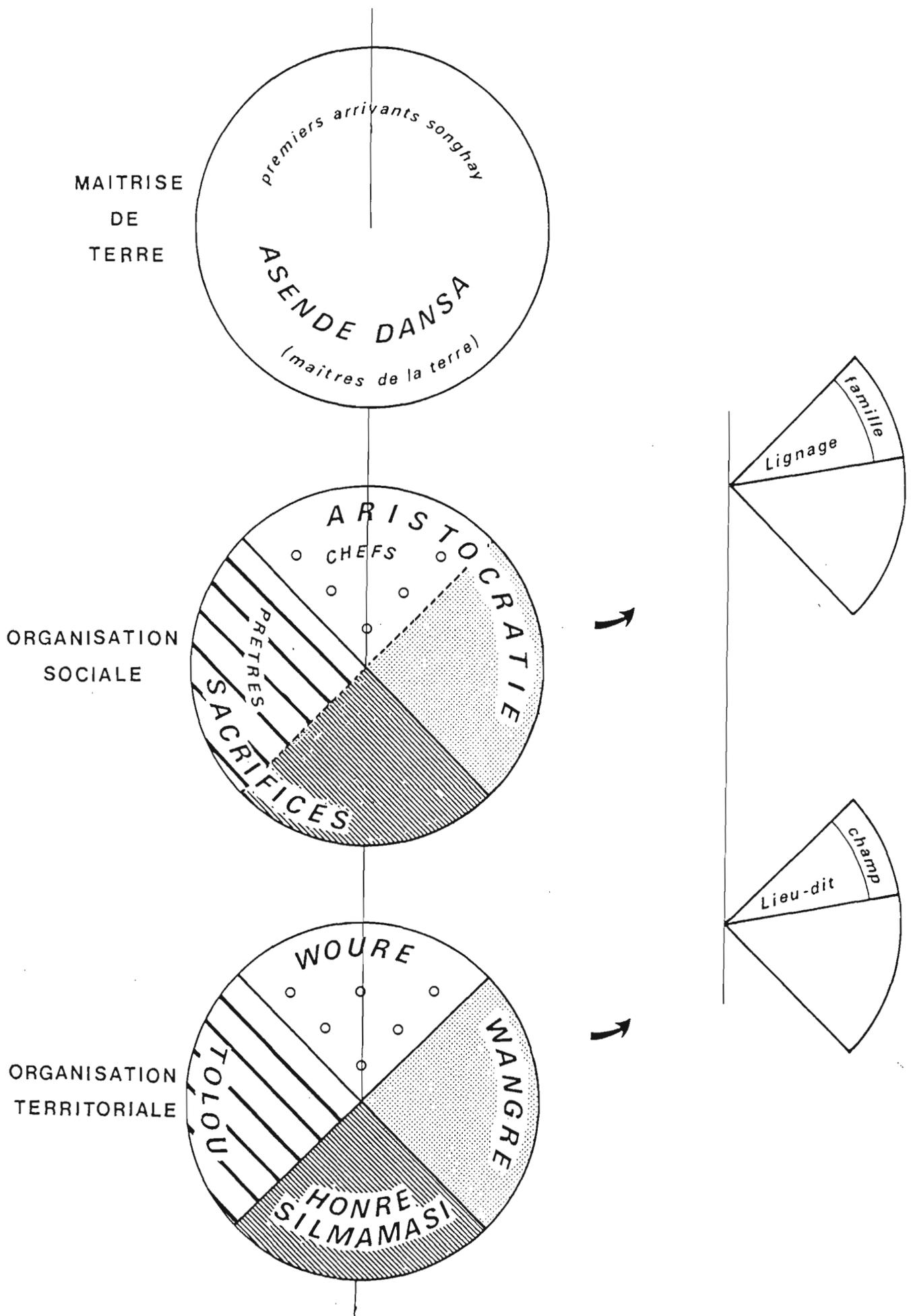
#### IV. 4. 2. Le nouveau droit foncier

Dans ce système foncier, le territoire n'est pas seulement perçu comme la simple juxtaposition des différentes aires réservées à chacun des quartiers. Il rend compte également pour les Kurumba de la hiérarchie des droits et des fonctions qui s'appliquent à la terre, illustrée par la figure 18. Au sommet du foncier qui touche à la "maîtrise de la terre", on trouve les premiers arrivants songhay. Ceux-ci, en concédant un droit d'installation, ne font que cautionner d'autres droits fonciers connexes. Le territoire est ainsi structuré jusque dans ses plus infimes parcelles.

Le défrichement d'une zone jusque là "vierge de toute exploitation" est à l'origine de la création d'un lieu-dit. Le premier défricheur et ses descendants jouissent dans la zone des droits inaliénables de *dansa*<sup>1</sup> ; ce terme peut être traduit par "doyen", ou "premier occupant". Il renvoie à un droit de fondation acquis par la hache sur toute une portion d'espace, qui inclut des champs, mais aussi, souvent, des zones vouées à des activités non agricoles : cueillette, chasse, etc. Ce droit se paie aux Kesse par un tribut en mil. Par ce premier défrichement le lieu-dit entre de façon définitive dans le patrimoine foncier du **lignage**.

---

<sup>1</sup> Littéralement "doyen de la maison". Il s'agit d'un terme kurumfé, contrairement au mot *kesse* qui est d'origine songhay.



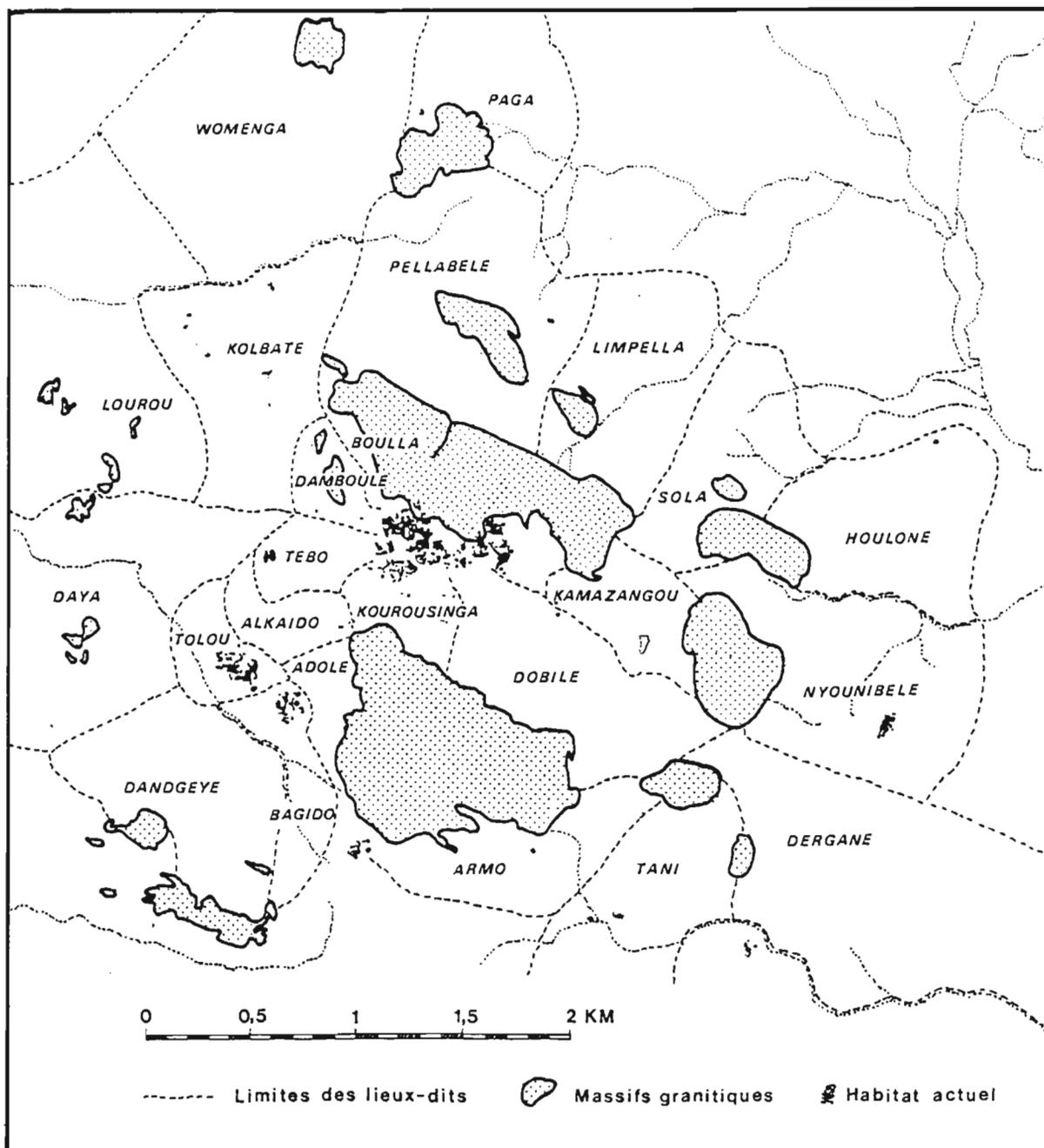
- Figure 18 : Organisation sociale et organisation territoriale. Les correspondances. -

Tous les exploitants ultérieurs qui s'installent dans le lieu-dit sont tenus d'obtenir l'accord du premier *dansa*, et de respecter la portion d'espace que celui-ci se réserve pour ses défrichements ultérieurs. Leur droit ne peut alors s'exercer que sur la seule parcelle qu'ils défrichent, et ils n'en sont que les *atige dansa*, "doyens du champ". Le changement d'échelle spatiale renvoie nettement à un changement de niveau de parenté : le lieu-dit est aux mains du lignage, mais les différents champs qui en dépendent sont aux mains de **familles**, et placés sous la responsabilité du chef de chacune d'elles. Par famille on entend l'ensemble des personnes qui vivent dans une résidence commune, la cour, et qui ont entre elles des relations de parenté proche ou d'alliance.

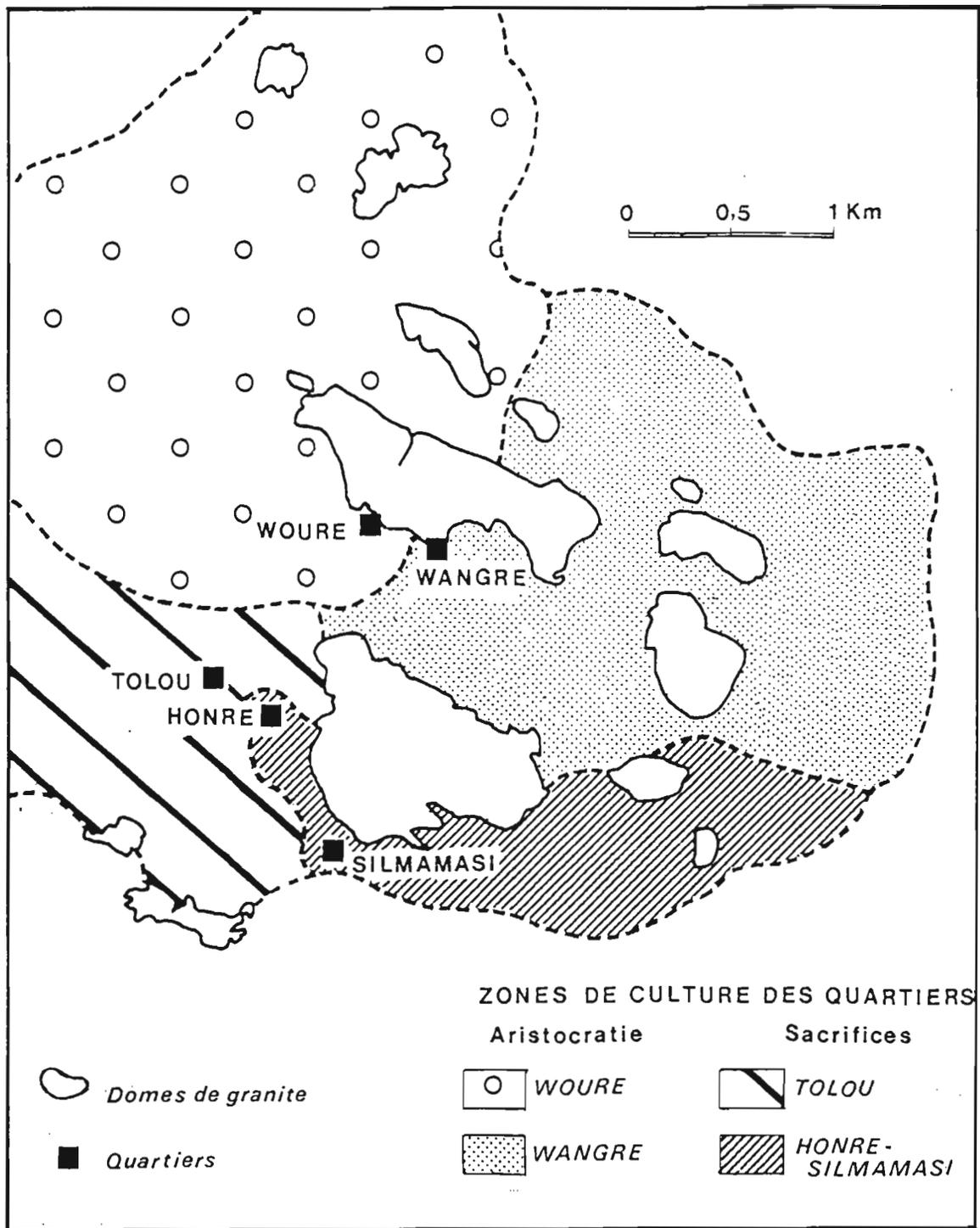
Les droits fonciers sont ainsi hiérarchisés, depuis le droit territorial des doyens, ou "maîtres de la terre" songhay sur l'ensemble de l'Aribinda (*asendé dansa*), jusqu'à celui des *atigé dansa* sur le champ. Reste enfin, pour mémoire, ce qui n'est qu'un droit d'usage : celui des *atige zendeba*. Ce sont littéralement des "demandeurs de champ" et des usufruitiers. En théorie, ce droit de culture peut être retiré à tout moment, même s'il est transmissible à l'intérieur de la famille. Il se paie par le versement d'un tribut à l'*atige dansa* prêteur du champ.

Le terroir d'Aribinda est divisé en un certain nombre de lieux-dits, qui sont autant d'unités foncières. Ces lieux-dits sont désignés par un nom ; ils ont des limites marquées par divers éléments du paysage : un rocher, un chemin, le lit d'un cours d'eau... Ils sont aussi le support d'une information détaillée : le nom du fondateur, aïeul des actuels *dansa* du lieu-dit, son origine par rapport à l'un des quartiers d'Aribinda, les circuits de transmission des droits sur la terre, tous ces renseignements sont connus des exploitants actuels, puisqu'ils valident leurs droits d'exploitation. Dans la plupart des cas, il est possible de reconstituer ainsi la mise en place du partage territorial. A Aribinda, il a été aisé de retracer les limites des lieux-dits (figure 19).

Le territoire relevant de chaque quartier correspond à la somme de plusieurs lieux-dits, couvrant un secteur d'espace rayonnant à partir du quartier lui-même jusqu'à la périphérie du terroir (figure 20), de telle sorte que tous les lieux-dits d'Aribinda relèvent d'un quartier bien déterminé. Par commodité, ces secteurs d'espace peuvent être nommés "faisceaux".



- Figure 19 : Les limites des lieux-dits du bourg d'Aribinda. -



- Figure 20 : Le partage territorial en fonction des quartiers à Aribinda. -

A compter de la mise en place du nouveau partage territorial, l'affectation de lieux de culture aux nouveaux immigrants intégrés à la société kurumba ne sera plus déterminée que par rapport au quartier d'installation. Aucun d'eux ne cultivera en dehors de son faisceau d'installation.

La transgression des droits territoriaux issus des quartiers n'est possible qu'à la suite d'un changement de résidence<sup>1</sup>, et entraîne un changement de statut : c'est le cas de certaines familles d'origine *hi'uba* exploitant des champs en dehors de la zone réservée aux quartiers des sacrifices. Tous ces agriculteurs qui résident actuellement à Wouré et à Wangré ont perdu leur statut d'*hi'uba* en changeant de quartier : en dehors de la référence aux droits anciens, toute transgression d'un faisceau à l'autre est a priori impossible.

#### **IV. 5. LES DERNIERS FLUX DE PEUPEMENT INTEGRES A LA SOCIETE**

Tous les premiers arrivants de l'Aribinda, on l'a vu, se sont identifiés comme "Kurumba". Cette qualification est le signe de l'accession à un statut dans la société du bourg. Les arrivants du XIX<sup>e</sup> siècle, qui étaient comme leurs prédécesseurs des réfugiés, ont été les derniers à acquérir le statut de Kurumba (cf. guide des principaux lignages Kurumba).

##### **IV. 5. 1. De nouveaux apports songhay**

Certains groupes songhay que l'on rencontre dans l'Aribinda ont emprunté pour leur migration des itinéraires identiques à ceux qui les ont précédés dans le nord du Burkina.

Deux grands axes de colonisation se dessinent, l'un en provenance du nord-ouest et de l'ouest, l'autre en provenance de l'est et du nord-est. Le premier flux, le plus important, en provenance de la région de Kiel-Filio et de Hombori, pourrait avoir été provoqué par les alliances matrimoniales qui assez tôt ont lié les chefferies de l'ouest à celle d'Aribinda.

---

<sup>1</sup> Ou du recours à un mode d'héritage particulier dont il sera question plus loin (cf. V. 6. 2.).

Comme les Kundaba, les Gandaba et les Wono se réclament de Kwobo et de Dessi dans le Hombori ; les Mazuba-Wuruba, ainsi que les Moru et certains Maega d'Aribinda, viennent de Kiel<sup>1</sup>. Certains Kiéni enfin, par opposition à d'autres qui sont des commerçants (Yarcé) d'origine Mossi, seraient également des Songhay originaires de la région de Hombori.

Le second flux nord et nord-est n'intéresse au XIX<sup>e</sup> siècle que peu de groupes songhay.

L'on ne retrouve guère que les Sihongo<sup>2</sup> qui proviennent d'Oursi, ainsi qu'une partie des Iba. Les autres Iba proviendraient de Dalla et de Zaran.

Ces migrations épuisent l'essentiel du peuplement en provenance du Songhay. D'autres lignages présents dans l'Aribinda, comme les Kura-Sitangam, se réclament aussi de Tendirma près de Tombouctou. Mais l'on ne connaît que peu de choses de leur itinéraire.

L'ensemble des récits de départ du Songhay pour le nord du Burkina se rattachent à des thèmes récurrents qui doivent peu de choses au hasard. On retrouve les identifications au Songhay à travers des événements ou des mythes déjà mentionnés.

Une autre cause couramment invoquée pour justifier la migration est celle du "chef très méchant".

Les Zareye se débarrassent de leur chef, ce qui entraîne la destruction de la chefferie de Zaran. Les Kiéni et les Wono-Gandaba fuient quant à eux le chef de Hombori. A Dalla, un autre "chef très méchant" provoque la ruine du village et la dispersion de ses habitants.

Ce thème de la méchanceté du chef paraît propre aux Songhay originaires de la région de Hombori, et semble s'appliquer indifféremment à divers épisodes de leur histoire.

Les groupes songhay qui parviennent dans l'Aribinda présentent une autre particularité notable : la plupart d'entre eux, comme l'ont fait les Werem, perdent le nom de Maega pour prendre un nom nouveau.

---

<sup>1</sup> Il ne faut pas confondre ces Maega, peu nombreux, avec les Mossi qui ont repris ce patronyme des actuels Werem. Quant aux Wono et aux Gandaba, ils représentent un seul et même lignage, forgeron à l'origine. Seuls les Gandaba sont encore forgerons dans l'Aribinda.

<sup>2</sup> Sihongo signifierait "hivernage" en more, mais les Sihongo se disent Kurumba, et originaires du "Gourma". Ils ne sont guère nombreux à Aribinda, et aucun statut particulier n'a pu leur être attaché.

C'est le cas des sacrificateurs Zina, dont le nom signifie en kurumfé "saison" ou "hivernage", des Wono et des Gandaba, des Kundaba, des Wurouba et Mazuba, des Moru et des Kura-Sitangam.

#### IV. 5. 2. De nouveaux apports kurumba et mossi

Les Kirgé, puis les Tao émigrant à Aribinda ont suscité eux aussi par la suite tout un flux de migration, constitué de lignages qui leur furent autrefois alliés, et qui exerçaient des fonctions diverses. En s'installant auprès de ces premiers arrivants Kurumba dans l'Aribinda, ces nouveaux venus héritent du statut de *hi'uba*, mais seulement parce qu'ils viennent du Yatenga.

De Tolou et de Ouindigi dans l'est-Yatenga, localités d'où sont originaires les Kirgé et les Tao, proviennent ainsi les Belem. De Bourzanga proviennent les Badini, les Zango et les Waida.

Après l'arrivée de Daogo et de Dawendé, les Mossi commencent à s'installer eux aussi à Aribinda. Il s'agit, d'une part, de familles alliées aux premiers arrivants, et d'autre part, de Yarcé, commerçants qui ont pour patronyme actuel Kiéni et Zoré<sup>1</sup>.

#### IV. 5. 3. Lignages originaires des franges sud-est de l'Aribinda

D'autres lignages étrangers aux trois premiers flux de migration viennent également au XIX<sup>e</sup> siècle chercher un refuge dans l'Aribinda à la suite, semble-t-il, des pressions exercées par "les Mossi" sur les régions limitrophes. Ce sont les Zéri, les Soulé et les Nawin en provenance d'une zone qui s'étend de Gorgadji à Pensa.

On se souvient que les Sulé disaient être "descendus du ciel" ; les deux autres lignages, s'ils ne revendiquent pas une telle origine, ont toutefois, quelques points communs avec eux. Leur langue d'origine est le Kurumfé et ils étaient *hi'uba*, fonction qu'ils ont perdu en s'établissant dans l'Aribinda.

---

<sup>1</sup> Les Kiéni ne sont pas originaires de Boulsa même. Dans leur devise sont cités divers lieux du pays mossi : "Mani, Gambaga, Kongoussi, Zounzo". Enfin il convient de citer les Béni et les Baro, dont les liens avec les Mossi sont confus.

Ces trois lignages, venus de lieux très proches, apparaissent comme une dernière composante kurumba, originaire des confins sud-est de l'Aribinda.

#### IV. 6. LA SOCIÉTÉ SYNCRETIQUE

En abandonnant leur système social et politique originel pour celui de l'Aribinda, déjà organisé autour de ses trois pôles de pouvoirs, chaque groupe de nouveaux arrivants est amené à se positionner par rapport à l'un des pouvoirs en place, ou plus exactement, en dépendance de l'un d'eux.

Tant bien que mal, chacun des groupes tente de retrouver dans le nouveau système une place qui, même si elle n'est pas équivalente, respecte son statut d'origine : par exemple, dans l'ensemble du groupe qui relève de Tolou, il est pris bien soin de distinguer entre les Tao *hifuba*, et les Tao nobles qui ne s'occupent pas des sacrifices. Mais cette construction syncrétique résulte de compromis : les anciens princes kurumba n'ont à aucun moment pu prétendre jouer un rôle dans la chefferie d'Aribinda.

En effet, le lignage des chefs d'Aribinda, même s'il se divise en plusieurs branches rivales, est définitivement localisé dans la descendance mossi-songhay (Kielkwoye). Les arrivants ultérieurs mossi ou songhay à Wouré et Wangré sont relégués au rang de sujets des chefs ; les arrivants kurumba sont rejetés à Tolou.

La composition du groupe *hifuba* est par conséquent la plus complexe.

En premier lieu, il inclut des groupes à l'origine ethnique différente : il est composé d'éléments d'origine songhay comme les Zina, ou Kurumba comme les Kirgé, d'autres sont descendus du ciel, la plupart viennent, plus simplement, du Yatenga.

En second lieu, les fonctions de chacun de ces lignages qui forment le "bloc" *hifuba* sont bien distinctes. Les Zina et les Kirgé seuls sont considérés comme les véritables "prêtres" de l'Aribinda ; les autres ont des fonctions annexes, comme la charge des masques (Tao) ou celle des Tambours (Zango), ou encore, n'ont qu'une fonction de "représentation" :

lors des grandes cérémonies précédant l'hivernage, la présence des responsables de tous les lignages *hifuba* est indispensable pour que soit remporté le "combat contre les ombres de l'est", tentant de compromettre les récoltes de la région.

Le groupe *hifuba* a procédé l'assimilation de nouveaux éléments au fur et à mesure de leur venue, ceux-ci héritant alors d'un fragment, de moins en moins important, de l'autorité religieuse. Cette division successive de responsabilité s'est à un moment donné interrompue : quelques lignages comme les Nawin ou les Zéri, responsables des sacrifices dans leur région d'origine, ne le sont plus dans l'Aribinda : ils arrivent trop tard pour qu'il leur revienne une part du "sacré"<sup>1</sup>.

#### IV. 7. UNE CHEFFERIE ISOLEE ET MENACEE

La constitution des émirats peul de Djibo à l'ouest, de Dori à l'est<sup>2</sup>, la menace que font peser au sud les Mossi, imposent à Aribinda des conditions d'existence difficiles : cette petite chefferie implantée sur la triple frontière du Djelgodji, du Liptako et du pays mossi<sup>3</sup>, souffre toujours de l'insécurité.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, au moment où se construit le système socio-politique de l'Aribinda, le dispositif Kel-Tamacheq achève de se mettre en place dans l'Oudalan (Barral 1977, 34). Les Touareg font peser une menace permanente sur les groupes sédentaires voisins : "La guerre, en milieu touareg, se déroule en toute saison et n'est pas liée à un calendrier agricole comme dans le monde soudanien... lorsque les Touareg portent la guerre en milieu sédentaire, ils peuvent surprendre leurs adversaires retenus sur leurs champs" (Bernus 1981, 86). Le rôle de réservoir de captifs que joue à ce moment-là l'Aribinda vis-à-vis du monde touareg est souligné par Barral (id., 38). Cette menace permanente rend plus précaire encore la situation des habitants d'Aribinda.

---

<sup>1</sup> Cela, parallèlement, peut être dû au fait que ces lignages, quoique Kurumba, ne proviennent pas du Yatenga.

<sup>2</sup> Respectivement dépendants des grands ensembles peul du Macina et du Sokoto.

<sup>3</sup> Plus précisément, des chefferies mossi du Boussouma et du Ratenga.

Si le danger touareg est le plus grand, les autres groupes voisins ne sont toutefois pas en reste : les Peul du Liptako, jusqu'à la moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, viendront mener des opérations de pillage dans l'Aribinda, emmenant hommes, bétail et grain. Les Mossi du Ratenga entreprennent à la même époque des expéditions guerrières contre cette petite chefferie particulièrement vulnérable.

L'histoire du bourg pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle reste assez obscure. Tout laisse à penser que les seuls événements notables étaient les incursions épisodiques de pillards, les problèmes posés par le paiement des tributs, et les querelles internes touchant à la succession des chefs.

C'est au moment où la succession des Karyo passe à une génération suivante que les problèmes se posent : faut-il choisir le nouveau chef à Wangré ou à Wouré ? Au moment de la succession de Yasi, la population des deux quartiers, soutenant ses candidats respectifs, est sur le point d'en venir aux armes. L'hostilité est telle entre Wouré et Wangré que les kesse, habituellement arbitres, sont eux-mêmes dépassés. Les groupes rivaux décident de porter l'affaire devant "Sékou"<sup>1</sup> qui se trouve à Djibo, et qui à ce moment-là prélève annuellement un tribut sur Aribinda.

Sékou tranche en faveur des représentants de Wouré et leur remet la chefferie. Cependant Birma, le candidat de Wouré, est désireux d'éviter les menaces de conflit que soulève cette décision très contestée : il accepte de remettre la chefferie au candidat de Wangré, à la condition que celui-ci vienne s'installer à Wouré : Saforma accepte de payer ce prix pour tenir le pouvoir. Mais par la suite, Saforma cherchera à faire revenir la chefferie, après sa mort, à son quartier d'origine, Wangré. Son projet d'empoisonner Birma, seul à même de lui succéder à Wouré, est éventé. Cette trahison permet à Birma de prendre le pouvoir. Wouré restera à la suite de cet épisode le siège définitif de la chefferie, et seuls les descendants de Kielkwoye pourront désormais en tenir la charge.

---

<sup>1</sup> Sékou est présenté comme un Peul régnant sur le Macina.

## CHAPITRE V

### L'INVESTISSEMENT DU PAYS ET LE RESEAU DES DROITS

Le règne de Birma, qui débute au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, inaugure pour Aribinda de profonds changements.

#### V. 1. L'EMERGENCE D'ARIBINDA

##### V. 1. 1. Conflits et alliances

Birma mène contre les Mossi du Ratenga alliés aux Peul du Djelgodji une guerre défensive, celle de Daya. Pour la première fois, la guerre se solde par la victoire écrasante des Kurumba, soutenus par leurs "alliés" songhay et touareg de l'Oudalan<sup>1</sup>.

Les armes à feu au temps de Birma étaient encore peu nombreuses. Il faut attendre le règne de Babana, son successeur, pour que l'Aribinda se dote massivement de fusils<sup>2</sup>. L'apparition des armes à feu semble être à l'origine d'une phase d'alliance avec les Touareg, "alors qu'avant les fusils, les Touareg dominaient Aribinda".

A la mort de Birma, des rivalités pour la succession du Karyo avaient opposé, une fois encore, Wouré et Wangré. A Wouré, Hama Tafa, trop jeune pour être Karyo, et craignant de voir la chefferie revenir au quartier rival, fit rechercher l'un des fils de Kielkwoye jusque dans le pays mossi où

---

<sup>1</sup> Les Touareg, en fait, prélevaient un tribut à Aribinda. Il était logique qu'ils aident les Kurumba, pour éviter qu'ils ne passent sous la domination des Mossi.

<sup>2</sup> "Il y eut une guerre entre les Peul du Macina et les gens de Hombori. Ces derniers anéantirent leurs adversaires et leur prirent de nombreux fusils, qu'ils vinrent ensuite vendre à Aribinda" (Abdulaye Maega, Wouré).

il avait été envoyé à la mort de son père. Ce fils, Babana, fut élu comme chef à Wouré.

Babana ne parlant que le moré, Hama lui servit d'interprète pour les affaires de la cour ; il se fit par la suite confier la perception du marché d'Aribinda, où le commerce commençait à prendre de l'importance. Hama grignota ainsi peu à peu les prérogatives de Babana, prélevant bientôt les taxes pour son propre compte, et finissant par usurper dans tous les domaines les fonctions du Karyo. Cela explique que Hama, personnage central de l'histoire d'Aribinda, soit souvent cité en lieu et place de Babana dans la succession des chefs.

Hama Tafa, détenteur du pouvoir réel, entreprit et dirigea la première guerre offensive de l'histoire de l'Aribinda. Sa cible fut le village peul de Boulolboye dans le Djelgodji. Les princes et les guerriers d'Aribinda, partis en nombre, anéantirent Boulolboye. Ce conflit victorieux fut l'occasion pour Aribinda de se procurer des captifs, main-d'oeuvre destinée surtout à l'agriculture.

Les guerres<sup>1</sup> permettent donc à Aribinda de s'imposer face aux pays voisins, et de s'assurer ainsi une relative sécurité ; elles favorisent simultanément l'essor des activités commerciales<sup>2</sup>. La guerre, comme le commerce, permet de rompre l'isolement du bourg.

### V. 1. 2. La prospérité

Ces guerres coïncident avec une période de prospérité pour l'Aribinda. Aucune disette, aucune épidémie n'est alors mentionnée. Cette situation faste contraste avec celle des régions voisines, durement touchées par le déficit vivrier. Marchal (1979, 117) mentionne notamment la période déficitaire de 1879-1884 pour le pays mossi ; pour Schove (1977, 41-43), la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle est marquée par plusieurs années de sécheresse dans le Sahel. Dans l'ouest du Niger (Gado 1985), cette période est connue pour ses sécheresses sévères.

---

<sup>1</sup> La guerre de Boulolboye n'est pas la seule qu'ait conduit Hama. Peu de temps après, enhardi par sa victoire, il se prépare à aller combattre le village de Oulo dans le Liptako. Mais cette seconde tentative est un échec. Hama est trahi par un rival et les troupes d'Aribinda sont défaites.

<sup>2</sup> Le marché d'Aribinda commence en effet à connaître un développement important sous Hama ; y transitent du sel, des étoffes, de la noix de cola, et aussi des captifs, auxquels un emplacement précis du marché est réservé.

C'est paradoxalement une situation assez bonne, dans un contexte sahélien quant à lui bien moins favorable, qui caractérise l'Aribinda dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle. La réputation de "grenier à mil" qu'acquiert la région pour les Mossi remonte sans doute à ces décennies. Il n'est pas exclu que la présence à Aribinda de certains captifs<sup>1</sup> témoigne d'échanges, contre des céréales, avec les groupes mossi du sud.

Cette prospérité se prolongera jusqu'au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Toutes ces circonstances favorables amènent Aribinda à s'intéresser au large territoire qui l'entoure et qui se trouve complètement vide. Il a maintenant les moyens de le mettre en valeur en procédant à la colonisation agricole.

## **V. 2. LES FACTEURS DE L'EXPANSION DANS LE PAYS**

Divers facteurs tant endogènes qu'exogènes, qui se chevauchent plus ou moins, concourent à cette expansion.

### **V. 2. 1. Les captifs**

Les guerres victorieuses, et le commerce, ont procuré cette main-d'œuvre servile.

Pour quelques nobles qui se sont illustrés lors des combats, les guerres sont l'occasion de se doter de captifs en nombre suffisant pour constituer une petite troupe capable de partir ouvrir des champs hors de la protection du bourg.

Un informateur<sup>2</sup> donne une description de la manière dont étaient exploitées ces premières zones de culture situées hors d'Aribinda : "Les nobles seuls disposaient de suffisamment de captifs pour pouvoir cultiver au loin".

Mutumani, fils de Karyo Saforma, expédie ainsi ses captifs cultiver au nord, près du massif de Pem Pella. Hamadi Yasi, petit-fils de Karyo Kielkwoye, envoie ses captifs à l'ouest, dans la zone de Yalanga. De même, des captifs sont expédiés à Kiba à l'est pour le temps des cultures.

---

<sup>1</sup> Notamment des "Gourounsi" (?) et des Gurmanché, en sus des Rimaibé (captifs de Peul).

<sup>2</sup> Usmane Maega, Nyanké Debéré.

Ces brèves expéditions qui ont cours sous le règne de Birma ne sont cependant pas significatives d'un changement radical des conditions de la sécurité.

On ne s'aventurait hors d'Aribinda que pendant la journée ; les chevaux restaient sellés, et les fusils chargés. Les chefs patrouillaient autour des champs où travaillaient les captifs pour prévenir les éventuelles attaques. A la récolte, pas un seul épi de mil ne restait sur place. Tout était ramené à Aribinda. Ce que l'on craignait alors, c'étaient les ennemis, qui se déplaçaient en petites troupes, et les fauves". Ces expéditions se font par la suite de plus en plus courantes.

Vers la fin du règne de Birma, de petits groupes originaires des quartiers du sud, pourtant moins nantis en captifs, et moins bien organisés que les princes, commencent eux aussi à rechercher de nouvelles terres de culture.

#### **V. 2. 2. La congestion foncière et les premières exploitations hors du bourg**

Lorsque Birma arrive au pouvoir, il semble déjà ne plus subsister que peu de zones non exploitées dans les environs immédiats d'Aribinda : c'est à son règne que remonte officiellement la mise en culture de Paga, Lourou, et Houloné (figure 19 *supra*). Avec ces trois lieux-dits, Aribinda atteint les limites des surfaces sableuses qui entourent les dômes, et l'espace cultivé peut alors être évalué à 1.000 - 1.500 ha. Au-delà, il faut franchir la "brousse" inculte de Koussa au nord pour revenir sur les cordons dunaires proches de Wilao, l'un des premiers lieux de culture des Songhay dans la région.

Si les expéditions hors du bourg ne sont, vers la fin du règne de Birma, que de courte durée, quelques hameaux sont néanmoins créés dans la région. Il ne s'agit encore que de campements saisonniers, destinés à abriter les agriculteurs pour le temps des cultures.

Un changement important intervient sous le règne de Babana : les quelques zones de culture où les agriculteurs ne se rendaient jusqu'alors que pour le temps d'une saison agricole, accueillent les premiers villages permanents.

### V. 2. 3. Les exclusions du bourg

Elles tiennent à des causes politiques ou foncières.

#### *Le départ des prétendants évincés vers le nord et nord-est*

Les premiers fondateurs de village ont été les princes d'une branche évincée de la chefferie et leurs partisans. Ils commencent à investir, à partir de Wouré et de Wangré, les faisceaux territoriaux de leur quartier (figures 21 et 22).

Après la trahison de Saforma, ses descendants définitivement exclus du pouvoir sont les premiers à partir avec leurs captifs cultiver à Pem. Hamadi Yasi, qui lui aussi échoue dans son projet de supprimer Hama<sup>1</sup>, part ouvrir des champs à Yalanga. Ecarté de la succession à la mort de son père Birma, Subabé quitte Wouré et fonde le village d'Arra.

Ce processus presque systématique, qui conduit de la perte du pouvoir à la fondation d'un village, restera longtemps un mécanisme essentiel de la colonisation agricole.

A la mort de Babana en 1901, Abi Tafa est nommé Karyo. Les descendants de Babana et de Hama quittent le bourg pour s'installer dans leurs propres villages. A la mort d'Abi Tafa, ses enfants partent à leur tour.

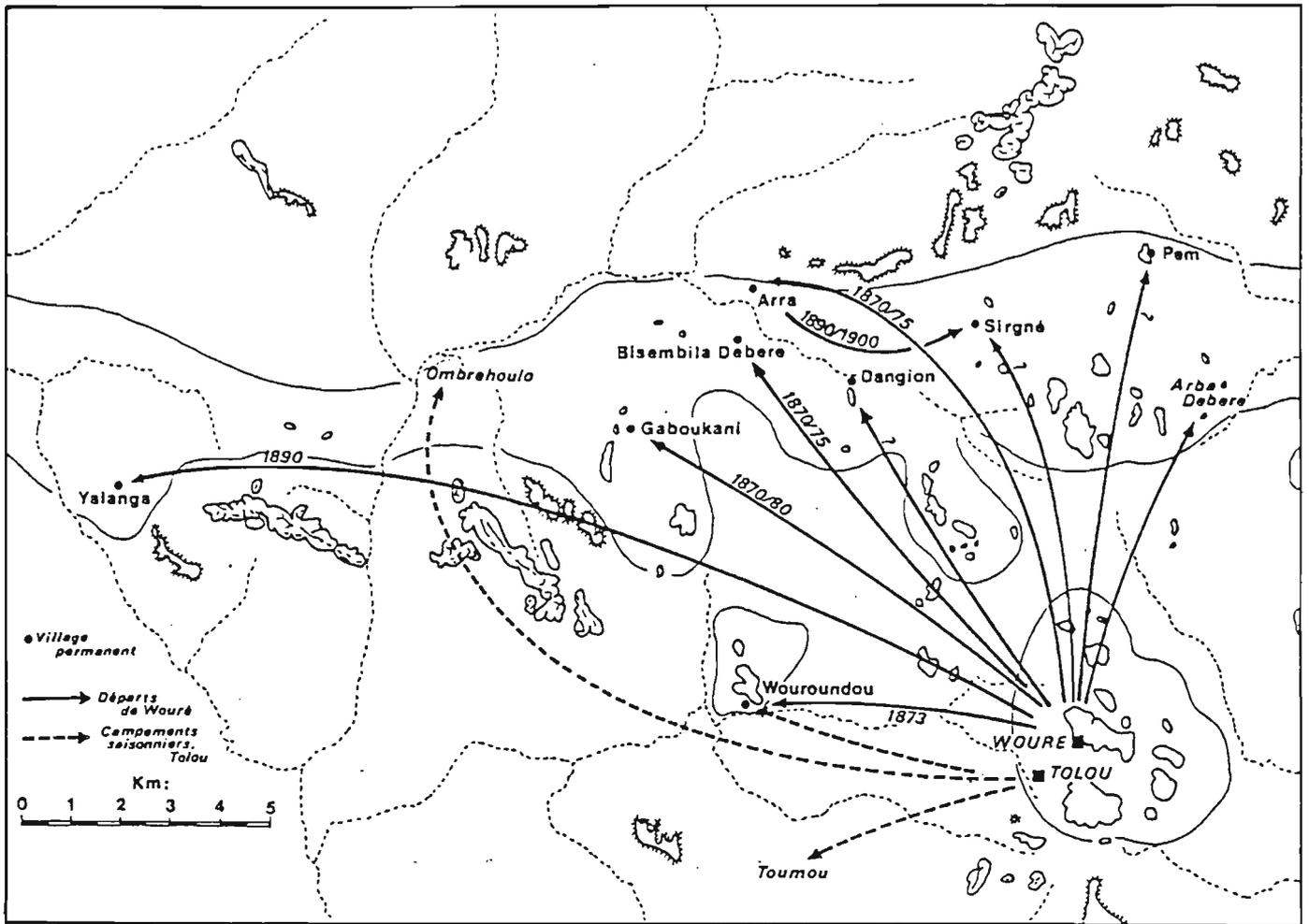
La généalogie des Karyo trouve sa traduction géographique, comme l'illustre la figure 23.

Dans les années 1870/80, les nobles sont encore les seuls à disposer, grâce aux guerres et à leur butin, et sans doute grâce au commerce, des captifs indispensables à la culture et à la défense. Pem, Arra, Yalanga, lieux-dits cultivés depuis le règne de Birma, accueillent des villages permanents dès le règne de Babana. Ces villages ne peuvent être fondés que grâce à de forts contingents de captifs toujours prêts à poser la houe pour combattre d'éventuels assaillants, et qui servent trois princes connus pour s'être distingués au cours des guerres.

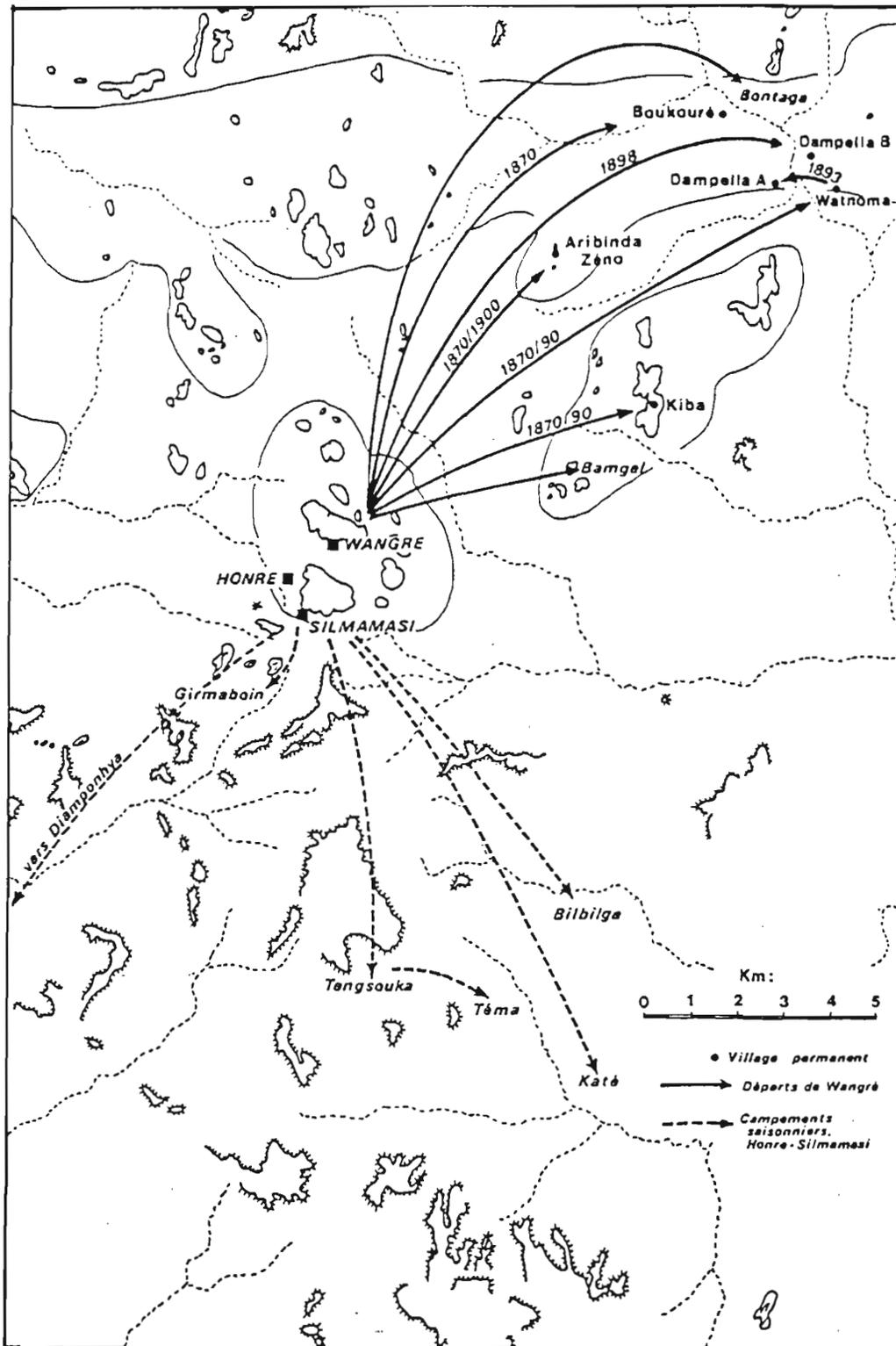
Sur tout le cordon nord, les captifs constituent la pièce maîtresse du mouvement de colonisation agricole depuis Wangré et Wouré. Les

---

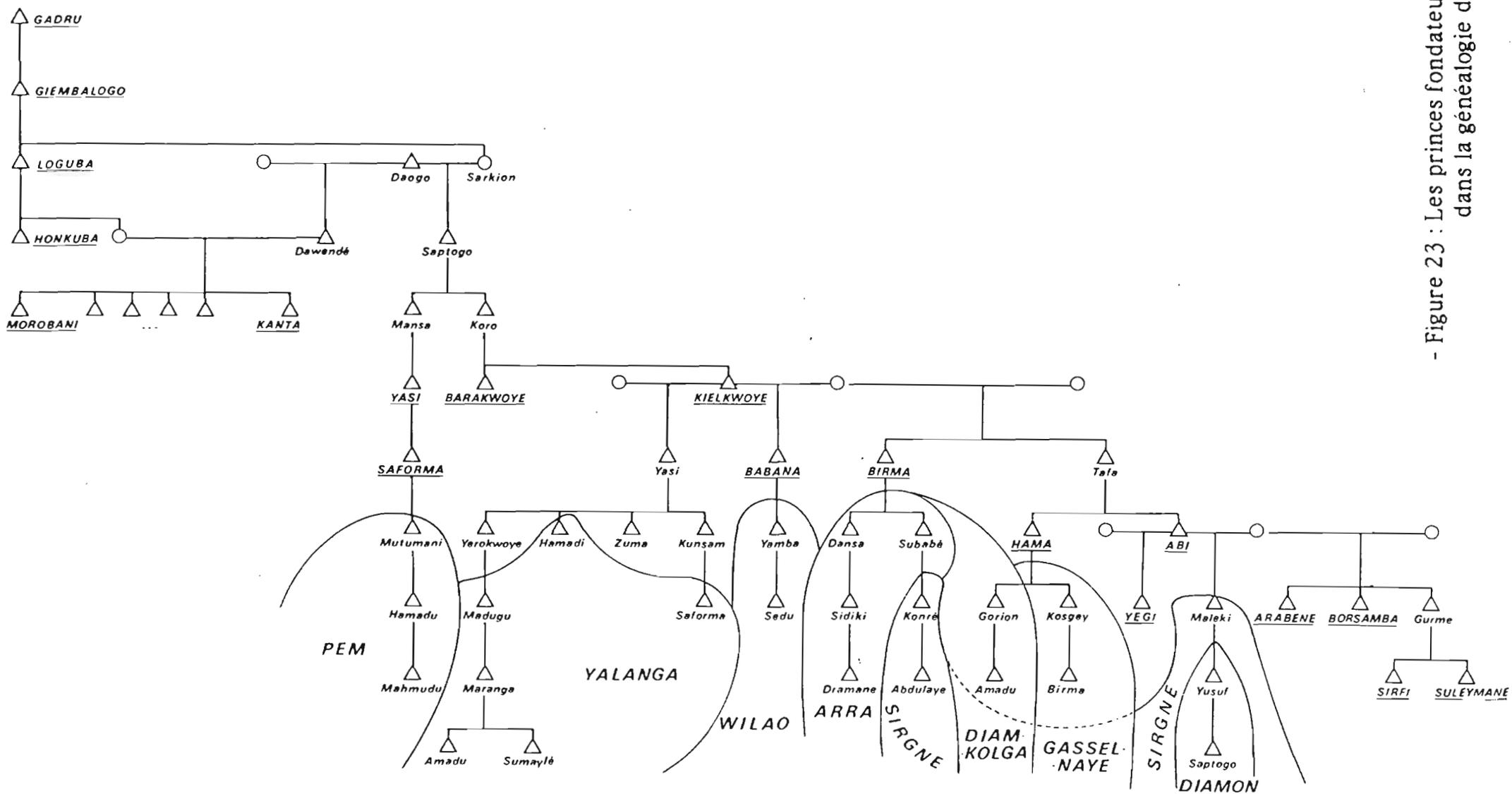
<sup>1</sup> Au cours de la guerre de Oulo. Voir note 1 p. 111.



- Figure 21 : Les départs de Wouré et de Tolou entre 1870/80 et 1900 (règne de Babana - Hama Tafa). -



- Figure 22 : Les départs de Wangré, Honré et Silmamasi entre 1870 et 1900 (règne de Babana - Hama Tafa). -



- Figure 23 : Les princes fondateurs de village dans la généalogie des chefs. -

patronymes indicateurs d'un statut servile<sup>1</sup> sont encore, actuellement, concentrés de manière symptomatique sur ce cordon.

Certains établissements fondés à cette période à partir des deux quartiers du nord jouent un important rôle d'avant-garde, et sont implantés sur des positions stratégiques par rapport à l'Oudalan ou au Djelgodji. Ainsi voit-on Hama Tafa lui-même s'installer pour le temps des cultures à Aribinda Zéno<sup>2</sup>, au nord-ouest de la bourgade, pour de là "voir venir les attaques des Touareg".

Mais les premiers établissements créés en dehors d'Aribinda répondent surtout au souci des princes de se constituer un fief où ils pourront exercer leur autorité de manière relativement indépendante. Ils accaparent alors, en dehors d'Aribinda, les terres les plus recherchées pour l'agriculture, les terres légères à mil. En se réservant les cordons dunaires septentrionaux, ils sont les premiers à mettre en place une nouvelle partition de la région toute entière.

#### *Les départs des groupes marginalisés vers le sud et l'ouest*

Peu après les nobles, d'autres groupes commencent à leur tour à s'organiser et à se lancer dans une aventure comparable. Les guerres et le commerce aidant, les princes ne sont plus les seuls à avoir la capacité de fonder de nouveaux villages. Ainsi les ressortissants de l'ancienne chefferie de Dalla repartent coloniser leur ancien territoire de l'ouest, afin de s'émanciper de la tutelle de leurs anciens vainqueurs. Ce sont aussi les guerriers des princes, pour lesquels la guerre a été le moyen de se procurer quelques captifs, qui se lancent dans la colonisation agricole. Et enfin, sous l'effet de la saturation de l'ancien terroir, les groupes *hifuba* les plus mal placés dans l'ordre des sacrifices commencent également à éprouver la nécessité de sortir d'Aribinda.

Le manque de terres est en effet crucial chez les *hifuba*. Le quartier de Tolou, sous la pression de nouveaux arrivants, s'est scindé et s'est débarrassé de quelques familles (non-*hifuba* ou islamisées) en les repoussant dans le nouveau quartier de Honré. Les habitants de Honré, exclus des terres du secteur de Tolou, mettent en culture quelques-uns des ensablements qui s'étendent au pied des nombreuses cuirasses du sud, s'aventurant parfois jusqu'à Téma, Katé et Bilbilga.

<sup>1</sup> Tels que Lompo, Triba, Tambura, Ubri, Iba.

<sup>2</sup> C'est-à-dire "Aribinda ancien" ; Aribinda Zéno est proche de Bouléli-Boukouré, premier lieu d'installation des Songhay dans l'Aribinda.

Moins bien armés, moins bien organisés que les princes, ils se limitent au début à une prudente exploitation saisonnière depuis le bourg.

Parmi ceux qui quittent les quartiers du sud durant cette période, l'on ne trouve donc aucun membre des lignages principaux du monde des sacrifices, comme les Kirgé ou les Zina, les mieux lotis pour l'exploitation des terres d'Aribinda où ils jouissent des droits les plus anciens.

Silmamasi et Honré sont évidemment les plus touchés par ces départs, qui s'effectuent en direction du sud et du sud-est (figure 22). Les lignages d'importance secondaire de Tolou se réservent quant à eux l'ouest et le nord-ouest (figure 21).

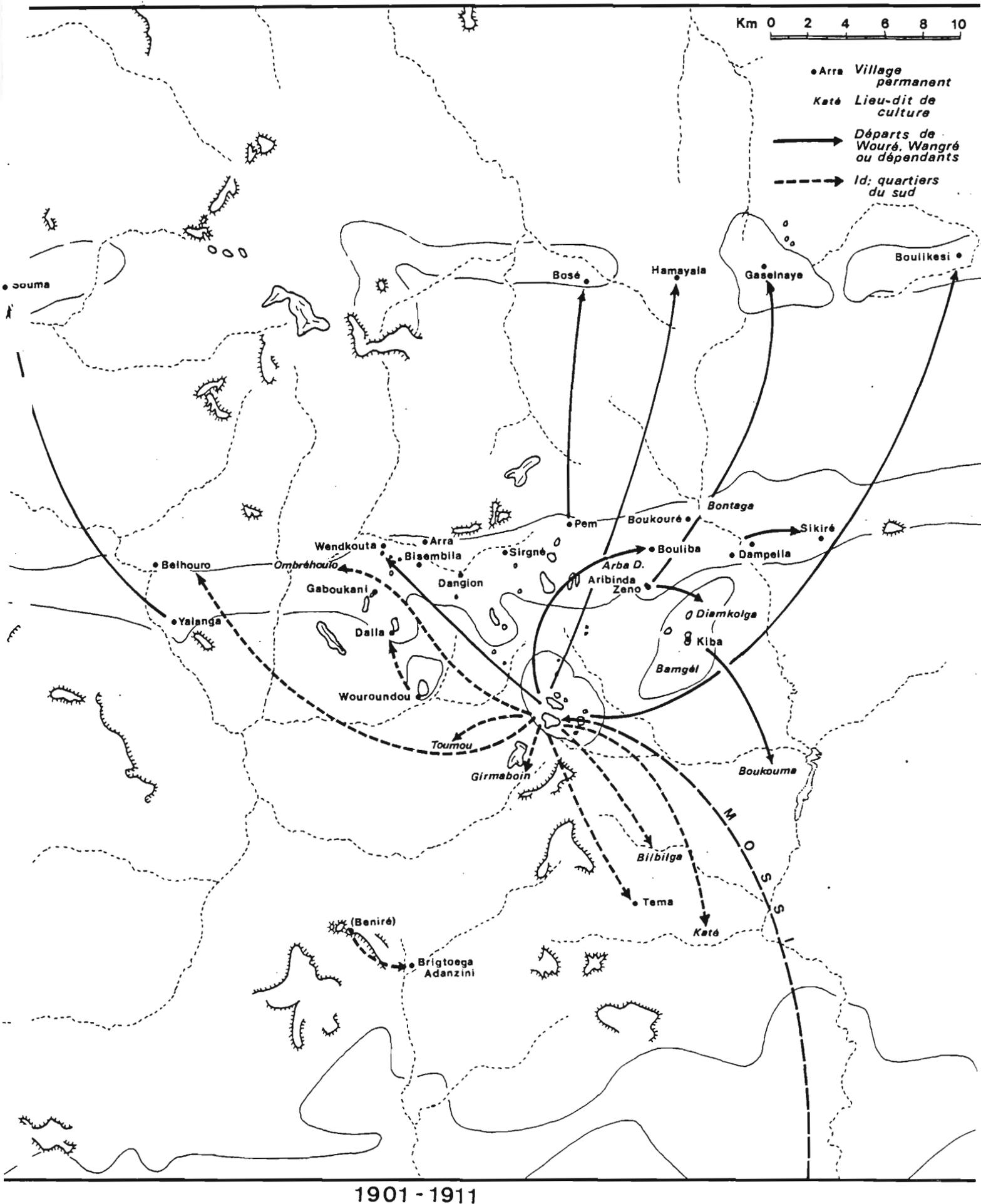
#### V. 2. 4. Le retour des famines

*Kitanga* ou *Hamkisi*, la "grande famine" dévastatrice, encore présente de nos jours dans les mémoires, décime à peu-près 20 % de la population du Yatenga. Dans l'Aribinda, s'il est difficile de chiffrer ses conséquences, la plus tangible est un mouvement généralisé de départs. La réapparition des famines incite en effet certains agriculteurs à tenter leur chance dans des zones encore peu cultivées. Tout cela concourt à relancer la colonisation agricole, au nord comme au sud (figure 24).

Tous les établissements du nord sont grossis de cultivateurs venus d'Aribinda ; l'on assiste à un véritable éparpillement des populations encore concentrées au bourg, qui vont alimenter les villages existants, ou fonder de nouveaux établissements sur de précédentes zones de culture.

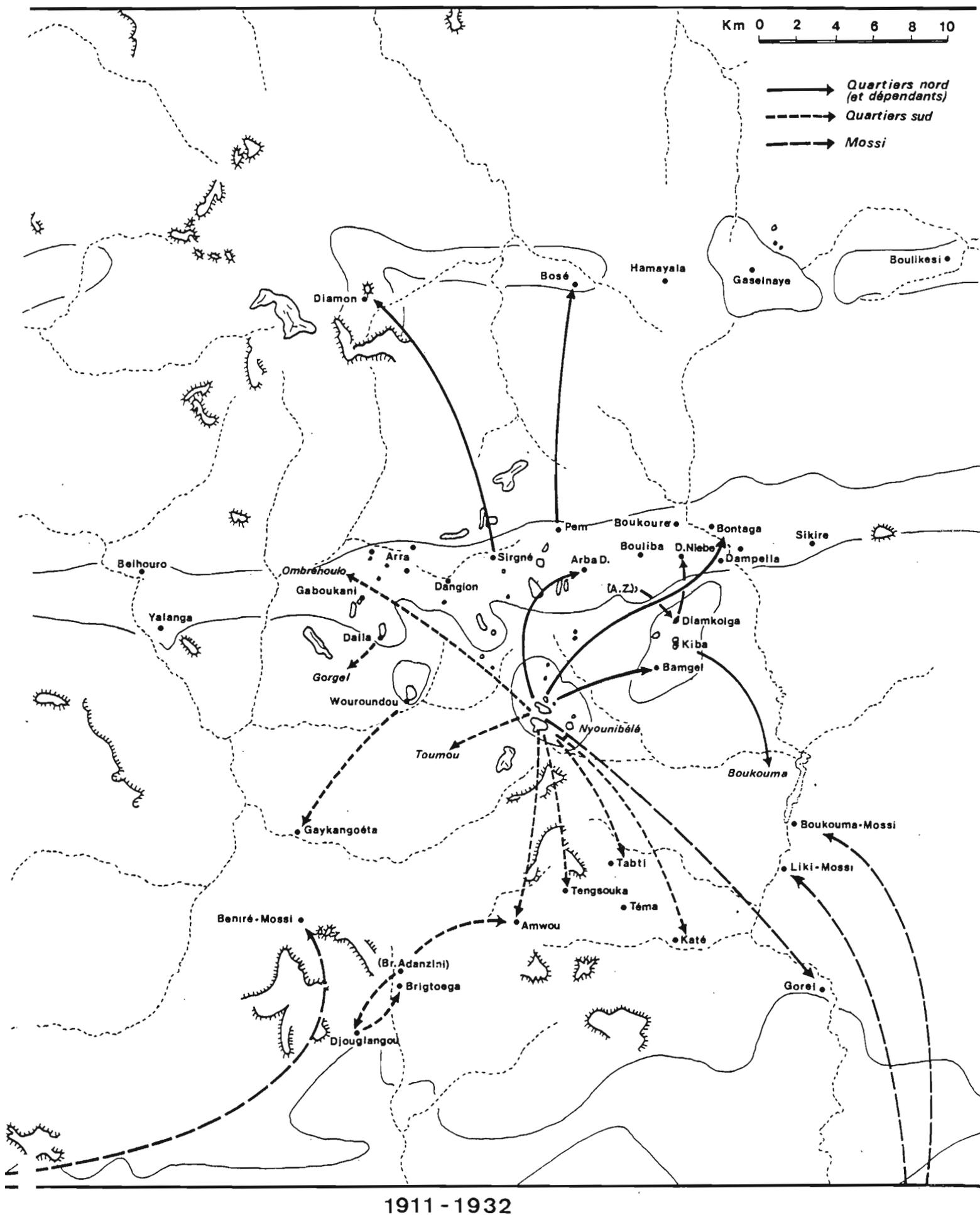
Au sud, la famine est également décisive pour la colonisation agricole. La première exploitation de très nombreux lieux-dits de culture remonte à cette époque. La famine disperse tous les groupes humains dans l'espace de la région.

En 1931, survient une nouvelle famine. Mais celle-ci n'a pas pour conséquence un mouvement de création de villages comparable à celui qu'avait entraîné *Hamkisi* : quoique importante, elle n'a pas la même ampleur. Les établissements existants accueillent le trop-plein d'agriculteurs quittant les zones engorgées. Seuls quelques hameaux épars sont fondés (figure 25).



1901 - 1911

- Figure 24 : Fondations de villages entre 1901 et 1911 (règne d'Abi Tafa). -



- Figure 25 : Fondations de villages entre 1911 et 1932  
 (règne d'Arabéné). -

Quant à la sécheresse de 1972-73, elle aura pour seul effet d'accélérer le défrichement des zones périphériques des villages. L'occupation de la région est en effet "achevée" à cette date (figure 26).

### **V. 2. 5. Le choc de la colonisation française**

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la colonisation française a pour première conséquence la consolidation de la sécurité. Elle permet à de nouveaux établissements de s'implanter bien au-delà des zones jusqu'alors contrôlées par les princes. Malgré le danger que font toujours peser les Touareg, quelques groupes commencent à s'installer de manière permanente à l'écart des grandes zones villageoises.

En 1916, un autre événement, la défaite des Touareg par les troupes françaises à la bataille de Yomboli, va à son tour permettre la création de nouveaux établissements permanents en des lieux éloignés.

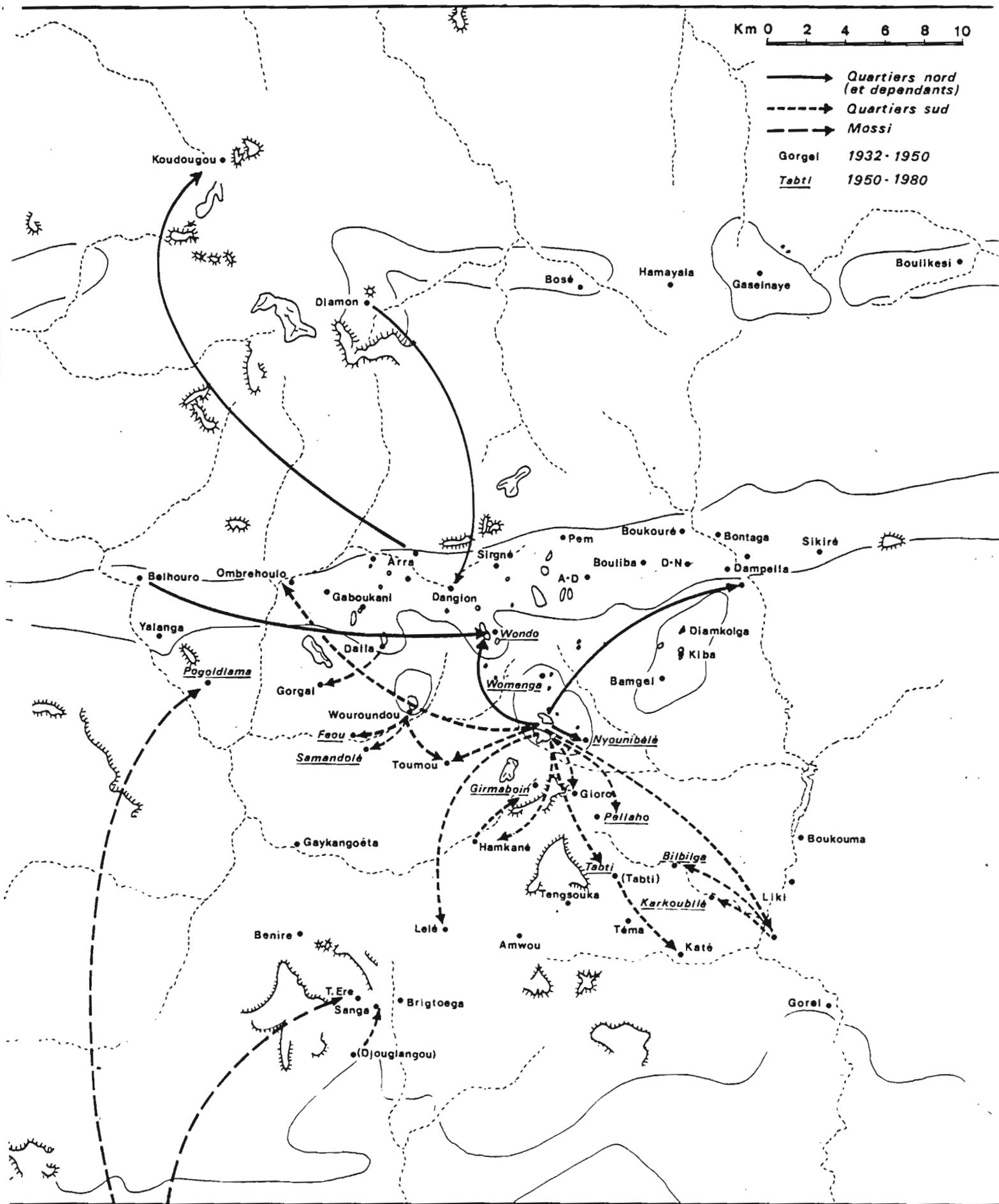
Cet épisode permit, par ailleurs, de résoudre un certain nombre de dissensions internes à la chefferie. Tous les opposants au Karyo en titre avaient contracté une alliance avec les Touareg pour tenter de le renverser. Cette alliance incita Arabéné à se ranger du côté des Français et à solliciter leur aide. A la suite de la défaite touareg, tous les rebelles furent déportés.

La fin des razzias touareg marque le début d'une ère de paix pour Aribinda. Des établissements durables sont enfin créés dans le sud (figure 25).

La seconde conséquence du fait colonial français est la libération des captifs, du fait de l'abolition du statut servile. Elle amène certains d'entre eux à quitter, avec toute leur famille, les villages où ils étaient jusqu'alors cantonnés, pour de nouveaux territoires. En corollaire, les princes, dépossédés de leur main-d'oeuvre, se convertissent peu à peu aux tâches agricoles.

### **V. 2. 6. L'arrivée des "étrangers"**

Les arrivants du XX<sup>e</sup> siècle restent des étrangers à la société kurumba, soit parce que, du fait de leur genre de vie - pastoral - ils ne peuvent envisager l'intégration, soit parce que, Mossi, ils se posent en



1932-1980

- Figure 26 : Fondations de villages entre 1932 et 1980 (règnes de Borsamba à Souleymane). -

concurrents directs des villageois sédentaires pour l'occupation des terres.

### *Les pasteurs*

La guerre de Boulolboye avait été à l'origine des premières arrivées d'un nouveau type d'immigrants, les pasteurs peul : les Sillubé et quelques Djelgobé s'établirent alors à Aribinda. La peste bovine, comme celle de 1891, dont la diffusion est d'ailleurs favorisée par le développement des routes commerciales, a également pour effet de conduire dans l'Aribinda plusieurs groupes d'éleveurs fuyant les régions les plus infestées.

Le début du XX<sup>e</sup> siècle correspond à une phase de liberté qui entraîne un renouveau de l'immigration. Les éleveurs en provenance du Djelgodji (Djelgobé) viennent régulièrement s'implanter dans l'Aribinda. Il s'agit essentiellement d'une migration d'émancipation de groupes de condition inférieure ou servile. Ils s'établissent près des établissements kurumba, surtout sur les cordons dunaires, et parfois dans le sud. Par ailleurs, la défaite des Touareg à Yomboli a été l'occasion décisive pour les Bella de s'émanciper de la tutelle de leurs anciens maîtres ; les grandes vagues d'arrivée Bella dans l'Aribinda remontent à cette période.

Chaque crise climatique entraîne des arrivées de pasteurs : celles de Djelgobé à partir de 1912 et surtout 1931, et celles de Gaobé depuis la sécheresse de 1972-1973.

Enfin, dans le Djelgodji au début des années 1930, les parcours des Peul sont considérablement réduits par une forte poussée agricole dûe à l'immigration mossi. Ce processus que décrit Barral (1977, 51) aurait entraîné le départ vers le nord-est d'une partie des Peul, optant pour le maintien du nomadisme pastoral. Ces Peul migrent aussi pour échapper aux contraintes de l'administration coloniale.

Toutefois il semble que le maintien du nomadisme ait été de courte durée pour ceux d'entre eux qui sont parvenus dans l'Aribinda. Ils se sont partiellement convertis à l'agriculture, et ont adopté un genre de vie mixte.

L'arrivée massive des pasteurs dans l'Aribinda y est à l'origine d'un important développement de l'élevage bovin. Cet événement majeur influence les comportements agricoles et le bétail, jusqu'alors réservé aux nobles, commence à devenir un bien accessible à beaucoup.

### *Les Mossi*

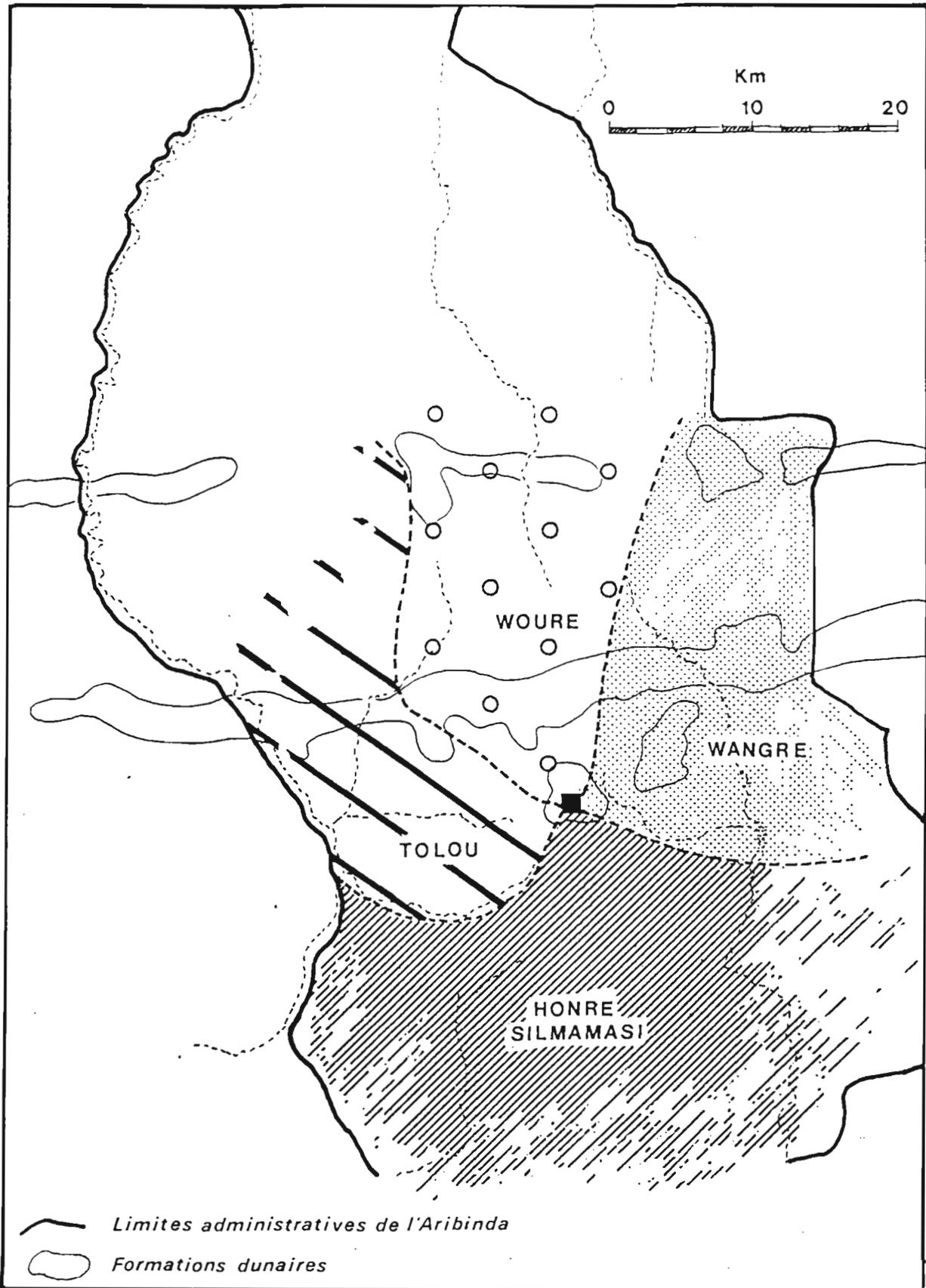
Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, plus spécialement à partir des années 1920, des immigrants mossi, venant du Yatenga et des franges sud du pays, commencent à s'établir dans tout le sud de l'Aribinda et l'ouest de la région. Cette immigration considérable est en grande partie causée par l'absence dans l'Aribinda de recrutements pour les grands travaux coloniaux, et par la légèreté de l'impôt de capitation. Les Mossi semblent avoir eu une grande facilité à s'établir dans l'Aribinda. Arabéné, taxé de laxisme par l'administration coloniale française, a en effet la réputation d'être favorable à ces installations.

Pendant les quelques décennies d'affluence mossi, et surtout à partir des années 30, l'occupation de la zone sud de l'Aribinda connaît un essor très important, qui est le fait autant des immigrants eux-mêmes, que celui des Kurumba. Cette course à l'espace qu'a connu le sud a été génératrice d'un accroissement spectaculaire des surfaces cultivées. Toutefois, après 1950, le mouvement d'immigration mossi s'est ralenti, voire arrêté.

### **V. 3. LE PARTAGE TERRITORIAL**

Les faisceaux distinguant, selon les quartiers, les espaces de résidence et de culture du bourg, ont été progressivement étendus à la région toute entière et constituent la règle fondamentale du partage territorial schématiquement représenté sur la figure 27.

Cependant, alors que d'anciennes qualifications, "Karyo, Dallyo, Sorayo, Honreyo, Pelhoutéyo", c'est-à-dire chefs de Karu (d'Aribinda), de Dalla, de Sora, d'Honré, de Pelhouté, paraissent avoir défini autant d'aires territoriales aujourd'hui caduques, d'anciens droits sur la terre, acquis avant même la fondation du bourg, sont encore pris en compte et opèrent en transgression de la règle du partage territorial.



- Figure 27 : Les faisceaux issus des quartiers étendus à la région. -

### V. 3. 1. L'origine des premiers partages

Des informations, peu nombreuses mais explicites, permettent de penser que la division territoriale a vu le jour avant même l'investissement des faisceaux à des fins agricoles. La chasse en effet semble être la première activité qui se soit inscrite dans cette partition de l'espace. Dans les règles de la chasse à l'éléphant, la battue était conduite de façon collective par les habitants d'Aribinda. Mais seul l'endroit où tombait l'animal permettait de définir à quel quartier du bourg reviendrait la carcasse : celle-ci revenait au Karyo si l'éléphant était tué au nord, aux *hifuba* s'il était tué à l'ouest<sup>1</sup>... Cette activité avait cours dans les temps précoloniaux, alors même que la colonisation agricole n'avait pas encore commencé, ou n'en était qu'à ses tout débuts. Il n'est ainsi pas exclu que la mise en place des secteurs ait vu le jour non pas avec l'agriculture, mais, peut-être plus logiquement, avec les pratiques de la chasse, alors que l'agriculture était encore limitée au site de la bourgade. Cela expliquerait par ailleurs le passage de la territorialité "mouvante" des premiers temps de l'histoire, définie par les itinéraires des migrations, à la division rigide en faisceaux née de la sédentarisation et du développement enfin possible de l'agriculture.

### V. 3. 2. Le partage en faisceaux

La division en faisceaux, tracés progressivement sur la région toute entière, s'est appuyée au début sur des points forts de l'espace qui appartiennent aux trames territoriales anciennes.

Les premiers arrivants, les Werem, s'étaient réservés, hors d'Aribinda, des droits à l'intérieur des faisceaux de Wouré et de Wangré: on les rencontre dans la zone de Pem et de Sirgné pour le premier quartier nommé ; dans celle de Boukouré - Sikiré pour le second. On ne les trouve plus vers l'ouest à partir d'Arra. A l'exception de Bosé<sup>2</sup>, ils sont absents du cordon dunaire le plus septentrional.

Les lieux d'implantation actuels des Werem respectent en fait scrupuleusement leurs aires d'occupations anciennes : au nord-est, ils se limitent ainsi à la zone de Bouléli-Boukouré, leur première étape en

---

<sup>1</sup> Dans tous les cas les défenses revenaient au Karyo.

<sup>2</sup> Où ils sont arrivés dans les circonstances un peu particulières de la "grande famine" de 1912-1913.

venant d'Oursi ; dans les environs de Wilao, où ont été fondés les villages actuels de Pem et Sirgné, ils ont retrouvé les territoires de leurs implantations ultérieures, qui s'étendaient jusqu'à Wondo.

De même, nombreux sont les Zina qui ont quitté le quartier de Tolou pour s'installer dans la zone de Liki. Ils ont là aussi retrouvé leur ancienne aire d'occupation, remontant à leur première étape en venant d'Oursi.

Les exemples de ce retour sur des sites anciens sont nombreux : les Songhay de l'ancienne chefferie de Dalla, réfugiés ou déportés à Tolou, repartent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle fonder les villages de Wouroundou puis de Dalla sur leur ancien territoire. Ces deux villages sont de ce fait placés dans le faisceau réservé aux *hifuba* Gaboukani, en limite de la zone d'extension de l'ancienne chefferie de Dalla, regroupe deux quartiers d'habitation situés à faible distance l'un de l'autre. L'un de ces quartiers abrite des agriculteurs originaires de Tolou, l'autre, ceux de Wouré. A N'Goéla au nord, les ressortissants de Tolou sont installés sur la cuirasse, sur le site même de l'ancien Zaran, tandis que ceux de Wouré sont établis dans un quartier en plaine, au pied de la cuirasse.

S'il est difficile de comprendre clairement pourquoi les *hifuba* de Tolou ont repris les anciens territoires des chefferies songhay de l'ouest<sup>1</sup>, il est en revanche frappant de constater que l'investissement de l'espace par les différents lignages s'effectue, dans la plupart des cas, selon les traces de l'itinéraire d'arrivée des des groupes fondateurs : en l'occurrence par exemple, l'ouest pour les Kirgé venus du Yatenga, et le sud pour les Tao venus de Sora.

Tenant compte d'un itinéraire d'arrivée, les faisceaux respectent aussi les compromis originels de l'organisation sociale. Ainsi, les faisceaux de Wouré et de Wangré intègrent symboliquement "l'espace de l'alliance" qui s'est opérée entre Mossi et Songhay. Recouvrant le cordon dunaire occupé par les Werem lors de leur venue depuis Oursi, ces secteurs s'étendent jusqu'aux abords de la mare de Boukouma, lieu historique de la rencontre avec Daogo, leader de la première migration mossi.

---

<sup>1</sup> Où se trouvaient déjà des Kurumba (cf. Dalla) ; par ailleurs, les Zareye disent avoir été des *hifuba* à Zaran.

Mais certains lignages sont très strictement cantonnés à leur faisceau: les Maega et les Werem se répartissent entre celui de Wouré et celui de Wangré ; les lignages qui exercent la fonction d'*hifuba* ne se rencontrent pas en dehors des faisceaux issus des quartiers du sud : pour eux, la "cohérence territoriale" reste la plus forte.

D'autres lignages, par contre, sont omniprésents sur l'ensemble des aires territoriales, tels que les Wono, Ubri, Lompo, qui ont en commun d'être exclus des pouvoirs parce qu'ils sont d'anciens captifs ou des guerriers. Mais en réalité peu de lignages, quel que soit leur statut, échappent à la règle du partage territorial : les Triba-Tambura, les Baro, les Moru, les Kura-Sitangam, qui sont aussi guerriers ou captifs, ont généralement suivi les princes sur les faisceaux du nord.

### V. 3. 3. Le rôle des villages

L'investissement de chacun des faisceaux tracés sur la région s'opère, concrètement, par l'acquisition des droits fonciers que procure le défrichement. Ces droits fonciers qui correspondent aux ramifications du système social s'exercent à différents niveaux. Comme on l'a vu, les droits fonciers de la cellule familiale s'exercent sur l'unité spatiale de base, le champ ; les droits lignagers s'exercent sur le lieu-dit. Mais hors de la structure relative à la parenté, le village a un rôle fédérateur.

Acteurs de l'histoire villageoise, les différents défricheurs introduisent le lieu-dit dont ils sont *dansa* (doyens, ou maîtres) dans le domaine foncier de leur village. Chaque territoire villageois est ainsi, comme à Aribinda, formé de la juxtaposition de plusieurs lieux-dits.

L'autorité villageoise est incarnée par un chef (*ayo*), descendant des premiers fondateurs du village. A ce titre, il doit être compté parmi les *dansa* des lieux-dits qui composent le territoire villageois. Il revient à l'*ayo*, détenteur d'un rôle à la fois foncier et politique, d'accueillir les nouveaux arrivants, de leur distribuer des terres et d'arbitrer les litiges à l'intérieur du village<sup>1</sup>. Le village est ainsi une construction à la fois foncière et politique.

---

<sup>1</sup> A Aribinda, la fonction d'*ayo* est exercée par le Karyo. A l'origine, le titre d'*ayo* n'implique pas l'autorité foncière, qui revient aux *dansa*. L'autorité politique du Karyo s'opposait à l'autorité foncière des Werem. Mais à la faveur de la colonisation française réunissant les prérogatives foncières et politiques dans les mains du même personnage (le chef de Canton), les compétences foncières des Werem ont en

#### **V. 4. LES RESEAUX VILLAGEOIS**

Les mécanismes qui sont à l'origine de la création de nouveaux villages ont été évoqués à propos de l'expansion territoriale : la congestion foncière, l'émancipation ou l'exclusion, les crises climatiques...

##### **V. 4. 1. Les fondations de villages sur les itinéraires de la colonisation : une dynamique foncière**

A l'intérieur d'un même faisceau, les différents territoires villageois sont hiérarchisés selon l'ordre de fondation, et le lieu d'origine des fondateurs. Pem, fondé à partir de Wouré, et Bosé, fondé à partir de Pem, en offrent un exemple : la fondation successive de ces deux villages à partir d'Aribinda les place dans une relation de "filiation" territoriale ; l'itinéraire Wouré - Pem - Bosé dessine l'axe d'un réseau trans-villageois construit par un groupe de familles originaires de Wouré.

Les rejets d'un village initial constituent pour celui-ci de véritables annexes politiques et foncières : Wouroundou issu de Tolou a donné naissance aux villages de Dalla et Gaykangoéta. Une partie des exploitants de ces établissements provient de Tolou et de Wouroundou ; l'on retrouve ainsi des ressortissants de Tolou jusqu'à Gorgel, à son tour issu de Dalla : les "filières territoriales" sont tracées depuis le quartier d'origine dans Aribinda, jusqu'aux dernières générations de villages. Des réseaux villageois naissent ainsi de chacun des quartiers du bourg. L'histoire des fondations successives des établissements est dans ce sens utile, puisque seule elle permet d'analyser les mouvements de population des villageois sédentaires.

##### **V. 4. 2. Perturbations extérieures**

Le mode de peuplement et d'occupation des sols par les villageois est perturbé par deux groupes humains venus de l'extérieur.

---

grande partie été usurpées par le Karyo : c'est à lui, généralement, que les immigrants aujourd'hui s'adressent pour un droit à l'installation.

*Les pasteurs*

Porteurs d'un genre de vie fondamentalement différent, - et n'étant pas tributaires d'une territorialité rigide -, ceux-ci vont en Aribinda respecter les implantations des sédentaires villageois et leurs droits fonciers. Qui plus est, ils vont user de la faculté d'emprunter des terres et adopter des pratiques agricoles. Les Kurumba en contrepartie<sup>1</sup> acquerront les pratiques de l'élevage - même s'ils confient le plus souvent la garde de leurs troupeaux aux pasteurs - et bénéficieront de la fumure.

Si la primauté des terres cultivables s'est imposée à la pratique de l'élevage, cependant ce dernier a contribué à relancer la colonisation agricole. De nombreux paysans s'installent sur les périphéries villageoises où s'ouvrent les brousses incultes pour les exploiter en pâturages. Leur implantation est à l'origine de la création de nouveaux lieux-dits de plus en plus éloignés des premiers établissements.

D'une façon générale les paysans se sont accommodés de la présence des pasteurs, plus spécialement dans le nord. En effet, la perspective de disposer de vastes étendues de terres y a conduit les colonisateurs kurumba à cultiver jusqu'à épuisement des sols, et à négliger la conservation d'arbres ou d'arbustes protégeant ces sols. Les pasteurs ont apporté une solution partielle à ce problème, en permettant, grâce à leurs importants troupeaux, une utilisation généralisée de la fumure. L'introduction parallèle de l'iler par les Bella a conduit simultanément à l'adoption d'une pratique extensive des cultures.

A l'inverse, l'arrêt de l'immigration pastorale dans le sud à partir des années 30 est directement liée à la concurrence des agriculteurs. Au demeurant, la dispersion de plus en plus grande des zones de culture, qui se décalquent dès lors sur le réseau hydrographique, rend le contrôle du gros bétail particulièrement difficile.

La qualité des terres attribuées aux immigrants fut aussi un facteur limitatif pour les pasteurs. Rares en effet sont ceux qui ont su, dans le

---

<sup>1</sup> Il semble en réalité exister une familiarité "historique" entre Peul et Kurumba. Ces derniers, dans leur région d'origine, auraient pratiqué l'élevage bovin (Marchal, comm. pers.). Toutefois l'élevage, dans l'Aribinda, a apparemment connu une éclipse entre les premières arrivées et la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, ce sur quoi insistent tous les informateurs.

sud<sup>1</sup>, se convertir à la culture des bas-fonds. Les terres qu'ils recherchent sont des terres sableuses, légères, remarquablement fragiles ; et les Kurumba leur distribuent de préférence leurs anciennes "jachères", c'est-à-dire des terrains déjà usés et peu productifs.

Enfin, l'immigration des Mossi et le développement des cultures de bas-fonds a créé dans tout le sud une situation de concurrence, dans l'espace, entre agriculture et élevage, les terres basses offrant à la fois les meilleurs terrains de culture, et les meilleurs pâturages du sud.

### *Les Mossi*

Pour s'installer, ceux-ci doivent prêter allégeance au Karyo en contrepartie de terres que celui-ci concède volontiers. Pour le Karyo, accroître sa population augmente dans la même mesure son pouvoir. Toutefois l'accueil de ces immigrants qui cherchent souvent à fonder un établissement autonome pose localement des problèmes politiques et fonciers. La concurrence des Mossi est au départ très mal perçue par les Kurumba. Réagissant devant ces intrusions, ils occupent ce qu'ils considèrent être leur territoire (cf. annexe 4, Brigtoéga). Dès 1930, les premiers conflits fonciers ont lieu.

Bien que la cohabitation des Mossi avec les Kurumba soit assez tendue, elle est loin d'être totalement négative. En effet, les pratiques agricoles en vigueur à Aribinda, sur des ensablements épais, perméables et peu sensibles au ruissellement, ont été transposées telles quelles par les premiers pionniers kurumba sur les sols sableux du sud, localisés aux piémonts des cuirasses ou aux glaciés. Tout défrichement de ces sols peu épais, en pente légère, est générateur d'érosion, et ils ne restent capables de porter des récoltes que pendant un temps limité.

A la suite de leur contact avec les Mossi, et plus précisément avec le type d'agriculture qu'ils pratiquent, les Kurumba commencent à entrevoir des solutions à leurs problèmes de terres de culture : les Mossi, s'ils ne se désintéressent pas totalement des sols les plus légers, s'orientent avant tout vers la mise en valeur des bas-fonds, dont de vastes surfaces sont cultivées en sorgho.

---

<sup>1</sup> Et contrairement à ce que l'on observe à Gorgel dans l'ouest de la région, où des éleveurs sont installés à proximité de leurs champs ouverts dans les bas-fonds.

Jusqu'alors, les Kurumba ne connaissent qu'une variété vivrière de sorgho (*beloko*), qu'ils cultivent dans de petits jardins enclos (*akal*), proches des zones déprimées. Les Mossi disposent de nombreuses variétés de sorgho aux cycles et aux caractéristiques très différents, stock nouveau de semences dans lequel ne tardent pas à puiser les Kurumba.

L'arrivée des Mossi fournit ainsi dans le sud une autre possibilité que la culture prédatrice des terres légères : les Kurumba à leur exemple commencent à ouvrir des champs dans les bas-fonds, et y cultivent aussi bien leur ancienne variété de sorgho, que les nouvelles variétés mossi. La zone du sud se prête parfaitement à cette nouvelle orientation de l'agriculture, les terres basses et bien alimentées en eau y étant fertiles. L'introduction dans le domaine cultivable de terres jusque là délaissées repousse ainsi l'échéance de la pénurie foncière.

La manière dont les groupes humains, hors d'Aribinda, prennent possession d'un territoire villageois est détaillée dans l'étude de deux villages, Pem et Brigtoéga, situés l'un au nord et l'autre au sud de la région. Ces exemples illustrent les modes d'acquisition des droits fonciers et leur transmission. Cette étude est livrée en annexe (cf. annexe 4, "le territoire villageois").

## **V. 6. LA TRANSMISSION FONCIERE**

Les schémas présentés ici sont à la base des actes de dévolution des droits sur la terre dans le pays.

### **V. 6. 1. La transmission patrilinéaire**

#### *Règles de dévolution*

A Aribinda, certains droits actuels de *dansa* ont été acquis avant même la mise en place du partage territorial réservant à chaque quartier son faisceau. Ces droits issus d'une territorialité ancienne ont été transmis par la voie patrilinéaire, depuis le premier exploitant jusqu'à l'exploitant actuel.

Cette transmission est la plus courante dans le pays. Sur un échantillon de 389 cas de transmission observés dans divers villages kurumba<sup>1</sup>, ce mode d'héritage de la terre intéresse plus de 8 cas sur 10.

S'il s'agissait du seul mode de transmission en vigueur, la carte des appropriations actuelles serait le reflet fidèle des premières exploitations. Mais la transmission patrilinéaire n'a pas partout la même fréquence.

Dans 37 des 95 cas de dévolution des droits sur la terre observés chez les habitants d'Aribinda, les exploitants avaient eux-mêmes défriché leur champ en dehors du territoire villageois initial, c'est-à-dire à proximité d'autres villages plus ou moins éloignés ; les cas de transmission effective ou d'emprunt sont donc ramenés à 58. En moyenne, dans les différents quartiers du bourg, 8 exploitants sur 10 ont obtenu leur champ par un héritage patrimonial.

Cependant la transmission patrilinéaire aboutit, au fil des générations, à la division successive des terres de la famille. Mais celles-ci ne pouvant être divisées à l'infini, seuls peuvent s'y maintenir, au terme de quelques générations, quelques-uns des exploitants dont le doyen est le chef.

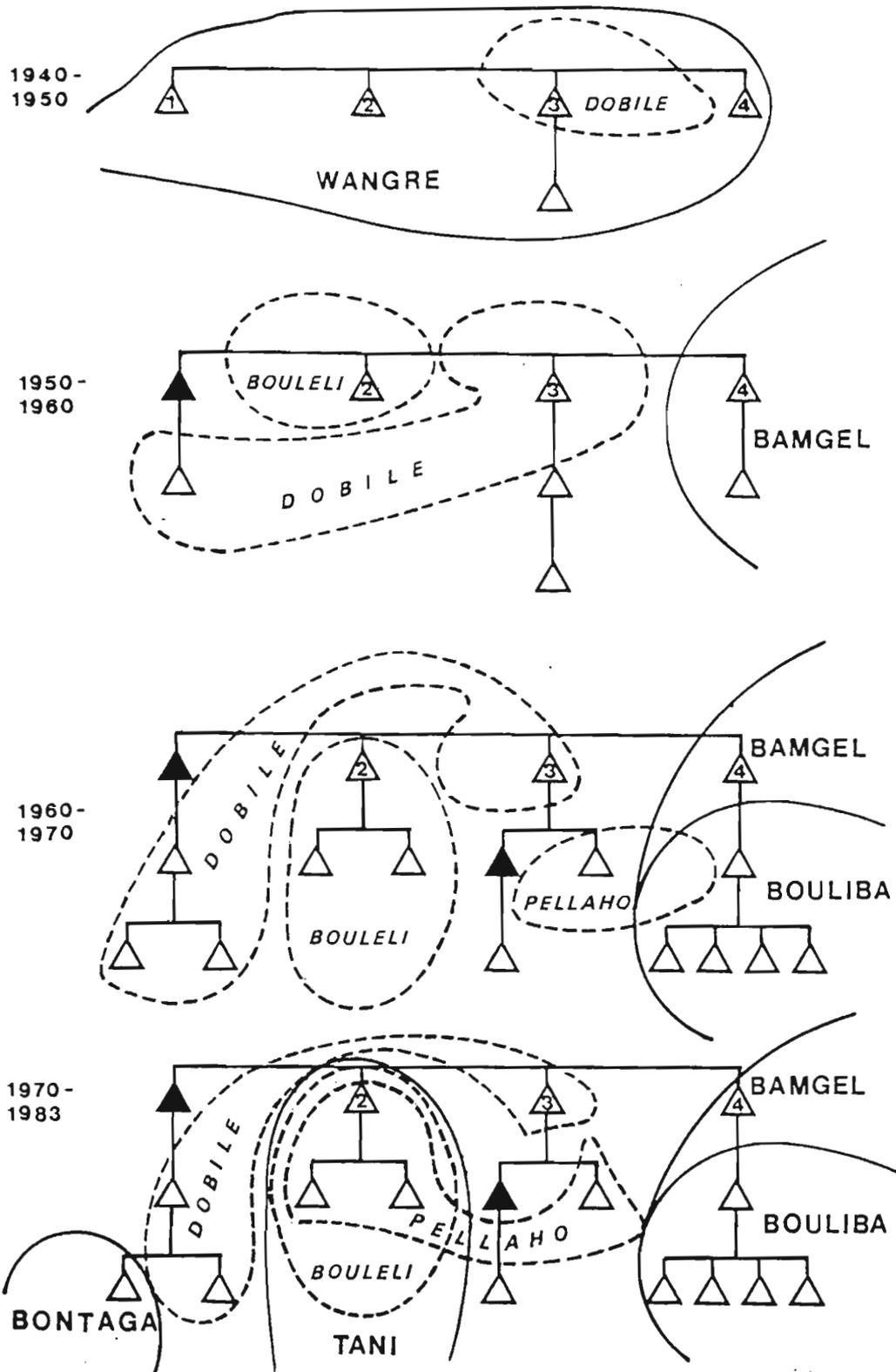
Toutefois les règles de succession ne jouent pas toujours en ligne directe. Elles peuvent profiter d'abord aux frères du doyen et ensuite au premier fils de l'aîné, etc. Quelquefois enfin la succession se partage. Ces modes différents de dévolution successorale pourraient relever de compromis entre les modes de transmission propres à chacun des peuplements originels.

#### *Conséquence : l'éviction des cadets*

Un exemple choisi dans le quartier de Wangré illustre ces mécanismes de transmission et leurs points de blocage. Les individus sont représentés par ordre de naissance sur la figure 28.

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'Aribinda même, avec ses quartiers (Wouré, Wangré, Tolou, Honré, Silmamasi), ainsi que des villages de Brigtoéga, Wouroundou, Pem, Sirgné, Diamon.



- Figure 28 : L'éclatement du domaine foncier et l'éviction des cadets  
Un exemple : Kunsam Maega, Wangré. -

La cour<sup>1</sup> est elle-même issue de la scission d'une grande cour de Wangré : à la première génération, 4 frères restent associés à la mort de leur père pour exploiter une portion des terres familiales situées au nord du lieu-dit Tani. Le troisième d'entre eux, en outre, a repris ce qui est désigné comme une ancienne "jachère" appartenant à la famille, et située dans le lieu-dit Dobilé.

Dans les années 1950, les enfants de chacun des frères sont mariés ; les effectifs de la cour augmentent, et des terrains de culture doivent être recherchés ailleurs. L'exploitant n° 4 quitte en 1952 la cour avec son fils marié, et s'installe à Bamgel. L'atomisation du domaine familial se poursuit : à la mort de son père, le fils de l'exploitant n° 1 va cultiver avec son oncle, l'exploitant n° 3, les terrains de Dobilé, et le second frère reprend lui-même une ancienne jachère familiale à Bouléli, à plusieurs kilomètres au nord-est. Les terres familiales de Tani sont toujours cultivées par tous les exploitants présents dans la cour ; c'est encore le cas aujourd'hui.

Dans les années 1960-70, les effectifs de la cour ont encore augmenté, et se dispersent sur les zones de culture ouvertes quelques décennies plus tôt. Ce ne sont plus 2, mais 4 exploitants qui cultivent à Dobilé, tandis qu'à Bouléli, l'on retrouve 3 exploitants : le n° 2 comme dans la phase précédente, et ses deux fils mariés qui ouvrent leur champ à ses côtés. Cela reste insuffisant pour nourrir l'ensemble de la cour : une "jachère" est encore reprise à Pellaho par le second fils du n° 3.

De 1970 à 1983, la recherche de nouvelles terres se poursuit. Ce ne sont plus, comme trente ans plus tôt, 4 chefs de famille qui cultivent à Tani, mais 9. Pratiquement tous par ailleurs cultivent dans d'autres lieux-dits : le doyen de la cour (n° 2) continue à cultiver à Bouléli avec ses deux fils ; ces trois exploitants ont aussi rejoint leur neveu et cousin à Pellaho. En 1981 l'un des plus jeunes exploitants de la famille quitte la cour et part s'établir à Bontaga.

Aujourd'hui, tous les hommes mariés de la cour, à l'exception d'un seul, cultivent à la fois à Tani, et dans un ou plusieurs autres lieux-dits. Seul le petit fils du n° 3 a la possibilité de se limiter à l'exploitation de son champ de Tani, ayant installé à proximité un jardin de cultures maraichères, dont les revenus sont utilisés pour l'achat de céréales.

On constate que le domaine foncier de la cour se fragmente de plus en plus : 5 hommes mariés exploitent 6 champs en 1940, 8 hommes encore présents en 1983 en exploitent 19. Cette constatation en elle-même ne préjuge aucunement d'un quelconque accroissement de la surface cultivée par individu.

Cet exemple rend compte des mécanismes qui aboutissent à l'évacuation des effectifs "en surcharge" de la cour. L'éviction des terres familiales, et l'installation sur de nouvelles terres de culture, intéresse les cadets de chaque génération, les moins bien placées dans l'ordre de

---

<sup>1</sup> La cour désigne l'unité de résidence d'une famille étendue.

la succession foncière. Les plus jeunes des hommes mariés en situation d'exploiter leur propre champ, sont les premiers à partir. Ces cadets sont les principaux acteurs de l'éclatement du domaine foncier, et du défrichement des zones de culture de plus en plus périphériques.

### V. 6. 2. La transmission avunculaire

L'autre voie la moins courante de la transmission fait passer la terre de l'oncle maternel à son neveu. Cette transmission confère des droits fonciers aussi forts que ceux obtenus par héritage du père, mais font passer les droits de *dansa* aux mains d'un autre patrilignage. Or l'examen des alliances matrimoniales démontre que le mariage le plus fréquent, chez les Kurumba, a lieu à l'intérieur de la parenté. Il a semblé par conséquent important de rechercher quel pouvait être le lien entre l'alliance matrimoniale et l'accès à la terre.

#### *Les filières matrimoniales*

Le type de mariage le plus fréquent est celui où l'homme épouse *basé*, c'est-à-dire soit la fille de son oncle maternel, soit, plus rarement, la fille de sa tante paternelle (cousins croisés). Les autres cas de mariage dans la parenté sont un peu moins courants ; ils concernent *wémi* (fille du frère du père, ou fille de la soeur de la mère), *mbi* (parenté impliquant plus d'une génération), ou encore *nyimdé, nya, nibga, bandbi*, qui décrivent des relations de parenté avec des décalages de génération.

Dans le bourg d'Aribinda, ce sont 4 ou 5 femmes sur 10 qui proviennent du même quartier (Wouré, Tolou, Wangré), voire 9 sur 10 (Honré et Silmamasi). Si l'on considère le faisceau du quartier lui-même pour évaluer cette "endogamie villageoise", la part des alliances internes, à Wouré, Tolou et Wangré s'élève à 5 ou 6 cas sur 10<sup>1</sup>.

Par ailleurs, les filières matrimoniales "extérieures" ont des caractéristiques propres à chaque quartier. Ces alliances sont, en majorité, contractées avec des femmes du quartier parent - relevant soit de l'aristocratie, soit des sacrifices - ou du faisceau qui en est issu : à

---

<sup>1</sup> L'ouverture matrimoniale sur l'extérieur est plus forte dans le reste du pays, en raison sans doute de la taille des villages.

Wouré et Wangré, sur 10 femmes venant de l'extérieur, 5 à 6 appartiennent au quartier de l'aristocratie voisin ou à son faisceau ; à Tolou, cette proportion est réduite à 4 sur 10, tandis qu'à Honré et Silmamasi, l'essentiel des quelques alliances "non endogames" intéresse des femmes de Tolou.

Cette pratique est généralement respectée dans le reste du pays.

Les autres mariages concernent les femmes provenant d'un quartier non-parent ou de son faisceau (3 cas sur 10 à Wouré, 5 sur 10 à Wangré, 4 sur 10 à Tolou). L'on relève aussi quelques alliances avec des femmes originaires des régions voisines : pour les Kurumba, essentiellement du Djelgodji.

#### *Alliances matrimoniales et enjeux fonciers*

Quelles sont les implications de ces types d'alliance pour le système foncier ? La transmission des terres s'opère dans la majorité des cas au sein du patrilignage. Dans ce cadre, l'alliance ne paraît pas relever d'un souci quelconque de la transmission des terres. Elle peut passer de prime abord pour un moyen d'assurer "le bon fonctionnement du système politique" (Kohler 1971, 187), à l'instar de ce qui se passe chez les Mossi.

Mais dans l'Aribinda, cela ne saurait être le seul objet de l'alliance matrimoniale. Au même titre que l'héritage direct du père, la transmission des terres par l'oncle maternel est l'un des modes, certes moins courant, de la succession foncière, puisque le mariage kurumba se contracte principalement avec la fille de l'oncle maternel. Ce mode d'acquisition de droits sur la terre, qui n'a rien de systématique, sert de correctif au système patrilinéaire. Il est retenu lorsque la transmission de terres par la voie paternelle n'est pas possible, soit que la terre ne puisse plus être divisée entre les fils du défunt, du fait de sa parcellisation déjà extrême, soit que son usure entraîne son abandon.

Ainsi, si la permanence des droits fonciers dans une même famille est assurée par le biais de la transmission par voie paternelle, mode "prioritaire" de l'accès à la terre, le recours au matrilignage permet, quant à lui, d'éviter les situations de pénurie foncière, et confère au système foncier la souplesse lui permettant de fonctionner.

La majorité des alliances matrimoniales, que ce soit à Pem, à Brigtoéga, ou dans les différents quartiers d'Aribinda, ont lieu à l'intérieur même du quartier et de son faisceau, ou du faisceau dans lequel se trouve le village. Cela permet, dans les cas où la transmission par voie paternelle directe est impossible, de respecter au mieux l'intégrité de chacun des faisceaux : du fait de "l'endogamie territoriale", la terre transmise par l'oncle maternel appartient généralement au même faisceau que celui dont relève le receveur.

Le lien matrimonial, dans 8 cas sur 10, se noue entre des lignages déjà impliqués de multiples façons dans des relations de parenté, réactivées au fil des alliances successives, et souvent anciennes. La réciprocité des alliances d'une famille à l'autre - qui joue à l'échelle de plusieurs générations<sup>1</sup> - permet à la terre transmise hors du patrilignage de ne circuler qu'au sein d'un petit groupe de lignages associés dans un circuit d'échanges matrimoniaux.

Ce système n'entraîne pas cependant un cloisonnement absolu entre les différentes aires réservées aux différents quartiers : si l'exemple du village Aribinda montre qu'au coeur de celui-ci, le principe de la succession patrilinéaire a la plupart du temps été préservé, quelques dérogations ont été introduites dans l'organisation territoriale du fait d'alliances "non endogames", et de l'acquisition d'un champ hors du faisceau d'origine par le recours au matrilignage. Ces exceptions restent néanmoins peu courantes, et paraissent être avant tout le fait des nobles: si quelques-uns d'entre eux cultivent, sur le secteur de Tolou, des champs qui leur ont été transmis par leur oncle maternel, aucune enclave *hi'uba* n'a pu être constatée dans les faisceaux de Wouré et de Wangré - sauf changement de résidence.

L'objectif du système est simple : maintenir coûte que coûte les droits fonciers dans la famille par la continuité de l'exploitation. L'emprunt, ou la reprise pure et simple des terrains par une autre famille est en effet considérée comme un véritable danger : de nouveaux exploitants peuvent quelquefois acquérir des droits inaliénables sur un terrain laissé longtemps vacant, comme cela a été le cas dans quelques lieux-dits d'Aribinda<sup>2</sup>. En réaction à ce danger, les exploitants ont souvent tendance à prolonger une exploitation qui n'est depuis longtemps plus productive. Une famille Maega de Wouré a ainsi

<sup>1</sup> Les lignages alliés donnent et reçoivent alternativement des femmes.

<sup>2</sup> Notamment Paga et Womenga au nord (cf. figure 19).

désigné l'un de ses membres pour continuer à cultiver un champ familial plus qu'épuisé situé à Pellabélé, alors que tous les autres membres de la famille ont ouvert depuis plusieurs années de nouveaux champs à quelques kilomètres du bourg.

### **V. 6. 3. Les sources du patrimoine**

Le maintien impératif des droits fonciers familiaux contraint souvent les agriculteurs à poursuivre l'exploitation, généralement peu rentable, de champs usés. Mais il leur faut néanmoins aller au-delà des environs immédiats du bourg ou des villages pour se procurer des terres productives.

Le rôle que joue l'alliance matrimoniale dans le droit à exploiter ces terres extérieures n'est pas indifférent. On peut en prendre un exemple à Aribinda.

Wouré et Tolou, dont les habitants cultivent plus que les autres à l'extérieur du bourg, sont également les quartiers où le taux de polygamie (nombre moyen d'épouses par homme marié) est le plus important :

- Wouré : 1,6
- Tolou : 1,5
- Honré/Silmamasi : 1,3
- Wangré : 1,3

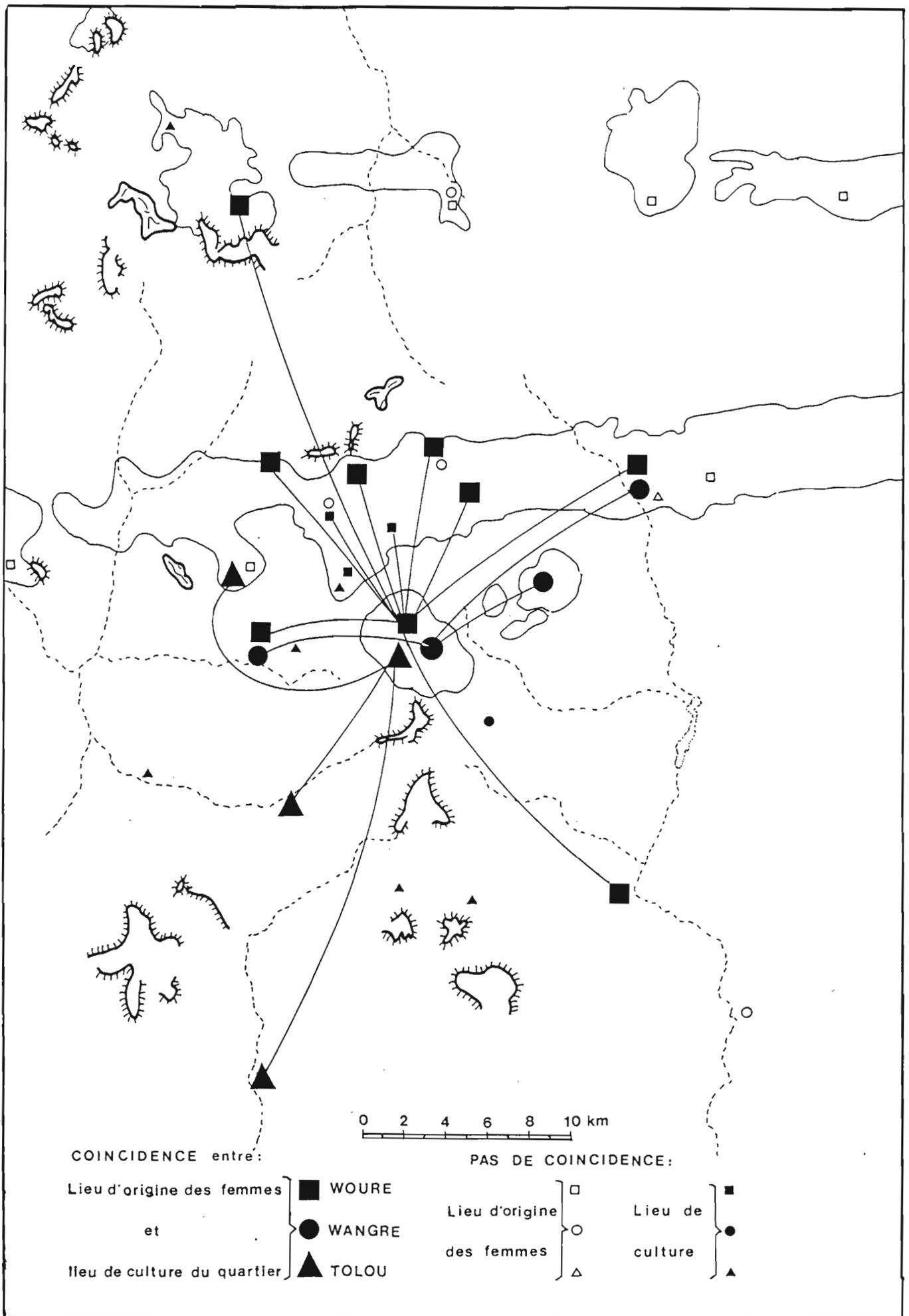
La détention de terres situées hors du bourg - en règle générale dans le faisceau même du quartier - semble ici tributaire de l'importance des alliances contractées au-dehors. Les femmes avec lesquelles ces alliances sont contractées se recrutent dans le faisceau même du quartier : près de 33 % des femmes mariées vivant à Wouré proviennent d'un village situé dans le même faisceau. A Tolou, ce sont de la même manière 31 % des femmes mariées qui proviennent des territoires villageois où partent les ressortissants de Tolou pour les cultures d'hivernage. Par contre, à Wangré, où l'on cultive peu hors du terroir, ce ne sont que 14 % des femmes qui proviennent du faisceau du quartier. A Honré et Silmamasi, la population réduite, ainsi que l'état d'abandon des quartiers, n'autorisent pas une telle comparaison ; toutefois, très peu de résidents y épousent des femmes en provenance de l'extérieur.

L'alliance matrimoniale, sur les lieux-dits les plus anciens d'Aribinda, au coeur du bourg, ne joue qu'un rôle restreint dans la transmission foncière puisque les terres sont très généralement maintenues à l'intérieur du patrilignage. En revanche, le droit à l'exploitation de terres extérieures est plus nettement tributaire des alliances<sup>1</sup>. La figure 29, récapitulant, pour chaque quartier d'Aribinda, l'origine des femmes et les lieux de culture des habitants des différents quartiers, est l'illustration la plus marquante de cette corrélation.

Dans la plupart des villages, on retrouve les schémas d'accès à la terre mis en évidence pour le bourg d'Aribinda. Bien entendu, dans les lieux-dits de l'extérieur, une grande partie des exploitants sont à l'origine d'un premier défrichement. Enfin l'emprunt de terres intéresse essentiellement les étrangers, Mossi, Bella ou Peul.

---

<sup>1</sup> La transmission par voie patrilinéaire semble moins courante dans les lieux-dits situés à l'écart du bourg, puisqu'elle n'y est pratiquée que dans moins de 70 % des cas (contre 85 % dans les lieux-dits même d'Aribinda).



- Figure 29 : Origine des femmes et lieux de culture extérieurs au terroir, pour les différents quartiers d'Aribinda. -

**TROISIEME PARTIE**

**L'OCCUPATION HUMAINE**

## CHAPITRE VI

### APPROCHE DEMOGRAPHIQUE

#### VI. 1. DONNEES DE POPULATION, 1904 - 1983

##### VI. 1. 1. Sources et données disponibles

###### *Le recensement de 1904*

La première trace de l'Aribinda retrouvée dans les archives remonte à 1904<sup>1</sup>. Les différents cantons du Cercle de Dori, parmi lesquels se trouve le canton d'Aribinda, viennent d'être recensés, et le document livre pour chacun d'eux un état numérique de la population, ainsi qu'une estimation du cheptel. La population du canton est livrée dans deux tableaux : une liste des villages par ordre alphabétique, et une répartition de la population selon la religion, la "race" et le statut<sup>2</sup>. 3.590 personnes sont à cette date recensées dans l'Aribinda.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Hama Tafa avait accueilli les Français comme la seule solution possible à la pression de plus en plus vive des Touareg ; il alla jusqu'à se "soumettre" de lui-même, et proposer la levée d'un impôt en échange d'une protection. Le Résident note que "les populations du Liptako, du Torodi, Yagha, Aribinda, Tongomayel et Djilgodji sont toujours très sages et très dociles. On peut faire tout ce qu'on veut de cette population qui ne demande qu'à obéir au chef

---

<sup>1</sup> Monographie de la Résidence de Dori par le Lieutenant Bouverot, Résident, 1904, Archives d'Outre-Mer 1G 306.

<sup>2</sup> La population n'est dans aucun des deux tableaux totalisée pour l'ensemble du Canton, et la somme des effectifs de chacun d'eux donne des résultats différents, soit un écart de 12 % de l'un à l'autre. Le Résident semble avoir une nette propension à calculer les effectifs non pas à l'unité, mais par dizaines : 13 chiffres sur 26 sont ainsi "arrondis". Cela pourrait expliquer les écarts dans les deux totaux.

européen qui veut bien s'occuper de régler ses petites affaires et les litiges nombreux qu'elle lui présente..." (1904, 1G 306).

Ce recensement a eu lieu une trentaine d'années environ après le début de l'expansion d'Aribinda hors de son terroir, à un moment où la dispersion des établissements humains était encore faible, et où par conséquent la population pouvait assez facilement être dénombrée. Toutefois un certain nombre de villages qui existaient déjà en 1904 (Boulikessi, Brigtoéga Adanzini, Kiba, Boukouré...) ne sont pas portés sur la liste. D'autres en revanche qui sont portés sur cette liste n'y sont pas identifiés : Debere Nialogo, Debere Saïdou, Seringo, Debere Aribinda, Barakoy : 111 habitants au total<sup>1</sup>. La composition des 23 établissements que l'on peut aisément identifier est par contre bien détaillée : l'administrateur a pris soin de distinguer entre les différents quartiers d'un même village, comme à Pem, Sirgné ou Arra. Si sous-estimation il y a, elle n'affecte sans doute que peu le groupe Kurumba.

En 1904 cependant, aucun Peul - ou Foulbé - n'est signalé dans l'Aribinda. L'arrivée des éleveurs est alors récente (au mieux antérieure de peu à 1880), et les Peul, isolés dans leurs campements, paraissent avoir échappé au recensement. Leur effectif est probablement assez faible, et l'état numérique des troupeaux livré dans le même document va d'ailleurs dans le même sens. Sur 42.191 bovins recensés dans l'ensemble du Cercle de Dori, le canton d'Aribinda n'en est crédité que de 175. Ce chiffre est sans doute le résultat d'une estimation par défaut, étant données les difficultés d'un tel recensement dont l'objet principal n'est autre que le recrutement de porteurs, et la réquisition d'animaux de bât.

#### *Les références pour la période 1904 - 1950*

La seconde indication d'un recensement de l'Aribinda date de l'année 1931. Dans une lettre adressée au gouverneur général de Haute-Volta, le commandant du Cercle de Dori déclare : "... le Cercle de Dori n'ayant pas été recensé depuis longtemps, sauf pour le canton d'Aribinda qui l'a été récemment" (Lettre du 11 décembre 1931, 2 G 31). Ce recensement n'a pu être retrouvé dans les archives.

---

<sup>1</sup> Il n'est pas possible, sans risquer l'erreur, de faire correspondre les effectifs de ces établissements repérés en 1904 à ceux des villages que l'on sait déjà fondés à cette époque. Quoiqu'il en soit, ces effectifs "flottants" restent faibles.

Entre 1904 et 1950, aucun recensement ne permet donc de se faire une idée de la population de l'Aribinda. Durant cette période, les seules données disponibles concernent l'ensemble du Cercle de Dori dans lequel l'Aribinda est inclus. Elles sont chiffrées de 1904 à 1931 par ethnie et religion. Mais ces données sont peu utilisables<sup>1</sup>.

Le premier recensement distinguant l'ethnie kurumba est celui de 1927 ; les Kurumba sont au nombre de 6.300 dans le Cercle, et une petite partie d'entre eux se trouve vers Dori. Leur nombre s'élèverait à 8.000 dans l'Aribinda à la fin des années trente (Urvoy 1942, 25).

Un document du Haut-Commissariat de l'A.O.F. (Haute-Volta : population... s.d.) récapitule pour 1949/1950 les chiffres de la population des différents Cantons de la Haute-Volta. Les informations issues de ce document sont très sommaires, il mentionne pour l'Aribinda le chiffre arrondi de 10.500 habitants. A cela se résume ce que l'on sait de la population de l'Aribinda jusqu'aux années 50.

### *La période 1950 - 1983*

Les archives de la Préfecture de Djibo fournissent pour cette période l'essentiel des informations qui serviront à décrire l'évolution démographique du pays d'Aribinda.

Le premier mai 1954 l'administrateur de Djibo écrit au commandant du Cercle de Ouahigouya : "Le recensement du canton d'Aribinda est terminé. Il est constaté un accroissement sensible du nombre de habitants, 14.675 contre 10.651, chiffre admis jusqu'à présent" (arch. Djibo). A partir de cette date une série assez complète de données est disponible :

1954 : Effectif total de la population du canton d'Aribinda.

1956 : Décompte de la population village par village, et répartition par groupes ethniques. L'effectif total est le même que celui qui est donné en 1954. Il y a tout lieu de penser qu'il y a reprise pure et simple du recensement de 1954.

1958 : Répartition de la population par âge fiscal et par sexe. L'effectif total qui ne diffère que de quelques unités de celui qui est

---

<sup>1</sup> En 1929, les Rimaibé (captifs de Peul) figurent dans la rubrique "Foulbé", elle-même distinguée de celle des "Peul". En 1930-1931, les chiffres concernant respectivement les Peul et les Rimaibé ont été inversés.

donné en 1954, ne résulte vraisemblablement pas d'un nouveau recensement.

1960 : Décompte de la population par villages. La population d'Aribinda même n'est pas donnée.

1962 : Décompte de la population par villages.

1964 : id.

1967 : id.

1975 : id.

1983 : id.

C'est grâce à l'obligeance du Préfet d'Aribinda que cette dernière liste nous a été accessible. Elle donne en outre la répartition par sexes et selon les catégories fiscales : imposables, non imposables, nourrissons, enfants, vieillards et exemptés. S'y ajoute une répartition par groupe ethnique et par religion.

En 1961 eut lieu une enquête démographique par sondage au 1/50 sur plus de 7000 villages de la Haute-Volta (La situation démographique... 1962 ; Clairin 1970). Les résultats, malheureusement, sont présentés par grande zone d'enquête, et non par circonscription administrative. L'Aribinda lui-même n'a pas fait l'objet d'une enquête, mais est inclus dans le vaste ensemble peul du nord. Paradoxalement, les caractéristiques démographiques des Kurumba sont assimilées à celles des Mossi. Seuls quelques chiffres peuvent, à titre de référence, être extraits de ces données très globales.

Pour l'année 1975 l'on dispose aussi des données du recensement national effectué cette année-là. Il s'agit d'une liste par village, et aussi d'une répartition par sexes et par âges.

## **VI. 1. 2. Examen critique des données démographiques**

Les tableaux 8 et 9 représentent les données brutes des recensements de 1904, et de 1954 à 1983.

### *La sous-estimation fiscale*

La fonction fiscale des recensements administratifs provoque généralement des dissimulations qui entraînent une sous-estimation de la population. La comparaison pour l'année 1975, des données

Villages de l'état num.	Villages identifiés	Effectifs
Arna	Arna	225
Arb.Dienne	Arb.Zeno	177
Arbinda	Arbinda	1 100
Barskou	?	12
Beigou	Beigou	80
Bsembila	qu. d'Arna	40
Calamamasi	Salmamasi	50
D Moutoumani	qu. de Pem	40
Deina	Delle	90
Dampela	Dampella	131
Danzac	Danghion	60
Deb. Boukani	Gaboukani	13
Deb. Nfeloqa	?	19
Deb. Saïdou	?	19
Debera Arba	Arba Debera	9
Debera Arb.	?	41
Dionkolga	Dionkolga	40
Durn	Honré	380
Duroundou	Duroundou	120
Palouté	Palhouté	35
Pum	Pem	50
Sannqa	?	20
Sirg.Nianotay	qu. Sirgné	35
Sirgné	Sirgné	9
Tallou	Tolu	350
Yalanga	Yalanga	145

- Tableau 8 : Etat numérique de la population de l'Arbinda en 1904, par village. -

Unités rec.	1954	1956	1958	1960 (1)	1962	1964	1967	1975	1983
Arna zeno	360	360	0	359	357	357	0	0	0
Arbinda	2 325	2 325	14 556	0	2 535	2 561	1 796	4 491	3 172
Arna Fbe	0	0	0	116	108	113	371	127	157
Arna Fca	115	116	0	0	0	0	451	492	572
Bamqel/Baqel	0	0	0	0	0	0	56	133	167
Beigou	175	175	0	164	39	73	229	288	385
Beihoura	0	0	0	0	0	0	456	499	712
Bouitkes.Fbe	0	0	0	0	0	148	89	124	196
Bouitkessi	62	62	0	43	47	47	210	281	449
Della	0	0	0	0	0	0	230	298	323
Dampella	359	359	0	368	349	349	335	369	705
Danghion	101	101	0	87	67	67	33	117	184
Diamkolga	171	171	0	193	156	181	199	192	284
Diamon	0	0	0	0	0	0	407	776	787
Djika	402	402	0	352	313	315	335	345	789
Gaskinda	0	0	0	0	0	0	0	225	733
Gassellki Fca	298	298	0	328	300	300	304	289	0
Gassellki Msi	426	426	0	653	345	405	518	1 767	2 129
Gassellki Fbe	0	0	0	0	0	0	0	480	867
Gassellngye	0	0	0	0	0	0	735	1 499	1 508
Gorel Fbe	501	501	0	501	452	671	1 360	730	498
Gorel Fca	468	468	0	394	396	477	514	675	1 083
Gountoure N.	188	188	0	188	0	0	0	0	0
Honra	724	724	0	823	511	598	411	627	730
Ira Kouga	0	0	0	0	0	0	272	105	260
Katte	0	0	0	0	0	0	87	37	166
Koudougou	0	0	0	0	0	0	210	218	171
Kugri Kulga	240	240	0	226	102	247	332	423	963
Liki	331	331	0	349	260	297	492	545	782
Madaouji	238	238	0	243	213	258	278	334	354
Niafo	0	0	0	0	0	0	101	245	388
Ouro Seno	0	0	0	0	0	0	0	32	99
Ouroundou	674	674	0	699	0	528	578	658	1 105
Palhouté Fbe	313	313	0	313	165	165	210	0	456
Palhouté Fca	471	471	0	490	454	454	774	734	1 163
Pem	0	0	0	0	0	0	151	153	260
Pateldiré	44	44	0	41	40	40	122	146	163
Patakotia	0	0	0	0	0	0	297	496	708
Sanga	0	0	0	0	205	262	410	394	453
Salmamasi Fb	146	146	0	161	149	147	158	271	412
Salmamasi Fca	122	122	0	0	134	135	176	240	298
Sikiré	547	547	0	578	561	710	888	1 115	1 114
Sikiré Fbe	0	0	0	0	0	0	0	151	203
Sirgné	241	241	0	259	235	293	53	111	175
Souma	0	0	0	0	0	0	304	174	302
Tongom.Sirgné	89	89	0	89	82	143	431	428	787
Tongom.Yal.	347	347	0	344	333	395	256	325	655
Tounté	0	0	0	0	0	254	339	454	574
Ulfo Alfa	195	195	0	233	222	316	456	409	759
Waldegede B.	1 083	1 083	0	1 127	1 011	1 031	1 357	1 310	1 519
Wilao	31	31	0	31	28	28	86	82	131
Yalanga Fca	1 206	1 206	0	1 124	1 051	1 135	734	977	1 118
Yalanga Fil.	181	181	0	181	218	212	228	235	571
<b>Total</b>	<b>14 675</b>	<b>14 675</b>	<b>14 656</b>	<b>12 057</b>	<b>12 588</b>	<b>14 351</b>	<b>19 536</b>	<b>25 686</b>	<b>32 639</b>

(1) Arbinda même n'a pas été porté sur la liste.

- Tableau 9 : Chiffres de population par village des recensements administratifs, 1954-1983. -

administratives et des données du recensement général de Haute-Volta, est à cet égard instructive.

Les résultats du recensement, qu'on a tout lieu de penser plus proches de la réalité, donnent une population totale de 32.851 habitants contre 25.686 pour les sources administratives. Ce sont ainsi 7.165 personnes, au moins, qui ont été soustraites aux investigations de l'administration, ce qui représente une sous-estimation de 27,89 %. Cette sous-estimation n'a rien de surprenant si l'on sait qu'en 1961, l'enquête démographique au 1/50 avait déjà décelé une différence de 22 % entre les données administratives, et les effectifs estimés d'après sondages (La situation... 1962, 12).

Ce taux peut être utilisé pour opérer un redressement de la population totale pour les années antérieures à 1975, sans que l'on puisse pour autant être assuré que la sous-estimation ait été constante dans le temps, ni qu'elle ait eu la même importance d'un recensement à un autre (tableau 10).

Enfin, les différents genres de vie des populations présentes dans l'Aribinda introduisent parallèlement une disparité dans les décomptes : les sédentaires en général, et les villageois en particulier, échappent moins aux relevés de l'administration que, par exemple, les groupes d'éleveurs qui sont implantés loin en brousse, ou qui se déplacent. Les immigrants récents, de même, peuvent pendant quelque temps se soustraire aux contrôles de l'Administration au prétexte d'un statut ambigu. Il est important de savoir que certains groupes sont plus systématiquement sous-estimés que d'autres.

#### *L'irrégularité des recensements administratifs*

Le dénombrement de la population n'est pas fait tous les ans. Mais chaque année, cependant, les administrateurs notent dans leurs rapports les chiffres de la population sur la base d'un décompte effectif pour une partie de leur circonscription seulement, et pour le reste sur la base d'une réévaluation des données antérieures en fonction de critères mal connus.

Le dénombrement effectif se renouvellerait au mieux tous les 5 ou 6 ans ; d'un décompte annuel à l'autre les chiffres de population demeurent assez proches de ceux du dénombrement antérieur. Lors d'un nouveau dénombrement, les effectifs font un bond par-rapport à

<b>années</b>	<b>totaux corrigés</b>	<b>totaux redressés</b>	<b>données arrondies</b>
1 950	10 651	13 622	13 500
1 954	14 675	18 744	19 000
1 958	14 656	18 744	19 000
1 960	14 692	18 790	19 000
1 962	12 588	16 099	16 000
1 964	14 351	18 353	18 500
1 965	18 944	24 227	24 000
1 967	19 536	24 985	25 000
1 975	25 686	32 850	33 000
1 983	32 639	41 742	42 000

- Tableau 10 : Données des recensements administratifs de 1954 à 1983. -

- par totaux corrigés, il faut entendre les corrections d'erreurs de calcul dans l'addition des chiffres de population par village.

- les données corrigées ont été ensuite redressées sur la base de la sous-estimation du recensement de 1975, qui est de 27,89 %.

- ces données ont finalement été arrondies pour la commodité de l'utilisation.

ceux des années précédentes. Par exemple, en 1954, l'accroissement signalé par rapport à l'estimation précédente de 1949/50 est de 4.000 personnes, soit un accroissement de 40 % en quatre ans ; on peut ainsi penser qu'il n'y a pas eu de recensement véritable à la première date. Pour 1960, 1962, 1964, 1967 et 1975 le doute subsiste. Pour cette raison, on se gardera bien d'interpréter les variations annuelles comme des indications objectives.

### *Villages administratifs et villages réels*

Dans toutes les listes de population les unités nommées villages n'ont qu'un lointain rapport avec les villages réels. Tous les établissements kurumba de l'Aribinda, villages ou hameaux, sont issus, directement ou non, de l'agglomération d'Aribinda constituée par les quartiers de Wouré, Wangré, Tolou, Honré et Silmamasi. Leur fondation est liée au mouvement de colonisation agricole qui commence vers 1870. Aujourd'hui encore, les villageois qui résident hors d'Aribinda se considèrent d'une certaine façon comme des habitants d'Aribinda, puisque leur *awindi* s'y trouve. Ce mot d'origine songhay désigne dans son sens premier une unité de résidence patrilinéaire et patrilocale. Mais dans une acception plus large, il désigne l'origine, la racine de tout individu. La dispersion dans l'espace des membres d'un même *awindi* n'affecte en rien la référence, qui est toujours valide, à la résidence originelle dans Aribinda, siège de l'*awindi*. Ainsi, dans le cas le plus simple, un individu qui a créé un hameau près de ses champs considérera que son *awindi* est toujours dans son village d'origine. Mais le recours à ce concept peut porter sur plusieurs générations, et sur plusieurs étapes de fondations. Les individus se font souvent recenser là où ils ont leur *awindi*, indépendamment de la distance ou du temps qui les sépare de la résidence d'origine de leur famille.

Avec le temps, l'on observe parfois une certaine émancipation de l'*awindi* d'origine, probablement accélérée par la nomination de chefs coloniaux chargés de lever l'impôt pour leur village et les zones dépendantes. Ainsi, les unités administratives dotées de chefs sont-elles passées de 33 en 1954, à 51 en 1983.

Malgré tout, la référence au siège de l'*awindi* a pour effet de gommer les mouvements de population, et d'introduire de très fortes distorsions entre les villages réels et les villages administratifs. Les effets de ces distorsions sont variables. Certaines unités administratives (Liki, Djika, Gasseliki, Sikiré...) semblent assez bien correspondre aux

villages réels : il s'agit soit d'établissements indépendants d'Aribinda pour leur peuplement (villages mossi ou peul), soit d'établissements kurumba caractérisés par une coupure (dûe à des raisons essentiellement politiques) avec Aribinda.

Par contre, le village de Dalla fondé au tout début du XX<sup>e</sup> siècle n'acquiert une identité administrative qu'en 1967 ; il en va de même pour Pem, pourtant individualisé en 1904, et pour Diamon. Mais le problème se pose avant tout à Aribinda : il est absolument impossible d'appréhender l'évolution du bourg dans le temps, puisque s'y font recenser de nombreux habitants qui résident en réalité depuis longtemps dans d'autres villages. C'est le cas pour les quartiers de Honré et de Silmamasi, pourtant abandonnés par la majorité de leurs habitants, établis dans le sud depuis parfois plusieurs décennies. De même, l'unité administrative intitulée Aribinda inclut les quartiers de Wouré, Wangré et Tolou, les hameaux voisins de Tani, Nyounibélé, Kolbaté, Wondo et Kiring ; mais à la population du bourg est également additionnée celle des villages de Bouliba, Kiba, Bangel et Arba Dèbéré, créés à la fin du siècle dernier ou au début de celui-ci. S'y ajoute enfin une fraction de la population de nombreux autres villages.

A quelques exceptions près, il en résulte une impossibilité à peu près totale de retracer l'évolution démographique d'un village. Il faut donc regrouper les unités administratives situées dans le faisceau issu d'un même quartier, pour analyser l'évolution de la population à une échelle plus fine que celle de l'ensemble de l'Aribinda. Ces faisceaux, où coïncident population administrative et population réelle, ne peuvent être perçus que par-rapport aux processus de peuplement, ce qui oblige parfois à remonter loin dans l'histoire.

### *Hétérogénéité des listes de villages*

Les listes de villages de 1954 à 1983 ne sont pas homogènes. La comparaison des listes successives permet d'en saisir les raisons : scission d'un village en deux unités de recensement, omission occasionnelle d'un village, ou apparition d'une unité qui était jusque là décomptée avec une autre. Toutes ces observations montrent qu'il convient de ne se fier qu'avec circonspection aux indications des recensements.

## VI. 2. L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE 1904 A 1983

En faisant toute réserve sur les chiffres du recensement de 1904 et en corrigeant les erreurs matérielles (d'addition) des recensements suivants, puis en les réappréciant, on peut estimer que la population de l'Aribinda est passée en 80 ans de 3.600 à 42.000 personnes environ. On peut se référer au tableau 10 pour examiner les étapes de cette évolution.

### VI . 2. 1. Croissance démographique

La croissance démographique se présente bien entendu comme la somme de la croissance interne et du solde des mouvements d'immigration - émigration.

Entre 1904 et 1949/50, le taux de croissance moyen annuel de la population peut être évalué à plus de 2,5 %, si l'on tient compte de ce que l'effectif de 1949/50 est très certainement sous-estimé ; la population a été multipliée par plus de 2,9 en l'espace de 46 ans.

De 1954 à 1983, en une trentaine d'années, la population a été multipliée par 2,2. Le taux d'accroissement moyen annuel pour cette période est de 2,77 % - peu éloigné de celui qui caractérise la population pendant la période 1904-1950.

Ces taux d'accroissement sont relativement élevés si on les compare à la moyenne nationale :

1961 : 1,8 % par an (Annuaire statistique... 1984)  
 1975 : 2,06 % par an (id.)  
 1960-1970 : 1,95 % par an (Pallier 1978, 110)  
 1970-1975 : 2,13 % par an (id.)

Ils sont très élevés au regard de ceux des régions mossi :

Yatenga : 2 % par an (Marchal 1983)  
 Région de Koudougou : 1,87 % par an (Ancey 1983, 112)

Par contre Barral (1977,47) donne un taux probable de croissance annuel de 2,5 % par an dans la population touareg de l'Oudalan, ce qui est un pourcentage déjà plus proche.

Mais il faut aller au Niger pour trouver des taux supérieurs : Bernus (1981, 116) donne des taux annuels s'échelonnant de 1,2 à 3,5 % dans les années 60. Marie (1984, 109-111) avance pour le village de Bégorou-Tondo une croissance annuelle de 2,94 %.

Sur le delta intérieur du Niger au Mali, les variations locales des taux d'accroissement démographiques annuels affichent des pourcentages de 2,1 à 4,2 % pour les populations Bozo, et de 2,6 % pour les Peul-Rimaïbé (Gallais 1967) dans la période 1938-1958. Le taux observé dans l'ensemble du delta passe de 1,5 (1938-1958) à 2,3 % par an en 1960-1976. Les régions très fortement peuplées (Macina, Kounari, Djenné) connaissent par contre un croît faible : de 1 à 1,2 % par an (Gallais 1984, 181).

Il ne s'agit donc pas pour l'Aribinda d'un taux en lui-même excessif, compte tenu des faibles densités (10 habitants au km<sup>2</sup>, quoique de répartition très inégale) et de l'importance de l'immigration sur laquelle on reviendra (cf. VI. 2. 5.). Ce taux apparaît par contre élevé si on le compare à celui des foyers d'immigration voisins, le Yatenga ou le pays mossi.

## VI. 2. 2. Les accidents de la croissance interne

Il est important de souligner que ces taux sont observés malgré divers événements qui ont eu des conséquences importantes pour la croissance interne de la population.

La famine de 1913 - 1914, qui déborde très largement la zone sahéenne réduit, selon Marchal (1980, 70 et 83), de près de 20 % la population du Yatenga. Pour l'Aribinda les conséquences en ont aussi été très lourdes. Cette famine, *ham kissi*, y fut dit-on générale, et "la pire de toutes".

En 1929 et 1930, "des invasions considérables de criquets ont lieu dans le cercle"<sup>1</sup>. "La récolte que tout permettait de prévoir extrêmement abondante ... a été littéralement anéantie sur certains points du cercle ... nous avons la ferme conviction de n'exagérer nullement en estimant la perte à une moyenne de 80 à 90 % de ce que l'on pouvait espérer" précise un rapport du cercle de Ouahigouya de novembre 1929 (Marchal 1980, 181), qui donne la mesure des dégâts occasionnés.

<sup>1</sup> Procès-Verbal du Conseil des Notables, Dori 1931.

En 1930-1931 survient *abwoin ham* (la "famine de l'oseille"). Cette famine, décrite comme meurtrière par tous les informateurs, a droit à une mention dans les rapports administratifs : "La disette qui s'est faite sentir en 1931 dans certaines régions a entraîné des exodes vers des régions mieux approvisionnées en grain ... a fait refluer sur les régions limitrophes plus favorisées de la Haute-Volta un grand nombre d'indigènes"<sup>1</sup>.

En 1949 - 1951, survient une famine de moindre ampleur. Elle paraît très localisée puisque les habitants d'Aribinda se rendent à Ouahigouya et Barsalogo pour se procurer des vivres. Signe des temps, c'est le nom de la boîte de concentré de tomate, qui devient à partir de ce moment-là la nouvelle unité de mesure du grain, qui donnera son nom à cette famine : *akunkuru*.

A signaler enfin, les conditions sanitaires exécrables de l'époque. En plus des famines, intervient entre 1912 et 1932 une épidémie nommée *afolfiula*. En 1949 la famine s'accompagne d'une épidémie très meurtrière de méningite.

Malgré ce contexte a priori peu favorable à l'accroissement naturel, le taux de croissance de la population, dans la première moitié du siècle, est peu éloigné de celui que l'on peut calculer pour la période ultérieure qui va de 1954 à nos jours. Cette dernière période n'a elle-même été perturbée, jusqu'en 1983, que par un seul évènement majeur, la sécheresse de 1972 - 1973 ; on peut en outre supposer que l'Aribinda, depuis 1950, bénéficie de conditions sanitaires et de communications tout de même améliorées par rapport à celles du début du siècle.

### **VI. 2. 3. Quelques caractéristiques démographiques**

L'infrastructure sanitaire étant particulièrement médiocre dans l'Aribinda, on ne peut guère penser à une croissance naturelle (solde naissances-décès) de beaucoup supérieure à celle de l'ensemble du Burkina. Si nous ne sommes guère en mesure de quantifier cet accroissement naturel de la population, par contre diverses caractéristiques démographiques peuvent être obtenues à partir d'une enquête menée en 1983 sur un échantillon de 538 femmes mariées.

---

<sup>1</sup> Archives d'Outre-Mer, 2G 31/10.

Le nombre moyen d'enfants vivants par femme mariée est un peu inférieur à ce que l'on observe dans l'ensemble de la Haute-Volta dans les années 1960/1961. La descendance des femmes de 50 ans et plus s'élève dans l'Aribinda à 5,3 enfants ; alors que le chiffre national de 1961 est de 5,5 enfants.

Ce léger écart semble avant tout imputable à une mortalité infantile plus importante : sur 2813 naissances relevées chez ces 538 femmes mariées de toutes les tranches d'âge, 737 enfants sont décédés, soit un pourcentage de 26 % de décès sur l'ensemble des naissances<sup>1</sup>. Malgré tout, cette mortalité infantile tend à décroître avec les femmes les plus jeunes, signe peut-être d'une efficacité accrue des moyens sanitaires.

## **VI. 2. 4. Une émigration relativement faible**

### **VI. 2. 4. 1. Le volume de l'émigration**

Les premières données utilisables pour chiffrer l'émigration sont celles du recensement national de 1975<sup>2</sup>. Ce sont aussi les seules statistiques officielles qui permettent d'approcher ce phénomène.

En 1975, le taux d'émigration (pourcentage d'absents depuis plus de 6 mois) de l'ensemble de l'Aribinda s'élève à 1,45 % de la population totale. Il est faible. Le taux d'émigration calculé par Coulibaly et al. (1978, 47) pour l'ensemble de la Haute-Volta entre 1969 et 1973 s'élève à 3,9 %. Dans l'ouest mossi en 1973, un taux d'absence immédiat de 15,2 % sur un effectif de plus de 2.000 individus est relevé par Ancy (1983, 110). De même, en 1967, Lahuc note à Zaongo près de 6 % d'absents dans un village de 316 personnes (1980, 28).

La comparaison avec le pays mossi pourrait être contestable, celui-ci étant le foyer d'une émigration massive. Cependant, sous des latitudes et dans des environnements comparables à ceux de l'Aribinda, des taux également importants sont parfois atteints : Marie (1984, 194) note en

---

<sup>1</sup> Pour mémoire, le taux de mortalité infantile en Haute-Volta en 1960/61 s'élevait pour le groupe peul à 18,8 %, et pour les Mossi du Yatenga à 17,3 % (La situation... 1962, 41).

<sup>2</sup> Le recensement de 1961 (Chairin 1970 ; La situation... 1962, 70) accorde de longues rubriques au phénomène migratoire, mais Aribinda, non individualisé dans l'enquête, est rattaché au nord classé dans la rubrique ethnique "peul" ; l'émigration dans ce groupe, précisent les documents, est alors "peu importante".

milieu songhay au Niger, en 1977, un taux d'absence de plus de 10 % pour le village de Bégorou-Tondo.

Le taux d'absence relevé dans l'Aribinda est vraisemblablement sous-estimé, les émigrants n'étant pas systématiquement déclarés<sup>1</sup>. Cependant ce taux est en lui-même suffisamment faible pour que l'émigration apparaisse à cette date comme un phénomène encore très marginal.

#### VI. 2. 4. 2. Les acteurs de l'émigration

##### *Les ethnies*

L'importance de la migration varie selon les ethnies : les Peul émigrent moins que les autres groupes. 0,4 % de leur population était absente en 1975. Les Mossi, à l'inverse, constituent un groupe très instable. Leurs villages se caractérisent alors par les plus forts taux d'absence : plus de 3% de la population totale. Les Mossi, qui représentent un peu plus de 20 % de la population de l'Aribinda, fournissent à peu-près la moitié des émigrants. Ils utilisent des filières ethniques qui les conduisent en Côte d'Ivoire.

Les destinations assez diverses choisies par les migrants kurumba témoignent, par contre, d'une migration qui ne dispose pas de filière comparable. C'est d'ailleurs dans les zones où ils sont en contact avec les Mossi que le taux d'émigration est le plus élevé : zone de Dalla-Wouroundou (2,5 % d'absents en 1975), zone du sud (près de 2 % d'absents à la même époque). En revanche, dans le nord de l'Aribinda, où les villages kurumba sont homogènes, l'absence est bien plus réduite, et n'excède pas 1 % de la population.

##### *Les hommes*

L'émigration est dans l'Aribinda un phénomène avant tout masculin : 2,3 % de la population masculin en 1975, contre 0,54 % de la population féminine. Le rapport hommes/femmes migrants est de 1 à 5. Dans le pays mossi à la même époque, 3 migrants sur 10 sont des femmes (Vaugelade, Quesnel 1975, 32).

---

<sup>1</sup> En 1983/84, ils nous a fallu plusieurs passages dans quelques exploitations pour y obtenir la liste complète des absents.

Le phénomène migratoire intéresse plus de 6,5 % des hommes de 15 à 29 ans. Dans l'ouest mossi du début des années 60, le taux d'absence chez les hommes de 15 à 34 ans s'élève à 52 % (Kohler 1971, 21) ; dans le village de Bégorou-Tondo au Niger, il s'échelonne entre 23 % pour les 15-19 ans, 65 % pour les 20-24 ans, et 52 % pour les 25-29 ans (Marie id., 194) en 1977. En 1973 dans 5 localités du centre-Yatenga, les taux d'absence de la population masculine de 15 à 39 ans varient entre 20 % et plus de 60 % (Marchal 1983, 669).

En Aribinda, 2,5 % des hommes âgés de 30 à 44 ans sont signalés absents en 1975. Les taux migratoires des tranches d'âge inférieures à 15 ans ou supérieures à 44 ans n'excèdent jamais 1 %.

### *Les femmes*

Dans l'Aribinda, les migrations de femmes isolées sont tout-à-fait exceptionnelles, celles-ci ne quittant la région que pour accompagner leur époux. 9 % des migrants recensés en 1975 dans l'Aribinda sont des femmes âgées de 15 à 44 ans, en principe mariées. Comme dans les ménages migrants, jeunes et peu aisés, les hommes ne sont pas polygames, la migration sur le mode "familial" concernerait moins de 20 % des départs, dans un flux migratoire qui comporte avant tout des effectifs masculins. Ce taux a cependant quelques chances d'être sous-estimé, car il n'est pas rare de voir des femmes mariées de moins de 15 ans.

#### VI. 2. 4. 3. Les destinations et l'évolution des taux de l'émigration

Les données du recensement de 1975 ne fournissent aucune indication sur les destinations des migrants. Des informations issues d'une enquête menée en mai-juin 1983 permettent cependant de les préciser ; une autre approche menée sur un échantillon de 16 exploitations examinées pendant quelques mois, de 1983 à 1984, fournit des indications supplémentaires.

Ces dates ont leur importance, car la première enquête fait état de données postérieures de 8 ans à celles du recensement national. D'après le premier échantillon de 913 personnes interrogées en différents endroits de la région, le flux migratoire de leurs proches entre 1975 et 1983 aurait doublé, et représenterait pour la période 2,9 % d'absents.

Extrapolé à la population de l'ensemble de l'Aribinda en 1983, ce taux donnerait grossièrement 900 émigrants.

Cette enquête a permis aussi de préciser les destinations de la migration. Plus d'un migrant sur deux se rend en Côte-d'Ivoire. Les autres demeurent généralement au Burkina-Faso, dans des régions limitrophes : Djelgodji, Liptako ou les régions mossi voisines, et enfin dans la capitale.

En janvier 1984, sept mois plus tard, après une récolte catastrophique, une seconde enquête sur un échantillon de 414 personnes permettait de définir un taux d'absence de 3,8 %, et la seule migration à destination de la Côte-d'Ivoire intéressait 2,4 % de l'effectif examiné. Les absents déclarés étaient exclusivement des hommes. Mais cette enquête, portant sur les absents déclarés dans chaque famille, n'a pas permis de déceler le volume exact de cette migration, des familles entières ayant émigré. Certains villages, comme Gasselnaye, semblent avoir alors perdu une part importante de leurs habitants.

Cependant ce type de migration n'a ni les mêmes causes, ni les mêmes modalités, ni la même durée que l'émigration en temps "normal". Il importe donc de distinguer ces deux phénomènes qui, selon le moment où ils sont perçus, tendent plus ou moins à se superposer. La migration d'une certaine classe d'âge masculine vers le sud, causée par la recherche d'un travail rapidement rentable, est en croissance régulière dans les 10 dernières années. Elle peut se traduire comme une ponction, minime, sur les forces productives, celles de l'agriculture en particulier. La migration de crise est en quelque sorte une migration forcée : les paysans partent parce qu'il ne leur reste presque plus rien, mais la plupart des familles n'envisagent pas un départ définitif, et espèrent revenir pour les travaux agricoles de l'année suivante.

La migration de crise permet de mettre en évidence les mécanismes latents de la mobilité : ainsi, les éleveurs paraissent plus mobiles que les gens des villages, étant moins attachés à la terre, et contraints plus impérativement au départ pour assurer la survie de leurs troupeaux. Mais cette migration est surtout conjoncturelle : les Peul, en temps normal, migrent peu. L'éloignement des pasteurs, qui vont, en période de crise, à la recherche de pâturages, reste généralement limité ; ce n'est pour la plupart d'entre eux qu'une solution transitoire permettant la préservation du cheptel, avant le retour à l'hivernage suivant.

## **VI. 2. 5. Un facteur de croissance : l'immigration**

A partir des années 1910 et jusque dans les années 50, les Mossi de la région de Kaya et même du Yatenga, et aussi les Peul du Djelgodji affluent massivement dans le Canton d'Aribinda. Les rapports administratifs mentionnent deux causes essentielles à ces immigrations : "l'absence de tout recrutement dans le Cercle de Dori, l'exceptionnelle fertilité des terres de l'Aribinda"<sup>1</sup>.

Peut-on estimer le volume de cet apport migratoire ? Les statistiques administratives ne sont pas prolixes ! Les effectifs Peul sont inconnus pour l'Aribinda avant les années 50, et leur volume actuel est lui-même mal chiffrable. En 1904, aucun Mossi n'est signalé dans le canton d'Aribinda. En 1931, il n'y a officiellement que 120 Mossi dans tout le cercle de Dori. Le mouvement d'immigration mossi connaît un arrêt, voire un renversement, dans les années cinquante, et pourtant en 1954 la population des villages mossi à elle seule, c'est-à-dire compte non tenu des familles mossi dispersées dans divers villages kurumba, s'élève à plus de 2.800 personnes déclarées, soit 21 % d'une population totale de 14.500 personnes. En 1983, la proportion Mossi/autres groupes ethniques est identique.

Par ailleurs, les modalités d'installation des Mossi sont très mal connues. Les déclarations faites à l'origine à l'administration sont bien souvent les seules informations disponibles. Le récit actuel des intéressés ne permet de connaître ni les modalités réelles de la migration, ni son volume. Il est cependant intéressant de rechercher à quel groupe ethnique est dû l'accroissement démographique, et dans quelles proportions.

## **VI. 2. 6. Evolution de la population, 1954-1983**

### **VI. 2. 6. 1. Evolution par groupe ethnique**

Le détail, par ethnie, des effectifs présents dans la région lors des divers décomptes de la population est peu exploitable. Dans les états administratifs, les Mossi sont inclus dans le groupe kurumba. Il n'est par conséquent pas possible de se faire directement une idée de l'évolution de chaque ethnie.

---

<sup>1</sup> Archives d'Outre-Mer 1932, 2G 32/16.

Par contre, les villages sont classés par dominante ethnique dans le recensement de 1975. A partir de cette indication, les listes par village peuvent être converties en listes ethniques. Cette classification, même peu précise, permet de comparer les données de 1954 (date à laquelle apparaissent les premières listes de village) à celles de 1983 :

ensemble des villages	1954	1983
kurumba (foulcés)	8.767 60 %	18.041 55 %
mossi	2.832 19 %	6.424 20 %
peul et rimaïbé	1.812 12 %	5.376 16 %
bella	1.264 9 %	2.798 9 %
Ensemble	14.675	32.639

- Tableau 11 : Population des villages classés par dominante ethnique en 1954 et 1983. Les pourcentages indiquent, le rapport de l'ethnie considérée à la population globale. -

Les taux de croissance annuels pour chacun des groupes de villages sont les suivants :

kurumba	: 2,5 %
mossi	: 2,9 %
peul et rimaïbé	: 3,9 %
bella	: 2,8 %

A quelques exceptions près, aucun des villages classés dans les deux premières catégories n'est purement kurumba ou mossi. En revanche, on peut considérer, comme cela est couramment observé dans l'Aribinda, que les établissements peul ou bella sont très homogènes et que la classification ethnique, dans leur cas, est conforme à la réalité.

*Le groupe Peul : croissance au nord, décroissance au sud*

Le taux de croissance annuel le plus fort concerne les établissements peul. Cependant la catégorie des Peul/Foulbé joue dans les recensements le rôle de "fourre-tout" pour des ensembles minoritaires rattachés au monde pastoral, islamique ou commercial, comme les "Kalawalabé, Maures, Hayawanabé et Gabéréobé". Le taux de croissance exceptionnel des établissements classés comme "peul" entre 1954 et 1983 est par conséquent à attribuer, en partie du moins, à l'assimilation de ces groupes minoritaires au groupe peul. Il est aussi possible que les recenseurs aient, à cette période, rattaché ces groupes à la circonscription d'Aribinda alors qu'ils étaient auparavant recensés en-dehors. Seule une analyse cas par cas permettrait de se faire une idée de ce qu'a pu être véritablement la croissance des établissements peul.

Cette croissance est en effet très variable dans le détail, mais les chiffres ne sont pas à rejeter en bloc. Les données concernant quelques unités villageoises anciennes, et bien identifiées comme peul, sont exploitables :

- Les deux plus anciens établissements peul ont été créés à la fin du siècle dernier. La population de Silmamasi Foulbé et de Tongomayel Yalanga s'accroît selon un taux moyen annuel de 2,6 % par an entre 1954 et 1983, comparable à celui que l'on observe dans les villages kurumba auprès desquels ces Peul se sont implantés.

- Aux deux établissements précédents succèdent dans l'ordre de création Gasseliki, Pelhouté et Gorel Foulbé qui ont en commun d'être implantés dans l'extrême sud et sud-ouest. Leur taux de croissance tombe à 1,4 % par an pour la même période, et peut être comparé à celui de la "croissance naturelle" de l'ethnie elle-même, d'après les données de 1961 (Clairin 1970, 41, 240).

- A l'inverse, deux villages peul installés entre 1930 et 1950, et rattachés à des établissements kurumba établis sur le cordon dunaire au nord d'Aribinda, connaissent un croît particulièrement important entre 1954 et 1983. Cela est surtout vrai pour Tongomayel Sirgné, dont la population est multipliée par 9 en l'espace de trente ans. La population d'Arra Foulbé se multiplie dans le même temps par 6. Pour ces deux ensembles, 1954-1983 correspond à une phase d'accueil massif de migrants en provenance du Djelgodji, qui alimentent cette croissance spectaculaire.

- Les données concernant les autres établissements peul sont à prendre avec précaution. Certains campements n'apparaissent sur les

listes qu'après 1954, d'autres comme Gountouré Nyényé disparaissent tout simplement.

La population Peul est souvent mobile ; il est difficile d'en faire une estimation correcte, et impossible de généraliser à l'ensemble du groupe une observation locale. Cependant, une partie de la population peul s'est stabilisée, et assez bien intégrée au "paysage" kurumba, en campements proches des villages. Des accords et des échanges divers, comme les contrats de gardiennage, de fumure, les prêts de terre lient aujourd'hui les deux parties. Cette politique d'accueil aux éleveurs que pratiquent un certain nombre de villages kurumba des cordons dunaires peut apparaître surprenante si l'on considère les conflits qui régulièrement colorent les relations agriculteurs-éleveurs. C'est que les choses depuis un certain temps ne sont plus aussi tranchées. "L'entente" entre les deux groupes, flagrante dans le nord, est pour une part liée à un contact déjà ancien, et à une géographie particulière des terroirs septentrionaux. Par opposition, dans le sud, l'extension des zones de culture concurrentes de l'élevage apparaît comme un facteur limitant la colonisation pastorale.

Pour toutes ces raisons, il paraît évident que l'accueil de nouveaux immigrants peul ne saurait s'effectuer dans les mêmes conditions ni dans les mêmes proportions d'une zone à l'autre, ce qui pourrait expliquer l'énorme différence que l'on observe entre certains établissements peul, notamment entre ceux du nord, à forte croissance, et ceux du sud, en relative stagnation.

#### *Le groupe bella : croissance dans la sédentarisation*

Sa croissance annuelle est de 2,8 % par an dans l'Aribinda. Bernus (1981, 116), à propos des populations Buzu et Farfaru<sup>1</sup>, fait état d'un accroissement naturel de 2,3 % par an pour les nomades, et de 2,4 % à 3,5 % pour les sédentaires. Pour cet auteur, la dynamique des populations apparaît comme inversement proportionnelle au degré de pastoralisme. Faut-il en déduire que les Bella de l'Aribinda sont en passe de sédentarisation ? En effet, le nomadisme n'existe plus guère chez ces derniers, et le déplacement entre deux pôles saisonniers est lui-même, dans bien des cas, caduc. Ce qui est par contre incontestable est l'afflux grandissant, et culminant en saison sèche, de groupes issus de l'Oudalan avec leurs troupeaux, à la recherche de pâturages. Ce

---

<sup>1</sup> Anciens captifs de Touareg vivant en pays de langue haoussa.

phénomène saisonnier apparaît comme une première étape vers l'établissement à demeure.

*Le groupe mossi : après l'immigration*

L'enquête menée par Marchal (1979, 142-143) établit que le quart de la population mossi présente en 1973 dans l'Aribinda s'est implanté avant 1930, 41 % de 1930 à 1940, et 33 % entre 1950 et 1965. L'immigration mossi est actuellement interrompue, ou du moins fortement ralentie, à l'exception de la zone située à l'extrême ouest de l'Aribinda (Yalanga, Belhouro), où les immigrants se sont surtout établis après 1950, et de la frange sud où "débordent" encore les populations mossi voisines, de la région de Kaya.

La phase d'arrivée massive (de 1920 à 1950) correspond à l'époque à laquelle les Mossi fondent leurs propres établissements à l'écart des villages déjà existants. Ainsi, la quasi-totalité des villages mossi mentionnés dans les listes administratives ont été fondés avant 1950. Le taux de croissance qui peut être calculé à partir des premières données disponibles sur les villages, lesquelles datent de 1954, ne rend malheureusement pas compte de l'ampleur de l'immigration mossi avant cette date. Le taux de croissance de l'ensemble des établissements mossi entre 1954 et 1983 est encore de 2,9 % par an. Il s'agit d'un taux important, mais il faut aussi tenir compte du fait que de nombreux Mossi se sont fait recenser à la même époque dans la localité de leur résidence effective en Aribinda, alors qu'ils étaient auparavant soit non déclarés, soit recensés dans leur lieu d'origine.

Cette croissance globale connaît de fortes inégalités locales : certains villages, comme Oulfo-Alfa sur la limite est de l'Aribinda, multiplient presque leur population par 4 en trente ans, tandis que d'autres, comme Djika ou Liki, ont une croissance plus mesurée. Gasseliki-Mossi par contre présente un taux très faible, n'excédant pas 1,5 % par an.

L'immigration mossi intéresse également des villages kurumba. A Gaykangoéta, à Wouroundou, à Aribinda, Sikiré, et dans les établissements kurumba de la frange sud, des arrivées récentes peuvent être relevées depuis 1950. Dans tout le sud, et sur les marges est et ouest de l'Aribinda, la colonisation mossi prend parfois des allures saisonnières (hameaux temporaires de culture). A l'inverse, comme dans le village de Béniré au sud, certains migrants mossi de la période coloniale sont repartis dans leur région d'origine après l'Indépendance,

ou encore à l'occasion de la sécheresse de 1973. De même, bien des Mossi, après la récolte catastrophique de 1983, envisageaient à leur tour un départ. Cette population semble dans l'Aribinda particulièrement mobile.

*Le groupe kurumba : des variations zonales de croissance*

Le groupe Kurumba est affecté d'un taux de croissance un peu plus faible que ceux retenus pour les autres ethnies. Mais là aussi, pour le détail de cette évolution, une analyse par groupes de villages est indispensable. En effet, on ne peut trouver une certaine cohérence dans l'évolution de ce groupe ethnique que si l'on prend en compte l'ensemble des villages nés d'un même flux migratoire à partir d'Aribinda, autrement dit les villages "apparentés". Par exemple, les habitants du village de Gasselnaye, fondé dans la première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, se sont fait recenser jusqu'en 1967 à Aribinda Zeno, à 25 km au sud, leur première étape en quittant le quartier de Wangré. Remonter, de village en village, le fil de l'*awindi* pour aboutir au quartier d'origine dans Aribinda, ou de manière plus simple, retrouver les étapes de l'établissement, permet d'opérer des regroupements pertinents pour l'analyse démographique du groupe kurumba.

Plusieurs ensembles de villages-parents peuvent être constitués, en se basant sur les faisceaux de colonisation issus de chacun des quartiers du bourg. En effet, si la population kurumba, selon son appartenance socio-ethnique, se fait recenser en différents endroits d'un même faisceau, par contre elle ne transgresse qu'exceptionnellement les limites de ces faisceaux. Mais il n'est pas possible d'individualiser la population de chacun des quatre faisceaux qui couvrent l'Aribinda. La population de l'unité administrative intitulée Aribinda correspond à l'addition de celles des quartiers de Wouré, Wangré et Tolou, augmentée d'un effectif résidant en fait hors de ces trois quartiers. Un dénombrement conduit en 1983 indiquait qu'approximativement 680 personnes habitaient Wangré, 650 Wouré, et 430 Tolou, soit 1.760 personnes au total pour les trois quartiers. Cela indique, par rapport au recensement administratif de la même année, que 1.410 personnes recensées à Wouré, Wangré ou Tolou résidaient en fait hors d'Aribinda. Or il est impossible de savoir à quel quartier, et en quelle proportion, se rattache cette population non résidente au bourg. Il convient par conséquent d'analyser en bloc la population de ces trois quartiers et des établissements qui s'y rattachent.

D'autres ensembles sont par contre dès 1954 bien individualisés par rapport à Aribinda, du fait d'une implantation ancienne et d'une rupture politique avec le bourg. Il a pu y être vérifié que tous les habitants de ces villages se faisaient bien recenser à leur lieu de résidence. Cela permet, pour ces établissements ou groupes d'établissements, d'individualiser autant d'ensembles présentant des chiffres de population complets et homogènes.

Ces différents ensembles recouvrent plusieurs unités de recensement apparentées, et sont circonscrits sur la figure 30. Leur croissance démographique peut ainsi être définie avec assez de précision :

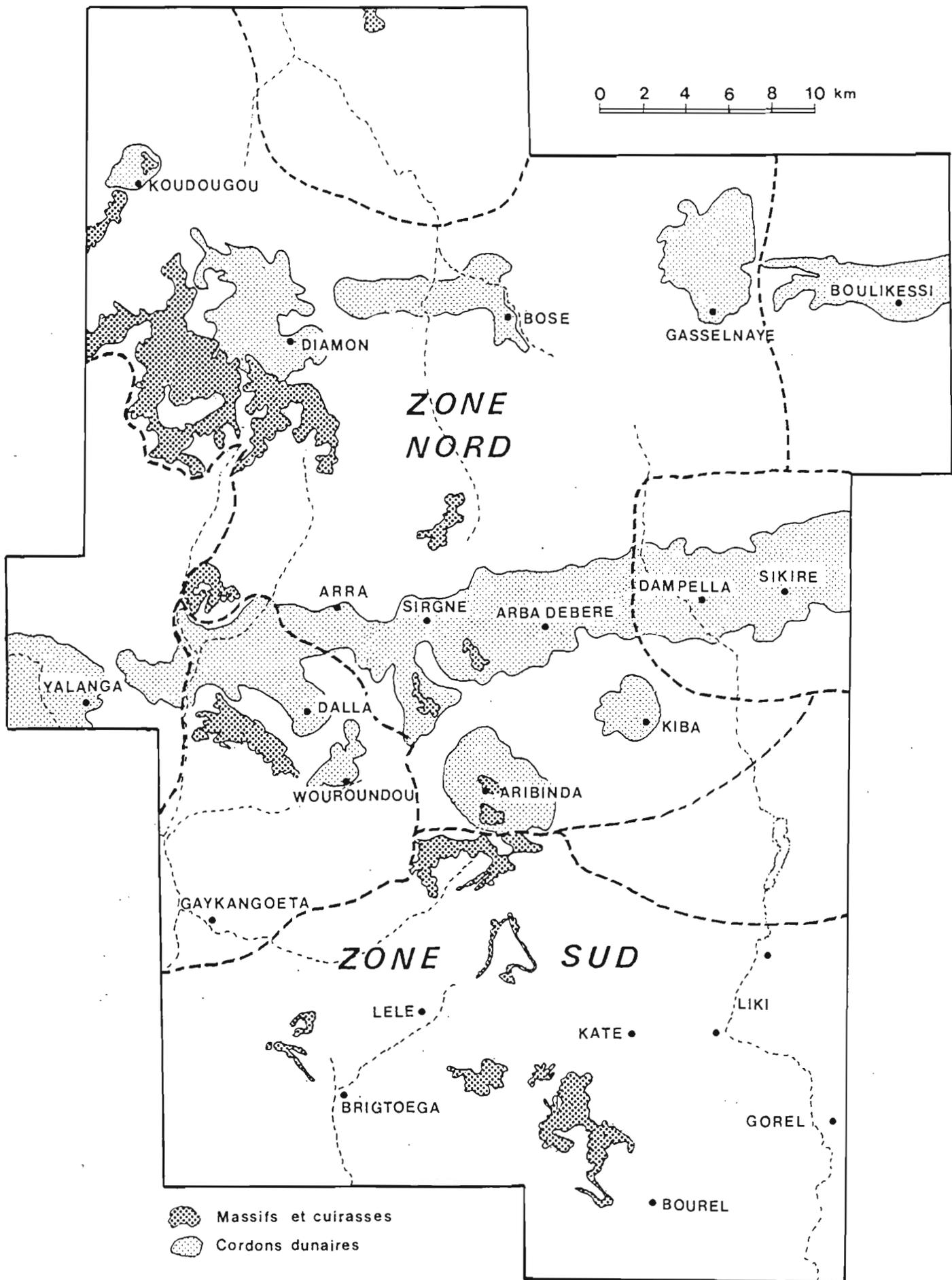
- La zone nord (quartiers d'Aribinda, i.e. Wouré, Wangré, Tolou, la zone ouest proche d'Aribinda, et l'ensemble des villages du nord : Arra, Dangion, Diamon, Wilao, Wouré-Séno, Pem, Sirgné, Koudougou, Gasselnyaye, Aribinda Zéno) présente un taux de croissance annuel assez faible : + 2,3 %. Il s'agit d'un ensemble à peu-près exclusivement kurumba, avec une très faible proportion d'effectifs bella et peul ; la grande majorité des éleveurs de cette zone sont recensés séparément, et les Mossi en sont exclus.

- La zone de l'extrême ouest (Yalanga, Belhouro, Souma) connaît un taux de croissance annuel plus faible encore, de 2,1 %. Cette zone présente les mêmes caractéristiques que la précédente.

- La zone de Dalla-Wouroundou est affectée d'un taux de croissance plus important : 2,7 % par an. Cet ensemble apparaît comme un front de colonisation agricole kurumba (de très nombreux hameaux ont été créés depuis Dalla, Wouroundou, Gaboukani ou Gaykangoéta, parfois alimentés en effectifs par la bourgade), mais aussi mossi : il s'agit d'une zone de contact entre deux fronts pionniers, l'une mossi depuis le sud-ouest, l'autre kurumba depuis l'est, depuis Tolou. Son croît est par conséquent susceptible d'intéresser aussi d'autres groupes ethniques intégrés dans les villages kurumba.

- La plus forte croissance annuelle (+2,8 %) affecte dans le nord-est les établissements sur sables, déjà bien individualisés par-rapport à Aribinda en 1954 : Sikiré, Dampella, Peteldiré, Boulikessi. Ils sont nourris d'effectifs quittant Aribinda ou venant de l'extérieur, comme à Sikiré, où la croissance est imputable aux arrivées d'éleveurs (Bella et Gaobé venus de l'Oudalan), de commerçants attirés par le marché, et aussi de Mossi.

- La zone sud, avec les ensembles kurumba de Gorel, Honré, Katé, Pelhouté, Sanga, et Silmamasi, connaît une croissance à peine inférieure, soit 2,6 % par an. Il s'agit d'une zone où l'on observe une poussée mossi



- Figure 30 : Limite des zones retenues pour l'approche démographique. -

depuis le sud, surtout sur les franges sud-est où les villages mossi sont bien implantés.

Comme on peut le voir surtout dans ces derniers exemples, la classification ethnique des villages, si elle est un moyen commode pour apprécier par zone, de manière nuancée, l'évolution démographique des différentes ethnies, masque assez souvent l'hétérogénéité des unités recensées. Et dans ce cas, que faut-il imputer à la croissance naturelle des populations, et que faut-il imputer à l'immigration ? Dans le groupe kurumba, les ensembles du nord (Wouré, Wangré et les villages qui en sont issus) et de l'extrême ouest (Yalanga) apparaissent comme ceux où la croissance démographique est la plus faible. Cela ne caractérise pas pour autant l'évolution "naturelle" de la population, puisque certains éléments exogènes (Peul ou Bella), en proportion réduite certes, sont inclus dans le groupe kurumba, et puisque par ailleurs les départs vers des zones moins saturées y sont encore observés. Mais ces constatations sont néanmoins indicatives d'une dynamique variable selon les zones examinées. Cette analyse mérite, pour prendre tout son sens, d'être confrontée avec les données relatives aux surfaces cultivées.

#### VI. 2. 6. 2. Evolution par zone

##### *Dans le nord*

Le taux de croissance de l'ensemble de la population dans la zone nord est de 2,6 % par an. La croissance annuelle de la population des villages classés dans la dominante ethnique kurumba n'est elle-même que de 2,3 %. Dans ces conditions, l'accroissement de la population est pour une bonne part imputable aux arrivées d'éleveurs.

##### *Dans le sud*

Le phénomène inverse s'observe dans le sud, où la croissance des seuls villages kurumba (+ 2,6 % par an) est supérieure à celle de la population toute entière de la zone (+ 2,3 % par an) entre 1954 et 1983. Cela laisse supposer que la croissance relativement faible observée ici est due à une stagnation ou à un départ des populations non Kurumba, arrivées avant les années 50 (pasteurs et Mossi).

## CHAPITRE VII

### POPULATION ET SURFACES AGRICOLES

#### VII. 1. METHODE

##### VII. 1. 1. Reconnaissance et mesure des aires agricoles

La première couverture aérienne de l'Aribinda remonte à 1955<sup>1</sup> ; la seconde mission sur Dori a lieu en décembre 1981<sup>2</sup>. La zone photo-interprétée ne couvre pas la zone de la mare de Soum, c'est-à-dire l'extrême nord de la région. L'établissement d'un fond de carte au 1/50.000 a été l'étape suivante.

La délimitation des surfaces cultivées a ensuite été réalisée pour 1955 et 1981, et les caractéristiques "topo-pédologiques" de la région précisées à partir d'une identification sur photographies aériennes, et d'une reconnaissance de plusieurs unités caractéristiques sur le terrain (cartes hors-texte 1 et 2).

#### *Identification des sols*

La classification paysanne permet de rendre compte de manière pertinente des différentes aptitudes agricoles de chaque catégorie de terres<sup>3</sup>. La photographie aérienne et les parcours sur le terrain permettent de repérer la nature des terres cultivées par les paysans. Abstraction faite des nombreuses nuances qui sont relevées dans

---

<sup>1</sup> AOF ND 30 XVIII.

<sup>2</sup> 81 025-HV Dori.

<sup>3</sup> Voir première partie : "Le modelé et les terres".

chacune des catégories paysannes, les terres peuvent aisément se classer en trois types :

- Les sables dunaires, en premier lieu ; ce sont des sols légers, épais, que l'on retrouve en plages ou en cordons dunaires dans l'ensemble de la région. Ce sont les sols à petit mil par excellence.

- Les sols sablonneux de piémont ou d'interfluve ; ce sont des sols également légers, mais moins profonds, plus secs et nettement plus fragiles que les précédents. La classification paysanne leur accorde le même terme générique, *ahondo*, qu'aux précédents ; il est cependant utile de les en distinguer à cause de leurs caractéristiques différentes, et de leur fragilité particulière.

- Enfin, ce qui a été classé comme "bas-fonds" recouvre diverses unités pédologiques. Ces sols plus lourds que les précédents ont en commun d'être situés en position topographique basse, à proximité des axes de drainage. Les bas-fonds qui se prêtent à la culture du sorgho correspondent aux zones inondables pendant quelques jours, ou du moins très proches de l'axe de drainage et bien alimentées en eau. En amont de ces sols et cartographiés avec eux, des bas de pente plus sablonneux et plus secs portent parfois quelques cultures de petit mil mêlé au sorgho.

### *Evaluation des surfaces*

Il a été procédé à l'évaluation par un jeu de trames superposées à la cartographie des surfaces agricoles, réalisée pour 1955 et 1981. Les trames formaient un quadrillage délimitant des unités de base de 5 mm sur 5, soit des aires 6,25 ha au 1/50.000. L'importance de la mise en valeur agricole de chaque unité a été quantifiée sur la base de trois critères : aires entièrement cultivées, aires à moitié cultivées, aires non cultivées. Cette méthode a permis une évaluation des surfaces agricoles suffisamment précise à l'échelle retenue, pour autoriser leur classement dans les catégories de terres décrites plus haut.

Pour les cartographes de l'IEMVT, "les cultures et les jachères sont aisément repérables sur des photographies aériennes à 1/50.000" ; les auteurs notent cependant des confusions fréquentes "entre les cultures de l'année proprement dite, et les jachères de l'année précédente" (Provost 1978, III, 18). La cartographie élaborée dans le cadre de l'étude menée en 1974 sur l'ORD du Sahel retient ainsi 2 catégories de terres utilisées par l'agriculture :

- Les champs cultivés et - indissociables de ceux-ci - les jachères de l'année précédente ;

- Les jachères plus anciennes, c'est-à-dire celles qui ont plus d'un an.

Sur les photographies aériennes de 1955 et 1981, il est en fait bien difficile de distinguer les jachères qui ont deux, trois ans ou plus de celles qui sont récentes, voire dans quelques cas des champs en culture eux-mêmes ; il est encore plus difficile d'attribuer à ces jachères un âge quelconque. En effet, sur certains terrains laissés "en repos", la couverture végétale met quelquefois plusieurs années pour se reconstituer, quand elle se reconstitue ! la distinction entre les terrains cultivés, et ceux qui ne le sont plus, est parfois très malaisée. La qualité des couvertures aériennes de 1955 et 1981 ne permet pas une précision aussi grande que celle des auteurs de l'IEMVT, qui vont jusqu'à donner une valeur moyenne des surfaces effectivement cultivées pour chaque unité d'observation de 100 ha sur leur trame, ainsi que les variations - minimales - de cette valeur. Néanmoins, les estimations pour 1974 des surfaces cultivées et en jachère, déduites de leur cartographie au 1/200.000, sera utilisée ici<sup>1</sup>.

### VII. 1. 2. Les aires retenues

Les surfaces cultivées ont d'abord été évaluées par zone villageoise, afin de tenter de les comparer aux chiffres de population des listes de villages disponibles pour des dates à peu près correspondantes, 1954 et 1983.

Le découpage en zones villageoises, dont les limites ont été préalablement précisées par une série d'entretiens, donne accès à une estimation assez fine de l'accroissement des surfaces agricoles entre 1955 et 1981.

Mais ce procédé ne permet pas de mettre en parallèle, à quelques exceptions près, les surfaces utilisées avec les chiffres de population attribués à chacun des ensembles villageois. C'est une conséquence de la difficulté de localiser la population sur des bases statistiques dans sa résidence effective, et non plus au siège de son *awindi*. Il est donc

---

<sup>1</sup> Les auteurs de cette cartographie au 1/200 000 ont défini 5 classes de taux d'occupation du sol par les champs et les jachères récentes, à partir d'une trame permettant de percevoir des unités de 100 ha sur le terrain : 4 à 10 %, 10 à 30 %, 30 à 50 %, 50 à 75 % et plus de 75 %. Ils livrent également la valeurs moyenne pour chacune de ces classes. A partir de ces valeurs il est possible de calculer approximativement les surfaces cultivées et les jachères repérées sur la photographie aérienne de 1974.

nécessaire d'opérer des regroupements entre plusieurs ensembles villageois pour établir avec quelque fiabilité un rapport entre surfaces utilisées et populations de 1954/55 et de 1981/83.

L'établissement d'un tel rapport implique que l'analyse ne prenne pas certaines données en compte. Dans les zones de transition entre régions, la population est recensée tantôt dans l'Aribinda, et tantôt à l'extérieur. De même, il est malaisé de distinguer entre le domaine agricole d'une population recensée dans une Préfecture et le domaine de la population recensée dans la Préfecture voisine. Pour cette raison ont été éliminés :

- L'extrême ouest de la région, c'est-à-dire la zone de Yalanga-Belhouro pour laquelle le recensement des populations se fait en partie dans le Djelgodji ; et également la zone de Dalla-Wouroundou-Gaykangoéta : les Kurumba qui résident à Gaykangoéta sont tous recensés à Wouroundou, qui est leur village d'origine. Par contre, l'on trouve à Gaykangoéta un très important effectif mossi qui est recensé dans le sud, hors des limites de la Préfecture d'Aribinda. Il n'est, dans ces deux ensembles, pas possible de retrouver l'effectif réel de la population présente.

- L'extrême est de la région : à Boulikessi et dans la zone de Sikiré, le même problème se pose avec des populations recensées quant à elles dans l'Oudalan. La zone villageoise de Dampella, dont la population est partiellement recensée à Sikiré, doit, pour les mêmes raisons, être elle aussi éliminée.

- L'extrême sud de la région, c'est-à-dire les zones d'Alagiou, Alora, Gasseliki. Dans cette zone de transition avec le pays mossi, les effectifs recensés en dehors de l'Aribinda sont particulièrement nombreux.

Après l'élimination de ces franges, reste néanmoins une part importante de l'Aribinda. Deux grandes zones, nord et sud, peuvent y être délimitées ; la première correspond aux cordons dunaires, où la population est en majorité kurumba, mais où se rencontrent d'importants effectifs de pasteurs ; la seconde correspond aux terres basses du sud, où les Kurumba sont surtout en contact avec les Mossi.

Il est peu probable, étant donnée la relative fiabilité des statistiques les concernant, que les estimations de leurs populations et de leurs superficies s'écartent beaucoup de la réalité. Le seul problème qui peut être rencontré concerne, dans le nord, la présence de petits groupes de

pasteurs, migrants récents, et non recensés dans l'Aribinda ; mais les établissements d'éleveurs sont, dans leur ensemble, bien individualisés depuis 1954 et la présence de ces groupes marginaux n'est susceptible d'introduire que des distorsions minimales. Dans le sud de même, les effectifs des villages mossi pris en compte sont implantés depuis longtemps, et l'aire de cultures relevant de chaque village est aisément définie sur la photographie aérienne.

**- Zone nord .**

- zones villageoises retenues : Aribinda, Arra, Kiba, Diamon, Bosé, Gasselnyaye, Koudougou, Sirgné-Arba Débééré.

- unités de recensement retenues : Aribinda, Aribinda Zeno, Danghion, Arra Foulcé, Arra Foulbé, Diamkolga, Diamon, Gasselnyaye, Koudougou, Pem, Sirgné, Wilao, Wouré Séno, Tongomayel Sirgné.

Cette zone est la plus importante. Elle coïncide avec le faisceau de colonisation de Wouré et une partie de ceux de Wangré et de Tolou.

**- Zone sud :**

- zones villageoises retenues : Brigtoéga, Lélé-Katé, Gorel, Djika, Liki, Bourel.

- unités de recensement retenues : Honré, Katé, Sanga, Silmamassi Foulcé et Foulbé, Gorel Foulbé et Foulcé, Liki, Djika.

Le peuplement kurumba dans toute cette zone sud a une origine commune, les quartiers de Honré et de Silmamasi. Enfin l'extrême sud-est de cette zone est à forte dominante mossi.

Les caractéristiques de ces deux grandes zones sont récapitulées dans le tableau 12.

## **VII. 2. LA DENSITE DES OCCUPATIONS**

Au recensement de 1975 était jointe une carte sommaire des établissements de l'Aribinda, entachée de quelques erreurs de localisation ou de dénomination, mais qui à première vue avait le mérite de définir l'étendue de chacune des zones correspondant aux différents centres de recensement. En y regardant de plus près, cette carte est peu utilisable. Les zones de recensement regroupant plusieurs villages ne couvrent en réalité qu'une partie de la zone enquêtée, et laissent de côté des portions d'espace qu'on ne sait à quel centre rattacher. C'est pourquoi le calcul des densités pour chacune des zones donne des résultats aberrants, et très largement surestimés. Il est préférable de se reporter à d'autres moyens d'analyse.

population et surfaces cultivées ( 1 )

		TERRES			S/hab 1955	S/hab 1981	POPULATION		
		1955	1981	Tx crois. surfaces			1954	1983	Tx crois popul.
	sables dunaires	3682	9890		0,73	0,93			
	autres sables	511	1638		0,1	0,15			
	bas-fonds	50	412		0,01	0,04			
<b>NORD</b>									
	total exploité	4243	11940	3,80%	0,84	1,12			
	surf. tot. nord	75315			6,7 (2)	14,1 (2)	5013	10652	2,60%
	sables dunaires	1263	2223		0,37	0,34			
	autres sables	852	1689		0,25	0,26			
	bas-fonds	929	2982		0,27	0,45			
<b>SUD</b>									
	total exploité	3044		2,90%	0,89	1,05			
	surf. tot. sud	46975			7,3 (2)	14,1 (2)	3422	6619	2,30%
<b>NORD</b>	total exploité	7287	18834		0,86	1,09			
<b>+ SUD</b>	surface totale	122290			6,9 (2)	14,1 (2)	8435	17271	

(1) Il s'agit, dans le nord et dans le sud, des zones où les données de population d'une part, de surfaces cultivées d'autre part, ont pu être mises en correspondance.

(2) Densités.

On appelle ici "sables dunaires" les terres légères épaisses, à l'inverse des "autres sables" qui désignent les ensablements peu épais de piémont de relief. Les "bas-fonds" correspondent aux terres lourdes.

- Tableau 12 : Population et surfaces cultivées 1954/55 et 1981/83 pour deux zones, nord et sud, de l'Arébida. -

La surface du pays d'Aribinda, qui correspond aux Départements d'Aribinda et de Koudougou dans la Province de Soum, s'élève à 3.721 km<sup>2</sup><sup>1</sup>. La densité de population, selon les estimations retenues, est de l'ordre de 10 habitants au km<sup>2</sup>. En 1954, la densité calculée selon le même procédé était proche de 5 habitants au km<sup>2</sup>.

Cette densité moyenne cache des disparités importantes. L'extrême nord de la région, presque exclusivement peuplé de petits groupes d'éleveurs transhumants ou nomades, contraste par son faible poids démographique avec le reste du pays. Pour cette marche pastorale qui s'étend au-delà des derniers cordons dunaires vers le nord, le rapport population/surface de la zone permet d'établir des densités qui sont, au mieux, de l'ordre de 2 habitants au km<sup>2</sup>.

A l'exclusion de ces vastes étendues septentrionales peu peuplées, la densité des zones nord et sud retenues est dans les deux cas de 14 habitants au km<sup>2</sup> en 1981/83, et recouvre aussi des taux d'occupation du sol très voisins (de 15,8 et 14,7 %). Cependant la distribution des aires de culture et des établissements est fort différente d'une zone à l'autre.

Dans le nord, la population est presque totalement concentrée sur les cordons dunaires qui couvrent près de 15.000 ha, soit le cinquième de la surface de la zone. Les champs sur ces terrains dunaires représentent plus de 80 % de l'espace exploité.

Dans le sud, la densité de population équivalente en 1981/83 à celle du nord se caractérise par une distribution bien plus homogène des hommes et des cultures, qui ne sont plus concentrés sur un seul élément du paysage, mais ont au contraire tendance à être dispersés dans un réseau plus lâche mais plus régulier. Les terres dunaires épaisses couvrent 7.500 ha environ, et les champs qui s'y étendent ne représentent qu'un tiers des aires exploitées. Les champs en bas-fonds occupent en revanche près de la moitié de ces aires, le reste correspondant à des cultures sur sols plus ou moins sablonneux de glacis.

---

<sup>1</sup> Chiffre officiel de 1983.

### **VII. 3. L'EVOLUTION DE LA POPULATION ET DES SURFACES AGRICOLES ENTRE 1954/55 ET 1981/83**

Le rapprochement des couvertures aériennes réalisées en 1955 et en 1981 permet d'apprécier sur 25 années le développement des surfaces utilisées pour l'agriculture.

Faute de données strictement contemporaines, les chiffres de la population de 1954 seront rapportés aux surfaces de 1955, et les chiffres de la population de 1983 aux surfaces de 1981.

Dans le nord, les surfaces cultivées croissent à un rythme annuel de 3,8 %, contre 2,9 % dans le sud. C'est la conséquence, déjà notée, d'une dynamique différente dans la croissance de la population dans ces deux zones, mais aussi, comme on le verra, d'une potentialité différente des terres.

La croissance des surfaces exploitées, concomitante à la croissance de la population, ne lui est donc pas strictement proportionnelle. Elle est plus importante.

#### **VII. 3. 1. L'accroissement de la consommation d'espace par habitant**

Au début de la période considérée, chaque habitant de la zone nord de l'Aribinda exploite en moyenne une surface cultivée de 0,84 ha ; à la fin de la période, cette surface s'élève à 1,12 ha, soit un accroissement de 33 % de la surface utilisée par individu.

Dans le sud, l'accroissement est plus réduit : il passe de 0,89 ha à 1,04 ha, soit une augmentation de 17 %.

Mais si on l'examine en fonction des différentes catégories de terres recensées, cet accroissement ne revêt pas d'une zone à l'autre les mêmes caractéristiques (tableau 12) :

- Dans le nord, la surface sableuse exploitée en moyenne par chaque individu croît de 27 % ; elle est responsable à concurrence de 70 % de l'accroissement total par individu de l'exploitation des terres.

- A l'inverse dans le sud, l'exploitation des terres sableuses décroît légèrement. En revanche celle de terres lourdes croît de 67 %.

En matière d'exploitation de terrains de culture, les divergences entre le nord et le sud vont s'accroissant dans la période récente. L'exploitation agricole, dans le nord, aboutit à un profilage des cordons dunaires qui est visible sur les cartes d'occupation du sol ; tandis que dans le sud, les zones de culture en se développant soulignent peu à peu le réseau hydrographique et ses abords.

Malgré ces évolutions différentes, les deux zones ont en commun l'accroissement apparent de la surface exploitée par chaque habitant. Mais cette surface, calculée à partir des données issues de la photo-interprétation, ne correspond pas exactement aux surfaces effectivement cultivées.

La photo-interprétation, en effet, ne permet pas de distinguer les champs en culture, des jachères ou friches des années précédentes. Cette surface que la photographie aérienne définit comme utilisée par l'agriculture recouvre donc, pour partie, des terrains qui ne sont pas ou plus travaillés, et qui ne portent aucune récolte.

### **VII. 3. 2. Les faux-semblants de l'extension agricole**

#### **VII. 3. 2. 1. Le "champ idiot"**

L'appellation de jachère<sup>1</sup> est inappropriée dans l'Aribinda. Cette notion, même dans son acception courante, ne peut s'appliquer au système agricole local. L'interruption de la culture d'un champ est étrangère à tout calcul de gestion des terres, et survient quand le sol est complètement usé, au terme de quelques décennies, voire quelques années.

Les sols les plus rapidement dégradés sont ceux, légers et peu épais, des piémonts de relief. A l'inverse, les terres lourdes présentent, comme le soulignent par ailleurs les agronomes (Provost 1978), la plus grande résistance à un type d'agriculture prédatrice.

---

<sup>1</sup> Sigaut (1985, 15-16) précise bien qu'il est "incohérent de parler de jachère, comme le font généreusement les géographes, à propos des pays tropicaux", puisque "la jachère est une technique propre aux régions où on cultive des céréales d'hiver à la charrue ou à l'araire".

En kurumfé, les terrains laissés à l'abandon par suite de leur usure sont désignés par l'expression *akiogo zabré*, ce qui littéralement signifie le "champ idiot". La traduction de cette expression par "jachère" relève donc d'un contre-sens, lorsque l'on sait que de manière quasiment systématique aujourd'hui, les terres en Aribinda sont cultivées jusqu'à ce que leur rendement soit très amoindri. C'est pour cela que les paysans nomment champ idiot celui qui ne produit plus, et qui est souvent rongé par l'*asoro*, la "calvitie" qui met à nu l'argile compacte sous les ensablements<sup>1</sup>. A tout prendre il vaut mieux le qualifier de "friche" au sens de "terrain laissé à l'abandon", recolonisé ou non, selon son état, par la végétation spontanée.

Nombre de ces friches n'ont plus guère de chance de porter à nouveau des cultures, et on peut supposer par conséquent que la part des terres incultes dans le domaine foncier est en augmentation constante. L'accroissement apparent, entre 1954/55 et 1981/83, d'un quart environ de la surface "exploitée" par habitant, traduit donc en partie la négligence ou l'abandon des techniques visant à maintenir ou reproduire les conditions de la production agricole.

Cet abandon, pour certains informateurs, remonterait aux années 1930. Aujourd'hui, seuls quelques champs situés loin des habitations bénéficieraient parfois d'une période de repos, par analogie avec un système de jachère. Cependant, aucun informateur, parmi tous ceux auxquels il a été demandé de la préciser, n'a mentionné une durée supérieure à 6 ans, consécutive à une phase de culture allant de 4 à 10 ans. Ce qui apparaît comme une jachère-relique a de toutes les manières une durée fort insuffisante, et apparemment même, rarement respectée dans les faits.

En réalité, deux phénomènes, liés aux problèmes fonciers étudiés par ailleurs, semblent se combiner dans la constitution du stock croissant de terres désormais incultes : la culture des sols jusqu'à épuisement, et la reprise des cultures sur des terrains déjà fragilisés par une exploitation ancienne. Ce dernier point mérite d'être développé.

---

<sup>1</sup> L'expression fulfuldé *apuya gari* est aussi utilisée dans l'Aribinda pour désigner les terres à l'abandon ou en repos. On rencontre aussi, moins fréquemment, les expressions kurumfé *akiogo dogologo* (champ abandonné) ou *akiogo sitogo* (même sens).

### VII. 3. 2. 2. Les friches et les zones de vestiges

Les cartographes de l'IEMVT se sont attelés au repérage de ce qu'ils nomment les "jachères" anciennes - champs abandonnés depuis quelques années ou plus - dans l'espace agricole. Mais cette tâche est extrêmement délicate à réaliser, et on n'acceptera qu'avec prudence leurs observations.

Selon ces derniers, en 1974, la proportion des "jachères anciennes" par rapport à l'espace exploité est très variable selon les zones. La plus faible proportion se retrouve aux alentours de Lélé-Katé, Wouroundou et Gaykangoéta, où elles couvrent une surface égale, ou un peu supérieure, au dixième du domaine cultivé. A Koudougou au nord en revanche, elles représentent deux fois le domaine cultivé, et sur certains cordons dunaires (autour d'Arra, Dalla, Sirgné-Arba Débéré, et surtout de Diamon), elles représentent une surface au moins équivalente à la moitié de l'espace cultivé.

Il est intéressant de constater qu'une corrélation existe entre une occupation ancienne de la région et les plus forts taux de terrains à l'abandon : leur proportion considérable autour de Diamon, Koudougou et Dalla, colonisés seulement au XX<sup>e</sup> siècle voire très récemment, témoigne d'une occupation ancienne de ces terroirs par les chefferies songhay de Zaran et de Dalla.

Dans le même ordre d'idées, l'importance des terrains aujourd'hui à l'abandon concerne, pratiquement dans tous les cas, des zones où l'on rencontre de nombreux vestiges, et que l'on sait avoir été occupées avant même l'arrivée des Songhay à Aribinda au XVIII<sup>e</sup> siècle.

Enfin, les terrains à l'abandon dans un certain nombre d'ensembles villageois du sud, essentiellement localisés sur des ensablements en bordure de cours d'eau au débit saisonnier, connaissent une extension qui peut paraître surprenante, comme à Alagiou et Bourel tardivement exploités. En fait, sur ces terroirs se concentrent une certaine catégorie de vestiges, les tertres anthropiques, qui laissent penser que les terrains ont à un moment donné fait l'objet d'une exploitation de longue durée.

Des occupations successives de l'Aribinda découle la même "relation étroite entre les milieux fortement dégradés et les vestiges d'occupation humaine" qu'établit Grouzis dans l'Oudalan pour un peuplement remontant, quant à lui, à 1900-1375 B.P. (1987, 249).

## VII. 4. LES SURFACES CULTIVEES EN 1983/84

S'il est impossible d'estimer directement la part des terrains à l'abandon dans l'ensemble des terres recensées comme exploitées par la photo-interprétation, du moins peut-on tenter d'appréhender la superficie des terres effectivement en culture en se référant à un échantillon d'exploitations représentatives des pratiques agricoles de l'Aribinda.

### VII. 4. 1. Les exploitations retenues

24 exploitations agricoles ont été choisies en 1983 dans différentes localités du pays, dans différents groupes sociaux, et dans différentes ethnies. Leurs habitants ont été recensés et leurs champs mesurés :

- 17 exploitations kurumba dans des groupes sociaux divers, dont 4 au nord (Sirgné - Pem), 2 au sud (Lélé-Brigtoéga), et le reste dans les différents quartiers d'Aribinda.

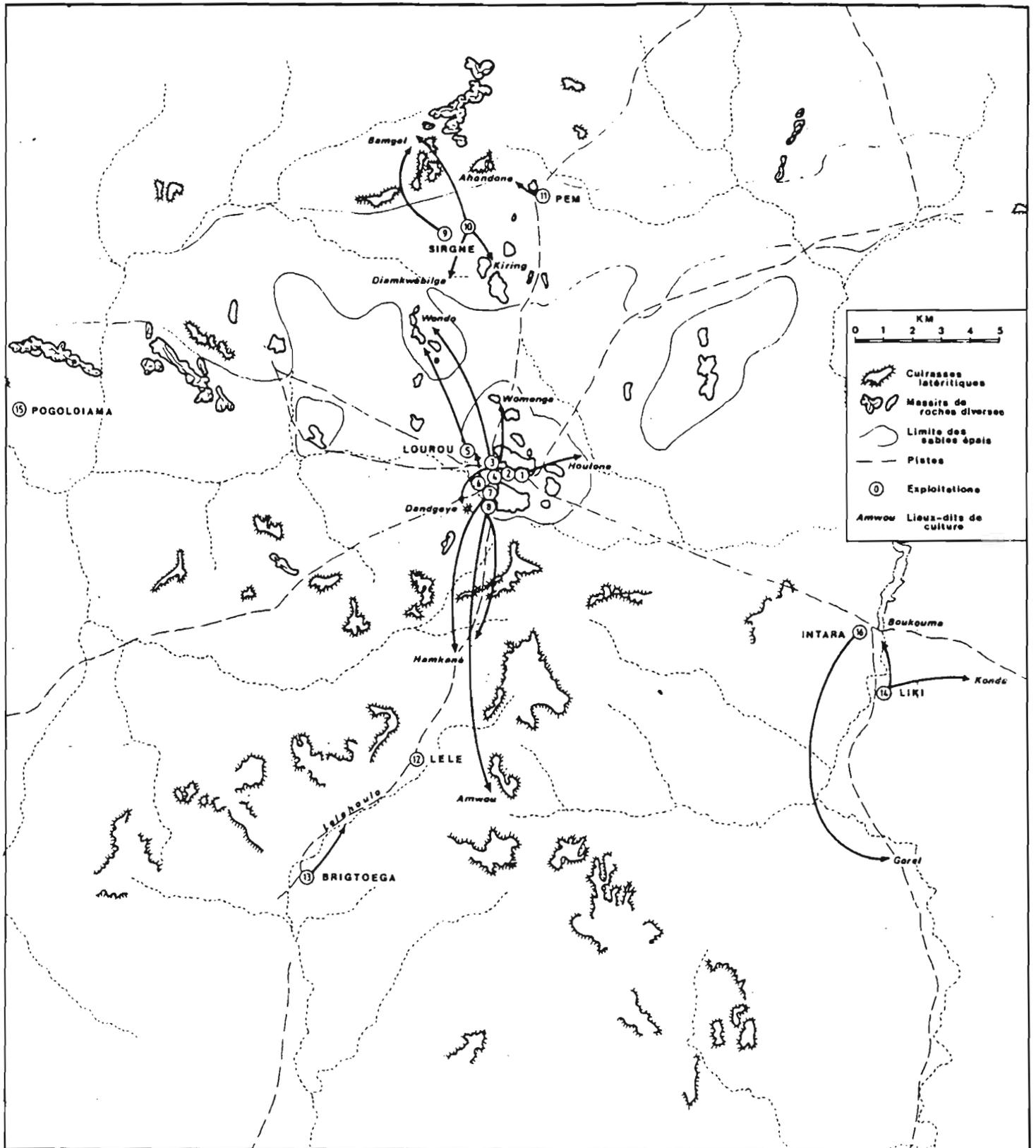
- 3 exploitations peul, 1 au nord (Sirgné), une à l'ouest (Gorgel), et 1 à l'est (Intara).

- 1 exploitation bella à Wouré.

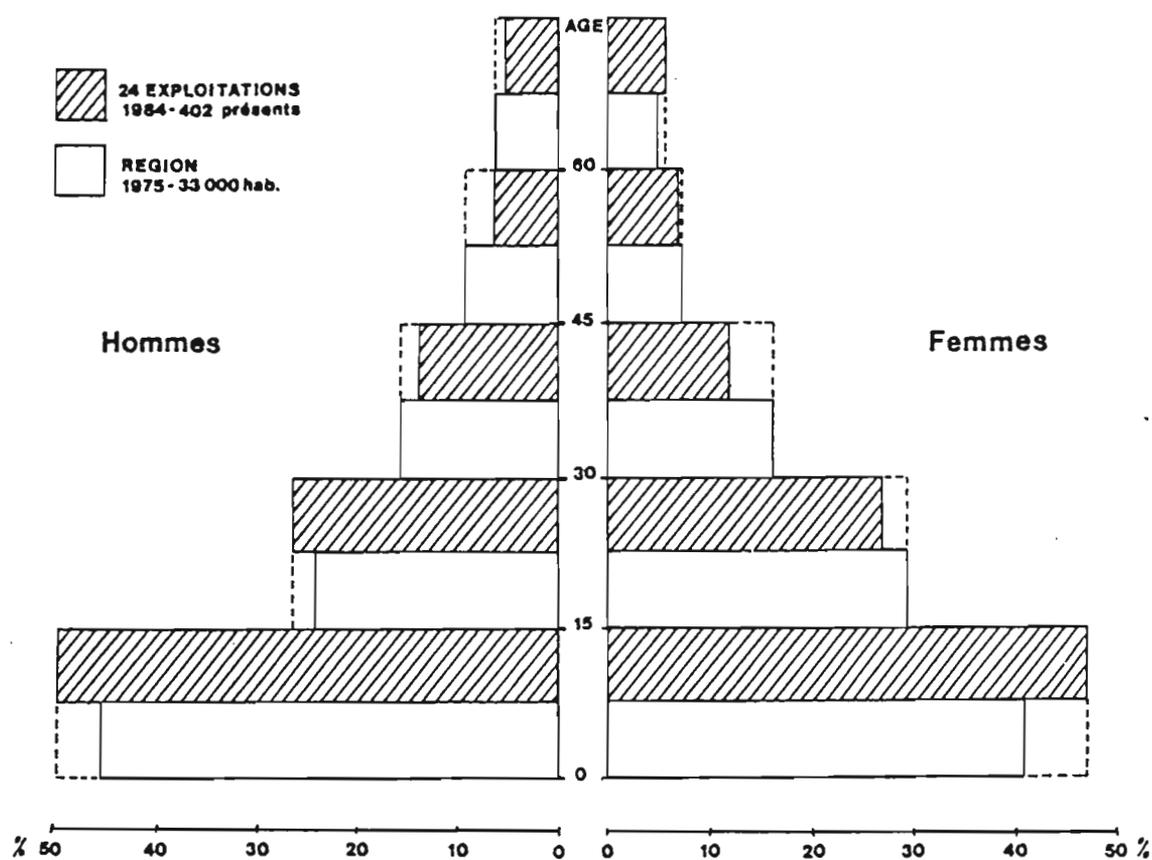
- 3 exploitations mossi : 1 à Liki, de migrants anciens des années 20, et 2 à Pogoldiama dans l'ouest, de migrants récents (figure 31).

La localisation de ces exploitations et de leurs lieux de culture est représentée sur la figure 31. A noter que la structure par âge de leurs résidents était à peu-près conforme à celle de la population de la région (figure 32).

Mais en raison de la saison catastrophique de l'année 1983, la poursuite de l'enquête auprès de 8 de ces exploitations n'a plus été envisageable, du fait de l'absence d'une partie ou de la totalité des membres de la cour. Deux cours peul, et une cour mossi avaient été abandonnées, et leurs occupants avaient émigré vers des régions plus favorables. Dans 5 cours kurumba, les habitants décidaient d'arrêter là leur collaboration, pour se consacrer à la recherche de l'or en sous-sol. Il n'a donc pas été possible, dans ces exploitations, de mener à son terme l'étude entamée. Ainsi l'analyse s'est limitée aux 16 exploitations restantes ci-dessous citées, lesquelles, nonobstant, constituent un échantillon assez large du monde rural, tout en présentant un certain nombre d'homogénéités (comme la surface cultivée par chaque ménage):



- Figure 31 : Localisation des exploitations agricoles retenues et de leurs lieux-dits de culture. -



- Figure 32 : Comparaison de la structure par âge de la population des 24 exploitations (1983/84) et de celle de la région (1975).

<i>n° localité</i>	<i>nom du chef d'exp.</i>	<i>ethnie</i>	<i>autres activités ou fonctions</i>
1 WANGRE	Uséni SORE	Yarga	commerçant
2 WOURE	Abdulaye MAEGA	Kurumba	noble
3 WOURE	Amadu MAEGA	Kurumba	maître coranique
4 WOURE	Usmane Yatara	Bella	-
5 LOUROU	Bureima TAO	Kurumba	cordonnier
6 TOLOU	Hamidu GANDABA	Kurumba	forgeron
7 HONRE	Hamado BADINI	Kurumba	hifuba
8 HONRE	Bukari WONO	Kurumba	-
9 SIRGNE	Abduramane MAEGA	Kurumba	-
10 SIRGNE	Suleyman MAEGA	Kurumba	noble
11 PEM	Mahamudu MAEGA	Kurumba	chef de village
12 LELE	Baku BADINI	Kurumba	hifuba
13 BRIGTOEGA	Hamadu WURUBA	Kurumba	-
14 LIKI	Ranini SAWADOGO	Mossi	-
15 POGOLDIAMA	Abdulaye SAWADOGO	Mossi	-
16 INTARA	Téboré DICKO	Sillubé	pasteurs

Il sera fait référence à ces exploitations pour la poursuite de l'étude du fait agricole.

#### VII. 4. 2. La surface cultivée par individu

Il n'a pas été question, à l'échelle de ces 16 exploitations, de prendre en compte toutes les cultures secondaires qui couvrent, le plus souvent, de très faibles superficies. N'ont été pris en compte que les champs de mil et de sorgho, qui constituent l'essentiel des productions vivrières.

Plus de 6 champs sur 10 sont sableux ; cela représente 76 % de la surface totale cultivée. En fait, dans la moitié des exploitations, la totalité des champs sont aménagés sur sable (*ahondo*), et par conséquent seul le mil est cultivé. Seules 2 exploitations, n° 13 et n° 12, ne cultivent aucune terre légère, et exploitent en mil le *bolawa* (terre sablo-argileuse) et en sorgho le *ahulo* (terre lourde de bas-fond). Le reste des exploitations cultive, en mil et en sorgho, à la fois des terres légères et des terres lourdes.

Dans ces 16 exploitations, 274 résidents cultivaient au total 146,6 ha, tous types de parcelles confondus, soit une moyenne de 0,54 ha par résident. Cette surface se répartissait en 0,40 ha de terres sableuses (désignée comme *ahondo*, c'est-à-dire les sols dunaires épais et les ensablements de piémont de relief), et 0,13 ha de terres lourdes par personne.

Si cet échantillon est bien représentatif de ce que l'on observe à l'échelle de l'Aribinda, la réintégration de ces exploitations dans leur zone effective permet les extrapolations suivantes : chaque résident cultivait en moyenne 0,55 ha de terres légères, et 0,02 ha de terres lourdes dans la zone nord, contre 0,20 ha de terres légères, et 0,29 ha de terres lourdes dans la zone sud.

En considérant dans le nord le rapport "surface exploitée par habitant" (S/hab) du tableau 12, seule la moitié de la surface recensée serait effectivement cultivée (0,57 ha sur 1,12). Dans le sud, l'extrapolation aboutit à des résultats voisins : 0,49 ha seraient cultivés sur 1,05 ha repérés comme utilisés sur la photographie aérienne<sup>1</sup>.

Cette pondération considérable des surfaces affectées aux cultures par la photographie aérienne affecte tout particulièrement les terres légères : la moitié de leur surface repérée comme "exploitée" serait effectivement cultivée dans le nord, seulement le tiers dans le sud.

Même si l'on prenait en compte les cultures autres que le mil et le sorgho dans la surface cultivée par individu, la modicité de l'étendue de ces cultures ne changerait pas grand-chose aux conclusions. L'importance de ce qu'on peut nommer un "déchet foncier" est explicable, comme on le verra, par les pratiques agraires.

---

<sup>1</sup> La sous-estimation systématique de la population dans les recensements pourrait être en mesure d'amener à une réévaluation de ce constat, mais cependant pas de l'infirmier.

Université de Paris X - Nanterre  
Centre d'Etudes Géographiques sur l'Afrique Noire

GUILLAUD Dominique

## L'ESPACE D'UNE CHEFFERIE

Construction et gestion d'un territoire sahélien :  
le pays d'Aribinda (Burkina-Faso)

Thèse de doctorat de l'Université de Paris X - Nanterre  
en Lettres et Sciences Humaines (Géographie Humaine)

sous la direction de

M. Paul PELISSIER

VOLUME II

Paris 1989

**QUATRIEME PARTIE**

**LES PRATIQUES AGRO-PASTORALES ET L'AMENAGEMENT DE  
L'ESPACE**

## **CHAPITRE VIII**

### **L'EXPLOITATION AGRICOLE**

A part, de ci de là et depuis peu, quelques exploitations d'or qui ont plutôt un caractère "sauvage" et provisoire, parce qu'elles sont le contrepoint de la précarité des productions céréalières, l'Aribinda est un pays à l'économie spécifiquement agricole sur laquelle se sont greffées, récemment, des activités pastorales. Les spécificités de l'exploitation paysanne tiennent à la combinaison des apports des peuplements divers.

#### **VIII. 1. L'HABITAT ET LA RESIDENCE**

##### **VIII. 1. 1. Les bâtiments villageois**

Les matériaux et les techniques de construction sont peu variables dans les différents groupes de sédentaires, dont il convient de distinguer les pasteurs qui ont conservé leur habitat spécifique (cf. chapitre X).

Les bâtiments, construits en brique de pisé et enduits d'argile, se répartissent selon leur forme en deux types : les bâtiments de forme circulaire sont généralement coiffés d'un toit conique en chaume, posé sur une charpente de branchages réunis au sommet par un lien. Ces constructions circulaires, de taille variable, font généralement fonction soit de cuisine, soit de grenier. On accède à ce dernier par une ouverture à mi-hauteur ; les bottes de mil et les paniers de sorgho y sont entassés avant la pose de la toiture. Les greniers sont établis sur une dalle granitique, et à défaut sur un soubassement de pierres recouvert de branchages, afin de les protéger contre les rongeurs et les termites<sup>1</sup>. Leurs murs sont régulièrement entretenus, leur toiture est changée pratiquement tous les ans.

---

<sup>1</sup> Cette implantation des greniers à même le granite est typique de l'Aribinda.

Quand des chambres sont bâties sur ce plan circulaire, elles sont le plus souvent occupées par des femmes, ou des personnes âgées.

Les constructions rectangulaires sont par contre recouvertes d'une terrasse de terre battue, reposant sur une charpente horizontale de longs branchages ; un rebord percé d'une ou de plusieurs rigoles d'écoulement entoure cette terrasse, qui sert à entreposer des denrées ou des objets divers : paille, bottes de sésame, produits de cueillette, outils... La plupart de ces constructions rectangulaires sont des chambres ; elles sont parfois subdivisées en deux ou quatre pièces distinctes, dont certaines ont une autre fonction : cuisine, grenier... Enfin l'entrée des chambres, qu'elles soient rectangulaires ou circulaires, est généralement agrémentée d'un auvent de paille dressé sur des poteaux.

Tous ces bâtiments s'agencent autour de cours (figures 33 et 34).

Les cours situées à l'intérieur d'un village ou d'un quartier se jouxtent : l'habitat kurumba de village est dense, et seuls quelques passages étroits permettent de circuler d'une cour à l'autre.

Dans les villages mossi, chaque cour est en revanche bien distincte des autres, dont elle est séparée par des champs.

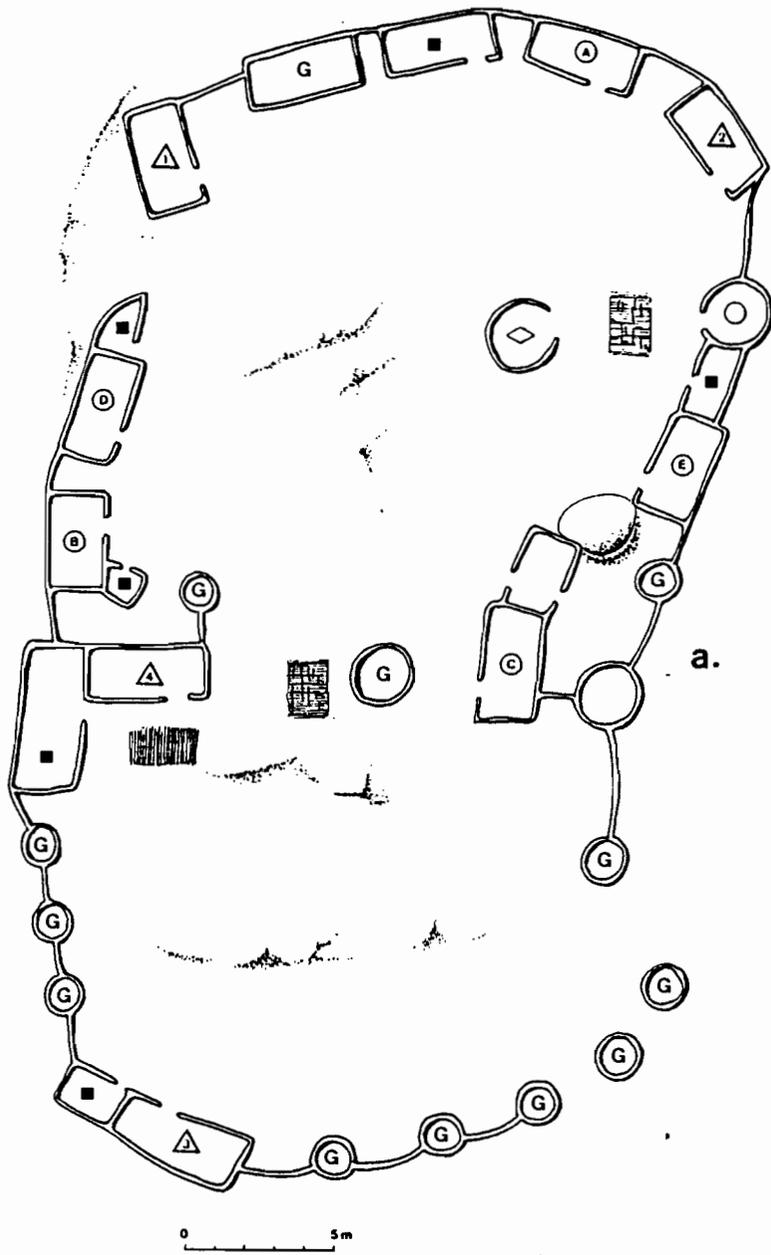
Toutes ces cours mossi ou kurumba s'organisent autour d'un espace central, où poussent parfois des arbres d'ombrage et où se retrouvent de petites constructions : auvents de paille de sorgho servant d'abris ; petits poulaillers de terre battue, petits greniers... Les constructions situées à la périphérie de la cour sont reliées entre elles par un mur de briques et de terre battue coupé de plusieurs entrées. Le long de ce mur d'enceinte, quelques aménagements sommaires délimitent d'autres espaces non couverts, comme les latrines et les douches.

Cependant, dans les hameaux kurumba ou mossi éloignés des villages, la cour est ouverte sur l'extérieur, et n'a pas de mur d'enceinte ; les habitations sont le plus souvent rondes, isolées les unes des autres, distantes de quelques mètres.

### **VIII. 1. 2. La résidence et sa cour**

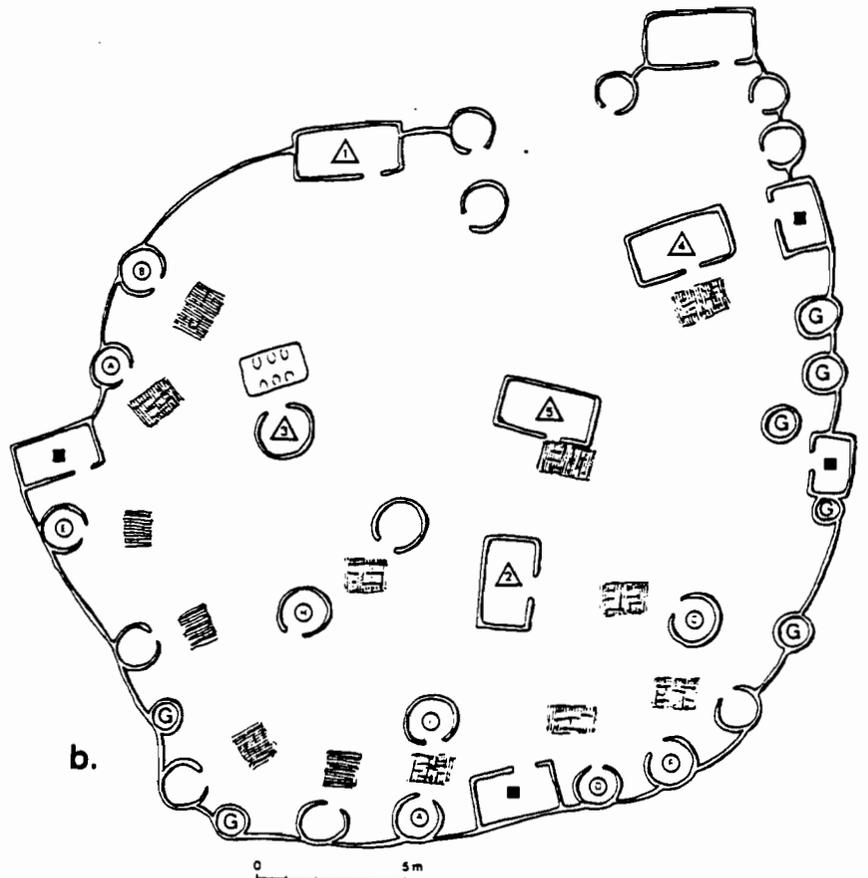
L'unité d'habitation est par extension dénommée cour. Cette cour (*awindi* en kurumfé) regroupe les membres d'une famille et

a : cour kurumba sur  
un affleurement  
de granite.  
Exploitation n° 11,  
Mahamoudou Maega,  
Pem.

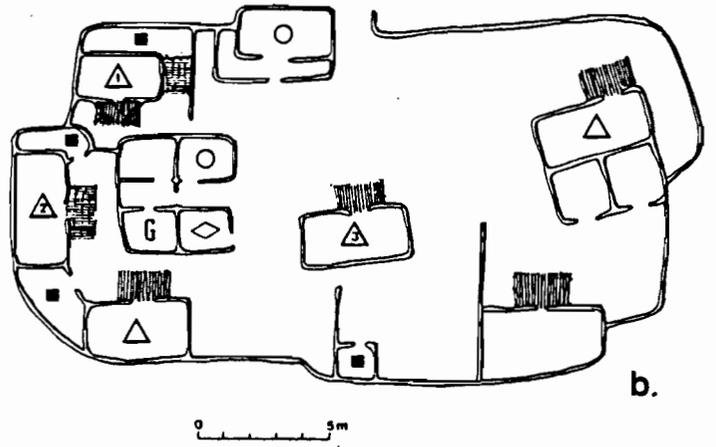
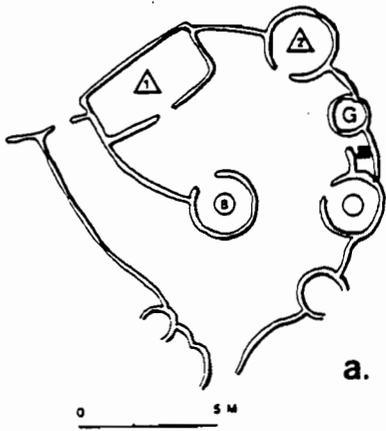


- G Grenier
- ◇ Cuisine
- ⊙ Chambre femme
- △ Chambre homme
- ▨ Auvent
- Douche

b : cour mossi.  
Exploitation n° 14,  
Ranini Sawadogo,  
Liki.



- Figure 23 : l'habitat chez les cédestains - les cours

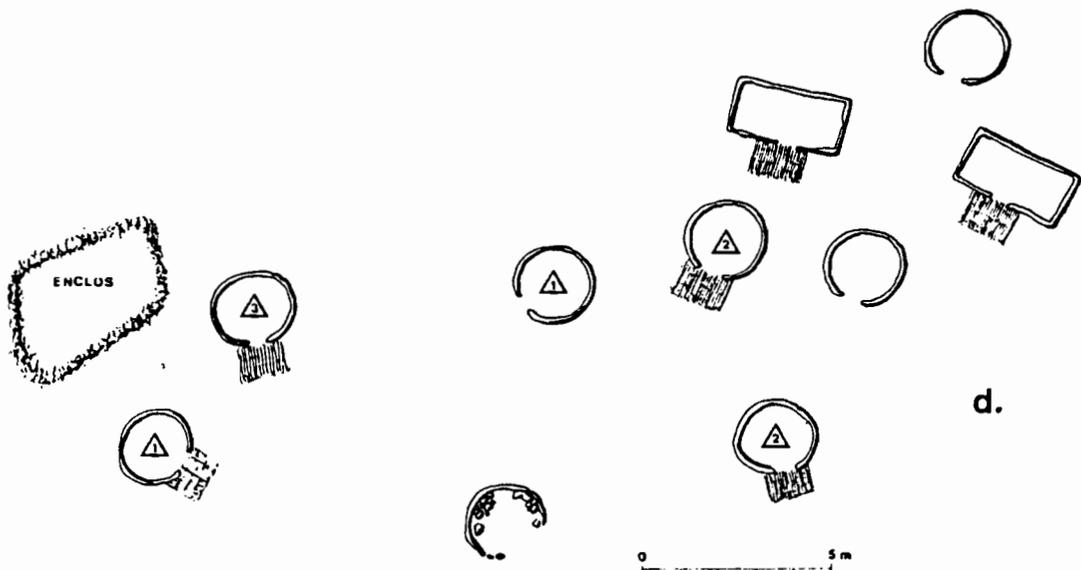
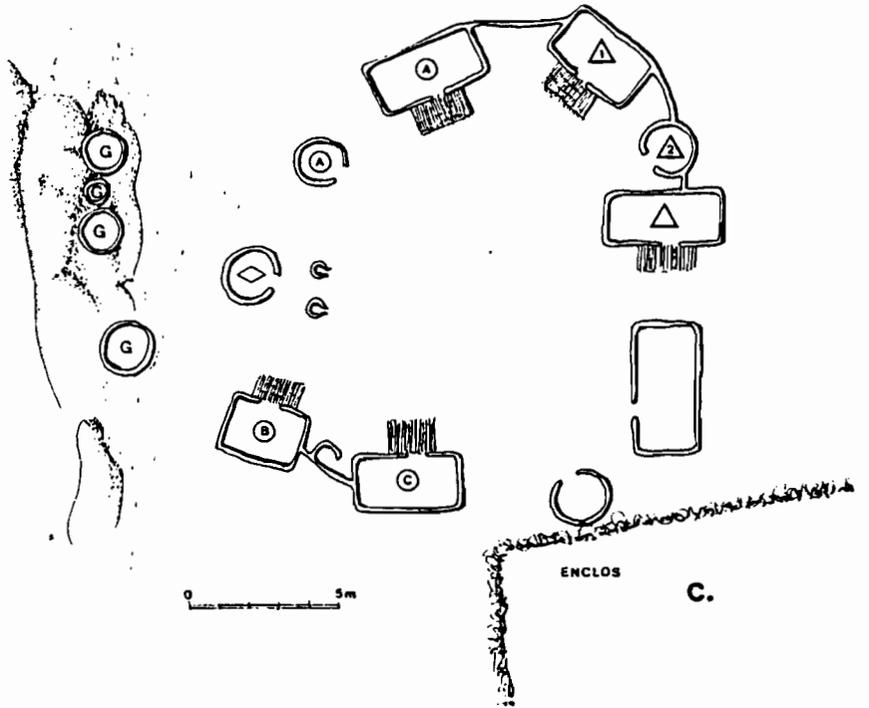


a : Cour villageoise kurumba.  
Exploitation n° 7,  
Amado Badini, Honré.

b : Cour villageoise kurumba.  
Exploitation n° 3,  
Amadou Maega, Wouré.

c : Ecart kurumba proche  
d'Aribinda. Exploitation n° 5,  
Boureïma Tao, Lourou.

d : Ecart kurumba dans  
le sud. Exploitation n° 12,  
Bakou Badini, Lélé.



- Figure 34 : L'habitat chez les sédentaires : les cours. -

éventuellement leurs collatéraux, associés dans l'exploitation du domaine foncier.

Dans ces cours, le doyen est le responsable de la communauté et du domaine foncier de l'exploitation, nonobstant la présence de frères, et de fils mariés (exploitations n° 10, 11). La culture des champs collectifs est menée en commun par tous les actifs présents. L'unité de résidence coïncide donc en principe avec l'unité de production qui pourvoit à la consommation commune.

Mais le décès du doyen de la cour a pour conséquence, à plus ou moins longue échéance, l'éclatement de l'unité de production. Lorsque ce décès est très récent (n° 3), la situation précédant la disparition du doyen reste, pendant un certain temps, inchangée : les enfants continuent d'exploiter ensemble le domaine familial.

Puis les fils mariés du doyen prennent leur autonomie en exploitant, chacun pour le compte de son ménage, leur(s) propre(s) champ(s) : c'est ce que l'on observe dans les exploitations n° 7, 8, 12, 14, où le décès du doyen ne remonte pas à plus de quelques années. Dans ces exploitations, l'unité de résidence correspond alors à plusieurs unités de production, chacune réservant ses produits à la consommation exclusive d'un ménage. Les chefs de ménage sont des frères et demi-frères, dont les enfants ne sont pas encore mariés ; la taille de ces cours peut être importante, comme à Liki (n° 14), où cohabitent 5 frères, et où l'effectif de la cour atteint 36 personnes. A Honré à l'inverse (n° 7), seuls subsistent deux frères dans une cour dont l'effectif ne s'élève qu'à 11 personnes : après la mort de leur père, les autres frères sont partis installer leur propre cour.

Cet éclatement se poursuit lorsque la génération suivante se marie, ou, tout simplement, lorsque la taille de l'unité de résidence devient insuffisante : cela donne alors lieu au départ des membres de la famille en principe les moins bien placés au regard de la succession foncière<sup>1</sup>. Dans les exploitations n° 5, 6, et 13, les chefs des plus jeunes branches familiales sont partis à la recherche de nouvelles terres de culture qu'ils ont obtenu dans leur parenté ou par emprunt, laissant le domaine foncier familial à leurs aînés. Ce processus intéresse également les exploitations d'étrangers (n° 4 et 15), Bella et Mossi, installés assez récemment dans la région après la fragmentation de leur résidence familiale dans leur région d'origine, ou tout simplement, après avoir acquis par le mariage leur autonomie. Parfois, le domaine foncier

---

<sup>1</sup> Cf. l'éviction des cadets, chapitre V.6.1.2.

familial n'est pas toujours saturé, et les terres peuvent être partagées entre les héritiers du défunt. Ce partage aboutit lui aussi à l'éclatement de l'unité de résidence originelle : les cours n° 2 et 9 sont nées d'un tel éclatement. L'effectif de chaque cour est faible : de 5 à 13 personnes.

Puis ces cellules familiales autonomes s'étoffent avec le temps, comme dans l'exploitation n° 1 (Yarga), constituée au départ de 2 ménages venus il y a 23 ans chercher de nouvelles terres dans l'Aribinda : 30 personnes y sont aujourd'hui présentes.

Le processus de scission de l'unité de résidence originelle s'opère donc généralement en deux étapes. Dans une première étape, la fragmentation ne touche que le domaine foncier de l'exploitation ; dans la seconde, le groupe de résidence lui-même éclate en plusieurs cours indépendantes.

Chez les Silloubé d'Intara (n° 16), seuls "pasteurs" de l'échantillon, le doyen réside dans la cour avec ses 6 fils mariés, et l'effectif total des habitants s'élève à 19 personnes. Cette exploitation n'est cependant pas représentative de l'organisation de la résidence chez les Peul, où les ménages ont une nette tendance à l'autonomie.

### *Les présents*

Le chiffre de 274 personnes recensées de manière permanente dans ces 16 cours, soit 17 membres en moyenne par cour, ne rend pas compte de la grande variabilité des effectifs, qui vont ici de 4-5 personnes (n° 4, n° 9) à 36 ou 37 personnes (n° 14, n° 10) par cour, mais peuvent même se limiter à un ménage.

La composition des résidences de l'échantillon est récapitulée dans le tableau 13. Les cours les plus importantes se rencontrent dans les villages. Celles de Wouré et de Wangré (n° 1 et 3), de Sirgné (n° 10), et de Pem (n° 11), abritent entre 24 et 30 personnes, ce qui correspond pour chacune à la présence de 3 à 6 hommes mariés.

La réunion de plusieurs hommes mariés dans une même résidence est le cas le plus courant chez les Kurumba et les Mossi<sup>1</sup>. Plusieurs

---

<sup>1</sup> Enquête (1983) sur un échantillon de 453 cours choisies dans plusieurs villages et hameaux : 152 cours, soit 3 cours sur 10, abritaient 1 seul ménage. Mais cela ne concernait que 12 % des hommes mariés : le cas le plus fréquent voyait la réunion de 2, 3 ou 4 hommes mariés dans une même cour.

n° expl	Hommes mariés	Femmes mariées	personnes âgées	enfants	autres	total présents	absents
1	3	5	1	20	1	30	0
2	2	1	0	0	3	6	0
3	3	4	2	8	7	24	1
4	1	1	0	3	0	5	0
5	2	3	0	7	1	13	2
6	1	2	0	8	2	13	0
7	2	3	1	3	2	11	0
8	5	5	3	6	3	22	0
9	1	2	0	2	0	5	0
10	6	7	2	21	1	37	1
11	3	5	1	9	4	22	1
12	2	3	1	7	0	13	1
13	3	3	0	3	1	10	0
14	5	9	0	20	2	36	6
15	2	2	0	4	0	8	1
16	7	7	0	5	0	19	0
	48	62	11	126	27	274	13

- Tableau 13 : Composition de la résidence dans 16 exploitations. -

ménages (chacun composé du mari, sa ou ses femmes, et leurs enfants) s'y côtoient. S'y ajoutent parfois les parents de ces ménages, veufs ou veuves, personnes âgées qui sont généralement inactives. 11 personnes âgées sont ainsi présentes dans les 16 exploitations.

En outre, 23 descendants de collatéraux ou d'alliés (neveux et nièces) étaient présents dans 10 cours, et 16 d'entre eux, très jeunes, ne participaient pas aux travaux agricoles. A l'exception des élèves coraniques d'une exploitation (n° 3), tous les membres de ces cours sont situés dans des relations de parenté plus ou moins directes.

### *Les absents*

La plupart des membres d'une cour signalés comme absents ne sont pas appelés, au moins à brève échéance, à revenir travailler sur le domaine foncier familial. A titre d'exemple, dans six des exploitations étudiées 13 personnes, exclusivement du sexe masculin, étaient absentes.

Deux enfants, âgés de 13 ans, étaient placés dans une école coranique de la région et travaillaient pour leur maître aux travaux des champs ; un autre, de 16 ans, était en CEG à Djibo ; un quatrième, âgé de 15 ans, résidait chez un oncle qu'il aidait pour les travaux agricoles.

Les neuf autres absents depuis près de 6 ans étaient partis en Côte-d'Ivoire. Ces derniers que l'on peut considérer comme véritablement migrants avaient entre 17 et 35 ans. La plus forte proportion de migrants concerne d'ailleurs les Mossi de Liki, chez lesquels 6 hommes étaient absents depuis près de 4 ans.

## **VIII. 2. LE DOMAINE FONCIER DE LA COUR : LES CHAMPS**

Les champs peuvent être classés selon différents critères :

- Leur mode d'appropriation, collectif ou individuel.
- Leur localisation, c'est le plus souvent la distance qui les sépare de l'habitation.
- Leur sol, qui détermine les cultures qu'ils peuvent porter.

Les friches, *akiogo zabré*, ne sont évoquées ici que pour mémoire.

Le tableau 14 résume les données des exploitations quant au nombre des champs, leur surface et leur distance de l'habitation.

### VIII. 2. 1. Champs collectifs et champs individuels

La distinction la plus courante et la plus significative est celle qui différencie les champs selon leur mode d'exploitation, lié lui-même au type d'attribution foncière. *Mukiogo* ("mon champ", ou encore : *akuruga*, "petit champ") s'oppose ici à *akorba kiogo* ("champ commun").

A chaque cour correspond un ou plusieurs champs qui sont cultivés de manière collective par un groupe d'actifs. La production de ces champs "collectifs" (*akorba kiebi*) est destinée à nourrir tous les membres des familles impliquées dans le travail collectif. La récolte est stockée dans des greniers qui appartiennent au chef d'exploitation. Lui-même distribue, ou contrôle la distribution des rations quotidiennes de mil et de sorgho aux femmes, lesquelles assurent la préparation des aliments pour la communauté.

A ce premier type de champs s'opposent ceux qui sont personnellement attribués à certains actifs qui, en principe, les cultivent individuellement, et disposent à leur guise de leur production. Le travail de ces parcelles "individuelles" (*mukiogo*) a lieu en dehors des heures réservées aux travaux des champs collectifs, soit tôt le matin, soit en fin d'après-midi. En année normale, la production de ces parcelles est vendue au bénéfice de leurs exploitants, qui peuvent ainsi se procurer divers articles de la vie courante, ou du petit bétail. Toutefois, en année déficitaire, cette production est mise au service de la communauté, et sert à combler le déficit vivrier de la cour, directement s'il s'agit d'une production céréalière, en étant vendue s'il s'agit d'autres cultures. Ce système de champs individuels fonctionne à ce titre comme une réserve commune, utilisée seulement en cas de nécessité<sup>1</sup>.

Cette distinction entre champs collectifs et champs individuels est importante, dans la mesure où elle marque des modes d'exploitation, et aussi des intérêts économiques différents. On y reviendra ultérieurement en détail.

---

<sup>1</sup> Cela n'est pas le cas chez les Peul, où la production des champs individuels, que l'année ait été déficitaire ou non, est systématiquement entreposée dans le grenier collectif. Cela est dû au fait que "les Peul ne récoltent jamais assez de mil pour se nourrir".

### champs collectifs

nature du sol	champs	surf. tot. (ha)	surf. moy. (ha)	surf. mini. (ha)	surf. maxi. (ha)	distance moy. (km)
sable / mil	27	91	3,37	0,4	12	2,6
sablo-arg/m+sorgho	7	7,3	1,04	0,3	1,8	2
Bas-fonds/sorgho	8	20,4	2,55	0,7	5,7	1,9
	42	118,7	2,83			

### champs individuels

nature du sol	nb. champs	surf. tot. (ha)	surf. moy. (ha)	surf. mini. (ha)	surf. maxi. (ha)	dist. moy. (km)
sable /mil	44	20	0,45	0,06	2	2,7
sabl-arg/m+sorgho	4	1,91	0,48	0,1	1,2	2,4
bas-fonds/sorgho	20	6	0,3	0,07	1	2,7
	68	27,91	0,41			

- Tableau 14 : Champs collectifs et individuels des 16 exploitations :  
nature des sols/cultures - surface totale, moyenne, minimum, maximum par champ - distance moyenne du lieu d'habitation. -

A noter que dans les exploitations précitées, les champs collectifs représentent 82 % de la superficie totale des champs dont un peu plus des 3/4 en sols légers.

### VIII. 2. 2. La localisation des champs

Un champ en kurumfé peut être désigné de différentes manières selon sa localisation, qui est généralement établie à partir de l'habitat.

*Akwona* sont les champs de village situés, tout au plus, à environ 200 mètres de la maison. Dans *akwona* sont circonscrits *adanbela* ("maison-derrrière"), champs contigus à l'habitation, abondamment fumés par les détritiques domestiques répandus aux abords des maisons, généralement semés en maïs, et cultivés par des personnes âgées s'éloignant peu de la résidence.

A cet ensemble de champs proches, s'opposent *adurugu kiebi* ("brousse-champ"), champs de brousse plus éloignés du village.

A l'exception des champs de maison, qui sont toujours indiqués par le terme *adanbela*, c'est le terme *akiogo* (pl. *akiébi*) qui est le plus volontiers employé pour désigner tout champ, qu'il soit proche ou éloigné<sup>1</sup>.

Il est d'autres types de champs, dont la localisation et la vocation sont particulières : il s'agit des *akal*<sup>2</sup>, qui sont des jardins enclos situés dans des lieux humides (bas-fonds, bordures des mares et des chenaux d'écoulement des eaux dans les sables), où sont cultivées des plantes vivrières complémentaires des céréales, voire même du tabac, des Calebasses et du coton.

### VIII. 2. 3. Les types de champs selon leur sol

Ils se répartissent pour mémoire (cf. chap. VII. 4. 2.) :

- en champs sur sables, *ahondo*, qui représentent la majeure partie des terres exploitées et qui sont cultivés principalement en mil.

<sup>1</sup> La nature des sols peut être alors précisée pour chaque champ : les *ahofi kiebi* (sg. *ahulo kiogo*), champs de bas-fond, sont à distinguer des *ahondo kiebi*, champs sur sables, tous deux à vocation céréalière.

<sup>2</sup> En fait, *akiogo kurti kal*, qui signifie littéralement "champ entouré d'une clôture".

- en champs sur terre argilo-sableuse, *bolawa*, qui peuvent être cultivés aussi bien en mil qu'en sorgho.
- en champs de bas-fonds, *ahulo*, à sols plutôt argileux (terres lourdes), qui sont cultivés essentiellement en sorgho.

Il est intéressant de noter - en regard de l'utilisation des instruments aratoires - que les champs sur sable ont généralement une surface supérieure à celle des champs sur terres lourdes (en moyenne 3,37 ha contre 1,8 ha pour les champs collectifs, 0,45 ha contre 0,33 ha pour les champs individuels, dans l'échantillon des 16 exploitations considérées).

### VIII. 3. LES CULTURES

La majeure partie des champs est cultivée en mil et sorgho. Les graines de plantes secondaires, telles que le haricot niébé (*Vigna unguiculata*) ou l'oseille, (*Hibiscus sabdarifa*), sont parfois mêlées aux semences du mil, et semées sur un même champ.

Mais le mil et le sorgho ne représentent ni la totalité des céréales, ni la totalité des espèces cultivées dans l'Aribinda. A ces cultures de base s'ajoute aussi le maïs, semé sur les épandages de détritux aux abords immédiats des habitations, ou dans les jardins proches des zones déprimées et bien alimentées en eau. Dans ces *akal* on trouve, outre le maïs, le gombo (*Hibiscus esculentus*), la calebasse (*Lagenaria siceraria*), et diverses sortes de sorgho, sorgho rouge, sucré, du tabac, des calebasses, du melon, du coton... Le pois de terre (*Voandzeia subterranea*) et l'arachide, qui sont des cultures exclusivement féminines, ainsi que le sesame, sont en revanche cultivés sur de petites surfaces sableuses, parfois encloses. Enfin à la sortie du barrage de Boukouma ont été aménagées quelques parcelles irriguées portant du riz et des cultures maraîchères.

Les produits du jardinage, qui sont commercialisés ou qui servent à accompagner le plat principal de céréales, ou encore la culture du maïs qui fournit les premières rations de la période de soudure, ne sauraient avoir une importance équivalente à celle du mil et du sorgho. Ces deux céréales fournissent la base de l'alimentation familiale.

Les céréales cultivées aujourd'hui dans l'Aribinda, mil et sorgho, sont toutes des hybrides de variétés plus ou moins différentes, répertoriés par les paysans en autant de catégories. Ces catégories sont distinguées les unes des autres par des critères de taille, de morphologie, de couleur,

de cycle, par leurs terrains d'élection, et quelquefois aussi par des caractéristiques de goût ou une plus ou moins grande facilité de préparation. L'identification botanique de chacune de ces catégories paysannes, au sein des deux grandes espèces *Pennisetum typhoides* et *Sorghum bicolor*, est, du fait des hybridations, impossible. Au terme de "catégories paysannes", qui semble bien s'imposer pour les désigner, peut être cependant préféré, pour des raisons pratiques, celui de "variétés".

Des échantillons de différentes variétés de mil et de sorgho ont été collectés dans plusieurs villages de la région, et des informations ont été relevées quant à leur origine, leur cycle, leur utilisation, leurs terrains d'élection. Dans une autre étape, une enquête a été menée auprès de 92 chefs d'exploitation sur le thème du choix des variétés cultivées et des résultats obtenus pour chacune d'elles au cours de la saison 1983-1984 très déficitaire. Enfin plusieurs entretiens avec différents informateurs dans différents points de la région ont permis de confirmer les caractéristiques des variétés, leur origine et leur appellation.

### VIII. 3. 1. Les mils

La "plus ancienne de toutes les variétés de mil" est *poteyana*, qui s'affiche sans ambiguïté comme le "premier mil" de l'histoire. Le terme qui désigne ce mil évoque bien sûr celui de *pote samba*, les premiers gens qui occupèrent la région avant les arrivées songhay au XVIII<sup>e</sup> siècle. Mais qu'il s'agisse de mil d'avant les Songhay ou de mil apporté par les Songhay eux-mêmes, il correspond par ses caractéristiques aussi bien au mode de vie que l'on peut soupçonner être celui des *pote samba*, qu'à celui des premiers temps de l'Aribinda actuel. La brièveté du cycle de *poteyana* (70-90 jours avant que les premiers épis ne parviennent à maturité) semble bien répondre aux conditions d'insécurité permanente qui exigeaient que le travail agricole se fit rapidement, et près des reliefs sur lesquels la fuite était possible. Aujourd'hui, ce mil a curieusement gardé sa localisation première, et est cultivé à proximité des habitations<sup>1</sup>. De cette localisation il tire son autre nom, *akwandé nyara*, le "mil de maison".

La seconde variété de mil introduite est celle de *Kutiam yara*. Kutiam fut, selon les versions, le premier ou le second doyen (chef) dans

<sup>1</sup> C'est le cas le plus fréquent, mais on trouve quelquefois *poteyana* sur des champs plus éloignés des habitations. Cette variété de mil est aussi, de façon ambiguë, connue pour être "la seule qui soit d'origine kurumba".

l'Aribinda des *hifuba* Tao, à l'époque de leur venue de Sora. Si c'est bien à ce personnage que remonte cette introduction, elle serait à dater de la fin du XVIII<sup>e</sup> - début du XIX<sup>e</sup> siècles. Kutiam aurait ramené ce mil de Manogo, localité non identifiée qui serait située à Malle (Mali ?). Il n'est d'ailleurs pas exclu qu'il s'agisse tout simplement du mil que les Kurumba amenèrent avec eux lors de leur migration. Quoiqu'il en soit, cette introduction est contemporaine des tous débuts de l'Aribinda moderne, peu de temps après l'arrivée des lignages responsables des sacrifices venus du Yatenga. Le cycle végétatif de *Kutiam yara* est d'une centaine de jours.

Ces deux variétés, *poteyana* et *Kutiam*, sont les seules qui subsistent aujourd'hui des mils présents au moment où Aribinda se ferme pour près d'un siècle aux sables du nord. Leur cycle végétatif assez bref semble témoigner, avant même un quelconque contexte climatique, des contraintes assez lourdes imposées par l'insécurité.

Le temps de l'espace fermé autour du bourg voit l'adoption de deux variétés de mil dont l'introduction est difficile à dater, et dont l'origine même demeure floue. Leur appellation, *torodo* et *anyara kumè*, prête à de multiples commentaires quant à l'origine du terme<sup>1</sup> et quant à ce qu'il désigne. Leur spécificité réside dans la durée de leur cycle végétatif, assez long (120 jours). Cette durée peut éventuellement signifier qu'avant d'être cultivés loin de l'abri des montagnes, les mils à une certaine époque pouvaient l'être dans une sécurité relative au pied des reliefs. Malheureusement les indices concernant le moment précis de l'introduction de ces variétés, ou le contexte climatique de l'époque, ne permettent que de formuler des hypothèses.

L'introduction immédiatement postérieure est celle de *hayré*, mil qui proviendrait des Dogon de la falaise de Bandiagara<sup>2</sup>. Elle se placerait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La brièveté du cycle de cette variété (70 jours au minimum), au même titre que la garantie offerte par son origine dogon<sup>3</sup>, semblent compenser la petite taille de l'épi généralement mal appréciée dans les autres mils. Cycle très court, indicateur de crise climatique, ou encore cycle adapté à la mise en culture des terres éloignées d'Aribinda, et permettant d'abrèger la présence des agriculteurs en ces lieux encore

<sup>1</sup> Selon Delafosse (1972), le mot *torodo* renverrait au Fouta-Toro. *Anyara kumè* signifie "mil court".

<sup>2</sup> Les Kurumba désignent la falaise de Bandiagara par ce même terme, *hayré*.

<sup>3</sup> Les Dogon ont dans l'Aribinda la réputation "d'obtenir des récoltes en cultivant les pierres", référence aux aménagements agricoles des pentes de la falaise de Bandiagara.

peu assurés ? La fin du XIX<sup>e</sup> siècle correspond en effet au moment où Aribinda s'ouvre progressivement à la culture des terres légères situées à plusieurs kilomètres de la bourgade.

Il faut ensuite attendre quelques décennies pour qu'apparaisse, selon les informateurs, une ou deux nouvelles variétés de mil plus ou moins différentes : *gagoru*, le mil de Gao, *anyara dweyhi*, le mil long, *abansosa*, le lancier, ou plus simplement *bellamayana*, le mil des Bella. Ce ou ces mils aux noms multiples ont été introduits par les Bella venus de l'Oudalan "au moment où les pluies se sont faites rares". L'introduction daterait des années 1910 à 1930, période qui a vu, grâce aux mêmes intermédiaires Bella, l'adoption de l'iler dans la région. Au choix d'un outil qui marque le passage à une agriculture plus extensive, s'ajoute ainsi celui d'une céréale grandement appréciée pour son cycle moyen (90 à 100 jours), et surtout pour la très grande taille de son épi qui peut atteindre la longueur d'un bras, ce qui est l'un des critères locaux de productivité. Son apparition ne peut être dissociée du contexte de crise climatique qui marque les années 1910-1920, et 1930.

L'adoption dans le sud, dans les années 1940-1950, de la variété *mogho nyarpuma*, le mil court mossi, ou encore *anyara yahi*, le mil lent, paraît relever d'une tentative de diversification. Cette variété semble parfaitement illustrer la stratégie spatiale afférente à l'usage de la houe : s'accommodant d'une plus large gamme de terrains que les variétés précédentes, *mogho nyarpuma* a pu pendant un moment remplacer les variétés cultivées jusqu'alors dans le sud par les Kurumba. Mais la diffusion d'une variété nouvelle est un phénomène lent. Introduite par les Mossi, migrants des années 1920-1930 dans le sud, elle n'y a été généralisée que 10 à 20 ans plus tard ; aujourd'hui, et passée la période climatique favorable des années 1950, les Kurumba commencent à juger trop long le cycle végétatif de ce mil mossi (120 jours), dont la farine est de surcroît mal appréciée.

Les plus récentes des variétés cultivées dans l'Aribinda, *nassaryana*, le mil du Blanc, *Nunayana*, le mil de Nouna, etc., ont été soit diffusées par les organismes de développement, soit achetées comme vivres puis semées, soit simplement "ramenées par les voyageurs".

### VIII. 3. 2. Les sorghos

L'histoire des sorghos est plus simple, plus anecdotique que celle des mils, sans doute en partie parce que leur culture ne recouvre pas les

mêmes enjeux, et que leur consommation n'est pas chez les Kurumba aussi appréciée que celle du petit mil. Dans la période de repli autour des dômes d'Aribinda, la culture du sorgho était limitée à de petits enclos localisés sur les parties basses et argileuses du terroir : pourtour des petites mares ponctuant les ensablements comme à Boukouma Kweyré, périphérie des sables comme à Daya. Le sorgho représentait au même titre que le coton ou les plantes à sauce une culture annexe. Une seule variété de sorgho pour l'alimentation, le *beloko*, de cycle très long (120 à 150 jours), était cultivé à côté d'un sorgho rouge qui était utilisé pour préparer une bière. L'origine de l'un et de l'autre est probablement Kurumba<sup>1</sup>.

Toutes les autres variétés actuellement cultivées (on dénombre 14 sorghos courants) ont été implantées par la suite. Leur grande majorité a été introduite dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle par les immigrants mossi venus s'installer dans le sud de la région. Elles ont été adoptées par les Kurumba en réponse à la pénurie ou à la dégradation des terres sableuses qui se posaient en obstacle à la mise en valeur de la zone sud.

Il serait fastidieux d'énumérer toutes ces variétés. *Atisiga* et *awonenga prenga* (sorghos blancs de cycle long), *akolega* (de cycle court), les sorghos "aveugles"<sup>2</sup> (*Yringa fafayiba*, *Yiruwaya*) ou aristés (*awonenga koina*) seraient d'origine mossi, quoique certains informateurs du nord de l'Aribinda y voient plus volontiers des variétés ramenées de "La Mecque" ; ces innombrables variétés démontrent que l'apport mossi a permis la constitution d'un formidable stock de semences aux caractéristiques très différentes, et par là même, susceptibles de s'adapter à des contraintes très diverses de sol et de pluviométrie.

La plupart de ces variétés de sorgho se rencontrent dans le sud de la région, en contact avec le monde mossi. Une seule d'entre elles a réussi à s'imposer dans l'ensemble de la région, il s'agit de *pisyopwé* (textuellement le 70, d'après la durée de son cycle), devenu *domdé tisiga* en kurumfé (même sens), ou encore *atisi-bron* (sorgho-chèvre). Parvenue dans le sud au moment de l'immigration mossi, et dans le nord dans les années 1970, cette variété est en passe de supplanter *beloko*, au cycle excessivement long, dans la palette des sorghos cultivés.

---

<sup>1</sup> Le *beloko* est une variété que l'on rencontre couramment dans le Yatenga.

<sup>2</sup> Dont les graines sont dissimulées sous un spathe.

## VIII. 4. LES INSTRUMENTS ARATOIRES TRADITIONNELS<sup>1</sup>

Raulin (1967, 82-83), menant une description des techniques agraires dans la zone sahélienne, situe de part et d'autre d'une ligne Gossi<sup>2</sup>-Aribinda les deux zones d'influence d'outillages très différents : l'ouest est le domaine de la houe, l'est celui de l'iler : "Un point de contact entre les deux techniques est particulièrement intéressant car il se situe dans un groupe ethnique apparemment homogène : les Kurumba de la région d'Aribinda" (id., 103). L'Aribinda est ainsi scindé en deux domaines de technicité différente<sup>3</sup> : dans le nord et le nord-est de la région, c'est avant tout l'iler qui est utilisé ; tandis que dans l'ouest et le sud, la houe, seul instrument connu jusque dans le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle, continue d'avoir la préférence des agriculteurs.

### VIII. 4. 1. Description des instruments aratoires

Deux grands types d'outillage cohabitent ainsi dans l'Aribinda. Ils se distinguent l'un de l'autre, de prime abord, par leur usage, par la station, érigée ou courbée, de l'utilisateur, et ensuite par leur mode d'utilisation. Seuls seront traités ici les instruments servant aux semis et aux sarclages ; il sera donc question de quatre modèles différents (figure 35).

#### VIII. 4. 1. 1. Les houes

##### *Houes à semer*

Il existe deux houes à semis, de facture plus ou moins identique. Dans les deux cas, un manche en bois, coudé à une extrémité, porte une douille enserrant le bois. Cette douille est prolongée par une lame de 5 à 6 cm de largeur de tranchant sur 8 cm environ de longueur. D'un instrument à l'autre, seule varie la longueur du manche, qui mesure de 50 à 70 cm dans un cas (*asabo*), de 130 à 160 cm dans l'autre (*agwobo*), ce qui permet dans ce dernier cas de ne pas travailler courbé.

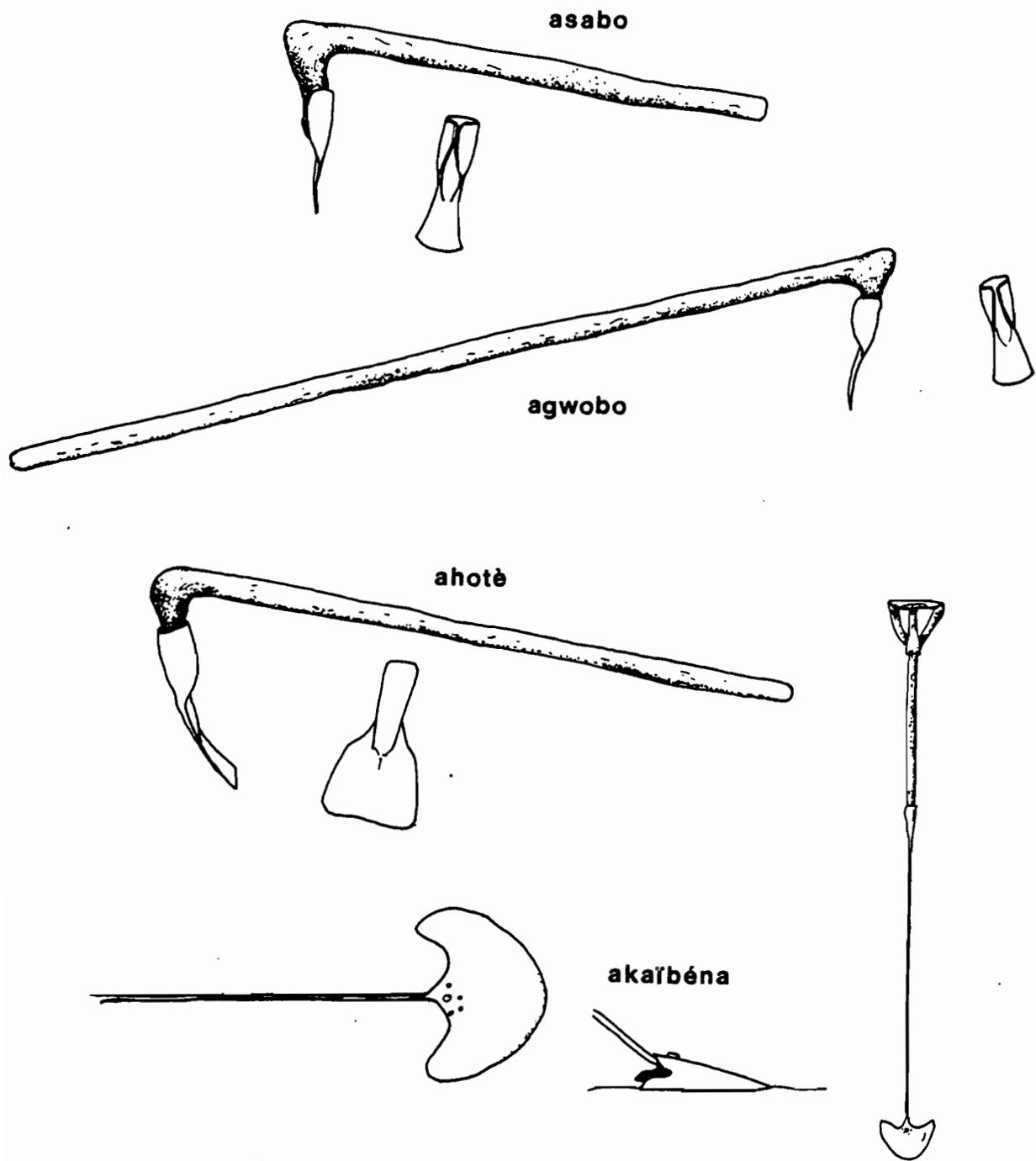
##### *Houe à sarcler*

La houe de sarclage (*ahoté*) est emmanchée par une douille comparable à celle des instruments servant à semer. Le manche de cette

<sup>1</sup> Le cas de la charrue, d'introduction très récente, sera examiné ultérieurement.

<sup>2</sup> Gossi : 15° 48' N, au Mali.

<sup>3</sup> Voir figure 36.



- Figure 35 : Les instruments aratoires traditionnels :  
houes à semer et à sarcler, iler. -

houe (60 à 100 cm) est légèrement plus long que celui de l'*asabo*, mais, comme cette dernière, oblige son utilisateur à travailler courbe. La lame en forme de trapèze mesure une douzaine de centimètre de largeur, sur une dizaine de longueur.

La houe fonctionne comme une pioche, plus ou moins perpendiculairement à la surface du sol.

#### VIII. 4. 1. 2. L'iler

L'iler, réservé exclusivement au sarclage, est de conception très différente : l'outil fonctionne parallèlement à la surface du sol, à la manière d'une "ratissoire" (Sigaut 1984, 363) impulsée d'avant en arrière. Cet *akaibéna* est constitué par un long manche en fer, prolongé par un bois que couronne une poignée triangulaire, ou en forme de T. La longueur de ce manche approche les deux mètres, ce qui permet à l'utilisateur de travailler en position érigée droite. A l'autre extrémité, sur la tige de fer, est rivee une lame métallique en forme de croissant, qui mesure une trentaine de centimètres dans sa partie la plus large et qui est bombée à partir du point d'attache avec le manche.

La houe à sarcler et l'iler sont deux instruments de conformation et de maniement très différents, qui servent à une même opération agricole, le sarclage.

Ces différentes indications relatives au maniement des instruments et à la posture qu'ils requièrent sont regroupées, selon leurs relations, dans le tableau suivant :

	percussion		traction
<i>mouvement:</i>	<i>subvertical</i>	<i>subv./oblique</i>	<i>horizontal</i>
<b>station : érigée</b>	agwobo	-	akaibéna
<b>courbée</b>	asabo	ahoté	-

- Tableau 15 : mode d'action, mouvement des outils et station requise. -

#### VIII. 4. 2. L'origine des instruments et leur appellation

Dans l'Aribinda, la houe à douille se nomme *ahoté* en kurumfé, et est appelée *kuuri* par les Mossi de la région. Ailleurs, le mot *kuuri* n'est jamais utilisé pour ce type de houe<sup>1</sup>.

L'*ahoté* de l'Aribinda est la déformation à peine marquée de l'*ahondé* des Kurumba du Yatenga. L'*agwoko* du Yatenga et l'*agwobo* de l'Aribinda (semoir à manche long) présentent la même parenté linguistique. Le terme d'*asabo* (semoir à manche court) par contre n'a pas été retrouvé dans le Yatenga, pas plus que dans le pays mossi<sup>2</sup>.

Quant à l'iler du mot *akaibéna*, elle demeure inconnue. L'iler introduit par les Bella à partir des années 1920 est nommé *égamshek* par ces derniers. L'*akaibéna* n'est dans le Yatenga utilisé ni par les Mossi, ni par les Kurumba. Il est inconnu en pays mossi. Le terme ne semble pas provenir du Songhay. Le mot paraît avoir été créé dans l'Aribinda.

Le cas de l'iler montre qu'un instrument peut être adopté sans que le terme le désignant originellement le soit lui aussi. Bernus au Niger (1981, 278) souligne que l'iler, emprunté aux groupes voisins, a reçu le nouveau nom d'*égamsheq*, qui signifie "hirondelle" en tamacheq, par analogie avec la forme de la lame.

Il est possible aussi qu'un terme voyage seul sans l'instrument correspondant, comme c'est peut-être le cas de *kuuri*. Il est également possible qu'un outil nouveau prenne un nom ancien. Si la prééminence kurumba en matière de terminologie technique est flagrante, il est difficile d'affirmer que l'apport de ce groupe à l'éventail des instruments aratoires est le plus important : les Songhay, arrivés dans la région avant les Kurumba, devaient bien eux aussi utiliser un instrument de culture, et très probablement la houe. Quoiqu'il en soit, le vocabulaire n'en garde aucune trace.

Par ailleurs l'arrivée des groupes forgerons dans l'Aribinda est aisément repérable dans le temps, et fournit une autre approche des

<sup>1</sup> La houe *kuuri* existe bien hors de l'Aribinda, mais désigne une houe à soie. Les Kurumba du village de Koumbri dans le Yatenga font de cette houe à soie *kuuri* un modèle d'introduction relativement récente (une à deux générations) La houe à douille qu'ils utilisent aussi est pour eux "la plus ancienne houe kurumba".

<sup>2</sup> Le seul terme connu qui puisse lui être rapproché est *sapgo*, qui désigne en langue songhay une houe à semer (Raulin 1967, 118).

origines de l'outillage. Actuellement, tous les forgerons à Aribinda portent le patronyme Gandaba, et leur histoire confirme qu'avant leur venue depuis Hombori dans les premières décennies du XIX<sup>ème</sup> siècle. "il n'y avait pas de forgerons à Aribinda, les outils venaient du pays mossi".

L'origine de l'outillage ancien reste assez énigmatique. Les Gandaba arrivent en effet après que le courant d'échanges avec le sud ait été généré par les premières arrivées depuis Boulsa. Mais ces échanges ne peuvent remonter, au mieux, qu'au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, alors que les Songhay sont, quant à eux, déjà présents depuis au moins cinquante ans. Si les échanges avec le monde mossi n'existaient pas avant la migration depuis Boulsa, il y a toutes les raisons de penser qu'ils s'opéraient avec d'autres groupes, telle la chefferie songhay de Kiel (Filio) dans le Djelgodji, avec laquelle il est établi qu'Aribinda a été en contact<sup>1</sup>. Dans toute la zone de Kiel comme dans le reste du Djelgodji, seule la houe est aujourd'hui connue des sédentaires.

Pendant plus d'un siècle après l'arrivée des forgerons, Aribinda est suffisamment autonome pour produire ses propres outils en fer. Le minerai est extrait à Zorongo à quelques centaines de mètres de la bourgade, et un géologue de passage en 1902 y décrit encore avec une grande précision les procédés de fonte du métal<sup>2</sup>.

Par la suite, la construction d'une route marque la fin des hauts fourneaux. Pour la fonte, l'Aribinda s'approvisionne, depuis, en métal de récupération à partir des villes voisines. Cette période coïncide avec l'arrivée de l'iler dans la région.

#### VIII. 4. 3. Action des outils sur le sol : houe et iler

Au-delà des différences de station que leur usage implique, houe et iler font intervenir deux modes distincts de transmission de la force de travail par l'utilisateur. Dans le cas de la houe, il s'agit d'une percussion lancée, dans laquelle l'énergie mise en oeuvre est accrue par le poids de l'outil dans sa trajectoire vers le sol. La pénétration plus ou moins profonde de la lame et la texture du sol déterminent ensuite l'importance

---

<sup>1</sup> Par le village de Dalla, l'extension la plus orientale de la chefferie de Kiel. Les informateurs qui nous firent visiter l'un des sites anciens de Dalla ne manquèrent pas de signaler la retenue d'eau jouxtant le village, qui aurait été creusée autrefois par des forgerons. Cela relance certes toutes les interrogations quant à l'identité ou au statut de certains *poté samba* ; mais cela rend aussi probable l'existence de forges non loin d'Aribinda entre l'arrivée des Werem, et celle des Mossi.

<sup>2</sup> Tony-Bousseriot, 1902.

de la force à appliquer pour retirer l'outil du sol. Dans le cas de l'iler, dont l'action est parallèle à la surface, le cultivateur fournit la totalité, poussée et traction, du mouvement de l'outil. Selon les termes des paysans, la houe travaille donc le sol en profondeur ; alors que l'iler n'intervient que sur sa couche la plus superficielle.

- Par son action en profondeur, la houe permet de retourner le sol en enfouissant les adventices concurrentes du mil, et d'effectuer ainsi un léger apport en matière végétale fertilisante. La méthode consiste à racler l'entour des pieds de mil et à ramener la terre à l'intersection de quatre pieds, ce qui théoriquement présente un triple avantage. Avantage immédiat, puisque l'eau de pluie se trouve ainsi concentrée dans la légère dépression entourant la plante. Avantage pour l'année suivante, car le champ bénéficie alors de l'apport intercalaire en matière végétale de l'année précédente. Avantage enfin à plus long terme puisque le ruissellement, sur la surface du champ, est freiné par les micro-reliefs du buttage.

Dans les faits, on peut émettre quelques réserves sur l'utilité de ce buttage intercalaire, ou débutage. Les buttes réalisées sont de petite taille, par-rapport à ce que l'on peut observer ne serait-ce que chez les Dogon du Yatenga<sup>1</sup>. Les buttes intercalaires excèdent rarement dans l'Aribinda une vingtaine de centimètres de hauteur. De plus, le semis de l'année suivante n'est pas systématiquement effectué sur le sommet des buttes, ce qui semblerait pourtant le moyen le plus logique de mettre à profit ce mode de fertilisation ponctuel du sol : les paysans sèment sans tenir compte de la disposition des buttes. Cela se comprend si l'on sait que le passage des bêtes en saison sèche aboutit au nivellement plus ou moins complet de la surface des champs, et que la terre enrichie se trouve ainsi épandue. Aux abords immédiats d'Aribinda, à la fin de la saison sèche, il ne subsiste pour ainsi dire plus aucune trace de ce buttage.

Les avantages les plus décisifs du buttage ne résideraient donc pas forcément dans la fertilisation. Pour Marchal (1983, 443) "les buttes en place, bien que dégradées par le passage des animaux ... sont suffisamment solides pour résister à la déflation sous l'effet de l'harmattan et freiner le ruissellement lorsque surviennent les premières tornades". Cependant, peu d'agriculteurs de l'Aribinda voient dans le

---

<sup>1</sup> Cela est dû à une différence d'outillage. La houe à soie des Dogon du Yatenga a une lame d'une plus grande surface, et sa conformation lui permet d'agir sur la terre à la manière d'un levier efficace, presque d'une pelle. Son maniement nécessite aussi beaucoup plus d'efforts.

buttage une relation aussi nette de cause à effet. C'est le "travail en profondeur" réalisé à l'aide de la houe, plus que le buttage lui-même, qui, selon les paysans, assurerait au sol une porosité suffisante "pour que la terre ne parte pas avec l'eau".

- L'iler n'agit qu'en surface, en coupant les adventices à quelques centimètres en profondeur. "Cette profondeur de travail est directement fonction des caractéristiques d'humidité et de texture du sol en surface : ... 4 cm environ en sol très sableux" (Milleville 1980, 42). Le type d'enracinement des adventices détermine alors l'efficacité du sarclage. La profondeur du système racinaire de certaines espèces autorise leur repousse rapide, susceptible de concurrencer la croissance du mil.

Aucun buttage ne peut évidemment être réalisé à l'aide de l'iler, qui ne retourne pas le sol. Mais la nécessité de freiner le ruissellement se fait moins sentir sur sols sableux, là où l'iler est de préférence utilisé, que sur d'autres sols moins poreux. Sur ces derniers, l'emploi de l'iler présente un double inconvénient : d'abord il rend les sols (et donc les cultures) plus sensibles à la sécheresse, ensuite il ne contribue pas à les fertiliser par la restitution de matière végétale. Sur un champ sarclé à l'iler, les herbes coupées se retrouvent à la surface du sol où elles se dessèchent et sont emportées par le vent.

#### **VIII. 4. 4. L'usage des instruments aratoires**

##### *Les semis*

Les semis sont exclusivement effectués à l'aide de l'*asabo* ou de l'*agwobo*. Le premier instrument, à manche long, est manié par l'homme, qui creuse les poquets en laissant retomber à intervalles réguliers son semoir devant lui ; les femmes et les enfants le suivent en disposant les graines dans les poquets.

L'utilisation de l'instrument à manche court permet à chaque actif qui creuse les poquets d'y disposer lui-même les graines, contenues dans un récipient attaché sous sa main. Mais la préférence va généralement au semoir à long manche : celui-ci permet au semeur, qui n'est pas encombré par l'instrument, de mieux répartir les graines dans les poquets et de refermer ceux-ci du talon, sans que les graines soient écrasées par la lame du semoir.

### *Le sarclage*

L'adoption d'un outil n'a pas la même importance selon qu'il s'agit de semer ou de sarcler : le sarclage représente le travail agricole par excellence, à la différence du semis où l'investissement de travail d'une part est moindre, et d'autre part peut dans certaines limites être différé ou repris, comme l'indique la pratique courante des semis progressifs ou successifs. C'est l'outil de sarclage qui permet de déterminer la consistance du rapport culturel à l'outillage, et peu - ou pas du tout - l'outil servant aux semis. C'est pourquoi l'attention se portera désormais davantage sur le premier, que sur le second.

Le critère des sols est apparu longtemps déterminant pour l'utilisation des outils.

L'iler se présente comme l'instrument le plus adapté aux sols légers, et plus spécialement aux sables érodés des "friches" ou des terres cultivées de longue date. A l'inverse, la houe apparaît comme l'instrument exclusif des sols lourds, argileux ou sablo-argileux.

L'iler et la houe à sarcler servent à une même opération, le sarclage, mais, mais l'utilisation de l'un des outils de préférence à l'autre a pu paraître entre autres tributaire de la nature du sol, l'iler étant réservé exclusivement aux sols légers et sableux, la houe par contre s'employant sans discrimination sur tous les types de sols.

Mais il arrive que l'iler soit aussi utilisé sur sols plus argileux, voire lourds. Milleville, qui relève cet emploi particulier de l'iler, par les Bella, dans l'Oudalan, souligne qu'il se révèle un instrument totalement inadapté au sarclage des bas-fonds (1980, 44). Toutefois, dans l'Aribinda, son usage se rencontre un peu partout.

Ainsi dans les 16 exploitations, la culture à l'iler représente 57 % des surfaces cultivées sur sols légers mais seulement :

- 44 % de tous les sols
- 43 % des champs collectifs
- 46 % des champs individuels.

Il n'est qu'une petite parcelle argilo-sableuse travaillée à l'iler, mais ce cas n'a pas paru assez significatif pour être retenu à titre statistique.

Par contre une enquête menée en mai-juin 1983 a permis de constater que sur 1.200 parcelles non sableuses, une sur 10 était travaillée à l'iler.

Dans l'ensemble la houe conserve donc une certaine avance qu'elle doit non seulement à son antériorité, mais aussi à sa faculté d'être utilisable, de façon satisfaisante, sur tous les sols.

## VIII. 4. 5. La diffusion de l'iler

### VIII. 4. 5. 1. Les avancées de l'iler

L'expansion de l'iler se poursuit encore de nos jours : dans les années 1920, il était inconnu chez les Kurumba de l'Aribinda.

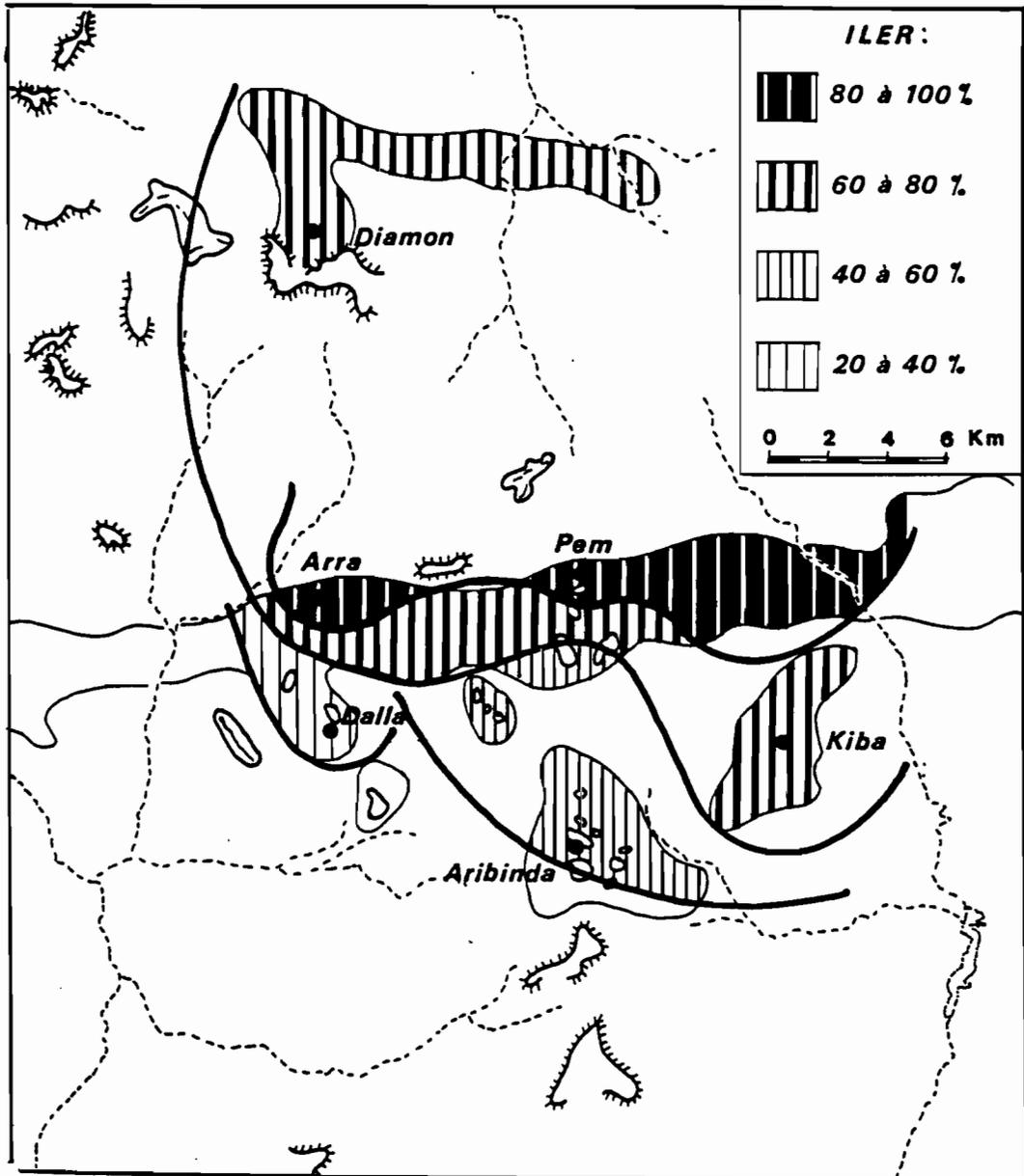
La figure 36 délimite le front actuel de l'expansion de l'iler, et fait ressortir l'importance inégale de pénétration de l'instrument parmi les populations villageoises<sup>1</sup>. Le mouvement de progression de l'outil s'y dessine, orienté vers l'ouest et le sud-ouest, infléchi par des points de résistance et des zones d'accueil.

La culture à l'iler n'est plus pratiquée au-delà d'une ligne qui passe à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest d'Aribinda : bien que Belhouro et Yalanga soient issus de Wouré, on n'y cultive qu'à la houe. Au village de Wouroundou plus proche (8 km), l'iler n'est pas du tout utilisé sur les ensablements épais qui entourent le dôme de granite. A Dalla, issu de Wouroundou mais situé un peu plus au nord-ouest, peu de cultivateurs utilisent déjà cet instrument. "Question d'habitude", disent les habitants : on se trouve ici en limite d'extension.

L'avancée de l'iler peut être datée à partir des indications fournies dans les différents villages où l'instrument a été adopté. Ce serait aux alentours de 1930 que l'iler aurait fait son apparition dans la zone de

---

<sup>1</sup> On a pu cerner plus précisément, au cours d'une enquête effectuée en mai-juin et novembre-décembre 1983, l'importance respective de la houe et de l'iler dans la région : sur 881 parcelles sur sables, 512 soit près de 60 % d'entre elles étaient cultivées à l'iler. Ces chiffres sont donnés avec toutes les réserves qu'implique l'échantillon retenu : 34 villages et hameaux dans le nord, contre 33 au sud. Mais une différence notable dans la taille des établissements dans les deux cas. Villages du nord importants et groupés, beaucoup plus de petits hameaux dans le sud. Par ailleurs, les établissements du nord exploitaient 78 % des parcelles sur sables de l'échantillon. Dans le sud, à peine 3 % des parcelles sur sables étaient cultivées à l'iler, contre 74 % dans le nord.



- Figure 36 : Diffusion actuelle de l'iler en Aribinda. source : enquêtes mai-juin, novembre-décembre 1983.-

Dampella et de Sikiré, la plus immédiatement en contact avec l'Oudalan d'où il provient. Il semble qu'il soit apparu à peu-près à la même époque à Boulikessi au nord de Sikiré. Déjà à cette date, l'iler aurait été connu à Aribinda si l'on en croit les informateurs de Nyounibélé<sup>1</sup>.

L'iler progresse alors vers l'ouest, mais il faut attendre les années 50 pour qu'il fasse son apparition à Pem, et le milieu des années 60 pour qu'on le rencontre à quelques kilomètres de là (Bonkinenga-Dangion). Ce n'est qu'au début des années 70 qu'il fait une discrète apparition à Dalla. Au-delà, à partir de Yalanga-Belhouro, la houe est encore utilisée par tous aujourd'hui.

Plus au sud, ce n'est que dans les années 50 que l'iler se répand dans tous les lieux-dits du nord du bourg d'Aribinda (Pellabélé, Kolbaté, Boulla, Damboullé). En 1965, l'instrument parvient à Kiba. A Aribinda même, l'iler ne prend son importance actuelle que dans le milieu des années 70. Plus au sud encore, si l'on excepte quelques rares campements d'éleveurs, les sarclages s'effectuent dans tous les cas à la houe.

La diffusion de l'iler peut être corrélée à certains épisodes climatiques. La décennie 1930 pendant laquelle apparaît l'iler dans le nord-est de la région succède à une période de sécheresse et d'invasions acridiennes : *abwoin ham*, la famine de l'oseille, est survenue vers 1931 dans l'Aribinda. L'avancée ultérieure jusqu'à Pem et Aribinda a lieu, de même, dans les années 50, après la crise climatique de 1949-1951, marquée par la famine *akunkuru*. La liaison entre les crises climatiques et les avancées successives de l'iler apparaît sans ambiguïté dans les années 70 : l'adoption de l'instrument a été massive à la suite de la sécheresse de 1972-1973.

Or les Mossi de Pogoldiama, établis dans la région depuis quelques années seulement, indiquent qu'ils ne pratiquent plus qu'un seul sarclage à la houe depuis leur arrivée, contre deux autrefois en pays mossi. Il y aurait donc un axe sud-nord au long duquel, tous instruments confondus, les temps de travaux diminueraient ; sans

---

<sup>1</sup> Ce qui est probable si l'on songe que Raulin, passant dans les années 1960 à Aribinda et y décrivant la partition houe iler, écrit : "dans cette région, ... les conditions agricoles sont en gros restées celles du siècle dernier (1967, 103). Il fallait au moins que l'iler fût connu d'assez longue date pour que son usage parût si établi.

entrer dans le détail des innombrables sources disponibles, il semble bien que cet axe sud-nord se confirme aussi ailleurs<sup>1</sup>.

Si au nord de l'Aribinda, le choix s'est porté progressivement sur l'iler, c'est que la période de croissance des espèces végétales spontanées ou cultivées est réduite, et que l'on peut se contenter d'une intervention minimale à la fois par sa durée (nombre et temps de sarclages réduits) et par son application (grattage superficiel du sol, suffisant pour débarrasser le mil de ses concurrents). Au sud de la région, l'usage encore exclusif de la houe est lié d'une part à une plus longue période de croissance de la végétation, nécessitant un surcroît d'interventions, et d'autre part à une croissance plus dense des espèces spontanées, nécessitant un sarclage en profondeur.

La disposition longitudinale des isohyètes paraît expliquer que la progression de l'iler, aujourd'hui du moins, s'opère d'est en ouest, plutôt que du nord au sud. La croissance réduite des végétaux ne requiert plus que des façons culturales superficielles ; cette condition est réalisée à la même latitude durant une même période. Par analogie, l'évolution climatique a pu favoriser dans le passé la progression de l'iler vers le sud.

Tout cela est évidemment quelque peu schématique, et présente le défaut de privilégier le facteur climatique qui ne doit pas être exclusif des autres facteurs, comme le sol, la tradition, etc.

En résumé, l'iler est plutôt utilisé quand l'éradication des plantes adventices ne nécessite pas d'importantes interventions ; la houe s'emploie plutôt là où cette éradication requiert des travaux profonds et constants. Mais sur la ligne de partage technique, les deux instruments se concurrencent à égalité de chances.

---

<sup>1</sup> En classant en fonction de la pluviométrie les données contenues dans les études de Gallais (1967), Lericollais (1972), Milleville (1980), Marchal (1983), et Kohler (1971), on observe qu'à l'isohyète 300-350 mm les temps de travaux tournent autour de 15-20 jours par hectare, à 600 mm de 20 à 50 jours, à 700-800 mm de 30 à plus de 60 jours. Il faut toutefois préciser que les temps de travaux sont fonction de divers paramètres (tels que la nature des sols) qui leur confèrent une certaine élasticité à l'intérieur des limites imposées par la pluviométrie, et la croissance des végétaux.

VIII. 4. 5. 2. Pénétration de l'iler dans les différents groupes ethniques

- *Chez les Kurumba*

Les utilisateurs de l'iler se recrutent dans des groupes sociaux bien déterminés :

- les anciens captifs de la chefferie. En moyenne, 9 responsables de ces lignages sur 10 utilisent l'iler sur leurs champs collectifs.

- les lignages de patronyme Maega, où l'iler est utilisé dans 8 cas sur 10. Il convient d'y ajouter la plupart des lignages divers d'origine songhay.

En revanche, certains lignages sont réfractaires ou peu perméables à l'usage de l'iler. En tête de ceux-ci, on trouve certains *hifuba*, et, dans une moindre mesure, d'autres groupes songhay, des ex-forgerons et les Werem, parmi lesquels l'usage de l'iler est déjà un peu plus répandu<sup>1</sup>.

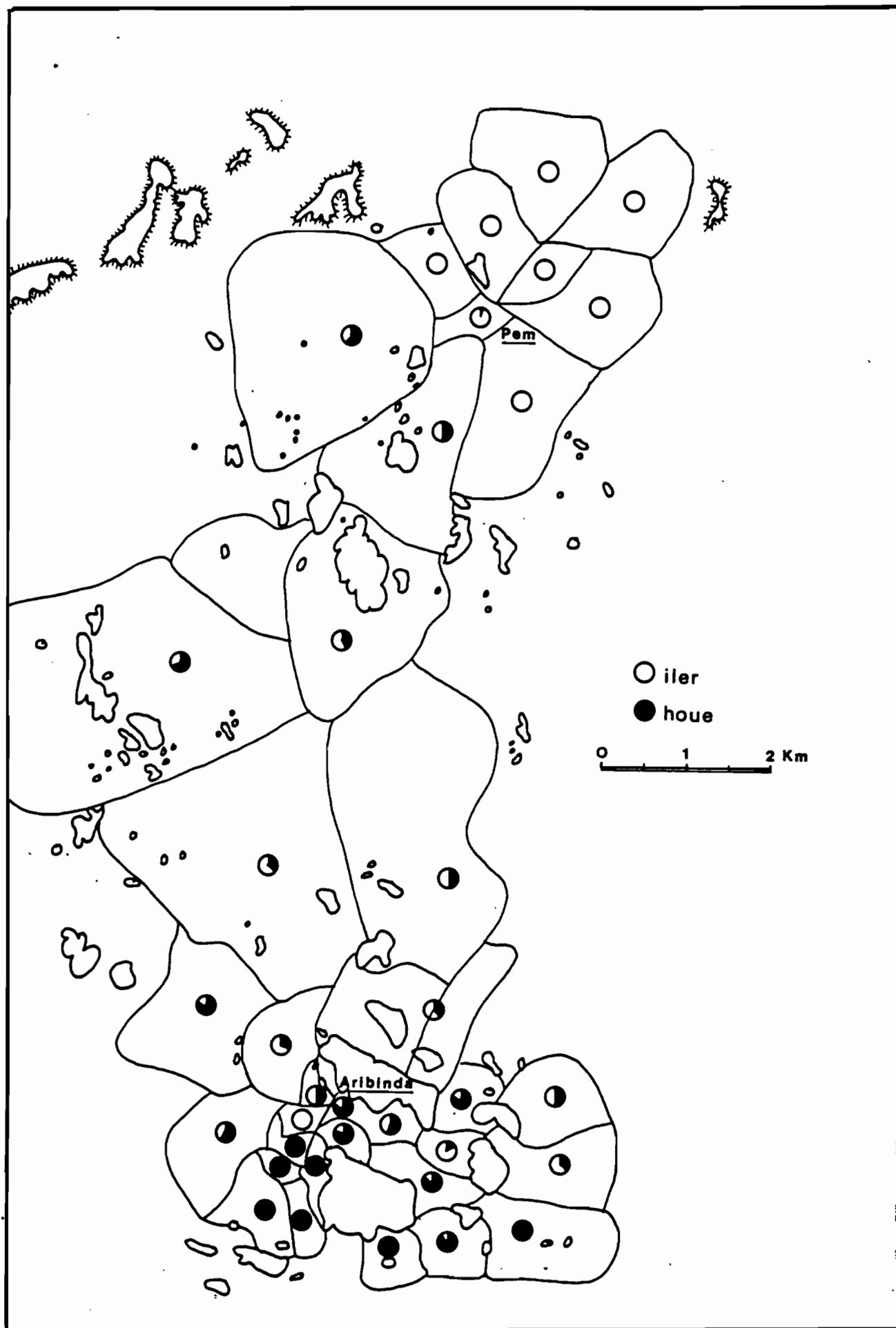
La figure 37 reporte les zones de résistance à l'iler entre Pem et Aribinda. Les lieux-dits de Garasso, Briggella et Kiring sont cultivés par de nombreux Werem ; les lieux-dits du sud et de l'ouest d'Aribinda, jusqu'à Wondo, sont cultivés en partie par des *hifuba*. Pour les autres lieux-dits d'Aribinda, les compromis sont variables en fonction de l'origine et du statut des agriculteurs.

La zone de l'iler dans l'Aribinda recouvre partiellement celle des établissements fondés par l'aristocratie et les ex-captifs, puisque ceux-ci se sont réservé, pour leur colonisation agricole, le nord et le nord-est de la région. Les *hifuba*, quant à eux réunis dans les quartiers du sud de la bourgade, ont, à l'époque de la colonisation agricole, fondé des villages vers le sud et l'ouest. Il va de soi que cette territorialité ne saurait totalement expliquer la répartition de l'iler, quoiqu'elle puisse paraître satisfaisante pour justifier des zones d'impact maximum de l'instrument.

- *Dans les autres groupes*

La "coïncidence entre la technique et l'ethnie" y demeure tout autant relative. Certes, tous les Mossi établis en village homogène dans la région

<sup>1</sup> Il faut ainsi nuancer l'observation faite par Raulin (1967, 103), selon laquelle "ceux qui utilisent le sarcloir kaibéna se disent descendants de Songhay, alors que ceux qui utilisent la houe sont ou bien de vrais Kurumba, ou bien apparentés au Mossi".



- Figure 37 : Zone de contact houe-iler entre Aribinda et Pem en 1984.  
 Importance de l'usage de chaque instrument, par lieu-dit. -

(frange sud du pays) utilisent la houe ; de même, tous les Bella de l'Aribinda cultivent à l'iler. Mais ce dernier groupe est le seul dans lequel le choix technique semble exclusif : certains *hifuba* se sont mis à cultiver à l'iler, et certaines familles mossi alliées par le mariage aux Kurumba ont fait de même. Cependant la conversion des Mossi à l'iler reste exceptionnelle, ce qui est d'autant plus surprenant qu'un grand nombre d'entre eux, dans le Département d'Aribinda, n'ont pas hésité à intégrer la charrue à leur éventail technique.

Quant aux Peul, disposant jusqu'à la colonisation française de captifs chargés des tâches de l'agriculture, et par conséquent, dépourvus de toute "tradition agricole" (Raulin 1967, 104), ils ont, en se sédentarisant, adopté l'outillage utilisé dans la zone de leur établissement. Sur les marges du Djelgodji et dans le sud de l'Aribinda, ils cultivent tous à la houe. Ailleurs, au contact des Kurumba qui adoptaient ou avaient adopté l'instrument, ils se sont mis à cultiver à l'iler. Le choix technique peul se calque ainsi strictement sur celui des groupes villageois voisins. S'ils durent récemment se mettre aux travaux des champs, cela n'implique pas pour autant que l'agriculture devienne leur activité principale : aujourd'hui encore, elle ne l'est généralement pas, et dans ces conditions le choix de l'outillage demeure pour eux relativement secondaire.

## VIII. 5. LES ACTIVITES

A défaut de recensements sectoriels précis et/ou de statistiques propres à la région, il convient de se référer à la source d'information que constituent les exploitations déjà citées (cf. chap. VIII. 1. 2.).

### VIII. 5. 1. L'organisation du travail

#### VIII. 5. 1. 1. Affectation des actifs sur les différents types de champs

Sur les 274 présents dénombrés dans les 16 exploitations, 137, soit 50 %, étaient actifs. Cet effectif était composé de 64 hommes, 60 femmes, et 13 enfants âgés de 12 à 14 ans assimilés aux adultes. Ils pouvaient être assistés d'une main-d'oeuvre extérieure fournissant des prestations occasionnelles.

Les 16 exploitations étaient organisées en 28 unités de production d'inégale importance, à l'intérieur desquelles les actifs travaillaient en équipe sur les champs collectifs.

L'affectation des actifs des exploitations est restituée dans les tableaux 16 et 17, selon l'activité traditionnellement réservée à chaque catégorie d'actifs et selon l'usage qui est fait des instruments aratoires. On peut remarquer qu'ils se partagent de façon à peu-près égale entre la houe et l'iler.

#### VIII. 5. 1. 1. *Hommes*

Quel que soit le mode de culture, à l'iler ou à la houe, les hommes se consacraient en majorité (deux tiers d'entre eux environ) aux seuls champs collectifs, un tiers travaillant, en outre, sur des champs individuels.

Dans ce dernier cas, l'outillage utilisé d'un type de champ à un autre était généralement homogène, dans les limites qu'impose la nature du sol (les sols lourds étant cultivés à la houe). Seuls deux exploitants, travaillant leur champ collectif à l'iler, cultivent leur champ individuel, également sur sols sableux, à la houe. Cette mixité apparaît cependant comme marginale.

#### VIII. 5. 1. 2. *Femmes*

Les deux modes de culture, à l'iler et à la houe, impliquaient par contre une organisation différente du travail pour les femmes. En effet, deux stations sont requises pour l'usage de chacun des deux instruments. La personne qui est courbée, travaillant à la houe, peut, en même temps qu'elle creuse les poquets ou qu'elle sarcle, semer les graines ou démarier les pieds de mil : deux opérations que ne peuvent, dans le même temps, effectuer les personnes qui travaillent debout, ce qui est le cas avec l'iler. Ainsi, la station érigée nécessite l'aide d'une main-d'oeuvre d'appoint, en règle générale féminine, pour parachever les opérations requises.

##### - *Culture à l'iler*

- Dans 2 des 8 exploitations où l'on cultivait à l'iler (n° 2 et 9), les femmes ne se consacraient qu'à leurs parcelles individuelles (l'une d'entre elles à l'iler, et deux autres à la houe), et ne fournissaient aucun travail sur les champs de la communauté.

- Dans 5 autres exploitations, qu'elles se consacrent à des cultures individuelles (n° 3, 6, 10) ou non (n° 11, 16), les femmes étaient tenues de fournir un certain travail sur les champs collectifs. Elles "aidaient" en

Tableau 16 : CULTURE A L'ILER- affectation des actifs sur les différents types de champs

n° exp	hommes		femmes				enfants	total actifs		
	CC iler	CC+CI iler	CC iler CI houé	démariage sans CI	s/ champs +CI iler	collectifs +CI houé	CI iler		CI houé	CC iler
2	3						1			4
3	1	5			5	1			4	16
4	1									1
6	1					2			2	5
9	1							2		3
10	7				6	1			1	15
11	2	4		5						11
16	4		2	6						12
<b>tot</b>	<b>20</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>11</b>	<b>11</b>	<b>4</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>67</b>

Tableau 17 : CULTURE A LA HOUE - affectation des actifs sur les différents types de champs

n° exp	hommes		femmes			enfants		total actifs
	CC	CC+CI	CC	CC+CI	CI	CC	CC+CI	
1	4				1	4		9
5	3	2				2		7
7	2				3		2	7
8	6				5			11
12	2				3			5
13	1	4						5
14	3	4	4		6	2	2	21
15	1	1	3					5
<b>tot</b>	<b>22</b>	<b>11</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>2</b>	<b>70</b>

CC : travail sur champs collectifs seuls  
 CI : travail sur champs individuels seuls  
 CC+CI : travail sur champs collectifs et individuels

- Tableau 16 : Affectation des actifs sur les champs collectifs et individuels, dans les exploitations où l'on emploie l'iler. -

- Tableau 17 : Affectation des actifs sur les champs collectifs et individuels, dans les exploitations où l'on emploie la houé. -

semant et en démariant les pieds de mil. Ce faisant, elles n'étaient pas censées cultiver, puisque n'utilisant pas elles-mêmes des instruments de culture.

Leur travail était en quelque sorte dévalorisé par un jeu sur les mots : si une femme ne peut accomplir les mêmes tâches que son époux, elle peut par contre effectuer des tâches différentes : elle participe aux semis et au démarriage. Elle peut aussi accomplir les mêmes tâches, mais ailleurs : sur les champs individuels ; dans ce cas, le produit de son travail n'aura pas la même destination que celui des champs collectifs et, sauf situation d'urgence, sera commercialisé : la femme ne doit pas avoir, à l'égal de l'homme, pour fonction de nourrir une famille.

- Dans la dernière exploitation, bella (n° 4), où l'on cultive à l'iler, la seule femme de la cour ne participait pas du tout aux travaux des champs parce que son temps était entièrement consacré aux tâches domestiques.

*- Culture à la houe*

Dans les exploitations où la houe est utilisée, le principe de base est la participation des femmes, à l'égal des hommes, aux travaux des champs de la communauté. Ainsi, dans 5 des 8 exploitations où l'on cultivait à la houe (n° 14, 15, 7, 8, 12), les femmes travaillaient comme les hommes ; elles exploitaient en plus, dans la quasi-totalité des cas, des parcelles individuelles.

Mais là aussi, les femmes n'étaient pas appelées, parfois, à manier l'instrument aratoire. Comme aucune main-d'oeuvre d'appoint n'est requise lors des sarclages à la houe, les femmes ne participaient pas aux travaux collectifs. Trois exploitations où l'on recourt à la houe étaient concernées par cette exclusion. Dans l'exploitation n° 5, les femmes se limitaient à l'exploitation de parcelles individuelles ; dans l'exploitation n° 1, seule une jeune fille "aidait" aux travaux collectifs, les 4 femmes mariées de l'exploitation ne se consacrant qu'à leur champs individuels ; dans l'exploitation n° 13 enfin, les femmes ne se livraient à aucune culture céréalière. Leur participation minimale à l'activité agricole se réduisait alors à l'exploitation de petits jardins de plantes à sauce.

### VIII. 5. 1. 3. *Enfants*

Dans le cas de la culture à l'iler, les enfants ne travaillaient que sur champs collectifs, les garçons maniant l'instrument et les filles démarquant le mil.

Dans le cas de la culture à la houe, les enfants contribuaient de la même manière aux travaux collectifs. L'exploitation de champs individuels par des enfants n'était observé que chez les Mossi (exploitation n° 14).

### VIII. 5. 1. 4. Une main-d'oeuvre d'appoint occasionnelle : les invitations de culture

Dans 10 des 28 unités de production présentes dans les 16 exploitations, des groupes de parents et de clients, ou encore quelques salariés participaient occasionnellement aux travaux agricoles aux côtés des actifs résidents. Ces "invitations de culture" ou ces engagements de main-d'oeuvre intervenaient au moment des seconds sarclages qui constituent la phase essentielle et cruciale des travaux agricoles, en temps ordinaires.

Ces invitations concernaient, pour les seconds sarclages de 1983-1984, et sur les seuls champs collectifs, environ 52 % des effectifs totaux des travailleurs. Apport considérable en nombre, mais dont l'utilité est difficile à apprécier très exactement.

Un chef d'exploitation (n° 10) considérait que le système des invitations de culture perdait de son intérêt, et qu'il était tous comptes faits peu rentable : les parents sollicités pour une aide aux sarclages n'envoient bien souvent que les plus jeunes membres de leur famille "souvent inefficaces, mais bons mangeurs". En effet, comme les invitations sont en partie rétribuées par un repas, elles sont vite considérées comme coûteuses.

Un autre exploitant (n° 9) évaluait à une trentaine de milliers de francs CFA le coût d'une seule journée de sarclage à laquelle étaient conviées 26 personnes, et concluait que l'opération avait été pour lui plus prestigieuse que rentable. C'est pourquoi beaucoup d'agriculteurs préfèrent aujourd'hui à de telles invitations, l'emploi rétribué de Bella qui ne se font payer que 500 francs la journée de travail ; à moins que, comme à Tolou (n° 6) ou à Pem (n° 11), le statut particulier du chef de

famille (respectivement forgeron et chef de village) ne procure chaque année des prestations de travail quasi-automatiques, et peu rémunérées.

De la prestation obligatoire (au chef de village, au forgeron...), à la dépense somptuaire tournant à la fête, chaque invitation de culture présente ses particularités. Toujours est-il que ce genre d'intervention massive et ponctuelle (les "invités" interviennent rarement plus d'une journée) semble au moins présenter l'avantage d'un gain de temps au regard du cycle des opérations. Un informateur soulignait que l'invitation qu'il avait lancée lui avait permis d'abattre en un seul jour le sarclage qui lui en aurait demandé trente s'il avait été seul, ce qui l'aurait obligé à recommencer à sarcler sitôt fini le premier passage ; parallèlement, il est indéniable que "la réduction du nombre des travailleurs sur le champ entraîne une baisse de rendement hors de proportion avec le nombre des exécutants" Raulin (1967, 127), ce que confirment nos propres observations.

### **VIII. 5. 2. La surface cultivée par actif au cours de la saison agricole**

#### **VIII. 5. 2. 1. Champs collectifs**

Pour un maximum de cohérence, l'analyse des surfaces cultivées, dont les résultats sont exposés dans le tableau 18, a distingué les champs ayant fait l'objet d'invitations de culture occasionnelles de ceux travaillés soit par les seuls actifs des exploitations, soit, en sus, par des salariés saisonniers.

Elle permet d'obtenir les indications moyennes suivantes :

#### **a. *Sans invitation de culture:***

- champs sur sables :
  - cultivés à l'iler : 0,95 ha/actif<sup>1</sup>
  - cultivés à la houe : 0,80 ha/actif<sup>2</sup>
- champs sur terres lourdes cultivés à la houe<sup>3</sup> : 0,62 ha/actif.

---

<sup>1</sup> Pour 25,7 ha et 27 actifs.

<sup>2</sup> Pour 33,5 ha et 42 actifs.

<sup>3</sup> Pour 25,7 ha et 41 actifs.

surface par actif

SANS INVITATIONS

				SURFACE-ha	ACTIFS	SURF/ACT
SOLS	ILER	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	16,9	13	1,3
			<i>non fumés</i>	8,8	14	0,63
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	2,81	7	0,4
			<i>non fumés</i>	6,44	11	0,58
LEGERS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	16,5	26	0,69
			<i>non fumés</i>	17	16	1,06
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	1,22	5	0,24
			<i>non fumés</i>	6,39	22	0,29
SOLS LOURDS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>mil+sorg</i>	5,7	12	0,48
			<i>sorgho</i>	20	29	0,69
		<i>ch. individ.</i>	<i>sorgho</i>	5,22	18	0,29

AVEC INVITATIONS

SOLS LEGERS	ILER	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	19,9	133	0,15
			<i>non fumés</i>	5,1	36	0,14
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	3	23	0,13
	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>non fumés</i>	7,2	36	0,2
SOLS LOURDS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>sorgho</i>	0,7	29	0,02
		<i>ch. individ.</i>	<i>mil+sorg</i>	1,3	10	0,13

- Tableau 18 : Surface cultivée par actif, selon les caractéristiques des champs des 16 exploitations. -

On constate que la performance des actifs, pour les champs collectifs sur sables cultivés à la houe, se rapproche de celle des cultures à l'iler. Les cultivateurs à la houe tendent à adopter le rythme des cultivateurs à l'iler et donc la pratique d'une culture de type extensif, choix sur lequel on reviendra ultérieurement (cf. IX. 4. 1.).

La culture à la houe des terres lourdes est davantage consommatrice de main-d'oeuvre que la culture sur sables (environ 30 %).

*b. Avec invitations de culture :*

- champs sur sables cultivés à l'iler<sup>1</sup> : 0,15 ha/intervenant.
- champs sur sables cultivés à la houe : 0,20 ha/intervenant.
- champs sur terres lourdes cultivés à la houe : 0,02 ha/intervenant.

Ces chiffres n'ont pas grande signification. Le plus souvent, le travail des invités se limite à un jour. Même si leur intervention est répétitive, l'importance de leur travail ne se mesure pas à la tâche superficielle accomplie pendant l'intervention, mais à la rapidité à laquelle est effectué le sarclage, qui permet au mil de pousser uniformément. La performance finale se juge au rendement.

C'est ainsi que l'on a pu calculer que sur les champs collectifs cultivés à l'iler, le rendement moyen avait atteint 333 litres/ha avec les invitations à culture, contre 228 litres/ha sans invitation.

Il est évident que - toutes proportions gardées eu égard à la surface - plus les invités sont nombreux et plus le gain de performance est sensible. Mais c'est une autre chose que de mesurer la rentabilité de ce genre d'opération, en regard des dépenses entraînées par les invitations.

#### VIII. 5. 2. 2. Champs individuels

En principe, ces champs, sauf trois exceptions, ne font pas l'objet d'invitations de culture.

Les indications sont les suivantes :

---

<sup>1</sup> Les invitations de culture se pratiquent le plus souvent sur les champs collectifs cultivés à l'iler.

a. *Sans invitation de culture :*

- champs sur sables cultivés à l'iler : 0,51 ha/actif.
- champs sur sables cultivés à la houe : 0,28 ha/actif.
- champs sur sols lourds cultivés à la houe : 0,29 ha/actif.

Pour les champs sur sables, l'écart sensible entre les performances de l'iler et de la houe témoigne des performances réelles du premier instrument, puisque chaque actif, homme ou femme, travaille en principe isolément.

b. *Avec invitations de culture :*

- champs sur sables cultivés à l'iler : 0,13 ha/actif.
- champs sur sols lourds cultivés à la houe : 0,13 ha/actif.

Tous ces champs étant cultivés, soit en sus du champ collectif par des cultivateurs qui doivent consacrer un temps de travail normal aux champs collectifs, soit par des femmes qui ont également leurs tâches ménagères, il n'est pas surprenant que les performances soient modestes.

## VIII. 6. LA PRODUCTION

Le mil et le sorgho constituant, de très loin, l'essentiel de l'alimentation locale, on s'en tiendra à leur seule production, les autres productions vivrières n'étant d'ailleurs guère quantifiables.

### VIII. 6. 1. Méthode d'évaluation

Les productions ont été appréciées par une méthode simple : chacun des exploitants, dans les 16 exploitations, était en mesure de donner la quantité de céréales récoltée sur les champs de la communauté, comme sur les champs qu'il exploitait personnellement ; cette production, exprimée en bottes de mil ou en paniers de sorgho, avait été engrangée après la récolte et son volume était ainsi parfaitement connu. Les exploitants étaient aussi en mesure de donner le volume de grain correspondant à chaque botte, volume exprimé en *akunkuru*, l'unité locale<sup>1</sup>, qui équivaut à 1,85 litres. Le nombre de bottes récoltées, et le

---

<sup>1</sup> Une boîte de concentré de tomate qui est utilisée pour la vente, ou pour mesurer les rations quotidiennes de la famille.

nombre d' *akunkuru* par botte a permis d'obtenir une estimation à peu près correcte de la production de chaque champ.

Mais les questions visant à estimer la production ont été posées à la fin de la récolte de 1983, qui a été très déficitaire ; afin d'avoir une idée plus juste des productions, les paysans ont été interrogés de la même manière, et pour les mêmes surfaces, sur leur production de l'année 1982, qui fut relativement bonne.

Il ne semble pas que les paysans aient eu de grandes difficultés à se rappeler ce qui avait été engrangé dans leur grenier une année auparavant ; certains même comparaient spontanément, comme preuve de la mauvaise récolte, leur production de l'année précédente à celle qu'ils venaient d'engranger. Ces déclarations ont toutes les chances d'être fiables : le mil, aliment de base, est trop important pour être l'objet d'une tricherie. De même qu'on ne vole pas le mil - ce qui est la honte suprême -, on ne triche pas sur le mil : le faire serait risquer de porter malheur à la récolte suivante.

Il a été procédé à une moyenne des deux années 1982 et 1983, ce qui a permis de pondérer les productions obtenues dans des situations plutôt extrêmes. Il n'a pas paru indispensable de retenir séparément les données de chacune de ces années dans l'intention de juger des performances de l'iler et de la houe. En effet, l'incidence des variations locales de la pluviométrie est trop importante pour autoriser des comparaisons utiles, cependant que bonnes ou mauvaises années, la pénurie est une donnée courante. Certes on a déjà vu que l'iler rendait les cultures plus sensibles à la sécheresse, et que son emploi était donc plus périlleux en cas de déficit pluviométrique. Mais pour juger du bien-fondé des pratiques agricoles, on ne peut se reporter à la seule adéquation entre un outil et le contexte climatique, puisqu'il serait paradoxal sinon que l'iler reste surtout utilisé dans le nord du pays, où les précipitations sont à la fois les plus irrégulières et les plus faibles.

### **VIII. 6. 2. Les données**

A l'exception de 7 champs, un collectif et six individuels, qui représentent ensemble 2,43 ha soit 1,65 % de la surface totale des champs, et dont la récolte n'a pu être quantifiée<sup>1</sup>, la production totale

---

<sup>1</sup> Soit l'exploitant était absent, soit les champs avaient été ouverts en 1982.

des exploitations s'élevait pour la moyenne des années 1982/1983 à 40.115 litres de grain, mil et sorgho confondus<sup>1</sup>, et provenait :

- des champs collectifs pour 31.771 litres soit 87 %
- des champs individuels pour 8.344 litres soit 13 %.

Elle procurait 146 litres par résident des exploitations (ou 148 litres en considérant les champs qui n'ont pu être retenus).

Les tableaux 19 et 20 donnent les rendements à l'hectare et la production par actif (avec et sans invitations de culture) pour les différents types de terres, de champs et d'instruments aratoires, avec ou sans fumure. Certaines de ces données sont plus spécialement examinées dans la suite du texte.

### VIII. 6. 3. Les résultats comparés

Sur les sols lourds, aucune comparaison entre l'iler et la houe n'est possible. D'une part la houe est l'instrument quasi-exclusif de ces sols, d'autre part ils sont semés soit uniquement en sorgho, soit en culture mixte sorgho et mil, le sorgho sur les parties les plus argileuses et les plus humides, le mil sur les pentes plus sableuses.

C'est sur ces bas-fonds que les rendements à l'hectare sont souvent les plus élevés puisqu'ils peuvent atteindre jusqu'à 427 litres/ha pour le sorgho seul. Pour mil et sorgho mélangés, le rendement moyen est plus faible (301 litres/ha).

Une comparaison des productions réalisées avec l'aide d'invités ne serait pas significative, tout dépendant du nombre d'invités. Il ne paraît pas non plus approprié de comparer les productions des champs individuels tant les modes d'exploitation y sont irréguliers. On a vu d'ailleurs que leur production ne représentait que 13 % de la production totale. On peut signaler toutefois que la houe, selon les sols et les adjonctions de matière organique, a donné des rendements allant jusqu'à 386 litres/ha contre 380 litres pour l'iler, qui donne généralement une moyenne bien inférieure, 260 litres/ha.

---

<sup>1</sup> La valeur alimentaire de ces deux céréales n'est pas tout-à-fait équivalente, mais reste confondue dans les estimations, aussi bien à la production qu'à la consommation.

## rendement

## SANS INVITATIONS

				PRODUCTION	SURFACE-ha	RENDEMENT
SOLS	ILER	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	3848	16,9	228
			<i>non fumés</i>	1850	8,8	210
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	371	2,81	132
			<i>non fumés</i>	1677	6,44	260
LEGERS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	5787	16,5	351
			<i>non fumés</i>	3853	17	227
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	422	1,22	346
			<i>non fumés</i>	2464	6,39	386

SOLS LOURDS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>mil+sorg</i>	1718	5,7	301
			<i>sorgho</i>	9218	20	461
		<i>ch. individ.</i>	<i>sorgho</i>	1093	5,22	209

## AVEC INVITATIONS

SOLS LEGERS	ILER	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	6617	19,9	333
			<i>non fumés</i>	634	5,1	124
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	1140	3	380
	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>non fumés</i>	903	7,2	125

SOLS LOURDS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>(sorgho)</i>	343	0,7	490
		<i>ch. individ.</i>	<i>(mil+sorg)</i>	295	1,3	227

- Tableau 19 : Rendement à l'hectare, selon les caractéristiques des champs des 16 exploitations. -

production par actif

SANS INVITATIONS

				PRODUC(I.)	ACTIFS	PROD/ACT
SOLS	ILER	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	3848	13	296
			<i>non fumés</i>	1850	14	132
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	371	7	53
			<i>non fumés</i>	1677	11	152
LEGERS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	5787	26	241
			<i>non fumés</i>	3853	16	241
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	422	5	84
			<i>non fumés</i>	2464	22	112

SOLS LOURDS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>mil+sorg</i>	1718	12	143
			<i>sorgho</i>	9218	29	318
		<i>ch. individ.</i>	<i>sorgho</i>	1093	18	61

AVEC INVITATIONS

SOLS LEGERS	ILER	<i>ch. collect.</i>	<i>fumés</i>	6617	133	50
			<i>non fumés</i>	634	36	18
		<i>ch. individ.</i>	<i>fumés</i>	1140	23	50
	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>non fumés</i>	903	36	25

SOLS LOURDS	HOUE	<i>ch. collect.</i>	<i>(sorgho)</i>	343	29	12
		<i>ch. individ.</i>	<i>(mil+sorg)</i>	295	10	30

- Tableau 20 : Production par actif, selon les caractéristiques des champs des 16 exploitations. -

C'est pour les champs collectifs sur sols sableux (et sans invitations de culture) que la comparaison des performances moyennes de la houe et de l'iler prend tout son sens.

#### VIII. 6. 3. 1. Rendement à l'hectare

##### a. *Sur terrain fumé :*

- houe : 351 litres
- iler : 228 litres
- écart en faveur de la houe : 123 litres
- on voit ici l'importance de l'enfouissement de la matière organique et végétale.

##### b. *Sur terrain non fumé :*

- houe : 227 litres
- iler : 210 litres
- écart en faveur de la houe : 17 litres
- les performances se rapprochent.

#### VIII. 6. 3. 2. Production par actif

##### a. *Sur terrain fumé :*

- houe : 241 litres
- iler : 296 litres
- écart en faveur de l'iler : 55 litres
- il semble bien que l'écart tienne au caractère intensif ou extensif de chaque culture. La houe donne un meilleur rendement à l'hectare mais avec un investissement de main-d'oeuvre plus important, au contraire de l'iler.

##### b. *Sur terrain non fumé :*

- houe : 241 litres
- iler : 132 litres
- écart en faveur de la houe : 109 litres
- la production par actif est exactement la même pour la houe, avec ou sans fumure : cela s'explique par le fait que la fumure nécessite un enfouissement, donc un investissement de main-d'oeuvre plus important.

Ces considérations permettent de confirmer d'une façon générale que la houe est plus performante que l'iler, eu égard au rendement. Cela

n'est pas toujours vrai si l'on prend en compte la production ramenée à chaque actif.

Les irrégularités pluviométriques et les fertilité variable des terrains ne permettent pas d'être plus précis. Ces données ne peuvent en aucun cas être assimilées à des constats dressés dans des conditions expérimentales, qui sont du ressort de l'agronomie.

## CHAPITRE IX

### LES STRATEGIES AGRICOLES

Le seuil d'auto-suffisance du paysan de l'Aribinda est toujours menacé par les aléas climatiques. Ainsi doit-il, dans l'organisation de ses activités, se livrer à un "calcul des chances" que l'on qualifiera, peut-être abusivement, de stratégie.

#### IX. 1. DESEQUILIBRES VIVRIERS

Les besoins vivriers sont estimés au minimum dans les exploitations à 200 litres de grain par personne et par an, chiffre moyen calculé à partir de la consommation journalière de plusieurs cours. En 1982, une année "satisfaisante" voire "bonne", la production des champs individuels, selon les exploitations, représentait jusqu'à 60 %<sup>1</sup> de la production totale de céréales. Mais il s'agit d'une réserve de l'exploitation qui n'est utilisée que dans les années critiques comme 1983. La cour normalement ne bénéficie que de la récolte des champs collectifs, portée dans le tableau 21. Or dans 7 exploitations seulement (n° 3, 5, 7, 9, 11, 13 et 15), en 1982, cette récolte a permis à toute la cour de se nourrir pendant une année ou plus. Dans 5 autres cours (n° 1, 2, 4, 6, 10), la récolte a permis de tenir au moins jusqu'au début de la saison agricole suivante, soit 8 à 11 mois.

---

<sup>1</sup> Exploitation n° 3. Dans les autres, cette production des champs individuels n'excédait pas 40 % de la production totale. En 1983, ces productions individuelles se sont effondrées.

exploit. n°	<i>(litres)</i>		<i>(en litres)</i>		<i>(litres)</i>		<i>(en litres)</i>	
	nombre résidents	prod. CC 1982	nombre mois nourriture	consomm/ résid/mois	prod. CC 1983	nombre mois nourriture	consomm/ résid/mois	
1	30	3470	8	14,5	220	1	7	
2	6	1170	9	21,5	580	6	16	
3	24	3050	12	11	740	4	8	
4	5	1200	11	22	70	1	14	
5	13	5000	21	18,5	920	7	10	
6	13	1420	9	12	400	4	8	
7	11	2410	12	18	50	0,5	9	
8	22	3600	**	**	150	**	**	
9	5	2370	12	20	170	3,5	10	
10	37	5350	10	14,5	850	2	11	
11	22	4870	13	17	1300	5	12	
12	13	950	4,5	16	160	1,5	8	
13	10	6450	25,5	25	680	3,5	*	
14	36	8600	7	*	580	2	8	
15	9	7500	19	*	1000	7	16	
16	19	1550	**	**	100	0,5	10	

\* a consommé le surplus de l'année précédente

\*\* donnée non connue

- Tableau 21 : Production et consommation des 16 exploitations  
en 1982 et 1983. -

Certaines données ayant trait à la couverture des besoins alimentaires par la production de mil et de sorgho n'ont pu être connues :

- dans l'exploitation n° 8, qui regroupe 5 unités de production distinctes, les exploitants n'ont pas été cohérents dans leurs réponses.

- dans l'exploitation n° 16, en 1982, les pasteurs qui n'ont pas une consommation très régulière de mil ne se souvenaient plus du nombre de mois de nourriture procurés par leur récolte.

La même année, une autre cour (n° 14) aurait pu atteindre l'auto-suffisance céréalière grâce à la production de ses champs individuels - mais leur production n'a pas été versée dans le grenier collectif, et a été vendue.

Ainsi sur la base de cet échantillon, une exploitation sur deux est déficitaire, ou du moins, ne dégage aucun surplus. La production céréalière des champs collectifs, telle qu'elle est organisée, n'y permet pas d'atteindre à l'auto-suffisance, et la production des champs individuels ne parvient pas non plus à combler le déficit vivrier. Il est devenu quasiment "normal" pour une partie des exploitants d'effectuer des achats de vivres en vendant du bétail, quelquefois avant même la période de soudure alors que les conditions climatiques sont plutôt favorables.

Les fluctuations des rendements selon les années sont, de plus, considérables. En 1983, la production était globalement déficitaire de près de 80 %. Devant l'importance de ces variations, certaines ressources sont plus ou moins systématiquement mobilisées pour pallier aux carences vivrières chroniques ou occasionnelles de la cour.

- Les tributs et les dons. Le forgeron est payé en espèces ou en vivres par ses clients ; mais son statut particulier - il est le seul forgeron du bourg - lui permet également de bénéficier d'avantages substantiels en cas de besoin, comme des prestations en travail de la part de ses clients. De même, les chefs de village (n° 11), tout comme les nobles (n° 2, 3, 10), ont la possibilité d'obtenir du mil de la part des villageois soumis à leur autorité, ou des membres d'une lignée moins bien placée dans l'ordre du pouvoir.

- Les revenus extra-agricoles. Certaines des exploitations disposent de ressources extra-agricoles qui ne sont pas négligeables, et peuvent provenir d'un commerce (n° 1) bien installé sur le marché d'Aribinda. Ces ressources sont susceptibles d'être converties en têtes de bétail en année normale, ou de servir aux achats de vivres lors des crises alimentaires.

- Il est enfin d'autres moyens de tenter de pallier les insuffisances de la production, d'abord la recherche de terrain agricole et de main-d'oeuvre, ensuite la diversification et/ou l'optimisation des techniques, pratiques et ressources. Toutes ces tentatives mettent plus ou moins

directement en jeu le choix d'outillage. Si son utilité doit être mesurée aux performances, il faut aussi tenir compte du fait que chaque outil est l'expression de relations socio-culturelles.

## **IX. 2. CHOIX TECHNIQUE, CHOIX SOCIAL ?**

### **IX. 2. 1. Le jugement des utilisateurs**

Il est intéressant de considérer ce jugement pour en apprécier ensuite le bien-fondé.

De manière caricaturale, le refus de l'iler chez certains paysans peut se traduire comme une méfiance chronique à l'égard de cet "instrument de Bella et de paresseux". Mais une fois dépassées ces appréciations désobligeantes, les arguments qui fondent ce rejet recouvrent quelque valeur technique :

- érosion : "c'est un mauvais instrument. Quand il pleut, toute la terre part avec l'eau. J'ai essayé de cultiver pendant trois ans avec l'iler, mais j'avais fait le mauvais choix. Je suis revenu à la houe".

- sécheresse : "l'iler ne laboure pas profondément le sol. Le terrain s'assèche plus vite que quand on cultive à la houe, parce que l'eau ne rentre pas dans le sol".

- rendement : "avec la houe, la récolte est meilleure, car les buttes qu'on fait retiennent l'eau et le mil alors pousse mieux".

- travail : "avec l'iler, le travail est double (!) : il faut passer une seconde fois sur le champ pour démarier le mil. La houe donne mal aux reins, mais elle permet de faire tout le travail en une seule fois".

Au crédit de l'iler, les arguments ne manquent pas non plus : pénibilité moindre du travail, qui est toujours le premier avantage évoqué, et gain de temps de travail par rapport à la houe, que soulignent sans exception tous les utilisateurs de l'iler. Certains, enfin, admettent que ses performances peuvent être moindres, mais que le choix de l'outil est dicté par la nécessité de "cultiver aujourd'hui de grandes surfaces, parce qu'il pleut moins qu'avant".

On verra ce qu'il en est à la lumière des 16 exploitations considérées.

## IX. 2. 2. Les impératifs socio-culturels

La contribution des productions obtenues à partir des champs individuels aux ressources de la communauté, et les tributs sont l'expression évidente de l'organisation sociale. D'autres pratiques agricoles en rendent compte. Elles mettent en jeu d'une part le statut social des hommes, et d'autre part la condition féminine.

### IX. 2. 2. 1. Le statut social

#### *La distance à la terre*

Les Bella, qui ont introduit l'iler dans les années trente, ne travaillent qu'avec des instruments à manche long, c'est-à-dire en station érigée. A l'inverse, dans le pays mossi, tous les travaux sont effectués en position courbée à l'aide d'instruments à manche court.

A leur arrivée dans l'Aribinda, les Mossi de la région ont adopté l'outil à manche long pour semer, mais dans la grande majorité des cas, ils continuent de sarcler à la houe. Au contraire, certains cultivateurs kurumba utilisent l'outil à manche court pour semer mais sarclent à l'iler.

Cultiver debout ou courbé ne sanctionne certes pas obligatoirement la position sociale, mais le choix qui en est fait a une signification sous-jacente : ceux qui cultivent debout soulignent avant tout qu'ils cultivent à moindre peine, ce qui est déjà un des signes de la différence. Ceux qui sont debout ne touchent pas la terre, ce qui est la marque d'une distance. Cela est confirmé par le discours des nobles maintes fois entendu, qui déprécie en bloc l'activité agricole : autrefois, un prince ne touchait pas une houe<sup>1</sup>.

Pour ceux qui travaillent à la houe, l'iler reste un instrument de Bella et de paresseux : l'agriculture devient, ici, l'activité première et le travail y est vital. Ce n'est plus un discours du pouvoir. Personne mieux que les Mossi, qui cultivent comme chacun sait courbés, ne sait valoriser la peine prise à la tâche, seule garante d'un bon résultat.

---

<sup>1</sup> "L'emprunt s'exerce avec le plus de force sur les techniques qui tiennent le moins à l'action contraignante du milieu externe" (Leroi-Gourhan 1973, 371). Cela explique pourquoi l'iler s'est surtout diffusé au sein de l'aristocratie, plus "indifférente" à l'activité agricole.

### *Un signe extérieur de richesse*

Bien que l'iler soit déprécié chez ceux qui n'y ont pas recours, le corollaire de son utilisation, la fumure et donc le bétail, dénotent une faculté d'investir. Les éleveurs qui cultivent à l'iler (n° 16) font fumer leurs champs par leur bétail. 5 des 7 autres exploitations où l'on cultive à l'iler possèdent, de même, un cheptel relativement important confié aux Peul qui, en contrepartie, mènent en saison sèche leurs troupeaux sur les champs des agriculteurs. Or la détention de bétail a toujours été un signe extérieur de richesse.

Par ailleurs, les invitations de sarclage fréquentes chez ceux qui emploient l'iler supposent que les invitants aient des relations, et les moyens de recourir à une main-d'oeuvre extérieure à l'exploitation. C'est autant une marque de convivialité que le signe d'une position sociale.

### IX. 2. 2. 2. La condition féminine et la division du travail

Enfin, l'iler permet, en accord pour les informateurs avec les préceptes du Coran, de dégager en partie les femmes des travaux agricoles. Toutefois on ne peut se prononcer qu'avec prudence sur le rôle effectif que joue, ou qu'a joué la religion sur ce partage des tâches : bien avant que l'iler ne soit introduit, et sans doute aussi avant que l'Islam ne vienne modifier l'ordre social, les femmes des lignages nobles étaient déjà exclues des forces de production agricoles ; mais c'était aussi le cas pour les hommes puisque, jusqu'à la période coloniale, l'agriculture était confiée aux captifs. S'il est vrai que l'iler est un instrument lié à l'Islam (Raulin 1967, 163), peut-être faut-il voir dans le respect plus strict des préceptes du Coran par les nobles un moyen de souligner désormais leur différence.

Certains informateurs pensent quant à eux que l'introduction de l'iler a eu pour conséquence la division du travail entre hommes et femmes. Il semble que l'oisiveté des femmes passe pour un signe extérieur de richesse et de pouvoir. Un informateur nous a confié que ses femmes n'intervenaient en rien dans ses travaux agricoles, puisqu'il avait les moyens de s'offrir une main-d'oeuvre qui les remplaçait ! Quoiqu'il en

soit, à la culture à l'ïler est associée l'oisiveté des femmes : il s'agit du dernier vestige d'un privilège qui s'étendait autrefois à l'ensemble d'un groupe social.

La division sexuelle du travail s'est aussi étendue au mode de culture collectif à la houe, et découle d'un interdit islamique, la nouvelle religion rendant obsolète la tutelle animiste. Les exploitations où le respect de cet interdit est rigoureux ont entre elles des points communs : le chef de famille, ici, est descendant d'une branche princière kurumba (Tao, n° 5), là, de Songhay de l'ancienne chefferie de Dalla déportés sur les quartiers *hifuba* du sud (Wuruba, n° 13). Tous deux ont pris leur distance à la fois dans l'espace, en quittant les quartiers *hifuba* de Tolou et de Honré, et dans leurs pratiques religieuses, en allant rechercher l'autorité d'une secte musulmane relevant du Yatenga<sup>1</sup>.

L'exclusion des femmes des travaux collectifs leur confère un statut particulier, qui par son extension à divers groupes sociaux, est symbolique d'un renouveau de l'Islam qui remonte à une trentaine d'années. L'exemption des femmes est un signe social, puisque l'abandon de la main-d'oeuvre féminine implique que les exploitants aient les moyens de se passer d'une contribution si importante : dans les exploitations les plus démunies, la participation des femmes aux travaux agricoles est toujours observée.

### **IX. 3. LA STRATEGIE FONCIERE**

#### **IX. 3. 1. Le préalable des droits fonciers**

Il va de soi que la recherche de terrains agricoles ne peut s'effectuer que dans le cadre du statut foncier.

Dans le système kurumba, les terres ne sont pas distribuées à la famille toute entière, mais seulement au chef d'exploitation : c'est la seule référence valide pour le foncier.

---

<sup>1</sup> Certains *hifuba* de Tolou exercent les fonctions d'imam, alors que leurs proches parents sont toujours responsables des sacrifices ; leur autorité conjuguée peut être jugée trop contraignante.

Dans 10 des exploitations considérées, les chefs jouissent sur leurs terres de droits familiaux de *dansa* ; 7 d'entre eux disposent de surcroît de réserves foncières, c'est-à-dire de champs momentanément en repos - ou à l'abandon -, mais toujours décomptés dans le domaine foncier de l'exploitation (n° 6, 7, 8, 9, 10, 11, 14). Les autres *dansa* (n° 2, 3, 12) ont épuisé de telles réserves.

En particulier dans toutes les exploitations Maega, les chefs cultivent des terres sur lesquelles ils possèdent des droits d'*atige dansa* (maîtres du champ). Ils détiennent en outre des réserves frappées des mêmes droits. Ceux qui disent ne pas disposer de telles réserves ont dans les lignages du pouvoir une position telle que l'obtention de nouveaux terrains leur est acquise, généralement par la parenté.

Les groupes sociaux les plus favorisés, en l'occurrence les nobles, bénéficient donc d'un avantage foncier qui leur permet de disposer de ressources foncières abondantes. Soit en raison de leurs réserves, soit en raison de leur rang et de leurs alliances, ces chefs n'auront guère de problèmes pour se procurer de nouveaux champs.

Dans d'autres exploitations où la surface par ménage est également élevée, on trouve des demandeurs de terre (*zendeba*), qui sont la plupart du temps des étrangers ou des arrivants récents dans le territoire villageois. Il est intéressant d'entrer dans le détail de leur situation foncière.

On trouve quelques demandeurs parmi les Kurumba : les chefs des exploitations n° 5 et 13, qui se sont installés respectivement en 1958 et 1968 à Lourou et à Brigtoéga, se sont vu contraints d'emprunter des terres aux *dansa* de ces deux villages.

Les exploitations n° 1, 4, 15 et 16, respectivement yarga, bella, mossi et silloubé ne disposent sur leurs terres que d'un droit usufruituaire ; les Mossi de Liki (n° 14), de longue date installés dans la région, se disent les responsables fonciers de leurs champs, qu'ils ont eux-mêmes défrichés.

Dans les exploitations de *zendeba* mossi et yarga (assimilés aux Mossi), chaque ménage dispose à peu-près d'autant de terre que les Maega. Le statut de ces immigrants est particulier dans la mesure où ils ne sont pas - à l'exception du n° 1 - intégrés au système kurumba par

une alliance matrimoniale, laquelle est le garant le plus sûr d'un accès durable à la terre. Qu'il y ait ou non intégration, on peut estimer que l'étendue de ces occupations est l'expression des "visees mossi sur la nature" (Benoît 1982-b, 24-25).

Cela est illustré par l'exemple des Mossi de Pogoldiama (n° 15), arrivés en 1969 dans l'Aribinda, et qui cultivent, dans un écart, des terres relevant du village de Yalanga. La situation foncière de cette famille mossi est doublement précaire puisque ses membres sont à la fois étrangers et *zendebe*. Leur incertitude quant à la possibilité de poursuivre d'une année sur l'autre l'exploitation des mêmes terres les pousse à une occupation maximale du terrain, ce qui, en cas de litige avec les Kurumba, accroît leurs chances d'en conserver au moins une partie, et en tout cas le minimum nécessaire à leurs cultures vivrières. Ce comportement est également valable pour les deux autres exploitations, cependant moins menacées, de Mossi et de Yarce, qui soit ne sont pas intégrés matrimonialement, soit ont emprunté leurs terres de cultures. Cette situation se retrouve également chez bon nombre d'emprunteurs de terres kurumba.

D'ailleurs l'emprunt de terre peut être précédé d'une occupation "sauvage". A Lourou (n° 5), 14 ha sont occupés - plutôt que cultivés - par seulement deux ménages. D'abord simple lopin de terre, la taille du champ a connu un surprenant accroissement à compter du moment où le *dansa* du lieu-dit a donné son accord à une exploitation.

En tout état de cause, la sécurité de l'exploitant n'est pas mesurée à sa seule position d'emprunteur ou de maître du champ, elle est aussi fonction du statut social ; elle est tributaire des alliances et des relations qui nouent les rapports entre *dansa* et *zendebe*. Le défrichement sur le territoire d'un autre lignage confère des droits plus sûrs (d'*atige dansa*) que la reprise d'un champ déjà défriché (droits de *zendebe*). Dans le même temps, un simple agriculteur, un étranger, un commerçant ou un noble n'auront pas les mêmes facilités d'accès à la terre, ni a fortiori la même visée sur la terre selon qu'ils seront ou non assurés de pouvoir en disposer sans remise en cause, ou de pouvoir la cultiver sur simple requête.

### IX. 3. 2. Les stratégies spatiales

#### *L'iler, instrument de la course à l'espace*

L'iler est l'instrument privilégié de l'occupation de l'espace dans le cadre de la recherche de terrain. Certains agriculteurs, faute des moyens à mettre en oeuvre pour améliorer leurs rendements, optent pour une course à l'espace : cette attitude caractérise une stratégie extensive, qui n'est cependant pas propre à l'iler.

Comme on l'a vu en effet, la houe tend à concurrencer l'iler sur les sols sableux jusqu'à être utilisée d'une façon approchant ses performances. De fait l'option d'un type de culture extensif est relativement indifférent du choix de l'outillage.

#### *La houe, instrument de l'atomisation du domaine foncier*

Parallèlement à la course à l'espace, le domaine cultivé s'atomise. La tendance au morcellement des surfaces cultivées, qui s'opère à la faveur de l'accès à l'exploitation individuelle bien sûr, affecte aussi les surfaces collectives et conduit à la division des exploitations en plusieurs unités de production. Les champs collectifs, qui représentent 79 % des surfaces totalement cultivées, sont divisées en 42 champs, et les champs individuels sont au nombre de 70. Les unités de production elles-mêmes exploitent souvent non plus une seule, mais deux, voire plusieurs champs collectifs. Seules 4 exploitations, indépendamment du nombre de ménages qui y sont présents ou de leur taille, échappent à la fragmentation de leur surface collective en plusieurs parcelles.

#### *L'iler et la houe, instruments de la dispersion dans l'espace*

La dispersion des surfaces cultivées relève dans les deux cas d'une stratégie visant, de la même manière que l'on répartit dans l'espace les champs d'une exploitation, à répartir entre ceux-ci les chances d'une récolte. Cette stratégie est elle-même une parade aux irrégularités des pluies. Mais dans le cas de l'iler, la dispersion des parcelles réalise une spéculation purement spatiale sur sols légers essentiellement. Dans le cas de la houe, la spéculation s'opère à la fois en fonction de l'espace, et des sols aux potentialités différentes, les sables, les bas-fonds, et en

général les sols lourds de bas de pente. En bref, à une pratique qui vise l'adaptation directe aux irrégularités des pluies dans l'espace, s'oppose une autre pratique dont le but est de récupérer en outre des terrains systématiquement mieux alimentés en eau.

Ainsi la houe paraît être le meilleur instrument de l'atomisation du domaine foncier. Elle est souvent utilisée, de préférence à l'iler, sur des parcelles de petite taille et tout particulièrement sur les petits champs individuels. En ne considérant, dans les exploitations, que les 54 champs individuels sur sables, plus favorables en principe à la culture à l'iler et qui s'étendent de moins de 0,10 ha à 3 ha, on trouve 23 champs cultivés à la houe et 21 à l'iler. Mais pour les superficies inférieures à 0,7 ha, on trouve 22 champs cultivés à la houe contre 14 à l'iler.

L'iler cependant serait le moyen autant de cultiver plus de surface, que de cultiver plus vite sur plusieurs parcelles.

#### **IX. 4. LA STRATEGIE ECONOMIQUE**

Pour simplifier à l'extrême, on pourrait considérer, au vu des résultats obtenus dans les différents types de champs, que la stratégie économique consiste à privilégier soit le rendement à l'hectare, soit la production à l'actif. C'est donc finalement en principe un choix entre une agriculture de type intensif ou extensif.

##### **IX. 4. 1. Agriculture intensive ou extensive ?**

Certes la nature des sols peut apparaître comme la condition première d'un de ces types d'agriculture et paraître en conséquence imposer l'outil, soit l'iler instrument de l'extensif, soit la houe instrument de l'intensif. Mais comme on l'a vu, les choses ne sont pas si simples.

D'une part, comme on le verra plus loin<sup>1</sup>, l'usage de l'iler est couramment associé à l'emploi de la fumure. La complémentarité de ces

---

<sup>1</sup> Cf. IX. 5. 2.

techniques permet parfois d'obtenir des résultats équivalents à ceux procurés par la houe<sup>1</sup>.

D'autre part, la houe, instrument qui en lui-même pourrait avoir l'efficacité la plus grande, est également souvent utilisée pour un mode de culture extensif. Certains champs, couvrant des superficies démesurées par rapport à l'effectif des travailleurs qui s'y consacrent, ne sont ni buttés, ni même sarclés en leur totalité pour peu que le mil y soit à certains endroits mal venu<sup>2</sup>.

Cependant on constate l'emploi conjoint de l'iler et de la houe sur certains champs. Des paysans se prononcent pour un recours aux deux instruments, qui peuvent se retrouver dans les mains d'un même individu pour des sarclages successifs. L'économie de temps (ou d'effort) que permet l'iler, associée à l'efficacité du travail de la houe, apparaît comme une sauvegarde ultime face aux aléas climatiques. Cette solution hybride a vu le jour à Aribinda, sur la ligne actuelle de partage des techniques.

Il a été observé, par ailleurs, des prestations réciproques entre groupes utilisant un outillage différent. Ce cas se rencontre à deux reprises dans les 16 exploitations : chez le forgeron de Tolou (n° 6) qui, cultivant à l'iler, bénéficie au second sarclage des prestations en travail de ses clients qui utilisent la houe ; et chez les Sillubé d'Intara (n° 16) qui, travaillant à l'iler, n'en échangent pas moins des invitations avec les agriculteurs d'un village voisin qui eux, travaillent à la houe.

Peut-on parler, pour autant, d'un processus d'unification technique ? On peut hésiter si l'on en croit les conditions mises par Raulin (1967, 129-130) : "les groupes de travail, s'ils obéissent à un certain nombre de principes - en premier lieu celui de la réciprocité - sont essentiellement mouvants dans leur composition". Par conséquent "l'unification de la

---

<sup>1</sup> Si cela n'était pas le cas, l'adoption de l'iler poserait problème si l'on considère que "dans le domaine technique, les seuls traits transmissibles par emprunt sont ceux qui marquent une amélioration des procédés... On n'échange pas la charrue contre la houe. Lorsqu'un tel fait se produit, c'est par régression, hors de tout emprunt, parce que les malheurs d'aventures guerrières ont détruit l'équilibre" (Leroi-Gourhan 1973, 304).

<sup>2</sup> Par référence, la substitution de l'iler à la houe n'est pas forcément l'indice d'un soin moins grand apporté aux cultures.

technique doit se faire à l'échelle de la formation du groupe de travail, qui est généralement l'unité résidentielle, le quartier ou le village".

Il y aurait donc non seulement compatibilité mais complémentarité dans l'usage de la houe et de l'iler, et cela témoignerait de la capacité d'assimilation et de synthèse du milieu agricole kurumba, quant aux pratiques empruntées aux agricultures voisines, de type traditionnel, au cours des dernières décennies. On peut donc trouver contestable pour l'Aribinda l'observation de Raulin (id., 75) qui estime que l'usage de la houe et celui de l'iler ne représentent pas seulement deux techniques de sarclage différentes, mais impliquent "deux systèmes complets de culture considérés non seulement du défrichement à la récolte, mais d'un cycle annuel à un autre".

#### **IX. 4. 2. L'évolution technique : la culture attelée**

La distinction entre les aires de dispersion de l'iler et de la houe ne doit pas faire oublier que, pour les paysans, les performances des outils sont avant tout fonction de la pluviométrie annuelle. Dans l'absolu, tel instrument ne serait pas plus performant que l'autre, puisque "la saison" constitue pour les paysans le critère déterminant de leur efficacité. Si l'usage de l'iler peut dans quelques cas isolés être mis en cause, comme après la sécheresse de 1983, par certains paysans, par contre d'autres rappellent que l'année précédente de bonnes conditions climatiques avaient permis d'obtenir des productions très satisfaisantes avec cet instrument.

L'aléa saisonnier explique en partie qu'il n'y ait pas, dans la région, une homogénéité parfaite de l'outillage, dont le choix est de surcroît déterminé par toute une série de signes sociaux. De toute façon, les réactions paysannes à la sécheresse de 1983 pouvaient pour l'essentiel se résumer à l'intention d'accroître encore les superficies cultivées, ce qui laissait toutes leurs chances à la houe comme à l'iler. Mais les stratégies agricoles dans le domaine des instruments aratoires intègrent aussi l'innovation technique, comme la culture attelée

208 charrues étaient recensées dans le Département en 1983, mais ce type de matériel, introduit par l'ORD à partir de 1978-1979, se répartissait de manière très inégale. L'usage de la charrue pour les labours précède la succession des opérations culturales traditionnelles,

des semis à la récolte. Son intervention n'est acceptée que par certains agriculteurs qui y ont vu la possibilité "d'accroître les surfaces cultivées".

La culture attelée semble avoir été bien accueillie chez les Mossi<sup>1</sup>, immigrants anciens dans la région, établis sur la frange sud. Pour eux, qui rejettent l'iler, la houe et la charrue sont des instruments apparentés puisqu'ils travaillent le sol de la même façon, "en profondeur". Elle a été accueillie de manière plus mitigée chez les Kurumba qui occupent le "coeur" du pays.

La charrue n'est toutefois pas exclusive d'un autre instrument dont l'action sur le sol serait différente, comme le démontrent quelques agriculteurs de Pem qui, sarclant à l'iler, n'en utilisent pas moins la charrue. Les Mossi de Liki labourent aussi bien les sables que les terres plus lourdes à l'aide de la charrue. Dans ce sens les pratiques agricoles afférentes à chacun des instruments aratoires ne sont pas contrariées par l'usage de la charrue, qui les complète indifféremment.

Les obstacles que rencontre la diffusion de la charrue seraient plutôt liés aux risques que comporte, en une période jugée critique depuis plusieurs années, l'introduction d'une technique encore mal éprouvée. Confrontés au "risque de l'innovation", les paysans souvent s'interrogent sur le bénéfice qu'ils sont susceptibles de tirer, sur le plan de la satisfaction des besoins alimentaires, d'une technique coûteuse : c'est pourquoi ceux qui innovent, en intégrant la charrue dans leur arsenal technique, sont encore une fois ceux qui ont les ressources nécessaires, d'une part pour assurer la dépense, d'autre part pour assumer le risque encouru. Ainsi voit-on avant tout chez les Kurumba quelques chefs de village (n° 11), quelques propriétaires de cheptel (n° 16) ou quelques commerçants (n° 1) acquérir une charrue ; il s'agit, paradoxalement, de ceux qui, parmi tous les paysans, ont pris le plus de distance avec le travail de la terre.

En fait, l'adoption de la charrue ne dépend pas seulement de la situation de fortune, mais aussi de contingences sociales. Les Mossi du hameau de Pogoldiama (exploitation n° 15) installés dans l'Aribinda depuis une dizaine d'années étaient en 1983 désireux d'acquérir une

---

<sup>1</sup> Les deux zones de Liki et de Gasseliki, à forte dominante mossi, totalisent à elles seules plus de la moitié de ces charrues recensées dans le secteur ORD de l'Aribinda.

charrue. Mais une telle acquisition leur était, disaient-ils, impossible tant que les Kurumba de Yalanga, propriétaires des terres sur lesquelles ils étaient établis, n'avaient pas eux-mêmes adopté et "banalisée" cette nouvelle technique. Le respect des filières hiérarchiques de l'adoption n'est pas propre à ces Mossi, étrangers sur un territoire kurumba. Il est peu concevable en effet, et tous les cas observés chez les Kurumba le démontrent, que les plus démunis des agriculteurs puissent avant les autres se prévaloir de ce qui, avant même d'être un instrument de culture, est un nouveau "signe" de richesse.

Indépendamment des résistances tenant à la tradition agricole ou au coût, la diffusion de la charrue dans l'Aribinda se heurte donc à des problèmes de hiérarchie foncière et sociale. Que la charrue soit par contre relativement bien accueillie dans les villages mossi du sud se comprend, sur le plan local, par l'homogénéité du peuplement, et par la faiblesse de la main-mise foncière et politique du système kurumba. De même certains groupes situés sur les marges du système Kurumba, comme par exemple les Sillubé installés à Intara (exploitation n° 16), ont aisément adopté la charrue. Leur exemple prouve que la charrue se pose comme un terme supplémentaire de la diversification technique, déjà illustrée par l'usage conjoint de la houe et de l'iler.

#### **IX. 4. 3. L'investissement de main-d'oeuvre**

L'investissement de main-d'oeuvre dans le sarclage favorise les meilleurs rendements. On observe dans les exploitations que cet investissement a lieu aussi bien avec la houe (n° 8 et une unité de production de n° 9) qu'avec l'iler (n° 2, 6, 9, 11, 16), ce qui paraît dans ce dernier cas paradoxal si l'on considère que l'iler est, dans une stratégie à long terme, l'instrument de l'extensif : tout se passe dans le court terme comme si l'iler se prêtait aussi à une pratique intensive, ce qui logiquement devrait être le fait de la culture à la houe. On n'en est pas à une contradiction près puisqu'il a déjà été noté que la houe pouvait être utilisée, sur sables, comme un instrument de l'extensif.

Mais l'iler apparaît simultanément comme le corrélat d'une économie absolue en main-d'oeuvre pour l'exploitation. Le constat mené par Bernus (1981, 278) au Niger va dans un sens comparable : l'*égamsheq* des Touareg leur épargne un temps qui leur permet, outre d'accroître leur superficie cultivée, "de laisser disponible une main-d'oeuvre

suffisante pour l'entretien et la garde du troupeau". Dans l'Aribinda, à l'usage de l'iler est associée une performance voisine, celle de dégager en partie une certaine catégorie d'actifs, les femmes, des travaux agricoles.

Alors que le maniement de la houe peut être confié aux femmes, l'usage de l'iler, sur champs collectifs du moins, est toujours réservé à l'homme.

Toutes exploitations confondues, chaque femme travaillant à la houe se consacre à 0,8 ha, alors que chaque femme des exploitations où l'on emploie l'iler ne se consacre qu'à 0,5 ha.

De plus, si l'on s'en tient à la version masculine des choses qui ne considère pas les femmes comme actives lors des travaux collectifs accessoires du travail à l'iler, celles-ci se consacraient à environ trois fois moins de surface que celles qui appartiennent à une exploitation où l'on emploie la houe.

L'usage d'un instrument tel que l'iler autorise un allègement de la main-d'oeuvre féminine, cependant les utilisateurs de l'iler font, plus couramment que ceux qui emploient la houe, appel à une main-d'oeuvre extérieure comme on l'a vu pour les invitations de culture. Ce n'est pas sans avantage puisque ces invités ne sont pas une charge permanente pour l'exploitation, et que cela permet une réponse flexible aux besoins des travaux.

## **IX. 5. LA REGENERATION DES SOLS**

### **IX. 5. 1. Le parc à *Acacia albida***

A Aribinda, l'ancien parc à *Acacia albida*, hérité des *poté samba*, a longtemps conservé sa fonction de régénération des sols (cf. III. 2. 4.). Le début de la colonisation agricole a marqué son déclin. A Pem par exemple, il est pratiquement absent. On ne le retrouve qu'au village voisin d'Arba Debéré<sup>1</sup> où les individus sont de belle taille.

---

<sup>1</sup> Le parc d'Arba Debéré est toutefois très peu étendu. Les habitants du village ne peuvent d'aucune manière préciser si les arbres étaient là avant qu'ils ne cultivent la zone. D'ailleurs si Arba Debéré est de longue date exploité depuis Aribinda,

Il est loisible de penser qu'à la faveur de la sortie du vieux terroir d'Aribinda qui s'est opérée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouverture de l'agriculture sur le stock considérable de terres légères situées au nord a rendu inutile la reproduction d'un parc autorisant des cultures quasi-permanentes. Par ailleurs rien ne dit que les habitants aient à ce moment-là eu la possibilité de reconstruire un parc comparable sur les nouveaux espaces de culture, étant donné que toutes les informations s'accordent pour faire remonter le développement de l'élevage bovin, dans le nord, après 1913. La colonisation agricole a créé un autre paysage végétal (cf. chap. II. 3. 2. 2.).

La sélection anthropique a abouti à la conservation, sur les espaces de culture, des seules espèces qui trouvent une utilité aux yeux des Kurumba : la "lecture" du paysage végétal indique immédiatement les priorités des agriculteurs. Ainsi, sur les cordons dunaires, on rencontre essentiellement des arbres fruitiers<sup>1</sup> : *Lannea macrocarpa*, *Sclerocarya birrea*. Si ce peuplement est aujourd'hui fort peu dense, rien n'indique qu'il soit en passe d'être remplacé par d'autres formations.

La sélection des essences végétales opérée dans le nord reflète néanmoins une orientation pastoraliste, par le maintien d'arbustes fourragers tels que les *Acacia* à l'exception d'*Acacia albida*. Il est significatif qu'à ce dernier aient été substitués des arbustes fourragers, mais qui ne permettent pas une pratique intensive de l'agriculture.

### IX. 5. 2. La fumure

Outre le parc, d'autres techniques pourraient permettre de compenser le manque de surface par un enrichissement des sols et donc une amélioration des rendements. Mis à part l'engrais chimique<sup>2</sup>, dont

---

l'installation d'un village permanent n'y remonte qu'à 70 ans et l'âge des *Acacia* est indéfinissable.

La question de la construction de ces parcs anciens situés hors d'Aribinda, dont on retrouve un autre lambeau à Dalla, demeure en suspens.

<sup>1</sup> La conservation des arbres fruitiers est le reflet d'un système de culture conquérant. Il vise à prendre et à marquer hâtivement le maximum d'espace en conservant les essences utiles déjà présentes dans la végétation spontanée. Il s'agit d'une attitude de pionniers, de défricheurs, qui rend parfaitement compte des causes et des circonstances de la "fondation des fiefs" par les nobles dans le nord.

<sup>2</sup> Vendu par l'ORD.

l'emploi est peu répandu dans la région et qui n'intéresse, dans cet échantillon, que l'exploitation mossi de Liki (n° 14), deux procédés de fumure sont utilisés dans l'Aribinda.

Les champs peuvent être fumés soit par des troupeaux de bovins qui y stationnent, soit par l'épandage des déjections d'animaux et des détritiques domestiques recueillis dans l'enceinte des habitations. La mise en oeuvre de ce dernier procédé implique le transport de l'engrais depuis les lieux d'habitation jusqu'aux lieux de culture. Si la plupart du temps, les champs les plus proches de la résidence bénéficient de cette fumure domestique, les champs les plus éloignés sont en revanche engraisés par le stationnement des troupeaux d'éleveurs. Au-delà d'une certaine distance, la fumure sera moins fréquente, voire inexistante.

Ce seuil d'éloignement n'est pas le même selon qu'il s'agit de culture à l'iler ou de culture à la houe. C'est que la houe qui retourne les sols permet leur restauration de façon élémentaire, alors que l'iler contribue plutôt à appauvrir les sols meubles. A ce titre, il a été l'instrument de l'introduction de la fumure.

- Des parcelles travaillées à la houe, seules sont fumées celles qui sont relativement proches de la résidence : jusqu'à 1 km lorsqu'il s'agit de champs sur sables, et jusqu'à 3 km pour les autres sols. Tous ces champs sont fumés par apport de détritiques depuis les habitations.

- Les parcelles travaillées à l'iler sont fumées jusqu'à 6 ou 7 km de la résidence. Les champs les plus éloignés ne sont plus fumés par transport de compost depuis les habitations, mais par contrats passés avec les éleveurs, qui viennent s'installer sur les champs.

#### IX. 5. 2. 1. Principes d'application

Il convient de distinguer selon le mode d'attribution des parcelles :

##### *Champs collectifs*

Le principal critère d'application de la fumure est en ce domaine l'outil, la nature du sol étant évidemment le corollaire du choix de l'outillage (les sols sableux, notamment, pour l'iler). L'étendue des

champs a également son importance : les plus grands d'entre eux sont moins systématiquement fumés.

a/ La fumure est de règle dans le cas de la culture à l'iler d'une part, et dans le cas de l'action combinée de la charrue et de la houe d'autre part.

*- l'iler :*

Sur 16 champs sur sable travaillés à l'iler dans les exploitations de l'échantillon, 14 sont fumés. Les deux exceptions concernent :

- un champ cultivé par un Bella qui n'a pas les moyens de le fumer.
- un champ d'une superficie trop importante (8,8 ha).

*- la houe associée à la charrue :*

Sur 8 champs de l'échantillon, 6 sont fumés (ici, l'élément déterminant est la possibilité d'enfouir le fumier au moyen de la charrue). L'exception vient d'un chef de famille qui exploite les deux champs, et qui ne désire pas investir dans l'engrais chimique auquel recourt le reste de l'exploitation (n° 14).

b/ Pour la houe, la règle est l'absence de fumure, du fait d'une meilleure action de l'instrument sur le sol. Sur les 17 champs de l'échantillon cultivés à la houe, 12 ne sont pas fumés.

L'exception constituée par les 6 champs fumés tient à la proximité immédiate des habitations, facilitant le transport des engrais domestiques, et accessoirement la petite taille du champ.

*Champs individuels*

Dans leur majorité, ces champs ne sont pas fumés, car la fumure est une pratique collective, qu'il s'agisse de fumier domestique, de contrats passés avec les éleveurs, ou d'achats d'engrais chimiques.

On observe toutefois certains cas où les champs individuels sont fumés, et que l'on recense de la façon suivante :

- *champs sur sables*:
  - 9 champs sur 21, cultivés à l'iler, sont fumés.
  - 7 champs sur 21, cultivés à la houe, sont fumés.
- *champs sur sols sablo-argileux*:
  - 3 champs sur 16 cultivés à la houe sont fumés.
- *champs sur sols lourds*:
  - 1 champ, sur 8 travaillés à la houe, est fumé.

L'examen de ces exceptions montre que dans la quasi-totalité des cas, c'est le facteur de proximité qui joue : soit la proximité des habitations, soit celle des champs collectifs eux-mêmes fumés : dans ce dernier cas, les champs individuels sont localisés sur le pourtour des parcelles collectives.

#### IX. 5. 2. 2. Importance des surfaces fumées sur sables

La fumure, animale essentiellement, intéresse 54 % des surfaces totales des sols sableux de l'échantillon :

CHAMPS COLLECTIFS			
(ha)	surf. tot.	surf. fum.	% fum.
sables, ILER	50,7	36,8	73
sables, HOUE	40,7	16,5	41
(ensemble)	(91,4)	(53,3)	(58)

- tableau 22 : l'importance respective de la fumure dans les champs collectifs sur sables travaillés à l'iler et à la houe. -

CHAMPS INDIVIDUELS			
(ha)	surf. tot.	surf. fum.	% fum.
sables, ILER	12,25	5,81	47
sables, HOUE	7,61	1,22	16
(ensemble)	(19,86)	(7,03)	(35)

- tableau 23 : l'importance respective de la fumure dans les champs individuels sur sables travaillés à l'iler et à la houe. -

Les champs collectif sont plus systématiquement fumés que les champs individuels : 58 % de leur surface, contre 35 %. Ce sont aussi ceux qui sont travaillés à l'iler qui sont le plus fumés : 71 % de leur surface.

### IX. 5. 2. 3. Le caractère de la fumure : bonification, ou compensation ?

Une enquête menée en mai-juin 1983 et portant sur un échantillon de 881 parcelles collectives sur sables a permis plusieurs constats :

- Sur certaines parcelles, les deux procédés de fumure, par stationnement des troupeaux et par apport de déchets domestiques, se superposent ; les parcelles cultivées à l'iler bénéficient tout particulièrement de cette combinaison : 30 % d'entre elles, contre 10 % des parcelles travaillées à la houe.

- La fumure s'applique d'abord aux champs les plus anciens. La datation précise de la première mise en culture des champs<sup>1</sup> permet d'établir que sont fumés 70 % de ceux qui sont exploités de longue date ; la fumure ne s'applique en revanche qu'à moins de 40 % des parcelles exploitées depuis moins de 20 ans, c'est-à-dire la plupart de celles ouvertes par l'exploitant actuel lui-même.

Avec l'iler, la fumure apparaît plus comme une technique de compensation de l'appauvrissement des sols, que comme une technique de bonification. En effet, si la fumure améliore les rendements (cf. VIII. 6. 3.), elle n'est là que pour suppléer à l'absence d'enfouissement des matières végétales.

Par contre, dans le cas de la culture à la houe, l'enfouissement de matière organique et végétale apparaît bien comme une technique de bonification : force est de constater, néanmoins, que les champs cultivés à la houe sont les plus rarement fumés.

---

<sup>1</sup> Il est bien entendu que les informations attribuant l'ouverture d'un champ à un parent éloigné n'ont de valeur qu'indicative. Dans les anciens sites songhay, il est sans doute peu de lieux qui n'aient au cours de l'histoire été exploités. Ce qui est important est la continuité de l'exploitation, dont la mémoire des informateurs garde le souvenir par le biais de généalogies.

En l'état des techniques, l'usage de la houe, l'application de fumure et l'investissement en main-d'oeuvre sont les trois facteurs qui permettent d'obtenir les meilleurs rendements. Or dans le cas de la culture à l'iler, les parcelles ne sont fumées que pour pallier leur usure et non pour optimiser les rendements : l'absence de fumure sur les champs ouverts récemment le démontre. Dans la culture à la houe, les deux pratiques sont généralement alternatives : soit l'investissement de main-d'oeuvre sur les champs non fumés est important, soit les champs fumés ne bénéficient que d'un investissement de main-d'oeuvre réduit. Tout se passe comme si les pratiques bonifiantes étaient exclusives les unes des autres, au lieu d'être jointes en vue de rendements optimaux.

Cette stratégie dépasse le cadre des pratiques agraires. En réponse à des conditions climatiques extrêmement mouvantes, les solutions que trouvent les paysans ne peuvent être elles-mêmes qu'extrêmement variées.

## **IX. 6. LA DIVERSIFICATION ET L'OPTIMISATION DES RESSOURCES ALIMENTAIRES**

### **IX. 6. 1. La sélection des plantes vivrières**

On ne possède guère d'informations sur les variétés qui ont pu être testées puis abandonnées depuis les premiers temps de l'Aribinda. L'exemple récent de *Nunayana* montre que la variété, semée depuis quelques années, risque fort de glisser prochainement dans l'oubli. Mais qu'une variété comme *potéyana* existe encore est le signe qu'on a su lui trouver à chaque mutation une place dans les cultures. Il en va de même pour *beloko* qui semble devoir coexister encore longtemps, malgré la durée de son cycle, avec *pisyopwé*.

#### *Les facteurs de la sélection*

Le contexte climatique actuel tend bien sûr de plus en plus, à l'échelle de la région et de la dernière décennie, à imposer une variété telle que le *pisyopwé* mossi très hâtif ; il convient cependant de ne pas oublier que son introduction est récente, et que l'histoire porte de nombreuses traces de crises climatiques semblables, auxquelles les

paysans n'ont pas forcément répondu, de manière identique, par l'adoption de variétés à cycle court.

La sélection du matériel végétal répond à une série de facteurs qui ne sont pas réductibles au seul fait climatique.

D'une part l'insécurité, et/ou la nécessité de satisfaire à une période de soudure ont, entre autres impératifs, conduit les agriculteurs à adopter d'abord des variétés parvenant rapidement à maturité. Sous les règnes des premiers chefs de l'Aribinda, sont mentionnées certaines famines ainsi que des sécheresses épisodiques ; mais l'assertion générale est "qu'il n'y a pas de bonnes récoltes, parce qu'on ne peut pas s'éloigner d'Aribinda". Cette situation se prolonge pendant près d'un siècle jusqu'à l'arrivée de la première vague mossi, vers la fin du XVIII<sup>e</sup> ou le début du XIX<sup>e</sup> siècle. A ce moment apparaissent des variétés à cycle plus long, témoignant d'un contrôle accru sur l'espace et de conditions climatiques satisfaisantes. Avec le développement de l'agriculture, l'argument de la sécurité est moins pris en compte pour la sélection du matériel végétal : la saison des pluies correspond à une période de trêve, puisque la plupart des groupes humains sont alors accaparés par les travaux des champs, et surtout parce que les déplacements sont difficiles.

D'autre part, si l'intérêt actuel et manifeste des paysans pour des variétés hâtives comme *pisyopwé* est lié à la conjoncture climatique<sup>1</sup>, cela n'implique aucunement que celles qui ont un cycle plus long soient pour autant en voie d'abandon. Ainsi *anyara kumè* est encore très largement semé, et les variétés les plus hâtives de mil sont loin de ravir la première place à *belamayana* qui est actuellement parmi les plus appréciées.

Il subsiste donc une palette assez large de variétés cultivées. Aujourd'hui encore, il n'y a pas abandon immédiat des variétés au cycle long, mais au contraire tendance à les conserver tant qu'elles n'ont pas démontré leur déficience par rapport aux nouveaux hybrides en regard des sols et de la pluviométrie.

Le plus souvent, au sein des exploitations, il y a même recherche d'un rendement optimum, par la conservation des variétés à cycle long.

---

<sup>1</sup> L'expansion de ces variétés est en rapport avec la crise de 1972-1973 dans le nord de la région, et avec des crises antérieures (1931 notamment) dans le sud.

et parallèlement, recherche de la sécurité, par la culture de variétés à cycle court, aussi bien pour le mil que pour le sorgho. Ces compromis conduisent à répartir les risques entre un grand nombre de variétés et à augmenter ainsi les chances de récolte.

La dernière assurance se joue dans l'espace. Les semences de mil de cycles différents sont mêlées puis semées sur une même parcelle. La récolte est effectuée au fur et à mesure de la maturation, et il y a ainsi spéculation sur la densité des semis et la combinaison de leurs cycles végétatifs pour réduire les aléas de la pluviométrie.

Cette tactique de "l'étalement de la mise", telle qu'elle est pratiquée par les paysans de l'Aribinda, exclut tout choix d'une semence bien spécifique. De ce fait il y a actuellement une demande importante de variétés diverses de céréales.

Il faut cependant souligner que l'enrichissement du stock des espèces et des variétés cultivées cèle un appauvrissement latent de la qualité. Les variétés les plus appréciées des Kurumba, comme le mil *torodo*, ne sont pas toujours les plus cultivées. Force est de relever aussi que le développement de la culture des sorghos est loin de répondre aux souhaits de tous les paysans. Cette céréale a pour eux, par rapport au mil, très peu de valeur aussi bien sur le plan gustatif que nutritif<sup>1</sup>. Le maintien de la production brute, par une réorientation de la production par la mise en valeur des terres basses, se paie par la disqualification des conditions alimentaires. Le paysan, en fait de choix, se borne à transiger.

### *La complémentarité mil-sorgho*

Tous les choix observés dans la sélection des variétés cultivées procèdent d'une recherche de la diversité en matière de semences. A la quasi-monoculture du mil qui prévalait au siècle dernier s'est depuis quelques décennies substituée dans le sud, et a fait son apparition dans le nord, une dualité culturelle mil-sorgho moins vulnérable aux aléas climatiques. Beaucoup d'agriculteurs aujourd'hui pratiquent cette combinaison dans les espèces cultivées, qu'ils doublent assez volontiers d'une combinaison de variétés de cycles différents. La culture d'une

---

<sup>1</sup> Pour les Mossi c'est l'inverse !

seule variété dans chacune des espèces devient tout-à-fait exceptionnelle.

### **IX. 6. 2. L'élevage villageois**

Chez les Sillubé de l'exploitation n° 16, qui ne produisent qu'environ 90 litres de mil par personne et par an - soit à peu-près autant de jours de nourriture -, l'agriculture ne représente qu'un moyen d'assurer un minimum vivrier ; c'est d'ailleurs très généralement le cas pour tous les groupes d'éleveurs de l'Aribinda : la production des champs individuels, chez eux, est toujours versée dans le grenier de la communauté, que l'année ait été bonne ou non. Des achats systématiques de céréales ont lieu chaque année, à partir des revenus que procure la vente du bétail, lequel est parfois tout simplement échangé auprès des villageois contre des vivres.

Les Sillubé ne sont pas les seuls à faire de l'élevage une source normale de revenus, convertible en vivres. La plupart des exploitations dont la production céréalière était déficitaire en 1982 (n° 1, 2, 6, 10 et 14) possédaient au moins quelques têtes de gros bétail qui servaient de monnaie d'échange, en sus des petits ruminants, qui sont les premiers vendus. Tous les chefs d'exploitation possédaient du petit bétail en quantité très variable (de 4 à 200 chèvres et moutons, selon les déclarations, par cour).

Les données recueillies dans les 16 exploitations sont, de par leur petit nombre, relativement peu fiables. Les tentatives faites pour estimer le nombre de têtes de bétail que possédait un chef d'exploitation se sont bien souvent soldées par un échec. Si certains agriculteurs ont pu être trahis au cours de l'entretien par le retour de leurs troupeaux à la cour, ou si d'autres ont pu être contredits par d'autres témoignages lorsqu'ils annonçaient ne posséder aucun bovin, par contre dans la plupart des cas il a été impossible de contrôler les dires des informateurs sur un sujet qui, à l'inverse de ce qui touche à la production céréalière, est l'occasion des déclarations les plus évasives.

5 exploitations sur 16, une Bella et deux Kurumba, ne possédaient apparemment aucun bovin (n° 5, 9, 4, 12, 13).

Les exploitations qui élevaient des bovins se répartissaient entre celles où les bêtes étaient confiées aux Peul (n° 2, 7, 8, 10, 11, 15), et celles où les enfants de la cour assuraient eux-mêmes le gardiennage du bétail (n° 1, 3, 6, 14, 16). Les lieux de gardiennage en saison sèche ne pouvaient que rarement être précisés, soit que le bétail fût confié aux pasteurs qui l'emmenaient sur des parcours que les propriétaires disaient ignorer, soit qu'il n'y eût en effet pas d'aire de pâture spécialement affectée au bétail, sa divagation aux alentours des villages étant très généralement de règle.

Le gardiennage du petit bétail est dans la plupart des cas laissé aux enfants : seule les exploitations n° 9 et 10 de Sirgné confiaient toute l'année leurs chèvres et moutons aux Peul. Dans un autre cas à Wouré (n° 3), la remise des petits ruminants aux soins des pasteurs n'avait lieu qu'en saison des pluies. Le petit bétail, comme d'ailleurs les bovins conservés par les paysans divagent généralement en saison sèche.

Les lieux d'abreuvement des troupeaux de toutes ces exploitations sont proches de la résidence. Kamazangou est réservé aux bêtes de Wangré, Kolbaté à celles de Wouré, Daya à celles de Tolou et de Honré ; et au-delà, Kolbaté est également accessible au bêtes de Pem et de Sirgné, villages issus de Wouré, et Daya est utilisé par les troupeaux des paysans établis dans le sud (Lélé). De même, les Peul ont accès aux points d'eau desservant les territoires villageois dont les paysans leur confient des bêtes.

Une enquête plus large menée en mai-juin 1983 au moyen de questionnaires, et portant sur 378 hommes mariés présents dans 180 cours, a permis d'élagir le champ des questions posées lors du seul examen des 16 exploitations. Cependant les réponses obtenues ont été tout autant, sinon davantage, faussées par la dissimulation des personnes questionnées et ce, vraisemblablement, en raison de la crainte de conséquences fiscales. Ainsi entre les deux villages voisins de Pem et de Sirgné, assez comparables sur le plan des effectifs et du peuplement, le nombre de ceux qui déclaraient posséder des bovins variait du simple au double. Par conséquent les résultats dont il est fait état ne pourront être qu'indicatifs d'une situation générale et de différences locales. En aucun cas il ne doit être question de considérer ces résultats comme exhaustifs.

Dans l'Aribinda, les villageois les plus nombreux à posséder des bovins - quelle que soit par ailleurs la taille du troupeau - sont les Mossi, chez lesquels l'élevage intéresse 4 à 6 chefs de famille sur 10. Parmi les Kurumba, ce sont les nobles qui viennent en tête, avec 4 à 5 chefs de famille sur 10 ; tous les autres groupes n'accordent pas la même importance à cette activité : en moyenne, 2 à 3 chefs de famille sur 10, qu'ils soient d'origine *hifuba*, d'origine captive, ou qu'ils appartiennent à d'autres lignages.

Dans près d'une cour sur 2, à l'échelle de l'Aribinda, on trouve des propriétaires de bovins. Cependant, si plusieurs chefs de famille apparentés sont réunis dans une même cour, le bétail reste entre les mains du doyen de la cour qui est le responsable des décisions prises au niveau de l'exploitation, et notamment de la vente des bêtes.

Ces observations permettent de mesurer l'importance économique de l'élevage villageois, mais elle est inégale selon les zones : si dans le nord et dans le sud la proportion des cours qui possèdent du bétail est à-peu-près identique, par contre c'est au nord que l'on rencontre les troupeaux les plus importants - aux mains des nobles notamment-, et ces troupeaux réunissent parfois plus d'une centaine de têtes.

Cette différence quant à la taille des troupeaux explique les contrastes entre les modes de gardiennage choisis. Le gardiennage exercé par les Peul, dans le nord, saisonnier ou non, se justifie partiellement par "l'encombrement" des troupeaux. A l'inverse, les Mossi sont, parmi tous les agriculteurs qui se livrent à l'élevage, les moins nombreux à confier leur bétail aux pasteurs : moins de 4 Mossi propriétaires de bovins sur 10 le font, contre 8 agriculteurs sur 10 à Aribinda, à Wouroundou et dans le nord de l'Aribinda, et 5 sur 10 en moyenne dans l'ensemble du sud Kurumba. Certains Mossi disent explicitement s'être installés dans l'Aribinda afin de se livrer à l'élevage, et apparemment ce sont eux qui assument le plus couramment toutes les contraintes de cette activité.

Il est possible aussi que la géographie particulière des espaces septentrionaux rende davantage nécessaire le gardiennage par les Peul. L'abandon des zones de culture par une partie des effectifs de la cour chargée de surveiller le bétail, même s'il s'agit des plus jeunes, n'est pour beaucoup de paysans pas envisageable au moment des travaux agricoles. Dans le sud, la dispersion des terres de culture rend

compatible la coexistence de petites zones de pâturage, de l'habitat, et des champs, à la condition que tous ces lieux restent assez proches les uns des autres.

Pour ce qui est des aires de pâture des troupeaux villageois, il est assez remarquable de noter, une fois de plus, et à l'échelle des établissements répartis sur la région, que la transgression des faisceaux délimités lors de la colonisation agricole est très exceptionnelle. Sur les 180 cours enquêtées, seules 4 situées à Wouré et Wangré, dont les bêtes étaient d'ailleurs confiées à des Peul, voyaient leur troupeau fréquenter des pâturages situés en dehors du faisceau. A Wouré, c'était le cas d'un troupeau emmené par les pasteurs en hivernage vers Gaykangoéta, dans le faisceau *hiŋuba* d'Aribinda ; à Wangré, c'était le cas de 3 cours dont les bêtes fréquentaient les pâturages de Wouroundou dans l'ouest, ou de Gandahoulo dans le sud-ouest, tous lieux également situés dans le faisceau *hiŋuba*. Aucune autre transgression de la division territoriale n'a pu être rencontrée.

Ainsi il est pallié aux insuffisances locales de la production par un système de capitalisation d'une part, d'échanges et de redistributions d'autre part. Le bétail est une réserve vive constituée lors des années excédentaires pour être vendue et convertie les années déficitaires en achats de céréales. Au surplus, le développement de l'élevage semble bien libérer les sédentaires d'une dépendance exclusive envers la seule production agricole.

Ce qui fonde la distinction entre les paysans qui se livrent à l'élevage et les pasteurs qui cultivent, et qui font l'objet du chapitre suivant, c'est que les premiers appartiennent au système socio-politique du pays - ce qui leur confère des privilèges - et qu'ils sont, par conséquent, les acteurs du foncier. Leur enracinement dans la terre va de pair avec des priorités économiques et un genre de vie, dans le principe, différent de celui des pasteurs.

## CHAPITRE X

### LES PASTEURS DANS LA TRAME VILLAGEOISE

Les termes de nomadisme et de transhumance définis par Barral (1977) dans son texte sur les "zones d'endrodomie" pastorale dans l'Oudalan, montrent que le nord de l'Aribinda se situe autant dans la mouvance de l'Oudalan ou du Mali, que dans celle de la chefferie d'Aribinda elle-même. La mare de Soum, à l'extrême nord du pays et des établissements sédentaires, draine une bonne partie des populations d'éleveurs de l'Aribinda ; la transition du monde pastoral avec le monde à vocation plus nettement agricole commence en effet à se faire sentir dès que l'on parvient sur le cordon dunaire de Diamon. Les flux du bétail y prennent généralement des dimensions et des directions différentes.

Tout cela a été remarquablement décrit par cet auteur, mais intéresse plus l'approche pastoraliste que la problématique présente. Le propos n'est pas ici le monde pastoral pris comme un tout dans un espace qu'il s'est dévolu, mais son intégration dans un espace plus méridional, marqué par la présence de sédentaires se livrant à l'agriculture. C'est en quelque sorte de la marginalisation des activités pastorales et des zones d'élevage qu'il est ici question.

Les données concernant les techniques propres à l'élevage (reproduction, traite...) n'ont donc pas à être rapportées. Elles ne présentent pas de spécificités en regard de celles des pasteurs sahelosoudaniens. Les études très précises réalisées en Oudalan par Milleville et al. (1982) et Combes (1984) constituent des références en la matière.

Pour mettre en évidence les caractéristiques du genre de vie agropastoral en Aribinda, 50 exploitations<sup>1</sup> d'éleveurs, réparties en 6 groupes selon leur mode de gestion de l'espace, ont été retenues (figure 38). Les critères qui fondent le classement de ces exploitations en plusieurs groupes sont :

- l'ampleur du déplacement du troupeau et ses modalités : l'existence éventuelle d'une transhumance<sup>2</sup> saisonnière.
- la mobilité ou non de l'habitation et sa localisation d'une saison à l'autre.

Ces modes de gestion de l'espace sont récapitulés dans les figures 39 à 44, auxquelles on se référera pour l'illustration des comportements pastoraux :

- Le groupe 1 (figure 39) schématise les mouvements de l'exploitation n° 19, dans la région nord de l'Aribinda. A partir d'une résidence permanente à proximité des champs, l'hivernage donne lieu à une transhumance, vers le nord, du troupeau accompagné d'une partie des effectifs de l'exploitation.

- Le groupe 2 (figure 40) représente une transhumance de saison sèche, vers le sud de la région, des exploitations localisées dans le nord, tous les effectifs de l'exploitation se déplaçant simultanément.

- Le groupe 3 (figure 41) concerne également une transhumance de saison sèche vers le sud, à partir du centre de la région. Cependant, dans ce cas, seuls des bergers accompagnent le troupeau.

- Le groupe 4 (figure 42) caractérise les exploitations qui transportent, pour l'hivernage, leur habitation sur les pâturages, quittant ainsi leurs champs sur lesquels elles sont installées en saison sèche.

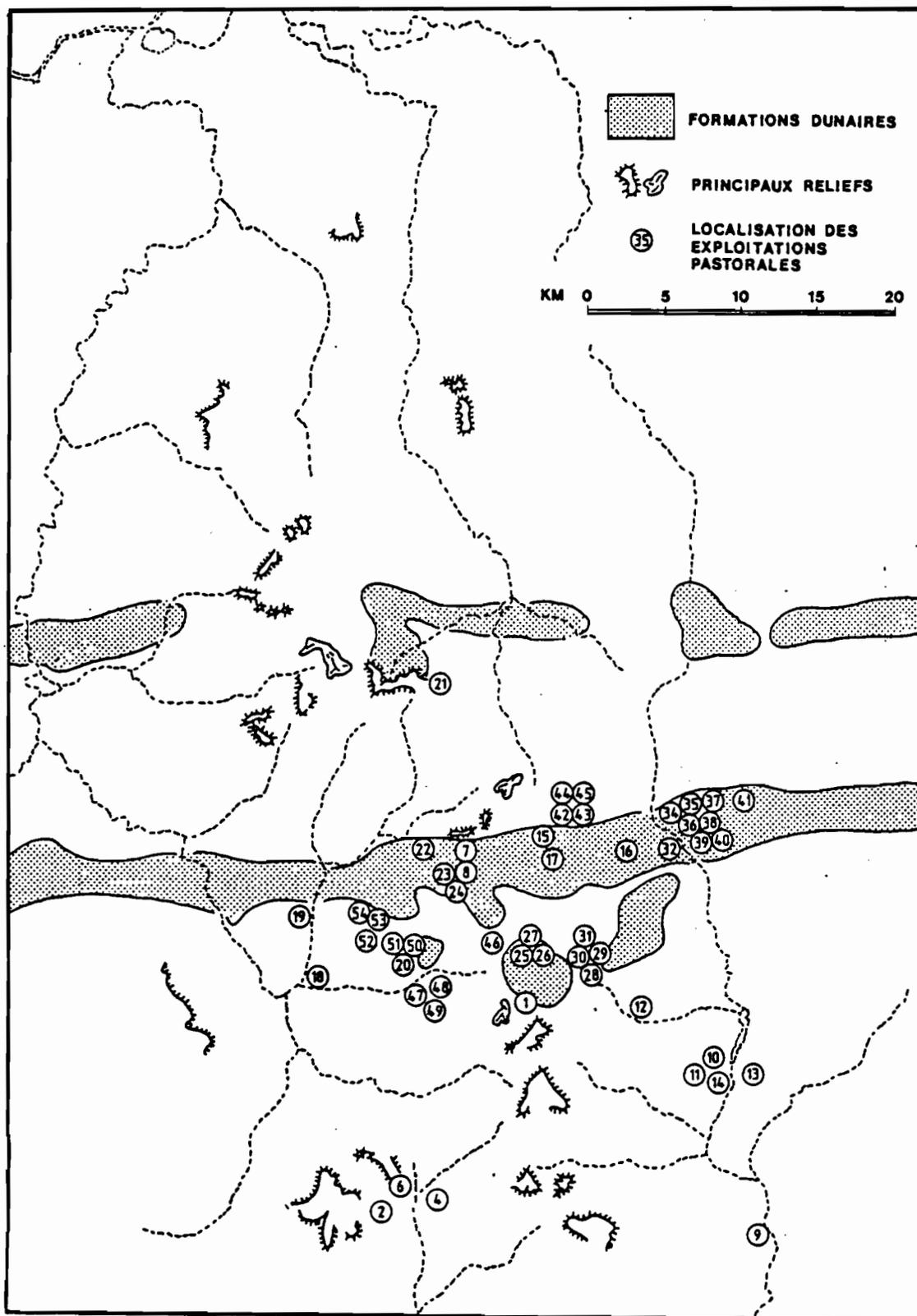
- Le groupe 5 (figure 43) se rapporte aux cas de complète sédentarité.

- Le groupe 6 (figure 44) schématise les déplacements réduits des exploitations, l'habitation étant déplacée vers les champs en hivernage, et vers les points d'eau en saison sèche.

---

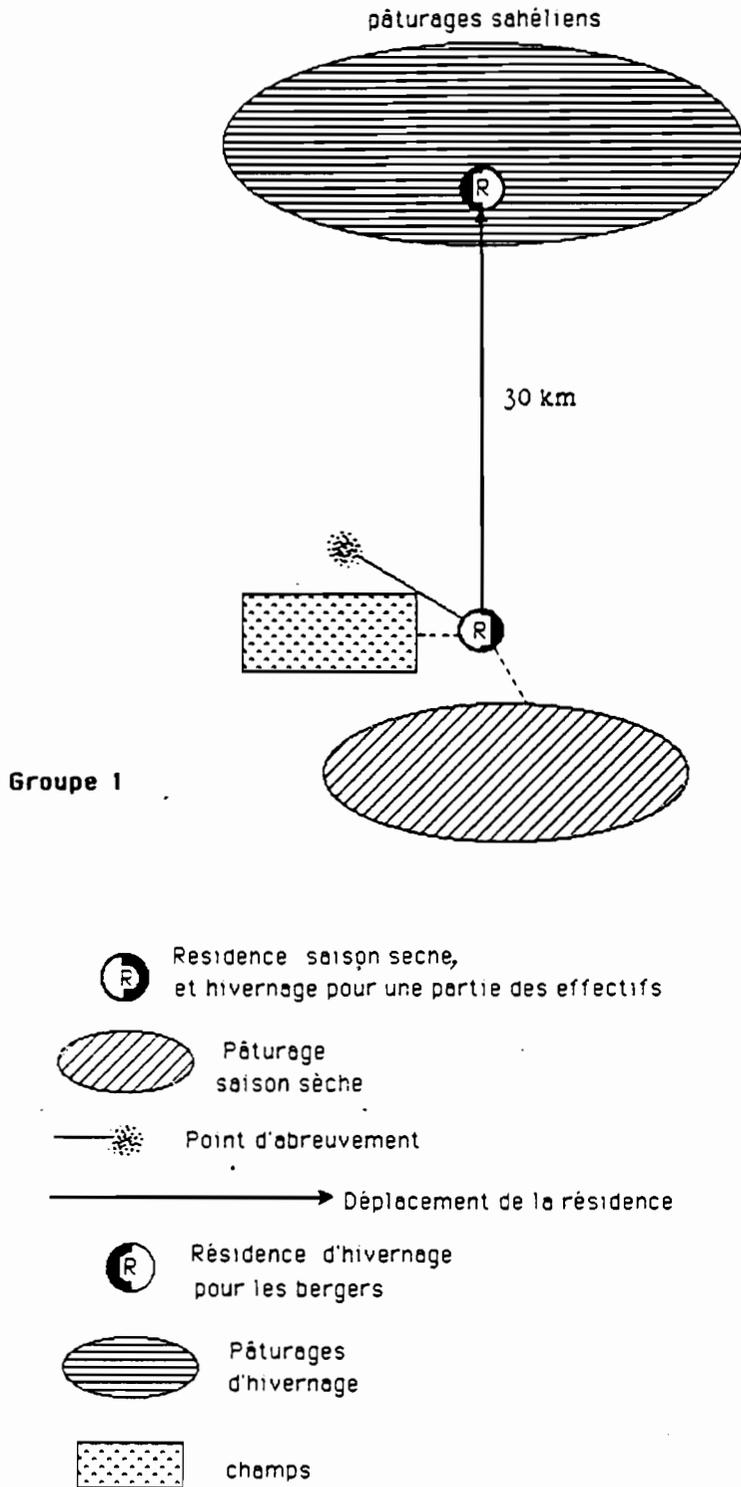
<sup>1</sup> Les questionnaires qui ont servi à cette approche des exploitations pastorales sont livrés dans l'annexe 2.

<sup>2</sup> Comme le souligne Johnson (1969, 18-19), la transhumance est un terme utilisé au départ pour caractériser les "déplacements verticaux" des troupeaux dans les régions alpines d'Europe. La notion s'est aujourd'hui étendue aux "déplacements horizontaux", et caractérise "une alternance saisonnière entre deux zones distinctes de pâturage". C'est dans ce sens communément accepté que le terme sera ici employé.



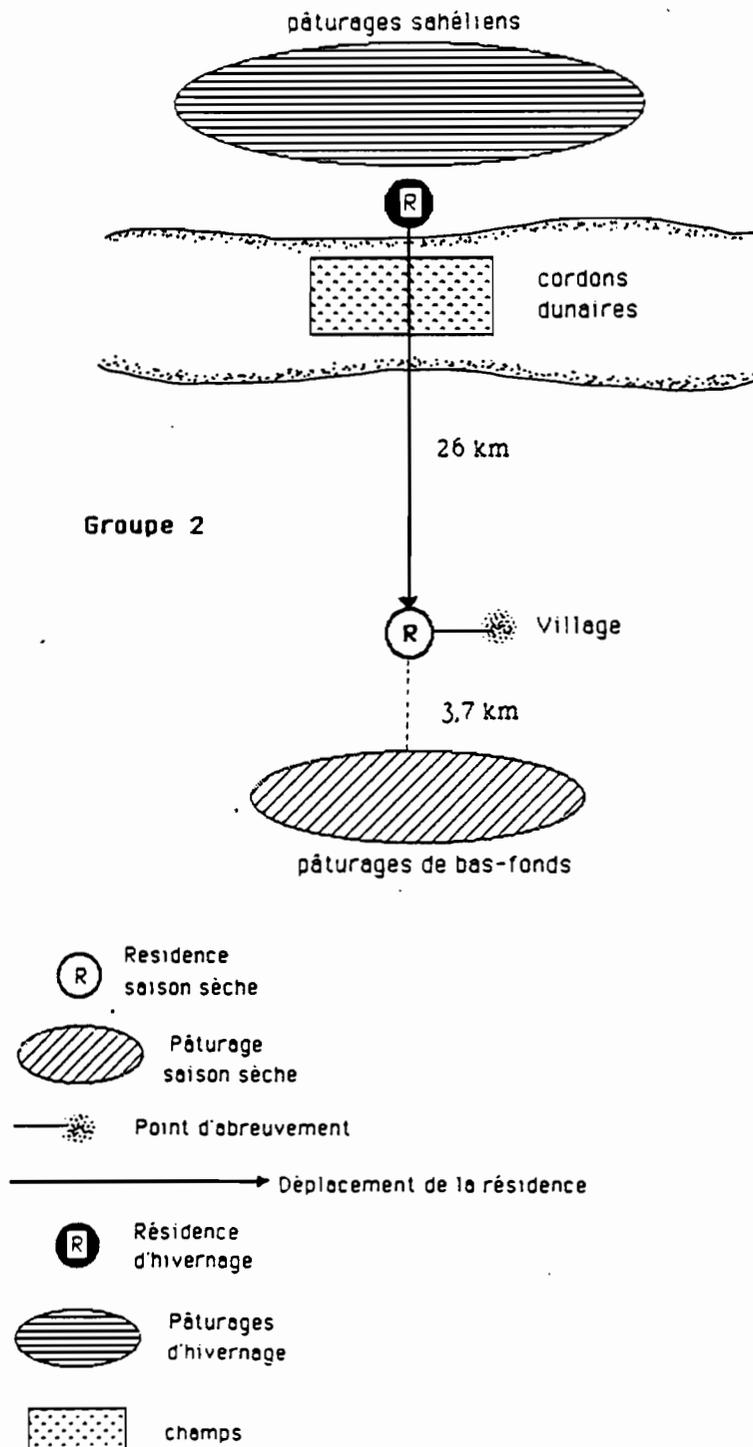
- Figure 38 : Localisation des exploitations pastorales retenues. -

localité sais.sèche	ethnie	n°	z.pâturage sais.sèche	distance en Km	abraevt sais.sèche	dist en Km	rythme d'abraevt	localité hivernage	distance en Km	pâturage hivernage	diet en Km	lieu culture	diet en Km
Pogoldiama	Djalgabé	19	Ibéol	7	Borgel	4	1/1	Pogoldiama	0	Koud-Boroid.	32	Daïme Zong.	3



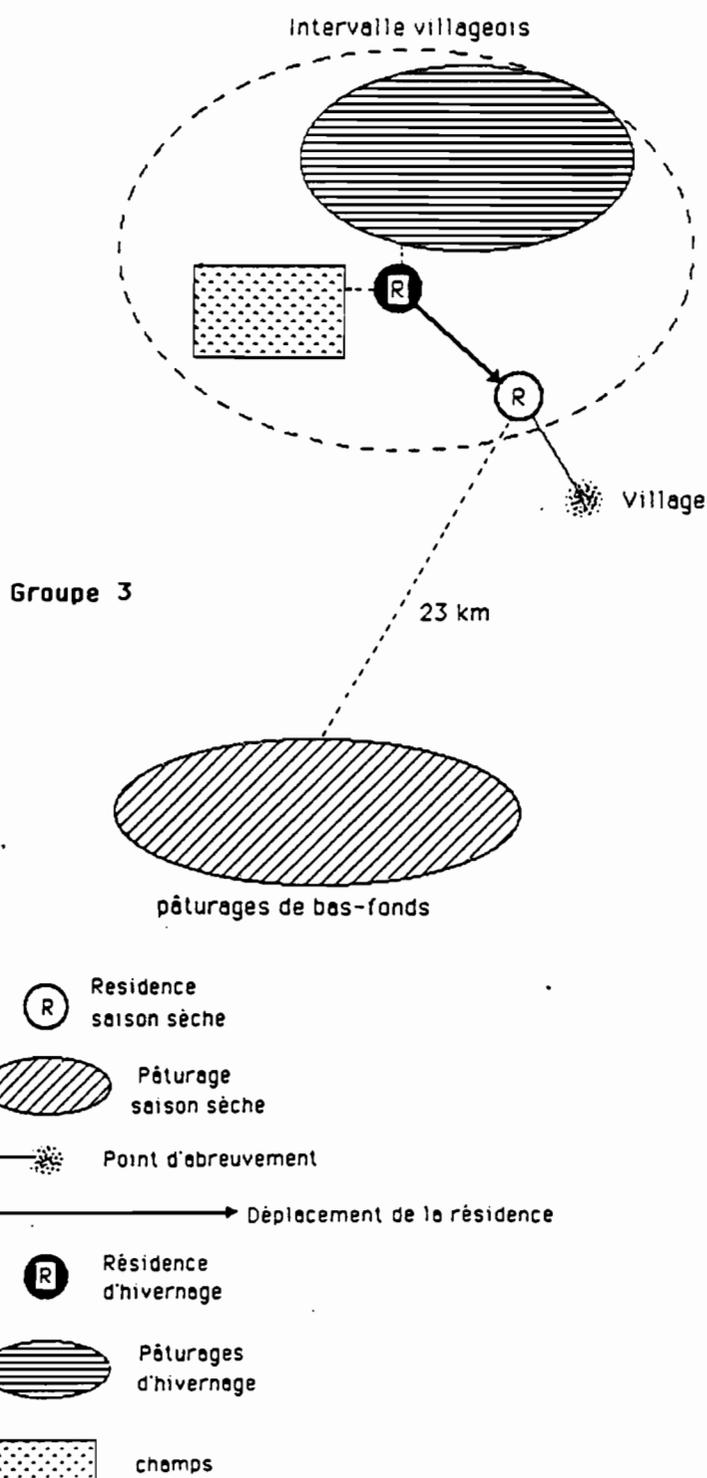
- Figure 39 : Exploitation pastorale du groupe 1 : transhumance d'hivernage vers le nord, avec scission des effectifs de l'exploitation (le croquis, ainsi que les suivants, ne sont pas à l'échelle). -

localité sais.sèche	ethnie	n°	z.pâturage sais.sèche	distance en km	abreuvt. sais.sèche	distance en km	rythme d'abreuvt	localité hivernage	distance en km	pâturage hivernage	distance en km	lieu culture	distance en km
Wouroundou	Fillinkryabé	3	br.Wouround.	1	Wouroundou	2	2/1	Djiyal	35	Woragi	6	Djiyal	0
Brigtoéga	Geobé	6	br.Brigtoéga	3	Baykangoéte	12	1/1	Arra	22	Irkoje Foba	5	Arra	0
Gorai	Geobé	9	Monéga	3	Gorai	0	1/2	Djaray-Djar.	31	Monéga	3	?	0
Intara	Bella	10	Téme-Tisi	7	Intara	0	1/1	Sikiré	15	Nord Sikiré	4	Waldégadé	4
Intara	Geobé	11	Téme	8	Intara	0	1/1	Gount.Woia	38	br.Gount.Woi.	4	Gount.Woia	0
Boukoume	Djeigobé	13	Tangsouka	5	Boukoume	0	1/1	Bamiétiédé	16	Bamiétiédé	2	Bamiétiédé	0
Wouroundou	Kuntankobé	20	br.Wouround.	3	Wouroundou	1	1/1	Hamayala	22	Hamayala	1	Hamayala	0
Dempelle	Geobé	32	Dempelle	2	Dempelle	0	1/1	Bélédiam	20	br.Bélédiam	4	Bélédiam	0
Wouroundou	Fillinkryabé	50	br.Wouround.	1	Wouroundou	2	2/1	Djiyal	35	Woragi	6	Djiyal	0
				3,67			1,09			26			3,09



- Figure 40 : Exploitations pastorales du groupe 2 : transhumance de saison sèche vers le sud, tous les effectifs de l'exploitation accompagnant le bétail. -

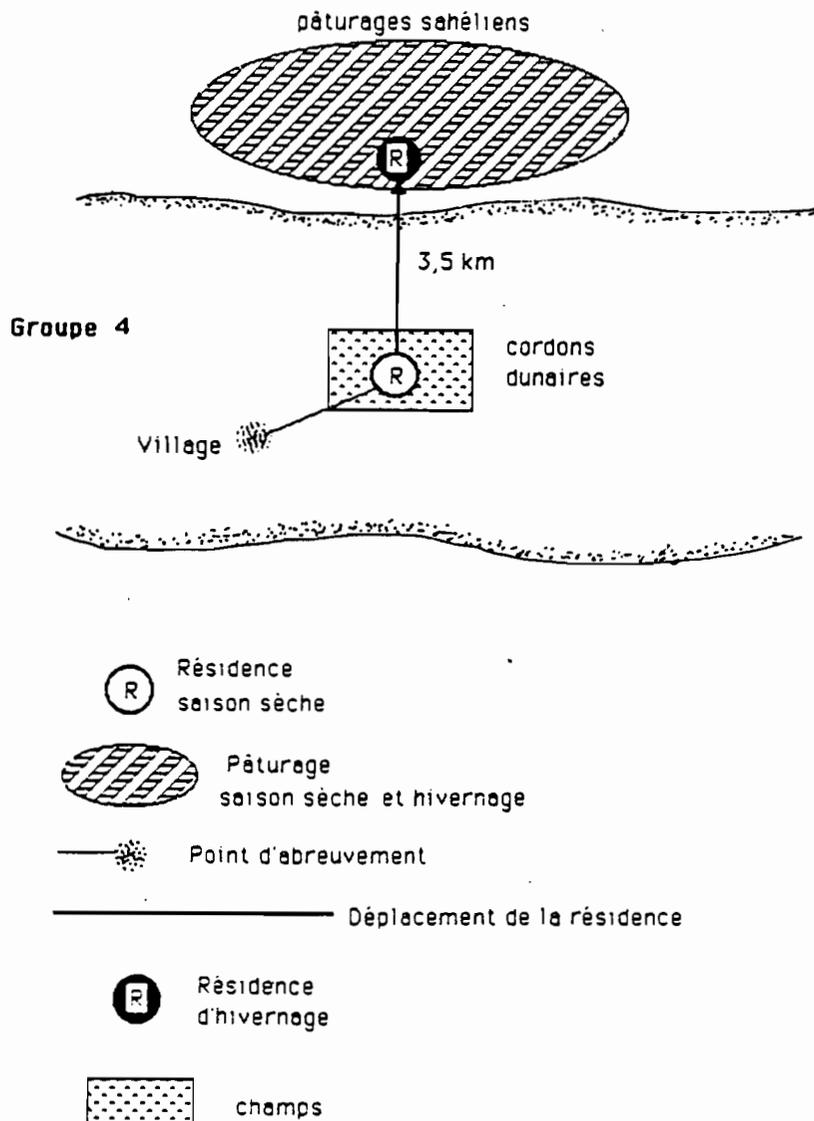
Localité sais.sèche	ethnie	n°	z.pâturage sais.sèche	distance en Km	abreuvt. sais.sèche	distance en Km	rythme d'abreuvt.	localité hivernage	distance en Km	pâturage hivernage	distance en Km	lieu culture	distance en Km
Silmamesi	Silloubé	1	Brigtoège	18	Kamezangou	1,5	1/1	Silmamesi	0	Zorongo	4	Belgou	1
Tampel	Silloubé	12	Lilgomdè	36	Lilg.+Kamaz	6	1/1	br.Tampel	0,6	br.Tampel	1	Bang.Logodo	1
Intara	Silloubé	14	Ataba	15	Intara	0	1/1	Djolo	4	Djolo	2	Gorel	12
				23		2,5			1,53		2,33		4,67



- Figure 41 : Exploitations pastorales du groupe 3 : transhumance de saison sèche vers le sud, l'habitation se déplaçant peu au long de l'année. -

groupe 4

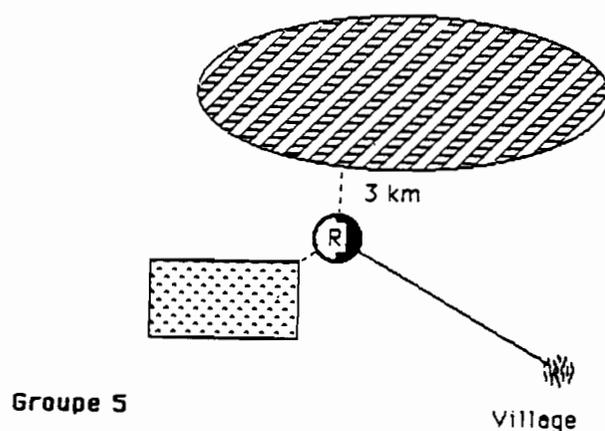
Localité sais.sèche	ethnie	n°	z.pâturage sais.sèche	distance en Km	abrevt. sais.sèche	distance en Km	rythme d'abrevt	localité hivernage	distance en Km	pâturage hivernage	distance en Km	lieu culture	distance en Km	
Sirgné	Djelgobé	7	Bamgél	2	Kolbaté	8	1/1	Bamg.Sirgné	2	Bamgél	1	Sirgné	2	
Sirgné	Djelgobé	8	Bamgél	4	Kolbaté	8	1/2	Bamg.Soubab.	1	Bamgél	2	Sirgné	1,5	
Pam	Djelgobé	15	Kour Kagra	4	Pam	0	1/1	Kour-Kagra	4	Kour-Kagra	1	Pam	3	
Bouliba	Bella	16	Kour Kagra	6	Bouliba	0	1/1	Bamlebodedja	7	Bam -Kour K.	1	Bouliba	7	
Pam	Djelgobé	17	Kour Kagra	4	Bouliba	3	1/1	Kour Kagra	4	Kour Kagra	1	Pam	3	
Diamon	Bella	21	Séno Diamon	4	Bingel Dafeji	12	1/2	PogolDiamé	8	br.Pog.Diam.	1	Diamon	8	
Arra	Diallobé	22	Irkoy Fabe	4	Dangion	3	1/1	Irkoy Fabe	4	Irkoy Fabe	1	Arra	4	
Dangion	Djelgobé	23	Irkoy Fabe	6	Dangion	0	1/1	Irkoy Fabe	6	Irkoy Fabe	1	Dangion	4	
Womanga	Bella	25	Womanga	4	Womanga	0	1/1	Koussa	3	Koussa	1	Womanga	4	
Womanga	Geobé	26	Koussa	4	Womanga	1	1/1	Koussa	3	Koussa	1	Womanga	4	
Paga	Djelgobé	27	Arbe Débéré	6	Kolbaté	2	1/1	Koussa	4	Koussa	1	Paga	4	
Bombe	Soulabé	34	Dampella	2	Bontaga	2	1/1	Kourfel	2	Kourfel	1	Bombe	2	
Bombe	Djelgobé	36	Kourfel	2	Bontaga	2	1/1	Kourfel	2	Kourfel	1	Bombe	2	
Bombe	Djelgobé	37	Kourfel	2	Bontaga	2	1/1	Kourfel	2	Kourfel	1	Bombe	2	
Bombe	Djelgobé	38	Hora	5	Bontaga	2	1/1	Kourfel	2	Kourfel	1	Bombe	2	
Bombe	Djelgobé	39	Hora	5	Bontaga	2	1/1	Kourfel	2	Kourfel	1	Bombe	2	
Bombe	Djelgobé	40	Bouléi	3	Bontaga	2	2/1	Kourfel	2	Kourfel	1	Bombe	2	
Bombe	Djelgobé	41	Karpell	6	Bontaga	3	2/1	Bingel	3	Karpell	6	Bombe	3	
				4,06			2,89			3,39			1,33	3,42

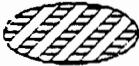
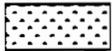


- Figure 42 : Exploitations pastorales du groupe 4 : déplacement de l'habitation à proximité des pâturages en hivernage. -

groupe 5

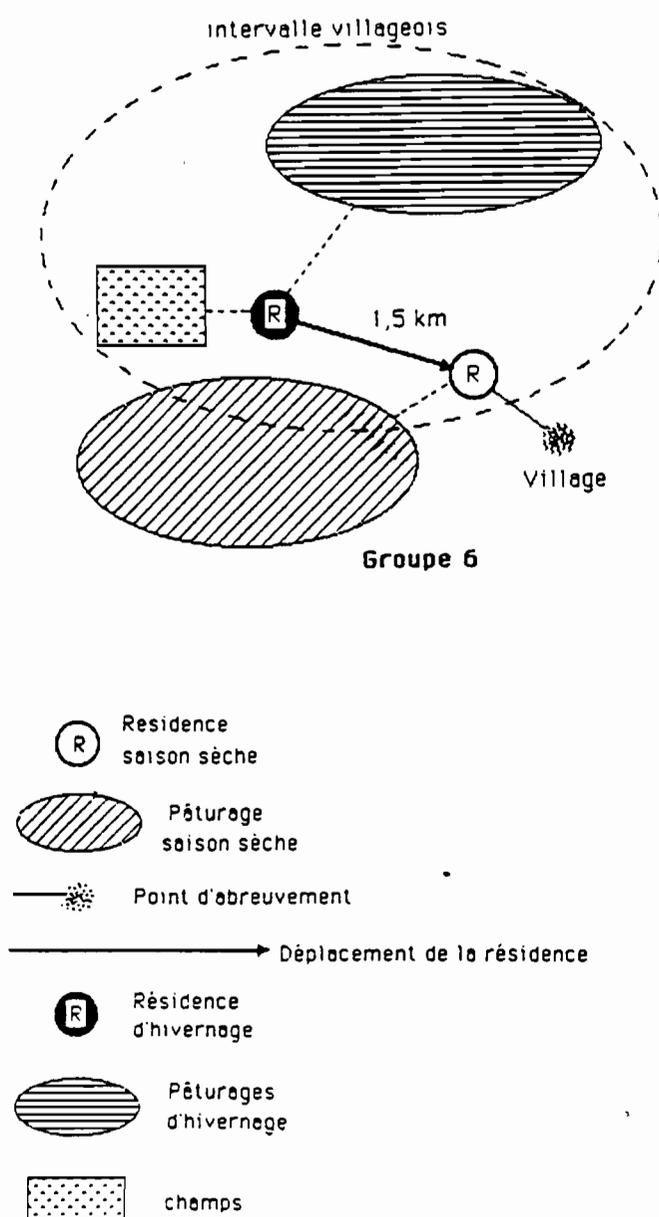
localité sais. sèche	ethnie	n°	z.pâturage sais.sèche	distance en Km	abrevt. sais.sèche	dist. en Km	rythme d'abrevt.	localité hivernage	distance en Km	pâturage hivernage	distance en Km	lieu culturs	distance en Km	
Gorgel	Djelgobé	16	Ibbéi-Patouk.	3	Gorgel	0	1/1	Gorgel	0	Ibbéi-Patouk.	4	Gorgel	0	
Dangion	Diallobé	24	Bollegi	4	Dangion	0	1/1	Dangion	0	Bollegi	4	Dangion	0	
Tanmige	Bella	42	Belem Tete	3	Bontage	5	1/1	Tanmige	0	Belem Tete	3	Tanmige	0	
Tanmige	Bella	43	Belem Tete	3	Bontage	5	1/1	Tanmige	0	Belem Tete	3	Tanmige	0	
Tanmige	Bella	44	Tounté	3	Bontage	5	1/1	Tanmige	0	Tounté	3	Tanmige	0	
Tanmige	Bella	45	Tounté	3	Bontage	5	1/1	Tanmige	0	Tounté	3	Tanmige	0	
Nyanemé	Bella	46	br. Nyanemé	2	Nyan., Daya	2,5	2/1	Nyanemé	0	Pogodji	3	Nyanemé	0	
Féou	Djelgobé	47	Toumou	2	Wouroundou	2	2/1	Féou	0	Sayk-Toumou	3	Féou	0	
Féou	Djelgobé	48	Toumou	2	Wouroundou	2	2/1	Féou	0	Sayk-Toumou	3	Féou	0	
Féou	Djelgobé	49	Toumou	2	Wouroundou	2	2/1	Féou	0	Sayk-Toumou	3	Féou	0	
				2,7				2,65				0	3,2	0



-  Résidence permanente
-  Pâturage saison sèche et hivernage
-  Point d'abreuvement
-  champs

- Figure 43 : Exploitations pastorales du groupe 5 : sédentarité complète. -

localité sais.sèche	ethnie	n°	z.pâturage sais.sèche	distance en Km	abrevt. sais.sèche	distance en Km	rythme d'abrevt	localité hivernage	distance en Km	pâturage hivernage	distance en Km	lieu culture	distance en Km	
Tcheol Ere	Djeigobé	2	Djougne	4	Tcheol Ere	0	1/1	Dj.-Windé R.	2	br. Djougne	2	Djougne	1	
Brigtoéga	Djeigobé	4	est Lala	6	Brigtoéga	1	1/1	Brigtoéga	0,3	br. Brigtoéga	2	Brigtoéga	0	
Della	Djeigobé	5	br. Della	2	Della, Yelange	10,2	1/1	Wourouga	2	br. Wourouga	1	Wourouga	0	
Baraboulé	Silloubé	28	Sangou-Bang	2	Boukouma	5	2/1	Baraboulé	0,5	Arib.Zéno	4	Sangou	4	
Baraboulé	Silloubé	29	Baraboulé	2	Boukouma	5	2/1	Baraboulé	0,5	Arib.Zéno	4	Sangou	4	
Baraboulé	Silloubé	30	Sangou	2	Boukouma	5	2/1	Baraboulé	0,5	Arib.Zéno	4	Sangou	4	
Baraboulé	Silloubé	31	Sangou	2	Boukouma	5	2/1	Baraboulé	0,5	Arib.Zéno	4	Sangou	4	
Della	Djeigobé	33	br. Della	2	mare Della	1	2/1	Wourouga	3	br. Wourouga	1	Wourouga	0	
Della	Djeigobé	35	br. Della	2	Della	1	2/1	Wourouga	3	br. Wourouga	1	Wourouga	0	
				2,09			3,09			1,37			2,56	1,09



- Figure 44 : Exploitations pastorales du groupe 6 : déplacement de l'habitation vers les champs en hivernage. -

Parce plus ou moins mobile, l'habitat a conservé généralement les caractères de l'habitat pastoral. Toutes les exploitations peuvent avoir un habitat mobile : une charpente arrondie formée de branchages est recouverte de nattes, ce qui permet aux pasteurs de se déplacer, soit en emportant l'ensemble de ces "tentes" et leur mobilier, soit en laissant la charpente sur place en vue d'un retour. Certains Bella ont aussi conservé un habitat mobile de huttes en paille ; d'autres par contre ont adopté les constructions kurumba en brique et terre battue, qui signent un habitat permanent.

Les "campements" correspondent au rassemblement de plusieurs tentes, chacune d'elles abritant un ménage, dans un même lieu. Ces campements ont une population très variable ; selon leur taille, ils peuvent correspondre à une ou plusieurs exploitations.

## **X. 1. LE PASTORALISME EN ARIBINDA**

### *L'élevage bovin avant le XX<sup>e</sup> siècle*

Les informateurs<sup>1</sup> sont unanimes : Il y avait peu de bovins dans l'ancien temps. La plupart des paysans n'avait que des moutons, des chèvres et des ânes, qui la nuit étaient parqués dans des enclos et protégés ainsi des "dangers de la brousse", fauves et pillards. Les Songhay n'étaient venus de Tendirma qu'avec des petits ruminants, des ânes et des chevaux. Les lignages songhay ou Kurumba venus du Djelgodji n'avaient aucune vache en arrivant à Aribinda. En venant du Yatenga, les Kirgè n'avaient même ni chèvres, ni moutons.

Il est difficile de se prononcer sur l'existence d'un élevage pré-colonial car les informations qui s'y réfèrent ne mentionnent la présence de bovins que de manière indirecte, en quelque sorte comme le "décor" - éventuellement anachronique - d'événements par contre essentiels. Que jadis les prétendants de Wangré se soient rendus auprès de Sékou de Djibo avec un boeuf chargé d'étoffes ne peut en toute logique passer comme la preuve d'un élevage bovin sous le règne de Saforma, pas plus que l'absence de bovins dans les tributs payés aux Touareg ou aux Peul, au XIX<sup>e</sup> siècle, ne constitue une preuve suffisante pour conclure à l'inexistence de cet élevage.

---

<sup>1</sup> Pour la partie Kurumba, il s'agit essentiellement de Abdulaye Maega, Belko Maega et Abdu Werem de Wouré, Mumuni Werem de Sikiré, Amadu Maega de Yalanga, Tolu Badini de Katé. Des informations ont également été obtenues auprès de Alka-Seibatan de Tin Edjar dans l'Oudalan.

Cependant Barth (1965), de passage en 1855 dans l'Aribinda, y mentionna la présence d'un "très beau troupeau" (?). Diverses notations faites au fil de l'histoire livrée par les habitants actuels semblent indiquer que les bovins, quoique très peu nombreux, étaient au moins présents dans l'Aribinda dès le règne de Birma, même s'ils étaient réservés à quelques privilégiés : sous le règne de ce chef, les Peul du Liptako sont venus razzier le bétail aux puits de Kamazangou, en limite du bourg d'Aribinda, et il semble qu'il ne puisse s'agir que de gros bétail.

"Ce n'est que lorsque les Kurumba ont mené des guerres dans les régions où il y avait des Peul, que les vaches sont arrivées à Aribinda". La première trace d'une telle guerre offensive remonte au règne de Hama Tafa.

Peu après 1880 a lieu le conflit de Boulolboye dans le Djelgodji. Hama Tafa remporte la victoire. Les Sillubé du Djelgodji viennent lui demander protection, car "Hama était un prince puissant, il avait des captifs, des fusils, et il était utile d'être protégé par lui. Les Sillubé se sont installés à côté de Wangré. Chacun d'eux avait deux ou trois vaches. Et c'est en les voyant traire et boire le lait que les Kurumba eux aussi ont voulu avoir des vaches".

Un peu plus tard<sup>1</sup>, les Alka-Seibatan aux prises avec les Touareg Oudalan et les Oullei Midden se réfugient auprès d'Hama Tafa, qui les installe dans les environs d'Aribinda. Les Alka-Seibatan ne seraient restés que moins d'un an à Aribinda. Ils étaient venus avec leurs captifs Bella qui cultivaient "de Bouliba à Sikiré", au nord-est d'Aribinda ; il est probable que ces derniers pratiquaient l'élevage.

Mais jusqu'au règne de Abi Tafa, l'élevage est décrit comme une activité très marginale, voire même temporairement inexistante. Une explication en est fournie par Monteil. En mai 1891, il passe vers Pensa en se rendant à Dori, et s'inquiète d'une "épizootie terrible" qui sévit dans toute la zone qu'il parcourt (1895, 151). "De mémoire de Peul, on n'avait vu pareille hécatombe de bétail" (id, 176). Après avoir décrit minutieusement les symptômes foudroyant de la maladie, Monteil conclut qu'il s'agit de la peste bovine (id., 177), qui serait venue de l'est.

---

<sup>1</sup> Deux ans avant l'arrivée des Français, ce qui donne 1893 si l'on retient la date du passage de Destenave à Aribinda, et 1889 si l'on se base sur la date d'installation d'un poste militaire à Dori.

A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, s'il existait bien de grands troupeaux, ils étaient localisés dans le Liptako, l'Oudalan, le Djelgodji, et il s'agissait exclusivement de troupeaux Peul.

En 1904, 175 bovins sont dénombrés dans tout l'Aribinda<sup>1</sup>. Même si ce nombre pêche par défaut, on peut penser qu'en regard des trois milliers d'habitants qui sont à la même date décomptés, il demeure très faible. De plus, aucun Peul n'est recensé à Aribinda, alors que l'arrivée des Sillubé remonte déjà à quelques années. Par contre 464 Bella, plus ou moins éleveurs, sont présents dans le Canton en 1904. Il est difficile de dire à quel groupe les effectifs bovins doivent être attribués ; il est vraisemblable que seule une très faible part en revient aux Kurumba.

### *L'arrivée des pasteurs<sup>2</sup>*

Dès le début du siècle, des pasteurs de régions voisines conduisaient régulièrement leurs troupeaux de bovins dans l'Aribinda. Le développement de l'élevage, dans un milieu alors essentiellement agricole, ne fut pas sans soulever des problèmes. A la différence des territoires où l'on observe leur suprématie (Liptako, Oudalan, Djelgodji), les pasteurs ont dû, ici, respecter les priorités des sédentaires. Des compromis leur ont permis, outre l'accès aux points d'eau, l'acquisition de droits de culture, cependant que les paysans bénéficiaient de la fumure du bétail et accédaient aux pratiques de l'élevage. Ainsi un espace pastoral s'est organisé autour des cultures, se contractant et se dilatant selon le cycle saison agricole / saison sèche.

La sédentarisation des pasteurs a permis l'émergence d'un système agro-pastoral. Aucune des exploitations considérées ne se livre plus exclusivement à l'élevage. Toutes pratiquent également, mais à des degrés divers, l'agriculture, les activités d'élevage et de culture étant plus ou moins compatibles selon les saisons et l'environnement.

Cependant, comme l'indique l'étude du peuplement, les grandes migrations pastorales n'ont jamais cessé de se renouveler. Au début de 1984 encore, certaines exploitations de pasteurs n'étaient installées dans l'Aribinda que depuis quelques mois ou quelques semaines, en provenance de l'Oudalan ou de l'extrême nord de l'Aribinda. Ces

<sup>1</sup> Rapport du Commandant de la Résidence de Dori, 19 mars 1905. Arch., 1G 306.

<sup>2</sup> Voir annexe 5 pour plus de détails.

arrivées étaient liées à la conjoncture climatique, la sécheresse de 1983 ayant contraint ces pasteurs à quitter leur territoire habituel. Seuls les Gaobé<sup>1</sup> d'Intara (exploitation n° 11) étaient présents dans la région depuis deux ans. Quoiqu'il en soit, immigrants récents et moins récents allaient en l'hivernage repartir avec leurs troupeaux vers le nord.

Ces transhumances occasionnelles vers le sud, toujours de grande ampleur, visent à préserver le bétail en le menant dans un environnement aux potentialités pastorales plus favorables. Elles aboutissent souvent à proximité des bourgs, où il est possible de se procurer des vivres, au fur et à mesure des disponibilités et des besoins, en vendant des bêtes sur les marchés.

Il n'est pas exclus que ce processus migratoire sur les "aisances" méridionales (Benoit 1977-a, 67), pour exceptionnel qu'il paraisse de nos jours, se reproduise jusqu'à donner lieu à un établissement définitif dans l'Aribinda.

### *Evolution du cheptel au XX<sup>e</sup> siècle*

En 1904, l'élevage dans l'Aribinda est comme on l'a vu pratiquement inexistant. En 1956, un recensement évalue le cheptel bovin de l'Aribinda à un peu plus de 4.700 têtes. Les informations de Barral (1977) permettent d'estimer le nombre de bovins présents dans l'Aribinda à plus de 20.000 têtes, peu avant 1972. En 1983 enfin, le service de l'élevage évalue le cheptel à 50.000 têtes environ<sup>2</sup>.

En s'appuyant, faute de mieux, sur les chiffres officiels, le développement du cheptel bovin de l'Aribinda apparaît comme très récent, puisque c'est la période 1956-1972 qui présente le plus fort taux de croissance des effectifs, environ 11 % par an. De 1904 à 1956, la croissance serait d'environ 7 % par an, taux auquel elle est plus ou moins retombée dans la période récente. Mais jusqu'au milieu du siècle,

<sup>1</sup> Toutes les exploitations du groupe 3 sont composées d'arrivants très récents. Ce groupe réunit la quasi-totalité des Gaobé de l'échantillon ; on y observe également la présence d'autres sous-groupes pastoraux très minoritaires dans l'Aribinda, comme les Filinkriyabé.

<sup>2</sup> Il est utile de rappeler qu'il est impossible d'obtenir une évaluation précise, même partielle, du cheptel bovin : par exemple, près de 90 têtes de gros bétail ont pu être comptées en juin 1983 dans le troupeau des quartiers de Wouré et Wangré (cf. X.2.1). Mais cet effectif ne tenait pas compte des bêtes - a priori plus nombreuses - gardées en permanence dans des zones éloignées du bourg. Cette remarque est a fortiori valable pour les petits ruminants.

deux épizooties de peste bovine (1915-1918 et 1926-1927), ainsi qu'un certain nombre de sécheresses, sont susceptibles d'avoir sérieusement atteint le cheptel.

En 1983, le nombre moyen de bovins par habitants est d'environ 1,25 en tenant compte des données officielles, mais ce chiffre cache de grande inégalités. La plupart des paysans n'ont pas de vache, ou n'en ont qu'une seule, au contraire des Peul, et de quelques nobles kurumba qui possèdent des troupeaux importants confiés aux éleveurs. Les Bella quant à eux se livrent à l'élevage dans des proportions très variables : certaines exploitations (comme le n° 21 à Diamon) ont un important troupeau et se présentent comme de véritables pasteurs, mais d'autres n'élèvent guère de bovins et se consacrent à l'agriculture. Enfin, l'on rencontre dans toutes les exploitations paysannes ou pastorales de l'Aribinda des petits ruminants en nombre aussi très variable.

En se rapportant à la cartographie dressée par l'IEMVT (1978) et en échantillonnant trois aires de 11.000 ha chacune, représentatives pour le nord, le centre et le sud, des formations végétales et donc des potentialités fourragères de ces zones, on obtient les estimations suivantes des charges bovines potentielles :

- Bingel Dafedji (nord) : 1.350 UBT (unité bovin tropicale<sup>1</sup>)
- Karpélé (centre) : 1.550 UBT
- Brigoéga (sud) : 2.280 UBT

L'extrapolation de ces chiffres aux surfaces correspondant aux mêmes types de pâturages et repérées par photo-interprétation en 1974 donne ces résultats :

- nord -	pour 68.800 ha :	9500 UBT
- centre -	pour 133.200 ha :	18.700 UBT
- sud -	pour 79.200 ha :	16.400 UBT
<hr/>		
total	pour 281.200 ha	44.600 UBT

Cependant Barral (1977, 74) établit pour la région voisine de l'Oudalan que l'UBT correspond en fait à 0,73 bovins dénombrés. Dans ce cas, en 1978, la capacité de charge bovine de l'Aribinda se serait élevée à 32.600 têtes et non plus 44.600.

<sup>1</sup> Une UBT représente un animal de 250 kg.

## **X. 2. LES RELATIONS ENTRE PASTEURS ET VILLAGEOIS**

### **X. 2. 1. Complémentarité de leurs prestations respectives**

En saison sèche, les villageois et les pasteurs se rencontrent autour des points d'eau, indispensables aux uns et aux autres, cependant que le bétail peut paître les chaumes laissés sur les champs après les récoltes. De ces rencontres naissent des prestations élémentaires en nature et en services.

#### *Les échanges*

Contre l'eau d'abord, puis du mil, et enfin une autorisation de pacage, les pasteurs troquent du lait et quelques petits ruminants. Ces échanges ne restent pas seulement alimentaires. Ils consistent ensuite en informations sur les pratiques respectives de l'élevage et de l'agriculture, puis conduisent à la cession de vaches aux paysans, à des accords de fumure et de gardiennage, et enfin à la concession, aux pasteurs, de droits de pâture, de culture et d'établissement à demeure.

Ces relations de plus en plus complexes jettent les bases de l'économie agro-pastorale. Mais dans un premier temps, les paysans ne s'intéressent qu'à la "capitalisation" du bétail et le laissent à la garde des pasteurs.

#### *Le gardiennage des troupeaux villageois*

La proportion de bovins confiés aux pasteurs est très variable d'une zone à l'autre de l'Aribinda. Cette proportion est maximale sur les cordons dunaires, où se trouvent aussi les plus importantes concentrations d'éleveurs. La densité et la permanence des implantations pastorales favorisent très logiquement la constitution de troupeaux villageois, et leur prise en charge par les pasteurs. Les bovins, au fur et à mesure du développement de l'élevage, ont été achetés aux Peul, choisis dans leurs troupeaux mais laissés à leur garde; ils ne sont repris que dans le cas où les Kurumba désirent les vendre.

Cet élevage villageois connaît en sus aujourd'hui deux autres modalités : les Kurumba peuvent prendre en charge eux-mêmes leurs troupeaux pendant toute l'année, ou encore ne le faire qu'en saison sèche. Selon les zones, et notamment vers Pem et Sirgné, jusqu'au tiers

des troupeaux confiés aux Peul est récupéré après les récoltes par les villageois qui en assurent eux-mêmes le gardiennage jusqu'au début de l'hivernage suivant, ce qui présente pour eux des avantages.

En effet, les pasteurs, payés en argent ou en mil<sup>1</sup>, conservent également le lait de la traite des vaches qui leur sont confiées, ainsi que la viande des bêtes qui meurent accidentellement. Certains Kurumba considèrent qu'ils sont lésés dans cet arrangement, puisqu'ils n'ont pas la possibilité de contrôler les bergers au cours de leurs déplacements<sup>2</sup>.

Dans le nord, de plus en plus de paysans Kurumba préfèrent aujourd'hui ne confier leurs bovins aux Peul que pendant la durée de l'hivernage, lorsqu'ils sont accaparés par les travaux agricoles. Dans le sud par contre, si l'élevage est moins important, la mise en gardiennage est peu répandue. La plus grande partie des bovins reste sous la garde de ses propriétaires.

Une autre solution a été adoptée en 1980 à Aribinda : les bovins de plusieurs quartiers (Wouré et Wangré d'une part, Tolou de l'autre) ont été groupés en deux grands troupeaux confiés à des Peul<sup>3</sup>. Les propriétaires ont mis à la disposition des bergers des enclos proches du bourg. Le prix du gardiennage était fixé par avance pour chaque tête de bétail, et le lait est revenu aux villageois.

L'on semble ainsi s'acheminer vers l'acquisition des techniques de l'élevage par les villageois, qui les ont apprises au contact des Peul.

### *La fumure*

La fumure des champs donne lieu à des contrats, rétribués en mil par les villageois. Les éleveurs faisant stationner leurs troupeaux sur un champ à la demande d'un exploitant reçoivent, parfois quotidiennement, de la nourriture en quantité suffisante pour subvenir aux besoins de leur exploitation. Ces contrats sont de courte durée, quelques jours en

---

<sup>1</sup> Et occasionnellement en têtes de bétail.

<sup>2</sup> "Les Peul gardent le lait, vendent pour leur compte la viande des bêtes qui meurent, et nous, il nous reste à payer les dégâts que nos bêtes mal gardées occasionnent"... "Avant, les Peul gardaient nos vaches. Ils ne leur donnaient pas suffisamment à boire, les bêtes crevaient, et les Peul vendaient leur carcasse. Depuis, nous gardons nous-mêmes notre bétail".

<sup>3</sup> Le petit bétail d'Aribinda est aussi réuni en un grand troupeau et confié aux pasteurs, mais en hivernage seulement.

général. Les villageois qui possèdent des bovins, pour ce faire, font généralement appel au berger auquel leurs bêtes sont confiées.

Les troupeaux d'Aribinda, et notamment celui de Wouré et Wangré, parcourent ainsi en saison sèche le terroir d'Aribinda ; celui de Tolou est conduit à Toumou où se concentrent une grande partie des champs du quartier.

La pratique des contrats de fumure est répandue dans toute la région ; mais son importance est variable selon les zones.

D'une part, seules peuvent être fumées les terres peu soumises au ruissellement, c'est-à-dire essentiellement les terres sableuses et perméables des cordons dunaires, ce qui limite l'application de ce procédé au nord de la région. D'autre part, sur l'ensemble des cordons dunaires, les accords de fumure ne sont pas répandus de façon égale. Ils sont courants dans tout l'est et le centre de l'Aribinda, où 3 à 6 chefs d'exploitation sur 10, selon les villages, y ont recours. Par contre, à l'ouest de Gaboukani, ces contrats sont moins courants, et concernent moins de 2 exploitations agricoles sur 10.

Toute la zone où les contrats de fumure sont les plus répandus correspond précisément à celle où l'iler est employé pour les sarclages. L'agriculture et l'élevage s'y fournissent réciproquement les moyens de leur existence et de leur perpétuation : l'agriculture, en permettant aux pasteurs d'avoir accès aux pâturages et aux points d'abreuvement villageois, l'élevage, en contrepartie, en fournissant un procédé de restitution de fertilité qui seul rend possible l'usage de l'iler.

Ainsi, ce n'est pas un hasard si le développement de l'élevage dans le nord a été contemporain de l'adoption de l'iler pour les sarclages. L'intégration des pasteurs dans le système foncier kurumba apparaît de nos jours non pas liée à la contingence des arrivées, ou à une quelconque "tradition" d'accueil, mais à la fumure des champs.

### **X. 2. 2. La satellisation des activités pastorales**

Avec le développement des circuits d'échange, les activités des pasteurs deviennent satellites des activités agricoles.

Les termes de l'échange avec les villageois impliquent que l'activité pastorale reste prioritaire ; cette priorité se traduit toujours par le

maintien d'une certaine mobilité. Les distances parcourues par le bétail, notamment, apparaissent dans l'économie pastorale comme un facteur essentiel d'accessibilité aux ressources fourragères ; un parcours régulier et de faible ampleur n'offre pas au troupeau les ressources fourragères équivalentes à celles de parcours de grande ampleur.

A titre d'exemple, les Djelgobé de Pem (exploitations n° 15 et 17) ont noué des relations à double sens avec les villageois : ils ont la garde de leur bétail, et assurent la fumure de leurs champs ; ils utilisent les puits du village, et ont emprunté des terres aux Kurumba. Ces échanges multiples imposent aux pasteurs une implantation de saison sèche à proximité immédiate du village, et qui ne peut être maintenue en hivernage. A ce moment-là ces pasteurs, ainsi que tous ceux du groupe 4 (figure 42), s'éloignent et vont s'établir à la périphérie des zones villageoises, de façon à écarter les troupeaux des cultures.

### **X. 3. L'INSERTION DES PASTEURS DANS LA TRAME FONCIERE VILLAGEOISE**

Cette insertion qui s'est traduite par l'adoption de pratiques agricoles n'a été obtenue que grâce à l'acquisition d'un statut foncier, confortant les droits d'élevage, mais entraînant une réduction de la mobilité pastorale.

#### *La diversification des chances par la culture*

Tous les éleveurs, aujourd'hui, mesurent l'intérêt que représente l'agriculture, même si le temps et les soins consacrés à cette dernière ne permettent qu'exceptionnellement d'obtenir une production suffisante pour couvrir la totalité des besoins alimentaires de l'exploitation.

Leur conversion plus ou moins prononcée à l'agriculture s'explique par la nécessité de ne pas être totalement tributaire des échanges avec les villageois pour se procurer des céréales. Mais l'agriculture est aussi le moyen de diversifier les activités pratiquées, afin que les chances d'un résultat soient réparties entre chacune d'elles.

L'agriculture<sup>1</sup> chez les pasteurs est une assurance contre le risque climatique. Les bonnes années, la production céréalière de l'exploitation

---

<sup>1</sup> Au même titre que l'élevage chez les villageois.

permet de ne pas vendre de bétail, ou d'en vendre le moins possible : la préservation du troupeau est l'objectif prioritaire des pasteurs. En février-mars 1984, après une récolte très insuffisante dans l'Aribinda, la seule solution pour eux était de vendre quelques bêtes, afin de se procurer des céréales sur les marchés. La plupart des pasteurs, quel que fût leur état de dénuement, espérait à ce moment-là n'avoir à vendre que des petits ruminants afin de préserver les bovins.

Ainsi en février, 8 exploitations seulement sur 50 avaient déjà vendu des bovins, juste après les récoltes, au moment où les cours du bétail étaient au plus haut ; le produit de cette vente allait permettre d'assurer l'alimentation du campement jusqu'aux récoltes suivantes. 9 autres exploitations avaient commencé à acheter du mil au fur et à mesure des besoins, et à des prix de plus en plus élevés. 24 autres chefs d'exploitations estimaient qu'il leur serait inévitable de vendre du bétail, mais n'avaient pas encore commencé à le faire ; la chute extrêmement rapide des cours du bétail à partir du mois de mars allait les contraindre à vendre en catastrophe du bétail à bas prix.

La production de mil est ainsi apparue comme le moyen de retarder le moment de puiser dans la réserve<sup>1</sup> que représente le troupeau, bien supérieur à la seule alimentation lactée, et à la cueillette<sup>2</sup>.

*L'acquisition d'un statut foncier conditionnant l'accès aux brousses villageoises et aux points d'eau*

La culture des terres empruntées aux villageois n'a pas pour seul objet la couverture, à titre d'appoint, des besoins alimentaires de l'exploitation. Les terres que les pasteurs obtiennent auprès des Kurumba sont la plupart du temps des champs épuisés qu'il est nécessaire de fumer pour en espérer une production. L'emprunt<sup>3</sup> de ces terres permet en fait aux pasteurs d'acquérir un statut foncier<sup>4</sup>, et par

<sup>1</sup> Il s'agit certes, comme chez les villageois, d'une réserve financière. Cependant l'élevage bovin chez les Peul représente, au-delà de toute son importance économique, l'idéal et le fondement d'un "genre de vie" pastoral.

<sup>2</sup> La cueillette est en réalité fort peu pratiquée par les Peul, à l'exception de quelques sous-groupes au statut social "inférieur". Les Peul laissent généralement la cueillette aux *habé* (noirs). C'est pour eux une activité tout-à-fait dépréciée, à laquelle ils n'ont recours qu'en cas de dénuement extrême.

<sup>3</sup> Ces emprunts de champs sont généralement payés au *daansa* kurumba, doyen du champ, par un don en bétail ou en lait.

<sup>4</sup> Toutes les exploitations pastorales retenues ont obtenu des villageois kurumba des droits de culture de *zendebe* (emprunteurs).

ce biais d'avoir accès aux brousses du territoire villageois qui constituent autant d'aisances pastorales, délimitées par les villageois au fur et à mesure du développement de leur propre élevage. L'insertion des pasteurs dans la trame foncière villageoise leur permet de disposer des terrains nécessaires, à la fois, à l'agriculture et à l'élevage, avec une certaine économie de déplacements.

Les divisions territoriales élaborées par les Kurumba sont respectées par les pasteurs : rares sont ceux qui recourent aux aisances pastorales d'un autre village. Ces transgressions ne se rencontrent que dans quelques cas, qui intéressent les groupes se livrant à une transhumance de saison sèche : les exploitations des groupes 2 et 3 (figures 40 et 41).

Dans la plupart de ces exploitations, les pasteurs précisent que leur transhumance est instaurée de longue date ; il a pu être confirmé par ailleurs que leurs droits de pâture avaient été acquis avant 1930, alors que l'occupation des zones de bas-fonds par les cultures était encore peu avancée.

Une seule exception à ce constat : à la date de l'enquête, les Gaobé d'Arra (exploitation n° 6, groupe 2) se rendaient depuis deux ans déjà dans les pâturages des bas-fonds de Brigtoéga. Il faut toutefois préciser que ces Gaobé n'ont pas accès au point d'eau de ce village.

Une corrélation se dessine donc entre les périodes d'arrivée, et l'insertion des pasteurs dans la trame villageoise. L'ancienneté de leur contact avec le monde de l'agriculture et des villages a pu favoriser leur sédentarisation, de même que leur conversion à l'agriculture a pu être facilitée par une occupation alors assez lâche des territoires agricoles par les paysans. Cela ne signifie pas, même pour les plus anciens des pasteurs, que leur insertion dans la trame foncière soit totale, car ils ne sont pas partie prenante dans les alliances.

#### *Le maintien d'une certaine mobilité*

L'intégration dans la trame foncière peut être illustrée par le cas des Silloubé d'Intara (exploitation n° 14, groupe 3), établis près de la mare de Boukouma.

En saison sèche, le troupeau de cette exploitation, qui comporte des bovins confiés par les Kurumba, est conduit par des bergers sur des pâturages de bas-fond au sud. En hivernage, la présence de zones de

culture sur le trajet rend ces parcours inaccessibles, et le bétail est gardé par une partie des effectifs du campement à l'est de la mare de Boukouma.

L'activité agricole impose alors au reste des effectifs d'autres scissions : certains partent avec quelques vaches laitières s'établir, le temps des travaux agricoles, près du champ situé à une douzaine de kilomètres du campement ; les plus âgés restent à Intara et exploitent à la sortie du barrage des parcelles de cultures maraîchères et de riz.

Ces éleveurs sont remarquablement proches de ce que l'on peut nommer un "genre de vie" villageois : ils participent aux programmes de développement de l'ORD, emploient la charrue et l'iler pour cultiver leur champ, et utilisent des engrais chimiques. Ils se disent d'ailleurs "à la fois agriculteurs et éleveurs", formule qui est, quelle que soit son bien-fondé, assez rare dans la bouche des pasteurs.

Cet exemple démontre que l'intégration des pasteurs à un circuit d'échanges avec les Kurumba ne se traduit pas par l'abandon des différentes formes de mobilité. A l'atomisation des espaces nécessaires aux productions correspond souvent la scission du groupe résident pendant une partie de l'année.

#### **X. 4. LA LOCALISATION DES AIRES D'ELEVAGE**

Les zones de culture, dont l'emprise est antérieure et prééminente, font désormais partie de l'environnement qui conditionne les activités pastorales. Mais si en saison sèche, les pasteurs ont sans difficulté accès aux champs alors désertés par leurs exploitants, il en va différemment pendant la saison agricole.

En saison des pluies, les pasteurs sont tenus de surveiller étroitement leur bétail, afin d'éviter que celui-ci n'occasionne des dégâts aux cultures. La densité de l'occupation agricole, dans nombre de zones, impose souvent aux troupeaux des aires de pâture distinctes d'une saison à l'autre. Certains parcours de saison sèche s'effectuant à proximité, ou dans les zones de culture<sup>1</sup>, ne peuvent plus être fréquentés en hivernage. En revanche, les zones de brousse étendues

---

<sup>1</sup> Il est courant, à la fin de la période des cultures, d'envoyer le bétail sur les champs où il consomme les résidus de la récolte (chaumes, feuilles).

situées à l'écart des villages et de leurs champs offrent des pâturages qui peuvent être exploités toute l'année.

#### **X. 4. 1. Les zones d'exclusion en hivernage**

##### *Les cordons dunaires du nord*

Les exploitations du groupe 4 (figure 42) sont localisées en saison sèche sur les cordons dunaires où s'étendent les champs villageois, et où se trouvent les points d'eau. Les pasteurs y ont obtenu des champs ; toutefois, il ne leur est pas possible en hivernage de demeurer avec leur bétail aux abords des villages.

Les pasteurs se déplacent alors sur les "brousses" situées au nord de chaque cordon, et qui sont intégrées dans les territoires villageois comme autant "d'aisances" pastorales. Leurs déplacements sont de petite ampleur, les limites vite atteintes des cordons dunaires n'obligeant jamais à des déplacements importants. La scission "naturelle" entre l'espace des champs et celui des pâtures autorise dans le nord ce mode particulier de gestion de l'espace.

Les effectifs des exploitations, situés à proximité à la fois des zones de culture et des pâturages, ont la possibilité de se rendre sur les champs au moment des travaux agricoles. Par ailleurs, il convient que le bétail ne soit pas trop éloigné, pour que, dans l'attente des récoltes, les membres du campement puissent bénéficier d'une alimentation lactée.

##### *Les bas-fonds et terres légères du sud*

Dans le sud du pays, la concurrence entre agriculture et élevage est d'autant plus vive que la dispersion des champs, le long du réseau hydrographique, rend difficile l'établissement à demeure des pasteurs. En effet, les Kurumba, au contact des immigrants Mossi, se sont à compter des années 1930 convertis à la culture des terres lourdes de bas-fonds : le développement de ces nouvelles zones de culture, le long du réseau hydrographique, a été à l'origine à la fois d'une situation de concurrence avec l'élevage qui trouvait là ses meilleurs pâturages, et du cloisonnement progressif de l'espace. Seuls les pasteurs arrivés dans la zone avant que ne se dessine cette nouvelle organisation de l'espace demeurent, en hivernage, dans le sud.

Dans le sud, hors des bas-fonds, la fragilité des terres légères ne favorise pas non plus l'installation permanente des pasteurs.

En saison sèche toutefois, les pâturages de bas-fond sont parmi les plus productifs. De nombreux pasteurs viennent alors du nord (groupes 2 et 3, figures 40 et 41) y conduire leurs troupeaux. Ils sont attirés, en particulier, par la mare de Boukouma, qui a de tout temps, avant même les aménagements accroissant sa capacité, offert une remarquable réserve d'eau. Ils y établissent leurs campements, et de là, les troupeaux ont accès aux pâturages de bas-fond. Barral (1977, 86), insiste d'ailleurs sur le rôle de "point de contact" que joue Boukouma pour les populations de l'Oudalan, de l'Aribinda et du Djelgodji oriental.

Tous sont poussés au départ à la venue de l'hivernage, et remontent vers le nord.

#### **X. 4. 2. Les zones d'accueil**

##### *Les périphéries villageoises*

La périphérie des territoires villageois où se trouvent toutes les ressources nécessaires à l'agriculture et à l'élevage est un lieu privilégié d'implantation pour de petites exploitations pastorales auxquelles il n'est pas imposé de rester mobiles. Ce qui, selon les Djelgobé Sampargubé de Féou (exploitations n° 47, 48, 49, groupe 5, dont les déplacements sont représentés sur la figure 43), justifie la permanence de leur implantation, est qu'il ne leur est pas nécessaire, en saison sèche, de se rapprocher des points d'eau du village dont ils sont peu éloignés (2 km). Il ne leur est pas non plus imposé de quitter en hivernage les zones de culture villageoises, puisqu'ils s'en trouvent déjà à la périphérie, ce qui a favorisé leur stabilisation. Les ressources en eau, les pâturages et les terrains de culture étant aisément accessibles, ces exploitations ont pu organiser leur espace dans une économie absolue de déplacements. De la même manière, les Bella de Tanmiga (exploitations n° 42 à 45 du même groupe), entre autres, ont pu se sédentariser grâce à une implantation privilégiée aux limites d'un cordon dunaire, alors que la plupart des campements installés à proximité des villages, sur ce même cordon, sont contraints au départ à la venue de l'hivernage (exploitations du groupe 4, figure 42).

Pour l'ensemble du groupe 5, l'activité agricole, en fixant l'habitation à proximité des champs, a eu pour effet de contracter l'espace pastoral, et de restreindre en conséquence la mobilité des troupeaux.

### *Les intervalles entre les terroirs villageois*

Un autre type de localisation peut être rapproché des périphéries villageoises : à Koussa, dans une zone délimitée au nord par le cordon dunaire de Sikiré, à l'est par Kiba et à l'ouest et au sud par Aribinda, se trouvent les exploitations Sillubé de Baraboulé (n° 28 à 31), qui appartiennent au groupe 6 (figure 44) : ces exploitations sont proches de leurs champs de Sangou, et abreuvent leurs troupeaux aux pompes et aux puits forés à proximité des villages. Toutes sont implantées dans des "intervalles" séparant les zones de culture, brousses relevant des territoires villageois voisins, et où l'emprise agricole est faible ou nulle<sup>1</sup>.

Les déplacements de toutes les exploitations du groupe 6 se limitent ainsi à un petit territoire pastoral laissé libre par l'agriculture villageoise. Ainsi l'économie pastorale survit en dépendance de l'économie agricole.

## **X. 5. L'ALTERNANCE PASTORALE ET AGRAIRE**

A la dépendance de l'économie répond celle du genre de vie : les pasteurs se sédentarisent. Benoit (1977-a, 31) définit comme "sédentaires ... les groupes dont la plus grande partie des bergers et du bétail" ne s'éloigne pas de plus de "20 kilomètres environ de l'habitat permanent. Ce sont donc ceux où il n'y a pas d'interruption saisonnière dans la vie sociale ni dans l'exploitation directe du troupeau". Les deux autres catégories sont ainsi les "transhumants", "à instabilité forte mais ayant un habitat permanent où réside toujours une partie de la population", et les "nomades ... dont toute la population se déplace avec l'ensemble du cheptel et des biens domestiques".

L'extension de l'agriculture réduit considérablement l'ampleur des déplacements, accroît leur régularité dans l'espace et leur assigne un moment précis de l'année : l'élevage dans l'Aribinda est majoritairement sédentaire.

---

<sup>1</sup> Ces brousses offrent généralement peu de ressources en terres agricoles, ou des terres de qualité médiocre.

Toutefois cette sédentarité est loin d'être absolue. La mobilité de l'habitation a souvent été conservée, et celle des troupeaux n'est homogène ni dans l'espace, ni à l'intérieur de l'année : à une transhumance de saison sèche dans certaines exploitations répond une transhumance d'hivernage dans certaines autres. Cela rappelle bien sûr, étant donnée la transition bio-climatique sur laquelle se situe l'Aribinda, la distinction opérée par Barral (1977, 54-55) entre deux types maintenant classiques de transhumance, l'un plus spécifiquement sahélien de saison des pluies, l'autre plus spécifiquement soudanien de saison sèche<sup>1</sup>.

### **X. 5. 1. Saison sèche : les impératifs de l'élevage**

#### **X. 5. 1. 1. Le problème de l'eau**

##### *Les points d'eau*

En saison sèche, l'existence de points d'eau "constitue la condition nécessaire de l'utilisation des pâturages" (Lhoste, Milleville s.d., 238). Au contraire de l'Oudalan ou de l'extrême nord de l'Aribinda, les zones où sont localisées les exploitations retenues comportent de nombreux points d'eau<sup>2</sup>. Ce sont soit des puits forés dans le sable, soit des puisards creusés dans le lit des cours d'eau, soit encore des pompes, installées assez récemment, qui permettent de puiser l'eau à une plus grande profondeur ; il convient d'y ajouter quelques mares.

L'insertion dans la trame foncière villageoise cautionne, en saison sèche, l'accès aux points d'eau, lesquels sont la propriété des paysans. Dans plus de 8 cas sur 10, l'abreuvement des troupeaux a lieu aux puits ou puisards du village où les pasteurs ont acquis un droit de culture.

Dans quelques cas où, malgré ces droits, l'accès aux points d'eau est interdit aux pasteurs, cela tient à des problèmes locaux de ressources hydriques dont pâtissent avant tout des exploitations bella, ou les

---

<sup>1</sup> L'auteur écrit que "la sédentarisation...n'implique pas nécessairement l'abandon d'une économie à dominante pastorale, mais le renoncement à un système pastoral fondé sur la transhumance de saison des pluies, à laquelle doit se substituer alors une transhumance de saison sèche de type "soudanien". Celle-ci...peut même revêtir une amplitude plus considérable que la transhumance "sahélienne" de saison des pluies"...

<sup>2</sup> Mis à part quelques difficultés hydriques locales dont il sera question.

exploitations les plus récemment implantées dans l'Aribinda<sup>1</sup>. A Pem et Sirgné par exemple, des puisards au débit limité sont déjà très sollicités par les villageois, ce qui oblige certains pasteurs à recourir aux points d'eau d'autres villages plus ou moins proches.

Le débit des puits et puisards conditionne la fréquence des abreuvements. Par débit il faut entendre la reconstitution du volume d'eau par infiltration de la nappe phréatique. Si cette reconstitution est lente, les abreuvements devront se pratiquer hors des moments d'affluence des villageois (et donc parfois de nuit), ou devront être espacés ou répétés. Evidemment cette considération n'entre pas en jeu pour les pompes ou les mares pérennes.

### *Fréquence des abreuvements*

Lorsque l'abreuvement a lieu, ce qui est fréquent, aux puits et aux puisards villageois (29 cas), il est en général quotidien. On constate que les pasteurs ont rarement accès aux pompes forées à proximité des villages (un cas sur 10).

Dans les villages où ces pompes existent, les paysans abandonnent l'usage des puisards aux pasteurs, qui y amènent généralement leur bétail deux fois par jour (6 cas). On ne voit qu'exceptionnellement (2 cas) des abreuvements bi-quotidiens à des puisards de villages démunis de pompe. Dans 6 autres cas où le bétail est abreuvé deux fois par jour, cela tient à la présence de mares pérennes, telle celle de Boukouma.

Dans trois exploitations cependant, l'abreuvement n'avait lieu qu'une fois tous les deux jours lors de l'enquête, du fait soit de l'excessive fréquentation du point d'eau (1 cas), soit de son éloignement (2 cas).

Il existe enfin des cas particuliers :

- dans une exploitation, l'abreuvement est quotidien mais alterné entre un puisard villageois et une mare.
- dans 3 cas (groupe 3), le bétail trouve des points d'eau sur un parcours de transhumance de plusieurs jours, et ne s'abreuve près de la résidence (ou campement) qu'à son retour<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Les exploitations djelgobé et gaobé qui connaissent des difficultés d'abreuvement sont arrivées entre 1968 et 1977.

<sup>2</sup> Ces trois exploitations n'ont pas été représentées sur les figures.

Dans tous les cas, le passage par les points d'eau est une étape obligée du parcours des troupeaux, et à partir de ces points d'eau, les pâturages ne peuvent être recherchés que dans un rayon tel que la somme des temps de trajet et de pâture soit compatible avec l'intervalle séparant deux abreuvements indispensables, tous les deux jours au plus (dans ce dernier cas il convient de tenir également compte d'un temps de repos).

#### X. 5. 1. 2. Les parcours : ampleur et organisation

Les données relatives aux abreuvements et aux parcours font l'objet des figures 45 et 46, dans lesquelles l'espace de saison sèche est arbitrairement organisé autour d'un point d'abreuvement représenté au centre des figures. Celles-ci rapportent, à l'échelle, les distances parcourues par les troupeaux entre les points d'eau et les pâturages.

- lorsque l'abreuvement a lieu deux fois par jour, la distance moyenne du point d'eau aux pâturages est de 4 km, nonobstant des extrêmes de 2 et 7 km.

- cette distance passe à 6 km pour les abreuvements quotidiens, pour des distances extrêmes<sup>1</sup> de 2 et 14 km.

- pour les abreuvements effectués tous les deux jours seulement, la distance moyenne<sup>2</sup> est de 10 km.

Les distances reportées sur les figures rappellent tout-à-fait les trajets et les rythmes déterminés par Milleville (1980, 37 et s.) pour les troupeaux de l'Oudalan. Il est cependant à noter que l'ampleur des déplacements est ici très sensiblement inférieure.

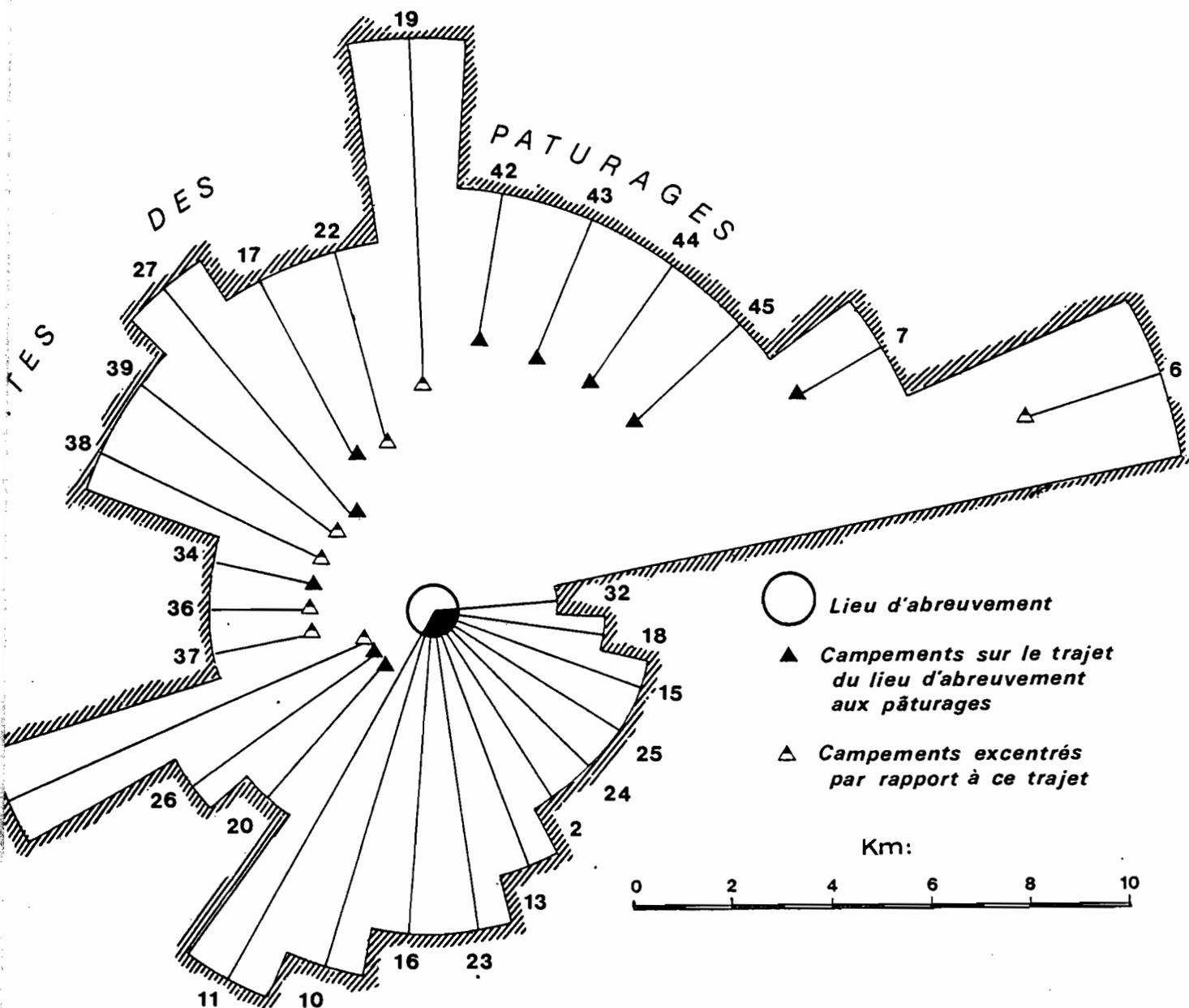
On constate que la dépendance des pasteurs aux points d'eau qui leur sont réservés par les droits fonciers assigne à leurs troupeaux des parcours réguliers et d'amplitude relativement faible, qui ne correspondent plus à la transhumance classique de saison sèche. A ces contraintes d'abreuvement sont cependant liés des avantages qui tiennent à la proximité des troupeaux :

- la fumure des champs, qu'il s'agisse de ceux des pasteurs ou de ceux des villageois.

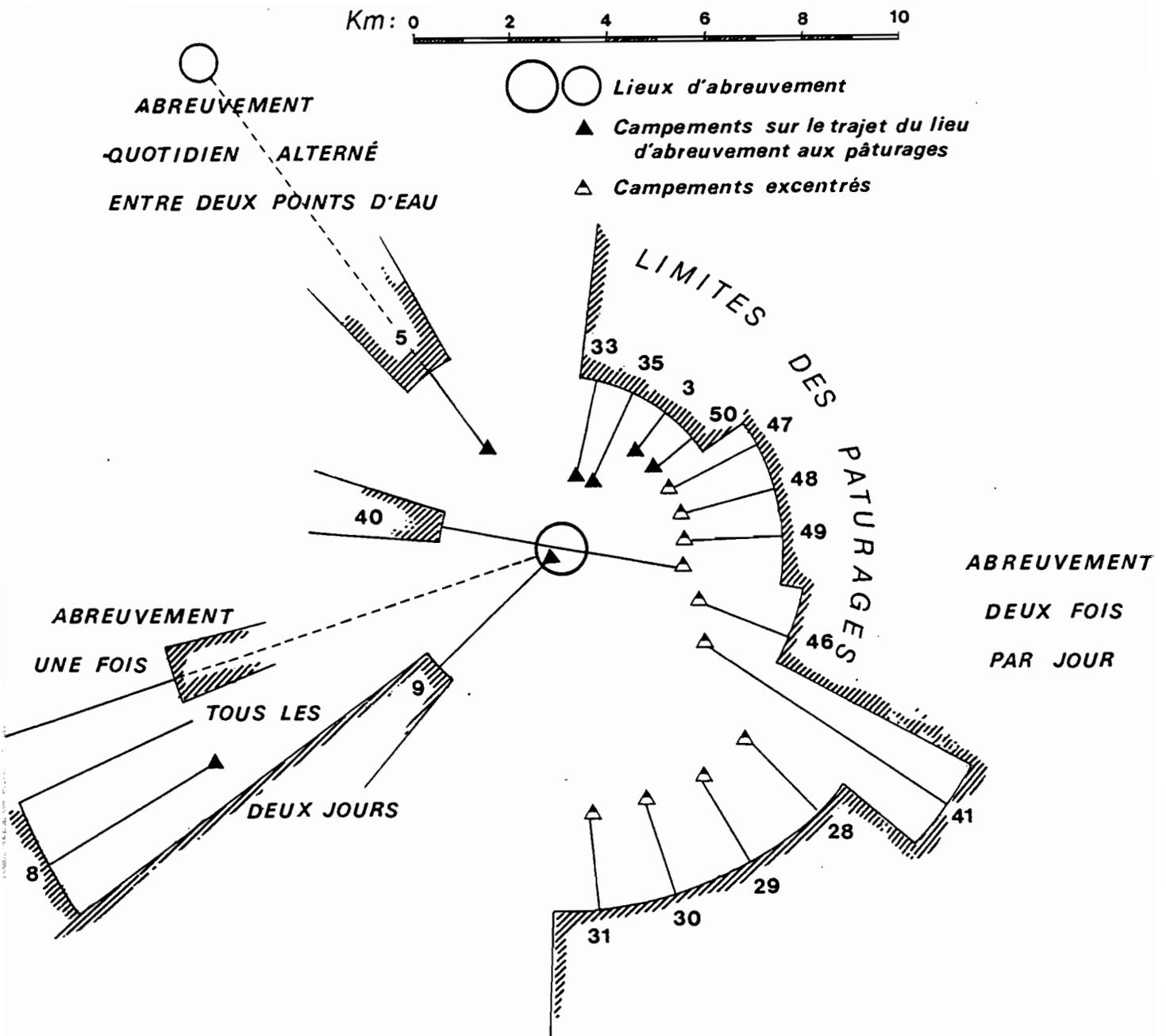
---

<sup>1</sup> Pour l'exploitation n° 5, bénéficiant d'un abreuvement quotidien, mais alterné entre deux points d'eau, les parcours sont respectivement de 4 et 8 km.

<sup>2</sup> A l'exception de l'exploitation n° 9, établie récemment à proximité d'un point d'eau où s'étaient regroupés de nombreux pasteurs du fait de la sécheresse, et où l'eau était rationnée.



- Figure 45 : Abreuvement quotidien des troupeaux en saison sèche : schéma d'organisation de l'espace pour 29 exploitations. - (le point d'eau est figuré au centre) .



- Figure 46 : Rythmes particuliers d'abreuvement des troupeaux en saison sèche : schéma d'organisation de l'espace pour 18 exploitations. -  
(le point d'eau est figuré au centre)

- le gardiennage des bêtes villageoises.

Néanmoins quelques pasteurs, installés sur les cordons dunaires septentrionaux (groupe 2), ou dans le centre de l'Aribinda (groupe 3, composé de Sillubé), accèdent à des pâturages méridionaux de bas-fond, et observent donc une transhumance de type soudanien.

Cette dernière est rendue possible :

- soit par des droits d'abreuvement anciens (Bella et Djelgobé du groupe 2, et Sillubé du groupe 3),

- soit en vertu d'une tolérance passagère en raison de la sécheresse : il s'agit de migrants occasionnels ayant fui leur région d'origine, l'Oudalan ou l'extrême nord de l'Aribinda (exploitations n° 3, 9, 11, 20, 32, 50).

Dans un seul cas (Gaobé, exploitation n° 6), la transhumance est d'instauration trop récente pour que ces pasteurs aient obtenu un droit d'abreuvement sur les pâturages. Leur troupeau est contraint de rechercher un point d'eau éloigné.

### X. 5. 1. 3. Implantation de la résidence de saison sèche

Sur les 50 exploitations considérées, telles qu'on les schématise sur les figures 45 et 46 :

- 28 ont leur habitation (leur campement) sur le trajet des points d'eau aux pâturages.

- 18 exploitations sont excentrées par rapport à l'axe du trajet des points d'eau aux pâturages. Cela est dû aux fumures auxquelles sont assignés les troupeaux.

Sur toutes les exploitations qui n'ont pas leur résidence entre les points d'eau et les pâturages en saison sèche :

- l'une est le fait de Bella en marge du monde pastoral et du monde sédentaire.

- les trois autres sont le fait de pasteurs dont les troupeaux se livrent à des parcours de transhumance.

Dans les exploitations dont le rythme d'abreuvement est bi-quotidien, l'habitation est le plus souvent à mi-chemin et très proche à la fois du point d'eau et des pâturages (entre 2 et 3 km de l'un et de l'autre, en moyenne).

Dans les exploitations dont le rythme d'abreuvement est quotidien, l'habitation est généralement plus proche des points d'eau (en moyenne, à 2 km des points d'eau et 4 km des pâturages).

Il n'existe pas de règle générale pour les quatre exploitations dont la fréquence d'abreuvement est particulière.

Ainsi l'implantation de l'habitat de saison sèche est en principe une transaction entre les pôles des trajets constitués par les points d'eau et les pâturages, en prenant en compte accessoirement la fumure des champs et le gardiennage des bêtes villageoises.

### **X. 5. 2. Hivernage : les impératifs de culture**

La priorité accordée en saison des pluies aux cultures tient non seulement au cloisonnement de l'espace qu'opèrent les champs des villageois, mais aussi à l'intérêt que portent les pasteurs aux activités agricoles et donc à leurs propres champs.

#### **X. 5. 2. 1. Le travail sur les champs : l'altération du comportement pastoral**

Le fait pour les pasteurs de s'adonner aux travaux agricoles entraîne une altération du comportement pastoral. Cette altération est plus ou moins sensible selon les groupes dans lesquels les exploitations ont été classées. En fait, il existe tout un éventail de comportements allant des pasteurs qui sont restés le plus attachés à une économie pastorale, à ceux qui se sont convertis à une économie agricole.

- Le groupe 4 (figure 42) et une partie des effectifs du groupe 1 (figure 39) s'éloignent de leurs champs en hivernage pour s'installer près de leurs pâturages. Cependant que les effectifs du groupe 4 reviennent épisodiquement travailler sur leurs champs dont ils restent assez proches, seule la partie sédentaire du groupe 1 se livre aux cultures. Le comportement de ces groupes reste plutôt de type pastoral, traduisant bien ainsi une certaine incompatibilité entre élevage et agriculture, et une relative indifférence de ces pasteurs pour les activités agricoles. Même dans le groupe 1, les travaux agricoles sont souvent menés de façon expéditive, et les champs laissés à une surveillance minimale, voire inexistante, de personnes âgées. Dans la majorité des cas, la culture se fait à l'iler afin de gagner du temps ; le

recours à une main-d'oeuvre supplémentaire au moment des sarclages n'intéresse que quelques exploitants débordés, qui peuvent requérir l'aide d'autres membres de leur campement pour une journée de travail.

- A l'inverse, les groupes 2 et 3 (figures 40 et 41) se rassemblent près de leurs champs en hivernage. L'existence, pour ces groupes, d'une transhumance de saison sèche montre bien l'alternance saisonnière des activités pastorale et agricole. Ce genre de comportement peut être qualifié de semi-pastoral.

- Dans les groupes 5 et 6 (figures 43 et 44), rien a priori ne distingue les pratiques agricoles de celles des villageois kurumba<sup>1</sup>. Les champs sont toujours cultivés séparément par chacun des ménages qui composent la résidence. Les exploitants recourent assez systématiquement à leurs parents ou alliés par des "invitations de sarclage" en tout point comparables à celles que l'on observe chez les Kurumba.

Ces groupes, dans lesquels un grand soin est porté aux travaux agricoles, incluent, à une exception près<sup>2</sup>, les seules exploitations où l'on observe l'usage de la houe. Cependant, le choix d'outillage pourrait apparaître secondaire, puisque les pasteurs ont adopté avant tout les techniques des villageois voisins. Ce qui est plus significatif est que l'exploitation de champs de sorgho en bas-fonds, assez exceptionnelle chez les pasteurs, ne se rencontre que dans ces exploitations. Il n'est pas rare non plus d'y observer le recours à une main-d'oeuvre extérieure salariée.

C'est dans le sud de l'Aribinda où sont établies la majorité de ces exploitations que les éleveurs se rapprochent le plus du genre de vie paysan. Cela est surtout vrai pour les exploitations du groupe 6 (figure 44) situées dans la zone de Dalla et Brigtoéga, où l'importance de l'agriculture est due au cloisonnement absolu de l'espace en hivernage, ce qui rend alors problématique la conduite des troupeaux, et n'est guère favorable à l'exercice de la seule activité pastorale.

De fait, certaines exploitations, tôt venues dans la région, se sont complètement stabilisées (groupe 5, figure 43) dans une périphérie

---

<sup>1</sup> Les Bella, d'ailleurs, qui sont majoritaires dans le groupe 5, le plus "sédentaire", ont toujours été des agriculteurs, autrefois au service de leurs maîtres Touareg, dont ils gardaient les troupeaux.

<sup>2</sup> Exploitation n° 19 (groupe 1), dont les exploitants emploient aussi la houe.

villageoise ouverte sur les pâturages. La sédentarité semble paradoxalement concerner les groupes dont les liens avec le monde des villages sont les plus ténus. Les Bella de Tanmiga, par exemple, n'entretiennent que peu de relations avec Pem dont ils sont pourtant voisins<sup>1</sup>. Ce choix d'une autarcie se traduit par des activités et une organisation de l'espace proches de celles des villageois.

Les différences enregistrées dans le comportement respectif de ces groupes sont la marque de leur intérêt très inégal pour l'activité agricole. Chez les uns, la priorité est accordée aux cultures. Ces pasteurs sont devenus des paysans. Chez les autres, la priorité reste l'élevage : les cultures ne constituent qu'une activité d'appoint.

#### X. 5. 2. 2. Les parcours

En hivernage, la compatibilité des activités agricoles et d'élevage est obtenue par un resserrement, plus ou moins prononcé, des activités d'élevage autour des champs, comme on peut le voir sur la figure 47.

Les effectifs des exploitations doivent partager leur temps entre les soins portés au bétail et ceux portés aux cultures. La végétation fournit un fourrage plus abondant et la recherche de pâturages n'est plus un problème. L'abreuvement est résolu du fait de la présence de flaques et d'eau dans les bas-fonds.

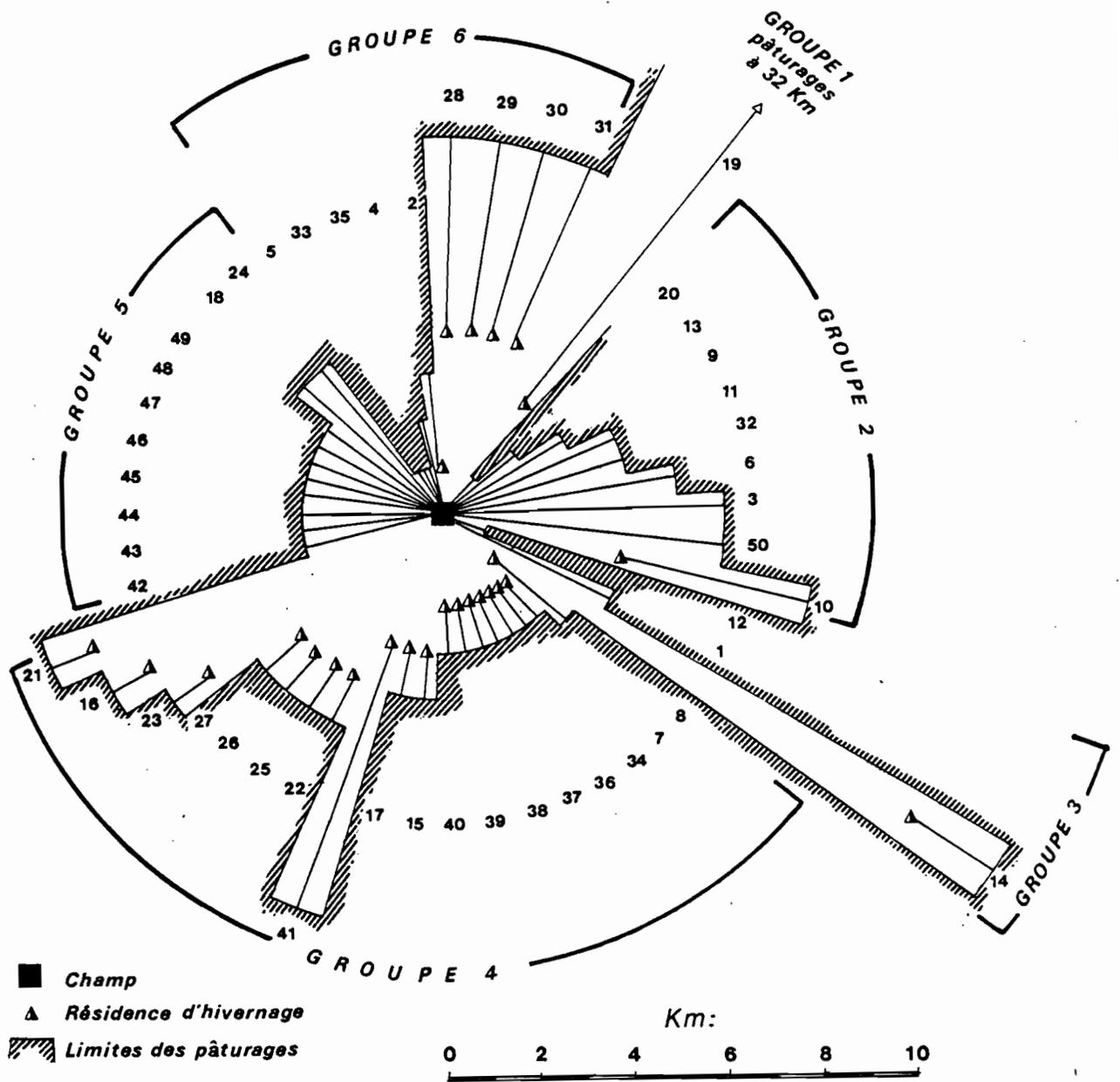
Tout cela explique que dans la grande majorité des cas, les parcours s'effectuent à l'entour des limites des zones de culture et soient de moindre ampleur qu'en saison sèche.

Dans les intervalles de zones de cultures villageoises, ou les aisances des cordons dunaires septentrionaux, le bétail ne pâture en principe pas à moins de 3 ou 4 km des champs.

On observe cependant une exception à la réduction de la mobilité du bétail, qui est le seul cas relevé de transhumance d'hivernage (exploitation n° 19, groupe 1, figure 39). A la venue des pluies, le troupeau, accompagné de tous les hommes jeunes, est conduit en saison des pluies dans une zone qui s'étend de Koudougou à Gorol Daké, à plus

---

<sup>1</sup> Toutefois, il est difficile de connaître l'importance de l'activité pastorale, qui aurait pu favoriser l'échange avec les villageois, chez ces Bella au moment de leur arrivée à Pem.



- Figure 47 : Organisation de l'espace en hivernage pour 50 exploitations.  
(le lieu de culture est figuré au centre)

de 30 kilomètres au nord, non loin de la mare de Soum. Dans cette zone qui se trouve au-delà des territoires villageois Kurumba, les déplacements du bétail ne sont plus limités par le cloisonnement de l'espace. Il sera ramené une fois la récolte terminée.

### X. 5. 2. 3. L'implantation de l'habitat

Dans cette même exploitation, il s'opère donc en hivernage une scission du groupe de résidence. Seuls restent près des champs les personnes âgées qui les cultivent, gardant avec eux quelques vaches laitières.

Dans tous les autres cas, l'habitation est implantée à proximité immédiate (22 exploitations), ou à faible distance des champs (11 exploitations entre 1 et 2 km, 12 entre 3 et 4 km, 4 au-delà).

En hivernage, sa localisation relève donc souvent d'une transaction entre deux pôles de productions, les cultures et le troupeau.

### **X. 5. 3. Les pratiques agro-pastorales : des options réversibles**

On a vu que les transhumances sont le fait d'une minorité de pasteurs. La plupart d'entre eux se sont plus ou moins sédentarisés. Cela ne signifie pas forcément que l'habitat soit fixe tout au long de l'année<sup>1</sup> : même si sa mobilité est réduite, l'habitation est souvent déplacée aux inter-saisons sur d'assez courtes distances, ces déplacements reflétant l'alternance des priorités saisonnières, vers les points d'eau en saison sèche, vers les champs en hivernage.

#### *L'accès aux cures salées*

La sédentarisation va de pair avec la désaffection de certaines pratiques pastorales, telle la fréquentation des cures salées<sup>2</sup>. Sur 43

---

<sup>1</sup> Sur 50 exploitations, il n'a été relevé que 11 cas de résidence permanente. Tous ces cas sauf un ont trait au groupe 5.

<sup>2</sup> La fréquentation des "terres salées" permet d'assurer au bétail une complémentation minérale.

exploitations pastorales présentes depuis plusieurs années dans l'Aribinda, 23 seulement en 1984 s'y rendaient encore régulièrement<sup>1</sup>.

L'impossibilité de faire franchir au bétail les zones de culture fait obstacle à l'accès aux cures salées en hivernage. Quelques lieux de passage subsistent néanmoins, comme par exemple entre la zone de Gorgel-Wouroundou et la cure salée de Daya, à l'ouest d'Aribinda. Seules les exploitations localisées dans cette zone, ou aux abords du bourg, avaient gardé la possibilité d'y conduire leur bétail (n° 1, 18, 25, 27 à 31, 46, 48, 49). Les troupeaux de deux exploitations du groupe 2 (n° 6 et 13) effectuaient également en hivernage un long déplacement les conduisant jusqu'à la cure salée de Bidi.

Les autres exploitations n'avaient la possibilité de se rendre aux cures salées de Daya, Bidi, Déou ou Gasselnaye qu'une fois la récolte terminée (n° 4, 10, 12, 14, 17, 19, 39, 41 à 45). Enfin 4 exploitations du groupe 4 (n° 26, 34, 36, 40) ne se rendaient plus qu'occasionnellement aux cures salées de Daya, Bidi ou Déou, voire Amniganda au Mali.

La plupart des autres exploitations avaient renoncé à ces cures (n° 2, 5, 7, 8, 15, 16, 21 à 24, 33, 35, 37, 38, 47).

L'abandon de la fréquentation des cures salées en hivernage est dû autant au cloisonnement de l'espace par les zones de champs, qu'aux exigences des travaux agricoles auxquels certains pasteurs préfèrent s'adonner. D'ailleurs, l'achat de compléments minéraux (sel gemme et industriel) sur les marchés permet de faire l'économie de ces déplacements.

### *Le recouvrement de la mobilité*

Les Tarabésabu de l'exploitation n° 19 (groupe 1), venus à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se réfugier à Aribinda, se sont vu, lors de leur passage à Wouré, offrir une "maison en terre" par les Kurumba, ce qui semble indiquer qu'ils se sont alors complètement sédentarisés. Aujourd'hui, ces exploitants sont parmi les seuls, dans l'Aribinda des sédentaires, à se livrer à une véritable "transhumance d'hivernage" :

---

<sup>1</sup> Les cures salées fréquentées par les exploitations étaient celles de Daya et Gasselnaye dans l'Aribinda, Déou dans l'Oudalan, Bidi dans le Liptako, et Amniganda au Mali.

Le rétablissement, après un épisode de sédentarisation, de cette transhumance d'hivernage (figure 39) n'est pas la conséquence d'une "pénurie" de pâturages plus proches<sup>1</sup>. Les exploitants sont retournés à "une mobilité que l'on aurait pu croire définitivement perdue" (Barral 1977, 54), dès le retour de conditions de sécurité propices à une installation à l'écart des villages.

La solution adoptée pour cette exploitation n'exclut pas pour autant les activités agricoles. La condition du maintien de cette organisation est la scission durable des effectifs de l'exploitation pendant une partie de l'année.

### *La diversité des pratiques pastorales*

La recherche de pâturages, l'accès à l'agriculture, l'insertion dans un territoire où prédominent les agriculteurs, et contrôlé par ceux-ci, obligent les pasteurs à gérer leurs activités de manière complexe en fonction des saisons et selon l'espace qui, dans le même temps, leur est accessible.

C'est ainsi que leurs comportements s'apparentent tantôt à ceux que Marchal observe dans le Yatenga (1983, 563-573), tantôt à ceux que Barral (1977) décrit pour l'Oudalan, pour ne citer que les régions les plus proches dans lesquelles une analyse du pastoralisme a été menée.

En Aribinda, on observe dans le nord de la région :

- en hivernage, un déplacement des troupeaux vers les zones de délestage, comme dans le Yatenga, et parallèlement, une survivance de la transhumance d'hivernage, comme dans l'Oudalan.
- en saison sèche, mais sans qu'il s'agisse d'un phénomène généralisé, une transhumance vers le sud, comme dans le sud de l'Oudalan et le Liptako.

Tandis que dans le sud de la région, quelle que soit la saison, la transhumance est abandonnée pour des parcours limités autour des zones de culture.

---

<sup>1</sup> Ce campement, ayant en effet la garde de troupeaux appartenant aux villageois de Yalanga, pourrait avoir accès aux pâturages de ce village qui ne se trouvent qu'à quelques kilomètres de Pogoldiama.

En fait l'Aribinda présente, sur un gradient nord-sud, tout l'éventail des pratiques pastorales entre zone sahélienne et zone soudanienne, étant rappelé que l'on retrouve dans l'extrême nord le nomadisme de grande ampleur décrit par Barral (id.). Ces différents aspects du pastoralisme sont bien sûr déterminés par le taux d'occupation des sols, lui-même lié à la pluviométrie.

Le recouvrement de la mobilité qui a été précédemment évoqué semble toutefois indiquer qu'aucun choix n'est définitif. En particulier, à l'occasion de crises climatiques, il a été constaté (Dupré, Guillaud 1984) que les pasteurs étaient les premiers à réagir, en bouleversant brutalement les schémas d'organisation de l'espace que l'on aurait pu croire plus ou moins figés.

**CONCLUSION**

## CONCLUSION

En dépit de sa situation dans l'espace nord-burkinabé où prévaut le pastoralisme, et malgré les pressions qu'exercent à ce titre les régions qui lui sont limitrophes, l'Aribinda a développé une économie à dominante agricole qui a jusqu'à présent surmonté les contraintes de conditions naturelles limites. Pour autant, son avenir ne laisse pas d'être préoccupant.

Le taux de croissance de la population, le stock de terres encore disponibles pour le défrichement, et la production moyenne à l'hectare permettent d'établir des prévisions quant à l'apparition dans le pays d'une situation de blocage pour les ressources vivrières<sup>1</sup>.

Les zones retenues en vue de cette prospective sont celles du nord et du sud de l'Aribinda<sup>2</sup>, où les effectifs de population peuvent être aisément mis en correspondance avec les surfaces utilisées par l'agriculture. Cependant ces zones ne forment pas tout le pays : comme l'emprise des cultures y est la plus grande, les conclusions auxquelles l'analyse aboutit sont probablement trop pessimistes. Il est vraisemblable que la menace d'une saturation de ces zones aboutira à une répartition plus harmonieuse de l'implantation agricole dans le reste de la région, là où les taux d'occupation du sol sont plus faibles<sup>3</sup>. Cela infirmera ou du moins différera, on l'espère, les échéances qui ne sont livrées ici qu'à titre spéculatif.

---

<sup>1</sup> Il convient de rappeler toutefois que l'estimation de l'occupation des sols, en partie déduite de la photo-interprétation, est une approximation.

<sup>2</sup> Ces zones ont déjà été examinées dans le chapitre IX, consacré aux surfaces cultivées et à la population.

<sup>3</sup> Cf. cartes hors-texte 1 et 2.

## 1. VERS LA SATURATION DE L'ESPACE AGRICOLE

Il convient de distinguer dans l'espace agricole inutilisé les terres "vierges" arables, auxquelles on peut assimiler les aires qui firent autrefois l'objet d'une exploitation par les *poté samba* ou les premiers arrivants songhay, des terres en friche sur lesquelles s'exerce encore un droit foncier. Quoique d'un intérêt inégal, l'ensemble de ces terres constitue les réserves foncières sur lesquelles s'opère actuellement l'expansion des cultures.

L'expansion agricole sera donc achevée à deux conditions :

- la mise en valeur de toutes les terres vierges, qui marque la fin de la colonisation agricole ;
- la reprise de toutes les terres en friche, qui consacre la saturation foncière.

Leur échéance respective peut être assez aisément définie à partir des données et des mécanismes précédemment mis en évidence par l'étude, étant entendu que les processus examinés ne sont pas successifs, mais se recouvrent au moins partiellement.

### 1. 1. Les réserves foncières

Les terres des deux zones, nord et sud, peuvent être classées selon leur vocation agricole en deux catégories, les terres sableuses des cordons dunaires et des versants de cuirasse, et les terres lourdes de bas-fonds :

	(ha) NORD	SUD
surface totale (reliefs exclus)	64.500	38.600
terres légères utilisées	11.500	4.000
terres légères disponibles	3.500	3.900
terres lourdes utilisées	400	3.000
terres lourdes disponibles	< 5.000 <sup>1</sup>	1.000

- Tableau 24 : évaluation des ressources foncières du nord et du sud de l'Aribinda. -

<sup>1</sup> Comme on le verra, ces terres lourdes du nord ne sont pas prises en compte dans les réserves foncières, pour des raisons développées ci-après.

Il est impossible d'identifier, sur la photographie aérienne, les friches récentes des champs. Ils sont décomptés ensemble sous le terme "surface utilisée" en sols légers et en sols lourds. La surface "disponible" correspond quand à elle aux terres arables non encore exploitées.

Les terres basses du nord situées entre les cordons dunaires, encore très peu exploitées aujourd'hui, se prêtent assez mal à la culture<sup>1</sup>. Leur exploitation se heurte à plusieurs difficultés : l'éloignement des réseaux villageois pour les éventuels établissements pionniers, la concurrence des activités pastorales qui y trouvent leurs zones de délestage, et l'inadéquation technique présente, pour ces sols extrêmement asphyxiants. Il semble que ces terres soient pour la plupart destinées à rester à l'écart de la mise en valeur agricole, du moins dans les toutes prochaines décennies.

Les seules terres sporadiquement cultivées par quelques Kurumba que l'on rencontre au-delà de Diamon sont les sables de l'erg ourlant les abords immédiats de la mare de Soum, et situés à plus de 40 Km des derniers établissements importants du nord. Le fait pour ces agriculteurs d'avoir franchi les zones inter-cordons en négligeant de s'y établir illustre bien les difficultés de la colonisation agricole et ses priorités : tant que subsisteront des terres légères, quel que soit leur état, ou encore des terres aux conditions hydriques favorables, aucune exploitation de ces terres basses marginales n'a de raisons d'être envisagée. Ceci explique que les terres de bas-fond ne soient pas prises en compte dans le tableau 24 pour l'évaluation du stock foncier actuellement disponible dans le nord.

Une observation symétrique s'impose pour le sud de la région, à propos des terres légères : décomptées dans ce qui a été défini comme "terres disponibles", une grande partie d'entre elles sont constituées d'ensablements de piémont de cuirasse qui se dégradent très rapidement après leur mise en culture. L'évolution de ces terres fragiles représente un paramètre mal appréciable, et risque de rapprocher l'échéance de la saturation foncière dans le sud.

---

<sup>1</sup> Cf. chap. II. 2. 1. 2., "terres lourdes".

## 1. 2. Le terme de la colonisation agricole dans le contexte actuel

Comme on l'a vu<sup>1</sup>, l'aire réservée à l'agriculture ne correspond pas à la surface effectivement cultivée. Le "déchet foncier" représenté par les *akiébi zabré* est inclus dans le décompte. L'examen des exploitations agricoles<sup>2</sup> a permis d'établir la proportion de ces terres en repos ou à l'abandon par rapport aux aires consacrées à l'agriculture, telles qu'elles ont été identifiées sur la photographie aérienne :

		sols légers	sols lourds
NORD	surface cultivée/hab	0,55	0,02
	surface identifiée/hab	1,08	0,04
SUD	surface cultivée/hab	0,20	0,29
	surface identifiée/hab	0,59	0,45

- Tableau 25 : surface effectivement cultivée et surface identifiée comme cultivée d'après la photographie aérienne, par habitant, 1981-1984. -

Une dizaine d'années après la date des observations, la population de la zone nord, croissant au rythme observé (2,6 % dans le nord contre 2,3 % dans le sud), devrait franchir la barre des 13.700 habitants. A cette date, si chaque habitant devait toujours disposer de 1,08 ha de terres sableuses (0,55 ha en culture et 0,53 ha de *akiogo zabré*), toutes les aires sur sables seraient à classer en champs ou en friches.

Dans le sud, au même rythme de croissance de la population, le moment critique pour l'agriculture surviendrait lorsque la population de la zone excèdera 10.000 habitants, soit une vingtaine d'années après la date des observations.

Après ces échéances qui marqueraient le terme de la colonisation agricole, l'extension des aires de culture ne pourrait continuer à s'opérer que sur les terres en friches.

<sup>1</sup> Cf. VII. 3. 2. 1., le "champ idiot".

<sup>2</sup> Cf. VII. 4. 2., "la surface cultivée par individu".

### 1. 3. Les processus d'occupation des réserves foncières

Exception faite éventuellement des zones marginales et pastorales, il est possible d'imaginer que toutes les terres vierges et/ou en friches seront mises en valeur. Certains processus sont déjà révélateurs de la phagocytation de plus en plus rapide des réserves foncières.

#### *La mise en valeur des terres lourdes*

Les terres lourdes, là où elles sont cultivées, essentiellement dans le sud, semblent présenter des qualités de structure et de fertilité relativement favorables, et une grande résistance à des pratiques agricoles prédatrices. Il n'est pas impossible que leur exploitation puisse se prolonger sans obligatoirement avoir pour conséquence, comme sur les terres légères, leur dégradation et la constitution d'un "déchet" foncier. Cependant en 1983/84, 91 % des surfaces cultivées en bas-fonds dans les exploitations du sud avaient été défrichées par l'exploitant lui-même, et 68 % l'étaient depuis moins de 10 ans. Il est donc difficile actuellement de prévoir l'évolution de ces terres de bas-fond, car leur colonisation est particulièrement récente et dynamique.

#### *La reprise des cultures sur les terres en friche*

Pour une grande part, les réserves foncières sont constituées de terrains autrefois cultivés. Quel que soit le temps de repos dont ils bénéficient, il y a fort à parier, comme l'indique la grande extension actuelle des friches dans les zones d'occupation ancienne<sup>1</sup>, que les champs qui seront remis en culture ne présenteront pas des qualités comparables à celles de terrains considérés comme "neufs".

Aujourd'hui, nombre d'exploitants reprennent ou continuent de cultiver des champs usés dans le seul but de maintenir, par leur exploitation, les droits fonciers familiaux<sup>2</sup>. Cela explique l'importance de la réoccupation de ces terrains à l'abandon, dès lors que leur état le permet un tant soit peu, ou que la menace d'une usurpation foncière se fait jour.

<sup>1</sup> Cf. VII. 3. 2., "les friches et les zones de vestiges".

<sup>2</sup> Cf. V. 6. 3., "les sources du patrimoine".

Ainsi, la reprise des cultures sur les terres en friche est déjà un phénomène courant, surtout dans le nord de la région. Les données des exploitations permettent de calculer que 80 % des surfaces cultivées, dans le nord, s'étendaient sur d'anciennes friches, contre 27 % dans le sud. La reprise de l'exploitation des terrains abandonnés ne se pratique dans le nord que sur des terres légères. Dans le sud, 61 % des terrains remis en exploitation sont des terres légères<sup>1</sup>.

Cette reprise des terres en friche semble s'être accrue sur la période récente. Cela est pour une grande part imputable au développement des champs individuels : la moitié de ceux cultivés à la date des observations avaient été ouverts depuis moins de 5 ans, et les deux tiers d'entre eux l'étaient sur d'anciennes friches. L'exploitation de champs individuels depuis les années 1950 participe de la même stratégie foncière.

La culture de terrains à la fertilité amoindrie dans un contexte de grande irrégularité climatique va souvent de pair avec une dispersion de l'investissement paysan en main-d'oeuvre et techniques, afin de cultiver davantage de surface et/ou de cultiver plus vite au détriment des soins portés aux cultures<sup>2</sup> : l'optimisation des rendements n'est pas alors la préoccupation majeure des agriculteurs. Ces pratiques extensives mènent à un nouvel appauvrissement des terres, et les exploitants ont toujours besoin de plus en plus d'espace pour maintenir leur production.

#### **1. 4. La saturation foncière et le seuil de rupture de l'équilibre alimentaire**

Au regard des superficies disponibles, les échéances de la saturation foncière doivent s'apprécier en se référant à la croissance de la population et à sa consommation de mil et de sorgho, tout en continuant à se placer en situation courante de pénurie organisée, c'est-à-dire en ne prévoyant qu'une satisfaction minimale des besoins.

Les besoins alimentaires sont évalués à environ 200 litres de céréales par personne et par an. La production obtenue dans les 16 exploitations du sud et du nord de la région, compte tenu des surfaces

---

<sup>1</sup> Il s'agit essentiellement, dans le sud, des sables épais des bordures de bas-fonds (zone du sud-est).

<sup>2</sup> Cf. IX. 5. 2. 3.

cultivées, permet de calculer un rendement moyen par hectare pour chacune de ces zones (moyenne des productions 1982 et 1983) :

- NORD : 273 litres / hectare
- SUD : 348 litres / hectare

Il faut donc, pour nourrir une personne aujourd'hui, 0,73 ha dans le nord de la région, et 0,57 dans le sud. On peut partir de l'hypothèse optimiste que se maintiendront ces rendements obtenus sur des terres de nature et d'état différents. Si toute la surface identifiée comme utilisable sur la photographie aérienne pouvait être cultivée, et compte tenu des pratiques agricoles actuellement en vigueur, elle serait suffisante pour la subsistance d'environ 20.500 habitants dans la zone nord, et 20.800 habitants dans la zone sud.

Dans l'hypothèse d'un accroissement de la population se maintenant au rythme déjà considéré, cela renvoie respectivement à près de 25 ans dans le nord, et 45 ans dans le sud, après la date des observations, l'échéance de la rupture de l'équilibre alimentaire, par suite de l'absorption totale et permanente des réserves foncières par les cultures. Entretemps d'autres mécanismes, déjà perceptibles aujourd'hui, auront pu jouer pour lisser cette évolution dont ils sont aussi une conséquence.

### *La remise en cause du partage territorial*

Pour autant que les prévisions de saturation de l'espace agricole se confirment, il est vraisemblable que l'on observera alors un glissement de population vers le sud (dû aussi bien à des conditions naturelles plus attractives qu'à une disponibilité - certes toute relative - de terres arables), et par conséquent, à une transgression plus fréquente des faisceaux tracés sur la région, susceptible de remettre en cause le partage territorial. Quelques cas de transgression du faisceau *hifuba* ont déjà été observés à Aribinda même, à la faveur d'héritages reçus d'un oncle maternel<sup>1</sup>, et signent peut-être l'amorce de ce mouvement.

### *L'émigration*

Cet exutoire habituel des situations de crise alimentaire ne joue encore qu'incidemment dans l'Aribinda. La cohésion sociale y est

---

<sup>1</sup> Cf. V. 6. 2., "la transmission avunculaire".

apparue souvent comme un frein aux départs : l'entraide permet de rééquilibrer les ressources vivrières, mais elle agit de façon sélective, du fait des pesanteurs quasi-féodales de la société.

L'émigration encore très réduite aujourd'hui sera vraisemblablement à l'avenir constituée d'effectifs de plus en plus importants, à l'exemple du pays mossi et surtout du Yatenga où, selon Marchal (1983, 811), "l'émigration a été analysée comme la conséquence mécanique (fatale ?) d'une surcharge de population sur un territoire trop étroit pour nourrir son monde ... alors qu'il s'agit d'une surconsommation de l'espace disponible intrinsèquement liée à l'atomisation des cellules de production", tous phénomènes qui se retrouvent dans l'Aribinda et dérivent des options prises dans l'agriculture<sup>1</sup>. L'émigration apporte un correctif supplémentaire à la crise alimentaire en permettant le rapatriement de revenus.

Cependant, il convient de considérer l'évolution des autres sources de revenus ou de production, qui peuvent différer les contraintes de l'émigration, voire permettre de s'y soustraire.

## **2. LE DEVENIR DES ACTIVITES DE COMPLEMENT ET DE SUBSTITUTION**

### **2. 1. La cueillette**

La cueillette, qui autrefois fournissait un substitut aux productions vivrières, est de moins en moins pratiquée, du fait d'une part de l'apparition d'autres recours lors d'une situation de crise (capitalisation sous forme de bétail, achats de vivres à l'OFNACER, développement des échanges...), et d'autre part d'une probable dégradation de ses sources elles-mêmes du fait de l'évolution climatique, de l'extension des cultures et du surpâturage<sup>2</sup>. De plus en plus marginalisée, la cueillette devient à visage ouvert ce qu'elle a toujours été, une activité "honteuse".

### **2. 2. Surcharge de l'espace pastoral**

L'élevage s'est considérablement développé et s'inscrit, à l'inverse de la cueillette, comme une activité "noble". Mais divers indices, là aussi, permettent de penser que le début des difficultés n'est pas loin.

---

<sup>1</sup> Cf. IX. 3., "la stratégie foncière".

<sup>2</sup> Cf. Dupré (1988).

Certes il peut être une réponse adéquate et assez flexible aux contraintes naturelles, eu égard à la relative mobilité des troupeaux. Les Kurumba l'ont bien compris, qui se sont intéressés à cette activité. Toutefois les fluctuations bio-climatiques se conjuguent avec la "boomanie" des Peul pour aboutir à une surcharge permanente, qui remet cette activité en question à chaque sécheresse.

En se reportant aux données examinées à propos de l'élevage<sup>1</sup>, la capacité de charge bovine de l'Aribinda peut être estimée entre 30.000 et 45.000 bovins.

Comme il est admis, selon Barral (1977, 75), qu'en zone sahélienne les effectifs des petits ruminants majorent d'un tiers le nombre d'UBT calculé à partir de l'effectif bovin, il apparaît qu'aujourd'hui l'équilibre entre le cheptel, évalué déjà à 50.000 bovins en 1983, et les ressources fourragères disponibles, est d'ores et déjà rompu.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que l'espace pastoral s'est sensiblement dégradé dans la période récente. Les zones de pâturages les plus fortement affectées sont les abords des grandes zones de culture sédentaire des cordons dunaires ; il s'agit tout particulièrement de la zone d'Aribinda même, partiellement environnée de brousse dont la végétation est à un stade de "dégradation très avancée", avec une "disparition presque totale de la strate herbacée et une très forte proportion d'arbres morts" (Provost 1978, III, 11). A cette zone dans laquelle il faut inclure quelques pâturages en limite du cordon situé au nord d'Aribinda, s'ajoutent une bonne partie des aires pastorales septentrionales (nord de Hamayala, ouest de Déou, nord de Sikiré).

A l'inverse les zones peu touchées par la dégradation sont d'une manière très générale les terres basses, aussi bien dans le nord que dans le sud, protégées par une inondation temporaire ou une bonne alimentation hydrique. Mais si les terres basses, dans leur ensemble, sont moins sensibles à la dégradation, que cette dernière soit due à la mise en culture ou au surpâturage, elles sont loin d'offrir les unes par rapport aux autres des potentialités fourragères équivalentes du fait de la diversité des unités topographiques et pédologiques qu'elles recouvrent.

---

<sup>1</sup> Cf. IX. 1., "évolution du cheptel au XX<sup>e</sup> siècle".

Cependant la totalité de l'espace classé comme "pâturage" n'est pas accessible aux éleveurs : en hivernage, les cultures cloisonnent la région en compartiments fermés par les cordons dunaires et le réseau hydrographique dont les abords sont mis en culture. La circulation des troupeaux dans le sud est alors très limitée ; ce n'est que dans le nord que la faible extension des cultures autorise l'accès des bas-fonds aux troupeaux.

D'une façon générale, l'intégration des pasteurs dans l'économie de l'Aribinda se plie aux contraintes du système foncier - comparables à celles que connaissent les villageois en raison des faisceaux territoriaux tracés à partir du bourg - dont ils n'ont pas le contrôle. Une dégradation des conditions de l'élevage risque à l'avenir de rendre ces contraintes pesantes pour les pasteurs. Malgré l'avantage que représentent, par rapport aux régions voisines<sup>1</sup>, les nombreux points d'abreuvement, l'extension prévisible des surfaces cultivées aura pour effet autant de réduire les ressources fourragères elles-mêmes que d'en limiter de plus en plus l'accès.

### **2. 3. L'exploitation minière**

Une diversification est possible dans les domaines qui sont familiers aux Kurumba ou qu'ils ont expérimentés, comme, aussi surprenant que cela paraisse, l'exploitation minière. Actuellement elle se limite à l'or et n'a qu'un caractère artisanal.

D'une façon générale, l'inventaire minier a conclu à l'absence d'intérêt du sous-sol. Ainsi l'or ne représenterait pas une ressource industriellement exploitable, les teneurs étant faibles. Mais une évaluation faite dans une optique industrielle n'est pas forcément valable pour une économie domestique. Pratiquée à l'origine, en 1984, lors d'une crise climatique quand toutes les ressources habituelles faisaient défaut, la recherche de l'or peut devenir une activité secondaire dans les temps morts de la saison sèche.

Aucun développement des activités de complément ou de substitution ne paraît suffisant pour pallier les conséquences de la saturation de l'espace agricole.

---

<sup>1</sup> Et notamment par rapport à l'Oudalan. Cf. X. 5. 1. 1., "le problème de l'eau".

### 3. "DIEU NOUS A OUBLIES"<sup>1</sup>

Sans tenir compte de l'éventuel retour de cycles climatiques plus favorables<sup>2</sup>, il existe sans doute d'autres possibilités d'évolution que les processus conduisant à une situation catastrophique finale, d'autant plus que ces processus ont été décrits sans prendre en compte le changement technique. Les prévisions correspondraient à un "scénario de l'impossible" parce que prolongeant jusqu'à l'absurde l'état présent des choses.

Quel est, à moyen ou long terme, l'éventail des réponses plausibles aux problèmes qui se posent actuellement à l'Aribinda ?

#### 3. 1. Le développement dans la "modernité"

La coopération internationale peut proposer des schémas modernes de développement. Naguère les modèles étrangers risquaient d'être inadaptés aux spécificités locales, comme en témoignent quelques-unes des opérations d'aménagement menées dans le pays qui ont été un échec (reboisements détruits par les ruminants, diguettes anti-érosives dans les sables effacées, etc).

Cependant en 1984, on pouvait citer certaines actions satisfaisantes mais d'un impact restreint : le barrage de Boukouma qui permet aux villages à l'entour de se livrer à des cultures maraichères, et l'installation de pompes (à ceci près que leur entretien, comme souvent, n'est pas toujours assuré faute de pièces détachées). Mais il faut bien convenir que les opérations de développement ont été relativement peu nombreuses en Aribinda, ce qui d'après certains auteurs peut finalement apparaître comme une chance.

Depuis 1984, la construction d'une route en terre reliant Aribinda à Djibo a été achevée et devrait contribuer à désenclaver la région, ce qui peut inciter les développeurs à de nouveaux projets à l'échelle locale.

---

<sup>1</sup> Cette réflexion de quelques notables d'Aribinda fait écho à l'exclamation "Dieu ne peut pas nous avoir oubliés" que lança devant l'administrateur civil de Rosso, en 1953, Abdallah Ould Cheik Sidya, grand chef religieux du rite malékite dont relèvent les confréries Quadryia et Tidjanja implantées également en Aribinda, et dont l'influence s'étendit bien au-delà de la Mauritanie. De fait, peu après, les gisements de fer de Zouérate et de cuivre d'Akjoujt allaient y être mis en valeur.

<sup>2</sup> Que certains climatologues annoncent.

Les solutions semblent plutôt à rechercher dans la promotion ou l'adaptation internes.

En matière d'agriculture, son cadre et ses pratiques en Aribinda se sont en permanence modifiés. On observe sur un laps de temps assez court - un peu plus d'un siècle - des changements radicaux au fur et à mesure que l'espace devenait disponible.

### 3. 2. La culture intensive

Aux premiers temps de la colonisation agricole et malgré l'usage exclusif de la houe, des pratiques de plus en plus extensives ont pu être adoptées sur les terres légères, sans dommage immédiat pour les sols et les productions, grâce, sans doute, à des précipitations plus abondantes. Les informateurs décrivent, pour cette période<sup>1</sup>, un état idéal où "les terres cultivées en permanence portaient d'abondantes récoltes".

La colonisation agricole n'est pas encore parvenue à son terme que des problèmes se posent déjà quant à l'épuisement des sols. "Aujourd'hui, l'on sait qu'un champ doit être laissé au repos quand on y voit pousser en grand nombre *ahasso* (*Eragrostis tremula*) ou *adengéré* (*Zornia glochidiata*). Alors il est temps d'ouvrir un autre champ : la brousse est immense. Mais si l'on ne peut obtenir d'autres terres, le champ doit être fumé jusqu'au bout. Ainsi l'on peut espérer récolter encore". Tant que le seuil de la saturation ne sera pas atteint, l'agriculteur aura recours à la phagocytation de l'espace et/ou à la surexploitation des terres.

La valeur des pratiques intensives est démontrée, au moins jusqu'à une date récente, en pays dogon, où les conditions de sols et de climat sont à peu-près identiques à celles de l'Aribinda. Là, le parc à *Acacia albida* était toujours entretenu et autorisait des cultures permanentes. Cela est bien connu des Kurumba<sup>2</sup> qui, voici un siècle encore, avaient en commun avec les Dogon d'être des réfugiés aux pratiques agraires finalement peu différentes.

La question reste posée, en Aribinda, de la nécessité d'en revenir systématiquement à un type de culture intensive. Il semble que jusqu'à présent les cultivateurs ne l'aient pas perçue, l'intérêt d'une agriculture

<sup>1</sup> Mais n'est-ce pas une résurgence du mythe de l'âge d'or ?

<sup>2</sup> Cf. note 3 page 180.

extensive<sup>1</sup> leur apparaissant plus immédiat en termes d'appropriation d'espace, important au regard du statut foncier.

Toutefois on s'aperçoit en examinant les stratégies agricoles dans l'Aribinda qu'il existe une certaine mixité dans les modes de culture. Des pratiques extensives ne sont pas exclusives de pratiques intensives, comme le démontre l'association de l'iler avec les facteurs bonifiants que sont l'emploi de fumure et l'investissement de main-d'oeuvre.

Cela signifie-t-il - ainsi d'ailleurs que l'usage conjoint de la houe et de l'iler - que l'extensif est remis en question, ou bien n'est-ce qu'un avatar des stratégies agricoles ?

Les mutations extrêmement rapides qui affectent les pratiques des cultivateurs au XX<sup>e</sup> siècle (conversion à la culture des bas-fonds dans le sud, adoption dans le nord de l'iler et de la fumure, qui sert en fait à promouvoir la quasi-permanence des cultures) démontrent la grande souplesse du système de production, née de la situation particulière de "marché" de l'Aribinda entre des régions aussi bien pastorales qu'agricoles.

Le paysan de l'Aribinda a déjà montré sa capacité à assimiler et adapter aux aléas de son environnement, et à ses propres objectifs, des techniques ou des pratiques nouvelles<sup>2</sup>. C'est là son principal atout. Certes l'innovation se heurte à des freins, inhérents au système foncier aussi bien qu'aux valeurs socio-culturelles. Mais ces freins sont l'expression d'une certaine cohésion sociale dont l'Aribinda peut se prévaloir comme d'un atout supplémentaire face à la crise.

### **3. 3. Le projet de l'Aribinda**

Le pays d'Aribinda révèle une forte cohésion interne, malgré des composantes ethniques fort différentes à l'origine, parce que, d'abord, il s'appuie sur une histoire et une langue communes, mais aussi parce que dans son aire géographique, tout procède d'un centre, le bourg, qu'il s'agisse des pouvoirs traditionnels, du système des droits ou des

---

<sup>1</sup> Par ailleurs possible, l'espace agricole n'étant pas encore saturé.

<sup>2</sup> Il est d'ailleurs intéressant de signaler qu'il interiorise parfois les mutations jusqu'à s'en présenter, sinon comme le promoteur, du moins jusqu'à leur donner une origine mythique. Ainsi certaines semences de céréales, diffusées récemment par les développeurs, sont-elles censées venir des "riches" régions soudaniennes, voire de La Mecque.

lignages. Sa société n'est cependant pas tout-à-fait pyramidale du fait des contre-pouvoirs qui s'équilibrent dans le jeu socio-politique et en font une entité complexe et peut-être, d'autant plus cohérente.

Quoique ne faisant pas l'objet d'une pleine reconnaissance administrative de sa différence, puisque dépendant toujours, sur ce plan, des régions voisines à dominante pastorale, et nonobstant sa division récente en deux départements pour des raisons vraisemblablement stratégiques<sup>1</sup>, l'Aribinda est la seule chefferie sédentaire du Nord burkinabé qui soit tant bien que mal parvenue à faire respecter ses frontières tracées par les limites extrêmes des faisceaux de sa colonisation agricole. C'est sans doute là que réside l'indice le plus apparent de l'unité et de l'identité du pays.

Si la cohésion sociale y a été maintenue bien que les derniers arrivants - pasteurs peul et agriculteurs mossi - n'aient pas transité par le bourg d'Aribinda, c'est que ces derniers, en s'intégrant à un circuit de productions et d'échanges circonscrit au territoire, ont accepté les contraintes, mais aussi bénéficié des opportunités du statut foncier<sup>2</sup>. Ces derniers arrivants sont engagés dans le processus de la construction territoriale.

On a observé, cependant, que la saturation de l'espace agricole était susceptible de provoquer des déplacements de population qui remettraient en cause le partage territorial, lui-même issu du partage des fonctions sociales, et donc le compromis entre groupes sociaux.

Comme les "exclus" des divers pouvoirs qui, les premiers, ont été contraints au départ, les *hifuba* occupant le sud de la région risquent de se voir menacés dans leurs droits fonciers, d'autant plus que leur autorité religieuse tend à s'éroder avec le développement de l'Islam, qui facilite l'intervention d'autres groupes sociaux dans le domaine du "sacré". Mais l'avancée de l'Islam, bien qu'il tende à se substituer de plus en plus à l'animisme, n'a pas encore rompu la cohésion sociale : localement, animisme et Islam coexistent avec des pratiques alternatives. A titre d'exemple, quelques-uns des imams ont été choisis dans la branche des détenteurs du sacré *hifuba*.

---

<sup>1</sup> Le chef-lieu de Koudougou est situé près de la frontière malienne.

<sup>2</sup> Le statut foncier original, selon les informateurs, ne semble pas avoir prévu le prêt de terres. Cet usage ultérieur pourrait se présenter comme un aménagement du statut foncier en faveur des étrangers.

Il n'en reste pas moins que le système foncier est structuré pour la conquête de territoires agricoles, et s'il est possible que sa pression donne lieu à des transgressions de faisceaux, en définitive sa logique voudrait que les sédentaires débordent les frontières du pays. Alors le conflit se situerait moins entre les sédentaires kurumba et étrangers, qu'entre les sédentaires kurumba et les pasteurs des régions limitrophes, avec, pour les premiers, l'avantage de la densité et de la productivité.

---

***ANNEXES***

## Annexe 1

## QUESTIONNAIRES

## Enquêtes "cours", "résidence et productions", "peuplement et productions"

## A1. 1. ENQUETE "COURS", mai 1983

Menée dans les 5 quartiers d'Aribinda et dans 8 villages (Pem, Sirgné, Diamon, Wouroundou, Brigtoéga, Pogoldiama, Boukouma-mossi, Liki).

- 288 cours
- 705 hommes mariés

ENQUETE COURS		DANGON 2		N° de cour : Q 7 7	
N°	NOM	Prénom	relation	présent	absent
	asegmam	asiélé	parenté	+/-	où ? depuis quand ?
1	BADINI	Boukani		+	
2	"	Sékou	frère 1	+	
3	"	Oustini	frère 1	+	
4	"	Aliou	frère 1	+	
5	"	Nansouba	frère 2	+	

### A1. 2. ENQUETE "RESIDENCE - PRODUCTIONS", mai-juin 1983

Un homme marié sur deux a été retenu dans l'enquête "cours". Cette sélection des enquêtés a tenu compte de la taille des unités de résidence (3 hommes mariés retenus dans les cours où ils étaient 5, 6 ou 7, ... 1 homme marié dans une cour où ils étaient 2, et 1 cour sur 2 n'abritant qu'un seul homme marié, etc.).

Cette enquête abordait deux thèmes :

- démographie : polygamie, relations de parenté entre époux, fécondité, mortalité des enfants.
- organisation de l'espace et des productions.

HOMME MARIE Prénom : *Sibri* Nom : *LOMPO* Village ou quartier : *Wangzé* N° enquête : *214/1*  
 (asiélé) (asegmam)  
 Nombre d'épouses : *2* Fonctions : *Taillern* Age : *42* Religion : *Mus.*

#### FEMMES

N°	Prénom (asiélé)	Nom (asegmam)	Age	origine	Relation parenté mari	enfants total	enfants DCD	observations
1	Adama	Tavo	39	Wangzé	Wémi	7	5	
2	Alimatou	Maega	27	Wangzé	Basé	4	0	

(1)

Wémi

(2)

Basé

216/1

## CHAMPS

N°	Nom du quartier	1. Hondo	1. houe	1. mil	qui a ouvert le champ	quand a-t-il été ouvert	depuis quand exp. y cultive	fumure :		y réside en hivern.	observations	
		2. Houlo	2. iler	2. sorgho				3. Bolega	3. charrue			KM
1	Nyoniélé	1	2	1	0,5	G. parents	NP	20 ans	+	+	-	
2	Dohilé	1	2	1	0,4	G. parents	NP	+ 20 ans	+	+	-	
3	Nyoniélinga	1	2	1	0,5	G. parents	NP	+ 10 ans	+	+	-	Terres pour aménagement à Kama zangou
4												
5												
6												

## JACHERES

N°	Nom du quartier	nombre de champs en jachère
1	Sangou	1
2		
3		
4		

## ESPECES CULTIVEES

- Gajozu
- 
- 

## CUEILLETTE

- Fonio
  - autres Akamega
- où ? ... Tam. Pal  
où ? ... B. S. / Pontour

## ELEVAGE

	Nom lieu gardiennage saison sèche + KM	Nom lieu gardiennage hivernage + KM	gardienn. par Peul +/-	gardienn. par famille +/-	lieu abreu. saison sèche
gros bétail					
petit bétail	Divajohin	Koussa - Sangou 2 km	-	+	Kama zangou

**A 1. 3. ENQUETE "PEUPLEMENT - PRODUCTIONS", nov.- décembre 1983**

Le recensement des 579 hommes mariés présents dans 220 cours a été le même que précédemment (cf. A.1.1.).

80 % des hommes mariés, soit 471, présents au moment de l'enquête, ont été touchés. Cette enquête visait à préciser :

- les modalités et le moment de l'installation des familles dans les différents villages et hameaux enquêtés<sup>1</sup>.
- l'organisation de l'espace et des productions.

Cette enquête a eu lieu dans 45 localités, comportant souvent plusieurs quartiers ou écarts, et dont les territoires recouvrent à peu de choses près l'ensemble de l'Aribinda kurumba.

---

<sup>1</sup> Cette approche ne se justifiait pas dans l'enquête précédente touchant essentiellement des villages de taille importante, et où il était plus économique de mener un entretien global sur les circonstances de la fondation des villages et de l'arrivée des différents lignages.

page 1

- ENQUETE VILLAGES - LIEUX DITS -

N° d'enquête: 1/977

Lieu-dit  
ou village: DANCION 2

Asegmam: BADIKI Boukari

Age: 57

Année de départ et origine: né ici - (grand-père venu de  
Woué sous Hama Tafa)

1. Cause du départ: grand-père

 Manque de terres Terres usées Recherchait des terres en particulier, lesquelles: Sables Voulait se livrer à une autre activité, laquelle: Autre raison:

2. Avec qui est-il venu ?

 Avec sa famille seule et ses esclaves Avec d'autres familles du même village, combien ? Seul

3. A-t-il trouvé quelqu'un ici ? OUI NON

- Oui ?

- Un parent, lequel ?

4. Reste-t-il au même endroit toute l'année ? OUI NON

- Si non, où va-t-il ?

- Quand et pour combien de temps ?

5. A-t-il des bovins ? OUI NON

- En avait-il à son lieu d'origine ? OUI NON

page 2

CHAMPS		1-hondo 2-houlo 3-boiga 4-Dagrè	1-houe 2-iler	KM	Nombre autres travail.	Y réside en hivernage (+ -)	observations
N°	nom lieu-dit						
1	Danjion	1	2	0	11	-	
2	Danjion	1	2	0	11	-	
3	Danjion	1	2	0	11	-	
4							
5							

JACHERES		Nombre de jach. dans le quartier	observations
N°	Nom du lieu-dit		
1	Danjion	2	(ahondo)
2			
3			
4			
5			

## ELEVAGE SAISON SECHE (BOVINS)

gardé par Peul - Lieu pâture brousse birgné Lieu abreuvement puits Danjion

## ELEVAGE SAISON DES PLUIES (BOVINS)

gardé par Peul + Lieu pâture Bamgél Lieu résidence Bamgél

CONTRATS de fumure avec les Peul ?  OUI  NON

#### A1. 4. ENQUETE "SITUATION", janvier-février 1984

Elle a porté dans 58 exploitations villageoises et 34 exploitations pastorales.

Les grands thèmes suivants, permettant d'apprécier la situation alimentaire à un moment critique de l'année, ont été abordés :

- succession locale des épisodes pluviométriques
- évaluation du déficit céréalier et de ses causes
- problèmes d'abreuvement du bétail
- pertes en bétail
- solutions envisagées à la crise, réponses paysannes
- émigration de crise.

SITUATION ANNEES 1983-1984

N° : 20

ORSTOM  
OUAGADOUGOU

LIEU D'ENQUETE : Gasselnoye

NOM DE L'INFORMATEUR : Hama Maega

AGE : 66      ETHNIE : Kurumba

Agriculteurs :

- nombre de chefs de famille de la cour : 2
- nombre de cours au lieu d'enquête :

Éleveurs :

- nombre de chefs de famille du campement :
- Y a-t-il des familles entières parties cette année ? (où - quand) :

Eau :

- Y a-t-il un point d'eau PERMANENT à proximité de la résidence ?  
(lequel) NON

- si non, indiquer le lieu d'approvisionnement en eau à la fin de la saison sèche (avec nature et distance) :

Puits gasselnoye pratiquement à sec -

- indiquer le lieu d'abreuvement du bétail à la même période si différent du précédent : , a envoyé ses vaches à Arba Debeze'

N° 20

## 1. AGRICULTURE

## 1) pluies

	Date des pluies importantes	Date des opérations culturales
1	4 j. avant jeûne	
2	17 j. après début jeûne	semis
3	2 j. plus tard	semis
4	16 j. plus tard	culture.
	autres pluies trop fines	
	10 <sup>e</sup> jour haram	récolte

2 bonnes pluies seulement, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup>.

## 2) La récolte mil/sorgho

2. a)	Evaluation bottes (b) greniers (g)	Fin de l'autocon-sommation	Evaluation en ak./b - ak/g
1983	30 b.	- d'1 mois	2 ak/b.
1982	210 b.	récolte suivante	6/7 ak/b.
1973	160 b.	saison des pluies	4 ak/b.

## 2. b) Causes de l'insuffisance (si c'est le cas)

pluies fines et mal réparties.

## 2. c) Les cultures qui ont le mieux rendu: MIL    SORGHO    AUTRES

Les cultures qui ont le moins rendu: MIL    SORGHO    AUTRES

2. d) MIL: variétés + Angara Kumi - Egris courts ont le mieux donné  
variétés - GasouSORGHO: variétés +  
variétés - Ne cultive que du mil

N° 20

2. e) Sur quels sols la culture a le mieux rendu ?

DAGARE BOLEGA HONDO HOULO  
*ne cultive que sur sables*

Sur quels sols la culture a le moins rendu ?

DAGARE BOLEGA HONDO HOULO

2. ELEVAGE

1) Pertes

	avant les pluies	premières pluies	pendant les pluies	depuis les pluies	causes
laitières		9			<i>l'anim. n'a pas perdu</i>
veaux					
taureaux		1			
moutons		12			
chèvres		8			
chameaux					
ânes					
chevaux					

2) Comparaison pertes des autres années :

	1982	1980	1973
Bovins	2	2	8
Pet. rum.			
autres			

*épidémie* (pointing to 1980)  
*Anébaté beundé (Kusumbe) (ful fulde)* (pointing to 1980)  
*sécheresse* (pointing to 1973)

N° 20

**3. SITUATION ACTUELLE****1) Réserves de céréales**

1. a) Il n'y a plus de céréales

- depuis quand ? *Fin novembre*- vous procurez vous du mil ?  OUI NONsi OUI : comment ? *Achat et don*

si NON : qu'utilisez vous à la place ?

1. b) Il y a encore des céréales

- évaluation des réserves (bottes, greniers)

- jusqu'à quand en aurez vous ?

**2) Achat de céréales**2. a) Avez vous déjà acheté du mil ?  OUI NON

si NON : quand allez vous être obligé d'en acheter ?

si OUI : où : *Marché sikié* → 10 boîtes → 5000 Fms  
DFNACER quantité : → 2 sacs 30kg SR → 4000 Fms  
prix :

2. b) Comment vous êtes vous procuré l'argent pour l'achat ?

- vente :

- troc :

- travail : - *économies*  
- *don d'un ami (10 boîtes) dont récolte a été meilleure*- autre : - *don d'un parent (4000 Fms)*

2. c) Si vente de bovins précisez :

Nombre :      nature :      lieu de vente :      prix :

2. d) Si vente de petits ruminants précisez :

nombre :      nature :      lieu de vente :      prix :

N° 2

3) Conduite du troupeau (référence à l'année dernière, même époque)

- avez vous des problèmes d'abreuvement ? oui . pas d'eau
- avez-vous des problèmes de pâturage ? oui - Mais il y a encore un peu d'herbe au bord cours d'eau -

4. ANTICIPATION - PREVISIONS POUR LA SAISON PROCHAINE1) Modification dans les techniques agricoles

- a - outillage continuera à l'être .
- b - espèces cultivées va se mettre au sorgho - Oui, mêmes variétés
- c - localisation des cultures
- d - extension des surfaces - Dans la mesure où il va se mettre au sorgho - Mais chaque année, il cultive plus -

2) Mobilité : envisagez vous d'ici la fin de la saison sèche de partir vous-même, ou d'envoyer des membres de votre famille ailleurs ?

Non - Il n'a pas d'enfant en âge de partir -  
Pour le pâturage il va rester ici -

Identification du ou des partants	âge	destination	travail

3) Appréciation de la situation jusqu'à la récolte prochaine :

(comparer avec 1973) 83 est pire - En 73 on trouvait du mil . les animaux se vendaient mieux

## **Annexe 2**

### **GUIDES D'ENTRETIEN DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET PASTORALES**

#### **A2. 1. EXPLOITATIONS AGRICOLES**

24 exploitations ont été examinées au départ et ont fait l'objet d'une étude concernant la composition de la cour et l'habitat.

Dans 16 exploitations, cette analyse a pu être menée à son terme :

- espaces des productions : la totalité des champs de céréales ont été mesurés, et un croquis a été dressé pour chaque champ. Les zones de pâturages et les jachères ont été notées.
- productions céréalières : volume de la récolte en 1982 et 1983, organisation de la production et nombre de travailleurs, type de travail accompli par chacun et instruments employés, mode de fumure... Au total, l'échantillon s'élevait à 42 champs collectifs et 70 champs individuels.
- De nombreux entretiens ouverts ont parallèlement été conduits dans chaque exploitation sur divers thèmes.

EXPLOITATION N° 8 LOCALITE : Honné  
 CHEF D'EXPLOITATION : WANO Boukan

### 1- COMPOSITION DE LA COUR

#### a. Hommes mariés :

n°	NOM	prénom	âge	femmes	parenté	nb ch. ind.
1	WANO	Boukan	39	A		-
2	"	Zandi	36	B	frère 1	-
3	"	Idi	29	C	"	-
4		Harouna	23	D	"	-
5		Sékou	21	E	"	-
6						
7						
8						
9						
10						

#### b. Femmes mariées :

n°	NOM	âge	nb. enf.	enf. DCD	origine	nb. ch. ind.
A	Alimatou	24	2	-	Wané	2
B	Kibé	24	-	-	Bélikidé	1
C	Hadi	22	2	1	Tolou	1
D	Mariama	17	-	-	Honné	1
E	Safiétou	15	1	-	Djika	1
F						
G						
H						
I						
J						

#### c. Enfants vivants :

n°	NOM	sexe	âge	nb. ch. ind.
1	Salmatou	F	6	-
2	Mamoudou	M	4	-
3	Taoula to	F	3	-
4	Abwetou	F	1	-
5				
6				
7				
8				
9				
10				

(poursuivre au dos)

EXPLOITATION N° 8.....

page 2

## d. Autres (nom, relation de parenté, raison de la présence) :

- Zalissa - F. 7 ans. Nièce 1
- Békouki - H. 6 ans Neveu 1
- Antiné - F. 5 ans Nièce 1
- Damane - H. 15 ans Frère 1.
- Aminata - F. 10 ans Soeur 1.

## e. absents (nom, âge, date du départ, lieu et raison de la migration) :

- 
- 
- 
- 
- 
- 

## f. ceux qui ne cultivent pas : nom, âge, raison :

- Biigi - H. père 1
- Lobbo F. mère 1
- Guénaba F. petite mère 1.

- 
- 

## g. fonctions et religion :

- 1- pas de fonction - musulmans Tidjiana.

- 2-
- 3-
- 4-
- 5-
- 6-
- 7-
- 8-
- 9-
- 10-

EXPLOITATION N° 8.....

## 2. HABITAT

n° bâtim. sur plan	fonction	occupants	matériau	toiture	observations
- 1	chambre ronde	-	brique	terasse	
- 2	douche				
- 3	chambre rectang.	Idi	terrique	terrasse	
- 4	am'ent	"			
- 5	chambre ronde	Lotes	brique	terrasse	
- 6	chambre ronde	Biigi	brique	terrasse	
- 7	douche				
- 8	chambre rectangul.	Harouna	brique	terrasse	
- 9	grenier	Lobbo	brique	paille	
- 10	chambre rect.	Guénaba	brique	terrasse	
- 11	douche				
- 12	chambre rect.	Boukani	brique	terrasse	
- 13	chambre rect.	Boukani	brique	terrasse	
- 14	grenier	Guénaba	brique	paille	
- 15	chambre ronde	Des			
- 16	chambre rectang.	Sékou	brique	terrasse	
- 17	ch. rect.	Zandi	brique	terrasse	
- 18	ch. rect.	vestibule	brique		
- 19	Ecurie				
- 20	ch. rect.	Lobbo	brique	terrasse	
-					

EXPLOITATION N° ... 6...

**3. UNITE DE PRODUCTION n° 1.**

- Nom du chef d'UP : ... Hamidou Gandaba.....

- Nombre de champs de l'UP : ..... 2.....

- Main-d'oeuvre de l'UP : nom des travailleurs de la cour :

- 1 - Adama
- 2 - Kaldou
- 3 - Amikara (rime et démarie)
- 4 - Aïsetou ( " " )
- 5 -
- 6 -
- 7 -
- 8 -

- Autres personnes intervenant (nom - origine - observations) :

- 1 -
- 2 -
- 3 -
- 4 -
- 5 -
- 6 -
- 7 -
- 8 -

- Invitations de culture (effectifs, origine, durée de l'intervention, rémunération ...) :

- 1982: invitation clients

- 1983: 30 personnes de Honré et Iblou pour 1 jour de travail. Parce qu'il fait leurs antih - A offert un repas (12 ak. de mil, 3 ak. pour eau de mil, 1 chèvre et 2 poulets, cigarettes + cola soit au total = 8000 Fcs) -

EXPLOITATION N° .....6.....

UP N° .....1.....

## CHAMPS COLLECTIFS

n° CC	Nom du quartier	surface (ha)	sol	culture	instr.	mode fumure	date ouverture	observations
1	Tolou	0,9	hondo	mil	ileu + lone	domestique	20 ans	akiojo 3 abné ponouk
2	Louzu	1,3	hondo	mil	ileu + lone	domestique	15 ans	akiojo Jabé G. ponouk
3								
4								
5								
6								
7								

## JACHERES

	Nom quartier	sol
1	Toumou	hondo
2	Sinékayara	bolaja
3		
4		
5		
6		

abandonné il y a + de 30 ans  
 " " + de 25 ans

EXPLOITATION N° .....6.....

## PRODUCTIONS

UP N° .....1.....

CHAMPS : COLLECTIFS - INDIVIDUELS

ch. n°	année	bottes récoltées	akunkuru /botte	mois consommation	surplus /vente
1	1982	60	5 à 6	Nov à août	
	1983	22	3 à 4	→ janvier	reste 5 bottes
2	1982	80	5 à 6	Novembre à mai	
	1983	40	3 à 4	Nov. → janvier	
3	1982				
	1983				
4	1982				
	1983				
5	1982				
	1983				
6	1982				
	1983				
7	1982				
	1983				

EXPLOITATION N° ...6.....

UP N° ...1.....

## CHAMPS INDIVIDUELS

NOM de l'exploitant ...Aissetou..... N° dans la cour...B.....

	Nom quartier	KM	sol	culture(s)	instr.	fumure	date ouverture
1	Lourov	1	Honds	mil	Houe	-	3 ans
2							
3							
4							

Nom des autres travailleurs :

-  
-  
-  
-

Invitations de culture :

EXPLOITATION N° ...6.....

BOVINS : Propriétaire(s) du bétail : - Hamidou Gaudaba

-  
-  
-

propr.	nb. bovins	lieu		saison sèche		hivernage	
		abreuvement	qui garde	qui garde	lieu pât.	qui garde	lieu de pât.
... X	2	Daya	enfants		Toumou	enfants	Toumou
...							
...							
...							

PETITS RUMINANTS : Propriétaire(s) du bétail :

-ial  
-  
-  
-

propr.	nb. pet. rumin.	lieu		saison sèche		hivernage	
		abreuvement	qui garde	qui garde	lieu pât.	qui garde	lieu pât.
... X	17	Daya	Enfants		Toumou	enfants	Toumou
...							
...							
...							
...							

## **A2. 2. EXPLOITATIONS PASTORALES**

54 exploitations pastorales ont été examinées au départ, et 4 d'entre elles, ne possédant pas de gros bétail, ont été éliminées.

- Les modalités de l'établissement ont tout d'abord été étudiées pour chaque exploitation retenue.

- suivait une analyse concernant l'organisation de l'espace et des productions (élevage/agriculture), et les déplacements saisonniers.

- de nombreux entretiens ouverts, comme dans les exploitations agricoles, ont accompagné le recueil de ces données de base.

PEUPEMENT ELEVEURS  
VILLAGE : SIRGWE

N° 8  
QUARTIER OU LIEU-DIT  
(distance du village) 800 m

1. Nom de l'informateur : PATE ALLAY - 71 ans  
Ethnie : Djeljobé Aribelambé
2. Nom du premier qui est venu ici : Abdoulaye Idrissa
3. D'où venait-il ? SIBÉ (région de Tongomayel)
4. Pourquoi était-il parti de cet endroit ? pâtmage. Région d'Aribinda beaucoup plus favorable
5. Est-il venu directement ? OUI - NON
6. Si NON, les différentes étapes et les raisons de chaque départ :
  - 1 Dalla - Il y avait des Aribelambé - Nos problèmes
  - 2 eau et pâtmage -
  - 3
  - 4
  - 5
7. Pourquoi a-t-il choisi de s'établir ici tout spécialement ?  
pâtmage
8. En arrivant a-t-il trouvé QUELQU'UN PERSONNE  
- si quelqu'un : OUI ? QUEL VILLAGE ? SIRGWE -
9. Conditions d'installation : (vittaient Dalla cheyne hivernage pour s'installer à digné - Ont demandé des champs et s'y sont établis
10. Date d'arrivée
  - Il y a combien d'années ? 64 ans à Dalla - 15 ans à digné
  - Avant l'arrivée des Français à Djibo - Après
  - Qui était chef d'Aribinda à ce moment-là ?
  - Quelle relation de parenté entre le premier arrivé et l'informateur ?  
lui-même venu à digné - son père à Dalla -
11. Changement dans l'environnement. Nature, date...  
Changement depuis 15 ans pâtmage et eau + récoltes.  
Apparition maladie bovins (BERUÉ)

ELEVAGE - page 2

N° 8

## 1. Groupe familial

- Chef de campement : PATE ALAY Nombre de familles : 7

2. Nombre de troupeaux : 1. S'organisent à tour de rôle pour le pâturage -

Bovins Personnel :  oui - non Pet. rumin. Personnel :  oui - non

Autres : de quel village ? Autres : de quel village ?

- Contrats femme avec bœuf - En échange, ont simplement la place pour cultiver. Rendent des services -

3. Êtes-vous allé à une cure salée pendant l'hivernage 82 ? OUI -  NON depuis 5 ans. Si oui : où ? Y allez-vous chaque année ?

Ne peuvent plus aller car trop loin (Onisi, Dion, Pindi) Achètent du sel. Restent sur place pour cultiver plus.

4. Mode de conduite actuel - Lieu du campement : SIKONÉ

	Bovins	Pet. rum.
Lieu d'abreuvement	Kolbaté	Pinxando higné
Rythme d'abreuvement	1/2	1/2
Lieu de pâturage	Bamgel	Bamgel

5. Mode de conduite en hivernage - Lieu du campement : BANGEL SURABÉ

	Bovins	Pet. rum.
Lieu d'abreuvement	flagnes	id
Rythme d'abreuvement	tout le temps	id
Lieu de pâturage	Bamgel	Bamgel

## 6. Sécheresse de 1973

- Où étiez-vous avant la sécheresse ? SIRGNÉ

- Où êtes-vous allé pendant la sécheresse ? DJIKA

- Pertes Bovins	Rien	tout	+ 50 %	- 50 %
Pet rum	Rien	tout	+ 50 %	- 50 %

- Aujourd'hui avez vous plus de bovins qu'en 1973 - moins -  autant ?- Aujourd'hui avez vous  plus de pet. rum qu'en 1973 - moins - autant ?

## 7. Lieu(x) de vente du bétail :

- DEOU - Vendent vieilles vaches et veaux à particuliers

- AKIBINDA = petit bétail seulement

PRODUCTIONS - page 3

N°

1. Lieux de culture *autobricuit à la houe à sonjourayel. Iten depuis 10 ans. Plus facile à manier. Permet de cultiver plus.*

*pour de min, sabgari, à mbauche. Ce n'est pas le semis à buy mancha.*

Nom des lieux-dits	sols	culture	Instrument
SIRGNE	gens	mil	darao (ibet)

*Femmes ne cultivent pas.*

2. Volume de la production

- La dernière récolte vous a-t-elle permis de nourrir tout le campement ?

OUI - **NON** *Femmes acheter un peu de mil avant l'hivernage*

- Si non, quand vous êtes-vous procuré du mil ?

OU ? *Aribinda* QUI ? *après villa fois* COMMENT ? *vente gros détail*

3. Personnel

- Y a-t-il d'autres personnes que celles du campement qui participent aux sarclages ?

OUI **NON** QUI ?

4. Cueillette

- Fonio OUI  
- Autres :

**NON** → *N'est pas l'habitude. Les Kinnaba le récoltent et les Peul le leur achètent.*

5. Migrations

- Nombre d'hommes du campement partis à Abidjan cette année : 0

- Nombre d'hommes partis ailleurs :  
OU ? POURQUOI ?

- Familles entières parties récemment :  
OU ? POURQUOI ?

### **Annexe 3**

## **REPERES CHRONOLOGIQUES**

La succession et la durée des règnes - Extrapolations sur la date d'arrivée des Songhay.

### **A3. 1. LA GENEALOGIE DES CHEFS**

La tradition et les chroniques d'Aribinda se rapportent à des événements qui ne sont souvent datables que de l'extérieur, ou par référence à des règnes sur lesquels on sait peu de choses.

Au fur et à mesure que l'on se rapproche de la période actuelle, les informations se font plus précises. En effet, la mémoire des dynasties antérieures à celle qui règne actuellement présente un intérêt moindre, parce que le pouvoir qu'elle valide n'a plus ni la même légitimité, ni la même actualité. Ainsi, c'est à partir de Birma, le premier chef de la dynastie actuellement au pouvoir, que les informations se font plus précises, et que les durées de règne sont connues.

La généalogie de la chefferie d'Aribinda se révèle précieuse pour repérer les époques des divers événements liés au peuplement de l'Aribinda, et à la colonisation agricole de la région ; toute datation est dans ce cas subordonnée à une connaissance assez précise de la succession des Karyo et de la longueur de leur règne. Il est possible alors de situer la grande majorité des informations obtenues dans des domaines très variés.

*Généralions*

	<i>chefs</i>	<i>indications chronologiques</i>
1 -	Gadru	
2 -	Ghiembalogo	
3 -	Loguba	arrivée des Kirghé <input type="checkbox"/> 1780
4 -	Honkuba	arrivée de Daogo <input type="checkbox"/> 1800
5 -	Morobani	>
	Wiugu	> ne règnent que moins de deux
	Sesega	> ans chacun
	Kagelugu	>
	Gaogo	>
	Kanta	règne longtemps
6 -	Kielkwoye	
	Barakwoye	vers 1825
	Yasi	règne peu de temps
7 -	Saforma	règne peu de temps
	Birma	règne de 1847 à 1870
	Baabana	règne : 1870 - 1901
8 -	Abitafa	règne : 1901 - 1911
9 -	Arabéné	règne : 1911 - 1932
	Borsamba	règne : 1932 - 1938
	Yegi	règne : 1938 - 1943
10 -	Sirfi	règne : 1943 - 1948
	Hamadi	interrègne : 1948 - 1950
	Souleymane	depuis 1950

**A3. 2. DATATION DE L'ARRIVEE DES SONGHAY**

Si l'on se réfère à cette généalogie, la durée moyenne des règnes connus (de Birma à Sirfi) est d'environ 15 ans, Hamadi ne pouvant être pris en compte, car il n'effectue qu'un interrègne. Si l'on extrapole de cette durée moyenne celle des règnes des premiers chefs, Loguba régnant en 1780 a pu devenir Karyo vers 1765, et les 30 années de règne totalisées par les deux chefs précédents font arriver les Songhay vers 1735.

Une autre méthode consiste à raisonner en fonction des générations. Ainsi 9 générations séparent Gadru, le premier chef, de Souleymane,

l'actuel Karyo. En considérant qu'une génération équivaut à 25 années, les 9 générations qui se succèdent au pouvoir correspondraient à une durée de 225 ans entre l'avènement de Gadru et celui de Souleymane. Cela conduirait à retenir 1725 environ comme la date de l'avènement de Gadru, et probablement aussi du départ d'Oursi. Cette date est à comparer à l'estimation précédente.

Quelle que soit la fiabilité respective de ces extrapolations, elles tendent dans l'ensemble à accréditer l'idée que les Songhay ne sont probablement pas arrivés dans l'Aribinda avant le XVIII<sup>e</sup> siècle, et qu'ils étaient sans doute déjà là dans le milieu de ce même siècle. Enfin l'on peut retenir 1725 - 1750 comme une période plausible de leur migration depuis Oursi.

## Annexe 4

### LE TERRITOIRE VILLAGEOIS Deux exemples : Pem et Brigtoéga

La fondation de villages - L'organisation territoriale - La transmission foncière - Les alliances matrimoniales.

#### A4. 1. LA FONDATION DES VILLAGES

##### A4. 1. 1. Pem, les sables du nord

##### A4. 1. 1. 1. La fondation des quartiers du village

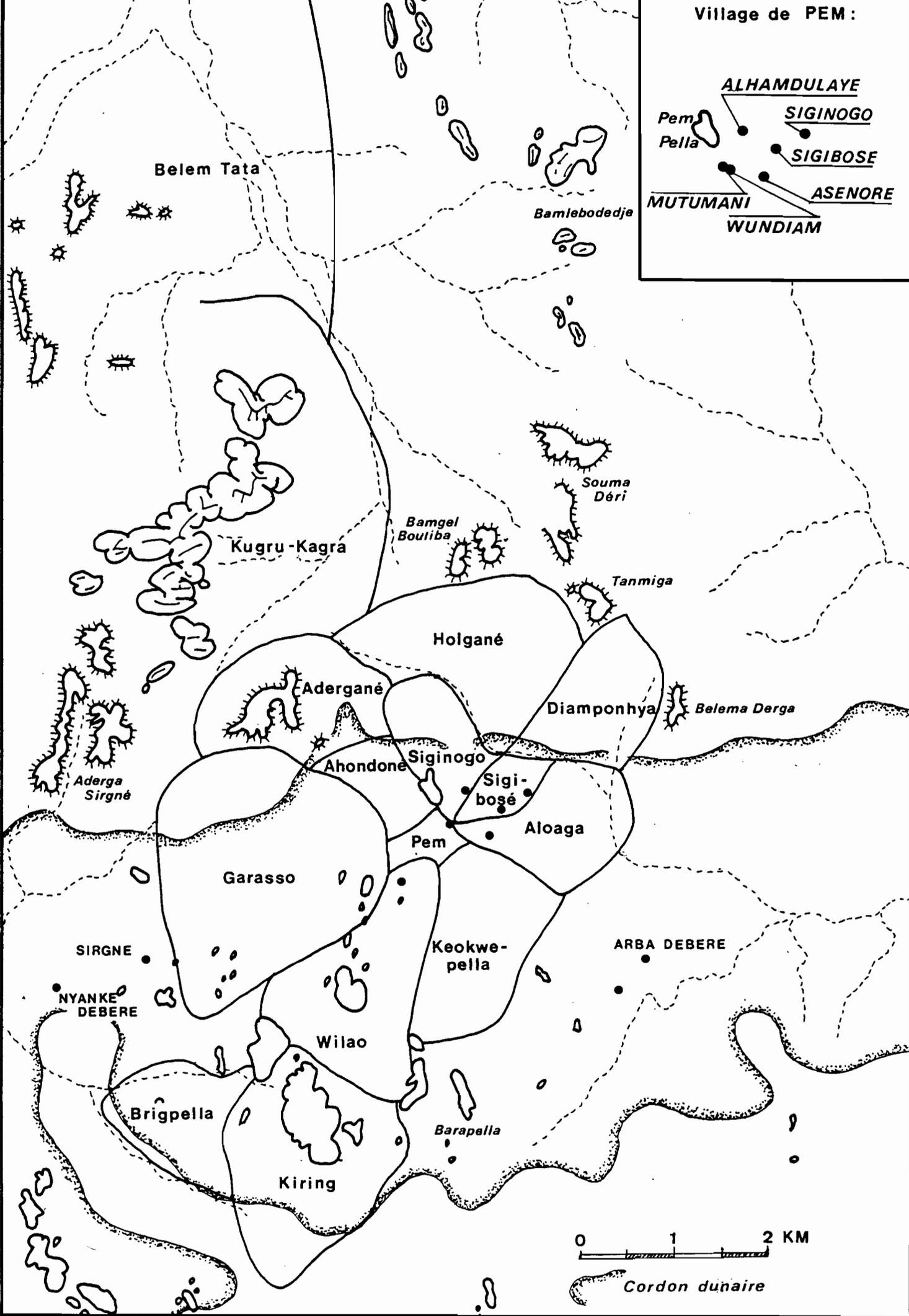
La première exploitation de Pem, par les captifs de Mutumani Saforma, remonte à la fin du règne de Birma. A une exploitation au départ saisonnière, depuis un campement d'hivernage, succède vers 1880 une installation permanente : un hameau est créé sur le dôme de granite de Pem (Pem Pella).

Ce hameau, peu de temps après, donne naissance à deux quartiers qui s'établissent dans la plaine sableuse, au pied du dôme, sur deux replats de granite proches : Mutumani Débéré, le quartier du chef, et Wundiam Débéré, celui de ses captifs (figure 48). Cependant, une partie des captifs reste dans le hameau perché de Pem Pella. L'administrateur qui passera en 1904 à Aribinda ne distinguera que deux quartiers, Pem même, comptant 50 habitants, et Débéré Mutumani, 40<sup>1</sup>.

Pem, surtout pendant le règne d'Abi Tafa, est nourri des afflux de cultivateurs quittant le terroir surchargé d'Aribinda. En 1912, *Hamkisi*, la "grande famine", touche durement cette population déjà relativement nombreuse. Des départs s'ensuivent en direction de Bosé, intéressant les familles les plus tard venues et quelques captifs.

---

<sup>1</sup> Aucun des autres établissements mentionnés dans cette liste de population de 1904 ne semble correspondre à ce qui pourrait être le troisième quartier de Pem, situé sur le dôme de granite. Peut-être ce quartier a-t-il été comptabilisé avec l'un des deux autres.



- Figure 48 : Quartiers et lieux-dits de Pem. -

A partir des années 1950, le hameau situé sur les flancs de Pem Pella se vide progressivement de sa population, qui s'installe à son tour en plaine. Cette descente du massif est essentiellement due à la pénibilité des corvées d'eau quotidiennes sur les hauteurs. Le vaste réservoir naturel de Pem Pella n'est en eau que jusqu'à la mi-décembre, et pendant la majeure partie de la saison sèche les habitants du hameau perché sont contraints de s'approvisionner aux puits creusés dans le sable, au bas du massif, par les habitants des deux autres quartiers. Sont donc fondés, à l'est de Pem Pella, en 1959, les quartiers d'Asénoré et de Sigibosé, puis en 1964 et en 1970, les quartiers de Alhamdulaye et de Siginogo. Le massif est à ce moment-là définitivement déserté.

Les six quartiers de Pem connaissent alors leur emplacement actuel ; ils sont distants de 200 mètres au moins les uns des autres, et comme à Aribinda, se partagent les zones sableuses environnantes propres aux cultures : ainsi les habitants de Siginogo et Alhamdulaye cultivent dans les lieux-dits de Siginogo, Holgané et Diamponhya ; ceux de Sigibosé et Asénoré cultivent à Aloaga et Sigibosé. Les deux quartiers les plus anciens, Mutumani et Wundiam, ont leurs principales et premières zones de culture dans les lieux-dits de Pem et Ahondoné ; mais les descendants des fondateurs, et en particulier les nobles, cultivent aussi dans d'autres lieux-dits.

Une seule famille de princes, celle du chef actuel, est présente à Pem ; la grande majorité des autres familles<sup>1</sup> descend de captifs de Mutumani. Ceux-ci, et tout particulièrement les descendants de l'*anubi poté* (premier des captifs) résidant à Wundiam, ont au regard de la terre une position particulièrement privilégiée. Il incombait en effet au prince de leur distribuer des terres provenant de son propre domaine foncier. Cette existence d'une "clientèle" rend assez bien compte de ce que l'on observe aujourd'hui encore dans la région. Les princes et les ex-captifs restés à leurs côtés sont aujourd'hui dans des relations de "familiarité" qui tranche nettement avec celle que les nobles entretiennent souvent avec leurs "simples sujets"<sup>2</sup>.

#### A4. 1. 1. 2. La venue des pasteurs

Dès 1945, la venue de pasteurs peut entraîner l'apparition de l'élevage villageois à Pem. Mais du fait des problèmes d'eau en saison sèche, les pasteurs ne fréquentent d'abord le village que pendant la

<sup>1</sup> Il existe aussi quelques familles non captives : Werem, Kiéni.

<sup>2</sup> Les rapports ne sont cependant pas à sens unique : si le prince distribue les terres, ses anciens captifs sont aussi tenus à certaines prestations en vivres, aujourd'hui plus ou moins occultées.

durée de l'hivernage ; ils cultivent des terres qui leur sont attribuées à Holgané, de l'autre-côté d'un bas-fond qui les tient à distance des cultures villageoises. Le creusement de puits en 1960 permet à plusieurs campements de s'installer en saison sèche près de Pem. Par contre, à cette date, le développement des surfaces cultivées oblige tous les groupes de pasteurs à s'écarter du village pendant la saison des pluies. La plupart d'entre eux se rendent dans les environs de Kugru-Kagra, un massif rocheux situé à quelques kilomètres au nord-ouest.

#### **A4. 1. 2. Brigtoéga : des sables aux terres basses du sud**

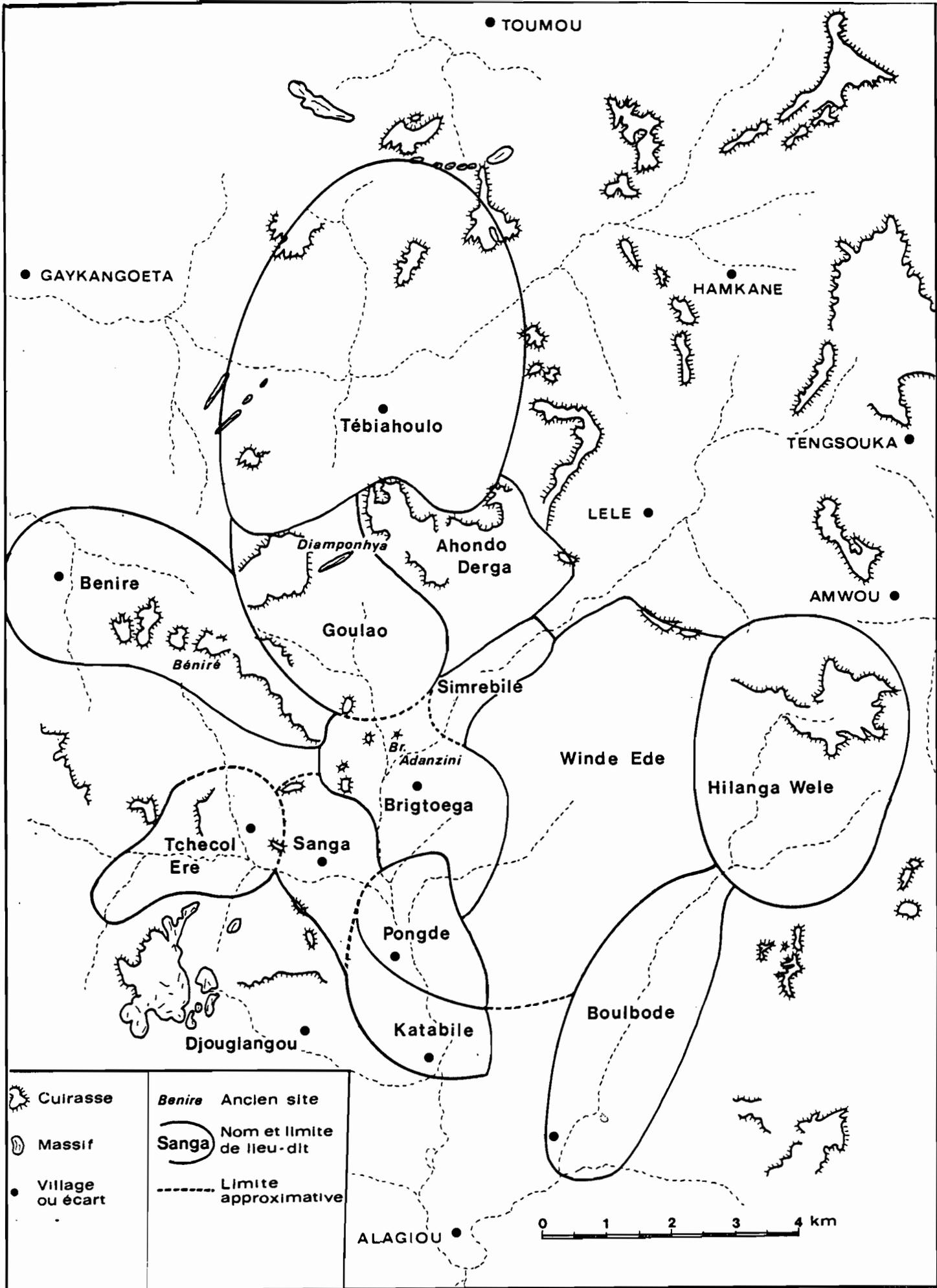
Le départ des habitants de Honré vers le sud commence aux alentours de 1870, et se trouve lié aux problèmes du quartier : le partage territorial des terres sableuses autour du bourg n'avait laissé à Honré et à Silmamasi qu'un domaine insuffisant. Le lignage des Wono installé à Honré, exclu de l'ordre *hifuba* par l'abandon de la forge, se retrouve à Aribinda sans statut particulier. Aussi les Wono se sont-ils très tôt convertis aux activités guerrières dispensatrices de nouveaux avantages : le service des princes leur procure des captifs qui leur permettront, en assurant au mieux leur sécurité, de se lancer dans la colonisation agricole au sud.

##### A4. 1. 2. 1. L'itinéraire, de Honré à Brigtoéga et Sanga

Vers 1870, les habitants de Honré s'aventurent encore peu hors de l'abri des dômes d'Aribinda. Leurs lieux de cultures restent proches, localisés à Hamkané, à Pellaho et au plus loin à Tébiahoulo ; les cultivateurs rentrent chaque soir de ces zones peu sûres.

Diamponhya (figure 49) est le premier campement saisonnier qu'établissent les Wono. Des captifs armés y sont envoyés pour la durée de l'hivernage ; ils cultivent du mil sur les minces ensablements qui ourlent le pied des reliefs. Mais la menace touareg oblige rapidement à transférer le campement à Béniré, à quelques centaines de mètres de là, sur le sommet d'une cuirasse. Le nouveau site se prête admirablement au guet et à la défense, et Béniré se transforme vite en établissement permanent.

Aux alentours de 1900, Béniré est délaissé ; les Wono et leurs captifs s'installent à peu de distance, à Brigtoéga Adanzini (Brigtoéga "ancien"). Seule une butte de latérite abrupte protège le hameau. Les abords nord et sud-ouest de Brigtoéga sont mis en culture jusqu'aux lieux-dits de Goulao et de Sanga. Les champs de Béniré sont alors abandonnés.



- Figure 49 : Quartiers et lieux-dits de Brigtoéga. -

Les Wono resteront à Brigtoéga Adanzini jusqu'en 1924. Entretemps, la défaite des Touareg a instauré une période de sécurité propice aux fondations. En 1918, à la suite de l'abolition du statut servile, une partie des captifs quitte le hameau pour partir vers le sud et l'est, à Katabilé et Amwou, créer des établissements plus ou moins autonomes.

En 1924, les Wono se déplacent à nouveau, et partent vers le sud s'établir à Djouglangou, au pied d'un vaste relief cuirassé dont ils mettent les abords en culture. En 1929-1930 le groupe se scinde : dans un premier temps, une branche de la famille Wono retourne s'installer à proximité du site de Brigtoéga Adanzini ; puis l'autre s'en va, en 1930-1932, fonder le village de Sanga au nord. Vers 1934, le village de Brigtoéga est enfin établi à son emplacement actuel, à quelques centaines de mètres au sud du précédent.

Les hameaux de Tébiahoulo, Lélé, Boulbodé, Katabilé sont par la suite créés, soit à partir des établissements existants, soit à partir de Honré. Dans le même temps, les établissements de la zone de Brigtoéga accueillent constamment des agriculteurs venus de Gaykangoéta, Alagiou, Wouroundou, et surtout Honré. De multiples hameaux, quelquefois limités à une cour isolée, et souvent désertés en saison sèche, se rencontrent fréquemment aux abords des terres basses. Les groupes humains, d'une année sur l'autre, voire d'une saison à l'autre, font preuve, dans la zone de Brigtoéga, d'une grande mobilité.

#### A4. 1. 2. 2. La concurrence des agriculteurs et des pasteurs

Les pasteurs peul parviennent dès 1905 dans la zone de Brigtoéga, où ils empruntent des terres aux Kurumba. Toutefois, ces arrivées se tarissent presque complètement à compter des années 30.

En effet les terres sableuses qu'ils recherchent sont convoitées par les Kurumba qui leur attribuent d'anciennes friches déjà usées. Or les pasteurs ne savent ou ne veulent guère cultiver les bas-fonds.

Au surplus, les ressources en eau en saison sèche sont réduites dans le sud. L'installation récente de pompes à proximité de Brigtoéga (à Sanga et Tchecol Ere) ne résout que partiellement ce problème : quelques pasteurs viennent du nord en saison sèche pour mener leurs troupeaux dans les pâturages des bas-fonds, mais aucun campement ne s'est vu offrir la possibilité de demeurer en hivernage sur les terres de Brigtoéga. Les seuls qui bénéficient de ce droit sont les pasteurs qui peuvent prétendre conserver un droit d'usage ancien.

#### A4. 1. 2. 3. La recherche de nouvelles terres, et l'affrontement avec les Mossi

La fréquence de plus en plus grande des déplacements qui conduisent les Wono de Honré à Brigtoéga et à Sanga, s'explique essentiellement par la dégradation des terres de culture autour de chacun des établissements qui jalonnent leur itinéraire. Que ce soit à Diamponhya, où les pentes damées, au nord et au sud de l'affleurement de quartz, sont jonchées de débris de cuirasses et de gravillons, ou que ce soit à Béniré où de profonds ravinements entaillent les versants autrefois cultivés, les sols jadis arables sont en quelques décennies devenus incapables de porter la moindre végétation.

Les déplacements que l'on observe à partir de Diamponhya ou de Béniré sont en grande partie liés à la recherche incessante de nouveaux lieux de culture, mais au même moment les colonisateurs villageois se heurtent aux Mossi.

Les premiers mossi qui en 1929 s'implantent dans la zone de Brigtoéga proviennent du Yatenga. Avec l'accord du Karyo, ils s'installent sans plus de formalités sur un emplacement à très faible distance de l'ancien hameau de Brigtoéga Adanzini, abandonné par les Wono depuis 5 à 6 ans déjà, au profit du site de Djouglangou. Très rapidement les Kurumba réagissent à l'installation des Mossi en leur enjoignant de quitter le site de l'ancien village. Pour marquer cette reconquête, une partie des Kurumba s'installe à l'emplacement même qu'avaient choisi les Mossi. Ces derniers alors se déplacent à Sanga, de l'autre côté du bas-fond où ils ont déjà ouvert des champs. Le groupe kurumba resté à Djouglangou réagit à nouveau, et réclame la restitution des terres de Sanga. Le conflit sera finalement porté devant l'autorité française compétente à Ouahigouya. Il se résout par une transaction : les Wono reprennent leurs terrains, et les Mossi se voient attribuer de nouvelles terres dans le bas-fond de Béniré jusqu'alors inexploité.

Le problème soulevé par cette immigration peut se lire comme une discordance entre deux procédures différentes d'accès à la terre : pour les Mossi, la caution du Karyo - qui semble remplir la fonction du *tengsoba* (responsable de la terre) mossi, puisqu'il accorde le droit d'installation - apparaît comme nécessaire, et suffisante. A l'inverse, le système foncier de l'Aribinda est fait d'une série de droits hiérarchisés, que ces premiers Mossi court-circuitent.

Le second groupe mossi qui s'installe dans la zone de Brigtoéga ne s'y trompe pas : s'adressant à la fois au Karyo puis aux Wono, il obtient à Tchecol Ere des terres sur lesquelles ne porte aucun litige. Ce qui est significatif, Tchecol Ere contrairement à Béniré est aujourd'hui considéré comme un quartier de Sanga.

Le flux mossi ne se ralentit que récemment dans cette zone : certaines familles sont retournées dans leur région d'origine dès le milieu des années soixante, et surtout à l'occasion de la sécheresse de 1972-1973, estimant qu'elles ne récoltaient plus suffisamment pour se nourrir - ou que les contraintes de leur pays, après l'Indépendance, valaient bien à présent celles de l'Aribinda. Mais à l'inverse, d'autres mossi viennent depuis quelques années des confins sud de l'Aribinda pour cultiver en hivernage sur des terres empruntées aux villageois de Brigtoéga.

#### **A4. 2. L'ORGANISATION TERRITORIALE A PEM ET BRIGTOEGA**

##### **A4. 2. 1. Pem**

Les quartiers d'habitation de Pem se sont organisés par rapport à des directions et selon des secteurs de cultures qui sont comparables, toutes proportions gardées, aux faisceaux qui régissent le partage de l'espace à Aribinda.

##### **A4. 2. 2. Brigtoéga**

A Brigtoéga, le principe est le même : malgré les pérégrinations du groupe fondateur et malgré l'abandon de certaines zones de culture, tous les lieux-dits qui ont été successivement cultivés depuis le départ de Honré sont inclus dans le domaine foncier du village ; le groupe des fondateurs, à ce titre, a un droit sur l'ensemble du territoire. L'itinéraire des fondations est le vecteur de l'organisation territoriale. Mais aujourd'hui, les fondateurs sont divisés entre les deux établissements principaux de Sanga et de Brigtoéga ; ces établissements fonctionnent de la même manière que deux quartiers d'un même village. Le partage territorial entre ces deux quartiers a résulté d'un compromis : aux habitants de Brigtoéga reviennent les lieux-dits du nord-est, c'est-à-dire ceux de Brigtoéga, Windé Ede, Simrébilé, Hilanga Wélé, Goulao, Béniré, Diamponhya ; aux habitants de Sanga, les lieux-dits de l'ouest, ceux de Sanga, Katabilé, Djouglangou, Tchecol Ere, et Pongdé.

La fondation des lieux-dits de chacun des villages ne fait que définir le cadre foncier dans lequel s'exercent, et se transmettent, toute une série de droits d'exploitation.

#### **A4. 3. LA TRANSMISSION FONCIERE**

Plusieurs cas d'obtention de droits sur la terre ont été relevés pour chaque lieu-dit de ces trois territoires villageois. Un ou deux exploitants dans chacun des lieux-dits ont été interrogés sur la manière dont ils avaient obtenu leurs droits de culture.

##### **A4. 3. 1. Pem**

Dans 28 cas sur 45 à Pem, les droits fonciers ont été transmis à l'intérieur de la famille. Dans les 17 cas restants, il n'y a pas eu matière à transmission, les exploitants actuels ayant eux-mêmes défriché leurs champs. On n'observe aucun cas d'emprunt de terre chez les villageois ; l'emprunt à Pem n'intéresse que les étrangers, c'est-à-dire les Peul et les Bella installés à la périphérie du territoire villageois.

Dans 25 des 28 cas de transmission observés, l'exploitant actuel a obtenu son champ par héritage de son père. Dans un cas seulement, la terre lui vient d'un grand-parent maternel, dans 2 autres cas d'un oncle maternel.

Les terrains transmis d'une génération à l'autre par la voie paternelle sont pour la plupart situés dans les lieux-dits cultivés par les habitants des deux quartiers les plus anciens, Mutumani et Wundiam Dèbéré (figure 48). Dans ces lieux-dits, dénommés Pem, Aloaga, Ahondoné, les champs ont dans tous les cas été transmis du père au fils : sur les plus anciens espaces de culture du village, les droits de *dansa* se transmettent exclusivement à l'intérieur du patrilignage. On en verra plus loin les conséquences.

Dans les lieux-dits proches des autres quartiers de Pem, à Holgané, Adergané, Sigibosé et Siginogo, la terre n'est transmise que dans 3 à 4 cas sur 10 par le père. Dans 5 cas sur 10, les exploitants ont obtenu leur titre en défrichant leur champ, dans 1 à 2 cas sur 10, la terre vient d'un parent maternel.

Enfin, dans les lieux-dits les plus éloignés du village (Garasso, Wilao, Barapella, Kugru-Kagra, Kiring), la situation est un peu différente : si certains agriculteurs y sont bien originaires de Pem, d'autres en

revanche, notamment dans le sud du territoire villageois, proviennent de Sirgné, Kolbaté ou Wouré. L'occupation ancienne de cette zone revendiquée par certains occupants d'Aribinda (notamment les Werem dont c'étaient les premiers terrains de culture), est la cause de la mixité des exploitants.

L'on peut aussi examiner les modes d'obtention des droits fonciers non plus chez les exploitants de chaque lieu-dit, mais chez les habitants de chaque quartier : les quartiers de Mutumani et Wundiam Dèbéré se distinguent nettement des autres dans la mesure où les droits sur la terre y sont généralement acquis par la voie paternelle (dans 7 cas sur 10, contre 5 sur 10 dans les autres quartiers de Pem). Mais les champs ne pouvant être divisés à l'infini entre les héritiers successifs, les habitants de Mutumani et Wundiam ont également acquis des droits par un premier défrichement sur d'autres terres.

Le contraste ainsi se dessine entre les deux quartiers de Pem réunissant le pouvoir et les fondateurs, et les quartiers réunissant les autres familles, plus "marginalisées" au regard de l'accès à la terre. Les uns s'approprient de manière nette le "cœur" du territoire villageois qu'ils se transmettent, de génération en génération, au sein de la famille. Les autres, s'ils n'ont pas la possibilité d'utiliser les filières familiales d'accès à la terre, se présentent comme les acteurs du défrichement sur la périphérie.

#### **A4. 3. 2. Brigtoéga**

Cette appropriation systématique, par les premiers arrivants, d'un "espace de fondation" regroupant plusieurs lieux-dits<sup>1</sup>, se retrouve à Brigtoéga. Le lignage des Wono s'est en fait approprié une bonne partie des droits de *dansa* des lieux-dits de Brigtoéga ; à Sanga, il partage ces droits avec un autre lignage, celui des Kura, auquel des alliances matrimoniales le lie depuis Honré. Les chefs de famille Wono et Kura sont les principaux exploitants des lieux-dits du centre (figure 49) : 6 à 7 exploitants sur 10 des lieux-dits de Brigtoéga, Sanga, Pongdé, descendent de ces fondateurs. Dans les lieux-dits périphériques, 3 à 4 exploitants sur 10 seulement appartiennent à l'un de ces lignages.

Les droits de *dansa* dans les lieux-dits du centre du territoire villageois sont, comme à Pem, transmis à l'intérieur du patrilignage :

---

<sup>1</sup> Il n'est pas question, comme on le fait ici, d'opposer à Aribinda les modes d'accès à la terre dans le centre du territoire villageois à celles de la périphérie. La très grande dispersion saisonnière des habitants d'Aribinda, qui partent souvent s'installer pour le temps des cultures dans des zones éloignées, ne s'y prête pas.

dans 8 cas sur 10 les exploitants y ont reçu leur champ de leur père. Dans les autres cas, ils l'ont eux-mêmes défriché<sup>1</sup>.

Dans tous les autres lieux-dits, la terre n'est transmise que dans 4 cas sur 10 par la voie paternelle ; 5 autres exploitants sur 10 ont eux-mêmes ouvert leur champ, et 1 sur 10 l'a obtenu de son oncle maternel (échantillon de 50 cas de transmission examinés au total). Dans ces lieux-dits plus périphériques, on rencontre les familles les plus tard venues, les résidents d'autres villages (Alagiou, Bulbodé...), et ceux qui, pour diverses raisons, ont dû quitter leur domaine foncier familial.

La transmission patrilinéaire est donc prédominante à Pem, ou elle concerne, sur l'ensemble des transmissions observées, 9 cas sur 10. Elle n'intéresse que 7 à 8 cas sur 10 à Brigtoéga dans le sud. Dans l'aire territoriale des sacrifices, le système paraît autoriser un recours plus fréquent à d'autres modes d'obtention de droits sur la terre, dans et hors de la parenté.

#### **A4. 4. LES ALLIANCES MATRIMONIALES**

##### **A4. 4. 1. Pem**

Des 40 alliances matrimoniales examinées à Pem<sup>2</sup>, 9 seulement intéressent des individus qui n'ont aucun lien de parenté entre eux. Les autres alliances se répartissent de la manière suivante selon les types de parenté définis au chapitre V :

- *basé* : 13
- *wémi* : 8
- *mbi* : 6
- autres relations de parenté : 4

10 des 40 alliances relevées sont internes au village, et 6 d'entre elles unissent des personnes originaires du même quartier d'habitation. Sur ces 6 alliances, une seulement unit deux personnes qui n'ont aucune relation de parenté.

---

<sup>1</sup> La fondation des "lieux-dits centraux", lesquels couvrent une confluence du réseau hydrographique, est relativement récente à Brigtoéga ; elle remonte aux arrivées mossi dans les années 1930, et à la conversion des Kurumba aux cultures de bas-fonds.

<sup>2</sup> A partir du même échantillon que celui qui a été retenu pour la transmission foncière.

Ainsi, de ces 40 alliances, 30 impliquaient des femmes originaires de l'extérieur du village, qui provenaient des établissements suivants :

- Wouré : 8
- Tolou : 4
- Arba Dèbéré : 3
- Wangré : 2
- Arra : 2
- Bosé : 2
- Diamkolga, Koudougou, Hamayala, Kiba, Belhouro, Waingurdu, Wouroundou, Gasselnaye, Barapella : 1 alliance dans chaque village.

Les filières matrimoniales à Pem sont ainsi en grande partie extérieures. Dans 9 cas sur 10, ces "alliances extérieures" s'opèrent avec des femmes originaires de Wouré, de Wangré, ou des villages situés dans les secteurs de ces deux quartiers. Le mariage avec des femmes du secteur de Tolou (provenant de Tolou, Wouroundou ou Belhouro), seule exception à cette règle, est le fait des descendants de captifs. Les descendants de Mutumani, quant à eux, prennent tous leurs épouses à Wouré ou dans les villages issus des quartiers nord d'Aribinda. Dans tous les cas il s'agit de femmes Maega.

#### **A. 4. 2. Brigtoéga**

Ce mariage dans la parenté, mais hors du village, est chez les Kurumba de l'Aribinda une pratique générale. A Brigtoéga, la majorité des alliances (sur un total de 47 examinées) unit aussi des individus situés dans une relation de parenté de type *basé* :

- *basé* : 19
- *wémi* : 3
- *mbi* : 7
- autres relations de parenté : 7
- sans relation de parenté : 11

Les femmes sont recherchées en grande partie, non pas dans le quartier d'origine à Aribinda contrairement à ce qui se passe à Pem, mais vers le sud, dans la zone de Gasseliki :

- Brigtoéga/Sanga : 9
- Honré/Silmamasi : 9
- Tolou : 4
- Aloaga, Alagiou, Gasseliki : 19
- Autres : 6

Une alliance sur 10 seulement relie le village au quartier d'origine, Honré. Les plus nombreuses alliances s'effectuent en direction du sud<sup>1</sup>. La régularité de cette filière matrimoniale du sud est attestée par l'importance des relations de parenté dans ces mariages : c'est le cas pour 15 mariages sur les 19 observés avec des femmes de la zone de Gasseliki.

La différence est encore plus nette avec les pratiques matrimoniales des Mossi implantés à Tchecol Ere, qui se marient tous avec des femmes mossi hors de leur parenté, et vont dans 9 cas sur 10 chercher leurs femmes dans le Yatenga d'où ils sont originaires. Bien que plus de cinquante ans se soient écoulés depuis les premières arrivées mossi, aucune alliance matrimoniale avec les Kurumba n'a eu lieu : tous les Mossi vont encore chercher leurs épouses - et en donner - dans leur groupe ethnique. C'est une pratique propre à tous les établissements mossi autonomes de la région.

---

<sup>1</sup> C'est à dire en direction de la zone de l'ancienne chefferie kurumba de Sora, où se trouvaient les Tao, lignage qui a accueilli les Wono lors de leur venue depuis Hombori, et qui est depuis longtemps lié à ceux-ci par une série d'échanges matrimoniaux.

## Annexe 5

## L'ORIGINE DES GROUPES PASTEURS DANS L'ARIBINDA

A5. 1. LES SILLUBE<sup>12</sup>

Sillubé ou Sillenkiobé est souvent donné comme un synonyme de *Mallankobé*, littéralement "homme de Mallé". Mallé aurait été situé sur les confins du Sénégal et du Mali : "après Mallé, on va chez les Wolof, et après encore chez les blancs". La migration des Sillubé met en scène deux frères qui quittent Mallé et parviennent au Yatenga. Là, ils sont en désaccord quant à la direction à suivre. L'aîné veut aller vers le Liptako, le cadet vers l'Oudalan. Ils ne peuvent se mettre d'accord et se séparent. L'aîné se rend à Kalambaogo vers Kaya, le cadet dans le Djelgodji à Tongomayel et Boulolboye. Les Sillubé d'Aribinda proviendraient de cette dernière branche.

Ils parlent le *galloré*, qui est présenté comme un mélange de langues diverses, voire une sorte de "verlan". Ils ont abandonné au cours de leur migration le *mallenkoré*, langue "proche du Bambara". "Ceux de Kaya", qui en auraient conservé l'usage, "appellent ceux d'Aribinda des Peul, des gens perdus". Cette origine est confirmée par Irwin (1981, 25), qui fait des Sillubé des Habé (noirs) descendants de Malinké, et qui auraient adopté au Liptako le fulfuldé et l'ensemble des habitudes du monde Peul.

Cette version des origines Sillubé, la plus courante, est parfois contestée. Des Kuntankobé ou Kuntanké, "marabouts" de Hombori, auraient migré dans le Djelgodji, où ils se seraient unis aux populations locales (?). De ces alliances naquirent les Sillubé. La même différence

---

<sup>1</sup> Informateurs : Mussa Umaru Sambo, Pem ; Tewenda Swahibu, Tampil ; Téboré Dicko, Intara ; Duramani Djabiri, Silmamasi.

linguistique avec un groupe Sillubé localisé plus au sud est conservée dans cette version, mais cette fois-ci ce serait le *sillankoré* qui aurait été la langue initiale.

Les Sillubé se présentent eux-mêmes comme des nobles, et auraient eu leurs propres captifs. Certains disent qu'ils ne sont "ni Peul, ni Habé".

Tous les Sillubé sont arrivés à Aribinda à la suite de la guerre de Boulolboye, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

## A5. 2. LES DJELGOBE<sup>1</sup>

### A6. 2. 1. Tarabé Sabu et Tarabé Mana

Aux arrivées des premiers Sillubé ne tarde pas à s'ajouter un flux de migration lui aussi en provenance du Djelgodji. Les premiers d'entre eux proviennent aussi de la zone de Bouloyboye, et de celle de Béléhédé. Il s'agit de Tarabé Sabu et de Tarabé Mana venus à la suite "d'incursions" (?) se placer sous la protection d'Hama Tafa, par conséquent avant 1900.

Les Tarabé Sabu sont parfois présentés comme issus des alliances d'un Peul avec une femme alka-seibatan, au cours d'une migration qui aurait conduit le premier dans l'Oudalan. A la mort de son épouse, le Peul retourne dans le Djelgodji, à Bouro, avec ses enfants qui ne parlent plus alors que la langue songhay. Aujourd'hui les Tarabé Sabu parlent à nouveau le fulfuldé.

Cette version ne diffère que par quelques détails de celle des Alka-Seibatan de Tin Edjar, selon lesquels ce serait Alkaïdo Wentaka, arrière-grand-père du chef actuel du campement, qui aurait épousé une femme djelgobé et dont descendraient tous les Tarabé Sabu du Djelgodji.

---

<sup>1</sup> Informateurs : Mussa Umaru Sambo, Pem ; Sadu Birma, Pogoldiama ; Abdusalam Kaldu Bari, Boukouma ; Sambu Usmana, Sirgné ; Alu Usseini, Pem ; Goral Bangaro, Gorgel ; Adama Saydu, Brigtoéga.

### A5. 2. 2. Sulébé et Sampargubé

D'autres sous-groupes, Sulebé et Sampargubé, quittent Tongomayel "à la recherche de pâturages", et s'installent au début des années 1920 dans l'Aribinda.

Les Sampargubé se présentent comme "les premiers Peul du Djelgodji". Ils seraient venus de Sampargudjo ou de Sampa (peut-être Sampara, au sud de Mopti), vaguement localisé dans l'ouest. Leur *yettoré* (patronyme) est Bari ou Sankara, ce qui rappelle curieusement les patronymes silmi-mossi que l'on rencontre dans le nord du Yatenga (Benoît 1982-a, 56) ou ceux des Fittobé du delta du Niger (Gallais 1967, 121). Ils auraient dans le Djelgodji été eux aussi implantés autour de Tongomayel.

Les Sulébé, de même, proviendraient de la région de Tongomayel. Ils se définissent comme n'étant ni des princes, ni des captifs, mais de simples éleveurs ayant quitté le Djelgodji à destination de l'Oudalan.

### A5. 2. 3. Divers Djelgobé

De nombreux autres groupes s'établissent dans l'Aribinda sous les règnes de Abitafa et de Arabéné (de 1900 à 1932).

Mais c'est en fait à partir de 1930 que les Peul, arrivant du Djelgodji pour fuir tant les contraintes de l'administration coloniale, que l'arrivée des Mossi dans leur région d'origine (Barral 1977, 151), ou encore pour profiter dans l'Aribinda des vastes pâturages encore vacants, sont les plus nombreux à se présenter au Karyo.

Les Bakanankobé seraient les captifs des Djelgobé, et auraient un statut comparable à celui des Songankobé. Ces derniers, après avoir été décrits comme des "Habé nobles, mais différents des Mossi", apparaissent en fait n'être rien d'autre que des Songhay de Filio et de Tinghé dans le Djelgodji. Les Bakanankobé qui leur sont apparentés ("leur force est encore chez les Songhay") ne seraient pas réellement des Peul, mais le fruit d'alliances de Peul et de Songhay. Une version contradictoire (ou complémentaire ?) fait des Bakanankobé un groupe de Peul originaires de Bakuna, vers Leydi Gorgal ("la terre de l'ouest"), et implantés dans le Djelgodji à Tongomayel.

Les Bibélambé ("gens de lance") semblent être arrivés au tout début de ce siècle dans l'Aribinda, et se seraient installés du côté de Dalla. Leur localisation dans le Djelgodji est encore une fois Tongomayel.

Les Rendélibé (ou Rendibélibé) tireraient leur nom du village de Rendi, près de Bouro. Des Modibabé on sait par Gallais (1984, 131) qu'ils s'agit de "familles maraboutiques" du delta du Niger, et par Barral (1977, 50) qu'ils sont des Gaobé qui proviennent du Hombori et qui parlent le Songhay. Dans l'Aribinda, les Modibabé ne conservent que peu de souvenirs de ces origines ou identités, et proviennent comme la plupart des autres groupes de Tongomayel.

Des autres groupuscules djelgobé présents on sait peu de choses en-dehors de l'itinéraire de migration depuis le Djelgodji ; on rencontre ainsi des Tan Hama-Ho, des Tarabé Mana, des Tarabé Bolo, des Tamankobé, et sans doute d'autres encore qui ont échappé à l'investigation.

La distinction qui est faite entre les Peul Djelgobé, nobles, et les Peul Kelli, tributaires des précédents, est aujourd'hui très difficile à percevoir dans l'Aribinda, comme d'ailleurs dans l'Oudalan ainsi que le note Barral (id., 52). Il semblerait cependant que certains sous-groupes, comme les Tarabé Sabu, Bibelambé ou Bakanankobé soient Kelli (id.).

Le récit du départ de certains de ces groupes du Djelgodji et des conditions de leur arrivée dans l'Aribinda explique par une différence de statut la raison de leurs migrations : "Au Djelgodji, il y avait deux familles : l'aîné, qui a eu la chefferie, dominait et pillait le cadet. La branche cadette a voulu fuir cette condition inférieure et est partie vers l'Oudalan. Depuis, ceux-là, on ne les nomme plus Djelgobé, mais Tarabé Sabu, Bakanankobé, etc."

A la saturation des espaces pastoraux et aux contraintes administratives, cette information ajouterait une troisième cause à ce départ du Djelgodji, celle de l'émancipation. Les premiers Djelgobé, parvenus dans l'Aribinda à l'orée du siècle ou sous le "règne" de Hama Tafa, relèvent effectivement d'une telle tradition. La plupart d'entre eux sont présentés comme résultant d'une alliance entre Peul et autres groupes, Songhay, Alka-Seibatán, ou encore très franchement de condition inférieure (Sulébé), voire servile (Bakanankobé).

### A5. 3. LES GAOBE ET LES GROUPES MINORITAIRES

Leur venue dans l'Aribinda est plus récente que celle des Djelgobé ; la famille la plus anciennement implantée qui ait été rencontrée se trouve à Arra, et sa venue n'est guère antérieure à 1940. C'est surtout à 1973 que remonte la plupart des arrivées de Gaobé depuis l'Oudalan. La liaison de ces arrivées avec les crises climatiques a été confirmée de manière spectaculaire en 1983, quand d'importantes implantations de Gaobé ont été notées du côté de Sikiré, de Dampella, et vers Gorel, sans que l'on puisse pour autant préjuger du caractère définitif de ces migrations de crise.

Pour Barral, l'ethnonyme des Gaobé pourrait évoquer *gaw*, la chasse en songhay (1977, 49). Leur origine communément admise est la région de Gao. Un informateur fait curieusement de ce groupe des Diallobé - peut-être comme les *Dialobé* que mentionne Gallais; "ceux qui ont traversé" (1984, 129) - parce qu'originaires de "Diallou, loin vers l'ouest" d'où ils se seraient rendus à Gao, puis dans l'Oudalan<sup>1</sup>.

Avec les Bella, les Gaobé fournissent très certainement, aujourd'hui, les plus forts contingents de pasteurs immigrants ; les circuits de migrations anciens, inversés depuis au moins une quinzaine d'années, font de l'Oudalan, et en temps de crise, un foyer de départ massif.

Quelques familles de Peul Diallobé, originaires de Hombori, sont présentes aux alentours d'Arra. Leur arrivée dans l'Aribinda remonte à la fin des années trente. Des Filinkriyabé originaires du Mali sont aussi établis dans l'extrême nord de la région. De manière très exceptionnelle enfin peuvent être rencontrés des Kuntankobé, de passage dans le pays.

Les Touareg quant à eux sont généralement absents de l'Aribinda, et leur présence ne peut y être que temporaire, due aux attractions des marchés de bétail comme ceux de Koudougou, Aribinda ou Sikiré.

---

<sup>1</sup> Sumaila Mamudu, Brigtoéga.

## GLOSSAIRE

*Conventions de transcription* : aucune étude phonologique n'ayant été faite du kurumfé, langue des Kurumba de l'Aribinda, les différents termes employés dans le texte et livrés ici ont une transcription simplifiée et "non contrôlée", qui suit d'assez près les conventions du français dans ce domaine. A l'exception de :

u = [u],

- les noms de personnes, les verbes, les substantifs et les adjectifs sont orthographiés selon ce principe.

- les noms de lieux sont orthographiés soit selon le même principe, soit selon les transcriptions les plus courantes données par les sources cartographiques ou les archives administratives lorsqu'elles existent, à l'exception des noms excessivement déformés dont l'orthographe a été rectifiée.

Comme pour le kurumfé du Yatenga, "les substantifs ont presque tous un préfixe a-. Ils ne sont jamais énoncés sans lui, à moins qu'ils ne soient précédés d'un complément déterminatif, substantif ou pronom. Lorsqu'ils sont compléments d'un verbe, le préfixe est souvent élide dans le prononcé rapide" (Prost 1980, 21). Il est donc recommandé, à défaut de trouver la racine des mots, de rechercher la forme préfixée des substantifs d'origine kurumba.

La plupart des mots qui ne comportent pas le préfixe -a ont leur origine dans une autre langue.

*abonam* : récolte, récolter

*abumbandu* : génie maléfique de la brousse.

*abwoin* : oseille.

*adan* : maison.

*adanbéla* : derrière la maison. Désigne des champs contigus aux habitations.

*aderga* : "montagne rouge", cuirasse.

*adidiya* : "diable" logeant dans les cuirasses.

- adigiri vinna* : temps des semailles  
*adodo* : sarclage  
*adomfé* : serpent. Peuplent les "montagnes claires".  
*adurugu* : brousse.  
*aferam* : culture, cultiver.  
*aforba kiogo* : "champ commun", collectif.  
*agandébi* : terre sableuse comportant un niveau gravillonnaire proche de la surface.  
*agwobo* : houe à semer à manche long.  
*ahifo*, pl. *ahifuba* : responsable des sacrifices et de la magie.  
*ahilanga* : sable fluviatile.  
*ahomde* : saison chaude  
*ahomé* : chaleur  
*ahondo* : Nom générique de tous les sols légers. Dans un sens plus restrictif, désigne les sables épais des cordons dunaires.  
*ahoté* : houe à sarcler.  
*ahulo* : terre lourde de bas-fond, de couleur généralement foncée.  
*akaibéna* : iler.  
*akal* = *akiogo kurti kal* : champ entouré d'une clôture, jardin enclos de cultures secondaires.  
*akiogo* ou *atiogo*, pl. *akiébi* ou *atigé* : champ.  
*akoro* : argile servant aux constructions.  
*akorsol* : "saison des amours", tout début de la saison des pluies.  
*akunkuru* : nom d'une boîte de concentré de tomate, contenant 1,85 litres, utilisée comme unité de mesure du grain dans l'Aribinda.  
*akuruga* : petit champ, champ individuel.  
*akurum gagha* : "couteau des Kurumba". Insigne du chef des sacrificateurs (lignage Zina).  
*akurumba* : dans son premier sens, est un synonyme de *hifuba*. Désigne aussi l'ethnie kurumba.  
*akwona* : champs proches du village.  
*amuhundé* : terre salée.  
*anubi poté* : premier des captifs d'un chef de lignage. Désigne tout particulièrement le premier captif du *Karyo*.  
*anyara* : nom générique du mil.  
*apella* : "montagne claire", dôme de granite.  
*asabo* : houe à semer à manche court.  
*asendé dansa* : doyen ou maître de la terre. Droit primaire des premiers arrivants songhay (Werem) sur l'ensemble du territoire de l'Aribinda.  
*askya* : noms des chefs de la dynastie de l'empire songhay ayant régné entre 1493 et le moment de l'invasion marocaine (1591).  
*asonyon* : serviteur des Werem.  
*asoro* : calvitie. Etat qui caractérise les sols dégradés.  
*atisiga* : nom générique du sorgho.

- atobga* : hache. Attribut des Werem en usage avant l'Islam, qui leur permettait de s'adjoindre aux *hifuba* pour un sacrifice précédant l'hivernage.
- aweykonré* : "premières herbes", premier sarclage.
- awindi* : au sens premier, cour, unité d'habitation. Par extension, désigne le lieu d'origine d'un lignage dans un quartier d'Aribinda.
- awu* : froid, saison froide.
- awuré* : saison des pluies.
- ayo*, pl. *ayi* : chef. Au pluriel, collectif désignant les nobles ou "princes" de l'Aribinda (descendants des alliances mossi-songhay).
- azini* : génie des dômes de granite.
- azofé* : langue des Songhay.
- bangel* (terme d'origine fulfuldé) : massif de roches diverses à l'exception des massifs de granite, toujours nommés *pella*.
- basé* : fille de l'oncle maternel, ou fille de la tante paternelle.
- bolawa* : terre argilo-sableuse, de couleur claire.
- brimwu* : noir.
- dagaré* : terre lourde de bas-fond ou terre limoneuse, situé sur la pente en amont de *ahulo*.
- dansa - adan-sa* : doyen de la maison : responsable foncier d'un lieu-dit ou d'un champ. Dans ce dernier cas, on emploie l'expression plus précise *atigé dansa*.
- diarendi* : terre composée d'un mélange de sable et de gravillons.
- domni* : chance
- egamsheq* (tamasheq) : iler, hirondelle.
- fulfuldé* : langue des Peul.
- ham* : famine.
- kánfari* : premier dignitaire de l'empire songhay.
- Karu* : premier nom d'Aribinda.
- karyo = karu-ayo* : chef de Karu.
- kesso*, pl. *kesse* : doyen des songhay Werem et responsable de la terre dans l'Aribinda. Au pluriel, désigne l'assemblée des anciens parmi les Werem.
- korsudo* : amour
- kurumfé* : langue des Kurumba.
- kuuri* (moré) : houe à sarcler.
- kwoye* : maître (terme d'origine songhay).
- lengam* : ombre.
- moré* : langue des Mossi.
- mukiogo* : mon champ. Champ individuel.
- nakomse* (moré) : chefs, nobles ; l'aristocratie mossi.
- nassara ahoté* : "houe du blanc", charrue.
- poté samba* : premières gens. Désigne tous les occupants de l'Aribinda avant le peuplement actuel.
- prenga* : blanc.
- somenga* : rouge.

*tamasheq* : langue des Kel-Tamasheq, Touareg.

*tarha* : petite dépression ou retenue, réservoir d'eau et lieu où est prélevée l'argile servant aux constructions (*akoro*).

*tengsoba* (moré) : responsable de la terre chez les Mossi.

*wémi* : fille du frère du père, ou fille de la soeur de la mère.

*zabré* : idiot, fou.

*zendeba* : demandeur. Statut foncier d'emprunteur de terre.

*zina* : saison, année

## GUIDE DES PRINCIPAUX LIGNAGES KURUMBA

### LE MONDE DU POLITIQUE

#### - Les chefs

**MAEGA** : Issus de l'alliance des premiers Mossi venus de Boulsa (patronyme d'origine : Kafando) avec des femmes songhay.

#### - Les électeurs et maîtres de la terre

**WEREM** : Songhay originaires de Tendirma, "premiers arrivants" dans l'Aribinda, et à ce titre actuels responsables de la terre. Détenteurs de la chefferie dans les premiers temps de leur venue, ils perdent ensuite celle-ci au profit des Mossi et deviennent électeurs des nouvelles dynasties de chefs.

#### - Les sujets, les guerriers et les captifs

**MAEGA** : nom originel de la plupart des lignages songhay. Quelques-uns d'entre eux, serviteurs des Werem ou originaires du Djelgodji, ont conservé ce nom dans l'Aribinda et sont à distinguer des lignages Maega d'origine mossi.

**KURA-SITANGAM** : Songhay originaires de Tendirma. "Guerriers" de l'aristocratie.

**MORU** : Songhay originaires du Djelgodji. "Guerriers" de l'aristocratie.

**IBA** : Songhay originaires soit d'Oursi, soit de Dalla et de Zaran. Ce patronyme regroupe plusieurs lignages. Fonction imprécise à Aribinda, quoiqu'une partie d'entre eux aient été des captifs.

**KIENI 1** : Songhay originaires de la région de Hombori. Pas de fonction particulière.

**KIENI 2 et ZORE** : Commerçants Yarcé arrivés peu après les premiers Mossi.

ne  
le

**LOMPO** : Captifs d'origine Gurmanché.

**OUBRI** : Captifs.

est

**TRIBA, TAMBURA** : Captifs d'origine Rimaibé.

**KUNDABA** : Songhay originaires du Hombori. Pas de fonction particulière.

**- *Les lignages marginalisés***

**MAZUBA** : ressortissants "nobles" de l'ancien village songhay de Dalla, dépendant du Djelgodji. Le village de Dalla fut détruit au XVIII<sup>e</sup> siècle à la suite d'un conflit avec les habitants d'Aribinda. Les Mazuba ont depuis retrouvé leur fonction originelle en assurant la chefferie du nouveau village de Dalla reconstruit non loin de l'emplacement de l'ancien.

le  
sa),

de

**LE MONDE DU SACRE**

rdu

**- *Les "prêtres"***

et  
n à

**KIRGE** : Premiers arrivants kurumba, originaires des villages de Tolou et de Ouindigi dans le Yatenga.

ime

**ZINA** : Songhay originaires d'Oursi, alliés aux Kurumba et responsables de l'ensemble des sacrificateurs.

it le

**- *Les autres hifuba***

**TAO 1** : Kurumba originaires de Tolou, de Ouindigi et de Taouboulli dans le Yatenga. Responsables des masques qui sont utilisés lors de certaines cérémonies et au moment de décès de personnalités.

**ZANGO** : Kurumba originaires de Bourzanga sur les franges est du Yatenga. Responsables des tambours qui interviennent dans les mêmes occasions que les masques.



## BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTS CONSULTÉS

### I. OUVRAGES ET ARTICLES

- ALBERGEL J., CARBONNEL J.P., GROUZIS M. (1984) - Pluies, eaux de surface, productions végétales. Haute-Volta, 1920-1983. ORSTOM-DGRST, Ouagadougou, 58 p. multigr.
- ALBERGEL J., VALENTIN C. (1986) - "Sahélisation" d'un petit bassin-versant soudanien : Kognéré-Boulsa au Burkina-Faso. *In* : Colloque Nordeste-Sahel. IHEAL, Paris, 9 p.
- ANCEY G. (1977) - Recensement et description des principaux systèmes ruraux sahéliens. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XIV (1), p. 3-18.
- ANCEY G. (1983) - Monnaie et structures d'exploitations en pays mossi (Haute-Volta). Init. Doc. Techn n° 57. ORSTOM, Paris, 240 p.
- AUBREVILLE A. (1936) - Les forêts de la colonie du Niger. *Bull. Com. Et. Hist. Scient. A.O.F.* 19 (1), p. 1-95.
- BARRAL H. (1967) - Les populations d'éleveurs et les problèmes pastoraux dans le nord-est de la Haute-Volta. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. IV (1), p. 3-31.
- BARRAL H. (1968) - Tiogo. Etude géographique d'un terroir léla (Haute-Volta). *Atl. Struct. Agr. sud Sahara* n° 2. ORSTOM, Paris, 63 p.
- BARRAL H. (1970) - Utilisation de l'espace et peuplement autour de la mare de Bangao (Haute-Volta). *Etudes Rurales* n° 37-38-39, p. 65-84.
- BARRAL H. (1974) - Mobilité et cloisonnement chez les éleveurs du Nord de la Haute-Volta : les zones dites "d'endrodomie pastorale". *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XI (2), p. 127-135.
- BARRAL H. (1977) - Les populations nomades de l'Oudalan et leur espace pastoral. *Trav. et Doc. ORSTOM* n° 77, Paris, 111 p.

- BARTH H. (1965) - Travels and Discoveries in North and Central Africa. Frank Cass, Londres, 3 vol.
- BELLOT J. M. (1980) - Kel-Tamasheq du Gourma Nigérien et Peul du Torodi : sociétés agro-pastorales en mutation (République du Niger). Th. 3è cycle, Bordeaux III, 219 p.
- BENOIT M. (1977 a) - Introduction à la géographie des aires pastorales soudaniennes de Haute-Volta. Trav. et Doc. ORSTOM n° 69, Paris, 95 p.
- BENOIT M. (1977 b) - Mutation agraire dans l'Ouest de la Haute-Volta. Le cas de Daboura (sous-préfecture de Nouna). *Cah. ORSTOM Ser. Sci. Hum.*, vol. XIV (2), p. 95-111.
- BENOIT M. (1979) - Le chemin des Peul du Boobola. Contribution à l'écologie du pastoralisme en Afrique des savanes. Trav. et Doc. ORSTOM n° 101, Paris, 207 p.
- BENOIT M. (1982 a) - Nature Peul du Yatenga. Remarques sur le pastoralisme en pays mossi. Trav. et Doc. ORSTOM n° 143, Paris, 176 p.
- BENOIT M. (1982 b) - Oiseaux de mil. Les Mossi du Bwamu (Haute-Volta). Mem. ORSTOM n° 95, Paris, 116 p.
- BERNARDET Ph. (1982) - De la houe à la charrue. Pour une étude des modes de transmission. Manuscrit, CNRS, 135 p. multigr.
- BERNUS E. (1974) - Géographie humaine de la zone sahélienne. *In* : Le Sahel, bases écologiques de l'aménagement. Notes techniques du MAB 1. UNESCO, Paris, p. 67-73.
- BERNUS E. (1974) - Les Illabakan (Niger). Une tribu touarègue sahélienne et son aire de nomadisation. *Atl. Struct. Agr. sud Sahara* n° 10. ORSTOM, Paris, 116 p.
- BERNUS E. (1977) - Les éleveurs face à la sécheresse en Afrique sahélienne. *In* : Drought in Africa/sécheresse en Afrique. Internat. Afr. Inst., Londres, p. 140-147.
- BERNUS E. (1977) - Les tactiques des éleveurs face à la sécheresse : le cas du sud-ouest de l'Aïr, Niger. *In* : Stratégies pastorales et agricoles des Sahéliens durant la sécheresse 1969-1974. Trav. et Doc. CEGET n° 30, Bordeaux, p. 203-215.

- BERNUS E. (1979) - Exploitation de l'espace et désertification en zone sahélienne. *Trav. Inst. Géogr. Reims*, n° 39-40, p. 49-59.
- BERNUS E. (1981) - Touaregs nigériens. Unité culturelle et diversité régionale d'un peuple pasteur. Mem. ORSTOM n° 94, Paris, 507 p.
- BERRY L. (1974) - Le Sahel : climats et sols. *In* : Le Sahel, bases écologiques de l'aménagement. Notes techniques du MAB 1. UNESCO, Paris, p. 9-17.
- BOUBE GADO (1977) - Tradition orale et archéologie. Introduction à la connaissance des sites archéologiques de la vallée du moyen Niger. Inst. Rech. Sc. Hum., Univ. Niamey, 30 p. multigr.
- BOUDET G. (1972) - Désertification de l'Afrique tropicale sèche. *Adansonia*, XII (4), p. 505-524.
- BOUDET G. (1974) - Les pâturages et l'élevage. Réunion régionale sur la Recherche Ecologique intégrée et la formation dans la région du Sahel. Niamey, UNESCO, 44 p. multigr.
- BOUDET G. (1978) - Etude de l'évolution d'un système d'exploitation sahélien au Mali. A.C.C.-Lutte contre l'aridité en milieu tropical. DGRST-IEMVT, Paris, 116 p. multigr.
- BOUESNARD L., MAUNY R. (1962) - Gravures rupestres et sites néolithiques des abords est de l'Air. *Bull. IFAN ser. B*, XXIV (1-2), p. 1-11.
- BOULET R. (1968) - Etude pédologique de la Haute-Volta - région Centre Nord. ORSTOM, Dakar-Hann, 351 p.
- BOULET R. (1970) - La géomorphologie et les principaux types de sol en Haute-Volta septentrionale. *Cah. ORSTOM ser. Pédol.*, vol. VIII (3), p. 245-270.
- BOUTILLIER J. L. (1964) - Les structures foncières en Haute-Volta. *Etudes Voltaïques*, 5, p. 5-181.
- BOUTILLIER J. L., QUESNEL A., VAUGELADE J. (1977) - Système socio-économique mossi et migrations. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XIV (4), p. 361-381.
- CARBON (sd). Périmètre de restauration des sols de Ouahigouya : projet d'aménagement et de mise en valeur agricole. BDPA, 3 T., 4 rapp. d'étude.

- CARBONNEL J. P. ( 1983) - Evolution climatique récente en Haute-Volta. Un paramètre pluviométrique peu utilisé : la pluie moyenne journalière annuelle. *Notes et Doc. Voltaïques*, XIV (3-4), p. 1- 21.
- CARBONNEL J.P. (1984) - Evolution climatique récente en Haute-Volta. II : Sur l'existence d'un "bruit de fond" dans les quantités d'eau apportée par la mousson. *Notes et Doc. Voltaïques*, XV (1-2), p. 14-24.
- CHARREAU C., VIDAL P. (1965) - Influence de l'*Acacia albida* sur le sol. Nutrition minérale et rendements des mils *pennisetum* au Sénégal. *Agronomie Tropicale*, n° 20 (6-7), p. 600-626.
- CHERON G. (1924) - Contribution à l'histoire du Mossi : traditions relatives au cercle de Kaya. *Bull. Com. Et. Hist. Scient. A.O.F.*, p. 635-691.
- CISSOKO S. M. (1968) - Famines et épidémies à Tombouctou et dans la boucle du Niger du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle. *Bull. IFAN ser. B*, XXX (3), p. 806-831.
- CLAIRIN P. (1970) - Enquête démographique par sondage en République de Haute-Volta, 1960-1961. Serv. Stat. et Mécanographie, Ouagadougou ; INSEE/Coop., Paris, 2 t., 466 p. multigr.
- COMBES J. (1984) - Enquête sur l'élevage et sa place dans les systèmes de production de l'Oudalan. ORSTOM, Ouagadougou, 50 p. multigr.
- COULIBALY S., GREGORY J., PICHE V. (1978) - Les migrations voltaïques. t. 1 : importance et ambivalence de la migration voltaïque. CVRS-INSD, Ouagadougou, 144 p.
- COULOMB J., SERRES H. (1980) - L'élevage en pays sahéliens. PUF, Paris, 192 p.
- COUREL M. F., COUREL A. (1977) - Recensement général de la population, décembre 1975. Vol. 1. INSD, Ouagadougou, 145 p.
- COUTOULY (de) F. (1923) - Les populations du Cercle de Dori. *Bull. Com. Et. Hist. Scient. A.O.F.*, pp. 269-301, 471-496, 638-671.
- DAVEAU S., TOUPET Ch. (1963) - Anciens terroirs gangara. *Bull. IFAN ser. B*, XXV (3-4), p. 193-214.
- DELAFOSSÉ M. (1972) - Haut-Sénégal - Niger. Nouv. ed. t. 1 : le pays, les peuples, les langues ; t. 2 : l'histoire ; t. 3 : les civilisations. Maisonneuve et Larose, Paris, 428 + 425 + 316 p.

- DELMOND P. (1949) - Esquisse géographique du Gourma central. Le cercle de Dori (Haute-Volta). *Notes Africaines*, n° 42 : p. 57-60, n° 43 : p. 86-89.
- DIARRA S. (1979) - Les stratégies spatiales des éleveurs-cultivateurs peul du Niger central agricole. *In* : Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Mem. ORSTOM n° 89, Paris, p. 87-91.
- DICKO A. (1975) - Histoire du royaume du Liptako. Mem. ENA n° 211, Ouagadougou.
- DIETERLEN G. (1940) - Note sur les Kurumba du Yatenga septentrional. *Journ. Soc. Afr.*, 10 (1-2), p. 181-189.
- DUCELLIER J. (1963) - Contribution à l'étude des formations cristallines et métamorphiques du Centre et du Nord de la Haute-Volta. Ed. Technip, mem. n° 19. BRGM, Paris, 283 p.
- DUPRE G., GUILLAUD D. (1984) - Rapport préliminaire sur la situation alimentaire dans le pays d'Aribinda. Départements d'Aribinda et de Koudougou, Province de Soum (Burkina-Faso). ORSTOM, Ouagadougou, 34 p. multigr.
- DUPRE G., GUILLAUD D. (1986). Archéologie et tradition orale : contribution à l'histoire des espaces du pays d'Aribinda (Province de Soum, Burkina-Faso). *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. 22 (1), p. 5-48.
- DUPRE G., GUILLAUD D. (1987) - L'adaptation d'une société à son environnement à l'aide de ses plantes cultivées et spontanées. *In* : Les ressources génétiques végétales, atouts du développement ? Doc. de la DIVA, ORSTOM, Paris, p. 15-38.
- DUPRE G., GUILLAUD D. (1988) - L'agriculture de l'Aribinda (Burkina-Faso) de 1875 à 1983 : les dimensions du changement. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XXIV (1), p. 51-71.
- DUPRE G. (1989) - Les savoirs paysans et l'évolution de la végétation dans l'Aribinda, Burkina-Faso. Problèmes de méthode. *In* : Savoirs, paysans et développement. Khartala, Paris. (*à paraître fin 1989*).
- FAULKINGHAM R. H. (1977) - Ecologic constraints and subsistence strategies : the impact of drought in a Hausa village, a case study

- from Niger. *In*: Drought in Africa/sécheresse en Afrique. Internat. Afr. Inst., Londres, p. 148-158.
- FROELICH J. C. (1968) - Les montagnards paléonégritiques. L'homme d'outre-mer, ORSTOM, Paris, 265 p.
- GADO B. (1985) - Chronologie des sécheresses et famines dans l'ouest du Niger depuis 1850. *In*: Colloque Nordeste-Sahel. IHEAL, Paris, 11 p. multigr.
- GALLAIS J. (1967) - Le Delta intérieur du Niger. Etude de géographie régionale. Mem. IFAN n° 79. Dakar, 621 p., 2 t.
- GALLAIS J. (1975) - Pasteurs et paysans du Gourma : la condition sahélienne. CNRS, Paris, 240 p.
- GALLAIS J. (1982) - Pôles d'Etats et frontières en Afrique contemporaine. *Cahiers d'Outre-Mer*, n° 138, p. 103-122.
- GALLAIS J. (1984) - Hommes du Sahel. Flammarion, Paris, 289 p.
- GIRI J. (1983) - Le Sahel demain : catastrophe ou renaissance ? Karthala, Paris, 325 p.
- GOODY J. (1971) - Technology, Tradition and the State in Africa. Hutchinson Univ. Library for Africa, Londres, 88 p.
- GRIAULE M. (1941) - Le Domfé des Kurumba. *Journ. Soc. Afr.* n° 11 (1-2), p. 7-20.
- GRIAULE M. (1941) - Note sur les masques des Kurumba. *Journ. Soc. Afr.* n° 11 (1-2), p. 224-225.
- GRIAULE M., DIETERLEN G. (1942) - La mort chez les Kurumba. *Journ. Soc. Afr.* n° 12 (1-2), p. 9-24.
- GROUZIS M., ALBERGEL J., CARBONNEL J. P. (1986) - Péjoration climatique au Burkina-Faso : effets sur les ressources en eau et les productions végétales. *In*: Colloque Nordeste-Sahel. IHEAL, Paris, 8 p. multigr.
- GROUZIS M. (1987) - Structure, productivité et dynamique des systèmes écologiques sahéliens (mare d'Oursi, Burkina-Faso). Th. Sciences Naturelles, Univ. Paris Sud, 336 p.
- GUILLAUD D. (1983) - Techniques et stratégies culturelles traditionnelles (Nord-Yatenga et Aribinda). ORSTOM, Ouagadougou, 106 p. multigr.

- GUILLAUD D. (1988) - The Aribinda region (Burkina-Faso) : the land system and related issues (Territoriality within a small ethnic minority in Burkina-Faso). Human Geography sessions, additional abstracts. Congrès International de Géographie, Sydney.
- GUILLAUD D. (1989) - Savoirs et stratégies agricoles dans l'Aribinda, Burkina-Faso, de 1870 à 1980. *In* : Savoirs, paysans, et développement. Khartala, Paris. (*à paraître fin 1989*).
- GUILLAUD D. - Un choix d'outillage et ses significations : la houe et l'iler dans l'Aribinda (Burkina-Faso). *A paraître dans : Etudes Rurales*.
- HERVOUET J. P. (1975) - Types d'adaptations sahéliennes : l'exemple des éleveurs de la Mauritanie centrale méridionale. Mem. Th. 3<sup>e</sup> cycle, Univ. Rouen, 292 p.
- HERVOUET J. P. (1980). Du *Faidherbia albida* à la brousse. Modifications culturelles et dégradations sanitaires. ORSTOM, Ouagadougou, 25 p. multigr.
- HOSSENLOPP J. (1971) - Evolution de l'urbanisation dans 14 Etats d'Afrique Noire et Madagascar, avec une esquisse perspective à l'horizon 1985. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. VIII (1), p. 25-36.
- HUBERT H. (1920) - Le dessèchement progressif en Afrique occidentale. *Bull. Com. Et. Hist. Scient. A.O.F.*, p. 401-467.
- IRWIN P. (1981) - Liptako speaks. History from oral tradition in Africa. Princeton Univ. Press, N.J., 221 p.
- IZARD M. (1968) - Problèmes de chronologie des royaumes mossi. CVRS, Ouagadougou, 44 p. multigr.
- IZARD M. (1973) - Remarques sur le vocabulaire politique mossi. *L'Homme*, vol. XIII, cah. 1-2, p. 193-206.
- IZARD M. (1980) - Les archives orales d'un royaume africain. Recherche sur la formation du Yatenga. Th. Doct. Etat, Univ. Descartes, Paris, 2 t., 1618 + 686 p.
- JEAN S. (1975) - Les jachères en Afrique tropicale. Mem. Inst. Ethnologie n° XIV. Musée de L'Homme-CNRS, Paris, 168 p.

- JOHNSON D. L. (1969) - The nature of Nomadism. A Comparative Study of Pastoral Migration in Southwestern Asia and Northern Africa. Research paper n° 118, Dept. of Geography. The Univ. of Chicago, 200 p.
- KATI (1981) - Tarikh-el-Fettach. Texte arabe, trad. française par O. Houdus et M. Delafosse, Librairie d'Amérique et d'Orient. Coll. UNESCO sér. Afr., A. Maisonneuve, Paris, 363 p.
- KI-ZERBO J. (1972) - Histoire de l'Afrique Noire. Hatier, Paris, 350 p.
- KINTZ D., TOUTAIN B. (1981) - Lexique commenté peul-latin des flores de Haute-Volta. Etude Botanique n° 10, IEMVT, Maisons Alfort, 44 p.
- KOHLER J. M. (1971) - Activités agricoles et changements sociaux dans l'Ouest mossi (Haute-Volta). Mem. ORSTOM n° 46, Paris, 246 p.
- KOHLER J. M. (1972) - Les migrations des Mosi de l'Ouest. Trav. et Doc. ORSTOM n° 18, Paris, 106 p.
- LAHUEC J. P. (1980) - Le terroir de Zaongo. Les Mossi de Koupéla (Haute-Volta). Atl. Struct. Agr. sud Sahara n° 15. ORSTOM, Paris, 111 p.
- LANGLOIS M. (1983) - Les sociétés agro-pastorales de la région de la mare d'Oursi. ORSTOM - Minist. Dev. Rur., Ouagadougou, 101 p.
- LE HOUEROU H. N. (1986) - La variabilité de la pluviosité annuelle dans quelques régions arides du monde ; ses conséquences écologiques. *In*: Colloque Nordeste-Sahel. IHEAL, Paris, 6 p.
- LERICOLLAIS A. (1972) - Sob : étude géographique d'un terroir serer (Sénégal). Atl. Struct. Agr. sud Sahara n° 7. ORSTOM, Paris 110 p.
- LEROI-GOURHAN A. (1965) - Préhistoire de l'Art occidental. Mazenod, Paris, 499 p.
- LEROI-GOURHAN A. (1973) - Milieu et techniques. Albin Michel, Paris, 475 p.
- LHOSTE Ph., MILLEVILLE P. (s.d.) - La conduite des animaux : techniques et pratiques d'éleveurs. s.l., 20 p. multigr.
- LIVENAIS P. (1984) - Déclin de la mortalité dans l'enfance et stabilité de la fécondité dans une zone rurale mossi (Haute-Volta). Essai d'interprétation d'un régime démographique. *Cah. ORSTOM Sér. Sci. Hum.*, vol. XX (2), p. 273-282.

- MARCHAL J. Y. (1977) - Systèmes agraires et évolution de l'occupation de l'espace au Yatenga (Haute-Volta). *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XIV (2), p. 141-149.
- MARCHAL J. Y. (1978) - Vestiges d'occupation ancienne au Yatenga (Haute-Volta). *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XV (4), p. 449-484.
- MARCHAL J. Y. (1980) - Arbres et brousses du paysage soudano-sahélien. Dynamique des formations végétales au nord de la Haute-Volta. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XVII (3-4), p. 137-149.
- MARCHAL J. Y. (1980) - Chronique d'un Cercle de L'A.O.F. - Ouahigouya (Haute-Volta), 1908-1941. Trav. et Doc. ORSTOM n° 125, Paris, 215 p.
- MARCHAL J. Y. (1983) - Yatenga. La dynamique d'un espace rural soudano-sahélien. Trav. et Doc. ORSTOM n° 167, Paris, 872 p.
- MARCHAL J. Y. (1987) - En Afrique des savanes, le fractionnement des unités d'exploitation rurales ou le chacun pour soi. L'exemple des Moose du Burkina-Faso. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XXIII (3-4), p. 445-454.
- MARCHAL J.Y., LAHUEC J.P. (1979) - Mobilité du peuplement bisca et mossi. Trav. et Doc. ORSTOM n° 103, Paris, 84 p.
- MARIE J. (1984) - Un territoire de mare au Sahel : Ossolo (Niger occidental). Th. Doct. Etat, Univ. de Rouen, 422 p.
- MILLEVILLE P. (1980) - Etude d'un système de production agro-pastoral sahélien de Haute-Volta. 1ère partie : le système de culture. A.C.C. - Lutte contre l'aridité dans l'Oudalan. D.G.R.S.T. - ORSTOM, Ouagadougou, 66 p. multigr.
- MILLEVILLE P. (1985) - Sécheresse et évolution des systèmes agraires sahéliens. Le cas de l'Oudalan (nord du Burkina-Faso). *Cah. de la Rech.-Dével.* n° 6, p. 11-13.
- MILLEVILLE P., COMBES J., MARCHAL J. (1982) - Systèmes d'élevage sahéliens de l'Oudalan : Etude de cas. Minist. Dev. Rur. - ORSTOM, Ouagadougou, 127 p. multigr.
- MONOD Th., TOUPET Ch. (1961) - Utilisation des terres de la région saharo-sahélienne. In: Histoire de l'utilisation des terres des régions arides. Recherches sur la zone aride XVII. UNESCO, Paris, p. 263-277.

- MONTEIL P.L. (1895) - De Saint-Louis à Tripoli par le lac Tchad. Voyage au travers du Soudan et du Sahara accompli pendant les années 1890-91-92. Felix Alcan, Paris, 462 p.
- OLIVIER DE SARDAN J. P. (1969) - Système des relations économiques et sociales chez les Wogo (Niger). Mem. Inst. Ethnologie, III. Musée de l'Homme, Paris, 234 p.
- OLIVIER DE SARDAN J. P. (1984) - Les sociétés songhay-zarma (Niger - Mali) Chefs, guerriers, esclaves, paysans... Khartala, Paris, 299 p.
- PAGEARD R. (1971) - Note sur l'*Acacia albida* en Haute-Volta. *Notes et Doc. Voltaïques*, 4 (4), p. 50-59.
- PALLIER G. (1978) - Géographie générale de la Haute-Volta. Université de Limoges, CNRS, 241 p.
- PELISSIER P. (1966) - Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance. Fabrègue, St Yriex, 974 p.
- PELISSIER P. (1980) - L'arbre dans les paysages agraires de l'Afrique Noire. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XVIII (3-4), p. 131-136.
- PERROT C.H. (s.d.) - Note sur l'histoire et les rituels du royaume de Boulsa. s.l., 34 p. dactyl.
- PICHE V., GREGORY J. (1977) - Pour une mise en contexte de la famine : le cas du Liptako-Gourma. *In: Drought in Africa/sécheresse en Afrique. Internat. Afr. Inst., Londres*, p. 170-185.
- PION J. C. (1979) - L'altération des massifs cristallins basiques en zone tropicale sèche. Etude de quelques toposéquences en Haute-Volta. Th. Inst. Géol., Strasbourg, 220 p.
- POULAIN J. F. (s.d.) - Influence de l'*Acacia albida* Del. sur les facteurs pédoclimatiques et les rendements des cultures. Le point de vue de l'agronome. s.l., 10 p. multigr.
- POUPON H. (1980) - Structure et dynamique de la strate ligneuse d'une steppe sahélienne au nord du Sénégal. Trav. et Doc. ORSTOM n° 115, Paris, 352 p.
- PROST A. (R.P.) (1971) - Quelques vestiges de la région d'Aribinda (Haute-Volta). *Notes Africaines*, 130, p. 41-43.

- PROST A. (R.P.) (1980) - L'akouroumfé ou langue des Kouroumba. 215 p. multigr.
- PROVOST A. (*sous la dir. de*) (1978) - Pâturages de l'ORD du Sahel et de la zone de délestage de Fada N'Gourma. Etude agrostologique n° 51, 3 T. IEMVT, Paris, 125 + 113 + 239 p. 19 cartes h.t.
- QUESNEL A., VAUGELADE J. (1975) - Les mouvements de population mossi : démographie et migration. *In* : les migrations de travail mossi, t. II, fasc. 1. ORSTOM, Ouagadougou, p. 5-146.
- QUINQUARD N. (1974) - Les systèmes agro-pastoraux chez les Peul du Djelgodji (Haute-Volta). Mem. Et. Sup., Univ. de Rouen, 115 p.
- RAISON J. P. (1968) - La colonisation des terres neuves intertropicales. *Etudes Rurales*, n° 31, p. 105-112.
- RAULIN H. (1963) - Techniques et bases socio-économiques des sociétés rurales nigériennes. Etudes Nigériennes n° 12. IFAN-CNRS, Paris, 143 p.
- RAULIN H. (1967) - La dynamique des techniques agraires en Afrique tropicale du nord. Etudes et Doc. Inst. Ethnologie. CNRS, Paris, 223 p.
- RIESMAN P. (1971) - Adama Thiamel, héros du Djelgodji. *Notes et Doc. Voltaïques*, 4 (2), p. 26-67.
- RIESMAN P. (1974) - Société et liberté chez les Peul Djelgobé de Haute-Volta : essai d'anthropologie introspective. Mouton, Paris-La Haye, 261 p.
- RIOU Ch. (1980) - Aspects climatiques de la sécheresse de part et d'autre du Sahara (de l'Afrique Centrale sèche à la Tunisie). *Cah. ORSTOM sér. Biol.*, n° 42, p. 43-51.
- ROUCH J. (1949) - Gravures rupestres de Kourki (Niger). *Bull. IFAN ser. B*, t. XI, n° 1-2, p. 340-353.
- ROUCH J. (1953) - Contribution à l'histoire des Songhay. Mem. IFAN n° 29, II. Dakar, p. 139-259.
- ROUCH J. (1954) - Les Songhay. Monographies ethnologiques africaines. PUF, Paris, 100 p.
- ROUCH J. (1961) - Restes anciens et gravures rupestres d'Aribinda (Haute-Volta). *Etudes Voltaïques*, 2, p. 61-70.

- SACK R. D. (1986) - Human Territoriality. Its theory and history. Studies in Historical Geography, Cambridge University Press, 256 p.
- SAUL M. (1982) - Stratification and leveling in the farming economy of a voltaic village. Ph. D. Anthropology, Indiana Univ., 321 p.
- SAUL M. (1983) - Work parties, wages, and accumulation in a voltaic village. *American Ethnologist* 10 (1), p. 77-96.
- SAVONNET G. (1979) - Structures sociales et organisation de l'espace ; exemples empruntés à la Haute-Volta. *In* : Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Mem. ORSTOM n° 89, Paris, p. 39-44.
- SHOVE D. J. (1977) - African drought and the spectrum of time. *In* : Drought in Africa, sécheresse en Afrique. Internat. Afr. Inst., Londres, p. 38-53.
- SICOT M., GROUZIS M. (1981) - Pluviométrie et production des pâturages naturels sahéliens. Etude méthodologique et application à l'estimation de la production fréquentielle du bassin versant de la mare d'Oursi, Haute-Volta. ORSTOM, Ouagadougou, 33 p. multigr.
- SIGAUT F. (1984) - Essai d'identification des instruments à bras de travail du sol. *Cah. ORSTOM ser. Sci. Hum.*, vol. XX (3-4), p. 359-374.
- SIGAUT F. (1985) - Une discipline scientifique à développer : la Technologie de l'Agriculture. *In* : A travers champs : agronomes et géographes. Colloques et Séminaires ORSTOM, Paris, p. 11-29.
- SIRCOULON J. (1976) - Les données hydropluviométriques de la sécheresse récente en Afrique tropicale, comparaison avec les sécheresses "1913" et "1940". *Cah. ORSTOM ser. hydrol.*, vol. XIII (2), p. 75-174.
- SIRCOULON J. (1986 a) - Bilan hydropluviométrique de la sécheresse 1968-1984 au Sahel et comparaison avec les sécheresses des années 1910 à 1916 et 1940 à 1949. *In* : Colloque Nordeste-Sahel, IHEAL, Paris, 7 p. multigr.
- SIRCOULON J. (1986 b) - La sécheresse du point de vue climatique, hydrologique et agronomique. *In* : Colloque Nordeste-Sahel, IHEAL, Paris, 3 p. multigr.
- TALL S. (s.d.) - Chronique du Guelgodji. Manuscrit, s.l.

- TAUXIER L. (1917) - Le Noir du Yatenga. Larose, Paris, 661 p.
- TIMBERLAKE L. (1985) - L'Afrique en crise - La banqueroute de l'environnement. L'Harmattan-Earthcan, Paris, 293 p.
- TOUPET Ch. (1977) - La sédentarisation des nomades en Mauritanie Centrale sahélienne. H. Champion, Paris, 490 p.
- TOUPET Ch. (1986) - Comparaison des sécheresses historiques et de la sécheresse actuelle au Sahel ; essai de définition de la sécheresse et de l'aridification. *In* : Colloque Nordeste-Sahel, IHEAL, Paris, 10 p. multigr.
- TOUTAIN B. (1979) - Situation de l'élevage dans le Sahel voltaïque face à l'extension de l'espace agraire. *In* : Maîtrise de l'espace agraire et développement en Afrique tropicale. Mem. ORSTOM n° 89, Paris, p. 159-162.
- URVOY Y. (1941) - Gravures rupestres dans l'Aribinda (Boucle du Niger). *Journ. Soc. Afr.*, 11, p. 1-6.
- URVOY Y. (1942) - Petit atlas ethno-démographique du Soudan entre Sénégal et Tchad. Mem. IFAN n° 5, Paris, 46 p.
- VINCENT Y. (1963) - Pasteurs, paysans et pêcheurs du Guimballa (partie centrale de l'erg du Bara). *In* : Nomades et paysans de l'Afrique Noire occidentale. *Annales de l'Est*, mem. n° 23, p. 37-157.
- WHYTE R. O. (1963) - Conséquences des modifications du climat pour la végétation spontanée et l'agriculture. *In* : Changes of climate, actes du colloque de Rome. UNESCO, Paris, p. 387-393.
- YLLA Y. S. (1975) - Aperçu historique et traditionnel des peuples foulés de la région d'Aribinda. Mem. ENA cycle C, Ouagadougou, 102 p. multigr.

## 2. RAPPORTS ET OUVRAGES ANONYMES

- Annuaire statistique du Burkina-Faso. (1984) - Données socio-économiques. INSD, Ouagadougou, 190 p.

Aperçu sur le climat de la Haute-Volta (1966) - ASECNA, Ouagadougou, 135 p. multigr.

Colloque sur les cultures voltaïques - Sonchamp. (1965) - Recherches Voltaïques 8, Paris, 188 p.

Etude agrostologique de la réserve pastorale de Tin Arkachen (République de Haute-Volta). (1971) - Etude agrostologique n° 31, IEMVT, Paris, 146 p. multigr.

Haute-Volta : population en 1949-1950 par Canton et groupe ethnique (chiffres provisoires). (1949-1950) - Haut-Commissariat de l'AOF, service de la statistique générale, 15 p. multigr.

Hydraulique villageoise dans le Département du Sahel, Haute-Volta. (1983) - Deuxième phase. 1./ Rapport final, 108 p. 2./ Dossiers villageois (Djibo - Aribinda), 89 dossiers. B.R.G.M. Haute-Volta.

La situation démographique en Haute-Volta. (1962) - Résultats partiels de l'enquête démographique 1960-1961. INSEE-Coopération, Paris, 54 p.

Recensement général de la population, décembre 1975. Résultats définitifs, vol. 2 : les données départementales. INSD, Ouagadougou.

Reconnaissance hydrogéologique du centre d'Aribinda. (1966) - Doc. B.R.G.M. n° 17, 20 p. multigr.

Relevés pluviométriques 1954-1983. ASECNA, Ouagadougou.

### **3. DOCUMENTS D'ARCHIVES**

#### **Archives d'Outre-Mer (Aix en Provence)**

1891 - 1G 179 (14 Mi 663) - Mission Monteil dans le Mossi.

1896-1898 - 1G 165 (14 Mi 662) - L'occupation et l'organisation de la Boucle du Niger. Création de la région Est et Macina. Résumé des opérations par M. le chef de bataillon Destenave. 1 brochure imprimée, Comité de l'Afrique.

1897 - 1 G 226 (14 Mi 671) - Correspondance de la place de Tombouctou, Soudan français.

1897 - 1 G 228 (14 Mi 671) - Contribution à l'histoire des Kounari ou Sonrai, des Foulbé du Liptako et du Yagha, des Touaregs de L'oudala et du Logomata par le Docteur Abbatucci, Dori.

1900 - 2 G 1/13 (14 Mi 1615) - Premier territoire militaire. Rapports politiques mensuels, trimestriels, semestriels et annuels. Rapports du résident de France à Dori au Cdt supérieur de l'Afrique Occidentale.

1902 - 2 G 2/8 (14 Mi 1623) - Premier territoire militaire. Rapports politiques mensuels d'ensemble et des cercles.

1903 - 2 G 3/14 (14 Mi 1629) - A.O.F. Premier territoire militaire. Rapports politiques, mensuels, semestriels d'ensemble des cercles. Notice sur les Songhay ou Habé.

1903-1904 - 1 G 301 (14 Mi 686) - Notice sur le Cercle de Bandiagara par l'administrateur de la Bretesche.

1904 - 1 G 306 (14 Mi 687) - Monographie de la résidence de Dori par le Lieutenant Bouverot, Résident.

1905 - 2 G 5/19 (14 Mi 1637) - Territoire militaire du Niger. Rapports politiques mensuels et trimestriels des régions.

1916 - 1 D 210 - Télégrammes officiels du Gouverneur du Niger au Gouverneur général de l'A.O.F.

1924 - 2 G 24/21 - Haute-Volta - Rapports politiques et administratifs annuels.

1926 - 2 G 26/16 (14 Mi 1711) - Haute-Volta. Rapport politique annuel.

1926 - 2 G 26/31 (14 Mi 1711) - Haute-Volta. Service de l'agriculture, rapport agricole annuel.

1927 - 2 G 27/33 (14 Mi 1716) - Haute-Volta. Service de l'agriculture, rapport annuel.

1928 - 2 G 28/15 (14 Mi 1719) - Haute-Volta. Rapport politique annuel.

1927 - 2 G 27/37 (14 Mi 1716) - Haute-Volta. Affaires économiques, rapports économiques.

1929 - 2 G 29/16 (14 Mi 1723) - Haute-Volta. Rapport politique annuel.

1930 - 2 G 30/10 (14 Mi 1729) - Haute-Volta. Rapports politiques et administratifs mensuels et annuels d'ensemble.

1932 - 2 G 32/16 (14 Mi 1744) - Haute-Volta. Rapports politiques et administratifs mensuels et annuels d'ensemble.

1931 - 2 G 31/10 (14 Mi 1737) - Haute-Volta. Rapports politiques et administratifs mensuels et annuels d'ensemble.

1932 - 2 G 32/46 (14 Mi 1748) - A.O.F. Service météorologique. Rapport annuel.

### **Archives du Fort de Vincennes - Service historique de l'armée de terre**

- Rapport d'ensemble concernant les marches et reconnaissances exécutés dans la boucle du Niger, Septans (septembre-octobre 1899). Bandiagara. Carton 6 fond Soudan, sous-dossier 1.

- Tony-Bousseriot G. (1902) - Notice géologique sur la région de Dori. *In* : Renseignements sur les postes. 1er territoire militaire, Tombouctou, p. 31-32. Carton 5 fond Soudan.

### **Archives de Djibo, Dori, Ouahigouya**

- Lettre du 11 décembre 1931 du commandant de cercle de Dori au gouverneur général de Haute-Volta.

- Haute-Volta. Rapport politique et administratif annuel, 1933, Ouahigouya.

- Lettre de l'administrateur de Djibo au Commandant de Cercle de Ouahigouya, 1er mai 1954.

- Rapport au commandant de Cercle de Ouahigouya au sujet de la création du poste administratif d'Aribinda, 17 août 1956.

- Estimation de la population de l'Aribinda au 1er janvier 1958.

- La population du canton d'Aribinda par village, 1960.

- Classement des villages par canton du cercle de Djibo, 3 août 1962.

- Etat de la population du poste administratif d'Aribinda, 11 juillet 1964.

- Répertoire alphabétique des villages du cercle de Djibo par canton, 23 septembre 1967.

- Liste des villages du canton d'Aribinda, cercle de Djibo, 16 avril 1975.

### **Archives d'Aribinda**

- Population du département d'Aribinda au 31 décembre 1983. Répartition par groupes ethniques et par religions. Etat-civil pour l'année 1983. Préfecture d'Aribinda.

- Rapports annuels de campagne, 1982 et 1983. O.R.D., Aribinda.

## **4. DOCUMENTS CARTOGRAPHIQUES**

### **Cartes topographiques**

- DORI, 1/200 000, feuille ND-30-XVIII. Première édition de juillet 1960. I.G.N.-Paris.

- PISSILA, 1/200 000, feuille ND-30-XII. Première édition de mai 1960. I.G.N.-Paris.

- DJIBO, 1/200 000, feuille ND-30-XVII. Mise à jour août 1970 de la première édition de mai 1960. I.G.N.-Paris.

- KAYA, 1/200 000, feuille ND-30-XI. Mise à jour juin 1972 de la première édition de juin 1960. I.G.N.-Paris.

- HOMBORI, 1/500 000, carte de l'Afrique de l'Ouest, feuille ND-30-N.E. Première édition d'avril 1961. I.G.N.-Paris (service de Dakar).

- OUAGADOUGOU, 1/500 000, carte de l'Afrique de l'Ouest, feuille ND-30-S.E. Première édition d'août 1962. I.G.N.-Paris (service de Dakar).

### **Cartes thématiques**

- Carte pédologique de reconnaissance de la République de Haute-Volta, 1/500 000, feuille Centre-Nord, dressée par R. Boulet. 1968, ORSTOM, Dakar.

- Ressources en sols, 1/500 000, Carte des unités agronomiques déduites de la carte pédologique, feuille Nord. 1975, ORSTOM, Bondy.
- Carte géologique, 1/200 000, nord Haute-Volta. Dressée par J. Ducellier, 1959, B.R.G.M.
- Carte des ressources fourragères, 1/200 000, Feuille de Djibo. Dressée par G. de Wispelaere et B. Toutain avec la collab. de G. Forgiarini. 1978, I.E.M.V.T.
- Carte des états et des évolutions du couvert végétal entre 1955 et 1974, 1/200 000, feuille de Djibo. Dressée par G. de Wispelaere et B. Toutain avec la collab. de G. Forgiarini. 1978, I.E.M.V.T.

### **Missions aériennes**

- AOF ND-30-XVIII, 1/50 000, Dori. I.G.N.-Paris ; I.G.H.V.-Ouagadougou.
- 81032 HV, 1/50 000, Dori. I.G.H.V., Ouagadougou.

## LISTE DES FIGURES

	page
- 1 - a : L'Aribinda dans la boucle du Niger ; b : L'Aribinda dans le nord du Burkina-Faso.	1.
- 2 - Fluctuations de la pluviométrie en Aribinda entre 1982 et 1983. a : Les stations de l'ORD dans l'Aribinda et les hauteurs d'eau relevées en 1982 ; b : Pluviométrie 1982 et 1983, du sud au nord de l'Aribinda, selon les relevés dans les différentes stations de l'ORD.	27-28.
- 3 - Diagramme pluviométrique et courbe des moyennes mobiles (de période 5) - hauteurs d'eau annuelles 1954-1983.	28-29.
- 4 - Les séries pluviométriques d'Aribinda, 1954 - 1983, organisées en 6 périodes de 5 années chacune.	29-30.
- 5 - Représentation graphique de la durée de la saison agricole dans l'Aribinda, selon les années 1960 - 1983.	37-38.
- 6 - L'Aribinda : quelques caractéristiques physiques (altimétrie, réseau hydrographique, zones à granites alcalins et formations dunaires).	39-40.
- 7 - Les catégories paysannes pour les terres légères.	46-47.
- 8 - Identification des grandes catégories de terres dans l'Aribinda.	52-53.
- 9 - Coupes du paysage dans les terroirs dunaires : a, b : Aribinda ; c : Pem.	56-57.
- 10 - Coupes du paysage dans les terres basses du sud : a, b : Brigtoéga.	57-58.
- 11 - les massifs d'Aribinda et les vestiges laissés par les <i>pote samba</i> dans les environs immédiats du bourg.	66-67.

- 12 - quelques gravures d'Aribinda et de ses environs. 67-68.
- 13 - quelques gravures d'Aribinda et de ses environs. 67-68.
- 14 - Limites approximatives de la chefferie de Zaran, d'après les lieux cités dans la louange des Zareye. 80-81.
- 15 - Les déplacements des Songhay dans les environs d'Aribinda. 86-87.
- 16 - Le peuplement de l'Aribinda. Les axes principaux de l'immigration avant le XX<sup>e</sup> siècle. 91-92.
- 17 - Les quartiers actuels d'Aribinda. 99-100.
- 18 - Organisation sociale et organisation territoriale. Les correspondances. 102-103.
- 19 - Les limites des lieux-dits du bourg d'Aribinda. 103-104.
- 20 - Le partage territorial en fonction des quartiers à Aribinda. 103-104.
- 21 - Les départs de Wouré et de Tolou entre 1870/80 et 1900 (règne de Babana - Hama Tafa). 114-115.
- 22 - Les départs de Wangré, Honré et Silmamasi entre 1870 et 1900 (règne de Babana - Hama Tafa). 114-115.
- 23 - Les princes fondateurs de village dans la généalogie des chefs. 114-115.
- 24 - Fondations de villages entre 1901 et 1911 (règne d'Abi Tafa). 116-117.
- 25 - Fondations de villages entre 1911 et 1932 (règne d'Arabéné). 116-117.
- 26 - Fondations de villages entre 1932 et 1980 (règnes de Borsamba à Souleymane). 117-118.
- 27 - Les faisceaux issus des quartiers étendus à la région. 119-120.
- 28 - L'éclatement du domaine foncier et l'éviction des cadets. Un exemple : Kunsam Maega, Wangré. 127-128.
- 29 - Origine des femmes et lieux de culture extérieurs au terroir, pour les différents quartiers d'Aribinda. 133-134.
- 30 - Limite des zones retenues pour l'approche démographique. 155-156.

- 31 - Localisation des exploitations agricoles retenues et de leurs lieux-dits de culture. 167-168.
- 32 - Comparaison de la structure par âge de la population des 24 exploitations (1983/84) et de celle de la région (1975). 167-168.
- 33 - L'habitat chez les sédentaires : les cours. 172-173.
- 34 - L'habitat chez les sédentaires : les cours. 172-173.
- 35 - Les instruments aratoires traditionnels : houes à semer et à sarcler, iler. 183-184.
- 36 - Diffusion actuelle de l'iler en Aribinda. 190-191.
- 37 - Zone de contact houe-iler entre Aribinda et Pem en 1984. Importance de l'usage de chaque instrument, par lieu-dit. 193-194.
- 38 - Localisation des exploitations pastorales retenues. 233-234.
- 39 - Exploitation pastorale du groupe 1 : transhumance d'hivernage vers le nord, avec scission des effectifs de l'exploitation. 233-234.
- 40 - Exploitations pastorales du groupe 2 : transhumance de saison sèche vers le sud, tous les effectifs de l'exploitation accompagnant le bétail. 233-234.
- 41 - Exploitations pastorales du groupe 3 : transhumance de saison sèche vers le sud, l'habitation se déplaçant peu au long de l'année. 233-234.
- 42 - Exploitations pastorales du groupe 4 : déplacement de l'habitation à proximité des pâturages en hivernage. 233-234.
- 43 - Exploitations pastorales du groupe 5 : sédentarité complète. 233-234.
- 44 - Exploitations pastorales du groupe 6 : déplacement de l'habitation vers les champs en hivernage. 233-234.
- 45 - Abreuvement quotidien des troupeaux en saison sèche : schéma d'organisation de l'espace pour 29 exploitations. 251-252.

- 46 - Rythmes particuliers d'abreuvement des troupeaux en saison sèche : schéma d'organisation de l'espace pour 18 exploitations. 251-252.
- 47 - Organisation de l'espace en hivernage pour 50 exploitations. 255-256.
- 48 - Quartiers et lieux-dits de Pem. 301.
- 49 - Quartiers et lieux-dits de Brigtoéga. 304.

## LISTE DES TABLEAUX

	page
- 1 - Pluviométrie de mars à septembre 1982, pour la station d'Aribinda, selon l'ORD et l'ASECNA.	23.
- 2 - Pluviométrie moyenne mensuelle de 1954 à 1983.	24.
- 3 - Probabilités des pluies de moins de 400 mm et de plus de 600 mm pour 4 stations du nord du Burkina, extrapolées de la période 1060-1982.	26.
- 4 - Evolution de trois fractions pluviométriques, 1960-1983.	30.
- 5 - Fréquence et intensité des fractions pluviométriques par période.	31.
- 6 - Période des premiers semis en 1983, dans 13 villages de l'Aribinda.	36-37.
- 7 - Caractéristiques de la saison agricole pour la station d'Aribinda, 1960-1983. Dates de début et de fin, durées, totaux pluviométriques de la saison agricole et de l'année.	36-37.
- 8 - Etat numérique de la population de l'Aribinda en 1904, par village.	138-139.
- 9 - Chiffres de population par village des recensements administratifs, 1954-1983.	138-139.
- 10 - Données des recensements administratifs de 1954 à 1983.	139-140.
- 11 - Population des villages classés par dominante ethnique en 1954 et 1983.	150.

- 12 - Population et surfaces cultivées 1954/55 et 1981/83 pour deux zones, nord et sud, de l'Aribinda. 161-162.
- 13 - Composition de la résidence dans 16 exploitations. 174-175.
- 14 - Champs collectifs et individuels des 16 exploitations : nature des sols/cultures - surface totale, moyenne, minimum, maximum par champ - distance moyenne du lieu d'habitation. 176-177.
- 15 - Mode d'action, mouvement des instruments aratoires et station requise. 184.
- 16 - Affectation des actifs sur les champs collectifs et individuels, dans les exploitations où l'on emploie l'iler. 195-196.
- 17 - Affectation des actifs sur les champs collectifs et individuels, dans les exploitations où l'on emploie la houe. 195-196.
- 18 - Surface cultivée par actif, selon les caractéristiques des champs des 16 exploitations. 198-199.
- 19 - Rendement à l'hectare, selon les caractéristiques des champs des 16 exploitations. 202-203.
- 20 - Production par actif, selon les caractéristiques des champs des 16 exploitations. 202-203.
- 21 - Production et consommation des 16 exploitations en 1982 et 1983. 205-206.
- 22 - L'importance respective de la fumure dans les champs collectifs sur sables travaillés à l'iler et à la houe. 223.
- 23 - L'importance respective de la fumure dans les champs individuels sur sables travaillés à l'iler et à la houe. 223.
- 24 - Evaluation des ressources foncières du nord et du sud de l'Aribinda 262.
- 25 - Surface effectivement cultivée et surface identifiée comme cultivée d'après la photographie aérienne, par habitant, 1981-1984. 264.

<b>TABLE DES MATIERES</b>
---------------------------

pages :

<b>INTRODUCTION</b>
---------------------

<b>1. LE PAYS D'ARIBINDA</b>	2.
1. 1. <b>Le paysage</b>	2.
1. 2. <b>Les fondements du pays</b>	5.
1. 3. <b>Une situation marginale</b>	8.
<b>2. UN TERRAIN POUR LA RECHERCHE</b>	9.
2. 1. <b>Inventaire des références au pays</b>	9.
2. 2. <b>L'objet de la recherche</b>	11.
2. 3. <b>Intérêt d'une reconnaissance de l'Aribinda</b>	12.
2. 4. <b>Méthode de la recherche : étapes et moyens</b>	14.
a. Les enquêtes	15.
b. L'étude des activités	16.
c. Les entretiens	17.

<b>PREMIERE PARTIE : LES CONDITIONS DE L'OCCUPATION ACTUELLE</b>
--

<b><u>CHAPITRE I :</u></b> <b><u>LES DONNEES CLIMATIQUES ET LA SAISON AGRICOLE</u></b>	20.
I. 1. <b>GENERALITES</b>	20.
I. 2. <b>PLUVIOMETRIE</b>	21.
I. 2. 1. <b>Les instruments de mesure</b>	21.
I. 2. 2. <b>Les précipitations</b>	24.
I. 2. 3. <b>Irrégularités de la pluviométrie</b>	25.
<i>Irrégularité dans le nord du Burkina-Faso</i>	25.
<i>Irrégularité dans l'espace de l'Aribinda</i>	27.

<b>I. 2. 4. L'évolution de la pluviométrie</b>	28.
<i>Diminution des hauteurs d'eau annuelles</i>	28.
<i>Altération de l'intensité et de la fréquence des précipitations</i>	29.
<i>Impact sur les sols et la végétation</i>	31.
<b>I. 3. SAISON DES PLUIES ET SAISON AGRICOLE</b>	33.
<b>I. 3. 1. La saison agricole</b>	34.
<i>La "pluie utile"</i>	34.
<i>Définition de la saison agricole</i>	35.
<i>Irrégularités locales du calendrier agricole : l'exemple de 1983</i>	36.
<i>Irrégularités dans le temps de la saison agricole</i>	36.
<b>I. 3. 2. Perturbations du cycle agricole</b>	37.
<b><u>CHAPITRE II :</u></b>	
<b><u>MODELÉ, TERRES ET PAYSAGES VEGETAUX</u></b>	39.
<b>II. 1. LE MODELÉ</b>	39.
<b>II. 1. 1. Les reliefs</b>	39.
<b>II. 1. 2. Les "masques" éoliens</b>	42.
<b>II. 2. LES SOLS ET LES TERRES</b>	43.
<b>II. 2. 1. La classification paysanne</b>	44.
II. 2. 1. 1. <u>Terres légères</u>	45.
II. 2. 1. 2. <u>Terres lourdes</u>	48.
II. 2. 1. 3. <u>Autres terres, et domaine inculte</u>	49.
<b>II. 2. 2. La vocation des terres</b>	50.
II. 2. 2. 1. <u>Qualité des terres</u>	50.
II. 2. 2. 2. <u>Les priorités paysannes</u>	51.
<b>II. 3. PAYSAGES VEGETAUX</b>	53.
<b>II. 3. 1. Methode</b>	53.
<b>II. 3. 2. Les formations végétales</b>	55.
II. 3. 2. 1. <u>Domaine de l'élevage</u>	55.
<i>L'extrême nord : la mare de Soum</i>	55.
<i>Les zones inter-cordons du nord</i>	56.
II. 3. 2. 2. <u>Domaine de l'agriculture</u>	56.
<i>Les cordons dunaires</i>	56.
<i>Les terres basses du sud</i>	57.

<b>II. 3. 3. La végétation domestique</b>	59.
II. 3. 3. 1. <u>Les fourrages</u>	59.
<i>Plantes herbacées</i>	59.
<i>Arbustes</i>	60.
<i>Arbres</i>	61.
II. 3. 3. 2. <u>La cueillette</u>	62.

## DEUXIEME PARTIE : LA CONSTRUCTION D'UN PAYS

<b>CHAPITRE III :</b>	
<b><u>LES MARQUES DES PEUPEMENTS ANCIENS</u></b>	65.
<b>III. 1. ARIBINDA, SITE REMARQUABLE</b>	66.
<b>III. 2. LES VESTIGES : LA TRACE DE POTE SAMBA</b>	67.
III. 2. 1. <b>Les gravures</b>	67.
III. 2. 2. <b>Les meules dormantes</b>	68.
III. 2. 3. <b>Les tertres anthropiques</b>	68.
III. 2. 4. <b>Le parc à <i>Acacia albida</i></b>	69.
III. 2. 5. <b>Les vestiges de constructions</b>	70.
<b>III. 3. L'INTERPRETATION DES VESTIGES</b>	71.
<b>III. 4. LES PREMIERS PEUPEMENTS CONNUS PAR LA TRADITION ORALE</b>	74.
III. 4. 1. <b>Une première couche kurumba</b>	74.
III. 4. 1. 1. <u>Les gens descendus du ciel : des "buttes-témoins" kurumba ?</u>	74.
III. 4. 1. 2. <u>Le peuplement kurumba selon la tradition songhay</u>	75.
III. 4. 2. <b>Le peuplement songhay du nord du Burkina</b>	76.
III. 4. 2. 1. <u>L'Aribinda dans la dépendance du Djelgodji</u>	77.
<i>Les informations d'Oursi</i>	77.
<i>Les informations de Filio et Tinghé</i>	78.
III. 4. 2. 2. <u>L'origine des deux vagues de peuplement songhay : la fuite devant l'Islam, et le démantèlement de l'empire</u>	79.
<b>III. 5. LES ANCIENS TERRITOIRES</b>	80.
<b>III. 6. LA FIN DES POTE SAMBA</b>	82.

<b>CHAPITRE IV :</b>	
<b><u>LE CREUSET DE L'ARIBINDA</u></b>	83.
<b>IV. 1. LA PEREGRINATION VERS LE COEUR</b>	83.
<b>IV. 1. 1. Le flux de peuplement songhay</b>	83.
IV. 1. 1. 1. <u>Le départ de Tendirma</u>	83.
IV. 1. 1. 2. <u>La migration vers l'Aribinda</u>	85.
IV. 1. 1. 3. <u>D'un massif à l'autre</u>	86.
<i>L'itinéraire, de Boukouré à Nyouni</i>	86.
<i>Les sites songhay</i>	87.
<i>Les lieux de culture et l'élevage</i>	89.
<b>IV. 1. 2. Le flux de peuplement kurumba</b>	91.
<b>IV. 1. 3. Le flux de peuplement mossi</b>	92.
<b>IV. 1. 4. Le lieu de confluence des migrations</b>	92.
<b>IV. 2. LE PARTAGE DES FONCTIONS</b>	93.
<b>IV. 2. 1. Les premiers temps songhay</b>	94.
<b>IV. 2. 2. La fonction magique des Kurumba</b>	94.
<b>IV. 2. 3. L'accession des Mossi à la chefferie</b>	96.
<b>IV. 2. 4. Les contre-pouvoirs</b>	97.
<b>IV. 3. LA FORMATION DU BOURG</b>	99.
<b>IV. 3. 1. Au sud, les quartiers du "sacré"</b>	99.
<b>IV. 3. 2. Au nord, les quartiers du pouvoir</b>	99.
<b>IV. 4. LA GENESE DES DROITS SUR LA TERRE</b>	100.
<b>IV. 4. 1. Anciens droits sur la terre</b>	101.
<b>IV. 4. 2. Le nouveau droit foncier</b>	102.
<b>IV. 5. LES DERNIERS FLUX DE PEUPEMENT INTEGRES A LA SOCIETE</b>	104.
<b>IV. 5. 1. De nouveaux apports songhay</b>	104.
<b>IV. 5. 2. De nouveaux apports kurumba et mossi</b>	106.
<b>IV. 5. 3. Lignages originaires des franges sud-est de l'Aribinda</b>	106.
<b>IV. 6. LA SOCIETE SYNCRETIQUE</b>	107.
<b>IV. 7. UNE CHEFFERIE ISOLEE ET MENACEE</b>	108.

<b>CHAPITRE V :</b>	
<b><u>L'INVESTISSEMENT DU PAYS ET LE RESEAU DES DROITS</u></b>	110.
<b>V. 1. L'EMERGENCE D'ARIBINDA</b>	110.
<b>V. 1. 1. Conflits et alliances</b>	110.
<b>V. 1. 2. La prospérité</b>	111.
<b>V. 2. LES FACTEURS DE L'EXPANSION DANS LE PAYS</b>	112.
<b>V. 2. 1. Les captifs</b>	112.
<b>V. 2. 2. La congestion foncière et les premières exploitations hors du bourg</b>	113.
<b>V. 2. 3. Les exclusions du bourg</b>	114.
<i>Le départ des prétendants évincés vers le nord et le nord-est</i>	114.
<i>Le départ des groupes marginalisés vers le sud et l'ouest</i>	115.
<b>V. 2. 4. Le retour des famines</b>	116.
<b>V. 2. 5. Le choc de la colonisation française</b>	117.
<b>V. 2. 6. L'arrivée des "étrangers"</b>	117.
<i>Les pasteurs</i>	118.
<i>Les Mossi</i>	119.
<b>V. 3. LE PARTAGE TERRITORIAL</b>	119.
<b>V. 3. 1. L'origine des premiers partages</b>	120.
<b>V. 3. 2. Le partage en faisceaux</b>	120.
<b>V. 3. 3. Le rôle des villages</b>	122.
<b>V. 4. LES RESEAUX VILLAGEOIS</b>	123.
<b>V. 4. 1. Les fondations de villages sur les itinéraires de la colonisation : une dynamique foncière</b>	123.
<b>V. 4. 2. Perturbations extérieures</b>	123.
<i>Les pasteurs</i>	124.
<i>Les Mossi</i>	125.
<b>V. 6. LA TRANSMISSION FONCIERE</b>	126.
<b>V. 6. 1. La transmission patrilinéaire</b>	126.
<i>Règles de dévolution</i>	126.
<i>Conséquence : l'éviction des cadets</i>	127.
<b>V. 6. 2. La transmission avunculaire</b>	129.
<i>Les filières matrimoniales</i>	129.
<i>Alliances matrimoniales et enjeux fonciers</i>	130.
<b>V. 6. 3. Les sources du patrimoine</b>	132.

<b>TROISIEME PARTIE : L'OCCUPATION HUMAINE</b>
--

<b>CHAPITRE VI :</b>	
<b><u>APPROCHE DEMOGRAPHIQUE</u></b>	135.
<b>VI. 1. DONNEES DE POPULATION, 1904-1983</b>	135.
<b>VI. 1. 1. Sources et données disponibles</b>	135.
<i>Le recensement de 1904</i>	135.
<i>Les références pour la période 1904-1950</i>	136.
<i>La période 1950-1983</i>	137.
<b>VI. 1. 2. Examen critique des données démographiques</b>	138.
<i>La sous-estimation fiscale</i>	138.
<i>L'irrégularité des recensements administratifs</i>	139.
<i>Villages administratifs et villages réels</i>	140.
<i>Hétérogénéité des listes de villages</i>	141.
<b>VI. 2. L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE 1904 A 1983</b>	142.
<b>VI. 2. 1. Croissance démographique</b>	142.
<b>VI. 2. 2. Les accidents de la croissance interne</b>	143.
<b>VI. 2. 3. Quelques caractéristiques démographiques</b>	144.
<b>VI. 2. 4. Une émigration relativement faible</b>	145.
VI. 2. 4. 1. <u>Le volume de l'émigration</u>	145.
VI. 2. 4. 2. <u>Les acteurs de l'émigration</u>	146.
<i>Les ethnies</i>	146.
<i>Les hommes</i>	146.
<i>Les femmes</i>	147.
VI. 2. 4. 3. <u>Les destinations et l'évolution des taux de l'émigration</u>	147.
<b>VI. 2. 5. Un facteur de croissance : l'immigration</b>	149.
<b>VI. 2. 6. Evolution de la population, 1954-1983</b>	149.
VI. 2. 6. 1. <u>Evolution par groupe ethnique</u>	149.
<i>Le groupe peul : croissance au nord, décroissance au sud</i>	151.
<i>Le groupe bella : croissance dans la sédentarisation</i>	152.
<i>Le groupe mossi : après l'immigration</i>	153.
<i>Le groupe Kurumba : des variations zonales de croissance</i>	154.

VI. 2. 6. 2. <u>Evolution par zone</u>	156.
<i>Dans le nord</i>	156.
<i>Dans le sud</i>	156.

**CHAPITRE VII :**  
**POPULATION ET SURFACES AGRICOLES** 157.

**VII. 1. METHODE** 157.

<b>VII. 1. 1. Reconnaissance et mesure des aires agricoles</b>	157.
<i>Identification des sols</i>	157.
<i>Evaluation des surfaces</i>	158.
<b>VII. 1. 2. Les aires retenues</b>	159.

**VII. 2. LA DENSITE DES OCCUPATIONS** 161.

**VII. 3. L'EVOLUTION DE LA POPULATION ET DES SURFACES AGRICOLES ENTRE 1954/55 ET 1981/83** 163.

<b>VII. 3. 1. L'accroissement de la consommation d'espace par habitant</b>	163.
<b>VII. 3. 2. Les faux-semblants de l'extension agricole</b>	164.
VII. 3. 2. 1. <u>Le "champ idiot"</u>	164.
VII. 3. 2. 2. <u>Les friches et les zones de vestiges</u>	166.

**VII. 4. LES SURFACES CULTIVEES EN 1983/84** 167.

<b>VII. 4. 1. Les exploitations retenues</b>	167.
<b>VII. 4. 2. La surface cultivée par individu</b>	168.

<b>QUATRIEME PARTIE : AMENAGEMENTS ET PRATIQUES DE L'OCCUPATION ACTUELLE</b>
--

**CHAPITRE VIII :**  
**L'EXPLOITATION AGRICOLE** 171.

**VIII. 1. L'HABITAT ET LA RESIDENCE** 171.

<b>VIII. 1. 1. Les bâtiments villageois</b>	171.
<b>VIII. 1. 2. La résidence et sa cour</b>	172.
<i>Les présents</i>	174.
<i>Les absents</i>	175.

<b>VIII. 2. LE DOMAINE FONCIER DE LA COUR : LES CHAMPS</b>	175.
<b>VIII. 2. 1. Champs collectifs et champs individuels</b>	176.
<b>VIII. 2. 2. La localisation des champs</b>	177.
<b>VIII. 2. 3. Les types de champs selon leur sol</b>	177.
<b>VIII. 3. LES CULTURES</b>	178.
<b>VIII. 3. 1. Les mils</b>	179.
<b>VIII. 3. 2. Les sorghos</b>	181.
<b>VIII. 4. LES INSTRUMENTS ARATOIRES TRADITIONNELS</b>	183.
<b>VIII. 4. 1. Description des instruments aratoires</b>	183.
<b>VIII. 4. 1. 1. <u>Les houes</u></b>	183.
<i>Houes à semer</i>	183.
<i>Houe à sarcler</i>	183.
<b>VIII. 4. 1. 2. <u>L'iler</u></b>	184.
<b>VIII. 4. 2. L'origine des instruments et leur appellation</b>	185.
<b>VIII. 4. 3. Action des outils sur le sol : houe et iler</b>	186.
<b>VIII. 4. 4. L'usage des instruments aratoires</b>	188.
<i>Les semis</i>	188.
<i>Le sarclage</i>	189.
<b>VIII. 4. 5. La diffusion de l'iler</b>	190.
<b>VIII. 4. 5. 1. <u>Les avancées de l'iler</u></b>	190.
<b>VIII. 4. 5. 2. <u>Pénétration de l'iler dans les différents groupes ethniques</u></b>	193.
<i>Chez les Kurumba</i>	193.
<i>Dans les autres groupes</i>	193.
<b>VIII. 5. LES ACTIVITES</b>	194.
<b>VIII. 5. 1. L'organisation du travail</b>	194.
<b>VIII. 5. 1. 1. <u>Affectation des actifs sur les différents types de champs</u></b>	194.
<b>VIII. 5. 1. 1. 1. <i>Hommes</i></b>	195.
<b>VIII. 5. 1. 1. 2. <i>Femmes :</i></b>	
- <i>Culture à l'iler</i>	195.
- <i>Culture à la houe</i>	196.
<b>VIII. 5. 1. 1. 3. <i>Enfants</i></b>	197.
<b>VIII. 5. 1. 2. <u>Une main-d'oeuvre d'appoint occasionnelle : les invitations de culture</u></b>	197.
<b>VIII. 5. 2. La surface cultivée par actif au cours de la saison agricole</b>	198.
<b>VIII. 5. 2. 1. <u>Champs collectifs</u></b>	198.
<b>VIII. 5. 2. 2. <u>Champs individuels</u></b>	199.

<b>VIII. 6. LA PRODUCTION</b>	200.
<b>VIII. 6. 1. Methode d'évaluation</b>	200.
<b>VIII. 6. 2. Les données</b>	201.
<b>VIII. 6. 3. Les résultats comparés</b>	202.
VIII. 6. 3. 1. <u>Rendements à l'hectare</u>	203.
VIII. 6. 3. 2. <u>Production par actif</u>	203.
<b><u>CHAPITRE IX :</u></b>	
<b><u>LES STRATEGIES AGRICOLES</u></b>	205.
<b>IX. 1. DESEQUILIBRES VIVRIERS</b>	205.
<b>IX. 2. CHOIX TECHNIQUE, CHOIX SOCIAL ?</b>	207.
<b>IX. 2. 1. Le jugement des utilisateurs</b>	207.
<b>IX. 2. 2. Les impératifs socio-culturels</b>	208.
IX. 2. 2. 1. <u>Le statut social</u>	208.
<i>La distance à la terre</i>	208.
<i>Un signe extérieur de richesse</i>	209.
IX. 2. 2. 2. <u>La condition féminine et la division du travail</u>	209.
<b>IX. 3. LA STRATEGIE FONCIERE</b>	210.
<b>IX. 3. 1. Le préalable des droits fonciers</b>	210.
<b>IX. 3. 2. Les stratégies spatiales</b>	213.
<i>L'iler, instrument de la course à l'espace</i>	213.
<i>La houe, instrument de l'atomisation du domaine foncier</i>	213.
<i>L'iler et la houe, instruments de la dispersion dans l'espace</i>	213.
<b>IX. 4. LA STRATEGIE ECONOMIQUE</b>	214.
<b>IX. 4. 1. Agriculture intensive ou extensive ?</b>	214.
<b>IX. 4. 2. L'évolution technique : la culture attelée</b>	216.
<b>IX. 4. 3. L'investissement de main-d'oeuvre</b>	218.
<b>IX. 5. LA REGENERATION DES SOLS</b>	219.
<b>IX. 5. 1. Le parc à <i>Acacia albida</i></b>	219.
<b>IX. 5. 2. La fumure</b>	220.
IX. 5. 2. 1. <u>Principes d'application</u>	221.
<i>Champs collectifs</i>	221.
<i>Champs individuels</i>	222.
IX. 5. 2. 2. <u>Importance des surfaces fumées sur sables</u>	223.

IX. 5. 2. 3. <u>Le caractère de la fumure : bonification, ou compensation ?</u>	224.
<b>IX. 6. LA DIVERSIFICATION ET L'OPTIMISATION DES RESSOURCES ALIMENTAIRES</b>	225.
IX. 6. 1. <b>La sélection des plantes vivrières</b>	225.
<i>Les facteurs de la sélection</i>	225.
<i>La complémentarité mil-sorgho</i>	227.
IX. 6. 2. <b>L'élevage villageois</b>	228.
<b><u>CHAPITRE X :</u></b>	
<b><u>LES PASTEURS DANS LA TRAME VILLAGEOISE</u></b>	232.
<b>X. 1. LE PASTORALISME EN ARIBINDA</b>	234.
<i>L'élevage bovin avant le XX<sup>e</sup> siècle</i>	234.
<i>L'arrivée des pasteurs</i>	236.
<i>Evolution du cheptel au XX<sup>e</sup> siècle</i>	237.
<b>X. 2. LES RELATIONS ENTRE PASTEURS ET VILLAGEOIS</b>	239.
<b>X. 2. 1. Complémentarité de leurs prestations respectives</b>	239.
<i>Les échanges</i>	239.
<i>Le gardiennage des troupeaux villageois</i>	239.
<i>La fumure</i>	240.
<b>X. 2. 2. La satellisation des activités pastorales</b>	241.
<b>X. 3. L'INSERTION DES PASTEURS DANS LA TRAME FONCIERE VILLAGEOISE</b>	242.
<i>La diversification des chances par la culture</i>	242.
<i>L'acquisition d'un statut foncier conditionnant l'accès aux brousses villageoises et aux points d'eau</i>	243.
<i>Le maintien d'une certaine mobilité</i>	244.
<b>X. 4. LA LOCALISATION DES AIRES D'ELEVAGE</b>	245.
<b>X. 4. 1. Les zones d'exclusion en hivernage</b>	246.
<i>Les cordons dunaires du nord</i>	246.
<i>Les bas-fonds et les terres légères du sud</i>	246.
<b>X. 4. 2. Les zones d'accueil</b>	247.
<i>Les périphéries villageoises</i>	247.
<i>Les intervalles entre les territoires villageois</i>	248.

<b>X. 5. L'ALTERNANCE PASTORALE ET AGRAIRE</b>	248.
<b>X. 5. 1. Saison sèche : les impératifs de l'élevage</b>	249.
X. 5. 1. 1. <u>Le problème de l'eau</u>	249.
<i>Les points d'eau</i>	249.
<i>Fréquence des abreuvements</i>	250.
X. 5. 1. 2. <u>Les parcours : ampleur et organisation</u>	251.
X. 5. 1. 3. <u>Implantation de la résidence de saison sèche</u>	252.
<b>X. 5. 2. Hivernage : les impératifs de culture</b>	253.
X. 5. 2. 1. <u>Le travail sur les champs : l'altération du comportement pastoral</u>	253.
X. 5. 2. 2. <u>Les parcours</u>	255.
X. 5. 2. 3. <u>L'implantation de l'habitat</u>	256.
<b>X. 5. 3. Les pratiques agro-pastorales : des options réversibles</b>	256.
<i>L'accès aux cures salées</i>	256.
<i>Le recouvrement de la mobilité</i>	257.
<i>La diversité des pratiques pastorales</i>	258.

## CONCLUSION

<b>1. VERS LA SATURATION DE L'ESPACE AGRICOLE</b>	262.
<b>1. 1. Les réserves foncières</b>	262.
<b>1. 2. Le terme de la colonisation agricole dans le contexte actuel</b>	264.
<b>1. 3. Les processus d'occupation des réserves foncières</b>	265.
<i>La mise en valeur des terres lourdes</i>	265.
<i>La reprise des cultures sur les terres en friche</i>	265.
<b>1. 4. La saturation foncière et le seuil de rupture de l'équilibre alimentaire</b>	266.
<i>La remise en cause du partage territorial</i>	267.
<i>L'émigration</i>	267.
<b>2. LE DEVENIR DES ACTIVITES DE COMPLEMENT ET DE SUBSTITUTION</b>	268.
<b>2. 1. La cueillette</b>	268.
<b>2. 2. Surcharge de l'espace pastoral</b>	268.
<b>2.3. L'exploitation minière</b>	270.
<b>3. "DIEU NOUS A OUBLIES"</b>	271.
<b>3.1. Le développement dans la modernité</b>	271.
<b>3.2. La culture intensive</b>	272.
<b>3.3. Le projet de l'Aribinda</b>	273.

**ANNEXES**

<b><u>Annexe 1 : questionnaires des enquêtes "cours", "résidence et productions", "peuplement et productions", "situation".</u></b>	277.
A1. 1. ENQUETE "COURS", mai 1983.	277.
A1. 2. ENQUETE "RESIDENCE ET PRODUCTIONS", mai-juin 1983.	278.
A1. 3. ENQUETE "PEUPEMENT ET PRODUCTIONS, nov.-déc. 1983.	280.
A1. 4. ENQUETE "SITUATION", janvier-février 1984.	283.
<b><u>Annexe 2 : Guides d'entretiens des exploitations agricoles et pastorales.</u></b>	288.
A2. 1. EXPLOITATIONS AGRICOLES	288.
A2. 2. EXPLOITATIONS PASTORALES	294.
<b><u>Annexe 3 : repères chronologiques.</u></b>	298.
A3. 1. LA GENEALOGIE DES CHEFS	298.
A3. 2. DATATION DE L'ARRIVEE DES SONGHAY	299.
<b><u>Annexe 4 : Les territoires villageois : deux exemples, Pem et Brigtoéga.</u></b>	301.
A4. 1. LA FONDATION DES VILLAGES	301.
A4. 1. 1. Pem, les sables du nord	301.
A4. 1. 1. 1. <u>La fondation des quartiers du village</u>	301.
A4. 1. 1. 2. <u>La venue des pasteurs</u>	302.
A4. 1. 2. Brigtoéga, des sables aux terres basses du sud	303.
A4. 1. 2. 1. <u>L'itinéraire, de Honré à Brigtoéga et Sanga</u>	303.
A4. 1. 2. 2. <u>La concurrence des agriculteurs et des pasteurs</u>	304.
A4. 1. 2. 3. <u>La recherche de nouvelles terres, et l'affrontement avec les Mossi</u>	305.
A4. 2. L'ORGANISATION TERRITORIALE A PEM ET BRIGTOEGA	306.
A4. 2. 1. Pem	306.

A4. 2. 2. Brigtoéga	306.
A4. 3. LA TRANSMISSION FONCIERE	307.
A4. 3. 1. Pem	307.
A4. 3. 2. Brigtoéga	308.
A4. 4. LES ALLIANCES MATRIMONIALES	309.
A4. 4. 1. Pem	309.
A4. 4. 2. Brigtoéga	310.
<b><u>Annexe 5 : L'origine des groupes pasteurs dans l'Aribinda</u></b>	312.
A5. 1. LES SILLOUBE	312.
A5. 2. LES DJELGOBE	313.
A5. 2. 1. Tarabé Sabou et Tarabé Mana	313.
A5. 2. 2. Soulébé et Sampargoubé	314.
A5. 2. 3. Divers Djelgobé	314.
A5. 3. LES GAOBE ET LES GROUPES MINORITAIRES	316.
<b><i>GLOSSAIRE</i></b>	317.
<b><i>GUIDE DES PRINCIPAUX LIGNAGES KURUMBA</i></b>	321.
<b><i>BIBLIOGRAPHIE ET DOCUMENTS CONSULTES</i></b>	324.
<b><i>LISTE DES FIGURES</i></b>	342.
<b><i>LISTE DES TABLEAUX</i></b>	346.
<b><i>TABLE DES MATIERES</i></b>	348.